

SOCIÉTÉ DES NATIONS

*Recueil des Traités et des Engagements
internationaux enregistrés par le Secrétariat
de la Société des Nations.*

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
Registered with the Secretariat of the
League of Nations.*

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

*et des Engagements internationaux enregistrés par le
Secrétariat de la Société des Nations.*

VOLUME CXXXIV

1932-1933

NUMÉROS 1, 2, 3 et 4

TABLE DES MATIÈRES

	Page
N° 3080. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :	
Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord. Bruxelles, les 7 octobre 1931, 4 février et 19 avril 1932	19
N° 3081. — Bulgarie et Norvège :	
Traité de conciliation, d'arbitrage et de règlement judiciaire. Signé à Sofia, le 26 novembre 1931	27
N° 3082. — Etats-Unis d'Amérique, République Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, etc. :	
Convention concernant les droits et devoirs des Etats en cas de luttes civiles, adoptée par la VI ^e Conférence internationale américaine et signée à La Havane, le 20 février 1928	45
N° 3083. — Belgique et France :	
Arrangement en vue de l'exécution de la Convention conclue le 21 mai 1927 relative au régime spécial de retraites des ouvriers mineurs. Signé à Paris, le 7 septembre 1931 ...	65
N° 3084. — Brésil et Etat libre d'Irlande :	
Echange de notes comportant un accord réglant les relations commerciales entre les deux pays. Rio-de-Janeiro, le 16 octobre 1931	75
N° 3085. — Etats-Unis d'Amérique et Norvège :	
Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, signé à Washington, le 5 juin 1928, avec échange de notes y relatif de la même date, et Article additionnel, signé à Washington, le 25 février 1929	81

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

*Publication of Treaties and International Engagements
registered with the Secretariat of the League of Nations.*

VOLUME CXXXIV

1932-1933

NUMBERS 1, 2, 3 and 4

TABLE OF CONTENTS.

	Page
No. 3080. — United States of America and Belgium :	
Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Brussels, October 7, 1931, February 4 and April 19, 1932 ...	19
No. 3081. — Bulgaria and Norway :	
Treaty of Conciliation, Arbitration and Judicial Settlement. Signed at Sofia, November 26, 1931 ...	27
No. 3082. — United States of America, Argentine Republic, Bolivia, Brazil, Chile, etc.	
Convention concerning the Duties and Rights of States in the event of Civil Strife, adopted by the VIth International Conference of American States and signed at Habana, February 20, 1928 ...	45
No. 3083. — Belgium and France :	
Agreement for the Execution of the Convention concluded on May 21, 1927, concerning the Special System of Miners' Pensions. Signed at Paris, September 7, 1931 ...	65
No. 3084. — Brazil and Irish Free State :	
Exchange of Notes constituting an Agreement regulating Commercial Relations between the two Countries. Rio de Janeiro, October 16, 1931 ...	75
No. 3085. — United States of America and Norway :	
Treaty of Friendship, Commerce and Consular rights, signed at Washington, June 5, 1928, with Exchange of Notes relating thereto of the same date, and Additional Article, signed at Washington, February 25, 1929 ...	81

	Page
N° 3086. — Belgique et Pays-Bas :	
Convention postale. Signée à La Haye, le 4 août 1932	117
N° 3087. — Norvège et Portugal :	
Traité de conciliation, de règlement judiciaire et d'arbitrage. Signé à Lisbonne, le 26 juillet 1930	123
N° 3088. — Suède et Tchécoslovaquie :	
Convention d'extradition de malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Prague, le 17 novembre 1931	135
N° 3089. — Norvège et Perse :	
Traité d'amitié, de commerce et de navigation, tel qu'il a été modifié par le Protocole du 30 janvier 1931, signé à Paris, le 8 mai 1930, avec échange de notes y relatif de la même date	153
N° 3090. — Belgique et Pologne :	
Convention vétérinaire. Signée à Bruxelles, le 18 décembre 1930	177
N° 3091. — Etats-Unis d'Amérique et Italie :	
Traité de conciliation modifiant les termes de l'article II du Traité du 5 mai 1914 en vue de promouvoir la cause de la paix générale. Signé à Washington, le 23 septembre 1931 ...	191
N° 3092. — Hongrie et Pologne :	
Echange de notes comportant un arrangement au sujet de la protection des appellations d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles. Varsovie, le 4 novembre 1931	199
N° 3093. — Etats-Unis d'Amérique et Salvador :	
Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, signé à San Salvador, le 22 février 1926, avec protocole d'échange des ratifications, signé à San Salvador, le 5 septembre 1930	207
N° 3094. — Belgique et Bulgarie :	
Convention additionnelle concernant l'application de la Convention d'extradition entre la Belgique et la Bulgarie des 15 et 28 mars 1908 au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi. Signée à Sofia, le 4 juin 1932	241
N° 3095. — Brésil et Esthonie :	
Echange de notes comportant un accord commercial. Paris, le 30 septembre 1932	247
N° 3096. — Belgique et France :	
Accord concernant l'indemnisation des victimes civiles de la guerre. Signé à Paris, le 7 novembre 1929	257

	Page
No. 3086. — Belgium and the Netherlands :	
Postal Convention. Signed at The Hague, August 4, 1932	117
No. 3087. — Norway and Portugal :	
Treaty of Conciliation, Judicial Settlement and Arbitration. Signed at Lisbon, July 26, 1930	123
No. 3088. — Sweden and Czechoslovakia :	
Convention regarding the Extradition of Criminals and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Prague, November 17, 1931	135
No. 3089. — Norway and Persia :	
Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, as amended by the Protocol of January 30, 1931, signed at Paris, May 8, 1930, with Exchange of Notes relating thereto of the same date	153
No. 3090. — Belgium and Poland :	
Veterinary Convention. Signed at Brussels, December 18, 1930	177
No. 3091. — United States of America and Italy :	
Treaty of Conciliation modifying the Terms of Article II of the Treaty of May 5, 1914, to advance the Cause of General Peace. Signed at Washington, September 23, 1931 ...	191
No. 3092. — Hungary and Poland ;	
Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Protection of Appellations of Origin and of Designations of Quality of Wine Products. Warsaw, November 4, 1931	199
No. 3093. — United States of America and Salvador :	
Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights, signed at San Salvador, February 22, 1926, with Protocol of Exchange of Ratifications, signed at San Salvador, September 5, 1930... ..	207
No. 3094. — Belgium and Bulgaria :	
Additional Convention concerning the Application of the Extradition Convention between Belgium and Bulgaria of March 15 and 28, 1908, to the Belgian Congo and to the Territories of Ruanda-Urundi. Signed at Sofia, June 4, 1932... ..	241
No. 3095. — Brazil and Estonia :	
Exchange of Notes constituting a Commercial Agreement. Paris, September 30, 1932 ...	247
No. 3096. — Belgium and France :	
Agreement regarding Compensation for Civilian Victims of the War. Signed at Paris, November 7, 1929	257

	Page
N° 3097. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord relatif à l'échange des mandats-poste entre le Royaume-Uni et la France et l'Algérie, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Paris le 15 mai 1929	263
N° 3098. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et France :	
Accord relatif à l'échange des colis postaux grevés de remboursements entre l'Administration des Postes de la Guyane anglaise et l'Administration des Postes de la France, avec règlement d'exécution y annexé. Signés à Georgetown, le 14 mai 1931, et à Paris le 17 novembre 1931	299
N° 3099. — Allemagne et Grande-Bretagne et Irlande du Nord :	
Echange de notes concernant la liquidation des biens allemands. Londres, le 26 juillet 1932, et Berlin, le 27 juillet 1932	311
N° 3100. — Grande-Bretagne et Irlande du Nord et Pays-Bas :	
Accord relatif à l'échange des colis postaux et règlement d'exécution y annexé. Signés à La Haye, le 23 juin 1932, et à Londres, le 13 août 1932	317
 ANNEXE XXXIII. — Signatures, ratifications, adhésions, prolongations, dénonciations, etc.	
N° 170. — Protocole de signature concernant le Statut de la Cour permanente de Justice internationale visé par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations. Genève, le 16 décembre 1920.	
<i>Ratification</i>	392
Disposition facultative :	
<i>Ratifications</i>	392
N° 171. — Convention et Statut sur la liberté du transit. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Adhésion</i>	393
N° 172. — Convention et Statut sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Adhésion</i>	393
N° 173. — Protocole additionnel à la Convention sur le régime des voies navigables d'intérêt international. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Adhésion</i>	394
N° 174. — Déclaration portant reconnaissance du droit au pavillon des Etats dépourvus de littoral maritime. Barcelone, le 20 avril 1921.	
<i>Adhésion</i>	394
N° 256. — Convention entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, établissant une union économique entre les deux pays. Signée à Bruxelles, le 25 juillet 1921.	
Exchange de notes comportant un arrangement en vue de permettre la majoration du multiplicateur servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 de la convention ci-dessus. Luxembourg, le 2 février 1931	394

	Page
No. 3097. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement for the Exchange of Money Orders between the United Kingdom and France and Algeria, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Paris, May 15, 1929	263
No. 3098. — Great Britain and Northern Ireland and France :	
Agreement for the Exchange for Parcels subject to the Collection of Trade Charges between the Post Office of British Guiana and the Post Office of France, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Georgetown, May 14, 1931 and at Paris, November 17, 1931	299
No. 3099. — Germany and Great Britain and Northern Ireland :	
Exchange of Notes in regard to the Liquidation of German Properties. London, July 26, 1932, and Berlin, July 27, 1932	311
No. 3100. — Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands :	
Agreement for the Exchange of Parcels by Parcel Post, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at The Hague, June 23, 1932 and at London, August 13, 1932	317
ANNEX XXXIII. — Signatures, Ratifications, Accessions, Prolongations, Denunciations, etc.	
No. 170. — Protocol of Signature relating to the Statute of the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations. Geneva, December 16, 1920.	
<i>Ratification</i>	392
Optional Clause :	
<i>Ratifications</i>	392
No. 171. — Convention and Statute on Freedom of Transit. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Accession</i>	393
No. 172. — Convention and Statute on the Régime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Accession</i>	393
No. 173. — Additional Protocol to the Convention on the Régime of Navigable Waterways of International Concern. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Accession</i>	394
No. 174. — Declaration recognising the Right to a Flag of States having no Sea Coast. Barcelona, April 20, 1921.	
<i>Accession</i>	394
No. 256. — Convention between Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg for the Establishment of an Economic Union between the two Countries. Signed at Brussels, July 25, 1921.	
Exchange of Notes constituting an Agreement with a view to allowing the Raising of the Figure taken as Multiplier in the calculation of the Sum to be levied in accordance with Article 13 of the above-mentioned Convention. Luxemburg, February 2, 1931	394

	Page
N° 269. — Convention internationale pour la suppression de la Traite des femmes et des enfants. Signée à Genève, le 30 septembre 1921.	
<i>Ratification</i>	399
N° 284. — Convention entre le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et la France, au sujet des actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 2 février 1922.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Paris, les 7 et 27 avril 1933... ..	399
N° 775. — Convention internationale pour la simplification des formalités douanières et protocole y relatif. Signés à Genève, le 3 novembre 1923.	
<i>Adhésion</i>	401
N° 800. — Echange de notes entre les Gouvernements néerlandais et portugais, comportant un arrangement provisoire pour le règlement des relations commerciales entre les Pays-Bas et le Portugal. Lisbonne, le 27 août 1924.	
Echange de notes relatif à la prorogation de l'arrangement ci-dessus, à partir du 1 ^{er} septembre 1932. Lisbonne, les 17 et 23 août 1932	402
N° 905. — Convention relative à l'aménagement des forces hydrauliques intéressant plusieurs Etats et protocole de signature. Signés à Genève, le 9 décembre 1923.	
<i>Ratification</i>	405
N° 1743. — Convention d'union de Paris du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, révisée à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	405
N° 1744. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, révisé à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	406
N° 1745. — Arrangement de Madrid du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, révisé à Bruxelles, le 14 décembre 1900, à Washington, le 2 juin 1911, et à La Haye, le 6 novembre 1925.	
<i>Adhésion</i>	406
N° 1746. — Arrangement de La Haye du 6 novembre 1925, concernant le dépôt international des dessins ou modèles industriels.	
<i>Adhésion</i>	407
N° 1845. — Convention internationale de l'opium, adoptée par la deuxième Conférence de l'opium (Société des Nations) et protocole y relatif. Signés à Genève, le 19 février 1925.	
<i>Adhésion</i>	407
<i>Ratification</i>	407

	Page
No. 269. — International Convention for the Suppression of the Traffic in Women and Children. Signed at Geneva, September 30, 1921.	
<i>Ratification</i>	399
No. 284. — Convention between the United Kingdom of Great Britain and Ireland and France respecting Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, February 2, 1922.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Paris, April 7 and 27, 1933	399
No. 775. — International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, November 3, 1923.	
<i>Accession</i>	401
No. 800. — Exchange of Notes between the Netherlands and Portuguese Governments establishing a Provisional Agreement for the Regulation of Commercial Relations between the Netherlands and Portugal. Lisbon, August 27, 1924.	
Exchange of Notes renewing the above Agreement as from September 1st, 1932. Lisbon, August 17 and 23, 1932	402
No. 905. — Convention relating to the Development of Hydraulic Power affecting more than one State and Protocol of Signature. Signed at Geneva, December 9, 1923.	
<i>Ratification</i>	405
No. 1743. — Union Convention of Paris, March 20, 1883, for the Protection of Industrial Property, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	405
No. 1744. — Agreement of Madrid of April 14, 1891, for the Prevention of False Indications of Origin on Goods, revised at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	406
No. 1745. — Agreement concluded at Madrid, April 14, 1891, concerning International Registration of Commercial and Industrial Trade Marks, revised at Brussels, December 14, 1900, at Washington, June 2, 1911, and at The Hague, November 6, 1925.	
<i>Accession</i>	406
No. 1746. — Agreement concluded at The Hague, November 6, 1925, concerning the International Registration of Industrial Designs or Models.	
<i>Accession</i>	407
No. 1845. — International Opium Convention, adopted by the Second Opium Conference (League of Nations), and Protocol relating thereto. Signed at Geneva, February 19, 1925.	
<i>Accession</i>	407
<i>Ratification</i>	407

	Page
N° 2044. — Convention entre Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande, etc., et le Président du Reich allemand, concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 20 mars 1928.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Berlin, les 8 et 27 avril 1933	408
N° 2137. — Traité général de renonciation à la guerre comme instrument de politique nationale. Signé à Paris, le 27 août 1928.	
<i>Adhésions</i>	411
N° 2238. — Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, et protocole, signés à Genève, le 8 novembre 1927, et Accord complémentaire à cette convention, et protocole, signés à Genève, le 11 juillet 1928.	
Déclaration du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vue de se délier le 30 juin 1933, des obligations contractées par la convention et l'accord susmentionnés	411
Déclaration de la Norvège en vue de se délier, à partir du 30 juin 1933, des obligations contractées par la convention et l'accord susmentionnés	412
Déclaration des Etats-Unis d'Amérique en vue de se délier, à partir du 30 juin 1933, des obligations contractées par la convention et l'accord susmentionnés	413
Déclaration du Danemark en vue de se délier le 30 juin 1933, des obligations contractées par la convention et l'accord susmentionnés	414
N° 2337. — Convention entre Sa Majesté britannique et Sa Majesté le Roi d'Espagne, relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 27 juin 1929.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Madrid, les 10 et 29 avril 1933	416
N° 2368. — Convention postale universelle, avec protocole final, règlement d'exécution et protocole final, et dispositions concernant le transport de la poste aux lettres par voie aérienne, avec protocole final. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	418
N° 2369. — Arrangement concernant les lettres et les boîtes avec valeur déclarée, avec protocole final et règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	419
N° 2370. — Arrangement concernant les colis postaux, avec protocole final, règlement d'exécution et dispositions concernant le transport des colis postaux par voie aérienne. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	419
N° 2371. — Arrangement concernant les mandats de poste, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratifications</i>	420

	Page
No. 2044. — Convention between His Britannic Majesty and the President of the German Reich regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 20, 1928.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Berlin, April 8 and 27, 1933... ..	408
No. 2137. — General Treaty for Renunciation of War as an Instrument of National Policy. Signed at Paris, August 27, 1928.	
<i>Accessions</i>	411
No. 2238. — International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, and Protocol, signed at Geneva, November 8, 1927, and Supplementary Agreement to that Convention, and Protocol, signed at Geneva, July 11, 1928.	
Declaration of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland in order to be relieved on June 30, 1933, of the Obligations entered into by the above-mentioned Convention and Agreement	411
Declaration by Norway in order to be relieved as from June 30, 1933, of the Obligations entered into by the above-mentioned Convention and Agreement.	412
Declaration of the United States of America in order to be relieved, as from June 30, 1933, of the Obligations entered into by the above-mentioned Convention and Agreement	413
Declaration by Denmark in order to be relieved as from June 30, 1933, of the Obligations entered into by the above-mentioned Convention and Agreement	414
No. 2337. — Convention between His Britannic Majesty and His Majesty the King of Spain regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, June 27, 1929.	
Exchange of Notes respecting the extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Madrid, April 10 and 29, 1933	416
No. 2368. — Universal Postal Convention, with Final Protocol, Detailed Regulations and Final Protocol and Provisions relating to the Conveyance of Letter Post by Air, with Final Protocol. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	418
No. 2369. — Agreement concerning Insured Letters and Boxes, with Final Protocol and Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	419
No. 2370. — Parcel Post Agreement, with Final Protocol, Detailed Regulations and Provisions relating to the Conveyance of Parcel Post by Air. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	419
No. 2371. — Money Order Agreement, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratifications</i>	420

	Page
N° 2372. — Arrangement concernant les virements postaux, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	420
N° 2373. — Arrangement concernant les recouvrements, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	421
N° 2374. — Arrangement concernant les abonnements aux journaux et écrits périodiques, avec règlement d'exécution. Signés à Londres, le 28 juin 1929.	
<i>Ratification</i>	421
N° 2417. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement néerlandais, concernant la reconnaissance réciproque des certificats de navigabilité aérienne. La Haye, les 7 mars et 5 mai 1930.	
<i>Dénonciation</i>	421
Echange de notes relatif à la dénonciation, à partir du 1 ^{er} juin 1933, de l'arrangement susmentionné. Londres, les 2 et 31 mai 1933	422
N° 2483. — Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement égyptien, établissant un « modus vivendi » commercial. Le Caire, les 5 et 7 juin 1930.	
Echange de notes prorogeant, jusqu'au 16 février 1934, les dispositions de l'arrangement susmentionné. Le Caire, les 16 et 19 février 1933	424
N° 2560. — Convention internationale concernant les statistiques économiques, et protocole. Signés à Genève, le 14 décembre 1928.	
<i>Adhésion</i>	427
N° 2623. — Convention internationale pour la répression du faux monnayage, et protocole. Signés à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratifications</i>	427
N° 2624. — Protocole facultatif concernant la répression du faux monnayage. Signé à Genève, le 20 avril 1929.	
<i>Ratification</i>	428
N° 2682. — Echange de notes entre les Gouvernements polonais et portugais, comportant un arrangement relatif à la reconnaissance réciproque de la jauge des navires. Lisbonne, le 27 août 1930.	
Echange de notes entre les Gouvernements polonais et portugais relatif à l'adhésion de la Ville libre de Dantzig à l'arrangement susmentionné. Lisbonne, les 20 et 26 janvier 1933	428
N° 2733. — Convention pour l'amélioration du sort des blessés et des malades dans les armées en campagne. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Adhésion</i>	431
<i>Ratification</i>	431

	Page
No. 2372. — Agreement concerning Transfer to and from Postal Cheque Accounts, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	420
No. 2373. — Agreement concerning the Collection of Bills, Drafts, etc., with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	421
No. 2374. — Agreement concerning Subscriptions to Newspapers and Periodicals, with Detailed Regulations. Signed at London, June 28, 1929.	
<i>Ratification</i>	421
No. 2417. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Netherlands Government respecting the Recognition of Certificates of Airworthiness. The Hague, March 7 and May 5, 1930.	
<i>Denunciation</i>	421
Exchange of Notes respecting the Denunciation as from June 1st, 1933, of the above-mentioned Agreement. London, May 2 and 31, 1933	422
No. 2483. — Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Egyptian Government establishing a Commercial "Modus Vivendi". Cairo, June 5 and 7, 1930.	
Exchange of Notes respecting the Prolongation until February 16, 1934, of the Provisions of the above Agreement. Cairo, February 16 and 19, 1933	424
No. 2560. — International Convention relating to Economic Statistics, and Protocol. Signed at Geneva, December 14, 1928.	
<i>Accession</i>	427
No. 2623. — International Convention for the Suppression of Counterfeiting Currency and Protocol. Signed at Geneva, April 20, 1929.	
<i>Ratifications</i>	427
No. 2624. — Optional Protocol regarding the Suppression of Counterfeiting Currency. Signed at Geneva, April 20, 1929.	
<i>Ratification</i>	428
No. 2682. — Exchange of Notes between the Polish and Portuguese Governments constituting an Agreement concerning the reciprocal Recognition of the Tonnage Measurement of Vessels. Lisbon, August 27, 1930.	
Exchange of Notes between the Polish and Portuguese Governments regarding the Accession of the Free City of Danzig to the above-mentioned Agreement. Lisbon, January 20 and 26, 1933	428
No. 2733. — Convention for the Amelioration of the Condition of the Wounded and Sick in Armies in the Field. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Accession</i>	431
<i>Ratification</i>	431

	Page
N° 2734. — Convention relative au traitement des prisonniers de guerre. Signée à Genève, le 27 juillet 1929.	
<i>Ratification</i>	432
N° 2739. — Arrangement entre autorités douanières pour faciliter l'apurement des triptyques non déchargés ou perdus. Signé à Genève, le 28 mars 1931.	
<i>Signature définitive</i>	432
N° 2816. — Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, du 9 septembre 1886, révisée à Berlin le 13 novembre 1908, et à Rome le 2 juin 1928.	
<i>Adhésions</i>	432
N° 2823. — Convention entre Sa Majesté dans le Royaume-Uni et Sa Majesté le Roi de Norvège concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 30 janvier 1931.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Oslo, les 12 et 22 avril 1933	433
N° 2918. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Président fédéral de la République d'Autriche, relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Londres, le 31 mars 1931.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Vienne, les 12 et 20 avril 1933	435
N° 2975. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni et le Président de la République portugaise, relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 9 juillet 1931.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Lisbonne, les 12 et 26 avril 1933	438
N° 3002. — Convention entre Sa Majesté pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et le Président de la République de Pologne, concernant les actes de procédure en matière civile et commerciale. Signée à Varsovie, le 26 août 1931.	
Echange de notes relatif à l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Varsovie, les 11 et 25 avril 1933	440
Echange de notes relatif à l'application à Tonga des dispositions de la Convention anglo-polonaise concernant la procédure civile du 26 août 1931. Varsovie, les 11 et 25 avril 1933	442
Echange de notes relatif à l'application à certaines colonies britanniques et à certains Protectorats britanniques et territoires sous mandat des dispositions de la Convention anglo-polonaise concernant la procédure civile du 26 août 1931. Varsovie, les 3 et 27 avril 1933	444

	Page
No. 2734. — Convention relative to the Treatment of Prisoners of War. Signed at Geneva, July 27, 1929.	
<i>Ratification</i>	432
No. 2739. — Agreement between Customs Authorities in order to facilitate the Procedure in the Case of Undischarged or Lost Triptychs. Signed at Geneva, March 28, 1931.	
<i>Definitive Signature</i>	432
No. 2816. — Convention of Berne for the Protection of Literary and Artistic Works. Signed on September 9, 1886, Revised at Berlin, November 13, 1908. and at Rome, June 2, 1928.	
<i>Accessions</i>	432
No. 2823. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and His Majesty the King of Norway regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, January 30, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Oslo, April 12 and 22, 1933	433
No. 2918. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and the Federal President of the Republic of Austria regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, March 31, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Vienna, April 12 and 20, 1933	435
No. 2975. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom, and the President of the Portuguese Republic regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, July 9, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Lisbon, April 12 and 26, 1933	438
No. 3002. — Convention between His Majesty, in respect of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, and the President of the Republic of Poland regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at Warsaw, August 26, 1931.	
Exchange of Note respecting the Extension of the above Convention to Southern Rhodesia. Warsaw, April 11 and 25, 1933	440
Exchange of Notes respecting the Extension to Tonga of the provisions of the Anglo-Polish Civil Procedure Convention of August 26, 1931. Warsaw, April 11 and 25, 1933 ...	442
Exchange of Notes respecting the Extension to certain British Colonies, Protectorates and Mandated Territories of the Provisions of the Anglo-Polish Civil Procedure Convention of August 26, 1931. Warsaw, April 3 and 27, 1933	444

	Page
N° 3041. — Convention entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord et l'Estonie, concernant les actes de procédure en matières civile et commerciale. Signée à Londres, le 22 décembre 1931.	
Echange de notes concernant l'application de la convention ci-dessus à la Rhodésie du Sud. Tallinn, les 25 et 27 avril 1933	449
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande et le Gouvernement estonien, concernant l'adhésion de la Nouvelle-Zélande à la Convention anglo-estonienne du 22 décembre 1931, concernant la procédure civile. Tallinn, les 14 et 17 février 1933	451
N° 24 a). — Convention internationale sur l'interdiction de l'emploi du phosphore blanc (jaune) dans l'industrie des allumettes. Signée à Berne, le 26 septembre 1906.	
<i>Adhésion</i>	453
N° 62 a). — Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à la deuxième conférence de la Paix, à La Haye, le 18 octobre 1907.	
<i>Ratification</i>	453
N° 85 a). — Traité d'extradition entre la Grande-Bretagne et la Serbie. Signé à Belgrade, les 23 novembre et 6 décembre 1900.	
Echange de notes entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement yougoslave, relatif à l'application à la Transjordanie des dispositions du dit Traité ci-dessus. Belgrade, les 12 et 30 août 1932	454
N° 110 a). — Convention entre le Danemark et la Suède, concernant l'exécution réciproque des arrêts et sentences. Signée à Stockholm, le 25 avril 1861.	
Echange de notes entre les Gouvernements danois et suédois, comportant un accord relatif à l'abolition de la convention ci-dessus. Copenhague, le 18 mars 1933	457
N° 118 a). — Déclaration entre l'Allemagne et le Danemark relative à l'assistance réciproque, en certains cas, aux marins délaissés. Signée à Copenhague, le 31 mars 1885.	
Echanges de notes entre les Gouvernements allemand et danois abrogeant, à partir du 30 juin 1933, la déclaration ci-dessus, dans les rapports entre le Danemark et l'Islande, d'une part, et l'Allemagne, d'autre part. Berlin, les 20 et 31 mai et 9 juin 1933	460

	Page
No. 3041. — Convention between Great Britain and Northern Ireland and Estonia regarding Legal Proceedings in Civil and Commercial Matters. Signed at London, December 22, 1931.	
Exchange of Notes respecting the Extension to Southern Rhodesia of the above Convention. Tallinn, April 25 and 27, 1933	449
Exchange of Notes between His Majesty's Government in New Zealand and the Estonian Government respecting the Accession of New Zealand to the Anglo-Estonian Civil Procedure Convention of December 22, 1931. Tallinn, February 14 and 17, 1933	451
No. 24 (a). — International Convention prohibiting the Use of White (Yellow) Phosphorus in the Manufacture of Matches. Signed at Berne, September 26, 1906.	
<i>Accession</i>	453
No. 62 (a). — Convention for the Pacific Settlement of International Disputes, concluded at the Second Peace Conference at The Hague, October 18, 1907.	
<i>Ratification</i>	453
No. 85 (a). — Extradition Treaty between Great Britain and Serbia. Signed at Belgrade, November 23 and December 6, 1900.	
Exchange of Notes between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Yugoslav Government respecting the Application to Transjordan of the Provisions of the above Treaty. Belgrade, August 12 and 30, 1932	454
No. 110 (a). — Convention between Denmark and Sweden concerning the reciprocal Execution of Judgments and Awards. Signed at Stockholm, April 25, 1861.	
Exchange of Notes between the Danish and Swedish Governments constituting an Agreement regarding the Abrogation of the above-mentioned Convention. Copenhagen, March 18, 1933	457
No. 118 (a). — Declaration between Germany and Denmark regarding reciprocal Relief to be given, in certain cases, to Distressed Seamen. Signed at Copenhagen, March 31, 1885.	
Exchanges of Notes between the German and Danish Governments abrogating as from June 30, 1933, the above-mentioned Declaration in the relations between Denmark and Iceland, on the one part, and Germany, on the other part. Berlin, May 20 and 31, and June 9, 1933	460

N° 3080.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET BELGIQUE**

Echange de notes comportant un accord relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord. Bruxelles, les 7 octobre 1931, 4 février et 19 avril 1932.

**UNITED STATES
OF AMERICA AND BELGIUM**

Exchange of Notes constituting an Arrangement concerning the reciprocal Recognition of Load-Line Certificates. Brussels, October 7, 1931, February 4 and April 19, 1932.

N° 3080. — ÉCHANGE DE NOTES ¹
ENTRE LE GOUVERNEMENT
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET LE GOUVERNEMENT BELGE
COMPORTANT UN ACCORD
RELATIF A LA RECONNAIS-
SANCE RÉCIPROQUE DES CER-
TIFICATS DE FRANC-BORD.
BRUXELLES, LES 7 OCTOBRE
1931, 4 FÉVRIER ET 19 AVRIL
1932.

No. 3080. — EXCHANGE OF NOTES¹
BETWEEN THE GOVERNMENT
OF THE UNITED STATES OF
AMERICA AND THE BELGIAN
GOVERNMENT CONSTITUTING
AN ARRANGEMENT CONCERN-
ING THE RECIPROCAL RECO-
GNITION OF LOAD-LINE CER-
TIFICATES. BRUSSELS, OCTO-
BER 7, 1931, FEBRUARY 4, AND
APRIL 19, 1932.

*Textes officiels français et anglais communiqués
par le ministre des Affaires étrangères de
Belgique. L'enregistrement de cet échange de
notes a eu lieu le 24 octobre 1932.*

*Cet échange de notes a été transmis au Secrétariat
par le « Department of State » du Gouverne-
ment des États-Unis d'Amérique le 24 sep-
tembre 1932.*

*French and English official texts communicated
by the Belgian Minister for Foreign Affairs.
The registration of this Exchange of Notes
took place October 24, 1932.*

*This Exchange of Notes was transmitted to the
Secretariat by the Department of State of the
Government of the United States of America,
September 24, 1932.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 708.

BRUSSELS, October 7, 1931.

MR. MINISTER,

I have the honor to refer to Your Excellency's
note of March 31, 1931 (Direction Générale B.,
Section I. B./Communications, No. C. 24/1081)
pertaining to the conclusion between the

I.

AMBASSADE
DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N° 708.

BRUXELLES, le 7 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer à votre note en
date du 31 mars 1931 (Direction générale B.,
section I.B./Communications, N° C.24/1081)
relative à la conclusion entre les Gouvernements

¹ En vigueur à partir du 19 avril 1932.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des
Nations, à titre d'information.

¹ In force as from April 19, 1932.

² Translated by the Secretariat of the League
of Nations, for information.

governments of Belgium and the United States of a reciprocal agreement concerning ship load lines.

Pursuant to instructions from my Government, I now have the honour to inform Your Excellency that the substance of this note and the text of the excerpt of the Belgian law of August 25, 1920, submitted therewith, have been examined by the competent authorities of my Government.

In answer to the inquiry whether the American Government does not share the view of the Belgian Minister of Transports that the reciprocal agreement concerning the inspection of vessels, existing between the two countries since June 1, 1922, would be applicable to the control of load lines, I have the honour to inform Your Excellency that the competent authorities of my Government do not believe that this agreement could be interpreted to cover load lines, and that they consider it would be preferable to negotiate a separate arrangement.

The Government of the United States has taken due notice of the Belgian law which provides that "the freeboard of vessels shall be determined in accordance with the rules and freeboard tables of the French Bureau Veritas or of Lloyds Registry of Shipping, or in accordance with rules and tables recognised as equivalent thereto".

In connection with this provision, my Government is willing to conclude a reciprocal agreement in regard to load lines with the Government of Belgium with the understanding that the rules and freeboard tables employed by the French Bureau Veritas and by Lloyds Registry of Shipping are the freeboard rules and tables of the French Government and the 1906 rules of the British Board of Trade, respectively.

Subject to the above understanding the Government of the United States is prepared to agree that pending the coming into force of the International Load Line Convention of 1930, in the United States and Belgium, the competent authorities of the Government of the United States will recognise the load line marks and the certificate of such marking on the merchant vessels of Belgium made in accordance with either of the foregoing systems of rules and tables as equivalent to load line marks and certificates of such markings made pursuant to the laws and regulations of the United States; provided, that the load line marks are in accordance with the load line

de la Belgique et des Etats-Unis d'un accord réciproque concernant les lignes de charge des navires.

Comme suite aux instructions de mon gouvernement, j'ai maintenant l'honneur de vous faire connaître que la teneur de cette note ainsi que le texte du passage de la loi belge du 25 août 1920, qui y était joint, ont fait l'objet d'un examen de la part des autorités compétentes de mon gouvernement.

Le Gouvernement américain ayant été prié de faire savoir s'il se ralliait à l'opinion du ministre des Transports belge selon laquelle l'Accord réciproque concernant l'inspection des navires en vigueur entre nos deux pays depuis le 1^{er} juin 1922 serait applicable au contrôle des lignes de charge, j'ai l'honneur de vous informer que les autorités compétentes de mon gouvernement ne jugent pas que cet accord puisse être interprété comme s'appliquant aux lignes de charge et qu'elles estiment qu'il serait préférable de négocier un accord distinct.

Le Gouvernement des Etats-Unis a dûment pris acte de la loi belge portant que «le franc-bord des navires sera déterminé conformément aux règles et aux tables de franc-bord du Bureau Veritas français ou du Registry of Shipping du Lloyd ou encore conformément à des règles et tables reconnues équivalentes à celles qui viennent d'être mentionnées.

Vu cette clause, mon gouvernement est disposé à conclure avec le Gouvernement belge, un accord de réciprocité concernant les lignes de charge, étant entendu que les règles et tables de franc-bord employées par le Bureau Veritas français et par le Lloyd's Registry of Shipping sont bien les règles et tables du Gouvernement français ainsi que les règles de 1906 du Board of Trade britannique.

Sous cette réserve, le Gouvernement des Etats-Unis est disposé à convenir qu'en attendant l'entrée en vigueur aux Etats-Unis et en Belgique de la Convention internationale de 1930 sur les lignes de charge, les autorités compétentes du Gouvernement des Etats-Unis reconnaîtront les marques de ligne de charge et le certificat de démarcation des navires de commerce belge établis selon l'un ou l'autre des systèmes susmentionnés comme équivalents aux marques de ligne de charge et aux certificats de démarcation établis conformément aux lois et règlements des Etats-Unis. Cette reconnaissance est subordonnée aux conditions suivantes : les marques de ligne de charge seront

certificates ; that the hull and superstructure of the vessel certificated have not been so materially altered since the issuance of the certificate as to affect the calculations on which the load line was based ; and that alterations have not been made so that the :

- (1) Protection of openings,
- (2) Guard rails,
- (3) Freeing ports,
- (4) Means of access to crews quarters,

have made the vessel manifestly unfit to proceed to sea without danger to human life.

It will be understood by this Government that on the receipt by the Embassy of a note from Your Excellency to the effect that the competent authorities of the Belgian Government will recognise the load line marks and certificates thereof on merchant vessels of the United States, executed pursuant to the laws and regulations of this Government, as equivalent to load line marks and certificates made in accordance with the laws and regulations in force in Belgium, and expressing the Belgian Government's concurrence in this Government's understanding as above set forth the agreement will become effective.

I avail myself of this occasion to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Hugh GIBSON.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION GÉNÉRALE B.
SECTION I.B./COMM.
N^o C. 24/354.
6 Annexes.

BRUXELLES, le 4 février 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Je n'avais pas manqué de porter à la connaissance de M. le ministre des Transports les

¹ Traduction extraite du « Executive Agreement Series, No. 40 » 1932, du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique.

conformes aux certificats de ligne de charge ; la coque et les superstructures du navire auquel le certificat est délivré n'auront pas subi, depuis la délivrance du certificat, de modifications d'une importance telle qu'elles affectent les calculs sur lesquels la ligne de charge a été basée ; et il n'aura pas été apporté :

- 1^o Au dispositif de protection des ouvertures,
- 2^o Aux mains courantes,
- 3^o Aux sabords de décharge,
- 4^o Aux moyens d'accès aux postes d'équipage,

de modifications de nature à rendre le navire manifestement impropre à prendre la mer sans danger pour la vie humaine.

Il est entendu de la part de mon gouvernement que le présent accord entrera en vigueur dès réception par l'ambassade d'une note de Votre Excellence portant que les autorités compétentes du Gouvernement belge reconnaîtront les marques de ligne de charge et les certificats de démarcation des navires de commerce des Etats-Unis, établis conformément aux lois et règlements en vigueur aux Etats-Unis, comme équivalents aux marques de ligne de charge et aux certificats de démarcation établis conformément aux lois et règlements en vigueur en Belgique, et marquant que le Gouvernement belge se rallie à l'interprétation ci-dessus de mon gouvernement.

Je saisis l'occasion, etc.

Hugh GIBSON.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL DIVISION B.
SECTION I.B. COMM.
No. C. 24/354.

BRUSSELS February 4, 1932.

SIR:

I did not fail to inform the Minister for Transportation of the contents of the Embassy's

¹ Translation extracted from the Executive Agreement Series No. 40, 1932, of the Government of the United States of America.

termes de la lettre de l'ambassade en date du 7 octobre dernier, N° 708, au sujet de la conclusion entre les deux pays d'un accord provisoire concernant la limite de charge des navires.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que les règles et tables de franc-bord que rappelle l'article 161 de l'Arrêté royal du 8 novembre 1920, formant règlement d'application de la loi sur la sécurité des navires, sont bien les règles et tables de franc-bord du Gouvernement français, appliquées par le Bureau Veritas et les règles de 1906 du Board of Trade britannique appliquées par le « Lloyd's Register of Shipping ».

Etant donné que le Gouvernement des Etats-Unis estime ne pas pouvoir se rallier à la proposition qui lui a été présentée, d'appliquer en matière de franc-bord l'accord de réciprocité concernant la sécurité des navires, conclu en 1922, le Gouvernement du roi accepte l'arrangement proposé par le Gouvernement des Etats-Unis.

Celui-ci aura donc un caractère provisoire et est destiné à prendre fin dès que les deux gouvernements auront ratifié la Convention internationale sur les lignes de charge et que celle-ci aura été mise en vigueur.

Le Gouvernement du Roi déclare, en conséquence, que, par mesure de réciprocité répondant aux mesures annoncées par le Gouvernement américain, le Gouvernement belge admettra, qu'en attendant l'entrée en vigueur aux Etats-Unis et en Belgique de la Convention internationale sur les lignes de charge du 5 juillet 1930, et sous réserve des conditions énoncées ci-dessous, les autorités compétentes du Gouvernement belge reconnaîtront les marques de ligne de charge et le certificat de démarcation des navires de commerce sous pavillon des Etats-Unis établis conformément aux lois et règlements en vigueur aux Etats-Unis, comme étant équivalents aux marques de lignes de charge et certificats de ces démarcations établis conformément à la loi belge.

Cette reconnaissance est subordonnée aux conditions suivantes :

1° Les marques de lignes de charge seront conformes aux certificats de lignes de charge ;

2° La coque et les superstructures du navire auquel le certificat est délivré

note of October 7 last, No. 708 concerning the negotiation between the two countries of a temporary agreement on load-line regulations of vessels.

I have the honor to inform you that the regulations and tables of load lines which are mentioned in article 161 of the royal decree of November 8, 1920, constituting a ruling for the application of the law concerning the safety of vessels, are the regulations and tables of load lines of the French Government as given by the Veritas Bureau and the rules of 1906 of the British Board of Trade as given in "Lloyd's Register of Shipping".

As the Government of the United States feels that it cannot assent to the proposal that has been submitted to it of applying in the matter of load-line regulations the reciprocity agreement concerning the safety of vessels, concluded in 1922, the Government of the King accepts the arrangement proposed by the Government of the United States.

This arrangement will have, therefore, a temporary character and is destined to come to an end as soon as the two Governments shall have ratified the international agreement concerning load lines and as soon as this agreement shall come into force.

The Government of the King declares, consequently, that as a measure of reciprocity corresponding to the measures stated by the American Government, the Belgian Government will, in the interim before the enforcement in the United States and in Belgium of the international agreement on load lines, of July 5, 1930, and with the exception of the conditions set forth below, permit competent authorities of the Belgian Government to recognize the marks of the load lines and the certificates of these lines for merchant vessels under the United States flag, when these are established in conformity with the laws and regulations in force in the United States, as being equivalent to the marks of the load lines and the certificates of these lines established in conformity with Belgian law.

This recognition is subject to the following conditions :

(1) The marks of the load lines shall correspond to the certificates of the load lines ;

(2) Alterations of sufficient importance to affect the calculations on which the

n'auront pas subi, depuis la délivrance du certificat, des modifications d'une importance telle qu'elles affectent les calculs sur lesquels la ligne de charge a été basée ;

3° Les modifications apportées ne seront pas de nature telle que la protection des ouvertures, les main-courantes, les sabords de décharge, les moyens d'accès aux postes de l'équipage aient manifestement rendu le navire impropre à se rendre en mer sans danger pour la vie humaine.

Connaissance est donnée du présent arrangement aux services belges d'inspection maritime qui reçoivent pour instructions de l'observer dès à présent.

Il convient de remarquer que la correspondance qui a été échangée au sujet de la question traitée ci-dessus est antérieure à l'Arrêté royal du 14 septembre 1931 qui permet aux propriétaires belges d'obtenir pour leurs navires le franc-bord établi conformément au règlement annexé à la Convention internationale sur les lignes de charge signée à Londres, le 5 juillet 1930 ; cet arrêté royal introduit donc dans cette question un élément nouveau dont il n'a pu être tenu compte.

Mais cette circonstance n'est pas de nature à énerver l'arrangement proposé attendu que le règlement américain sur les francs-bords est identique au règlement annexé à la convention mentionnée.

Puisque le Gouvernement des Etats-Unis est disposé à reconnaître les francs-bords des navires belges attribués suivant les anciennes règles, le Gouvernement du Roi estime donc acquis qu'il reconnaîtra également le franc-bord assigné dans les conditions prévues dans le nouveau règlement belge sur la matière. Il estime cependant opportun d'attirer encore l'attention du Gouvernement des Etats-Unis sur le fait que, suivant ce dernier règlement, la marque de l'autorité habilitée en Belgique pour l'assignation des francs-bords consiste dans les lettres B. I. lorsque le franc-bord est établi par le service officiel belge qualifié à cet effet.

J'ai l'honneur de vous faire parvenir à ce propos les trois exemplaires de l'Arrêté royal du 14 septembre 1931 ainsi que trois formulaires du certificat de franc-bord du modèle utilisé par l'inspection maritime belge.

Je vous saurais gré, Monsieur le chargé d'affaires, de m'adresser une communication marquant l'accord du Gouvernement des Etats-Unis au sujet du présent arrangement.

load line was based shall not have been made since the issuance of the certificate, to the hull and to the superstructure of the vessel concerned ;

(3) The alterations made shall not be of such a nature that the protection of openings, handrails, cargo ports, means of access to the crew's stations, shall render the vessel manifestly unfit to go to sea without danger to human life.

The Belgian Maritime Inspection Service has been notified of the present arrangement and instructed to observe it henceforth.

It is appropriate to point out that the correspondence exchanged on the subject discussed above, precedes the royal decree of September 14, 1931, which allows Belgian shipowners to obtain for their vessels the load line established in conformity with the ruling forming an annex to the International Load Line Agreement signed at London on July 5, 1930 ; thus this royal decree introduces into this question a new element which it has been impossible to take into consideration.

But this circumstance is not of a character to affect the proposed arrangement since the American ruling on load lines is identical with the ruling forming an annex to the agreement above mentioned.

Since the Government of the United States is disposed to recognize the load lines of Belgian vessels assigned according to the old regulations, the Government of the King takes it for granted that the Government of the United States will likewise recognize the load line assigned according to the conditions provided in the new Belgian ruling in this matter. The Government of the King considers it opportune, however, again to call the attention of the Government of the United States to the fact that, in accordance with this latter regulation, the assignment of load lines consists of the letters B.I. when the load line is established by the official Belgian authorities qualified for this purpose.

I have the honor to forward to you in this connection three copies of the royal decree of September 14, 1931, as well as three copies of the official form of load-line certificate used by the Belgian Maritime Inspection Service.

I should appreciate your addressing me a letter stating the assent of the Government of the United States to the present arrangement.

La date de cette communication pourrait être considérée comme indiquant la mise en vigueur de l'arrangement.

Veillez agréer, etc.

Pour le Ministre :
Le Directeur général,
CASTEUR.

Monsieur Mayer,
Chargé d'Affaires des Etats-Unis,
à Bruxelles.

III.

EMBASSY
OF THE UNITED STATES OF AMERICA.
No. 804.

BRUSSELS, *April* 19, 1932.

MR. MINISTER,

I have the honor to refer to Your Excellency's note of February 4, 1932 (Direction Générale B, Section I.B. Com., No. C. 24/354) and to its enclosures, regarding the conclusion of an arrangement between Belgium and the United States for the reciprocal recognition of ship load-line certificates.

My Government agrees, as requested in this note, to recognise the certificates issued by the Government of Belgium pursuant to the Royal Decree of September 14, 1931, which allows Belgian shipowners the privilege of obtaining for their vessels the load-line established in conformity with the ruling which forms an annex to the International Load-Line Convention signed at London on July 5, 1930.

The Government of the United States accordingly understands that the arrangement

The date of this communication could be considered as signifying the coming into force of the arrangement.

Be so kind as to accept, Sir, the assurance of my most distinguished consideration.

For the Minister :
The Director General :
CASTEUR.

Mr. Mayer,
Chargé d'Affaires of the United States,
Brussels.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

III.

AMBASSADE
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.
N^o 804.

BRUXELLES, *le* 19 *avril* 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de me référer la note de Votre Excellence en date du 4 février 1932 (Direction générale B, section I.B. Com. N^o C.24/354) ainsi qu'aux annexes qui y étaient jointes, au sujet de la conclusion, entre la Belgique et les Etats-Unis, d'un accord réciproque concernant la reconnaissance des certificats de démarcation des navires.

Mon gouvernement convient, comme il y est invité dans cette note, de reconnaître les certificats délivrés par le Gouvernement belge en exécution de l'Arrêté royal du 14 septembre 1931 qui donne aux propriétaires belges la faculté d'obtenir pour leurs navires le franc-bord établi conformément aux règlements annexés à la Convention internationale sur les lignes de charge signée à Londres le 5 juillet 1930.

Le Gouvernement des Etats-Unis considère donc que l'accord a été effectivement conclu

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretary of the League of Nations, for information.

has been completed by the exchange of notes and is effective from the date of this note.

I would greatly appreciate confirmation of this understanding, and I avail myself of this occasion to renew to you, Mr. Minister, the assurance of my highest consideration.

Ferdinand Lathrop MAYER,
Chargé d'affaires ad interim.

His Excellency
Monsieur Paul Hymans,
Minister for Foreign Affairs.

par cet échange de notes et entre en vigueur à partir de la date de la présente note.

Je vous saurais gré, Monsieur le Ministre, de bien vouloir confirmer notre accord et je saisis cette occasion, etc.

Ferdinand Lathrop MAYER,
Chargé d'affaires ad interim.

Son Excellence
Monsieur Paul Hymans
Ministre des Affaires étrangères.

N° 3081.

BULGARIE ET NORVÈGE

Traité de conciliation, d'arbitrage et
de règlement judiciaire. Signé à
Sofia, le 26 novembre 1931.

BULGARIA AND NORWAY

Treaty of Conciliation, Arbitration
and Judicial Settlement. Signed
at Sofia, November 26, 1931.

N^o 3081. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, D'ARBITRAGE ET DE RÈGLEMENT JUDICIAIRE ENTRE LA BULGARIE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A SOFIA, LE 26 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires de Bulgarie à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 26 octobre 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE,
S'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent leurs nations respectives ;
Sincèrement désireux d'assurer, par des procédures pacifiques, le règlement des différends qui viendraient à surgir entre leurs pays ;

Constatant que le respect des droits établis par les traités ou résultant du droit des gens est obligatoire pour les tribunaux internationaux ;

Reconnaissant que les droits appartenant à chaque Etat ne sauraient être modifiés que de son consentement ;

Considérant que la sincère observation, sous les auspices de la Société des Nations, des procédures pacifiques permet d'arriver au règlement de tous les différends internationaux ;

Appréciant hautement la recommandation faite par l'Assemblée de la Société des Nations, dans sa résolution en date du 26 septembre 1928, à tous les Etats de conclure des conventions de règlement pacifique des différends internationaux ;

Ont décidé de réaliser dans un traité leur intention commune et ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence Monsieur Nicolas MOUCHANOFF, président du Conseil et ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence Monsieur Sigurd BENTZON, envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Sofia ;

Lesquels, après avoir déposé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

DU RÈGLEMENT PACIFIQUE EN GÉNÉRAL.

Article premier.

Les différends de toute nature qui viendraient à s'élever entre les Hautes Parties contractantes et qui n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique seront soumis, dans les conditions fixées

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Sofia, le 15 octobre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3081. — TREATY ² OF CONCILIATION, ARBITRATION AND JUDICIAL SETTLEMENT BETWEEN BULGARIA AND NORWAY. SIGNED AT SOFIA, NOVEMBER 26, 1931.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 26, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY,
Inspired by the friendly relations which happily unite their respective nations ;
Being sincerely desirous of ensuring the settlement by peaceful methods of any differences which may arise between their countries ;
Realising that respect for treaty rights or rights under the law of nations is an obligation binding on international tribunals ;
Recognising that the rights of any State cannot be modified except with its own consent ;

Considering that all international disputes can be brought to a settlement by a sincere observance of peaceful procedure under the auspices of the League of Nations ;

Holding in high regard the recommendation of the Assembly of the League, contained in the resolution of September 26, 1928, that all States should conclude conventions for the peaceful settlement of international disputes ;

Have decided to embody their common intention in a treaty and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency M. Nicolas MUCHANOFF, President of the Council and Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency M. Sigurd BENTZON, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Sofia :

Who, having submitted their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

CHAPTER I.

PACIFIC SETTLEMENT IN GENERAL.

Article 1.

Disputes of any nature arising between the High Contracting Parties which have not been settled by the diplomatic channel shall, subject to the conditions laid down by the present Treaty,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Sofia, October 15, 1932.

par le présent traité, à un règlement judiciaire ou arbitral, précédé, selon le cas, obligatoirement ou facultativement d'un recours à la procédure de conciliation.

Article 2.

Les différends pour la solution desquels une procédure spéciale serait prévue par d'autres conventions en vigueur entre les Hautes Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions. Toutefois, si une solution du différend n'intervenait pas par application de cette procédure, les dispositions du présent traité relatives à la procédure arbitrale ou au règlement judiciaire recevraient application.

Article 3.

1. S'il s'agit d'un différend dont l'objet, d'après la législation intérieure de l'une des Hautes Parties contractantes relève de la compétence des autorités judiciaires ou administratives, cette partie pourra s'opposer à ce que ce différend soit soumis aux diverses procédures prévues par le présent traité, avant qu'une décision définitive ait été rendue dans des délais raisonnables par l'autorité compétente.

2. La Partie qui, dans ce cas, voudra recourir aux procédures prévues par le présent traité, devra notifier à l'autre Partie son intention dans un délai d'un an, à partir de la décision susvisée.

CHAPITRE II

DU RÈGLEMENT JUDICIAIRE.

Article 4.

Tous différends au sujet desquels les parties se contesteraient réciproquement un droit seront soumis pour jugement à la Cour permanente de Justice internationale, à moins que les Parties ne tombent d'accord, dans les termes prévus ci-après, pour recourir à un tribunal arbitral.

Il est entendu que les différends ci-dessus visés comprennent notamment ceux que mentionne l'article 36 du Statut¹ de la Cour permanente de Justice internationale.

Article 5.

Si les Parties sont d'accord pour soumettre les différends visés à l'article précédent à un tribunal arbitral, elles rédigeront un compromis dans lequel elles fixeront l'objet du litige, le choix des arbitres et la procédure à suivre. À défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention² de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux. Dans le silence du compromis quant aux règles de fond à appliquer par les arbitres, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440, de ce recueil ; et page 392, de ce volume.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

be submitted to judicial or arbitral settlement, after previous recourse to the procedure of conciliation which may be either compulsory or optional according to the nature of the case.

Article 2.

Disputes for the settlement of which a special procedure is laid down in other conventions between the High Contracting Parties shall be settled in conformity with the regulations of those Conventions. If, notwithstanding, the application of this procedure should not lead to a settlement of the dispute, the provisions of the present Treaty concerning judicial settlement or arbitration shall be applied.

Article 3.

1. In the case of a dispute, the occasion of which, according to the municipal law of one of the High Contracting Parties, falls within the competence of its judicial or administrative authorities, the Party in question may object to the matter in dispute being submitted for settlement by the different methods laid down in the present Treaty, until such time as a decision with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent authority.

2. In such a case the Party which desires to resort to the procedures laid down in the present Treaty must notify the other Party of its intention within a period of one year from the date of the aforementioned decision.

CHAPTER II.

JUDICIAL SETTLEMENT.

Article 4.

All disputes in which the Parties are in conflict as to their respective rights shall be submitted to the Permanent Court of International Justice, unless the Parties agree, as provided hereinunder, to have recourse to an Arbitral Tribunal.

It is agreed that the dispute referred to above shall in particular include those covered by Article 36 of the Statute¹ of the Permanent Court of International Justice.

Article 5.

If the Parties agree to submit the disputes mentioned in the preceding Article to an Arbitral Tribunal, they shall draw up a special agreement in which they shall specify the subject of the dispute, the arbitrators selected and the procedure to be followed. In the absence of sufficient particulars in the special agreement, the provisions of the Hague Convention² of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply in so far as occasion arises. If nothing is laid down in the special agreement as to the rules regarding the substance of the dispute to be followed by the arbitrators, the tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440, of this Series ; and page 392, of this Volume.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

Article 6.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis visé à l'article précédent ou à défaut de désignation d'arbitres et après un préavis de trois mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement, par voie de requête, le différend devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 7.

1. Pour les différends prévus à l'article 4, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale ou avant toute procédure arbitrale, les Parties pourront, d'un commun accord, recourir à la procédure de conciliation prévue par le présent traité.

2. En cas de recours à la conciliation et d'échec de cette procédure, aucune des Parties ne pourra porter le différend devant la Cour permanente de Justice internationale ou demander la constitution du tribunal arbitral visé à l'article 5 avant l'expiration du délai d'un mois à compter de la clôture des travaux de la Commission de conciliation.

CHAPITRE III

DE LA CONCILIATION.

Article 8.

Tous différends entre les Parties, autres que ceux prévus à l'article 4, seront soumis obligatoirement à une procédure de conciliation avant de pouvoir faire l'objet d'un règlement arbitral.

Article 9.

Les différends visés à l'article précédent seront portés devant une Commission de conciliation permanente ou spéciale constituée par les Parties.

Article 10.

Sur la demande, adressée par une des Hautes Parties contractantes à l'autre Partie, il devra être constitué, dans les six mois, une Commission permanente de conciliation.

Article 11.

Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation sera constituée comme suit :

1. La Commission comprendra trois membres. Les Hautes Parties contractantes en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le troisième commissaire sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Ce dernier ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service. Il assumera la présidence de la commission.

2. Les commissaires seront nommés pour trois ans. Ils seront rééligibles. Le commissaire nommé en commun pourra être remplacé, au cours de son mandat, de l'accord des Parties. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra toujours, d'autre part, procéder au remplacement du commissaire nommé par elle. Nonobstant leur remplacement, les commissaires resteront en fonctions pour l'achèvement de leurs travaux en cours.

Article 6.

If the Parties fail to agree concerning the special agreement referred to in the preceding Article, or fail to appoint arbitrators, either Party shall be at liberty, after giving three months' notice, to bring the dispute by an application direct before the Permanent Court of International Justice.

Article 7.

1. In the case of disputes covered by Article 4, the Parties shall be entitled, before taking any action before the Permanent Court of International Justice and before any procedure by arbitration, to have recourse to the conciliation procedure provided by the present Treaty.

2. Where recourse has been had to conciliation procedure and such conciliation has failed, neither of the Parties shall be entitled to bring the case before the Permanent Court of International Justice nor to demand the setting up of the Arbitral Tribunal referred to in Article 5 until the expiration of a period of one month from the completion of the work of the Conciliation Commission.

CHAPTER III.

CONCILIATION.

Article 8.

All disputes between the Parties other than those covered by Article 4 shall be compulsorily submitted to a procedure of conciliation before being dealt with by arbitration.

Article 9.

The disputes referred to in the preceding Article shall be submitted to a permanent or special Conciliation Commission set up by the Parties.

Article 10.

Upon request by one of the High Contracting Parties to the other, a permanent Conciliation Commission must be set up within a period of six months.

Article 11.

In the absence of any agreement by the Parties to the contrary, the Conciliation Commission shall be constituted as follows :

(1) The Commission shall be composed of three members. The High Contracting Parties shall each nominate one Commissioner who may be chosen from among their respective nationals. The third Commissioner shall be appointed by agreement from among the nationals of a third Power. He must not be habitually resident in the territory, nor be in the service, of either Party. He shall act as Chairman of the Commission.

(2) The Commissioners shall be appointed for three years. They shall be re-eligible. The Commissioner appointed jointly may be replaced during the course of his mandate by agreement between the Parties. Either High Contracting Party may however at any time replace the Commissioner whom it has appointed. Even if replaced, the Commissioners shall continue to exercise their functions until the termination of the work in hand.

3. Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 12.

Si, lorsqu'il s'élève un différend, il n'existe pas une Commission permanente de conciliation nommée par les Parties, une commission spéciale sera constituée pour l'examen du différend dans un délai de trois mois à compter de la demande adressée par l'une des Parties à l'autre. Les nominations se feront conformément aux dispositions de l'article précédent, à moins que les Parties n'en décident autrement.

Article 13.

Si la nomination du commissaire à désigner en commun n'intervient pas dans les délais prévus aux articles 10 et 12, le soin de procéder à sa nomination sera confié au président en exercice du Conseil de la Société des Nations.

Article 14.

1. La Commission de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

2. La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

3. Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à l'autre partie.

Article 15.

1. Dans un délai de quinze jours à partir de la date où l'une des Parties aura porté un différend devant une Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de ce différend, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

2. La Partie qui usera de ce droit, en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même dans un délai de quinze jours à compter de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 16.

1. La Commission de conciliation se réunira, sauf accord contraire des Parties, au siège de la Société des Nations ou en tout autre lieu désigné par son président.

2. La commission pourra, en toute circonstance, demander au secrétaire général de la Société des Nations de prêter son assistance à ses travaux.

Article 17.

Les travaux de la Commission de conciliation ne seront publics qu'en vertu d'une décision prise par la Commission avec l'assentiment des Parties.

(3) Vacancies occurring as a result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 12.

If, when a dispute arises, no permanent Conciliation Commission appointed by the Parties is in existence, a special Conciliation Commission for the examination of the dispute shall be constituted within a period of three months from the date on which one of the Parties made an application to the other. Appointments thereto shall be made in accordance with the provisions of the preceding Article, unless the Parties decide otherwise.

Article 13.

If within the periods laid down in Articles 10 and 12 the Commissioner to be selected in common has not been appointed, the task of making the appointment shall be entrusted to the President of the Council of the League of Nations for the time being.

Article 14.

1. The Conciliation Commission shall be informed by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement or, in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

2. The request shall state summarily the subject of the dispute and shall further contain an invitation to the Commission to take all necessary measures with a view to an amicable settlement.

3. If the request emanates from one of the Parties only, notification thereof shall be made without delay by that Party to the other Party.

Article 15.

1. Within fifteen days from the date on which a dispute has been brought by one of the Parties before a Permanent Conciliation Commission, either Party shall have the right to replace its own Commissioner, for the examination of the particular dispute, by a person possessing special competence in the matter.

2. The Party making use of such right shall immediately notify the other Party; the latter shall in such case be entitled to take similar action within fifteen days of the day on which it received the notification.

Article 16.

1. In the absence of any agreement to the contrary between the Parties, the Commission shall meet at the seat of the League of Nations, or in any other place appointed by the President.

2. The Commission may in any case request the Secretary-General of the League of Nations to assist it in its work.

Article 17.

The work of the Conciliation Commission shall not be conducted in public, unless a decision to that effect is taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 18.

1. Sauf accord contraire des Parties, la Commission de conciliation réglera elle-même sa procédure qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matière d'enquête, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

2. Les Parties seront représentées auprès de la Commission de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaire entre elles et la Commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander l'audition de toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile.

3. La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 19.

Sauf accord contraire des Parties, les décisions de la Commission de conciliation seront prises à la majorité des voix et la commission ne pourra se prononcer sur le fond du différend que si tous ses membres sont présents.

Article 20.

Les Parties s'engagent à faciliter les travaux de la Commission de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 21.

1. Pendant la durée de leurs travaux, chacun des commissaires recevra une indemnité dont le montant sera arrêté d'un commun accord des Parties, qui en supporteront chacune une part égale.

2. Les frais généraux occasionnés par le fonctionnement de la commission seront répartis de la même façon.

Article 22.

1. La Commission de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes les informations utiles, par voie d'enquête ou autrement, et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, exposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

2. A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant le cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées. Le procès-verbal ne mentionnera pas si les décisions de la commission ont été prises à l'unanimité ou à la majorité.

3. Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties n'en conviennent autrement, être terminés dans un délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du différend.

Article 18.

1. In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Part III of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

2. The Parties shall be represented before the Conciliation Commission by agents whose duty shall be to act as intermediaries between them and the Commission ; they may further be assisted by Counsel and experts appointed by them for the purpose and may request that all persons whose evidence appears to them desirable shall be heard.

3. The Commission, for its part, shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of both Parties, as well as from any persons it may think desirable to summon with the consent of their Governments.

Article 19.

In the absence of agreement to the contrary between the Parties, the decisions of the Conciliation Commission shall be taken by a majority vote, and the Commission shall not be entitled to take a decision on the substance of the dispute, unless all its members are present.

Article 20.

The Parties undertake to facilitate the work of the Conciliation Commission, and in particular to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to conduct its proceedings in their territory and in accordance with their law, to summon and hear witnesses or experts and to visit the localities in question.

Article 21.

1. During the proceedings each of the Commissioners shall receive emoluments, the amount of which shall be fixed by agreement between the Parties, each of which shall contribute an equal share.

2. The general expenses arising out of the working of the Commission shall be divided in the same manner.

Article 22.

1. The task of the Conciliation Commission shall be to elucidate the questions in dispute, to collect with that object all necessary information by enquiry or otherwise, and to endeavour to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down the period within which they are to make their decision.

2. At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a minute stating, as the case may be, either that the Parties have come to an agreement with the terms of the agreement (if any), or that it has been impossible to effect a settlement. No mention shall be made in the minute as to whether the Commission's decisions were taken unanimously or by a majority vote.

3. In the absence of any agreement to the contrary between the Parties, the Commission must complete its task within six months of the date on which the dispute was brought to its notice.

Article 23.

Le procès-verbal de la commission sera porté sans délai à la connaissance des Parties. Il appartient aux Parties d'en décider la publication.

CHAPITRE IV

DU RÈGLEMENT ARBITRAL.

Article 24.

Si, dans le mois qui suivra la clôture des travaux de la commission de conciliation visée dans les articles précédents, les Parties ne se sont pas entendues, la question sera portée devant un tribunal arbitral constitué, sauf accord contraire des Parties, de la manière indiquée ci-après.

Article 25.

Le Tribunal arbitral comprendra trois membres. Les Parties en nommeront chacune un qui pourra être choisi parmi leurs nationaux respectifs. Le surarbitre sera choisi d'un commun accord parmi les ressortissants d'une tierce Puissance. Il ne pourra avoir sa résidence habituelle sur le territoire des Parties, ni se trouver à leur service.

Article 26.

Si, dans un délai de trois mois, les Parties n'ont pu tomber d'accord sur le choix du surarbitre, sa nomination sera faite par le président de la Cour permanente de Justice internationale. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le vice-président. Si celui-ci est empêché ou s'il est ressortissant de l'une des Parties, la nomination sera faite par le membre le plus âgé de la cour qui n'est ressortissant d'aucune des Parties.

Article 27.

Il sera pourvu, dans le plus bref délai, aux vacances qui viendraient à se produire par suite de décès, ou de démission ou de quelque autre empêchement, en suivant le mode fixé pour les nominations.

Article 28.

Les Parties rédigeront un compromis déterminant l'objet du litige et la procédure à suivre.

Article 29.

A défaut d'indications ou de précisions suffisantes dans le compromis relativement aux points indiqués dans l'article précédent, il sera fait application, dans la mesure nécessaire, des dispositions de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 23.

The Commission's minute shall be communicated without delay to the Parties. The Parties shall decide whether it shall be published.

CHAPTER IV.

SETTLEMENT BY ARBITRATION.

Article 24.

If the Parties have not agreed within a period of one month from the termination of the work of the Conciliation Commission to which the preceding paragraphs relate, the question shall be submitted to an Arbitral Tribunal which, in the absence of any agreement to the contrary between the Parties, shall be constituted in the manner laid down below.

Article 25.

The Arbitral Tribunal shall consist of three members. The Parties shall each nominate one member, who may be chosen from among their respective nationals. The Chairman shall be chosen by common agreement from among the nationals of a third Power. He must not be habitually resident in the territory, nor be in the service, of the Parties.

Article 26.

If within three months the Parties have not been able to agree on the choice of a Chairman, he shall be appointed by the President of the Permanent Court of International Justice. If the latter is prevented, or is a subject of one of the Parties, the appointment shall be made by the Vice-President. If the latter is prevented, or is a subject of one of the Parties, the appointment shall be made by the oldest member of the Court who is not a subject of either of the Parties.

Article 27.

Vacancies occurring as the result of death, resignation or any other cause shall be filled within the shortest possible time in the manner fixed for the nominations.

Article 28.

The Parties shall draw up a special agreement determining the subject of the dispute and the details of procedure.

Article 29.

In the absence of sufficient particulars in the special agreement concerning the points mentioned in the preceding Article, the provisions of the Hague Convention of October 18 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes shall apply as occasion arises.

Article 30.

Faute de conclusion d'un compromis dans un délai de trois mois à partir de la constitution du tribunal, celui-ci sera saisi par requête de l'une ou de l'autre des Parties.

Article 31.

Dans le silence du compromis ou à défaut de compromis, le tribunal appliquera les règles de fond énumérées dans l'article 38 du Statut de la Cour permanente de Justice internationale. En tant qu'il n'existe pas de pareilles règles applicables au différend, le tribunal jugera *ex æquo et bono*.

CHAPITRE V

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 32.

1. Dans tous les cas où le différend fait l'objet d'une procédure arbitrale ou judiciaire, notamment si la question au sujet de laquelle les Parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Cour permanente de Justice internationale, statuant conformément à l'article 41 de son statut, ou le Tribunal arbitral indiquera dans le plus bref délai possible les mesures provisoires qui doivent être prises. Les Parties seront tenues de s'y conformer.

2. Si la Commission de conciliation se trouve saisie du différend elle pourra recommander aux Parties les mesures provisoires qu'elle estimera utiles.

3. Les Parties s'engagent à s'abstenir de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable à l'exécution de la décision judiciaire ou arbitrale ou aux arrangements proposés par la Commission de conciliation et, en général, à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

Article 33.

Si la sentence judiciaire ou arbitrale déclarait qu'une décision prise ou une mesure ordonnée par une autorité judiciaire ou toute autre autorité de l'une des Parties en litige se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit international, et si le droit constitutionnel de ladite partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer les conséquences de cette décision ou de cette mesure, les Hautes Parties contractantes conviennent qu'il devra être accordé, par la sentence judiciaire ou arbitrale, à la Partie lésée une satisfaction équitable.

Article 34.

1. Le présent traité sera applicable entre les Hautes Parties contractantes encore qu'une tierce Puissance ait un intérêt dans le différend.

2. Dans la procédure de conciliation, les Parties pourront, d'un commun accord, inviter une tierce Puissance.

Article 30.

Failing the conclusion of a special agreement within a period of three months from the date on which the Tribunal was constituted, the dispute may be brought before the Tribunal by an application by one or other of the Parties.

Article 31.

In the absence of any provision in the special agreement, or in the absence of a special agreement, the Tribunal shall apply the substantive rules enumerated in Article 38 of the Statute of the Permanent Court of International Justice. In so far as there are no such rules applicable to the dispute, the Tribunal shall decide *ex aequo et bono*.

CHAPTER V.

GENERAL PROVISIONS.

Article 32.

1. In all cases where a dispute forms the object of arbitration or judicial proceedings, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts committed or on the point of being committed, the Permanent Court of International Justice, acting in accordance with Article 41 of its Statute, or the Arbitral Tribunal shall lay down within the shortest possible time the provisional measures to be adopted. The Parties to the dispute shall be bound to accept such measures.

2. If the matter is brought before the Conciliation Commission, the latter may recommend to the Parties the adoption of such measures as it considers suitable.

3. The Parties undertake to abstain from all measures likely to act prejudicially upon the execution of the judicial or arbitral decision or upon the arrangements proposed by the Conciliation Commission and in general to abstain from any action whatsoever which may aggravate or extend the dispute.

Article 33.

If in a judicial sentence or arbitral award it is declared that a judgment or measure enjoined by a Court of Law or other authority of one of the Parties to the dispute is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of the said Party does not permit or only partially permits the consequences of the judgment or measure in question to be annulled, the Parties agree that the judicial sentence or arbitral award shall grant the injured person equitable satisfaction.

Article 34.

1. The present Treaty shall be applicable as between the High Contracting Parties, even though a third Power has an interest in the dispute.

2. In conciliation procedure the Parties may invite a third Power to intervene.

3. Dans la procédure judiciaire ou arbitrale, si une tierce Puissance estime que, dans un différend un intérêt d'ordre juridique est pour elle en cause, elle peut adresser à la Cour permanente de Justice internationale ou au Tribunal arbitral une requête à fin d'intervention.

La cour ou le tribunal décide.

4. Lorsqu'il s'agit de l'interprétation d'une convention à laquelle auront participé d'autres Etats que les Parties en cause, le greffe de la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral les avertit sans délai.

Chacun d'eux aura le droit d'intervenir et, s'il exerce cette faculté, l'interprétation contenue dans la sentence est obligatoire à son égard.

Article 35.

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent traité, y compris ceux relatifs à la qualification des litiges, seront soumis à la Cour permanente de Justice internationale.

Article 36.

Le présent traité, conforme au Pacte de la Société des Nations, ne sera pas interprété comme restreignant la mission de celle-ci de prendre, à tout moment, les mesures propres à sauvegarder efficacement la paix du monde.

Article 37.

1. Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Sofia.

Il sera enregistré au Secrétariat de la Société des Nations.

2. Le traité est conclu pour une durée de cinq ans à compter de la date de l'échange des ratifications.

3. S'il n'est pas dénoncé six mois au moins avant l'expiration de ce temps, il demeurera en vigueur pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

Nonobstant la dénonciation par l'une des Parties contractantes, les procédures engagées au moment de l'expiration du terme du traité continueront jusqu'à leur achèvement normal.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Sofia, le 26 novembre 1931, en deux exemplaires.

(s) N. MOUCHANOFF.

(s) Sigurd BENTZON.

Copie certifiée conforme :

Au Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 octobre 1932.

*Le Chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations :*

Rolf Andvord.

3. If a third Power considers that its legal interests are involved in a dispute which is being dealt with under the judicial or arbitral procedure, it may address to the Permanent Court of International Justice or to the Arbitral Tribunal an application for permission to intervene.

The decision shall rest with the Court or the Tribunal.

4. In cases involving the interpretation of a Convention to which States other than the Parties to the dispute are parties, the Registrar of the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal shall notify such States without delay.

Any such State shall be entitled to intervene, and shall in that event be bound by the interpretation adopted in the judgment.

Article 35.

Disputes relating to the interpretation or application of the present Treaty, including those concerning the classification of disputes, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice.

Article 36.

The present Treaty, which is in conformity with the Covenant of the League of Nations, shall not be interpreted as restricting the duty of the League to take action at any time with a view to safeguarding effectively the peace of the world.

Article 37.

1. The present Treaty shall be ratified, and the exchange of ratifications shall take place at Sofia.

It shall be registered at the Secretariat of the League of Nations.

2. The Treaty shall be concluded for a period of five years dating from the exchange of ratifications.

3. If it has not been denounced at least six months before the end of this period, it shall remain in force for further successive periods of five years.

Notwithstanding denunciation by one of the Contracting Parties, all proceedings pending at the expiration of the current period of the Treaty shall be duly completed.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Sofia, November 26, 1931, in two copies.

(s) N. MOUCHANOFF.

(s) Sigurd BENTZON.

N° 3082.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,
RÉPUBLIQUE ARGENTINE,
BOLIVIE, BRÉSIL, CHILI, etc.

Convention concernant les droits et
devoirs des États en cas de luttes
civiles, adoptée par la VI^e Confé-
rence internationale américaine et
signée à La Havane, le 20 février
1928.

UNITED STATES OF AMERICA,
ARGENTINE REPUBLIC,
BOLIVIA, BRAZIL, CHILE, etc.

Convention concerning the Duties
and Rights of States in the event
of Civil Strife, adopted by the
VIth International Conference of
American States and signed at
Habana, February 20, 1928.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3082. — CONVENCION ¹ RELATIVA A LOS DEBERES Y DERECHOS DE LOS ESTADOS EN CASOS DE LUCHAS CIVILES, ADOPTADA POR LA VI CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA Y FIRMADA EN LA HABANA, EL 20 DE FEBRERO DE 1928.

Texte officiel espagnol, communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de la République de Panama. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 27 octobre 1932. Cette convention a été transmise au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-unis d'Amérique le 20 août 1930.

Los Gobiernos de las Repúblicas representadas en la VI Conferencia Internacional Americana celebrada en la ciudad de La Habana, República de Cuba, el año 1928, deseosos de llegar a un acuerdo en cuanto a los deberes y derechos de los Estados en casos de luchas civiles, han nombrado sus Plenipotenciarios :

PERÚ :

Jesús Melquiades SALAZAR, Víctor MAURTÚA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

EL SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

¹ Dépôt des ratifications à Washington :

MEXIQUE	6 février 1929.
PANAMA	21 mai 1929.
BRÉSIL	3 septembre 1929.
NICARAGUA	20 mars 1930.
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	21 mai 1930.

* TRADUCTION. — TRANSLATION.

Etant entendu que les dispositions de l'article 3 de la convention ne s'appliqueront pas lorsqu'un état de guerre aura été reconnu.

* Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

* Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 3082. — CONVENTION¹ CONCERNING THE DUTIES AND RIGHTS OF STATES IN THE EVENT OF CIVIL STRIFE, ADOPTED BY THE VIth INTERNATIONAL CONFERENCE OF AMERICAN STATES AND SIGNED AT HABANA, FEBRUARY 20, 1928².

Spanish official text communicated by the Secretary of State for Foreign Affairs of the Republic of Panama. The registration of this Convention took place October 27, 1932. This Convention was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, August 20, 1930.

The Governments of the Republics represented at the Sixth International Conference of American States, held in the city of Habana, Republic of Cuba, in the year 1928, desirous of reaching an agreement as to the duties and rights of States in the event of civil strife, have appointed the following Plenipotentiaries :

PERU :

Jesús Melquíades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

¹ Deposit of ratifications at Washington :

MEXICO	February 6, 1929.
PANAMA	May 21, 1929.
BRAZIL	September 3, 1929.
NICARAGUA	March 20, 1930.
UNITED STATES OF AMERICA	May 21, 1930.

Subject to the understanding that the provisions of Article 3 of the Convention shall not apply where a state of belligerency has been recognized.

² Texte reproduit d'après le « Treaty Series »
des Etats-Unis d'Amérique, N° 814, 1930. ² The text is reprinted from the United States Treaty Series, No. 814, 1930.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos Silva VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRASIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUYRREDÓN (renunció posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

REPÚBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRAZIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (later resigned), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAITI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DOMINICAN REPUBLIC :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

UNITED STATES OF AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Quienes, después de haberse cambiado sus respectivos Plenos Poderes, que han sido encontrados en buena y debida forma, han convenido en lo siguiente :

Artículo 1º.

Los Estados contratantes se obligan a observar las siguientes reglas respecto de la lucha civil en otro de ellos :

Primero : Emplear los medios a su alcance para evitar que los habitantes de su territorio, nacionales o extranjeros, tomen parte, reúnan elementos, pasen la frontera o se embarquen en su territorio para iniciar o fomentar una lucha civil.

Segundo : Desarmar o internar toda fuerza rebelde que traspase sus fronteras siendo los gastos de internación por cuenta del Estado donde el orden hubiere sido alterado. Las armas encontradas en poder de los rebeldes podrán ser aprehendidas y retiradas por el Gobierno del país de refugio para devolverlas una vez terminada la contienda al Estado en lucha civil.

Tercero : Prohibir el tráfico de armas y material de guerra salvo cuando fueren destinadas al Gobierno, mientras no esté reconocida la beligerancia de los rebeldes, caso en el cual se aplicarán las reglas de neutralidad.

Cuarto : Evitar que en su jurisdicción se equipe, arme o adopte a uso bélico cualquiera embarcación destinada a operar en interés de la rebelión.

Artículo 2º.

La calificación de piratería, emanada del Gobierno de un país, contra buques alzados en armas no obliga a los demás Estados.

El Estado que sea agravado por depredaciones provenientes de buques insurrectos tiene derecho para adoptar contra éstos las siguientes medidas punitivas : Si los causantes del hecho lesivo fueren naves de guerra, puede capturarlas para hacer entrega de ellas al Gobierno del Estado a que pertenezcan, el cual los juzgará ; si los hechos lesivos provinieran de buques mercantes, el Estado afectado puede capturarlos y aplicarles las leyes penales del caso.

El buque insurrecto, sea de guerra o mercante, que enarbole bandera de un Estado extranjero para encubrir sus actos podrá también ser capturado y juzgado por el Estado de dicha bandera.

Artículo 3º.

El buque insurrecto, sea de guerra o mercante, equipado por la rebelión, que llegue a un país extranjero o busque refugio en él, será entregado por el Gobierno de éste al Gobierno constituido del país en lucha civil, y los tripulantes serán considerados como refugiados políticos.

Artículo 4º.

La presente Convención no afecta los compromisos adquiridos anteriormente por las Partes Contratantes en virtud de acuerdos internacionales.

Artículo 5º.

La presente Convención, después de firmada será sometida a las ratificaciones de los Estados signatarios. El Gobierno de Cuba queda encargado de enviar copias certificadas auténticas a los Gobiernos para el referido fin de ratificaciones. El instrumento de ratificación será depositado en

Who, after exchanging their respective full powers, which were found to be in good and due form, have agreed upon the following :

Article 1.

The contracting States bind themselves to observe the following rules with regard to civil strife in another one of them :

First : To use all means at their disposal to prevent the inhabitants of their territory, nationals or aliens, from participating in, gathering elements, crossing the boundary or sailing from their territory for the purpose of starting or promoting civil strife.

Second : To disarm and intern every rebel force crossing their boundaries, the expenses of internment to be borne by the State where public order may have been disturbed. The arms found in the hands of the rebels may be seized and withdrawn by the Government of the country granting asylum, to be returned, once the struggle has ended, to the State in civil strife.

Third : To forbid the traffic in arms and war material, except when intended for the Government, while the belligerency of the rebels has not been recognised, in which latter case the rules of neutrality shall be applied.

Fourth : To prevent that within their jurisdiction there be equipped, armed or adapted for warlike purposes any vessel intended to operate in favour of the rebellion.

Article 2.

The declaration of piracy against vessels which have risen in arms, emanating from a Government, is not binding upon the other States.

The State that may be injured by depredations originating from insurgent vessels is entitled to adopt the following punitive measures against them : Should the authors of the damages be warships, it may capture and return them to the Government of the State, to which they belong, for their trial ; should the damage originate with merchantmen, the injured State may capture and subject them to the appropriate penal laws.

The insurgent vessel, whether a warship or a merchantman, which flies the flag of a foreign country to shield its actions, may also be captured and tried by the State of said flag.

Article 3.

The insurgent vessel, whether a warship or a merchantman, equipped by the rebels, which arrived at a foreign country or seeks refuge therein, shall be delivered by the Government of the latter to the constituted Government of the State in civil strife, and the members of the crew shall be considered as political refugees.

Article 4.

The present Convention does not affect obligations previously undertaken by the contracting parties through international agreements.

Article 5.

After being signed, the present Convention shall be submitted to the ratification of the signatory States. The Government of Cuba is charged with transmitting authentic certified copies to the Governments for the aforementioned purpose of ratification. The instrument of ratification shall

los archivos de la Unión Panamericana en Washington, quien notificará esos depósitos a los Gobiernos signatarios; tal notificación valdrá como canje de ratificaciones. Esta Convención quedará abierta a la adhesión de los Estados no signatarios.

En fe de lo cual los Plenipotenciarios expresados firman la presente Convención en español, inglés, francés y portugués, en la ciudad de La Habana, el día veinte de Febrero de 1928.

Perú :

Jesús M. SALAZAR, Víctor M. MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO
OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro ERASMO CALLORDA.

Panamá :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

México :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

El Salvador :

J. Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquín GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR.

be deposited in the archives of the Pan American Union in Washington, the Union to notify the signatory governments of said deposit. Such notification shall be considered as an exchange of ratifications. This Convention shall remain open to the adherence of non-signatory States.

In witness whereof the aforementioned Plenipotentiaries sign the present Convention in Spanish, English, French and Portuguese, in the city of Habana, the 20th day of February, 1928.

Perú :

Jesús M. SALAZAR, Víctor M. MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panamá :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Ecuador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLES ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

J. Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquín GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brazil :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIREZ.

Haiti :

Fernando DENNIS.

República Dominicana :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Estados Unidos de America :

Charles EVANS HUGUES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMENTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

Es copia conforme al original :

(*Ido.*) Rafael Martínez Ortíz,
Secretario de Estado.

Miguel Angel Campa, Subsecretario de Estado
encargado del Despacho, certifico que el presente
texto es fiel copia del original depositado en la
Secretaría de Estado.

(*Ido.*) Miguel Angel Campa.

Es copia fiel de la copia certificada
depositada en esta Cancillería :

E. de la Guardia,
Subsecretario de Relaciones Exteriores.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIRÉZ.

Haiti :

Fernando DENNIS.

Dominican Republic :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

United States of America :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MÁRQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

Certified to be the English text of the Convention
on Rights and Duties of States in the Event of
Civil Strife as contained in the Final Act signed
at the closing session of the Sixth International
Conference of American States.

Frank B. Kellogg,
Secretary of State
of the United States of America.

N^o 3082. — CONVENTION CONCERNANT LES DEVOIRS ET DROITS DES ÉTATS EN CAS DE LUTTES CIVILES, ADOPTÉE PAR LA VI^e CONFÉRENCE INTERNATIONALE AMÉRICAINE ET SIGNÉE A LA HAVANE, LE 20 FÉVRIER 1928¹.

Les Gouvernements des Républiques américaines représentés à la VI^e Conférence internationale américaine, tenue à La Havane, République de Cuba, en l'année 1928, désireux d'arriver à un accord quant aux devoirs et aux droits des États en cas de luttes civiles, ont nommé leurs plénipotentiaires :

PÉROU :

Jesus Melquíades SALAZAR, Víctor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan José AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

PANAMA :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

EQUATEUR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

MEXIQUE :

Julio GARCIA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

GUATÉMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

BOLIVIE :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

COLOMBIE :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ Texte reproduit d'après l'Acte final de la sixième Conférence internationale américaine.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

Nº 3082. — CONVENCÃO RELATIVA AOS DEVERES E DIREITOS DOS ESTADOS NO CASO DE LUCTAS CIVIS, ADOPTADA PELA VIª CONFERENCIA INTERNACIONAL AMERICANA, ASSIGNADA NA CIDADE DA HAVANA, EM 20 DE FEVEREIRO DE 1928¹.

Os Governos das Republicas representadas na VI Conferencia Internacional Americana, celebrada na Havana, Republica de Cuba, no anno de 1928, desejosos de chegar a um accordo no que concerne aos Deveres e Direitos dos Estados no caso de Luctas Civis, nomearam seus Plenipotenciarios :

DO PERU :

Jesús Melquíades SALAZAR, Victor MAÚRTUA, Enrique CASTRO OYANGUREN, Luis Ernesto DENEGRI.

DO URUGUAY :

Jacobo VARELA ACEVEDO, Juan JOSÉ AMÉZAGA, Leonel AGUIRRE, Pedro Erasmo CALLORDA.

DO PANAMÁ :

Ricardo J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

DO ECUADOR :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Víctor ZEVALLOS, Colón Eloy ALFARO.

DO MEXICO :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

DO SALVADOR :

Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Eduardo ALVAREZ.

DE GUATEMALA :

Carlos SALAZAR, Bernardo ALVARADO TELLO, Luis BELTRANENA, José AZURDIA.

DE NICARAGUA :

Carlos CUADRA PAZOS, Joaquín GÓMEZ, Máximo H. ZEPEDA.

DE BOLIVIA :

José ANTEZANA, Adolfo COSTA DU RELS.

DE VENEZUELA :

Santiago KEY AYALA, Francisco Gerardo YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

DE COLOMBIA :

Enrique OLAYA HERRERA, Jesús M. YEPES, Roberto URDANETA ARBELÁEZ, Ricardo GUTIÉRREZ LEE.

¹ The text is reprinted from the Final Act of the Sixth International Conference of American States.

HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

CHILI :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

BRÉSIL :

Raul FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

ARGENTINE :

Honorio PUEYRREDÓN (A renoncé depuis), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL

PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

HAÏTI :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Arístides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Lesquels s'étant communiqué leurs pleins pouvoirs qui furent trouvés en bonne et due forme, ont décidé ce qui suit :

Article premier.

Les Etats contractants s'obligent à observer les règles suivantes concernant la lutte civile dans l'un d'entre eux :

Premièrement : Employer les moyens en leur pouvoir pour éviter que les habitants de leur territoire, nationaux ou étrangers, ne prennent part, ne rassemblent les éléments ou ne passent la frontière ou ne s'embarquent sur leur territoire pour commencer ou soutenir une lutte civile.

Secondement : Désarmer ou interner toute force rebelle qui traverse leurs frontières, les dépenses de l'internement étant au compte de l'Etat, où l'ordre a été bouleversé. Les armes trouvées au pouvoir des rebelles pourront être saisies et gardées par le gouvernement du pays de refuge pour être rendues à l'Etat en lutte civile, une fois que la lutte sera terminée.

DE HONDURAS :

Fausto DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

DE COSTA RICA :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, Arturo TINOCO.

DO CHILE :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, Carlos SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

DO BRASIL :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR, Alarico DA SILVEIRA, Sampaio CORREA, Eduardo ESPÍNOLA.

DE ARGENTINA :

Honorio PUEYRREDÓN (renunciou posteriormente), Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL.

DO PARAGUAY :

Lisandro DÍAZ LEÓN.

DO HAITÍ :

Fernando DENNIS, Charles RIBOUL.

DA REPUBLICA DOMINICANA :

Francisco J. PEYNADO, Gustavo A. DÍAZ, Elías BRACHE, Angel MORALES, Tulio M. CESTEROS, Ricardo PÉREZ ALFONSECA, Jacinto R. DE CASTRO, Federico C. ALVAREZ.

DOS ESTADOS UNIDOS DE AMERICA :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar W. UNDERWOOD, Dwight W. MORROW, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN WILBUR, Leo S. ROWE.

DE CUBA :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, Enrique HERNÁNDEZ CARTAYA, José Manuel CORTINA, Aristides AGÜERO, José B. ALEMÁN, Manuel MÁRQUEZ STERLING, Fernando ORTIZ, Néstor CARBONELL, Jesús María BARRAQUÉ.

Os quaes depois de terem trocado os seus Plenos Poderes, que estavam em boa e devida forma, combinaram o seguinte :

Artigo 1º.

Os Estados Contractantes obrigam-se a observar as seguintes regras, em caso de lucta civil no territorio de outro Estado. :

Primeiro : Empregar os meios ao seu alcance para evitar que os habitantes do seu territorio, nacionaes ou estrangeiros, tomem parte, reunam elementos, passem a fronteira ou se embarquem no seu territorio para iniciar ou fomentar uma lucta civil.

Segundo : Desarmar ou internar toda a força rebelde que transponha as suas fronteiras sendo os gastos de internamento por conta do Estado onde a ordem tivesse sido alterada. As armas encontradas em poder dos rebeldes poderão ser apprehendidas pelo governo do paiz onde se refugiam, para devovel-as uma vez terminada a contenda ao Estado em lucta civil.

Troisièmement : Défendre le trafic des armes et du matériel de guerre, sauf lorsqu'ils seraient destinés au gouvernement, et aussi longtemps que la condition de belligérants ne sera pas reconnue aux rebelles, cas dans lequel seront appliquées les règles de la neutralité.

Quatrièmement : Eviter que dans leur juridiction ne s'équipe, ne s'arme et ne s'emploie à un usage belliqueux quelconque un vaisseau destiné à opérer dans les intérêts de l'insurrection.

Article 2.

La qualification de *piraterie* émanant du gouvernement d'un pays contre les bateaux soulevés, armés en guerre, n'oblige pas les autres Etats.

L'Etat qui aurait souffert de dégâts provenant des bateaux insurgés a le droit d'adopter contre eux les mesures punitives suivantes : si les auteurs du dommage étaient des navires de guerre, on pourrait les capturer pour en faire remise au gouvernement de l'Etat auquel ils appartiennent qui les jugera ; si les dommages proviennent de navires marchands, l'Etat qui a souffert peut les capturer et leur appliquer les lois pénales du cas.

Le bateau rebelle, de guerre ou marchand, qui arbore le pavillon d'un Etat étranger pour couvrir ses actes, pourra aussi être capturé et jugé par l'Etat auquel appartient le susdit pavillon.

Article 3.

Le navire insurgé, de guerre ou marchand, équipé pour l'insurrection, qui arrive dans un pays étranger ou y cherche un refuge, sera remis par le gouvernement de celui-ci au gouvernement constitué du pays en lutte civile et l'équipage sera considéré comme des réfugiés politiques.

Article 4.

La présente convention n'affecte pas les engagements acquis antérieurement par les Parties contractantes en vertu d'accords internationaux.

Article 5.

La présente convention après avoir été signée sera soumise aux ratifications des Etats signataires. Le Gouvernement de Cuba reste chargé d'envoyer les copies légalisées authentiques aux gouvernements pour leur ratification. L'instrument de ratification sera déposé dans les archives de l'Union panaméricaine à Washington, qui notifiera ces dépôts aux gouvernements signataires ; une telle modification équivaudra à l'échange des ratifications. Cette convention restera ouverte à l'adhésion des Etats signataires.

En foi de quoi les plénipotentiaires nommés signent la présente convention en espagnol, en anglais, en français et en portugais, à La Havane, le 20 février 1928.

Pérou :

Jesús M. SALAZAR, Victor M. MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panama :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equateur :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Terceiro : Proibir o trafico de armas e material de guerra excepto quando sejam destinadas ao governo, emquanto não esteja reconhecida a belligerancia dos rebeldes, caso este em que se applicarão as regras da neutralidade.

Quarto : Evitar que na sua jurisdicção se equipe, arme ou adopte para uso bellico qualquer embarcação destinada a operar em favor da rebellião.

Artigo 2º.

A qualificação de pirateria, emanada de um paiz, contra barcos levantados em armas não obriga aos outros Estados.

O Estado que seja offendido por pilhagem proveniente de barcos insurrectos tem o direito de adoptar contra estes as seguintes medidas de castigo : Se os causadores do acto lesivo forem navios de guerra, podem captural-os para entregal-os ao Governo do Estado a que pertençam, o qual os julgará ; se os damnos proveem de barcos mercantes, o Estado affectado pode captural-os e applicar-lhes as leis penas que requeira o caso.

O barco insurrecto, seja de guerra ou mercante, que arvore bandeira de um Estado estrangeiro para encobrir os seus actos poderá tambem ser capturado e julgado pelo Estado a que dita bandeira pertença.

Artigo 3º.

O barco insurrecto, de guerra ou mercante, equipado pela revolução, que chegue a um paiz estrangeiro ou procure refugio nelle, será entregue pelo governo deste ao governo constituido do paiz em lucta civil e os tripulantes serão considerados como refugiados politicos.

Artigo 4º.

A presente Convenção não affecta os compromissos tomados anteriormente pelas Partes Contractantes em virtude de accordos internacionaes.

Artigo 5º.

A presente Convenção depois de assignada será submettida ás ratificações dos Estados signatarios. O governo de Cuba fica encarregado de enviar copias certificadas authenticas aos governos para os fins da ratificação. O instrumento da ratificação será depositado nos archivos de União Panamericana em Washington, o quel notificará este deposito aos Governos signatarios ; esta ratificação ficará aberta á adhesão dos Estados não signatarios.

Em fé do que os referidos Plenipotenciarios assignam a presente Convenção em hespanhol, inglez, francez e portuguez, na cidade da Havana, no dia 20 de Fevereiro de 1928.

Peru :

Jesús M. SALAZAR, Victor M. MAÚRTUA, Luis Ernesto DENEGRI, E. CASTRO OYANGUREN.

Uruguay :

VARELA, Pedro Erasmo CALLORDA.

Panama :

R. J. ALFARO, Eduardo CHIARI.

Equador :

Gonzalo ZALDUMBIDE, Victor ZEVALLOS, C. E. ALFARO.

Mexique :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

J. Gustavo GUERRERO, Héctor David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquin GÓMEZ.

Bolivie :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombie :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chili :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brésil :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR.

Argentine :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIREZ.

Haïti :

Fernando DENNIS.

République Dominicaine :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Etats-Unis d'Amérique :

Charles EVANS HUGUES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MARQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

Mexico :

Julio GARCÍA, Fernando GONZÁLEZ ROA, Salvador URBINA, Aquiles ELORDUY.

Salvador :

J. Gustavo GUERRERO, Hector David CASTRO, Ed. ALVAREZ.

Guatemala :

Carlos SALAZAR, B. ALVARADO, Luis BELTRANENA, J. AZURDIA.

Nicaragua :

Carlos CUADRA PAZOS, Máximo H. ZEPEDA, Joaquin GÓMEZ.

Bolivia :

José ANTEZANA, A. COSTA DU R.

Venezuela :

Santiago KEY AYALA, Francisco G. YANES, Rafael Angel ARRAIZ.

Colombia :

Enrique OLAYA HERRERA, R. GUTIÉRREZ LEE, J. M. YEPES.

Honduras :

F. DÁVILA, Mariano VÁSQUEZ.

Costa-Rica :

Ricardo CASTRO BEECHE, J. Rafael OREAMUNO, A. TINOCO JIMÉNEZ.

Chile :

Alejandro LIRA, Alejandro ALVAREZ, C. SILVA VILDÓSOLA, Manuel BIANCHI.

Brasil :

Raúl FERNÁNDES, Lindolfo COLLOR.

Argentina :

Laurentino OLASCOAGA, Felipe A. ESPIL, Carlos Alberto ALCORTA.

Paraguay :

Lisandro DÍAZ LEÓN, Juan Vicente RAMIREZ.

Haiti :

Fernando DENNIS.

Republica Dominicana :

Fraço. J. PEYNADO, Tulio M. CESTERO, Jacinto R. DE CASTRO, Elias BRACHE,
R. PÉREZ ALFONSECA.

Estados-Unidos de America :

Charles EVANS HUGHES, Noble BRANDON JUDAH, Henry P. FLETCHER, Oscar
W. UNDERWOOD, Morgan J. O'BRIEN, James BROWN SCOTT, Ray LYMAN
WILBUR, Leo S. ROWE.

Cuba :

Antonio S. DE BUSTAMANTE, Orestes FERRARA, E. HERNÁNDEZ CARTAYA,
Aristides DE AGÜERO BETHENCOURT, M. MARQUEZ STERLING, Néstor
CARBONELL.

N° 3083.

BELGIQUE ET FRANCE

Arrangement en vue de l'exécution
de la Convention conclue le 21 mai
1927 relative au régime spécial de
retraites des ouvriers mineurs.
Signé à Paris, le 7 septembre 1931.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement for the Execution of the
Convention concluded on May 21,
1927, concerning the Special Sys-
tem of Miners' Pensions. Signed
at Paris, September 7, 1931.

N^o 3083. — ARRANGEMENT ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE EN VUE DE L'EXÉCUTION DE LA CONVENTION CONCLUE LE 21 MAI 1927 RELATIVE AU RÉGIME SPÉCIAL DE RETRAITES DES OUVRIERS MINEURS. SIGNÉ A PARIS, LE 7 SEPTEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 29 octobre 1932.

En application de l'article 13 de la Convention¹ conclue le 21 mai 1927 entre la France et la Belgique, les Administrations françaises et belges ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS RELATIVES A LA LIQUIDATION DES DROITS DES OUVRIERS QUI ONT TRAVAILLÉ ALTERNATIVEMENT EN FRANCE ET EN BELGIQUE.

Article premier.

Pour la détermination du montant de la retraite à attribuer aux ouvriers visés aux articles 5 et 9 de la convention, il est procédé, par les organismes compétents des deux pays, à la liquidation pour ordre, d'après leurs statuts particuliers, de la retraite des intéressés, en tenant compte de la totalité des services miniers effectués tant en France qu'en Belgique.

Pour tenir compte des dispositions particulières à la législation belge, le Fonds national de retraites des ouvriers mineurs détermine les montants des pensions auxquelles les intéressés auraient droit d'après ladite législation :

- 1^o En qualité d'ouvriers mariés ne travaillant plus ;
- 2^o En qualité d'ouvriers mariés travaillant encore ;
- 3^o En qualité d'ouvriers célibataires, veufs ou divorcés ne travaillant plus ;
- 4^o En qualité d'ouvriers célibataires, veufs ou divorcés travaillant encore.

A la suite de la comparaison des montants ainsi obtenus avec le montant de la pension prévue par la législation française, il est retenu, dans chacun des cas, le montant prévu par la législation la moins favorable à laquelle ont droit les intéressés.

Il est procédé à la même comparaison pour chaque pensionné toutes les fois que la pension prévue par la législation belge varie pour des raisons autres que celles indiquées ci-dessus et le montant de la pension précédemment attribuée est rectifié, s'il y a lieu.

¹ Vol. CV, page 125, de ce recueil.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3083. — AGREEMENT BETWEEN BELGIUM AND FRANCE FOR THE EXECUTION OF THE CONVENTION CONCLUDED ON MAY 21, 1927, CONCERNING THE SPECIAL SYSTEM OF MINERS' PENSIONS. SIGNED AT PARIS, SEPTEMBER 7, 1931.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place October 29, 1932.

In application of Article 13 of the Convention² concluded on May 21, 1927, between France and Belgium, the French and Belgian Administrations have by common agreement drawn up the following provisions :

CHAPTER I.

PROVISIONS RELATING TO THE SETTLEMENT OF THE RIGHTS OF WORKMEN WHO HAVE WORKED ALTERNATIVELY IN FRANCE AND BELGIUM.

Article 1.

In order to fix the amount of the pensions to be granted to the workmen referred to in Articles 5 and 9 of the Convention, the competent bodies of the two countries shall regularise the settlement of the pensions of the parties concerned, in accordance with their respective statutes, taking into consideration the total period of employment in mines both in France and Belgium.

In order to take the special provisions of Belgian legislation into consideration, the National Miners' Pension Fund shall fix the amounts of the pensions to which the parties concerned are entitled in accordance with the said legislation :

- (1) In the case of married workmen who are no longer employed ;
- (2) In the case of married workmen still in employment ;
- (3) In the case of workmen who are bachelors, widowers or divorced and are no longer employed ;
- (4) In the case of workmen who are bachelors, widowers or divorced and are still in employment.

After comparing the amount thus obtained with the amount of the pension provided for by French legislation, the amount shall be fixed in each case in accordance with the least favourable legislation to which the parties concerned are entitled.

The same comparison shall be made for each pensioner whenever the pension provided for by Belgian legislation varies for reasons other than those mentioned above, and the amount of the pension formerly granted shall be corrected as required.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. CV, page 125, of this Series.

Il est entendu toutefois que les intéressés qui se trouveront dans les conditions requises pour prétendre à une pension proportionnelle au titre de la loi belge, bénéficieront, à charge de la Belgique, d'une pension au moins égale à celle qui leur serait attribuée en exécution de cette loi, sauf application de l'article 11, 1^o, de la Convention du 21 mai 1927.

TITRE II

PRODUCTION ET EXAMEN DES DEMANDES DE PENSIONS.

Article 2.

Tout ouvrier qui réunit les conditions requises pour prétendre au bénéfice des articles 5 ou 9 de la convention adresse sa demande, en double exemplaire, à l'organisme compétent du pays dans lequel il a travaillé en dernier lieu, savoir :

En France, à la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs,

En Belgique, au Fonds national de retraites des ouvriers mineurs, par l'intermédiaire de la Caisse de prévoyance dans le ressort de laquelle se trouve l'exploitation où l'intéressé a été occupé en dernier lieu.

Si le demandeur ne réside pas dans le pays où il a travaillé en dernier lieu, la transmission de sa demande peut être effectuée par l'intermédiaire de l'organisme de retraite du pays de sa résidence visé à l'alinéa ci-dessus.

Article 3.

La Caisse autonome, saisie régulièrement d'une demande de pension en application des articles 5 ou 9 de la convention, l'examine au regard des dispositions de ladite convention et arrête, le cas échéant, la durée des services en France qui entrent en compte pour la retraite.

Si elle estime que la demande ne satisfait pas aux dispositions de la convention, elle en indique la raison.

Elle transmet ensuite le dossier au Fonds national en y joignant si l'ouvrier habite en France, une déclaration de son salaire qu'il aura souscrite par devant le maire de sa résidence.

Le Fonds national procède de son côté à un examen identique relativement à la durée des services effectués en Belgique et établit un projet de décision commune en y joignant, s'il y a lieu, un projet de liquidation de pension sur la base de la législation la moins favorable.

Ce projet est retourné, en double exemplaire, à la Caisse autonome qui en vérifie l'exactitude et renvoie au Fonds national un exemplaire revêtu de son visa.

Article 4.

Le Fonds national, saisi régulièrement d'une demande de pension en application des articles 5 ou 9 de la convention, l'examine au regard des dispositions de ladite convention.

S'il estime qu'elle ne satisfait pas aux dispositions de la convention, il en indique la raison et adresse les deux exemplaires de la demande à la Caisse autonome qui donne, le cas échéant, son accord et renvoie l'un des deux exemplaires au Fonds national.

Si la demande lui paraît recevable, le Fonds national transmet sans délai un exemplaire de ladite demande à la Caisse autonome, en y joignant les pièces destinées à permettre à cette institution de déterminer la durée des services effectués par le demandeur dans les exploitations françaises ; cette durée est mentionnée par la Caisse autonome sur l'exemplaire communiqué qui est ensuite retourné au Fonds national.

Nevertheless it is understood that the parties concerned who fulfil the conditions for claiming a proportional pension under Belgian law shall be entitled to a pension payable by Belgium of an amount not less than that which would have been granted to them under that law save for the application of Article 11, (1), of the Convention of May 21, 1927.

CHAPTER II.

APPLICATIONS AND THE EXAMINATION OF APPLICATIONS FOR PENSIONS.

Article 2.

Any workman fulfilling the conditions for claiming the advantage of the provisions of Articles 5 or 9 of the Convention shall forward his application in duplicate to the competent organisation of the country in which he has last been employed, namely :

In France, to the Independent Miners' Pension Fund ;

In Belgium, to the National Miners' Pension Fund, through the Provident Fund in whose district the undertaking where the party concerned was last employed is situate.

If the applicant does not reside in the country where he was last employed, his application may be forwarded through the pension organisation of his country of residence referred to in the preceding paragraph.

Article 3.

The Independent Fund, on receiving an application for a pension in due form under Articles 5 or 9 of the Convention, shall examine it in the light of the provisions of the said Convention and shall, if necessary, establish the duration of employment in France which is taken into consideration for the pension.

If it considers that the application does not comply with the provisions of the Convention, it shall give its reasons.

It shall thereupon transmit the file to the National Fund and, if the workman lives in France, shall enclose a declaration regarding his wages signed by him before the Mayor of his place of residence.

The National Fund for its part shall make a similar examination with regard to the duration of the employment in Belgium and shall draw up a draft joint decision enclosing, if necessary, a draft settlement of the pension on the basis of the least favourable legislation.

This draft shall be returned in duplicate to the Independent Fund, which shall check it and send one copy with its visa to the National Fund.

Article 4.

The National Fund, on receiving an application for a pension in due form under Articles 5 or 9 of the Convention, shall examine it in the light of the provisions of the said Convention.

If it considers that the application does not comply with the provisions of the Convention, it shall give its reasons and shall send the two copies of the application to the Independent Fund which shall, if necessary, give its agreement and return one of the two copies to the National Fund.

If the National Fund considers the application to be admissible, it shall send a copy without delay to the Independent Fund and shall enclose the documents which will enable the latter to fix the duration of the applicant's employment in French undertakings ; the Independent Fund shall enter this duration on the copy which it has received and shall thereupon return the copy to the National Fund.

Un projet de décision commune, auquel est joint, le cas échéant, un projet de liquidation de pension, est élaboré par le Fonds national sur la base de la législation la moins favorable et transmis à la Caisse autonome en double exemplaire. Celle-ci, après en avoir vérifié l'exactitude, renvoie au Fonds national un exemplaire portant son accord.

Article 5.

Toute veuve qui réunit les conditions pour bénéficier des articles 6 ou 10 de la convention adresse sa demande en double exemplaire à l'organisme de retraites du pays où son mari a été occupé en dernier lieu.

Si la demanderesse ne réside pas dans le pays où son mari a travaillé en dernier lieu, la transmission de sa demande peut être effectuée par l'intermédiaire de l'organisme de retraite du pays de sa résidence.

La procédure pour l'examen des demandes est la même que celle prévue aux articles 3 et 4 ci-dessus.

Toutefois, si le mari est décédé pensionné, la procédure est simplifiée comme suit :

Si la Caisse autonome est saisie en premier lieu, elle transmet la demande en double exemplaire au Fonds national qui établit un projet de décision commune auquel sera joint, le cas échéant, un projet de liquidation et retourne les deux exemplaires ainsi complétés à ladite caisse ; celle-ci donne son accord et renvoie un de ses exemplaires au Fonds national.

Lorsque le Fonds national est saisi en premier lieu, il établit immédiatement, en double exemplaire, un projet de décision commune et la procédure de liquidation est ensuite celle indiquée au paragraphe précédent.

Si, en raison des dispositions particulières à la loi belge, les pensions des veuves sont susceptibles d'être modifiées, les deux administrations examinent à nouveau la situation des intéressés à l'occasion de chaque modification et procèdent, le cas échéant, à une nouvelle répartition des charges.

Article 6.

Toutes les demandes de pension prévues au présent titre doivent être accompagnées des documents et pièces justificatives requises tant par la législation française que par la législation belge.

TITRE III

EMISSION DES TITRES.

PAIEMENT DES PENSIONS ET RÈGLEMENT DES COMPTES ENTRE LES ORGANISMES DES DEUX PAYS.

Article 7.

L'organisme de retraite du pays de la résidence du bénéficiaire notifie à celui-ci, suivant les pratiques et procédures en usage dans chacun des deux pays, la date d'entrée en jouissance de sa pension, le montant total de ladite pension, ainsi que la part à la charge de chacun des deux pays.

La notification de leur pension est également adressée aux veuves par l'organisme de retraites du pays de leur résidence.

Lesdites notifications valent titre pour les pensionnés.

En cas de changement dans les montants des pensions des intéressés, la même notification est adressée.

A draft joint decision enclosing, if necessary, a draft settlement of the pension shall be drawn up by the National Fund on the basis of the least favourable legislation, and shall be forwarded in duplicate to the Independent Fund. After checking it, the latter shall return one copy to the National Fund with an indication of its assent.

Article 5.

Any widow fulfilling the conditions for obtaining the benefits laid down in Article 6 or 10 of the Convention shall forward her application in duplicate to the pension organisation of the country in which her husband was last employed.

If the applicant does not reside in the country where her husband was last employed, her application may be forwarded through the pension organisation of her country of residence.

The procedure for examining applications shall be the same as that laid down in Articles 3 and 4 above.

Nevertheless, if the husband died while in receipt of a pension, the procedure shall be simplified as follows :

If the application is sent first to the Independent Fund, it shall be forwarded by the latter in duplicate to the National Fund, which shall draw up a draft joint decision to be accompanied, if necessary, by a draft settlement, and shall return the two copies thus filled up to the Independent Fund ; the latter shall indicate its assent and return one of the copies to the National Fund.

If the application is sent first to the National Fund, it shall immediately draw up in duplicate a draft joint decision, and the settlement procedure mentioned in the preceding paragraph shall be followed.

If, under the special provisions of Belgian law, widows' pensions are liable to be changed, the two administrations shall re-examine the position of the parties concerned on the occasion of each change and shall, if necessary, redistribute the amounts payable.

Article 6.

All applications for pensions referred to in the present chapter must be accompanied by the documents and vouchers required both by French legislation and by Belgian legislation.

CHAPTER III.

ISSUE OF DOCUMENTS ESTABLISHING THE RIGHT TO PENSIONS. PAYMENT OF PENSIONS AND SETTLEMENT OF ACCOUNTS BETWEEN THE ORGANISATIONS OF THE TWO COUNTRIES.

Article 7.

The pension organisation of the country in which the beneficiary resides shall notify him, in accordance with the practice and procedure in use in the country concerned, of the date on which the pension begins, the total amount of the said pension and the portion payable by each of the two countries.

Notifications of pensions shall also be forwarded to widows by the pension organisation of their country of residence.

The said notifications shall be a proof of the pensioners's rights.

In case of any change in the amounts of the pensions of the parties concerned, the same notification shall be made.

Article 8.

Les arrérages des pensions sont payables trimestriellement et à terme échu les 1^{er} mars, 1^{er} juin, 1^{er} septembre, 1^{er} décembre.

En raison des variations possibles des montants des arrérages dus aux ouvriers retraités, ceux-ci ne reçoivent pas de livrets de pension.

Ces arrérages sont payés comme suit :

Lorsque les retraités résident en France, la Caisse autonome et le Fonds national assurent respectivement le paiement des arrérages à leur charge. Pour permettre à ces organismes d'en déterminer le montant, les intéressés envoient au Fonds national, dans la seconde quinzaine du deuxième mois de chaque trimestre, un certificat indiquant s'ils travaillent ou non, et s'ils sont mariés, célibataires, veufs ou divorcés ; ces indications sont communiquées à la Caisse autonome par ledit Fonds. Pour le calcul des arrérages dus pour un trimestre déterminé, sera considéré comme travaillant l'ouvrier qui aura perçu en France, durant la première moitié dudit trimestre, un salaire représentant en francs français, au moins, le chiffre de salaire prévu par la législation belge ; sinon, il sera considéré comme n'ayant pas travaillé.

Lorsque les retraités résident en Belgique, les Caisses régionales belges paient à la fois la part de pension incombant aux organismes français et belges, après vérification de la situation des intéressés effectuée dans les conditions prévues par la législation belge pour les ouvriers pensionnés en vertu de ladite législation. Le Fonds national centralise les paiements ainsi effectués pour le compte de la Caisse autonome et communique à ladite caisse, avec les acquits donnés par les intéressés, les éléments qui lui permettront de contrôler que les sommes versées ont été calculées conformément aux dispositions de la convention et du présent arrangement ; il est couvert dans les quinze jours qui suivent la réception de ces documents.

Lorsque le pensionné aura droit à la fourniture de charbon, elle sera payée ne nature, seulement à l'ouvrier résidant en Belgique et pour la part de ce pays ; dans tous les autres cas, elle sera payée en espèces.

TITRE IV

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 9.

La Caisse autonome, pour la France, et le Fonds national, pour la Belgique, correspondent directement pour tout ce qui concerne l'exécution des dispositions du présent arrangement.

Les correspondances et formules imprimées de toute nature sont rédigées en langue française.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement.

Fait, en double exemplaire, à Paris, le 7 septembre 1931.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et de la Prévoyance sociale
du Royaume de Belgique,*

(s) HEYMAN.

*Le Ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale
de la République française,*

par interim,

(s) Camille BLAISOT.

Article 8.

Arrears of pensions shall be payable every three months on March 1st, June 1st, September 1st and December 1st.

In view of possible variations in the amounts of arrears due to pensioned workmen, the latter shall not receive pension books.

These arrears shall be paid as follows :

When the pensioned persons live in France, the Independent Fund and the National Fund shall be respectively responsible for the payment of arrears. In order to enable the two Funds to fix the amount, the parties concerned shall send to the National Fund in the second half of the second month of each quarter a certificate stating whether they are employed or not, and whether they are married, bachelors, widowers or divorced ; and this information shall be communicated to the Independent Fund by the National Fund. In calculating arrears due for a given quarter, a workman shall be considered as employed if, during the first half of the said quarter, he has received wages representing in French francs at least the amount of the wages provided for in Belgian legislation ; failing which, he shall be considered as not having been employed.

When the pensioned persons reside in Belgium, the Belgian district funds shall pay at one and the same time the portion of the pension payable by the French and Belgian organisations after verifying the position of the parties concerned under the conditions laid down in the Belgian legislation for workmen pensioned under the said legislation. The National Fund shall centralise payments thus made for account of the Independent Fund and shall communicate to the latter, together with the receipts given by the parties concerned, such information as will enable it to ascertain that the sums paid have been calculated in accordance with the provisions of the Convention and the present Agreement ; it shall be covered in respect of such payments within fifteen days after the receipt of these documents.

When the pensioned person is entitled to a supply of coal, this shall be given in kind only in the case of workmen living in Belgium and on behalf of that country ; in all other cases it shall be paid in cash.

CHAPTER IV.

VARIOUS PROVISIONS.

Article 9.

The Independent Fund for France and the National Fund for Belgium shall correspond direct with one another in respect of matters relating to the execution of the provisions of the present Agreement.

Correspondence and printed forms of all kinds shall be drawn up in French.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for the purpose, have drawn up the present Agreement.

Done in duplicate in Paris, September 7, 1931.

(s) HEYMAN,
*Minister of Industry,
Labour and Social Welfare
of the Kingdom of Belgium.*

(s) Camille BLAISOT,
*Acting Minister of Labour
and Social Welfare
of the French Republic.*

N° 3084.

**BRÉSIL
ET ÉTAT LIBRE D'IRLANDE**

Echange de notes comportant un accord réglant les relations commerciales entre les deux pays. Rio-de-Janeiro, le 16 octobre 1931.

**BRAZIL
AND IRISH FREE STATE**

Exchange of Notes constituting an Agreement regulating Commercial Relations between the two Countries. Rio de Janeiro, October 16, 1931.

No. 3084. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN GOVERNMENT AND THE GOVERNMENT OF THE IRISH FREE STATE CONSTITUTING AN AGREEMENT REGULATING COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE TWO COUNTRIES. RIO DE JANEIRO, OCTOBER 16, 1931.

Nº 3084. — TROCA DE NOTAS ENTRE O GOVERNO BRASILEIRO E O GOVERNO DO ESTADO LIVRE DA IRLANDA RESPEITANTE A UM ACCORDO QUE REGULAMENTA AS RELAÇÕES COMERCIAIS ENTRE OS DOIS PAISES. RIO DE JANEIRO, 16 DE OUTUBRO DE 1931.

Textes officiels anglais et portugais communiqués par le délégué permanent de l'Etat libre d'Irlande auprès de la Société des Nations et le chargé d'Affaires des Etats-Unis du Brésil à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 octobre 1932.

English and Portuguese official texts communicated by the Permanent Delegate of the Irish Free State accredited to the League of Nations and by the Chargé d'Affaires of the United States of Brazil at Berne. The registration of this Exchange of Notes took place October 29, 1932.

I.

FROM THE BRITISH CHARGÉ D'AFFAIRES AT RIO DE JANEIRO TO THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS.

BRITISH EMBASSY.

RIO DE JANEIRO, October 16th, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In order to regulate commercial relations between the Irish Free State and Brazil, I have the honour, at the instance of His Majesty's Government in the Irish Free State, to inform Your Excellency that that Government are prepared to enter into an agreement to the following effect :

(a) Goods, the produce or manufacture of Brazil imported into the Irish Free State (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods the produce or manufacture of any other countries.

(b) Goods, the produce or manufacture of the Irish Free State imported into Brazil (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods the produce or manufacture of any other countries.

(c) Nothing in this agreement, however, shall affect the rights of the Government of the Irish Free State to modify, maintain or extend preferential treatment accorded to any State of the British Commonwealth of Nations.

(d) It is agreed that the above provisions of reciprocal most favoured nation treatment shall not extend to advantages now accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic or to advantages granted to a third country in virtue of a customs union which has already been or may hereafter be concluded.

(e) The present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance of Brazil of the agreement shall constitute an agreement between the two Governments, which shall come into force immediately and continue in force until six months after notice of termination by either party.

I avail, etc.,

Edward KEELING.

II.

FROM THE BRAZILIAN MINISTER FOR FOREIGN AFFAIRS TO THE BRITISH
CHARGÉ D'AFFAIRES AT RIO DE JANEIRO.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

MINISTERIO
DAS RELAÇÕES EXTERIORES.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

RIO DE JANEIRO, *Em 16 de Outubro de 1931.*

RIO DE JANEIRO, *October 16th, 1931.*

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Tenho a honra de accusar o recebimento da nota em que Vossa Senhoria dá a conhecer que, com o fim de regular as relações commerciaes entre o Brasil e o Estado Livre da Irlanda, e de accôrdo com instrucções do Governo de Sua Majestade no Estado Livre da Irlanda, esse Governo deseja concluir um accôrdo, para os seguintes effeitos :

I have the honour to acknowledge the receipt of the Note by which your Excellency informs me, in accordance with the instructions of His Majesty's Government in the Irish Free State, that, in order to regulate the commercial relations between Brazil and the Irish Free State, that Government desire to conclude an agreement to the following effect :

a) Os artigos, productos naturaes ou manufacturados do Brasil, importados no Estado Livre da Irlanda (seja para consumo, reexportação ou transito) receberão tratamento não menos favoravel do que o que fôr concedido aos artigos, productos naturaes ou manufacturados, de qualquer outro paiz ;

a) Goods, the produce or manufacture of Brazil, imported into the Irish Free State (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods the produce or manufacture of any other countries.

b) Os artigos, productos naturaes ou manufacturados do Estado Livre da Irlanda, importados no Brasil (seja para consumo, reexportação ou transito) receberão tratamento não menos favoravel do que o que fôr concedido aos artigos, productos naturaes ou manufacturados de qualquer outro paiz ;

b) Goods, the produce or manufacture of the Irish Free State imported into Brazil (whether for consumption, re-export or transit) will receive treatment not less favourable than that granted to goods the produce or manufacture of any other countries.

¹ Traduction du Gouvernement de l'Etat Libre d'Irlande.

¹ Translation of the Government of the Irish Free State.

c) As disposições deste accôrdo não attingirão, comtudo, o direito do Governo do Estado Livre da Irlanda, de modificar, manter ou estender o tratamento preferencial concedido a qualquer Estado da « Commonwealth » Britannica de Nações.

d) Fica convencionado que as disposições acima de tratamento reciproco da nação mais favorecida não são extensivas ás vantagens já conferidas a paizes vizinhos para se facilitar o tráfico de fronteiras, ou ás vantagens concedidas a outro paiz, em virtude de uma união aduaneira já concluida ou que venha a sel-o.

e) A presente nota de acceitação pelo Governo brasileiro, e a nota em que Vossa Senhoria submette a proposta do Governo de Sua Majestade no Estado Livre da Irlanda constituirão um accôrdo entre os dois Governos, o qual entrará em vigor immediatamente e continuará a vigorar até seis mezes a contar da data da denuncia por qualquer das duas partes.

2. Em resposta, cabe-me communicar-lhe que o Governo brasileiro acceita a proposta submettida por Vossa Senhoria e assume os compromissos della decorrentes, constantes da nota que tenho a honra de responder.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Senhoria os protestos da minha mui distincta consideração.

Afranio DE MELLO FRANCO.

c) Nothing in this agreement, however, shall affect the rights of the Government of the Irish Free State to modify, maintain or extend preferential treatment accorded to any State of the British Commonwealth of Nations.

d) It is agreed that the above provisions of reciprocal most favoured nation treatment shall not extend to advantages now accorded to adjacent countries in order to facilitate frontier traffic or to advantages granted to a third country in virtue of a customs union which has already been or may hereafter be concluded.

e) The present Note and a Note from Your Excellency confirming the acceptance of Brazil of the agreement shall constitute an agreement between the two Governments, which shall come into force immediately and continue in force until six months after notice of termination by either party.

2. In reply, I have the honour to inform you that the Brazilian Government agree to the proposal submitted by Your Excellency and accept the conditions enumerated in the Note to which I have the honour to reply.

I avail, etc.

Afranio DE MELLO FRANCO.

Certified true copy :

Sean Lester.

*Permanent Representative of the Irish Free State
accredited to the League of Nations.*

Geneva, 28th October 1932.

É copia authentica :

Secretaria de Estado das Relações exteriores,
Rio de Janeiro D. F., em 29 de junho de 1932.

C. de Freitas Valle,

Chefe do Serviço dos Limites e Actos Internacionaes,
p. i.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3084. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT BRÉSILIEU ET LE GOUVERNEMENT DE L'ÉTAT LIBRE D'IRLANDE COMPORTANT UN ACCORD RÉGLANT LES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES DEUX PAYS. RIO-DE-JANEIRO, LE 16 OCTOBRE 1931.

I.

LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE GRANDE-BRETAGNE A RIO DE JANEIRO AU MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

RIO-DE-JANEIRO, le 16 octobre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Afin de réglementer les relations commerciales entre l'Etat libre d'Irlande et le Brésil, j'ai l'honneur, à la demande du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, de faire savoir à Votre Excellence que ce gouvernement est disposé à conclure un accord conçu dans les termes suivants :

a) Toute marchandise produite ou manufacturée au Brésil fera l'objet, lors de son importation dans l'Etat libre d'Irlande aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays.

b) Toute marchandise produite ou manufacturée dans l'Etat libre d'Irlande fera l'objet, lors de son importation au Brésil aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays.

c) Toutefois, aucune disposition du présent accord ne portera atteinte aux droits du gouvernement de l'Etat libre d'Irlande de modifier, maintenir ou étendre le traitement préférentiel accordé à un Etat quelconque du « Commonwealth » britannique.

d) Il est entendu que les dispositions ci-dessus stipulant le traitement réciproque de la nation la plus favorisée ne s'étendront pas aux avantages actuellement accordés à des pays voisins en vue de faciliter le trafic de frontière ni aux avantages accordés à une tierce Puissance en vertu d'une union douanière qui a déjà été ou qui serait ultérieurement conclue.

e) La présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation de l'accord par le Brésil, constitueront, entre les deux gouvernements, un accord qui entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

Je saisis, etc.

Edward KEELING.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU BRÉSIL AU CHARGÉ D'AFFAIRES DE GRANDE-BRETAGNE
A RIO-DE-JANEIRO.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

RIO-DE-JANEIRO, le 16 octobre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note par laquelle Votre Excellence me fait savoir qu'afin de régler les relations commerciales entre le Brésil et l'Etat libre d'Irlande et conformément aux instructions du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, ce gouvernement désire conclure un accord conçu dans les termes suivants :

a) Toute marchandise produite ou manufacturée au Brésil fera l'objet, lors de son importation dans l'Etat libre d'Irlande aux fins de consommation, de réexportation, ou de transit, d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays.

b) Toute marchandise produite ou manufacturée dans l'Etat libre d'Irlande fera l'objet, lors de son importation au Brésil aux fins de consommation, de réexportation ou de transit, d'un traitement non moins favorable que celui qui est accordé aux marchandises produites ou manufacturées dans tout autre pays.

c) Toutefois, aucune disposition du présent accord ne portera atteinte aux droits du Gouvernement de l'Etat libre d'Irlande de modifier, maintenir ou étendre le traitement préférentiel accordé à un Etat quelconque du « Commonwealth » britannique.

d) Il est entendu que les dispositions ci-dessus stipulant le traitement réciproque de la nation la plus favorisée, ne s'étendront pas aux avantages actuellement accordés à des pays voisins en vue de faciliter le trafic de frontière ni aux avantages accordés à une tierce Puissance, en vertu d'une union douanière qui a déjà été ou qui serait ultérieurement conclue.

e) La présente note d'acceptation du Gouvernement brésilien et la note par laquelle Votre Excellence soumet la proposition du Gouvernement de Sa Majesté dans l'Etat libre d'Irlande, constitueront, entre les deux gouvernements, un accord qui entrera en vigueur immédiatement et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter de la date à laquelle l'une des Parties aura notifié à l'autre son intention d'y mettre fin.

2. En réponse, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement brésilien accepte la proposition soumise par Votre Excellence et assume les engagements qui en découlent et qui sont stipulés dans la note à laquelle j'ai l'honneur de répondre.

Je saisis, etc.

Afranio DE MELLO FRANCO.

N° 3085.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET NORVÈGE

Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, signé à Washington, le 5 juin 1928, avec échange de notes y relatif de la même date, et Article additionnel, signé à Washington, le 25 février 1929.

UNITED STATES OF AMERICA
AND NORWAY

Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights, signed at Washington, June 5, 1928, with Exchange of Notes relating thereto of the same date, and Additional Article, signed at Washington, February 25, 1929.

TEXTE NORVÉGIEN. - NORWEGIAN TEXT.

N^o 3085. — VENNSKAPS-, HANDELS- OG KONSULARTRAKTAT¹ MELLEM NORGE OG AMERIKAS FORENTE STATER OG NORGE, UNDERTEGNET I WASHINGTON, DEN 5 JUNI 1928.

No. 3085. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND CONSULAR RIGHTS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND NORWAY. SIGNED AT WASHINGTON, JUNE 5, 1928.

Textes officiels anglais, et norvégien communiqués par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 31 octobre 1932.

Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique le 10 décembre 1932.

English and Norwegian official texts communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place October 31, 1932.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, December 10, 1932.

I ønsket om å styrke det fredsbånd, som lykkeligvis består mellem KONGERIKET NORGE og AMERIKAS FORENTE STATER ved avtaler som er egnet til å fremme den venskapelige forbindelse mellem deres respektive territorier ved bestemmelse som står i samklang med deres folks intellektuelle, kulturelle, økonomiske og kommersielle bestrevelser, har Kongeriket Norge og Amerikas Forente Stater bestemt sig til å avslutte en Vennskaps-, Handels- og Konsulartraktat og i det øiemed opnevnt som sine befullmektigede :

HANS MAJESTET KONGEN AV NORGE :

Herr H. H. BACHKE, Hans Overordentlige Sendemann og Befullmektigede Minister; og

AMERIKAS FORENTE STATERES PRESIDENT :

Herr Frank B. KELLOGG, Amerikas Forente Staters Statssekretær ;

THE KINGDOM OF NORWAY and THE UNITED STATES OF AMERICA, desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements designed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Mr. H. H. BACHKE, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the United States of America ; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Frank B. KELLOGG, Secretary of State of the United States of America ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Washington, le 13 septembre 1932.

¹ The exchange of ratifications took place at Washington, September 13, 1932.

Som, efter å ha utvekslet sine fullmakter der blev funnet å være i behørig form, er kommet overens om følgende artikler :

Artikkel I.

Hver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal tillates innreise til den annen parts territorier, samt å reise og bo i disse ; å utøve religionsfrihet ; uten hinder å drive fagmessig, vitenskapelig, religiøs, filantropisk, industriell og handelsvirksomhet av enhver art, å utøve enhver form for handelsnæring, som ikke er forbudt ved stedlig lov ; å anvende agenter efter sitt valg, og i almindelighet gjøre alt som måtte høre til eller være nødvendig for utøvelse av nogen av de nevnte rettigheter under samme vilkår som borgere av det land hvor de opholder sig eller som borgere av den, stat som fremtidig måtte bli tilstått mestbegunstiget behandling av landet, idet de dog skal underkaste sig alle stedlige lover og forordninger utstedt på behørig vis.

Borgere av den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal i den annen parts territorier ikke underkastes nogen andre eller høiere indre avgifter eller skatter enn de, som blir avkrevet og erlagt av landets egne borgere. Dette ledd finner ikke anvendelse på avgifter og skatter vedrørende erhvervsen og utnyttelsen av vannfall, energi fremstillet ved hjelp av vannfall, gruber eller skog.

Enhver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal i overensstemmelse med de stedlige lover ha fri adgang til den annen parts domstoler, såvel i anklagespørsmål som til forsvar av sin rett og omfattende alle rettsinstanser fastsatt ved lov.

Enhver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal i den annen parts territorier, såfremt de underkaster sig de for denne parts egne borgere foreskrevne betingelser nyte full beskyttelse og sikkerhet for person og eiendom, og skal i så henseende nyte beskyttelse i den utstrekning som folkeretten foreskriver. Deres eiendom skal ikke beslaglegges uten behørig rettergang og uten full erstatning.

Intet i denne Traktat skal fortolkes som vedrørende de eksisterende lovbestemmelser hos den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter med hensyn til utlendingers adkomst til landet, eller den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parters rett til å vedta sådanne lovbestemmelser.

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other ; to exercise liberty of conscience and freedom of worship ; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference ; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law ; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the State of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals. This paragraph does not apply to charges and taxes on the acquisition and exploitation of waterfalls, energy produced by waterfalls, mines or forests.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defense of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Nothing contained in this Treaty shall be construed to affect existing statutes of either of the High Contracting Parties in relation to the immigration of aliens or the right of either of the High Contracting Parties to enact such statutes.

Artikkel II.

Med hensyn til den form for beskyttelse som stats- eller stedlig lovgivning yder ved bestemmelse av civilt ansvar for legemsbeskadigelser eller for død, og som gir den skadede parts slektninger, arvinger eller underholdsberettigede søksmålsrett eller krav på pengeerstatning, så skal, når den tilskadekomne selv er borger av en av de Høie Kontraherende Parter, og hvor som helst innen den annen Høie Kontraherende Parts territorier sådanne slektninger, arvinger eller underholdsberettigede, uten hensyn til hvorvidt de er fremmede borgere eller at de har sin bopel utenfor det territorium hvor skadestilfellet inntraff, nyte de samme rettigheter og privilegier som tilståes eller som måtte bli tilstått landets egne borgere og på samme vilkår.

Artikkel III.

Boliger, lagerhus, fabrikker, butikker og andre forretningslokaler samt alle dertil hørende områder tilhørende hver av de Høie Kontraherende Parters borgere i den annen parts territorier og som anvendes i nogen av de i artikkel I nevnte øiemed skal respekteres. Husundersøkelse eller ransakning tillates ikke foretatt i nogen sådanne bygninger og områder likeså litt som undersøkelser eller inspeksjon av bøker, papirer eller regnskaper, undtagen på de betingelser og i overensstemmelse med de former, som er foreskrevet ved lover, forordninger og bestemmelser for landets egne borgere.

Artikkel IV.

Såfremt en person ved sin død skuldre eie land eller annen fast eiendom eller rettigheter deri i en av de Høie Kontraherende Parters territorier, og sådan eiendom eller rettigheter, overensstemmende med landets lov eller i henhold til testamentariske disposisjoner, vilde tilfalle eller arves av en borger tilhørende den annen Høie Kontraherende Part — enten han er bosittende i samme territorium eller ikke, såfremt han ikke var utelukket herfra i henhold til det lands lover, hvor sådan eiendom eller rettigheter befinner sig, skal en sådan borger tilståes en frist av tre år for å kunne selge denne eiendom eller disse rettigheter; denne frist skal kunne bli rimelig forlenget såfremt

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or Provincial laws establishing civil liability for bodily injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary compensation, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine and inspect books, papers or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the territories of one High Contracting Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or

omstendighetene skulde gjøre det nødvendig. Han skal fritt og uhindret kunne inndra salgsutbyttet uten å erlegge andre arve-, skifte- eller administrasjonsavgifter eller omkostninger enn de som i lignende tilfelle pålegges borgere i det land fra hvilket sådant utbytte blir hentet.

Borgere av den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal ha full rådighet til å forføie over sin personlige eiendom av enhver art i den annen parts territorier, ved testament, gave eller på annen måte, og deres arvinger, legatarer eller gavemottagere, hvilken nasjonalitet de enn måtte tilhøre, og likegyldig om de bor i landet eller ikke, skal kunne arve sådan personlig eiendom og ta den i besiddelse enten personlig eller ved andre som optrer på deres vegne, og beholde eller forføie over samme efter eget ønske underkastet alene erleggelse av sådanne avgifter eller omkostninger som i lignende tilfeller må erlegges av borgere av den Høie Kontraherende Part innen hvis territorier sådan eiendom måtte finnes sig eller høre hjemme. På samme måte skal personlig eiendom som tilfaller borgere av en av de Høie Kontraherende Parter fra borgere av den annen Høie Kontraherende Part, og som er innen den annen parts territorium, alene være underkastet erleggelse av sådanne avgifter eller omkostninger som i lignende tilfelle må erlegges av borgere av den Høie Kontraherende Part, innen hvis territorier sådan eiendom måtte finnes sig eller høre hjemme.

Artikkel V.

Hver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal i utøvelse av den religionsfrihet innen den annen parts territorier som ovenfor er fastsatt, uten gene eller nogensomhelst overlast som følge av sin religiøse tro eller av andre grunner, kunne forrette gudstjenester, enten i sine egne hus eller i dertil egnede bygninger, som det måtte være dem tillatt å opføre og vedlikeholde på passende steder, forutsatt at deres lære og religionsutøvelse ikke støter an mot den offentlige moral; og de skal også tillates å begrave sine døde i overensstemmelse med sine religiøse skikker på passende dertil anlagte og vedlikeholdte steder, når de iakttar de rimelige begravelser- og sanitære lover og forskrifter som gjelder på gravstedet.

interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees, of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases. In the same way, personal property left to nationals of one of the High Contracting Parties by nationals of the other High Contracting Party, and being within the territories of such other party, shall be subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as hereinabove provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public morals; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Artikkel VI.

I tilfelle av krig mellom en av de Høie Kontraherende Parter og en tredje stat, skal denne part kunne innkalle borgere av den annen kontraherende part til tvungen militærtjeneste, såfremt de har fast bopel i dets territorier, og har formellt tilkjennegitt, overensstemmende med landets lover, sin hensikt å anta dets nasjonalitet ved naturalisasjon, medmindre sådanne personer forlater den nevnte krigførende parts territorier innen seksti dager efter krigserklæringen.

Der er imidlertid enighet om at denne rett til å forlate den krigførende macts territorier ikke gjelder for innfødte i den utskrivende stat som er borgere av den annen part og som har tilkjennegitt sin hensikt av å anta siut fødelands nasjonalitet. Sådanne innfødte skal imidlertid i denne henseende være berettiget til en behandling som ikke er mindre gunstig enn den som tilståes borgere i lignende stilling fra hvilket som helst annet land.

Artikkel VII.

Mellem de Høie Kontraherende Parters territorier skal der være frihet med hensyn til handel og skibsfart. Hver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal i likhet med de, som tilhører den mestbegunstigede nasjon, tilståes rett til fritt å komme ned sine skib og ladninger til alle steder, havner og farvann av alle slags innenfor den annen parts territoriale grenser, som er eller måtte bli åpen for fremmed handel og skibsfart. Intet i denne Traktat skal kunne fortolkes i retning av å innskrenke den rett, som hver av de Høie Kontraherende Parter har til, på sådanne vilkår som den måtte anse passende, å pålegge forbud eller innskrenkninger, bestemt til beskyttelse av menneske-, dyr- og plantehelse eller -liv, eller forordninger til gjennomførelse av toll-, skatte- eller politilover, innbefattende lover som forbyr eller innskrenker innførsel eller salg av alkoholiske drikkevarer eller narkotiske midler.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter binder sig betingelsesløst til ikke å pålegge innførslen av hvilken som helst vare, som er vokset, fremstillet eller fabrikkert i den annen stats territorier fra hvilket sted den enn kommer med høiere eller andre avgifter, omkostninger eller betingelser og forbud enn sådanne som er eller kommer til å bli pålagt innførslen av

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalization, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

It is agreed, however, that such right to depart shall not apply to natives of the country drafting for compulsory military service who being nationals of the other party have declared an intention to adopt the nationality of their nativity. Such natives shall nevertheless be entitled in respect of this matter to treatment no less favorable than that accorded the nationals of any other country who are similarly situated.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favored nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions designed to protect human, animal, or plant health or life, or regulations for the enforcement of revenue or police laws, including laws prohibiting or restricting the importation or sale of alcoholic beverages or narcotics.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties, charges or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture, of the territories of the other party from whatever place arriving than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth

lignende varer, som er vokset, fremstillet eller fabrikert i hvilket som helst annet fremmed land ; heller ikke skal nogen avgifter, omkostninger, betingelser eller forbud vedrørende importen bli satt i kraft med tilbakevirkende kraft overfor innførte varer som allerede har passert tollvesenet eller overfor varer anmeldt for innførsel til forbruk i landet.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter binder sig også, betingelsesløst, til ikke å pålegge varer, som utføres til den annen Høie Kontraherende Parts territorier høiere eller andre avgifter eller andre restriksjoner eller forbud enn de som pålegges varer utført til hvilket som helst annet fremmed land.

Enhver fordel, likegyldig av hvad art, som den ene av de Høie Kontraherende Parter fremtidig måtte innrømme ved traktat, lov, resolusjon, forordning, kotyme eller på annen måte en hvilken som helst vare, som er vokset fremstillet eller fabrikert i hvilket som helst annet fremmed land skal samtidig og betingelsesløst uten anmodning og uten kompensasjon bli tilstått samme slags vare vokset, fremstillet eller fabrikert i den annen Høie Kontraherende Parts landområde.

Alle varer, som nu eller fremtidig lovlig kan innføres fra fremmede land til havner i De Forente Stater eller som nu eller fremtidig lovlig kan utføres derfra med De Forente Staters skib skal likeledes kunne innføres til disse havner eller utføres derfra med norske skib uten å være forpliktet til å erlegge nogen andre eller høiere avgifter eller gebyrer av nogensomhelst art enn om sådanne varer var innført eller utført med De Forente Staters skib ; og til gjengjeld skal alle varer, som lovlig er eller kommer til å bli innført fra fremmede land til havner i Norge eller lovlig er eller kommer til å bli utført derfra med norske skib, likeledes kunne innføres til disse havner eller utføres derfra med De Forente Staters skib uten å være forpliktet til å erlegge nogen andre eller høiere avgifter eller gebyrer av nogensomhelst art enn om sådanne varer var innført eller utført med norske skib.

På samme måte skal der være fullstendig gjensidig likhet hvad angår de to lands flagg med hensyn til eksportpremier, drawbacks og andre lignende privilegier av hvilken som helst benevnelse, som i hver av de Kontraherende Parters territorier måtte tilståes varer innført eller utført med landets egne skib, således at disse eksportpremier, drawbacks og andre privilegier på samme måte også skal tilståes varer,

produce or manufacture of any other foreign country, nor shall any duties, charges, conditions or prohibitions on importations be made effective retroactively on imports already cleared through the customs, or on goods declared for entry for consumption in the country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend by treaty, law, decree, regulation, practice or otherwise to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States or are or may be legally exported therefrom in vessels of the United States may likewise be imported into those ports or exported therefrom in Norwegian vessels without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in vessels of the United States ; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Norway or are or may be legally exported therefrom in Norwegian vessels may likewise be imported into these ports or exported therefrom in vessels of the United States without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in Norwegian vessels.

In the same manner there shall be perfect reciprocal equality in relation to the flags of the two countries with regard to bounties, drawbacks and other privileges of this nature of whatever denomination which may be allowed in the territories of each of the Contracting Parties, on goods imported or exported in national vessels so that such bounties, drawbacks and other privileges shall also and in

som er innført eller utført med skib tilhørende det annet land.

Med hensyn til størrelsen og opkrevningen av alle slags innførsels- og utførselsavgifter så binder hver av de to Høie Kontraherende Parter sig til å innrømme borgere, skib og varer tilhørende den annen part fordelene ved enhver begunstivelse, privilegium eller immunitet, som måtte være tilstått undersåtter, skib og varer tilhørende en tredje stat, enten en sådan begunstiget stat måtte være blitt tilstått en sådan behandling uten videre eller som vederlag for en tilsvarende kompensasjonsbehandling. Enhver sådan begunstivelse, privilegium eller immunitet, som fremtidig måtte tilstås en tredje stats undersåtter, skib eller varer skal samtidig og betingelsesløst, uten anmodning og uten vederlag, tilstås den annen Høie Kontraherende Part til fordel for den selv, dens borgere, skib og varer.

Bestemmelsene i denne artikkel skal ikke vedrøre den behandling som De Forente Stater har tilstått Cubas handel i den mellom De Forente Stater og Cuba den 11. desember 1902¹ avsluttede handelskonvensjon, eller nogen annen handelskonvensjon som fremtidig måtte bli avsluttet av De Forente Stater med Cuba. Disse bestemmelser vedrører heller ikke De Forente Staters handel med Panamakanalsonen, eller med noget av De Forente Staters biland, eller den innbyrdes handel mellom De Forente Staters biland i henhold til nuværende eller fremtidige lover.

I kraft av nærværende Traktats bestemmelser skal der ikke kunne gjøres noget krav på noget privilegium som Norge har tilstått, eller måtte tilstå Danmark, Island eller Sverige, så lenge det samme privilegium ikke er blitt utstrakt til noget annet land.

Ingen av de Høie Kontraherende Parter skal i kraft av bestemmelsene i nærværende Traktat være berettiget til å kreve de begunstigelser som er eller måtte bli tilstått nabostater for å lette den lille grensetrafikk.

Artikkel VIII.

Hver av de Høie Kontraherende Parter borgere, gods, produkter, artikler og varer skal i den annen parts territorier nyte den

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXI, page 473.

like manner be allowed on goods imported or exported in vessels of the other country.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals, vessels and goods.

The stipulations of this Article do not extend to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902¹, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba. Such stipulations, moreover, do not extend to the commerce of the United States with the Panama Canal Zone or with any of the dependencies of the United States or to the commerce of the dependencies of the United States with one another, under existing or future laws.

No claim may be made by virtue of the stipulations of the present Treaty to any privileges that Norway has accorded, or may accord, to Denmark, Iceland, or Sweden, as long as the same privilege has not been extended to any other country.

Neither of the High Contracting Parties shall by virtue of the provisions of the present Treaty be entitled to claim the benefits which have been granted or may be granted to neighbouring states in order to facilitate short boundary traffic.

Article VIII.

The nationals, goods, products, wares and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 791.

samme behandling som landets egne borgere, gods, produkter, artikler og varer med hensyn til indre skatter, transittoll, avgifter vedrørende lagring og benyttelse av andre hjelpemidler såvelsom med hensyn til størrelsen av drawbacks og eksportpremier.

the same treatment as nationals, goods, products, wares and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and export bounties.

Artikkel IX.

Article IX.

Hver av de Høie Kontraherende Parters skib og ladninger skal innen den annen parts territoriale farvann og havner, i enhver henseende og betingelsesløst tilståes samme behandling som denne parts skib og ladninger, uten hensyn til hvorfra fartøiet kommer eller hvad dets bestemmelsessted er, og uten hensyn til ladningens opprinnelse eller bestemmelse. Der er spesiell enighet om at ingen tonnasje-, havne-, løs-, fyr-, karantene- eller andre lignende eller tilsvarende avgifter eller gebyrer av hvilken som helst benevnelse som oppkreves i regjeringens navn eller til inntekt for denne eller for offentlige funksjonærer, private personer, korporasjoner eller institusjoner av hvilken som helst art skal pålegges den annen parts skib i nogen av havnene innen de to lands territorier eller territoriale farvann, som ikke likeledes på samme vilkår blir pålagt landets egne skib.

The vessels and cargoes of one of the High Contracting Parties shall, within the territorial waters and harbors of the other Party in all respects and unconditionally be accorded the same treatment as the vessels and cargoes of that Party, irrespective of the port of departure of the vessel, or the port of destination, and irrespective of the origin or the destination of the cargo. It is especially agreed that no duties of tonnage, harbor, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories or territorial waters of either country upon the vessels of the other which shall not equally, under the same conditions, be imposed on national vessels.

Artikkel X.

Article X.

Handels- og andre privat eiede skib under flagget til den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter og som er i besiddelse av de papirer som av eget lands lover utkreves som nasjonalitetsbevis skal såvel i den annen Høie Kontraherende Parts territoriale farvann som på åpent hav anses for å tilhøre den part, hvis flagg føres.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the Party whose flag is flown.

Artikkel XI.

Article XI.

Handels- og andre privat eiede skib under flagget til den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal tillates å losse deler av sin last i hvilkensomhelst av den annen Høie Kontraherende Parts havner, som er åpne for fremmed handel, og å forsette sin reise med de resterende partier av sådan last til hvilkensomhelst av samme lands havner, som er åpne for fremmed handel, uten i så

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other

fall å erlegge andre eller høiere tonnasje- eller havne-avgifter enn de som i lignende tilfelle betales av landets egne skib ; de skal likeledes tillates å innta last i forskjellige havner på samme utreis. De to Høie Kontraherende Parters kystfart skal imidlertid være undtatt fra bestemmelsene i denne artikkel og fra nærværende traktats øvrige bestemmelser. Kystfarten skal ordnes overensstemmende med hver av de Høie Kontraherende Parters lover. Hver av de Høie Kontraherende Parters borgere skal imidlertid i den annen parts territorier med hensyn til kystfart nyte mestbegunstiget behandling.

Artikkel XII.

Sammenslutninger eller selskaper med eller uten begrenset ansvar, hvad enten deres formål er erhvervsvirksomhet eller ikke som har vært eller som fremtidig måtte bli etablert i overensstemmelse med og under en av de Høie Kontraherende Parters stats- eller stedlige lover, og som har hovedkontor i vedkommende parts territorier, skal anerkjennes som juridiske personer hos den annen Høie Kontraherende Part forutsatt at de i dens territorier ikke tilsikter noget formål som er stridende mot landets lover. De skal nyte fri adgang til alle domstoler og billighetsdomstoler for i overensstemmelse med de for tilfellet anvendelige lover å kunne anlegge sak eller forsvare sin rett i alle rettslige instanser fastsatt ved lov.

Den av den annen Høie Kontraherende Part således anerkjente rett for sådanne sammenslutninger eller selskaper tilhørende en av de Høie Kontraherende Parter til å nedsette sig i den annen parts territorier, oprette filialer og der å utøve sin virksomhet, skal avhenge av og alene rette sig efter vedkommende parts samtykke således som statens eller den stedlige lovgivning gir uttrykk for.

Artikkel XIII.

Borgere av den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal i den annen parts territorier gjensidig og under de der gjeldende betingelser nyte sådanne rettigheter og begunstigelser, som har vært eller fremtidig måtte bli tilstått borgere av hvilken som helst annen stat med hensyn til etablering av og

or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the High Contracting Parties is exempt from the provisions of this Article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of each High Contracting Party in relation thereto. It is agreed, however, that nationals of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most favored nation treatment.

Article XII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulating the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves in the territories of the other Party, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State, or Provincial laws.

Article XIII.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation

deltagelse i sammenslutninger og selskaper med eller uten begrenset ansvar hvad enten deres formål er erhvervsvirksomhet eller ikke, heri innbefattet retten til å stifte, inkorporere, kjøpe og eie sådanne samt salg av aksjer og til å innta ledende eller viktige stillinger i sådanne foretagender. I utøvelsen av disse rettigheter og med hensyn til reglene for fremgangsmåten ved dannelsen eller ledelsen av disse sammenslutninger eller selskaper skal sådanne borgere ikke underkastes nogen betingelser som er mindre fordelaktige enn de som er eller fremtidig måtte bli pålagt den mestbegunstigede nasjons borgere. Såfremt de Høie Kontraherende Parter borgere i den annen parts territorier danner, kontrollerer eller er deltagere i sådanne sammenslutninger eller selskaper så avhenger deres rettigheter til å utøve virksomhet der av ikraftværende stats eller stedlige lover og forordninger eller av sådanne som fremtidig måtte fastsettes i den parts territorier, hvor de har til hensikt å ville utøve forretningsvirksomhet.

Borgere av den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal dessuten, i den annen parts territorier på de der gjeldende betingelser gjensidig nytte de rettigheter og privilegier som er eller fremtidig måtte bli tilstått borgere av hvilken som helst annen stat med hensyn til utvinning av kull, fosfater, olje, oljeskifer, gass og stensalt på den annen parts offentlige område.

Artikkel XIV.

Handelsreisende som representerer fabrikanter, kjøbmenn og handlende bosittende i territoriene til en av de Høie Kontraherende Parter, skal ved sin innreise til og opphold i den annen parts territorier og ved sin avreise derfra, tilståes samme behandling som den mestbegunstigede nasjon hvad angår toll-og andre privilegier samt avgifter og skatter av hvilken som helst art der gjelder for dem eller deres prøver.

Hvis en av de Høie Kontraherende Parter forlanger at en handelsreisende skal fremvise et behørig dokument som viser hans identitet og bemyndigelse, skal en erklæring undertegnet av det firma eller de firmaer som han representerer, og legalisert av en konsul for bestemmelseslandet, godtas som tilfredsstillende.

in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no condition less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any of such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, National, State or Provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas, and sodium on the public domain of the other.

Article XIV.

Commercial travellers representing manufacturers, merchants and traders domiciled in the territories of either High Contracting Party shall on their entry into and sojourn in the territories of the other Party and on their departure therefrom be accorded the most favored nation treatment in respect of customs and other privileges and of all charges and taxes of whatever denomination applicable to them or to their samples.

If either High Contracting Party require the presentation of an authentic document establishing the identity and authority of a commercial traveller, a signed statement by the concern or concerns represented, certified by a consular officer of the country of destination shall be accepted as satisfactory.

Artikkel XV.

Der skal være full transittfrihet i hver av de Høie Kontraherende Parters territorier, innbefattende territoriale farvann, på de ruter som er best egnet for internasjonal transitt, ad jernbane, navigabel vannvei og kanal, med undtagelse av Panamakanalen og sådanne vannveier og kanaler som danner internasjonale grenser, for personer og varer som kommer fra, går til eller passerer gjennom den annen Høie Kontraherende Parts territorier, med undtagelse av sådanne personer som måtte være forbudt adgang til den annen parts territorier, eller varer, hvis innførsel måtte være forbudt ved lov eller forordning. De forholdsregler av almindelig eller spesiell karakter som hver av de Høie Kontraherende Parter er nødsaket til å treffe i tilfelle av en nødstilstand som vedrører statens sikkerhet eller landets vitale interesser kan i undtagelsestilfelle og for et så kort tidsrum som mulig medføre en fravikelse av bestemmelsene i dette ledd, idet der er enighet om at prinsippet om transittfrihet skal overholdes i den utstrekning som på nogen måte er mulig.

Personer og varer i transitt skal ikke gjøres til gjenstand for nogen transitt-toll, eller for nogen unødige forsinkelser eller restriksjoner, ei heller for nogen diskriminasjon med hensyn til avgifter, lettelser eller hvilken som helst annen sak.

Transittvarer skal innklarerer på vedkommende tollbod, men skal være fritatt for all toll eller andre lignende avgifter.

Alle transittomkostninger skal være rimelige, idet der tas hensyn til trafikforholdene.

Artikkel XVI.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter samtykker i å motta fra den annen part konsulære tjenestemenn i de av sine havner, steder og byer hvor det måtte være beleilig og som et åpne for konsulære representanter tilhørende hvilket som helst fremmed land.

Efter å ha trått i virksomhet skal enhver av de Høie Kontraherende Parters konsulære tjenestemenn i den annen stats territorier gjensidig nyde alle de rettigheter, privilegier, undtagelser og fritagelser som nydes av den mestbegunstigede nasjons tjenestemenn av samme grad. Som offisielle agenter skal sådanne

Article XV.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries, to persons and goods coming from, going to or passing through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law or regulations. The measures of a general or particular character which either of the High Contracting Parties is obliged to take in case of an emergency affecting the safety of the State or vital interests of the country may, in exceptional cases and for as short a period as possible, involve a deviation from the provisions of this paragraph, it being understood that the principle of freedom of transit must be observed to the utmost possible extent.

Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, or to any discrimination as regards charges, facilities, or any other matter.

Goods in transit must be entered at the proper custom house, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other, consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall after entering upon their duties enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favored-nation. As official agents, such officers shall be entitled to

tjenestemenn, i den stat som mottar dem, ha krav på å bli vist stor hensynsfullhet fra alle stats eller stedlige funksjonærer, med hvem de i embeds medfør måtte komme i forbindelse.

Enhver av de Høie Kontraherende Parters regjeringer skal uten avgift meddele fornødent eksekvatur for sådanne konsulære tjenestemenn tilhørende den annen stat, som fremviser et av statsoverhodet for den utnevnte stat undertegnet og med statens segl forsynt bestallingsdokument; og de skal utstede til en underordnet eller fungerende konsulær tjenestemann, som er behørig ansatt av en anerkjent høiere konsulær tjenestemann med approbasjon av dennes regjering eller av en annen dertil bemyndiget tjenestemann av samme regjering, sådanne dokumenter, som efter de respektive lands lover er nødvendig for utøvelse av den utnevntes konsulærtjeneste. Ved fremvisning av eksekvatur eller annet dokument, utstedt i dettes sted til sådan underordnet konsulær tjenestemann, skal det tillates denne å tre i virksomhet og å nyde de rettigheter, privilegier og den ukrenkelighet som er innrømmet ved denne Traktat.

Artikkel XVII.

Konsulære tjenestemenn, som er borgere av det land, som har utnevnt dem, og som ikke utøver nogen profesjon, handel eller næring skal være fritatt for arrest undtagen i tilfelle de anklages for sådanne lovovertrædelser som på stedet betegnes som forbrydelser, til forskjell fra forseelser og overtredelser, og ved hvilke vedkommende person gjør sig skyldig til straff. Sådanne tjenestemenn skal være fritatt for militær innkvartering og fra enhver form for land- eller sjømilitær-, administrativ- eller politi-tjeneste.

I straffesaker kan anklager eller forsvarer eller retten forlange at en konsulær tjenestemann er tilstede som vidne. Forlangendet skal gjøres med all mulig hensyntagen til den konsulære verdighet og embedets plikter; og den konsulære tjenestemann skal etterkomme anmodningen.

Når i civilrettslige saker forklaring optas hos en konsulær tjenestemann som er borger av det land som utnevner ham og som ikke driver nogen privat erhvervsvirksomhet, skal den optas muntlig eller skriftlig i hans bopel eller på konsulatkontoret under skyldig hensyntagen til hvad der passer ham. Tjenestemannen

the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the state which receives them.

The Governments of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing state and under its great seal; and they shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function. On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this treaty.

Article XVII.

Consular officers, nationals of the state by which they are appointed and not engaged in any profession, business or trade, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defense or by the court. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

When the testimony of a consular officer who is a national of the State which appoints him and is engaged in no private occupation for gain is taken in civil cases it shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer should, however, voluntarily give his

bør imidlertid frivillig avgi møte for retten som vidne, når dette kan skje uten alvorlig inngrep i hans offisielle plikter.

Ingen konsulær tjenestemann skal kunne tilpliktes å vidne i straffesaker eller civilrettslige saker angående handlinger foretatt av ham i hans offisielle egenskap.

Artikkel XVIII.

Konsulære tjenestemenn, herunder også innbattet funksjonærer på konsulatet, som er borgere av den stat av hvilken de er utnevnt eller ansatt, og som i den stat, hvor de utfører sin tjeneste, ikke driver nogen privat erhvervsvirksomhet skal være fritatt for all slags riks-, stats-, provinsial- og kommunalskatt på egen person og eiendom. Sådanne fritagelse gjelder dog ikke for skatt som ilegges som følge av besiddelse av fast eiendom beliggende i den stats territorium hvor tjenestemennene utfører sin funksjon eller for skatt på inntekt av eiendom av hvilken som helst art, beliggende eller hjemmehørende i angjeldende stat. Alle konsulære tjenestemenn og funksjonærer, som er borgere av den stat som har utnevnt eller ansatt dem og som ikke utøver nogen profesjon, handel eller næring skal være fritatt for skatt av gasje, oppbørser eller lønn, som de har mottatt som godtgjørelse for konsulære tjenester.

Artikkel XIX.

Konsulære tjenestemenn skal over ytterdøren til sine respektive kontorer kunne anbringe sitt lands våben med en passende innskrift som angir det offisielle kontor. Sådanne tjenestemenn skal også fra sine kontorer kunne heise sitt lands flagg deri innbattet kontorene i de to lands hovedsteder. De skal også kunne heise sådant flagg på hvilken som helst båt eller fartøy som benyttes under utøvelsen av deres konsulære virksomhet.

Konsulatlokaler og arkiver skal alltid være ukrenkelige. Ikke under nogen omstendighet skal de utsettes for inntrengen av nogen slags myndigheter i det land hvor kontorene er beliggende. Heller ikke skal myndighetene under noget som helst påskudd foreta nogen undersøkelse eller beslagleggelse av papirer eller annen eiendom som forefinnes på et konsulatkontor. Konsulatlokaler skal ikke kunne tjene som asyl. Ingen konsulær tjenestemann skal være

testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

No consular officer shall be required to testify in either criminal or civil cases regarding acts performed by him in his official capacity.

Article XVIII.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise the functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them and not engaged in any profession, business or trade shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Article XIX.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officers shall be required to produce

forpliktet til å fremlegge konsulatarkiver i retten eller å avgi forklaring med hensyn til deres innhold.

Når en konsulær tjenestemann utøver forretningsvirksomhet av hvilken som helst art i det land som mottar ham, skal konsulatets arkiver og de dokumenter som vedrører dette holdes for sig selv helt adskilt fra hans private eller forretningspapirer.

Ved død, forfall eller fravær av en konsulær tjenestemann som ikke har nogen underordnet konsulær tjenestemann ved sin stasjon skal konsulatsekretærer eller kansellister hvis offisielle egenskap tidligere måtte ha vært tilkjennegitt for den stats regjering, hvor den konsulære virksomhet har vært utøvet, midlertidig kunne utføre den avdøde eller forhindrede eller fraværende konsulærtjenestemanns virke; og skal i funksjonstiden nyde alle rettigheter, prerogativer og den ukrenkelighet som er tilstått innehaveren av stillingen.

Artikkel XX.

Konsulære tjenestemenn, fra hver av de Høie Kontraherende Parter, skal i sine respektive distrikter kunne henvende sig til vedkommende stats- (nasjonal-), provinsial- eller kommunalmyndigheter i det øiemed å beskytte borgere av den stat som har utnevnt dem under varetagelsen av deres rettigheter i henhold til traktat eller på annen måte. Besværing kan fremsettes i anledning av krenkelse av sådanne rettigheter. Såfremt vedkommende myndigheter ikke imøtekommer besværingen eller ikke yder beskyttelse, kan dette berettige til intervenering ad diplomatisk vei, og i mangel av diplomatisk representant, kan en generalkonsul eller den konsulære tjenestemann, som er stasjonert i hovedstaden, direkte henvende sig til landets regjering.

Artikkel XXI.

Konsulære tjenestemenn kan i overensstemmelse med deres eget lands lover, på hvilket som helst dertil egnet sted innenfor deres respektive distrikter, opta forklaringer fra ombordværende på skib tilhørende deres eget land, eller fra deres eget lands borgere eller fra personer som har fast bopel innenfor deres eget lands territorium. Sådanne tjenestemenn skal kunne opsette, attestere, bekrefte og legalisere

official archives in court or testify as to their contents.

When a consular officer is engaged in business of any kind within the country which receives him the archives of the consulate and the documents relative to the same shall be kept in a place entirely apart from his private or business papers.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XX.

Consular officers of either High Contracting Party, within their respective consular districts, address the authorities concerned, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting the nationals of the State by which they are appointed in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the Government of the country.

Article XXI.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispo-

ensidige erklæringer, overdragelsesdokumenter og testamentariske disposisjoner for sine landsmenn, og likeledes kontrakter i hvilke en landsmann er parthaver. De kan opsette attestere, bekrefte og legalisere alle slags dokumenter, som gir uttrykk for eller som omfatter overdragelse eller beheftelse av all slags eiendom som befinner sig i den stats territorium av hvilken sådanne tjenestemenn er utnevnt eller beskikket, samt ensidige erklæringer, overdragelsesdokumenter, testamentariske disposisjoner og kontrakter vedrørende eiendom, som finnes på den stats territorium av hvilken de er utnevnt eller beskikket, eller som vedrører forretninger som dersteds skal utføres. Dette skal også gjelde ensidige erklæringer, overdragelsesdokumenter, testamentariske disposisjoner, eller overenskomster utferdiget utelukkende av borgere av det land hvor sådanne tjenestemenn utøver sin virksomhet.

Således utferdigede dokumenter og avskrifter og oversettelser derav skal, når de er behørig legalisert av den konsulære tjenestemann under hans embeds segl, mottas som bevismiddel i de kontraherende parters territorier, efter omstendighetene som originaldokumenter eller bekreftede avskrifter, og de skal ha samme kraft og virkning som om de var blitt opsatt av og utferdiget for en hertil bemyndiget notar eller annen offentlig tjenestemann i det land av hvilken den konsulære tjenestemann er utnevnt; dog alltid under forutsetning av at sådanne dokumenter skal være blitt opsatt og utferdiget i overensstemmelse med gjeldende lover og forordninger i det land hvor de er bestemt å skulde ha rettsvirkning.

Artikkle XXII.

En konsulær tjenestemann skal ha eksklusiv jurisdiksjon i tvistemål som måtte opstå vedrørende den indre orden på hans lands private skib, og skal selv utøve jurisdiksjon i saker, angående håndhevelse av disiplinen ombord, hvor som helst sådanne måtte opstå, mellom officerer og mannskap, forutsatt at skibet og de personer, som er beskyldt for overtredelse er kommet til en havn i hans konsulære distrikt. Sådanne tjenestemann skal også ha jurisdiksjon i tvistesporsmål angående hyre-oppgjør og vedrørende utførelsen av kontrakter, som står i forbindelse dermed, idet sådan jurisdiksjon ikke skal være til hinder for jurisdiksjon tillagt de stedlige myndigheter i henhold til nuværende eller fremtidig lovgivning.

sitions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the contracting parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed; provided always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Article XXII.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews pertaining to the enforcement of discipline on board, provided the vessel and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto provided however that such jurisdiction shall not exclude the jurisdiction conferred on local authorities under existing or future laws.

Når en handling, begått ombord på et privat skib under den stats flag av hvilken den konsulære tjenestemann er utnevnt og gjeringen har funnet sted innenfor den stats sjøterritorium til hvilken han er utnevnt, efter sistnevnte lands lover betraktes som en forbrydelse der medfører kriminalstraff for den skyldige person, så kan den konsulære tjenestemann ikke utøve jurisdiksjon undtagen forsåvidt som han tillates det av den stedlige lovgivning.

En konsulær tjenestemann skal fritt kunne påkalle de stedlige politimyndigheters assistanse i hvilken som helst sak som vedrører håndhevelse av indre orden ombord på skib under hans lands flagg innenfor den stats sjøterritorium til hvem han er utnevnt. På sådan anmodning skal den begjærte assistanse ydes.

En konsulær tjenestemann skal kunne fremstille sig sammen med officerer og mannskap tilhørende besetningen på skib under hans lands flagg for rettsmyndighetene i det land til hvilket han er utnevnt for å følge forhandlingene og å yde sådan bistand som den stedlige lovgivning tillater.

Artikkel XXIII.

Når en borger av en av de Høie Kontraherende Parter dør i det annet land uten at der i det land hvor dødsfallet har funnet sted, finnes kjente arvinger eller av avdøde innsatte testamentssekretorer, skal vedkommende stedlige myndigheter straks underrette den nærmeste konsulære tjenestemann for det land, hvis borger den avdøde var, om hans død, for at fornøden underretning kan bli sendt til de interesserte parter.

Likeledes skal, når en innvåner av en av de to Høie Kontraherende Parter dør innen den annen parts territorium, og når det av sådanne av hans etterlatte papirer som måtte komme i de stedlige myndigheters besiddelse, fremgår at avdøde var en innfødt av den annen Høie Kontraherende Part, skal vedkommende stedlige myndigheter straks underrette den nærmeste konsulære tjenestemann for denne part om dødsfallet.

Når en borger av en av de to Høie Kontraherende Parter dør på den annen Høie Kontraherende Parts territorium uten å etterlate testamente, hvori han har innsatt testamentssekretorer, skal den konsulære tjenestemann

When an act committed on board of a private vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State, subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed for the purpose of observing the proceedings and rendering such assistance as may be permitted by the local laws.

Article XXIII.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

Likewise in case of the death of a resident of either of the High Contracting Parties in the territory of the other Party from whose remaining papers which may come into the possession of the local authorities, it appears that the decedent was a native of the other High Contracting Party, the proper local authorities shall at once inform the nearest consular officer of that Party of the death.

In case of the death of a national, of either of the High Contracting Parties without will or testament, whereby he has appointed testamentary executors in the territory of the other High Contracting Party, the consular

fra det land hvis borger avdøde var og innenfor hvis distrikt den avdøde hadde sitt hjem da døden inntrådte, i påvente av beskikkelse av bobestyrer og inntil bemyndigelse til å forvalte boets midler er blitt innrømmet og forsåvidt landets lover tillater det, anses berettiget til å anta sig den avdødes eiendeler for å bevare og beskytte disse. Sådan konsulær tjenestemann skal efter avgjørelse av retten eller annen myndighet som fører tilsyn med forvaltningen av boer ha rett til å bli opnevnt som bobestyrer, såfremt lovene på det sted hvor boet forvaltes så tillater.

Når en konsulær tjenestemann påtar sig hvervet som bobestyrer for en avdød landsmann så underkaster han sig som sådan den retts eller den myndighets jurisdiksjon som har foretatt opnevningen, i alle spørsmål vedrørende bobestyrelsen i samme utstrekning som en borger av det land i hvilket han er opnevnt.

Artikkel XXIV.

En konsulær tjenestemann for den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal innen sitt distrikt i alle anliggender vedrørende administrasjonen og fordelingen av et under de stedlige myndigheters jurisdiksjon stående dødsbo være berettiget til å optræ personlig eller ved representant for alle sådanne arvinger eller legatarer i dødsboet, hvad enten umyndige eller myndige, som ikke bor i landet og som er borgere av det land som nevnte konsulære tjenestemann representerer, med samme virkning som om han innehadde fullmakt fra dem til å representere dem, medmindre nevnte arvinger eller legatarer selv har optrått enten personlig eller ved behørig befullmektiget representant.

En konsulær tjenestemann for den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal på vegne av sine landsmenn, som ikke bor i landet, kunne motta og kvittere for de andeler som tilfaller dem fra bo under skiftebehandling, eller som måtte tilkomme dem i henhold til bestemmelsene i de såkalte Workmen's Compensation lover eller annen lignende lovgivning, for innsendelse til de rette mottagere ad de veier som er foreskrevet av hans regjering.

officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXIV.

A consular officer of either High Contracting Party shall within his district have the right to appear personally or by delegate in all matters concerning the administration and distribution of the estate of a deceased person under the jurisdiction of the local authorities for all such heirs or legatees in said state, either minors or adults, as may be non-residents and nationals of the country represented by the said consular officer, with the same effect as if he held their mandate to represent them, unless said heirs or legatees themselves have appeared, either in person or by duly authorized representative.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen collect and receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provisions of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes, for transmission through channels prescribed by his Government to the proper distributees.

Artikkel XXV.

En konsulær tjenestemann for den ene eller den annen av de Høie Kontraherende Parter skal ha rett til i den annen Høie Kontraherende Parts havner å inspisere private skib av hvilken som helst nasjonalitet, når sådanne skib er bestemt for eller er iferd med å utklareres til havner i det land, som har utnevnt ham for å forvisse sig om sundhetstilstanden og sundhetsforholdsreglene ombord på sådanne skib, så at han derved skal kunne bli i stand til behørig å utferdige sundhetspass og andre dokumenter som hans lands lover foreskriver og til å underrette sin regjering om den utstrekning i hvilken skib, som er bestemt for dens havner har iaktatt dens sundhetsforskrifter i avreisehavnen, for derved å lette sådanne skibs innklarering til vedkommende havn.

Ved utøvelsen av den rett som er tillagt dem ved denne artikkel, skal konsulære tjenestemenn optræ så ekspeditivt som mulig og uten unødige forsinkelser.

Artikkel XXVI.

Enhver av de Høie Kontraherende Parter samtykker i å tillate innført tollfritt all slags innbo, utstyr og nødvendighetsgjenstander, bestemt til offisiell bruk på den annen parts konsulatkontorer, og å tilstede sådanne konsulære tjenestemenn fra den annen part så vel som deres familie med følge, som er av sistnevntes egen nasjonalitet adgang til tollfri innførsel av deres bagasje og alle andre personlige eiendeler som medfølger den konsulære tjenestemann, hans familie eller følge til hans post, dog med den innskrenkning at ingen artikkel, hvis innførsel til nogen av de Høie Kontraherende Parter er forbudt ved lov, blir bragt inn i landet. Personlige eiendeler, innført av konsulære tjenestemenn, deres familier eller følge under tjenestemennenes funksjonstid, skal på betingelse av gjensidighet tilståes de tollprivilegier og -fritagelser som er tilstått konsulære tjenestemenn fra den mestbegunstigede nasjon.

Det er imidlertid forutsetningen at dette privilegium ikke utstrekkes til å gjelde konsulære tjenestemenn, som driver nogen slags privat erhvervsvirksomhet i det land hvor de er ansatt, undtagen forsåvidt angår gjenstander bestemt til tjenstlig bruk.

Article XXV.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other-High Contracting Party within his consular district, the private vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country, and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

In exercising the right conferred upon them by this article, consular officers shall act with all possible despatch and without unnecessary delay.

Article XXVI.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property accompanying the officer, his family or suite, to his post, provided, nevertheless, that no article the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories. Personal property imported by consular officers, their families or suites during the incumbency of the officers shall be accorded on condition of reciprocity the customs privileges and exemptions accorded to consular officers of the most favoured nation.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to Governmental supplies.

Artikkel XXVII.

Alle foranstaltninger til bergning av et av de Høie Kontraherende Parters skib som har lidt skibbrudd på den annen parts kyst skal ledes av den konsulære tjenestemann av det land, hvem skibet tilhører og innen hvis konsulatdistrikt skibbruddet har funnet sted, eller av en annen person som dertil er bemyndiget av nevnte lands lover. I påvente av at den konsulære tjenestemann, som straks skal varsles om det inntrufne, kommer tilstede, eller ankomsten av sådan annen person, med hvis bemyndigelse den konsulære tjenestemann skal gjøre de stedlige myndigheter bekjent, skal disse treffe alle fornødne forholdsregler til beskyttelse av personer og opbevaring av forlist eiendom. De stedlige myndigheter skal kun gripe inn for å opretholde orden, sikre bergernes interesser, når disse ikke tilhører det skibbrudne mannskap, samt for å gjennomføre de foranstaltninger som er truffet for de bergede varers innførsel og utførsel. Der er enighet om at sådanne varer ikke skal være underkastet nogen som helst avgifter til tollvesenet, medmindre de er bestemt til forbruk i det land, hvor skibbruddet har funnet sted.

De stedlige myndigheters inngripen i disse forskjellige tilfelle skal ikke foranledige omkostninger av nogen slags, undtagen sådanne som måtte foranlediges av arbeidene med bergningen og opbevaringen av det bergede gods, tillikemed sådanne omkostninger som innenlandske skib under lignende omstendigheter vilde pådra sig.

Artikkel XXVIII.

Med forbehold av de forannevnte innskrenkninger eller undtagelser, eller sådanne som herefter måtte bli omforenet, skal de Høie Kontraherende Parters territorier, som omfattes av bestemmelsene i denne Traktat innbefatte alle land-, vann- og luftområder over hvilke de respektive parter gjør fordring på og utøver suverenitet, med undtagelse av Svalbard og Panamakanalsonen.

Artikkel XXIX.

Denne Traktat skal stå ved makt i et tidsrum av tre år fra dagen for ratifikasjonenes utveksling, på hvilken dato alle dens bestemmelser skal tre ikraft.

Article XXVII.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by the consular officer of the country to which the vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred or by some other person authorized thereto by the law of that country. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, or the arrival of such other person, whose authority shall be made known to the local authorities by the consular officer, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked and to carry into effect the arrangements made for the entry and exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise is not to be subjected to any custom house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XXVIII.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except Svalbard and the Panama Canal Zone.

Article XXIX.

The present Treaty shall remain in full force for the term of three years from the date of the exchange of ratifications, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

Såfremt ingen av de Høie Kontraherende Parter innen ett år før utløpet av det forannevnte tidsrum av tre år underretter den annen part om sin hensikt å endre eller utskille enkelte bestemmelser i nogen av denne Traktats artikler eller å bringe den til ophør i sin helhet ved utløpet av den førnevnte tidsperiode, så skal Traktaten i enhver henseende vedbli å gjelde efter den omhandlede periode inntil ett år efter den tid da en av de Høie Kontraherende Parter har meddelt den annen part sin hensikt å endre eller bringe Traktaten til ophør.

Nærværende Traktat skal fra dagen for ratifikasjonenes utveksling anses i forholdet mellom Norge og De Forente Stater å tre istedetfor handels-og sjøfartstraktaten avsluttet mellemg Kongen av Norge og Sverige og De Forente Stater den 4. juli 1827¹.

Artikkel XXX.

Nærværende Traktat skal ratifiseres og ratifikasjonene skal utveksles i Washington så snart som mulig.

Til bekreftelse herav har de respektive befullmektigede undertegnet Traktaten og forsynt den med sine segl.

Utferdiget i to eksemplarer med norsk og engelsk tekst i Washington, den 5te juni 1928.

(u.) H. H. BACHKE.
(u.) Frank B. KELLOGG.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of three years neither High Contracting Party notified to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the Articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

The present Treaty shall, from the date of the exchange of ratifications be deemed to supplant as between Norway and the United States the Treaty of Commerce and Navigation concluded by the King of Norway and Sweden and the United States on July 4, 1827¹.

Article XXX.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at Washington as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in the Norwegian and English languages at Washington, this 5th day of June 1928.

(s.) H. H. BACHKE.
(s.) Frank B. KELLOGG.

NORWEGIAN LEGATION,
WASHINGTON, D. C.

MR. SECRETARY OF STATE,

WASHINGTON, D. C., June 5, 1928.

During the negotiations relating to the conclusion of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights, which to-day has been signed, I was given to understand that under the present tariff laws of the United States Norwegian Sardines are accorded the same tariff treatment as sardines imported from any other country and that such equality of treatment would be continued under the most favored nation provision of the Treaty. Upon the request

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traité*s, tome VII, page 271.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 15, page 730.

of my Government I have the honor to inform Your Excellency that my Government would appreciate very much to receive, if this be found possible, a communication from Your Excellency, stating that the tariff treatment of the Norwegian Sardines is as above mentioned.

Please accept, etc.

H. H. BACHKE.

His Excellency
Honorable Frank B. Kellogg,
Secretary of State,
etc., etc., etc.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *June 5, 1928.*

SIR,

I have the honor to acknowledge the receipt of your note of this day's date, stating that during the negotiations relating to the conclusion of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between the United States and Norway, which you have this day signed with me, you were given to understand that under the present tariff laws of the United States, Norwegian sardines are accorded the same tariff treatment as sardines imported from any other country, and that such equality of treatment would be continued under the most-favored-nation provision of the treaty.

In reply I am happy to confirm the correctness of your understanding, as above recited, of the equality of treatment which is now accorded under the tariff laws of the United States, and will continue to be accorded under the most-favored-nation provision of the treaty, to Norwegian sardines.

Accept, etc.

Frank B. KELLOGG.

Mr. Halvard H. Bachke,
Minister of Norway.

Copie certifiée conforme :
au Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 15 octobre 1932.

*Le Chef de la Division
des Affaires de la Société des Nations :*
Rolf Andvord.

TILLEGGSARTIKKEL.

Kongeriket Norge og Amerikas Forente Stater ved de undertegnede, den norske sendemann i Washington og de Forente Staters statssekretær som deres behørig bemyndigede befullmektigede, er kommet overens om følgende :

Uansett bestemmelsen i 3dje avsnitt av artikkel XXIX av vennskaps-, handels- og konsulartraktaten mellom Norge og de Forente Stater, undertegnet den 5. juni 1928, hvori bestemmes at nevnte traktat fra dagen for ratifikasjonsdokumentenes utveksling, skal ansees i forholdet mellom Norge og de Forente Stater å tre istedetfor handels- og sjøfarts-traktaten avsluttet mellom kongen av Norge og Sverige og de Forente Stater den 4. juli 1827, skal bestemmelsene i artikkel 1 av den sistnevnte traktat angående det ene lands borgeres innreise til og opphold i det annets territorier i handelsøiemed forbli i full kraft og av full virkning.

Nærværende tilleggsartikkel skal betraktes som en integrerende del av den under 5. juni 1928 undertegnede traktat, så helt og fullstendig som om den var blitt innbefattet i nevnte traktat, og som sådan integrerende del være underkastet bestemmelsene i dens artikkel XXIX med hensyn til ratifikasjon, varighet og opphør jevnslidende med traktatens andre artikler.

Utfærdiget i to eksemplarer med norsk og engelsk tekst i Washington, den 25de Februar 1929.

(s.) H. H. BACHKE.

(s.) Frank B. KELLOGG.

Copie certifiée conforme :

au Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 15 octobre 1932.

*Le Chef de la Division
des Affaires de la Société des Nations :*

Rolf Andvord.

ADDITIONAL ARTICLE.

The Kingdom of Norway and the United States of America by the undersigned, the Minister of Norway at Washington, and the Secretary of State of the United States, their duly empowered Plenipotentiaries, agree as follows :

Notwithstanding the provision in the third paragraph of Article XXIX of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between Norway and the United States, signed June 5, 1928, that the said treaty shall from the date of the exchange of ratifications thereof be deemed to supplant as between Norway and the United States the Treaty of Commerce and Navigation concluded by the King of Norway and Sweden and the United States on July 4, 1827, the provisions of Article I of the latter treaty concerning the entry and residence of the nationals of the one country in the territories of the other for purposes of trade shall continue in full force and effect.

The present additional Article shall be considered to be an integral part of the treaty signed June 5, 1928, as fully and completely as if it had been included in that treaty, and as such integral part shall be subject to the provisions in Article XXIX thereof in regard to ratification, duration and termination concurrently with the other Articles of the treaty.

Done, in duplicate, in the Norwegian and English languages, at Washington this 25th day of February, 1929.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.N^o 3085. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE DROITS CONSULAIRES ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LA NORVÈGE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 5 JUIN 1928.

LE ROYAUME DE NORVÈGE et LES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de resserrer les liens pacifiques qui les unissent heureusement par des arrangements destinés à développer les rapports amicaux entre leurs territoires respectifs, grâce à des dispositions répondant aux aspirations intellectuelles, culturelles, économiques et commerciales de leurs peuples, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

M. H. H. BACHKE, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Norvège aux Etats-Unis d'Amérique ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Frank B. KELLOGG, secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront pénétrer, voyager et résider dans le territoire de l'autre Partie ; ils jouiront de la liberté de conscience et de la liberté de culte ; ils pourront sans entrave se livrer à toute activité d'ordre professionnel, scientifique, religieux, philanthropique, industriel et commercial ; ils pourront exercer toutes les formes d'activité commerciale qui ne sont pas interdites par la loi locale ; ils pourront employer des agents de leur choix et, d'une manière générale, faire tout ce qui se rapporte, ou tout ce qui est nécessaire à l'exercice de l'un quelconque des privilèges ci-dessous mentionnés, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'Etat dans lequel ils résident, ou que les ressortissants d'un pays auquel ledit Etat pourra ultérieurement conférer le traitement de la nation la plus favorisée, à condition qu'ils se soumettent à tous lois et règlements locaux dûment établis.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis, sur les territoires de l'autre Partie, au paiement d'impôts ou taxes intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont exigés des ressortissants de l'autre Partie et acquittés par eux. Le présent alinéa ne s'applique pas aux impôts et taxes relatifs à l'acquisition et à l'exploitation de chutes d'eau, d'énergie produite par des chutes d'eau, de mines ou de forêts.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois locales, d'ester en justice à tous les degrés de juridiction établis par la loi, soit pour intenter une action, soit pour défendre leurs droits par-devant les tribunaux de l'autre Partie.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront sur les territoires de l'autre Partie, en se soumettant aux conditions imposées aux ressortissants de cette Partie, de la protection et de la sécurité la plus constante pour leur personne et leurs biens, et bénéficieront, à cet égard, du degré de protection requis par le droit international. Ils ne pourront être privés de leurs biens qu'en vertu d'une procédure régulière et contre paiement d'une juste indemnité.

Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme affectant les lois existantes de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes, applicables à l'immigration des étrangers, ou le droit, pour chacune des Hautes Parties contractantes, de promulguer des lois de ce genre.

Article II.

En ce qui concerne la forme de protection qu'offrent les lois nationales, les lois des Etats ou la législation locale, qui établissant la responsabilité civile en cas de blessure ou de mort, et accordent aux parents, héritiers ou personnes à la charge de la partie lésée le droit d'intenter une action ou d'obtenir une indemnité pécuniaire, lesdits parents, héritiers ou personnes à la charge de la partie lésée, si celle-ci ressortit à l'une des Parties contractantes, et en quelque partie que ce soit des territoires de l'autre Partie, jouiront, sans qu'il soit tenu compte de leur qualité d'étrangers, ou du fait qu'ils résident hors du territoire où le dommage a été subi, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux de ladite Partie et dans les mêmes conditions.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines, magasins et autres locaux commerciaux, ainsi que toutes leurs dépendances, appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur les territoires de l'autre Partie et utilisés à l'une quelconque des fins énumérées à l'article premier seront respectés. Il sera interdit de procéder à une visite domiciliaire ou à une perquisition dans l'un quelconque de ces immeubles ou dépendances, ainsi que d'y examiner ou inspecter des livres, papiers ou comptes, sauf aux conditions et dans les formes prévues par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Article IV.

Si, au décès d'une personne qui possédait des biens-fonds ou d'autres biens immobiliers, ou des intérêts dans des biens-fonds ou autres biens immobiliers sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, lesdits biens ou intérêts, en vertu des lois du pays ou de dispositions testamentaires, reviennent ou passent à un ressortissant de l'autre Partie contractante, domicilié ou non sur le territoire de cette Partie, ce ressortissant, à moins qu'il n'ait été frappé d'incapacité par les lois du pays dans lequel se trouvent ces propriétés ou ces intérêts, se verra accorder un délai de trois ans pour vendre lesdits biens ou lesdits droits, ce délai pouvant être raisonnablement prolongé si les circonstances le rendent nécessaire : l'intéressé pourra retirer librement et sans entraves le produit de la vente sans devoir acquitter des droits de succession, de mutation ou d'administration, autres que ceux auxquels peuvent être assujettis, en pareil cas, les ressortissants du pays d'où il retire le produit de la vente.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront pleinement du droit de disposer de leurs biens mobiliers, quels qu'ils soient, sur les territoires de l'autre Partie, par testament, donation ou de toute autre manière ; leurs héritiers, légataires et donataires, quelle que soit leur nationalité, domiciliés ou non dans le pays, seront de plein droit saisis de ces biens mobiliers, et ils pourront en prendre possession, soit personnellement, soit par des mandataires agissant en leur nom, et conserver ces biens ou en disposer à leur gré, à condition d'acquitter les seuls droits ou taxes auxquels seraient soumis en pareil cas les ressortissants de la Haute Partie contractante sur les territoires de laquelle se trouveraient ces biens ou à laquelle ressortiraient lesdits biens. De même, les biens mobiliers laissés à un ressortissant de l'une des Parties

contractantes par un ressortissant de l'autre Partie et se trouvant sur les territoires de cette dernière, seront assujettis aux seuls droits ou taxes que devraient acquitter, en pareil cas, les ressortissants de la Haute Partie contractante sur les territoires de laquelle pourraient se trouver des biens de ce genre, ou à laquelle ces biens pourraient ressortir.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, dans l'exercice du droit de pratiquer librement leur culte sur les territoires de l'autre Partie contractante, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, pourront, sans entrave ou vexation d'aucune sorte en raison de leurs croyances religieuses ou pour tout autre motif, célébrer des services religieux, soit dans leurs propres habitations soit dans tout bâtiment approprié qu'ils peuvent avoir le droit d'édifier et d'entretenir en des emplacements convenables, à la condition que leur enseignement et leurs pratiques ne soient pas contraires à la morale publique ; ils seront également autorisés à ensevelir leurs morts conformément à leurs coutumes religieuses dans des lieux appropriés, établis et entretenus à cet effet, pourvu qu'ils observent les lois et règlements en vigueur au lieu de l'inhumation, en matière d'hygiène et de sépulture.

Article VI.

En cas de guerre entre l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et un troisième Etat, ladite Partie aura le droit de mobiliser les ressortissants de l'autre Partie qui ont une résidence permanente sur son territoire et qui ont expressément, conformément à sa législation, déclaré leur intention d'adopter sa nationalité par voie de naturalisation, à moins que ces ressortissants ne quittent les territoires de ladite Partie belligérante dans un délai de soixante jours à dater de la déclaration de guerre.

Il est convenu, toutefois, que ce droit de quitter les territoires de la Partie belligérante ne sera pas reconnu aux ressortissants de l'autre Partie qui sont nés dans le pays qui procède à la mobilisation et qui ont déclaré leur intention d'adopter la nationalité de leur pays natal. Ces personnes auront toutefois droit, sous ce rapport, à un traitement non moins favorable que celui dont bénéficient les nationaux de tout autre pays placés dans la même situation.

Article VII.

Il y aura liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, au même titre que ceux de la nation la plus favorisée, libre accès avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux, ports et eaux de toute catégorie, situés dans les limites territoriales de l'autre Partie, et qui sont ou pourront être ultérieurement ouverts à la navigation et au commerce étrangers. Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme limitant le droit, pour chacune des Parties contractantes, d'édicter dans les conditions qu'elle jugera opportunes, des interdictions ou restrictions destinées à protéger la santé ou la vie des personnes, des animaux et des végétaux, ou d'établir des règlements en vue d'assurer l'application de lois de police ou de lois fiscales, y compris les lois interdisant ou restreignant l'importation ou la vente de boissons alcooliques ou de stupéfiants.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage, sans condition, à ne pas subordonner l'importation d'une marchandise quelconque, cultivée, produite ou fabriquée dans les territoires de l'autre Partie, quel qu'en soit le lieu de provenance, à des mesures de prohibition, à des conditions, droits ou charges autres ou plus élevés que ceux auxquels est soumise l'importation de toute marchandise similaire, cultivée, produite ou fabriquée dans tout autre pays étranger ; aucun droit, charge, condition ou prohibition à l'importation ne pourra non plus avoir d'effet rétroactif à l'égard de marchandises importées déjà dédouanées, ou de marchandises déclarées à l'importation comme destinées à la consommation dans le pays.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage également, sans condition, à ne pas soumettre les marchandises exportées à destination des territoires de l'autre Haute Partie contractante à des taxes autres ou plus élevées ou à d'autres restrictions ou interdictions que celles auxquelles sont soumises les marchandises exportées à destination de tout autre pays étranger.

Tout avantage, quelle qu'en soit la nature, que l'une des deux Parties contractantes, en vertu d'un traité, d'une loi, d'un décret, d'un règlement, d'un usage ou d'autre manière, pourrait concéder pour un article quelconque, cultivé, produit ou fabriqué dans tout autre pays étranger, s'appliquera simultanément et inconditionnellement, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, au même article cultivé, produit ou fabriqué dans le territoire de l'autre Partie contractante.

Tous les articles qui peuvent ou pourront ultérieurement être licitement importés de pays étrangers dans des ports des Etats-Unis, ou qui peuvent ou pourront ultérieurement être licitement exportés de ces ports sur des navires des Etats-Unis, pourront être également importés dans lesdits ports ou en être exportés sur des navires norvégiens sans être passibles de droits ou taxes quelconques autres ou plus élevés, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires des Etats-Unis ; réciproquement, tous les articles qui peuvent ou pourront ultérieurement être licitement importés de pays étrangers dans les ports norvégiens, ou qui peuvent ou pourront ultérieurement être licitement exportés de ces ports sur des navires norvégiens, pourront également être importés dans lesdits ports ou en être exportés sur des navires des Etats-Unis sans être passibles de droits ou taxes quelconques, autres ou plus élevés, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires norvégiens.

De même, il y aura égalité réciproque absolue entre les pavillons des deux Parties en matière de primes, drawbacks et autres privilèges de ce genre, quelle qu'en soit la dénomination, dont pourront bénéficier, dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, les marchandises importés ou exportés sur des navires nationaux, de telle sorte que ces primes, drawbacks et autres privilèges seront également acquis, dans les mêmes conditions, aux marchandises importées ou exportées sur les navires de l'autre pays.

En ce qui concerne le montant et le recouvrement des droits d'entrée et de sortie de toute nature, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants, navires et marchandises de l'autre Partie le bénéfice de tout avantage, privilège ou immunité qu'elle aura accordée aux ressortissants, navires et marchandises d'un troisième Etat, que cet Etat ait bénéficié de ce traitement de faveur à titre gratuit ou à titre de réciprocité ou de compensation. Tout avantage, privilège ou immunité de cette nature qui pourra être ultérieurement accordé aux ressortissants, navires ou marchandises d'un troisième Etat sera, simultanément et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, étendu à l'autre Partie contractante pour son propre avantage, ainsi que pour celui de ses ressortissants, de ses navires et de ses marchandises.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au régime accordé par les Etats-Unis au commerce de Cuba en vertu des dispositions de la Convention commerciale conclue par les Etats-Unis et Cuba le 11 décembre 1902, ou de toute autre convention commerciale qui pourra être ultérieurement conclue par les Etats-Unis avec Cuba. En outre, ces stipulations ne s'appliqueront ni au commerce des Etats-Unis avec la zone du Canal de Panama ou avec l'une quelconque de leurs dépendances, ni au commerce entre ces dernières, conformément aux lois existantes ou futures.

En vertu du présent traité, aucun des privilèges que la Norvège a concédés, ou pourra concéder au Danemark, à l'Islande ou à la Suède ne pourra être revendiqué aussi longtemps que le même privilège n'aura pas été étendu à un autre pays.

Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra, en vertu des dispositions du présent traité, revendiquer les avantages qui ont été ou qui pourront être concédés à des Etats voisins en vue de faciliter le petit trafic frontalier.

Article VIII

Les ressortissants, biens, produits, articles et marchandises, de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront dans les territoires de l'autre Partie du même traitement que les ressortissants, biens, produits, articles et marchandises de ce pays, en matière d'impôts intérieurs, de droits

de transit, de taxes d'entrepôt et autres facilités, ainsi qu'en ce qui concerne le montant des drawbacks et des primes à l'exportation.

Article IX.

Les navires et cargaisons de chacune des Hautes Parties contractantes, dans les eaux territoriales et les ports de l'autre Partie, bénéficieront, à tous égards et sans condition, du même traitement que les navires et les cargaisons de cette autre Partie, quel que soit le port de provenance ou de destination du navire et quelle que soit l'origine ou la destination de la cargaison. Il est convenu notamment que les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou tous autres droits ou taxes similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la dénomination, perçus au nom ou pour le compte du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements, quels qu'ils soient, ne pourront, dans les ports des territoires ou des eaux territoriales de l'une des Hautes Parties contractantes, être exigés des navires de l'autre Partie, que s'ils sont également exigés des navires nationaux, dans les mêmes conditions.

Article X.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et qui sont munis des documents prescrits par les lois de leur pays pour établir leur nationalité seront considérés, aussi bien dans les eaux territoriales de l'autre Haute Partie contractante qu'en haute mer comme appartenant à la Partie dont ils battent pavillon.

Article XI.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes, seront autorisés à décharger une partie de leur cargaison dans tout port des territoires de l'autre Partie contractante ouvert au commerce étranger ainsi qu'à poursuivre leur route, avec le reste de la cargaison, à destination d'autres ports quelconques des mêmes territoires, ouverts au commerce étranger, sans acquitter en pareil cas de droits de tonnage ou de port autres ou plus élevés que ceux qu'acquitteraient, dans les mêmes circonstances, les navires nationaux ; ils pourront également charger des marchandises, dans les mêmes conditions, dans différents ports au cours de la même traversée d'aller ; toutefois, les dispositions du présent article et les autres dispositions du présent traité ne s'appliquent pas au cabotage des Hautes Parties contractantes, lequel sera réglementé par les lois de chacune des Parties en cette matière. Il est convenu cependant que les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront en matière de cabotage, dans les territoires de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée.

Article XII.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations — qu'elles poursuivent ou non un objet lucratif — qui ont été ou pourront être fondées conformément aux lois nationales ou des États, ou à la législation locale des Hautes Parties contractantes, et en vertu desdites lois, et qui entretiennent un établissement central sur les territoires de ladite Partie, seront reconnues comme personnes morales par l'autre Partie contractante, à condition, toutefois, qu'elles ne poursuivent pas, sur les territoires de cette dernière, des fins contraires aux lois du pays. Elles auront libre accès aux tribunaux de droit et d'équité, aussi bien pour y revendiquer que pour y défendre des droits à tous les degrés de juridiction établis par la loi, en se conformant aux lois réglementant cette matière.

Le droit, pour ces sociétés et associations de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi reconnu par l'autre Partie, de s'établir sur les territoires de celle-ci, d'y installer des succursales

et d'y exercer leur activité, sera subordonné à l'assentiment de ladite Partie et uniquement déterminé par cet assentiment, tel qu'il est exprimé dans ses lois nationales, dans les lois de ses Etats ou dans sa législation locale.

Article XIII.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, réciproquement et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat, en matière d'organisation de sociétés anonymes, autres sociétés et associations, qu'elles aient ou non un objet lucratif, ainsi qu'en matière de participation à ces sociétés, y compris le droit de fonder, de constituer, d'acheter et de posséder de telles sociétés et de vendre des actions, ainsi que le droit d'occuper une situation dirigeante ou importante dans lesdites sociétés. Dans l'exercice des susdits droits, et en ce qui concerne la réglementation ou la procédure relative à l'organisation ou à la direction de ces sociétés ou associations, lesdits ressortissants ne seront soumis à aucune condition moins favorable que celles qui ont été ou pourront ultérieurement être appliquées aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Lorsque des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes organiseront ou contrôleront, sur les territoires de l'autre Partie, des sociétés ou associations de ce genre, ou qu'ils y auront une participation, les droits desdites sociétés ou associations, concernant l'exercice de leur activité sur lesdits territoires, seront régis par les lois et règlements nationaux, des Etats ou des provinces, qui sont en vigueur ou pourront être ultérieurement établis sur les territoires de la Partie contractante où elles se proposent d'exercer leur activité.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en outre, sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat, en ce qui concerne l'extraction du charbon, du phosphate, du pétrole, du schiste pétrolifère, du gaz, de la soude, dans le domaine public de l'autre Partie.

Article XIV.

Les voyageurs de commerce qui représentent des fabricants, négociants ou commerçants domiciliés sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes bénéficieront, sur les territoires de l'autre Partie, tant à l'entrée que pendant leur séjour et au départ, du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les privilèges douaniers et autres, ainsi que tous les droits et impôts, quelle qu'en soit la dénomination, dus par eux, à titre personnel ou pour leurs échantillons.

Si l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes exige la présentation d'une pièce légalisée, établissant l'identité et la qualité du voyageur de commerce, on considérera comme suffisante, à cet égard, une déclaration signée par l'entreprise ou par les entreprises que représente ce voyageur de commerce, et visée par un fonctionnaire consulaire du pays de destination.

Article XV.

Il y aura entière liberté de transit à travers les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les eaux territoriales, sur les itinéraires convenant le mieux au transit international, par voie ferrée, par voie navigable et par canaux (sauf le canal de Panama et les voies navigables et canaux qui constituent des frontières internationales), en faveur des personnes et des marchandises arrivant des territoires de l'autre Partie contractante s'y rendant, ou les traversant, à l'exception des personnes auxquelles l'accès de ces territoires serait interdit ou des marchandises dont l'importation serait prohibée par des lois ou règlements. Les mesures d'ordre général ou particulier que l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes est obligée de prendre

dans des circonstances exceptionnelles affectant la sécurité de l'Etat ou les intérêts vitaux du pays pourront, dans des cas exceptionnels et pendant un laps de temps aussi court que possible, déroger aux dispositions du présent paragraphe, étant entendu que le principe de la liberté de transit doit être observé dans toute la mesure possible.

Les personnes et les marchandises en transit ne seront assujetties à aucun droit de transit, à aucun délai ou restriction inutiles, ni à aucune discrimination en ce qui concerne les taxes, facilités et toute autre question.

Les marchandises en transit devront être déclarées au bureau de douane compétent, mais elles seront exonérées de tous droits de douane ou droits similaires.

Toutes les taxes grevant les transports en transit seront maintenues dans des limites raisonnables, en égard aux conditions du trafic.

Article XVI.

Chacune des Hautes Parties contractantes consent à admettre les fonctionnaires consulaires de l'autre Partie dans ceux de ses ports, lieux et villes où leur présence pourra être opportune et où sont admis des représentants consulaires de tout autre pays étranger.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, après leur entrée en fonctions, jouiront, à titre de réciprocité, sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les fonctionnaires du même rang de la nation la plus favorisée. En leur qualité d'agents officiels, ces fonctionnaires auront droit à la haute considération de tous les fonctionnaires nationaux ou locaux avec lesquels ils entretiendront des relations officielles dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités.

Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes conférera, sans frais, l'exequatur nécessaire aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie qui présenteront une lettre de nomination régulière, signée par le chef du pouvoir exécutif de l'Etat qui les nomme et revêtue du grand sceau de cet Etat ; il délivrera au fonctionnaire consulaire subalterne ou suppléant, dûment nommé avec l'approbation de son gouvernement par un fonctionnaire consulaire supérieur agréé ou par tout autre fonctionnaire compétent dudit gouvernement, les pièces qui, aux termes des lois de chaque pays, seront nécessaires pour que le fonctionnaire ainsi nommé puisse assurer son service consulaire. Sur présentation de l'exequatur ou de toute autre pièce délivrée en remplacement de l'exequatur à ce fonctionnaire consulaire subalterne, celui-ci pourra entrer en fonctions et jouir des droits, privilèges et immunités conférés par le présent traité.

Article XVII.

Les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils ont été nommés et qui n'exercent aucun commerce, industrie ou profession, ne pourront être arrêtés, sauf lorsqu'ils seront accusés d'infractions que les lois locales qualifient de crimes par opposition aux délits ou contraventions et qui rendent passible de peines la personne qui s'en est rendue coupable. Ces fonctionnaires ne seront pas astreints à loger des militaires et ils seront exempts de tout service dans l'armée, la marine, l'administration ou la police sous quelque forme que ce soit.

Dans les affaires criminelles, la présence d'un fonctionnaire consulaire aux débats, en qualité de témoin, pourra être réclamée par l'accusation ou par la défense ou le tribunal. La demande en sera faite avec tous les égards dus à la dignité consulaire et aux obligations de la charge, et le fonctionnaire consulaire sera tenu de s'y conformer.

Lorsqu'il y aura lieu de recueillir le témoignage d'un fonctionnaire ressortissant de l'Etat qui l'a nommé et n'exerçant aucune profession lucrative à titre privé, ce témoignage sera recueilli oralement ou par écrit à son domicile ou à son bureau et l'on tiendra dûment compte de ses désirs. Mais ce fonctionnaire devra, de lui-même, déposer à l'audience toutes les fois qu'il le pourra sans qu'il en résulte de gêne sérieuse dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra être tenu de témoigner en matière criminelle ou civile au sujet d'actes accomplis par lui dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article XVIII.

Les fonctionnaires consulaires, y compris les employés du consulat, qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, à l'exception de ceux qui se livrent à des occupations lucratives à titre privé, dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exempts de tous impôts nationaux, des Etats, des provinces et des communes grevant les personnes ou les biens, à l'exception des impôts frappant la possession ou la propriété de biens immobiliers situés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions, ou frappant le revenu des biens de toute nature situés dans ce territoire ou relevant de ce territoire. Tous les fonctionnaires et employés consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés et qui n'exercent aucun commerce, industrie ou profession, seront exonérés des impôts sur les traitements, honoraires ou salaires perçus par eux en rémunération de leurs services consulaires.

Article XIX.

Les fonctionnaires consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs bureaux un écusson aux armes de leur pays et une inscription appropriée indiquant le caractère officiel du bureau. Ces fonctionnaires pourront également arborer le drapeau de leur pays au-dessus de leurs bureaux, y compris ceux qui sont situés dans les capitales des deux pays. Ils pourront de même arborer le pavillon de leur pays sur tout bateau ou navire employé dans l'exercice des fonctions consulaires.

Les bureaux et archives du consulat seront en tout temps inviolables. Ils ne pourront en aucune circonstance faire l'objet d'une visite domiciliaire de la part d'autorités quelconques dans le pays où ces bureaux sont situés. De même ces autorités ne pourront, sous aucun prétexte, procéder à l'examen ou à la saisie de documents ou autres biens déposés dans un bureau consulaire. Les bureaux consulaires ne pourront être utilisés comme lieu d'asile. Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra être requis de produire des archives officielles en justice ou de témoigner au sujet de leur contenu.

Lorsqu'un fonctionnaire consulaire s'occupera d'affaires commerciales, quelle qu'en soit la nature, dans le pays où il est agréé, les archives du consulat et les documents qui s'y rapportent seront tenus en un lieu entièrement séparé de celui où se trouvent les pièces relatives à ses affaires privées ou commerciales.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence d'un fonctionnaire consulaire qui n'a auprès de lui aucun fonctionnaire consulaire subalterne, les secrétaires ou chanceliers, dont le caractère officiel aura été antérieurement notifié au gouvernement de l'Etat dans lequel le fonctionnaire consulaire exerçait ses fonctions pourront assurer temporairement le service du fonctionnaire décédé, empêché ou absent ; ils jouiront, pendant cet intérim, de tous les droits, prérogatives et immunités accordés au titulaire.

Article XX.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, dans leurs circonscriptions respectives, s'adresser aux autorités nationales ou aux autorités des Etats, des provinces ou des communes, à l'effet de protéger leurs compatriotes dans la jouissance des droits conférés à ceux-ci par traité ou autrement. La violation de ces droits pourra faire l'objet d'une plainte. Si les autorités compétentes ne donnent pas suite à cette plainte ou n'accordent aucune protection, l'intervention par la voie diplomatique sera justifiée, et, en l'absence d'un représentant diplomatique, un consul général ou le fonctionnaire consulaire résidant officiellement dans la capitale, pourra s'adresser directement au gouvernement du pays.

Article XXI.

Les fonctionnaires consulaires pourront, en exécution des lois de leur pays, recueillir, en tout lieu approprié de leur circonscription, les dépositions de toute personne se trouvant à bord de navires

de leur pays, ou de tout ressortissant dudit pays, ou de toute personne ayant un domicile permanent sur le territoire de ce pays. Ces fonctionnaires pourront établir, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie. Ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les documents de toute nature, stipulant ou comportant le transfert de biens quelconques, ou grevant d'hypothèques des biens quelconques situés sur le territoire de l'Etat par lequel ces fonctionnaires sont nommés; ils pourront établir, attester, certifier ou légaliser les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires et contrats relatifs à des biens situés sur les territoires de l'Etat par lequel ils sont nommés, ou à des transactions qui doivent y être effectuées, y compris les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires ou conventions auxquels sont uniquement parties des ressortissants de l'Etat sur les territoires duquel ces fonctionnaires exercent leurs fonctions.

Les documents et actes ainsi dressés, et les expéditions et traductions de ces actes et documents, lorsqu'ils auront été dûment légalisés et revêtus du sceau officiel du fonctionnaire consulaire, feront foi, dans les territoires des Hautes Parties contractantes, comme pièces originales ou copies légalisées, selon le cas, et auront la même valeur et les mêmes effets que s'ils avaient été rédigés et dressés par-devant un notaire ou autre fonctionnaire public dûment qualifié à cet effet dans le pays par lequel le fonctionnaire consulaire a été nommé, à condition toutefois que ces actes aient été rédigés et dressés conformément aux lois et règlements du pays dans lequel ils sont destinés à produire leurs effets.

Article XXII.

Les fonctionnaires consulaires connaîtront exclusivement des contestations relatives à l'ordre intérieur des navires de leur pays, appartenant à des particuliers; ils connaîtront seuls des contestations qui surviendraient en quelque lieu que ce soit entre les officiers et l'équipage au sujet de la discipline à bord, à condition que le navire, ainsi que les personnes accusées d'actes répréhensibles, aient pénétré dans un port de leur circonscription. Ces fonctionnaires connaîtront également des contestations relatives au règlement de salaires et à l'exécution des contrats y relatifs, à condition que cette juridiction n'exclue pas celle qui est conférée aux autorités locales en vertu des lois existantes ou de lois futures.

Lorsqu'un acte commis à bord d'un navire appartenant à des particuliers et battant pavillon de l'Etat par lequel le fonctionnaire a été nommé, dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel il a été accrédité, constitue un crime aux termes des lois de ce dernier Etat, le fonctionnaire consulaire ne pourra connaître de cet acte que dans la mesure où la loi locale le lui permet.

Les fonctionnaires consulaires auront la faculté de requérir l'aide de la police locale pour toute question relative au maintien de l'ordre intérieur à bord de navires battant pavillon de leur pays dans la limite des eaux territoriales de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités; en ce cas, l'assistance requise devra être accordée.

Les fonctionnaires consulaires pourront comparaître, avec les officiers et les équipages de navires battant pavillon de leur pays, devant les autorités judiciaires de l'Etat auprès duquel ils sont accrédités, afin de suivre les débats et prêter leur concours dans la mesure où le permettent les lois locales.

Article XXIII.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie, sans laisser dans le territoire où s'est produit le décès d'héritier connu ou d'exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes en aviseront immédiatement le plus proche fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était ressortissant, afin que les renseignements nécessaires puissent être transmis aux parties intéressées.

De même, en cas de décès d'un habitant du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre, s'il ressort des papiers laissés par lui et parvenus entre les mains des autorités locales, que le défunt était ressortissant de l'autre Partie, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement du décès le plus proche fonctionnaire consulaire de cette Partie.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie, sans avoir laissé de dernières volontés ou de testament, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant et dans la circonscription duquel le défunt avait son domicile au moment de sa mort, sera, dans la mesure où les lois du pays le permettent, considéré comme qualifié pour prendre en charge, aux fins de conservation et de protection, les biens laissés par le défunt, en attendant la désignation d'un administrateur et jusqu'à ce que les pouvoirs d'administration aient été accordés. Ce fonctionnaire consulaire aura le droit d'être désigné comme administrateur par un tribunal ou toute autre autorité chargée de surveiller l'administration des successions, si les lois du lieu où la succession est administrée le permettent.

Lorsque le fonctionnaire consulaire acceptera de se charger de l'administration de la succession d'un compatriote décédé, il se soumettra, en cette qualité, et pour toutes les questions relevant de cette administration, à la juridiction du tribunal ou de l'autorité qui l'aura désigné comme administrateur, dans la même mesure qu'un ressortissant du pays où il est accrédité.

Article XXIV.

Dans toutes les questions relatives à l'administration et au partage d'une succession relevant de la compétence des autorités locales, les fonctionnaires consulaires des Hautes Parties contractantes pourront, dans leur circonscription, comparaître en personne ou par l'entremise d'un représentant, au nom des héritiers ou légataires de cette succession, mineurs ou adultes, ne résidant pas dans le pays et ressortissants du pays représenté par ces fonctionnaires consulaires, avec les mêmes effets que s'ils avaient reçu pouvoir de les représenter, à moins que lesdits héritiers ou légataires se soient eux-mêmes présentés ou se soient fait représenter par un mandataire dûment autorisé.

Les fonctionnaires consulaires de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes pourront, au nom de leurs compatriotes non-résidents, recevoir les parts revenant auxdits compatriotes sur des successions en voie de liquidation, ou dues aux termes des lois dites lois d'assurance ouvrière contre les accidents (« Workmen's Compensation Laws ») ou de toutes autres lois analogues, et en donner quittance, à charge de faire parvenir les fonds ainsi reçus aux intéressés par les voies qu'aura prescrites leur gouvernement.

Article XXV.

Les fonctionnaires consulaires de l'une des deux Hautes Parties contractantes pourront inspecter, dans les ports de l'autre Haute Partie contractante situés dans leur circonscription, les navires appartenant à des particuliers, quelle qu'en soit la nationalité, ayant pour destination les ports du pays qu'ils représentent, ou sur le point de se rendre dans lesdits ports, afin de constater l'état sanitaire de ces navires, et les mesures sanitaires prises à bord et de pouvoir ainsi établir, en connaissance de cause, les patentes de santé et autres documents prescrits par les lois de leur pays, et aviser leur gouvernement de la mesure dans laquelle les règlements sanitaires de celui-ci ont été observés, aux ports de départ, par les navires se rendant dans les ports du pays qu'ils représentent, en vue d'y faciliter l'entrée desdits navires.

Dans l'exercice du droit que leur confère le présent article, les fonctionnaires consulaires agiront avec toute la célérité possible et sans retard inutile.

Article XXVI.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de permettre l'entrée en franchise de tous les meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les bureaux consulaires de l'autre Partie et d'accorder à ces fonctionnaires consulaires ainsi qu'à leurs familles et aux personnes à leur service, s'il s'agit de ressortissants de ladite Partie, le bénéfice de l'entrée en franchise pour leurs bagages et tous autres biens et effets personnels emportés par le fonctionnaire qui se rend

à son poste, ainsi que par sa famille et les personnes à son service qui l'accompagnent ; cependant aucun article dont l'importation est prohibée par les lois de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne pourra être introduit sur ses territoires. Les biens et effets personnels importés par les fonctionnaires consulaires, leurs familles ou les personnes à leur service, pendant la durée de leurs fonctions, bénéficieront des privilèges et exonérations douanières accordés aux fonctionnaires consulaires de la nation la plus favorisée.

Il est entendu, toutefois, que ce privilège ne sera pas applicable aux fonctionnaires consulaires qui exercent à titre privé une occupation lucrative dans le pays auprès duquel ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse d'objets destinés à un usage officiel.

Article XXVII.

Toutes les opérations relatives au sauvetage des navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes ayant fait naufrage sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigées par le fonctionnaire consulaire du pays auquel le navire appartient et dans la circonscription duquel s'est produit le naufrage, ou par une autre personne autorisée à cet effet en vertu des lois de ce pays. En attendant l'arrivée de ce fonctionnaire, qui devra être immédiatement informé de l'accident, ou celle de l'autre personne dont les pouvoirs seront portés à la connaissance des autorités locales par le fonctionnaire consulaire, les autorités locales prendront toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des biens sauvés du naufrage. Les autorités locales n'interviendront que pour maintenir l'ordre, protéger des intérêts des sauveteurs, si ceux-ci n'appartiennent pas à l'équipage du navire naufragé, et pour assurer l'exécution des mesures prises en vue de l'entrée et de la sortie des marchandises sauvées du naufrage. Il est entendu que ces marchandises n'acquitteront aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à la consommation dans le pays où s'est produit le naufrage.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'entraînera aucune dépense, de quelque nature que ce soit, à l'exception de celles qui pourront résulter des opérations de sauvetage et de la conservation des marchandises sauvées, et de celles que des navires nationaux auraient à supporter dans des circonstances analogues.

Article XXVIII.

Sous réserve des restrictions ou exceptions énumérées ci-dessus, ou de celles dont il pourrait être convenu ultérieurement, les territoires des Hautes Parties contractantes auxquels s'appliquent les dispositions du présent traité comprendront toutes les terres, eaux et régions aériennes dont les Parties revendiquent respectivement la souveraineté et sur lesquelles elles exercent cette souveraineté, à l'exception, toutefois, de Svalbard et de la zone du Canal de Panama.

Article XXIX.

Le présent traité restera intégralement en vigueur pendant une période de trois ans à compter de la date de l'échange des ratifications, date à laquelle toutes ses dispositions prendront effet.

Si, dans le délai d'un an avant l'expiration de la susdite période de trois ans, aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre son intention de modifier, par amendement ou par suppression, certaines dispositions de l'un des articles du présent traité, ou de mettre fin à celui-ci à l'expiration de la période susmentionnée, le traité restera intégralement en vigueur, après cette période et jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention de modifier le traité ou d'y mettre fin.

Le présent traité sera considéré à partir de la date de l'échange des ratifications, comme remplaçant, entre la Norvège et les Etats-Unis, le Traité de commerce et de navigation conclu par le Roi de Norvège et de Suède et les Etats-Unis, le 4 juillet 1827.

Article XXX.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à Washington aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité, qu'ils ont revêtu de leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langues norvégienne et anglaise, à Washington le 5 juin 1928.

(Sceau) H. H. BACHKE.

(Sceau) Frank B. KELLOGG.

LÉGATION DE NORVÈGE.
WASHINGTON, D. C.

WASHINGTON, D. C., le 5 juin 1928.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE D'ÉTAT,

Au cours des négociations relatives à la conclusion du traité d'amitié, de commerce et de relations consulaires signé ce jour, j'ai cru comprendre qu'en vertu des lois douanières actuelles des Etats-Unis, les sardines norvégiennes bénéficient du même régime douanier que les sardines importées de tout autre pays et que cette égalité de régime serait maintenue, conformément à la clause de la nation la plus favorisée inscrite dans le traité. J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de faire connaître à Votre Excellence que mon gouvernement serait très heureux de recevoir, si possible, une communication de Votre Excellence établissant que le régime douanier applicable aux sardines norvégiennes est celui qui est mentionné ci-dessus.

Veillez agréer, etc.

H. H. BACHKE.

Son Excellence
l'Honorable Frank B. Kellogg,
Secrétaire d'Etat, etc., etc., etc.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT.

WASHINGTON, le 5 juin 1928.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note en date de ce jour déclarant qu'au cours des négociations relatives à la conclusion du traité d'amitié, de commerce et de relations consulaires entre les Etats-Unis et la Norvège que vous avez signé ce jour avec moi, vous aviez cru comprendre qu'en vertu des lois douanières actuelles des Etats-Unis les sardines norvégiennes bénéficieraient du même régime douanier que les sardines importées de tout autre pays, et que cette égalité de régime serait maintenue en vertu de la clause de la nation la plus favorisée, inscrite dans le traité.

En réponse, je suis heureux de vous confirmer l'exactitude de votre interprétation, telle qu'elle est mentionnée ci-dessus en ce qui concerne l'égalité de traitement dont bénéficient actuellement les sardines norvégiennes en vertu des lois douanières des Etats-Unis, et dont elles continueront à bénéficier en vertu de la clause de la nation la plus favorisée inscrite au traité.

Veillez agréer, etc.

Frank B. KELLOGG.

Monsieur Halvard H. Bachke,
Ministre de Norvège.

ARTICLE ADDITIONNEL

Le Royaume de Norvège et les Etats-Unis d'Amérique, représentés par les soussignés, ministre de Norvège à Washington et secrétaire d'Etat des Etats-Unis, leurs plénipotentiaires munis de pouvoirs en bonne et due forme, sont convenus de la disposition suivante :

Nonobstant la stipulation du troisième alinéa de l'article XXIX du traité d'amitié, de commerce et de relations consulaires entre la Norvège et les Etats-Unis, signé le 5 juin 1928, aux termes de laquelle ledit traité, à partir de la date de l'échange des ratifications, sera considéré comme remplaçant, entre la Norvège et les Etats-Unis, le Traité de commerce et de navigation conclu par le Roi de Norvège et de Suède et les Etats-Unis, le 4 juillet 1827, les dispositions de l'article premier de ce dernier traité, concernant l'entrée et le séjour des ressortissants de l'un des deux pays dans les territoires de l'autre pour l'exercice du commerce, resteront intégralement en vigueur et continueront à produire tous leurs effets.

Le présent article additionnel sera considéré comme faisant partie intégrante du traité signé le 5 juin 1928, dans une mesure aussi complète et entière, que s'il avait été compris dans ce traité, et sera donc soumis aux dispositions de l'article XXIX, en ce qui concerne la ratification, la durée et l'expiration, au même titre et dans les mêmes conditions que les autres articles du traité.

Fait en double exemplaire, en langue norvégienne et anglaise, à Washington, le 25 février 1929.

(Sceau) H. H. BACHKE.

(Sceau) Frank B. KELLOGG.

N° 3086.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention postale. Signée à La
Haye, le 4 août 1932.

**BELGIUM
AND THE NETHERLANDS**

Postal Convention. Signed at The
Hague, August 4, 1932.

N^o 3086. — CONVENTION¹ POSTALE ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS. SIGNÉE A LA HAYE, LE 4 AOUT 1932.

Texte officiel français communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 31 octobre 1932.

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, voulant assurer à leurs nationaux respectifs des avantages plus étendus que ceux qui sont consacrés par les actes du Congrès postal, ont résolu de conclure une convention spéciale en vertu du droit qui leur est réservé par les dispositions de la Convention² postale universelle et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, à cet effet :

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Jonkheer Frans Beelaerts VAN BLOKLAND, son ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur Charles MASKENS, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à La Haye ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, qui seront considérées comme additionnelles à celles de la convention postale universelle :

Article premier.

La taxe des lettres expédiées des Pays-Bas pour la Belgique ou de la Belgique pour les Pays-Bas, est fixée comme suit :

Jusqu'au premier poids de 20 grammes, 10 cents ou 1 fr. 50 centimes en cas d'affranchissement et le double dans le cas contraire ;

Au-dessus de 20 grammes, 7 ½ cents ou 90 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes en plus, en cas d'affranchissement, et le double dans le cas contraire.

Lorsque la distance en ligne droite entre le bureau d'origine et celui de destination n'excède pas 30 kilomètres, la taxe des lettres et des cartes postales est fixée comme il suit, en cas d'affranchissement et au double dans le cas contraire :

Lettres originaires des Pays-Bas :

6 cents jusqu'au premier poids de 20 grammes et 5 cents par 20 grammes supplémentaires ;

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye, le 16 septembre 1932.

² Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; vol. CXXII, page 359 ; vol. CXXX, page 458, de ce recueil ; et page 418 de ce volume.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3086. — POSTAL CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS. SIGNED AT THE HAGUE, AUGUST 4, 1932.

French official text communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place October 31, 1932.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, being desirous of providing for their respective subjects more extensive facilities than those granted to them by the Acts of the Postal Congress, have resolved to conclude a special Convention in virtue of their right under the provisions of the Universal Postal Convention ³, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

Jonkheer Frans Beelaerts VAN BLOKLAND, Her Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur Charles MASKENS, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at The Hague ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions, which shall be deemed to be additional to those of the Universal Postal Convention :

Article 1.

The rate for letters from the Netherlands to Belgium or from Belgium to the Netherlands shall be fixed as follows :

For the first 20 grammes, 10 cents or 1 franc 50 centimes if prepaid, and double that amount if not prepaid ;

Above 20 grammes, 7 ½ cents or 90 centimes for every additional 20 grammes or fraction thereof if prepaid, and double that amount if not prepaid.

Whenever the distance in a straight line between the office of origin and the office of destination does not exceed 30 kilometres, the rate for letters and post-cards shall be fixed as follows if prepaid and double the amounts if not prepaid :

Letters posted in the Netherlands :

6 cents for the first 20 grammes and 5 cents for every additional 20 grammes ;

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at The Hague, September 16, 1932.

³ Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; Vol. CXXII, page 359 ; Vol. CXXX, page 458, of this Series ; and page 418 of this Volume.

Lettres originaires de Belgique :

75 centimes par 20 grammes ou fraction de 20 grammes ;

Cartes postales simples :

5 cents ou 50 centimes ;

Cartes postales avec réponse payée :

10 cents ou 1 franc.

Article 2.

Les lettres officielles, circulant en franchise de port, qui sont renfermées, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux néerlandais par la voie de la Belgique, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux belges par la voie des Pays-Bas, jouissent de la gratuité de transport sur le territoire de l'office intermédiaire.

Il n'est pas tenu compte du poids de ces lettres dans les relevés statistiques du transit.

Article 3.

Les Administrations des Pays-Bas et de Belgique sont autorisées à arrêter de commun accord toutes les mesures d'ordre et de détail que comporte l'exécution de la présente convention.

Article 4.

La présente convention formera avec la Convention postale universelle un ensemble de dispositions qui remplacent et annulent la Convention postale¹ du 5 mars 1926.

Article 5.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 4 août 1932.

(L. S.) Beelaerts VAN BLOKLAND.

(L. S.) Ch. MASKENS.

Certifié pour copie conforme :

*Le Secrétaire général du Ministère
des Affaires étrangères des Pays-Bas :*

A. M. Snouck Hurgronje.

¹ Vol. L, page 213, de ce recueil.

Letters posted in Belgium :

75 centimes for every 20 grammes or fraction thereof ;

Ordinary postcards :

5 cents or 50 centimes ;

Postcards with reply prepaid :

10 cents or 1 franc.

Article 2.

Franked official letters contained either in post-bags sent through Belgian territory from one Netherlands office to another or in post-bags sent through Netherlands territory from one Belgian office to another shall be carried free of charge through the territory of the intermediate authority.

The weight of such letters shall not be included in the statistical transit returns.

Article 3.

The Netherlands and Belgian Administrations shall be empowered to decide by joint agreement upon all regulations and detailed measures entailed by the execution of the present Convention.

Article 4.

The present Convention, together with the Universal Postal Convention, shall form a body of provisions which shall take the place of and annul the Postal Convention¹ of March 5, 1926.

Article 5.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at The Hague, August 4, 1932.

(L. S.) Beelaerts VAN BLOKLAND.

(L. S.) Ch. MASKENS.

¹ Vol. L, page 213, of this Series.

N° 3087.

NORVÈGE ET PORTUGAL

Traité de conciliation, de règlement
judiciaire et d'arbitrage. Signé à
Lisbonne, le 26 juillet 1930.

NORWAY AND PORTUGAL

Treaty of Conciliation, Judicial Sett-
lement and Arbitration. Signed
at Lisbon, July 26, 1930.

N^o 3087. — TRAITÉ¹ DE CONCILIATION, DE RÉGLEMENT JUDICIAIRE ET D'ARBITRAGE CONCLU ENTRE LE ROYAUME DE NORVÈGE ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE. SIGNÉ A LISBONNE, LE 26 JUILLET 1930.

Texte officiel français communiqué par le chef de la Chancellerie portugaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 2 novembre 1932.

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE et SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE, s'inspirant des heureuses relations d'amitié qui unissent le Portugal et la Norvège,

Et également désireux d'assurer dans tous les cas, conformément aux principes consacrés par le Pacte de la Société des Nations, le règlement pacifique de tous les différends et conflits, de quelque nature qu'ils soient, qui viendraient à s'élever entre les deux pays,

Ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs, savoir :

SON EXCELLENCE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE :

Monsieur le commandant Fernando Augusto BRANCO, ministre des Affaires étrangères ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Monsieur Finn KOREN, chargé d'Affaires de Norvège à Lisbonne ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Tous différends entre le Gouvernement de Sa Majesté le Roi de Norvège et le Gouvernement de la République portugaise, de quelque nature qu'ils soient et qui n'auraient pu être résolus par les procédés diplomatiques ordinaires, seront, avant toute procédure devant la Cour permanente de Justice internationale où avant tout recours à l'arbitrage, soumis, à fin de conciliation, à une Commission internationale permanente dite Commission permanente de conciliation, constituée conformément au présent traité.

Toutefois, les Hautes Parties contractantes auront toujours la liberté de convenir qu'un litige déterminé sera réglé directement par la Cour permanente de Justice internationale ou par la voie d'arbitrage, sans recours au préliminaire de conciliation ci-dessus prévu.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Lisbonne, le 24 novembre 1931.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3087. — TREATY ² OF CONCILIATION, JUDICIAL SETTLEMENT AND ARBITRATION BETWEEN THE KINGDOM OF NORWAY AND THE PORTUGUESE REPUBLIC. SIGNED AT LISBON, JULY 26, 1930.

French official text communicated by the Head of the Portuguese Office accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place November 2, 1932.

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY, in view of the happy relations of friendship existing between Portugal and Norway, And being also desirous of providing in all cases, in accordance with the principles laid down in the Covenant of the League of Nations, for the peaceful settlement of all differences and disputes of whatsoever nature which may arise between the two countries :

Have decided to conclude a Treaty for that purpose and have appointed as their respective Plenipotentiaries :

HIS EXCELLENCY THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC :

Commander Fernando Augusto BRANCO, Minister for Foreign Affairs ;

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

Monsieur Finn KOREN, Norwegian Chargé d'Affaires at Lisbon ;

Who, having communicated to each other their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article 1.

Any differences of whatsoever nature between the Government of His Majesty the King of Norway and the Government of the Portuguese Republic, which it has not been possible to settle through the ordinary diplomatic channel, shall before any proceedings are taken before the Permanent Court of International Justice or before any resort to arbitration, be submitted for conciliation to a Permanent International Commission to be known as the Permanent Conciliation Commission constituted in accordance with the present Treaty.

Nevertheless the High Contracting Parties may always agree that any given dispute shall be settled direct by the Permanent Court of International Justice or by arbitration without previously resorting to the preliminary conciliation provided for above.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Lisbon, November 24, 1931.

Article 2.

S'il s'agit d'un différend qui, d'après la législation intérieure de l'une des Parties, relève de la compétence des tribunaux nationaux de celle-ci, y compris les tribunaux administratifs, le différend ne sera soumis à la procédure prévue par le présent traité qu'après jugement passé en force de chose jugée rendu dans des délais raisonnables par l'autorité judiciaire nationale compétente.

Article 3.

La Commission permanente de conciliation prévue à l'article premier sera composée de cinq membres. Les Hautes Parties contractantes nommeront chacune un commissaire choisi parmi leurs nationaux respectifs et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et désigneront, d'un commun accord, les trois autres et, parmi ces derniers, le président de la commission. Ces trois commissaires ne devront ni être ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Ils devront être trois de nationalité différente.

Les commissaires seront nommés pour trois ans. Si à l'expiration du mandat d'un membre de la commission il n'est pas pourvu à son remplacement, son mandat est censé renouvelé pour une période de trois ans.

Un membre dont le mandat expire pendant la durée d'une procédure en cours continue à prendre part à l'examen du différend jusqu'à ce que la procédure soit terminée, nonobstant le fait que son remplaçant aurait été désigné.

En cas de décès ou de retraite de l'un des membres de la Commission de conciliation, il devra être pourvu à son remplacement pour le reste de la durée de son mandat, si possible dans les trois mois qui suivront et, en tout cas, aussitôt qu'un différend aura été soumis à la commission.

Article 4.

La Commission permanente de conciliation sera constituée dans les six mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent traité.

Si la nomination des commissaires à désigner en commun n'intervenait pas dans ledit délai, ou, en cas de remplacement, dans les trois mois à compter de la vacance de siège, elle sera faite conformément aux dispositions de l'article 45 de la Convention¹ de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux du 18 octobre 1907.

Article 5.

La Commission permanente de conciliation sera saisie par voie de requête adressée au président par les deux Parties agissant d'un commun accord ou, à défaut, par l'une ou l'autre des Parties.

La requête, après avoir exposé sommairement l'objet du litige, contiendra l'invitation à la commission de procéder à toutes mesures propres à conduire à une conciliation.

Si la requête émane d'une seule des Parties, elle sera notifiée par celle-ci sans délai à la Partie adverse.

Le président devra convoquer la commission dans le plus bref délai.

Article 6.

Dans un délai de quinze jours, à partir de la date où le Gouvernement norvégien ou le Gouvernement portugais aurait porté une contestation devant la Commission permanente de conciliation, chacune des Parties pourra, pour l'examen de cette contestation, remplacer son commissaire par une personne possédant une compétence spéciale dans la matière.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

Article 2.

In the case of a dispute which under the municipal law of one of the Parties falls within the competence of the national courts, including administrative tribunals, of such Party, the dispute shall not be submitted to the procedure laid down in the present Treaty until a judgment with final effect has been pronounced within a reasonable time by the competent national judicial authority.

Article 3.

The Permanent Conciliation Commission provided for in Article 1 shall consist of five members. The High Contracting Parties shall each nominate a Commissioner chosen from among their respective nationals and shall by common agreement appoint the three other members and among the latter the President of the Commission. The said three Commissioners may not be nationals of the Contracting Parties or be domiciled in their territory or be in their service. They must all three be of different nationalities.

The Commissioners shall be appointed for three years. If at the end of the term of office of a member of the Commission no provision has been made for replacing him, his term of office shall be held to be renewed for a period of three years.

A member whose term of office expires during the hearing of a case shall continue to take part in the examination of the dispute until the proceedings are terminated, even though his successor has been appointed.

In case of the death or resignation of one of the members of the Conciliation Commission, provision for replacing him during the remainder of his term of office shall be made if possible during the next three months, and in any case as soon as a dispute comes before the Commission.

Article 4.

The Permanent Conciliation Commission shall be instituted within six months from the entry into force of the present Treaty.

If the nomination of the Commissioners who have to be appointed by common agreement should have taken place within the aforesaid period or in the case of the filling of a vacancy within three months from the date when the seat falls vacant, the appointment shall be made in accordance with the provisions of Article 45 of the Hague Convention¹ for the Pacific Settlement of International Disputes dated October 18, 1907.

Article 5.

Disputes shall be referred to the Permanent Conciliation Commission by means of a request addressed to the President by the two Parties acting in agreement, or in the absence of such agreement, by one or other of the Parties.

The request shall give a summary account of the dispute and shall invite the Commission to take all necessary measures with a view to arriving at an amicable settlement.

If the request emanates from one Party only, notification thereof shall be made without delay to the other Party.

The President shall convene the Commission as soon as possible.

Article 6.

Within fifteen days from the date on which the Norwegian Government or the Portuguese Government shall have brought a dispute before the Permanent Conciliation Commission, either Party may replace, for the examination of the particular dispute, its own Commissioner by a person possessing special competence in the matter.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

La Partie qui userait de ce droit en fera immédiatement la notification à l'autre Partie ; celle-ci aura, dans ce cas, la faculté d'agir de même, dans un délai de quinze jours à partir de la date où la notification lui sera parvenue.

Article 7.

La Commission permanente de conciliation aura pour tâche d'élucider les questions en litige, de recueillir à cette fin toutes informations utiles par voie d'enquête ou autrement et de s'efforcer de concilier les Parties. Elle pourra, après examen de l'affaire, proposer aux Parties les termes de l'arrangement qui lui paraîtrait convenable et leur impartir un délai pour se prononcer.

A la fin de ses travaux, la commission dressera un procès-verbal constatant, suivant les cas, soit que les Parties se sont arrangées et, s'il y a lieu, les conditions de l'arrangement, soit que les Parties n'ont pu être conciliées.

Les travaux de la commission devront, à moins que les Parties en conviennent différemment, être terminés dans le délai de six mois à compter du jour où la commission aura été saisie du litige.

Article 8.

A moins de stipulations spéciale contraire, la Commission permanente de conciliation réglera elle-même sa procédure, qui, dans tous les cas, devra être contradictoire. En matières d'enquêtes, la commission, si elle n'en décide autrement à l'unanimité, se conformera aux dispositions du titre III (Commissions internationales d'enquête) de la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 9.

La Commission permanente de conciliation se réunira, sauf accord contraire entre les Parties, au lieu désigné par son président.

Article 10.

Les travaux de la Commission permanente de conciliation ne sont publics qu'en vertu d'une décision prise par la commission avec l'assentiment des Parties.

Article 11.

Les Parties seront représentées auprès de la Commission permanente de conciliation par des agents ayant mission de servir d'intermédiaires entre elles et la commission ; elles pourront, en outre, se faire assister par des conseils et experts nommés par elles à cet effet et demander que toutes personnes dont le témoignage leur paraîtrait utile soient entendues par la commission.

La commission aura, de son côté, la faculté de demander des explications orales aux agents, conseils et experts des deux Parties, ainsi qu'à toutes personnes qu'elle jugerait utile de faire comparaître avec l'assentiment de leur gouvernement.

Article 12.

Sauf disposition contraire du présent traité, les décisions de la Commission permanente de conciliation seront prises à la majorité des voix.

La commission ne pourra prendre des décisions portant sur le fond du différend que si tous les membres ont été dûment convoqués et si le président et deux membres au moins sont présents. Dans le cas où trois membres seulement et le président seraient présents, la voix du président comptera pour deux.

The Party availing itself of this right shall at once notify the other Party. The latter shall, in that case, be entitled to take similar action within fifteen days from the date on which it shall have received notification.

Article 7.

The task of the Permanent Conciliation Commission shall be to elucidate questions in dispute, to collect for this purpose all necessary information by means of enquiry or otherwise and to make every effort to bring the Parties to an agreement. It may, after the case has been examined, inform the Parties of the terms of settlement which seem suitable to it and lay down a period within which they are to make their decision.

At the close of its proceedings, the Commission shall draw up a report stating either that the Parties have come to an arrangement and, if need arises, the terms of such agreement, or that it has been impossible to effect a settlement.

The proceedings of the Commission must, unless the Parties otherwise agree, be terminated within six months from the date on which the Commission shall have been notified of the dispute.

Article 8.

Failing any special provision to the contrary, the Permanent Conciliation Commission shall lay down its own procedure, which, in any case, must provide for both Parties being heard. In regard to enquiries, the Commission, unless it decides unanimously to the contrary, shall act in accordance with the provisions of Chapter III (International Commissions of Enquiry) of the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 9.

The Permanent Conciliation Commission shall meet, in the absence of agreement by the Parties to the contrary, at a place selected by its President.

Article 10.

The proceedings of the Permanent Conciliation Commission are not public, except when a decision to that effect has been taken by the Commission with the consent of the Parties.

Article 11.

The Parties shall be represented before the Permanent Conciliation Commission by agents whose duty it shall be to act as intermediaries between them and the Commission; they may, moreover, be assisted by counsel and experts appointed by them for that purpose and they may request that all persons whose evidence appears to be useful should be heard by the Commission.

The Commission on its side shall be entitled to request oral explanations from the agents, counsel and experts of the two Parties, as well as from all persons it may think useful to summon with the consent of their Government.

Article 12.

Unless otherwise provided in the present Treaty, the decisions of the Permanent Conciliation Commission shall be taken by a majority.

The Commission shall not have power to take any decision relative to the substance of the dispute unless all the members shall have been duly convened and unless at least the President and two members are present. Should only three members and the President be present, the President's vote shall count as two votes.

Article 13.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à faciliter les travaux de la Commission permanente de conciliation et, en particulier, à lui fournir dans la plus large mesure possible tous les documents et informations utiles, ainsi qu'à user des moyens dont elles disposent pour lui permettre de procéder sur leur territoire et selon leur législation à la citation et à l'audition de témoins ou d'experts et à des transports sur les lieux.

Article 14.

Pendant la durée des travaux de la Commission permanente de conciliation, chacun des commissaires recevra une indemnité, dont le montant sera arrêté d'un commun accord entre les Gouvernements norvégien et portugais, qui en supporteront chacun une part égale.

Chaque gouvernement supportera ses propres frais et une part égale des frais communs de la commission.

Article 15.

A défaut de conciliation devant la Commission permanente de conciliation, les litiges ayant pour objet un droit allégué par une des Parties et contesté par l'autre, notamment les litiges mentionnés dans l'article 13 du Pacte de la Société des Nations, seront soumis par voie de compromis, soit à la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions et suivant la procédure prévues par son Statut¹, soit à un Tribunal arbitral dans les conditions et suivant la procédure prévues par la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

A défaut d'accord entre les Parties sur le compromis et après un préavis d'un mois, l'une ou l'autre d'entre elles aura la faculté de porter directement par voie de requête la contestation devant la Cour permanente de Justice internationale.

Article 16.

Les différends autres que les litiges visés à l'alinéa premier de l'article 15 seront, à défaut de conciliation, soumis à un Tribunal arbitral ayant le pouvoir de statuer *ex æquo et bono*.

Ce tribunal sera, s'il n'en est convenu autrement, composé de cinq membres désignés suivant la méthode prévue aux articles 3 et 4 pour la composition de la Commission de conciliation.

Faute par les parties de s'entendre sur les termes du compromis soumettant le différend au tribunal, l'une ou l'autre des Parties aura la faculté, après un préavis d'un mois, de saisir directement le tribunal de la contestation.

Article 17.

Les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à s'abstenir, durant le cours d'une procédure ouverte en vertu des dispositions du présent traité, de toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable, soit à l'exécution de la décision à rendre par la Cour permanente de Justice internationale ou par le Tribunal arbitral, soit aux arrangements proposés par la Commission permanente de conciliation, et en général à ne procéder à aucun acte, de quelque nature qu'il soit, susceptible d'aggraver ou d'étendre le différend.

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; vol. CXXX, page 440, de ce recueil ; et page 392 de ce volume.

Article 13.

The High Contracting Parties undertake to facilitate the labours of the Permanent Conciliation Commission, and particularly to supply it to the greatest possible extent with all relevant documents and information, as well as to use the means at their disposal to allow it to proceed in their territory and in accordance with their law to the summoning and hearing of witnesses or experts, and to visit the localities in question.

Article 14.

During the proceedings of the Permanent Conciliation Commission each Commissioner shall receive remuneration, the amount of which shall be fixed by joint agreement between the Norwegian and Portuguese Governments, each of which shall pay an equal share.

Each Government shall pay its own expenses and shall contribute an equal share to the joint expenses of the Commission.

Article 15.

In the event of no amicable agreement being reached before the Permanent Conciliation Commission, disputes in respect of a right claimed by one Party and contested by the other, particularly the disputes mentioned in Article 13 of the Covenant of the League of Nations, shall be submitted by means of a special agreement either to the Permanent Court of International Justice under the conditions and according to the procedure provided for by its Statute¹ or to an Arbitral Tribunal under the conditions and according to the procedure laid down by the Hague Convention of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Failing agreement between the Parties as to the terms of the special agreement and after one month's notice has been given, either Party shall have the right to bring the dispute before the Permanent Court of International Justice by means of an application.

Article 16.

Disputes other than those provided for in paragraph 1 of Article 15 shall, failing an amicable settlement, be submitted to an Arbitral Tribunal having the power to decide *ex aequo et bono*.

Unless otherwise agreed, the said Tribunal shall be composed of five members appointed according to the methods laid down in Articles 3 and 4 for the composition of the Conciliation Commission.

Should the Parties not agree on the terms of the agreement to submit the dispute to the Tribunal, either Party shall have the right after giving one month's notice to submit the dispute direct to the Tribunal.

Article 17.

The two High Contracting Parties undertake, during the course of proceedings commenced in virtue of the provisions of the present Treaty, to abstain from all measures which might prejudicially affect either the execution of the decision of the Permanent Court of International Justice or of the Arbitral Tribunal or the arrangements proposed by the Permanent Conciliation Commission and in general not to commit any act of any kind which might aggravate or extend the dispute.

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; Vol. CXXX, page 440, of this Series ; and page 392 of this Volume.

Dans tous les cas, et notamment si la question au sujet de laquelle les parties sont divisées résulte d'actes déjà effectués ou sur le point de l'être, la Commission de conciliation, ou, si celle-ci ne s'en trouvait pas saisie, la Cour permanente de Justice internationale statuant conformément à l'article 41 de son statut, ou le Tribunal arbitral, indiqueront dans le plus bref délai possible quelles mesures provisoires doivent être prises. Les Hautes Parties contractantes s'engagent respectivement à se conformer auxdites mesures.

Article 18.

Si la Cour permanente de Justice internationale ou le Tribunal arbitral établissait qu'une décision d'une autorité judiciaire ou de toute autre autorité relevant de l'une des Parties contractantes se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permettait pas ou ne permettait qu'imparfaitement d'effacer par voie administrative les conséquences de la décision dont il s'agit, le sentence judiciaire ou arbitrale déterminerait la nature et l'étendue de la réparation à accorder à la Partie lésée.

Article 19.

Si quelque contestation venait à surgir entre les Hautes Parties contractantes relativement à l'application du présent traité, cette contestation serait directement portée devant la Cour permanente de Justice internationale dans les conditions prévues à l'article 40 du statut de ladite Cour.

Article 20.

Le présent traité ne s'appliquera qu'aux litiges qui viendraient à s'élever après l'échange des ratifications, au sujet de situations ou de faits postérieurs à cette date.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale est prévue par d'autres accords en vigueur entre les Parties contractantes seront réglés conformément aux stipulations de ces accords.

Article 21.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Lisbonne aussitôt que faire se pourra.

Article 22.

Le présent traité, qui remplace la Convention¹ d'arbitrage du 8 décembre 1908, entrera en vigueur dès l'échange des ratifications et aura une durée de cinq ans à partir de son entrée en vigueur. S'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce délai, il sera considéré comme renouvelé pour une période de cinq années, et ainsi de suite.

Si, lors de l'expiration du présent traité, une procédure quelconque en vertu de ce traité se trouvait pendante devant la Commission permanente de conciliation, devant la Cour permanente de Justice internationale ou devant un tribunal d'arbitrage, cette procédure serait poursuivie jusqu'à son achèvement.

En foi de quoi les plénipotentiaires susnommés ont signé le présent traité.

Fait à Lisbonne, le vingt-six juillet mil neuf cent trente.

Fernando Augusto BRANCO.

Finn KOREN.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 208.

In any case, and particularly if the question on which the Parties differ arises out of acts already committed or on the point of commission, the Conciliation Commission or, if the matter has not been brought before it, the Permanent Court of International Justice acting under Article 41 of its Statute or the Arbitral Tribunal shall indicate as soon as possible the provisional measures to be adopted. The High Contracting Parties respectively undertake to accept the said measures.

Article 18.

Should the Permanent Court of International Justice or the Arbitral Tribunal lay down that the decision of some judicial or other authority of one of the High Contracting Parties is wholly or partly at variance with international law and if the constitutional law of the said Party precludes the annulment or only allows of a partial annulment through administrative channels of the effects of such a decision, the judicial or arbitral award shall determine the nature and amount of the compensation to be granted to the injured party.

Article 19.

Should any dispute arise between the High Contracting Parties in respect of the application of the present Treaty, the said dispute shall be brought direct before the Permanent Court of International Justice under the conditions laid down in Article 40 of the Statute of the said Court.

Article 20.

The present Treaty shall only apply to disputes which may arise after the exchange of ratifications, in respect of situations or facts subsequent to that date.

Disputes for the solution of which a special procedure is provided by other agreements in force between the Contracting Parties shall be settled in accordance with the provisions of the said agreements.

Article 21.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Lisbon as soon as possible.

Article 22.

The present Treaty, which replaces the Arbitration Convention¹ of December 8, 1908, shall come into force as soon as ratifications have been exchanged and shall remain in force for five years from the date of its coming into force. Should it not be denounced six months before the expiry of the said period it shall be regarded as renewed for a period of five years and so on.

If at the moment of the expiry of the present Treaty any proceedings under the said Treaty are pending before the Permanent Court of International Justice or before the Arbitral Tribunal, the said proceedings shall be carried out to their completion.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done at Lisbon, the twenty-sixth day of July, one thousand nine hundred and thirty.

Fernando Augusto BRANCO.
Finn KOREN.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 102, page 728.

N° 3088.

**SUÈDE
ET TCHÉCOSLOVAQUIE**

Convention d'extradition de malfaiteurs et d'assistance judiciaire en matière pénale. Signée à Prague, le 17 novembre 1931.

**SWEDEN
AND CZECHOSLOVAKIA**

Convention regarding the Extradition of Criminals and Judicial Assistance in Criminal Matters. Signed at Prague, November 17, 1931.

N^o 3088. — CONVENTION¹ D'EXTRADITION DE MALFAITEURS ET D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE ENTRE LE ROYAUME DE SUÈDE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉE A PRAHA, LE 17 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Suède. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 3 novembre 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE, désirant régler les rapports juridiques entre les deux Etats en ce qui concerne l'extradition et le transport des malfaiteurs, ainsi que l'assistance judiciaire en matière pénale, ont décidé de conclure à cet effet une convention et ont nommé comme plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. Kamil KROFTA, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire au Ministère des Affaires étrangères ; et

M. Antonín KOUKAL, conseiller supérieur au Ministère de la Justice ;

SA MAJESTÉ LE ROI DE SUÈDE :

M. le Baron Gerhard LÖWEN, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire en Tchécoslovaquie ;

Lesquels, après avoir procédé à l'échange de leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

CHAPITRE PREMIER

EXTRADITION DES MALFAITEURS. — CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXTRADITION

Article premier.

Les Parties contractantes s'engagent à se livrer sur demande les individus se trouvant sur le territoire de l'une d'elles et poursuivis ou condamnés par les autorités judiciaires de l'autre Partie,

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Stockholm, le 3 octobre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3088. — CONVENTION ² BETWEEN THE KINGDOM OF SWEDEN AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC REGARDING THE EXTRADITION OF CRIMINALS AND JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS. SIGNED AT PRAGUE, NOVEMBER 17, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations and by the Swedish Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 3, 1932.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN, being desirous of regulating legal relations between the two States as regards extradition and the transport of criminals and as regards judicial assistance in criminal matters, have decided to conclude a Convention for this purpose and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

M. Kamil KROFTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in the Ministry of Foreign Affairs, and
M. Antonín KOUKAL, Superior Counsellor in the Ministry of Justice,

HIS MAJESTY THE KING OF SWEDEN :

Baron Gerhard LÖWEN, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Czechoslovakia,

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

CHAPTER I.

EXTRADITION OF CRIMINALS.
GENERAL CONDITIONS FOR EXTRADITION.

Article 1.

The Contracting Parties undertake to surrender to each other on demand any person found in the territory of one of them and wanted by the police or sentenced by the judicial authorities

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Stockholm, October 3, 1932.

pour toute infraction pour laquelle l'extradition peut être autorisée par les lois des deux Parties applicables en l'espèce.

L'extradition sera également accordée pour tentative desdites infractions ou pour complicité de toute nature, pourvu que les lois des Parties contractantes à appliquer en l'espèce l'autorisent.

Article 2.

Dans aucun cas et sous aucune condition, les Parties contractantes ne seront obligées à se livrer leurs propres ressortissants.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu pour une infraction commise sur le territoire de l'Etat requis ou à bord d'un navire de sa nationalité. Toutefois, l'extradition d'un individu condamné ou poursuivi à raison de complicité d'une infraction commise hors du territoire de l'Etat requis et non à bord d'un navire de sa nationalité sera accordée, même si l'acte de complicité doit être réputé commis sur le territoire de cet Etat ou à bord d'un navire de sa nationalité.

Si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée a été commise hors du territoire de l'Etat requérant, l'extradition ne sera accordée que dans le cas où la législation applicable de l'Etat requis permet, dans des circonstances analogues, la poursuite en justice d'une infraction de l'espèce commise hors de son territoire.

INFRACTIONS POUR LESQUELLES L'EXTRADITION NE PEUT ÊTRE ACCORDÉE.

Article 4.

L'extradition ne sera pas accordée :

a) Pour les infractions politiques. Toutefois, lorsque le fait pour lequel elle est demandée comprend aussi une infraction de nature non-politique susceptible d'entraîner l'extradition, elle pourra être accordée, pourvu que, eu égard aux circonstances du cas particulier, l'infraction soit à considérer comme ayant essentiellement un caractère non-politique.

Le seul fait que l'infraction ait été commise contre la personne d'un chef d'Etat ne suffira pas pour qu'elle soit à considérer comme une infraction politique ni comme un fait connexe à une telle infraction ;

b) Pour les infractions d'ordre purement militaire ;

c) Pour les infractions de presse proprement dites ;

d) Pour les infractions aux lois de douane, d'impôt et autres lois fiscales ;

e) Pour les infractions qui ne peuvent être poursuivies que par la Partie lésée elle-même ;

f) Lorsque, avant la demande d'extradition, un jugement a été prononcé dans l'Etat requis sur les faits motivant la demande, ou si la poursuite a été intentée devant un tribunal de cet Etat, ou encore si d'après les lois de cet Etat la poursuite est exclusivement réservée à ses propres tribunaux ;

g) Lorsque le délai exigé pour la prescription de l'action ou de la peine est écoulé d'après les lois à appliquer en l'espèce dans l'Etat requis ou que la poursuite de l'inculpé ou l'exécution de la condamnation ne peut avoir lieu pour d'autres motifs légaux.

Il appartient à l'Etat requis de juger si une infraction est de la nature visée à l'alinéa précédent.

of the other Party for any offence for which extradition may be authorised under the relevant laws of the two Parties.

Extradition shall also be granted in respect of attempts to commit or of any complicity in such offences, provided that this is authorised by the laws of the Contracting Parties applicable to the case.

Article 2.

In no case and under no conditions shall the Contracting Parties be compelled to surrender their own nationals.

Article 3.

Extradition shall not be granted for an offence committed in the territory of the State applied to or on board a vessel of its nationality. Extradition shall, however, be granted in the case of an individual sentenced or wanted by the police for complicity in an offence committed outside the territory of the State applied to and not on board a vessel of its nationality, even if the act of complicity must be held to have been committed in the territory of that State or on board a vessel of its nationality.

If the offence for which extradition is claimed was committed outside the territory of the applicant State, extradition shall only be granted if the relevant laws of the State applied to allow legal proceedings to be taken, in similar circumstances, in respect of an offence of the same kind committed outside its territory.

NON-EXTRADITABLE OFFENCES.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

(a) For political offences. When, however, the act for which it is applied for also comprises a non-political extraditable offence, extradition may be granted, provided that, in view of the circumstances of the particular case, the offence may be regarded as being of an essentially non-political character.

The mere fact that the offence has been committed against the person of the Head of the State shall not be sufficient for it to be regarded as a political offence or as an act connected with such an offence ;

(b) For offences of a purely military character ;

(c) For offences that are strictly breaches of the Press laws ;

(d) For offences against the Customs, fiscal and other finance laws ;

(e) For offences in respect of which a prosecution may only be instituted by the party wronged ;

(f) If, before the application for extradition, judgment has been given in the State applied to, in respect of acts on which the application is based, or if the prosecution has been instituted before a court of that State or, again, if according to the laws of that State the prosecution is exclusively reserved for its own courts ;

(g) If the time-limit has been reached on the expiry of which the action or penalty is barred under the relevant laws in the State applied to, or if the accused person cannot be prosecuted or the sentence cannot be carried out for other legal reasons.

The State applied to shall be entitled to decide whether an offence is of the kind referred to in the preceding paragraph.

DEMANDE D'EXTRADITION.

Article 5.

La demande d'extradition sera faite par la voie diplomatique.

DOCUMENTS A PRODUIRE AVEC LA DEMANDE D'EXTRADITION.

Article 6.

La demande d'extradition devra indiquer la nationalité de l'individu réclamé et être accompagnée en original ou en expédition authentique, soit d'un jugement de condamnation rendu par un tribunal, soit d'un mandat d'arrêt émané d'un tribunal ou de toute autre autorité compétente et désignant exactement la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise. Le texte des dispositions pénales en vigueur dans l'Etat requérant et applicables à l'infraction et, autant que possible, le signalement de l'individu réclamé et sa photographie seront annexés à la demande d'extradition.

EXPLICATIONS COMPLÉMENTAIRES.

Article 7.

Lorsqu'il y a doute sur la question de savoir si la demande d'extradition est de nature à être accordée d'après la présente convention, des explications pourront être demandées à l'Etat requérant et l'extradition pourra être ajournée jusqu'à ce que des explications aient été fournies qui dissipent ce doute.

L'individu arrêté pourra être libéré, si ces explications n'ont pas été données à l'Etat requis dans le délai raisonnable qu'il a fixé. Ce délai pourra, sur demande motivée, être prolongé.

En aucun cas, l'Etat requérant ne pourra être tenu à produire la preuve de la culpabilité de l'individu réclamé.

MESURES EN VUE D'ASSURER L'EXTRADITION.

Article 8.

Dès l'arrivée de la demande d'extradition accompagnée des actes prévus à l'article 6, l'Etat requis prendra d'après ses propres lois toutes les mesures nécessaires pour s'assurer de l'individu réclamé et pour prévenir son évasion, à moins que l'extradition n'apparaisse d'avance inadmissible.

ARRESTATION PROVISOIRE.

Article 9.

En attendant la demande régulière d'extradition d'un individu, celui-ci pourra être arrêté provisoirement.

La demande d'arrestation sera faite par la voie diplomatique. Toutefois, en cas d'urgence et, notamment, s'il y a lieu de craindre la fuite dudit individu, les autorités suivantes pourront, par

APPLICATIONS FOR EXTRADITION.

Article 5.

Applications for extradition shall be made through the diplomatic channel.

DOCUMENTS TO BE ATTACHED TO THE APPLICATION FOR EXTRADITION.

Article 6.

The application for extradition shall state the nationality of the individual claimed and shall be accompanied by the original or by a certified copy either of a sentence pronounced by a court or of a warrant of arrest issued by a court or other competent authority specifying exactly the nature of the offence together with the date on which and the place at which it was committed. The text of the penal provisions in force in the applicant State which are applicable to the offence and, whenever possible, a description of the person claimed and his photograph shall be attached to the application for extradition.

ADDITIONAL EXPLANATIONS.

Article 7.

If there is any doubt as to whether the application for extradition is of a nature to be granted under the terms of the present Convention, the applicant State may be asked for explanations and extradition may be postponed until explanations have been given which dispel such doubt.

The arrested person may be set free if these explanations have not been given to the State applied to within a reasonable period fixed by it. This period may be extended if good reason be shown.

In no case shall the applicant State be bound to furnish evidence of the guilt of the person claimed.

MEASURES FOR ENSURING EXTRADITION.

Article 8.

On the arrival of the application for extradition, together with the documents mentioned in Article 6, the State applied to shall take the necessary steps in accordance with its own laws to secure the person claimed and to prevent his escape, unless it be clear from the outset that extradition is inadmissible.

PROVISIONAL ARREST.

Article 9.

Pending the formal application for extradition, a person may be arrested provisionally.

The application for arrest shall be made through the diplomatic channel. In urgent cases, however, and in particular if there is any reason to fear the escape of the said person, the following

la poste ou par le télégraphe, adresser directement cette demande les unes aux autres, à savoir, en Tchécoslovaquie : les tribunaux (*soudy*), les parquets (*státní zastupitelství*), les autorités pour la sûreté publique (*úřady bezpečnostní*), et les chefs de maisons de réclusion (*ředitelé trestnic*) et en Suède : la préfecture de Stockholm (*överståthållarämbetet*), les administrations provinciales (*länsstyrelse*), les chefs de police provinciaux (*landsfogde*), les bourgmestres (*borgmästare*) et les chefs de police de ville (*polismästare*).

La demande indiquera l'infraction dont l'individu qu'elle concerne est inculpé, la date et le lieu où elle a été commise et autant que possible la nationalité dudit individu et son signalement et donnera avis de l'existence d'un jugement de condamnation ou d'un mandat d'arrêt conforme aux dispositions de l'article 6. Il y sera notifié, en outre, qu'une demande régulière d'extradition dudit individu sera faite ultérieurement.

Les autorités compétentes de chacune des Parties contractantes pourront procéder, même à défaut d'un pareil avis, à l'arrestation provisoire de tout individu découvert sur leur territoire et signalé par les autorités de l'autre Partie ou inscrit comme recherché par la police dans leurs bulletins ou registres respectifs.

Article 10.

Si un individu a été provisoirement arrêté conformément aux dispositions de l'article précédent et que, dans un délai d'un mois à compter de celui où le représentant diplomatique de l'Etat qui réclame son extradition auprès du gouvernement de l'autre aura reçu avis de l'arrestation, l'Etat requérant n'adresse pas une demande régulière d'extradition du détenu à l'Etat sur le territoire duquel l'arrestation a eu lieu, l'individu arrêté pourra être remis en liberté.

DEMANDE D'EXTRADITION PRÉSENTÉE PAR PLUSIEURS ÉTATS.

Article 11.

Si l'individu dont l'extradition est demandée, en vertu des dispositions de la présente convention, par l'une des Parties contractantes, est, en même temps, réclamé par un ou plusieurs autres Etats, il appartiendra à l'Etat requis de décider auquel des Etats requérants sera donné la préférence. Si l'Etat dont l'individu réclamé est ressortissant ne se trouve pas parmi les Etats requérants, l'Etat requis pourra l'informer des réclamations faites par les autres Etats, en lui fixant un délai raisonnable pour faire connaître s'il entend également demander l'extradition.

Si, dans le cas prévu ci-dessus, les demandes d'extradition visent des infractions différentes, l'Etat requis pourra, en accordant l'extradition, y mettre pour condition que l'individu réclamé sera, à l'expiration de sa peine, livré à un autre Etat.

AJOURNEMENT DE L'EXTRADITION ; REMISE TEMPORAIRE.

Article 12.

Si l'individu réclamé a été condamné par un jugement définitif dans l'Etat requis, pour une infraction autre que celle pour laquelle il est réclamé, son extradition n'aura pas lieu avant qu'il ait entièrement subi sa peine.

En cas de raisons très spéciales, l'autre Etat pourra toutefois réclamer son extradition provisoire en vue de procéder à l'instruction de son procès ou à des actes spéciaux d'instruction, à charge de s'engager à le livrer immédiatement de nouveau, dès qu'un jugement définitif aura été rendu ou dès que les actes d'instruction pour lesquels l'individu a été temporairement remis seront terminés, à l'autorité compétente de l'Etat qui l'aura extradé.

authorities may address this application direct to each other by post or by telegraph : in Czechoslovakia, the Courts of Justice (*soudy*), the Public Prosecutor's Offices (*státní zastupitelství*), the authorities for public security (*úřady bezpečnosti*), the governors of convict prisons (*ředitelé trestnic*) ; in Sweden, the Prefecture of Stockholm (*överståthållarämbetet*), the provincial administrations (*länsstyrelse*), the provincial chiefs of police (*landsfogde*), the burgomasters (*borgmästare*) and the urban chiefs of police (*polismästare*).

The application shall indicate the offence of which the person in question is accused, the date on which and the place at which it was committed and, as far as possible, the nationality of the said person and his description, and shall notify the fact of any sentence or warrant of arrest, in conformity with the provisions of Article 6. It shall also state that a formal application for the extradition of the said person will be made subsequently.

The competent authorities of each of the Contracting Parties may, even in the absence of such notification, provisionally arrest any person found in their territory who has been reported by the authorities of the other Party or who figures in the usual gazette or registers as wanted by the police.

Article 10.

If a person has been provisionally arrested in conformity with the preceding Article and if within one month as from the date on which the diplomatic representative of the applicant State accredited to the Government of the other State has been notified of the arrest, the applicant State does not address a formal application for the extradition of the person detained in custody to the State in whose territory the arrest was made, the arrested person may be set at liberty.

APPLICATIONS FOR EXTRADITION MADE BY SEVERAL STATES.

Article 11.

If a person whose extradition is applied for, under the provisions of the present Convention, by one of the Contracting Parties is, at the same time, claimed by one or more other States, the State applied to shall be free to decide to which of the applicant States preference shall be given. If the State of which the person claimed is a national is not one of those applying for him, the State applied to may inform it of the applications made by the other States and may fix a reasonable period for it to declare whether it also desires to apply for extradition.

If, in the case mentioned above, the applications for extradition refer to different offences, the State applied to may, when granting extradition, make it a condition that the person claimed shall, on the expiry of his sentence, be surrendered to another State.

POSTPONEMENT OF EXTRADITION ; TEMPORARY SURRENDER.

Article 12.

If the person claimed has been sentenced by a final judgment in the State applied to for an offence other than that for which he is claimed, his extradition shall not take place until he has served his full sentence.

For very special reasons the other State may, however, claim his provisional extradition with a view to preparing the prosecution or carrying out any special act connected with the judicial inquiry, provided that it undertakes to surrender him again immediately, as soon as final judgment has been given or the acts connected with the judicial inquiry for which the person has been temporarily surrendered are completed, to the competent authority of the State which has granted extradition.

Si l'individu réclamé est poursuivi dans l'Etat requis pour une infraction autre que celle qui motive la demande d'extradition, ou bien s'il s'y trouve en détention pour d'autres motifs, il appartiendra à cet Etat de décider si son extradition aura lieu avant que l'action intentée contre lui ait abouti à une sentence définitive ou que sa détention occasionnée par d'autres motifs soit terminée.

Malgré l'ajournement de la remise de l'individu à extraditer, l'Etat requis statuera sans délai au sujet de la demande d'extradition.

DÉLAI D'EXÉCUTION DE L'EXTRADITION.

Article 13.

Si l'extradition a été accordée, l'Etat requérant sera tenu de se faire délivrer l'individu réclamé dans un délai d'un mois à compter du jour où son représentant diplomatique auprès du gouvernement de l'Etat requis aura reçu l'avis constatant que l'extradition peut être effectuée immédiatement. Passé ce délai, l'individu pourra être mis en liberté.

LIMITES AU DROIT D'EXTRADITION.

Article 14.

Aucun individu livré par l'une des Parties contractantes à l'autre, ne pourra être poursuivi ou puni sur le territoire de celle-ci pour un fait, commis antérieurement à l'extradition, autre que celui qui a motivé l'extradition, ni ne pourra, sauf le cas prévu à l'article 11, alinéa 2, être livré à un Etat tiers, à moins d'un consentement spécial donné conformément à l'alinéa 3 de cet article ou à moins que, définitivement acquitté ou remis en liberté, soit à l'expiration de la peine, soit en conséquence d'une ordonnance de non-lieu ou de libération de la peine prononcée, l'extradé n'ait omis, malgré l'absence de tout empêchement, de quitter le pays avant l'expiration d'un délai d'un mois ou bien qu'il n'y retourne de nouveau.

Pendant le délai d'un mois prévu à l'alinéa précédent, et à moins de se rendre coupable d'une nouvelle infraction, l'extradé ne sera d'aucune manière empêché de quitter le pays.

La demande du consentement prévu à l'alinéa premier se fera par la voie diplomatique. Elle indiquera la nature de l'infraction, ainsi que la date et le lieu où celle-ci a été commise, ou sera accompagnée de pièces fournissant lesdites indications. Si la demande a pour objet la mise en accusation de l'individu livré et que l'infraction soit telle qu'aux termes des dispositions de la présente convention, l'extradition ne puisse pas être refusée, l'autorisation sera accordée.

Article 15.

L'individu extradé ne pourra être traduit, pour l'infraction ayant motivé son extradition, par-devant un tribunal auquel la compétence nécessaire pour connaître des affaires de l'espèce n'aurait été attribuée qu'en vue de ce cas particulier ou de circonstances exceptionnelles et spéciales.

Quand l'extradition est accordée pour une infraction aux lois pénales militaires dans les cas où elle peut avoir lieu nonobstant les dispositions de l'article 4, l'alinéa premier *b)*, ou pour une infraction commise contre une autorité publique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera puni pour ladite infraction que dans la mesure où elle est de nature à motiver son extradition.

Si l'extradition est accordée en vertu de l'article 4, l'alinéa premier *a)*, pour une infraction ayant un caractère essentiellement non-politique, il pourra être stipulé que l'individu livré ne sera pas puni pour l'acte visé comme pour une infraction de nature politique.

If proceedings are taken against the person in the State applied to for an offence other than that on which the application for extradition is based, or if he is detained in custody there for other reasons, that State shall be entitled to decide whether his extradition shall take place before the proceedings instituted against him have resulted in a final sentence or before his detention for other reasons is terminated.

Notwithstanding postponement of the surrender of the person to be extradited, the State applied to shall come to a decision immediately concerning the application for extradition.

PERIOD FOR CARRYING OUT EXTRADITION.

Article 13.

If extradition is granted, the applicant State shall take over the person claimed within one month of the date on which its diplomatic representative accredited to the Government of the State applied to has been informed that extradition may take place immediately. After the expiration of this time, the individual in question may be set at liberty.

RESTRICTIONS OF THE RIGHT OF EXTRADITION.

Article 14.

No person surrendered by either Contracting State to the other may be proceeded against or punished in the territory of the latter for an act committed prior to extradition, other than that on which the extradition is based, nor, except in the case provided for in Article 11, paragraph 2, may he be surrendered to a third State, unless special permission is given in accordance with paragraph 3 of this Article or unless, after being finally acquitted or set at liberty either after serving his sentence or as a result of a non-suit or of a reprieve being granted, the extradited person has failed to leave the country within one month — there being no impediment to his departure — or has again returned to the country.

During the period of one month referred to in the preceding paragraph, unless the person surrendered commits a fresh offence, no obstacle shall be placed in the way of his leaving the country.

The application for the permission mentioned in paragraph 1 shall be made through the diplomatic channel. It shall indicate the nature of the offence together with the date on which and the place at which it was committed or shall be accompanied by documents giving this information. If the purpose of the application is to bring a charge against the person surrendered and if the offence is such that extradition cannot be refused under the terms of the present Convention, the authorisation shall be granted.

Article 15.

The person surrendered may not be brought, for the offence on which his extradition was based, before a court to which the necessary jurisdiction to try offences of the kind has only been granted for the particular case or in exceptional and special circumstances.

If extradition is granted for an offence under military criminal law in cases where it can take place in spite of the provisions of Article 4, paragraph 1 (*b*), or for an offence committed against some public authority, it may be stipulated that the person surrendered shall only be punished for that offence to the extent to which it could form a basis for his extradition.

If extradition is granted under Article 4, paragraph 1 (*a*), for an offence of an essentially non-political character, it may be stipulated that the person surrendered shall not be punished for the act in question as an offence of a political nature.

Si l'individu réclamé a été condamné à mort dans l'Etat requérant ou si l'infraction pour laquelle l'extradition est demandée est passible de cette peine d'après les lois dudit Etat, il pourra en outre être stipulé que la peine de mort ne sera pas exécutée.

TRANSIT DE MALFAITEURS.

Article 16.

Lorsqu'un individu est livré par un Etat tiers à l'une des Parties contractantes et qu'il est nécessaire de le faire passer par le territoire de l'autre Partie, celle-ci ne pourra s'opposer au passage que dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de l'individu poursuivi. La demande de passage sera faite par la voie diplomatique et accompagnée, soit de l'arrêt d'extradition en original ou en expédition authentique, soit d'un document énonçant un jugement ou mandat conforme aux dispositions de l'article 6.

Le transit sera effectué par les agents de la Partie requise, dans les conditions et par la voie qu'elle déterminera.

CHAPITRE II

ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE

Article 17.

Si, dans la poursuite d'une infraction de nature non-politique, une autorité judiciaire de l'un des Etats contractants juge nécessaire l'audition de témoins séjournant sur le territoire de l'autre Etat ou tout autre acte d'instruction à effectuer sur ledit territoire, la demande en sera faite par écrit et par la voie diplomatique, et il y sera donné suite dans la mesure où le permet la législation de l'Etat requis. L'exécution de la commission rogatoire pourra être refusée dans le cas où, d'après les dispositions de la présente convention, il n'y aurait pas obligation d'accorder l'extradition de la personne poursuivie.

L'Etat requérant sera, s'il le demande, et autant que possible, avisé à l'avance en temps utile de la date et du lieu où il sera procédé à la mesure sollicitée.

Les jugements de condamnation ainsi que les citations à comparaître comme inculpé émis par les tribunaux de l'une des Parties contractantes contre les ressortissants de l'autre Partie, ne seront pas signifiés à ces derniers ; de même, un ressortissant de l'autre partie, ne seront pas signifiés à ces derniers ; de même, un ressortissant de l'une des Parties contractantes ne pourra pas, sur la demande de l'autre Partie, être soumis à un interrogatoire comme inculpé.

REMISE DES PIÈCES A CONVICTION.

Article 18.

Lorsqu'un individu aura été arrêté conformément aux dispositions de la présente convention, tous les objets en sa possession lors de son arrestation, qui pourraient servir de preuve pour la constatation de l'infraction ou dont la remise pourrait être réclamée par la partie lésée, seront saisis et, si l'extradition est accordée, délivrés aux autorités de l'Etat requérant. Si, dans la poursuite d'une infraction non politique instruite dans l'un des Etats contractants, la production d'objets et de documents propres à servir de pièces à conviction et se trouvant entre les mains des autorités

If the person claimed has been condemned to death in the applicant State or if the offence for which extradition is requested is punishable with death under the law of the said State, it may further be stipulated that the death penalty shall not be carried out.

TRANSIT OF CRIMINALS.

Article 16.

When a person is surrendered by a third State to one of the Contracting Parties and has to be conveyed through the territory of the other Party, the latter may not oppose transit unless, according to the provisions of the present Convention, there would be no obligation to grant the extradition of the person claimed. The request for transit shall be made through the diplomatic channel and shall be accompanied either by the original or a certified copy of the extradition order, or by a document stating that judgment has been delivered or a warrant of arrest issued in accordance with the provisions of Article 6.

Transit shall be effected by the agents of the Party applied to under such conditions and by such route as that Party may determine.

CHAPTER II.

JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 17.

If, in proceedings taken in respect of a non-political offence, a judicial authority of either of the Contracting States deems it necessary to hear witnesses residing in the territory of the other State or to carry out in that territory any other act connected with the judicial inquiry, a request shall be made in writing through the diplomatic channel and shall be complied with as far as the law of the State applied to allows. The execution of letters of request may be refused in cases where, under the provisions of the present Convention, there would be no obligation to grant the extradition of the person against whom proceedings are taken.

The applicant State shall, if it so requests and in so far as is possible, be notified in advance and in good time of the date on which and the place at which the required steps will be taken.

Judgments delivered and summonses to appear as accused issued by the Courts of one of the Contracting Parties against nationals of the other Party shall not be served on these latter; nor can a national of one of the Contracting Parties be interrogated as accused on the demand of the other Party.

TRANSMISSION OF INCRIMINATING ARTICLES.

Article 18.

If a person has been arrested in conformity with the provisions of the present Convention, all the objects in his possession at the time of his arrest which might serve as evidence of the offence or which might be claimed by the party injured shall be seized and, if extradition is granted, shall be delivered to the authorities of the applicant State. If, in proceedings taken in respect of a non-political offence in one of the Contracting States, the production is deemed necessary of objects and documents which may serve as evidence and which are in the possession of the authorities

de l'autre Etat est jugée nécessaire, la demande en sera faite par la voie diplomatique et il y sera donné suite, à moins que des considérations spéciales ne s'y opposent dans un cas déterminé.

L'Etat requis pourra faire, relativement à ces objets et documents, toutes les réserves qu'il jugera nécessaire pour sauvegarder les droits des tiers. Il pourra de même les retenir provisoirement, s'il le juge nécessaire en vue d'une instruction criminelle, ou en les transmettant en stipuler la restitution pour le même but, en s'engageant à les retourner à son tour dès que faire se pourra.

COMMUNICATION DES SENTENCES DE CONDAMNATION ET DES EXTRAITS DU CASIER JUDICIAIRE.

Article 19.

Chacune des Parties contractantes s'engage à communiquer par voie diplomatique à l'autre Partie, sous forme d'extrait du casier judiciaire, toute sentence pénale définitive et toute décision ultérieure visant lesdites sentences qui y seront insérées au nom d'un ressortissant de cette dernière Partie.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS COMMUNES

LANGUE A EMPLOYER.

Article 20.

Les documents produits dans les affaires visées par la présente convention seront rédigés dans la langue officielle de l'Etat requis ou accompagnés d'une traduction en cette langue certifiée conforme par un traducteur officiel ou assermenté de l'Etat requis, ou d'un tel traducteur de l'Etat requérant dont la compétence sera confirmée par un agent diplomatique ou consulaire, soit de l'Etat requérant, soit de l'Etat requis.

FRAIS D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRE PÉNALE.

Article 21.

Les frais occasionnés par la demande d'extradition ou par toute autre assistance judiciaire en matière pénale seront à la charge de la Partie sur le territoire de laquelle ils ont été occasionnés.

Les autorités de la Partie requise communiqueront toutefois à la Partie requérante le montant de ces frais, en vue de leur remboursement par la personne tenue à les supporter ; les sommes ainsi perçues reviendront à l'Etat requis.

Font exception les indemnités pour expertises de toute nature, lesquelles seront remboursées par l'Etat requérant. Seront de même à la charge de l'Etat requérant, les frais de transit et d'entretien, à travers les territoires intermédiaires, des individus dont l'extradition ou la remise temporaire aura été accordée.

Seront également supportés par l'Etat requérant, les frais de la remise temporaire et ceux du renvoi prévus à l'article 12 de la présente convention.

of the other State, the application shall be made through the diplomatic channel and shall be complied with unless there be special considerations which would constitute an objection in any particular case.

The State applied to may make any reservations that it deems necessary in respect of such articles and documents in order to safeguard the rights of third parties. It may also retain them provisionally, should it think fit, for the purposes of a criminal prosecution or, when forwarding them, it may provide that they shall be returned for that same object, while undertaking in its turn to send them back as soon as possible.

COMMUNICATION OF SENTENCES AND OF EXTRACTS FROM CRIMINAL RECORDS.

Article 19.

Each of the Contracting Parties undertakes to communicate to the other Party through the diplomatic channel, in the form of an extract from the criminal records, any final criminal sentence and any subsequent decision relating to such sentences that may be inserted therein in respect of a national of the latter Party.

CHAPTER III.

JOINT PROVISIONS.

LANGUAGE TO BE USED.

Article 20.

The documents produced in cases coming under the present Convention shall be drawn up in the official language of the State applied to or be accompanied by a translation into that language certified correct by an official or sworn translator of the State applied to or by a similar translator of the applicant State whose competence shall be attested by a diplomatic or consular agent either of the applicant State or of the State applied to.

COSTS OF JUDICIAL ASSISTANCE IN CRIMINAL MATTERS.

Article 21.

The costs of applications for extradition or any other judicial assistance in criminal matters shall be borne by the Party in whose territory they are incurred.

The authorities of the Party applied to shall, however, inform the applicant Party of the amount of such costs with a view to their being repaid by the persons liable for them ; the amounts thus collected shall be refunded to the State applied to.

There shall be an exception in the case of expenses of any expert enquiry, which shall be refunded by the applicant State. The applicant State shall also bear the cost of transit and maintenance expenses, through intermediate territories, in respect of persons whose extradition or temporary surrender has been granted.

The applicant State shall also bear the cost of the temporary surrender and of the return mentioned in Article 12 of the present Convention.

Article 22.

Les dispositions de la présente convention ne portent pas atteinte aux engagements éventuels pris antérieurement par l'un des Etats contractants vis-à-vis d'autres Etats.

Article 23.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées le plus tôt possible à Stockholm.

Elle entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications et restera exécutoire tant que l'une des Parties contractantes n'aura pas fait connaître à l'autre, six mois d'avance, son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Praha, le 17 novembre 1931.

(L. S.) D^r K. KROFTA.

(L. S.) D^r KOUKAL.

(L. S.) LÖWEN.

Copie certifiée conforme :

Praha, le 11 octobre 1932.

Jan Opočenský,

Directeur des Archives.

Certifié pour copie conforme :

Stockholm,
au Ministère royal des Affaires étrangères,
le 4 octobre 1932.

Le Chef des Archives :

Torsten Gihl.

Article 22.

The provisions of the present Convention shall not affect any undertakings previously assumed by either of the Contracting States towards other States.

Article 23.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible at Stockholm.

It shall come into force one month after the exchange of ratifications and shall remain in force until one of the Contracting Parties has given the other Party six months notice of abrogation.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, at Prague, November 17, 1931.

(L. S.) Dr. K. KROFTA.

(L. S.) Dr. KOUKAL.

(L. S.) LÖWEN.

N° 3089.

NORVÈGE ET PERSE

Traité d'amitié, de commerce et de navigation, tel qu'il a été modifié par le Protocole du 30 janvier 1931, signé à Paris, le 8 mai 1930, avec échange de notes y relatif de la même date.

NORWAY AND PERSIA

Treaty of Friendship, Commerce and Navigation, as amended by the Protocol of January 30, 1931, signed at Paris, May 8, 1930, with Exchange of Notes relating thereto of the same date.

N° 3089. — TRAITÉ¹ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, ENTRE LA NORVÈGE ET LA PERSE, TEL QU'IL A ÉTÉ MODIFIÉ PAR LE PROTOCOLE DU 30 JANVIER 1931. SIGNÉ A PARIS, LE 8 MAI 1930.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 7 novembre 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE et SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE, désireux de resserrer les liens d'amitié et de bonne entente déjà heureusement existants entre les deux Etats, ainsi que de développer leurs relations commerciales et convaincus que cet objet ne saurait être mieux atteint que par la conclusion d'un Traité d'amitié, de commerce et de navigation, conforme aux principes du Droit commun international et sur la base de la réciprocité et de l'égalité parfaites, ont désigné à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE :

Son Excellence Monsieur Frédéric Hartvig Herman Wedel JARLSBERG, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

SA MAJESTÉ IMPÉRIALE LE SCHAH DE PERSE :

Son Excellence Mirza Hussein Khan ALA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire à Paris ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Il y aura paix constante et amitié perpétuelle entre le Royaume de Norvège et l'Empire de Perse.

Article II.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour établir leurs relations diplomatiques et consulaires sur la base du droit commun international. Elles conviennent que les représentants diplomatiques et consulaires de chacune d'elles recevront sur le territoire de l'autre le traitement consacré par les principes et la pratique du droit commun international et qui, sous condition de réciprocité, ne pourra en aucun cas être moins favorable que celui accordé aux représentants diplomatiques et consulaires de la nation la plus favorisée.

Article III.

Les Etats contractants conviennent de soumettre à l'arbitrage tous les différends qui surgiraient entre eux à propos de l'application ou de l'interprétation des prescriptions de tous traités et

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Moscou, le 4 octobre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3089. — TREATY ² OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND NAVIGATION, BETWEEN NORWAY AND PERSIA, AS AMENDED BY THE PROTOCOL OF JANUARY 30, 1931. SIGNED AT PARIS, MAY 8, 1930.

French official text communicated by the Norwegian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 7, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY and HIS IMPERIAL MAJESTY THE SHAH OF PERSIA, being desirous of strengthening the relations of friendship and good understanding already happily existing between the two States and of developing their commercial relations, and being convinced that this cannot be better accomplished than by the conclusion of a Treaty of Friendship, Commerce and Navigation in accordance with the principles of the common law of nations and on the basis of perfect reciprocity and equality, have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY :

His Excellency Monsieur Frédéric Hartvig Herman Wedel JARLSBERG, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris ;

HIS MAJESTY THE SHAH OF PERSIA :

His Excellency Mirza Hussein Khan ALA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Paris ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article I.

There shall be constant peace and perpetual friendship between the Kingdom of Norway and the Empire of Persia.

Article II.

The High Contracting Parties agree to establish their diplomatic and consular relations on the basis of the common law of nations. They agree that the diplomatic and consular representatives of each of them shall in the territory of the other, receive the treatment recognised by the principles and practice of the common law of nations ; in any case and on conditions of reciprocity, this treatment shall not be less favourable than that accorded to the diplomatic and consular representatives of the most favoured nation.

Article III.

The contracting States agree to submit to arbitration all such disputes as may arise between them regarding the application or interpretation of the provisions of all Treaties and Conventions

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Moscow, October 4, 1932.

conventions conclus ou à conclure, y compris le présent traité, et qui n'auraient pu être réglés à l'amiable dans un délai raisonnable par les procédés diplomatiques ordinaires.

Cette disposition s'appliquera également en cas de besoin à la question préalable de savoir si le différend se rapporte à l'interprétation ou à l'application desdits traités et conventions. La décision du tribunal arbitral obligera les Parties. Pour chaque litige le tribunal arbitral sera formé sur la demande d'un des Etats contractants et de la façon suivante : dans le délai de trois mois à dater du dépôt de la demande, chaque Etat désignera son arbitre qui pourra également être choisi parmi les ressortissants d'un Etat tiers. Si les deux Etats ne s'entendent pas dans les trois mois à dater du dépôt de la demande, sur le délai dans lequel ces arbitres devront avoir rendu, leur décision, ou si les deux arbitres ne parviennent pas à régler le litige dans le délai à eux imparti, les deux Etats choisiront pour tiers arbitre un ressortissant d'un Etat tiers. Si les Etats ne tombent pas d'accord sur le choix du tiers arbitre dans le délai de deux mois à dater du jour où aura été formulée la demande de la nomination d'un tiers arbitre, ils prieront en commun, ou, faute d'avoir introduit cette requête commune dans un nouveau délai de deux mois, le plus diligent d'entre eux priera le président de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye de nommer ce tiers arbitre parmi les ressortissants des Etats tiers. Du commun accord des Parties, il pourra lui être remis une liste des Etats tiers auxquels son choix devra se restreindre. Elles se réservent de s'entendre à l'avance pour une période déterminée sur la personne du tiers arbitre. La procédure que les deux arbitres auront à observer, si elle n'a pas été réglée dans un compromis spécial entre les deux Etats et conclu au plus tard lors de la désignation des arbitres, sera sauf dispositions contraires des deux gouvernements, réglée conformément aux articles 59 à 85 de la Convention¹, de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement des conflits internationaux. Au cas où il aurait fallu procéder à la désignation d'un tiers-arbitre et à défaut d'un compromis entre les deux Etats contractants, ayant déterminé la procédure à suivre à partir de cette désignation, le tiers arbitre se joindra aux premiers arbitres, et le tribunal arbitral, ainsi formé, déterminera sa procédure et réglera le différend. Toutes les décisions du tribunal arbitral seront rendues à la majorité.

Article IV.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront, sous conditions de réciprocité, pleine liberté d'entrer sur le territoire de l'autre partie, d'y voyager, d'y résider, et d'en sortir à condition et aussi longtemps qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur dans le pays. En toute matière ayant rapport à l'établissement, ils y jouiront du traitement accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée, à la condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

2. Pour tout ce qui concerne leur activité en matière de commerce, de navigation, d'industrie et d'exercice de leur métier ou profession, aussi bien qu'en ce qui concerne l'acquisition, la possession et la disposition des biens et droits de propriété de toute nature, les ressortissants de l'une des deux Parties contractantes seront, sur le territoire de l'autre Partie, placés à tous égards sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

3. Les négociants, fabricants et autres industriels, ressortissants de l'un des Etats contractants ainsi que leurs voyageurs de commerce jouiront sur le territoire de l'autre Etat, pour tout ce qui concerne leur activité, notamment en matière d'imposition et de facilités douanières accordées pour les échantillons, du même traitement que les négociants, fabricants, industriels et voyageurs de commerce de la nation la plus favorisée.

Dans le cas où la production d'une carte de légitimation serait exigée des voyageurs de commerce par l'un des Etats contractants, les dispositions de la Convention² internationale pour la simplification

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

² Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; vol. CXI, page 404, de ce recueil ; et page 401 de ce volume.

now concluded or which may in future be concluded, including the present Treaty, which it has not been possible to settle amicably within a reasonable period by the normal methods of diplomacy.

This provision shall also apply in case of need to the preliminary question whether the dispute refers to the interpretation or the application of the said Treaties and Conventions. The decision of the Court of Arbitration shall bind the Parties. For each dispute the Court of Arbitration shall be constituted at the request of either of the Contracting States in the following manner; within three months from the date on which the request is made, each State shall appoint its arbitrator, who may moreover be chosen from among the nationals of a third State. If within three months from the date on which the request is made the two States do not agree as to the period within which the two arbitrators must have given their decision, or if the two arbitrators do not succeed in settling the dispute within the time granted to them, the two States shall choose as a third arbitrator a national of a third State. If the States do not agree on the choice of the third arbitrator within two months from the date on which his appointment has been requested, they shall make a joint request or, if such request is not made within a fresh period of two months, the State that first decided thereon shall make a request to the President of the Permanent Court of International Justice at The Hague to appoint this third arbitrator from among the nationals of third States. By joint agreement between the Parties, he may be given a list of the third States to which his choice shall be restricted. The Parties reserve the right to agree in advance for a definite period on the person of the third arbitrator. The procedure to be observed by the two arbitrators shall, unless it has been laid down in a special agreement between the two States concluded at latest on appointment of the arbitrators, be regulated in the absence of any provisions of the two Governments to the contrary, in accordance with Articles 59 to 85 of The Hague Convention¹ of October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes. Should it have been necessary to appoint a third arbitrator, and should no special agreement between the two States lay down the procedure to be followed after this appointment, the third arbitrator shall join the first two arbitrators and the Court of Arbitration thus constituted shall decide on its procedure and settle the dispute. All decisions of the Court of Arbitration shall be given by a majority vote.

Article IV.

1. The nationals of each of the High Contracting Parties shall, subject to reciprocity, have full liberty to enter, travel and reside in the territory of the other and to depart thence provided that, and so long as, they comply with the laws and regulations in force in the country. In all matters connected with establishment they shall be granted the treatment accorded to the nationals of the most favoured nation, provided they comply with the laws and regulations in force in the country.

2. As regards their activities in commerce, navigation and industry, and in the exercise of their trades or professions, and also in respect of the acquisition, possession and disposal of goods and rights of ownership of every kind, the nationals of either of the two Contracting Parties shall be treated in the territory of the other Party on the same footing in all respects as the nationals of the most favoured nation.

3. Merchants, manufacturers and other industrialists who are nationals of one of the Contracting States, and their commercial travellers, shall, in all matters concerning their occupations, and particularly as regards Customs duties and facilities granted in respect of samples, receive the same treatment as the merchants, manufacturers, industrialists and commercial travellers of the most favoured nation.

Should commercial travellers be required by one of the Contracting States to produce an identity card, the provisions of the international Convention² for the Simplification of Customs

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

² Vol. XXX, page 371; Vol. XXXV, page 325; Vol. XXXIX, page 208; Vol. XLV, page 140; Vol. L, page 161; Vol. LIV, page 398; Vol. LIX, page 365; Vol. LXIX, page 79; Vol. LXXXIII, page 394; Vol. LXXXVIII, page 319; Vol. XCII, page 370; Vol. CXI, page 404, of this Series; and page 401 of this Volume.

des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923, devront être appliquées à cet égard. Toutefois, le visa d'une autorité consulaire ou autre ne sera pas exigible.

4. Ils ne pourront être tenus, sous aucun prétexte, d'acquitter des taxes ou impôts intérieurs autres ou plus élevés que ceux qui sont ou pourraient être perçus sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

5. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront assurés, sur le territoire de l'autre, de la protection et de la sécurité, complète et permanente de leurs personnes et de leurs biens et jouiront, à cet égard, des droits et privilèges qui sont ou pourraient être accordés aux nationaux, à condition de se conformer aux lois et règlements en vigueur dans le pays.

6. Toutefois, ils seront exempts sur le territoire de l'autre Partie, du service militaire obligatoire dans les forces terrestres, navales et aériennes de l'armée régulière, de la garde nationale ou de la milice ; ils ne seront astreints à aucune contribution imposée au lieu et à la place du service militaire personnel, ni à aucun emprunt forcé, ils seront également exempts de toute réquisition ou contribution d'ordre militaire, à moins que ces obligations ne leur soient imposées dans les mêmes conditions qu'aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

7. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans toute l'étendue du territoire de l'autre Partie, d'une entière liberté de conscience et pourront se livrer à l'exercice privé ou public de leur culte, en se conformant aux lois, ordonnances et règlements du pays.

Article V.

Les deux Etats contractants sont d'accord d'appliquer dans leur commerce réciproque, en ce qui concerne les certificats d'origine, les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923.

La légalisation des certificats d'origine émanant d'une autorité douanière ou d'une chambre de commerce dûment habilitée à cet effet ne sera pas requise. Dans les cas où ils seraient délivrés par toute autre autorité ou institution, le gouvernement du pays de destination pourra exiger qu'ils soient légalisés par son représentant diplomatique ou consulaire compétent au lieu d'expédition. Ladite légalisation sous condition de réciprocité s'effectuera sans frais.

Article VI.

Les habitations, entrepôts, manufactures, boutiques et tous autres bâtiments appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre Partie, ainsi que tous les locaux en dépendant et utilisés à des fins licites, ne pourront faire l'objet de visites domiciliaires ou de perquisitions et il ne sera point permis d'y examiner ou inspecter les livres papiers ou comptes, sauf sous les conditions et dans les formes prescrites par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux.

Article VII.

1. Il y aura, de part et d'autre, pleine et entière liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes.

2. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront librement et en toute sûreté se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans tous les lieux, ports et voies navigables du territoire de l'autre Partie, qui sont ou qui seront ouverts à la navigation et au commerce extérieur, à condition et aussi longtemps qu'ils se conformeront aux lois et règlements en vigueur sur ce territoire, et ils ne seront pas traités moins favorablement que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923, shall apply in this respect. A visa by a consular or other authority shall, however, not be required.

4. They shall not be compelled under any pretext to pay any internal charges or taxes other or higher than those which are now or hereafter may be levied upon the subjects of the most favoured nation.

5. The nationals of each of the High Contracting Parties shall receive in the territory of the other complete and constant protection and security for their persons and property, and shall, provided they comply with the laws and regulations in force in the country, enjoy in this respect the same rights and privileges as are or hereafter may be granted to nationals.

6. They shall, however, be exempt in the territory of the other Party from compulsory military service in the land, sea or air forces of the regular army, or the national guard or the militia, as well as from all contributions imposed in lieu of personal military service and from all forced loans ; they shall also be exempt from all military requisitions or contributions, unless such obligations are imposed in the same conditions as those applying to the nationals of the most favoured nation.

7. The nationals of each of the High Contracting Parties shall enjoy over the entire territory of the other Party complete liberty of conscience and, subject to the laws, ordinances and regulations of the country, shall enjoy the right of private or public worship in accordance with their respective cults.

Article V.

As regards certificates of origin, the two Contracting States agree to apply in their mutual commercial relations the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

No legalisation of certificates of origin issued by a Customs authority or a Chamber of Commerce duly authorised for this purpose shall be required. If they are issued by any other authority or institution, the Government of the country of destination may require them to be legalised by its competent diplomatic or consular representative at the place of despatch. Subject to reciprocity, no charge shall be made for such legislation.

Article VI.

Dwellings, warehouses, factories, shops and all other buildings belonging to the nationals of either of the High Contracting Parties in the territory of the other Party, and all premises attached thereto and employed for legitimate purposes shall not be subject to domiciliary visit or search, and the books, papers and accounts kept there shall not be examined or inspected except under the conditions and in accordance with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations applicable to nationals.

Article VII.

1. There shall be reciprocally full and complete liberty of commerce and navigation between the territories of each of the High Contracting Parties.

2. The nationals of each of the High Contracting Parties shall have liberty freely and securely to come with their ships and cargoes to all places, ports and navigable waterways in the territory of the other Party which are or may hereafter be open to foreign navigation and commerce, provided that, and so long as, they comply with the laws and regulations in force in that territory, and shall not receive less favourable treatment than the nationals of the most favoured nation.

Article VIII.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à n'entraver l'échange des marchandises par aucune prohibition ou restriction d'importation ou d'exportation.

Elles se réservent toutefois d'apporter des exceptions à ce principe, pour les raisons ci-après énumérées et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

- 1^o Prohibitions ou restrictions relatives à la sécurité publique ;
- 2^o Prohibitions ou restrictions édictées pour des raisons morales ou humanitaires ;
- 3^o Prohibitions ou restrictions concernant le trafic des armes, des munitions et des matériels de guerre, ou, dans des circonstances exceptionnelles, de tous approvisionnements de guerre ;
- 4^o Prohibitions ou restrictions relatives à l'exportation ayant pour but la protection du patrimoine national, artistique, historique ou archéologique ;
- 5^o Prohibitions ou restrictions édictées en vue de protéger la santé publique ou d'assurer la protection des animaux ou des plantes contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles ;
- 6^o Prohibitions ou restrictions applicables à l'or, à l'argent, au papier-monnaie et aux titres ;
- 7^o Prohibitions ou restrictions ayant pour but d'étendre aux produits étrangers le régime établi à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production, le commerce, le transport et la consommation des produits nationaux similaires ;
- 8^o Prohibitions ou restrictions appliquées à des produits qui font ou feront, à l'intérieur du pays, en ce qui concerne la production ou le commerce, l'objet de monopoles d'Etat ou de monopoles exercés sous le contrôle de l'Etat.

Rien, dans le présent traité ne portera atteinte au droit de chacune des Hautes Parties contractantes de prendre des mesures de prohibitions ou de restrictions à l'importation ou à l'exportation pour sauvegarder, dans des circonstances extraordinaires ou anormales, les intérêts vitaux du pays. Si des mesures de cette nature sont prises, elles devront être appliquées de telle manière qu'il n'en résulte aucune discrimination arbitraire au détriment de chacune des Hautes Parties contractantes. Leur durée devra être limitée à la durée des motifs ou des circonstances qui les ont fait naître.

Article IX.

1. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront libre accès aux tribunaux de l'autre Partie pour faire valoir leurs droits, tant comme demandeurs que comme défendeurs, ils jouiront de la même liberté que les nationaux pour choisir et employer des hommes de loi, avocats et représentants, parmi les personnes que la législation locale admettra à l'exercice de ces professions et pour faire valoir leurs droits comme défendeurs ou demandeurs devant lesdits tribunaux. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront assujettis, en ce qui concerne l'accès aux tribunaux de l'autre Partie, à aucune condition ou exigence qui ne s'appliquerait pas aux nationaux.

2. Il est entendu que les questions relatives à la caution *judicatum solvi*, à l'assistance judiciaire gratuite, à la communication des actes judiciaires et extrajudiciaires, à l'exécution des commissions rogatoires, ainsi qu'à l'extradition seront réglées par des conventions spéciales entre les Hautes Parties contractantes.

3. En matière de statut personnel, les ressortissants norvégiens en Perse et les ressortissants persans en Norvège seront soumis aux dispositions de leur loi nationale.

Article VIII.

The High Contracting Parties undertake not to impede the exchange of goods by any import or export prohibition or restriction.

They reserve, however, the right to make exceptions to this principle for the reasons specified below, provided that such prohibitions or restrictions are at the same time applicable to all other countries in similar circumstances :

- (1) Prohibitions or restrictions relating to public security ;
- (2) Prohibitions or restrictions imposed on moral or humanitarian grounds ;
- (3) Prohibitions or restrictions with regard to the traffic in arms, munitions and war material, or, in special circumstances, in any war supplies ;
- (4) Export prohibitions or restrictions with the object of protecting the artistic, historical or archæological possessions of the country ;
- (5) Prohibitions or restrictions imposed with the object of protecting public health or providing for the protection of animals or plants against disease, noxious insects or parasites ;
- (6) Prohibitions or restrictions applicable to gold, silver, paper money or bonds ;
- (7) Prohibitions or restrictions with the object of extending to foreign products the regulations in force within the country in respect of the production of, trade in, and transport and consumption of similar national products ;
- (8) Prohibitions or restrictions imposed on products, the production of, or trade in, which is or may be subject within the country to State monopolies or to monopolies carried on under State control.

Nothing in the present Treaty shall affect the right of either of the High Contracting Parties to take steps by way of import or export prohibitions or restrictions to safeguard in extraordinary or abnormal circumstances the vital interests of the country. Should such measures be taken, they shall be applied in such a way as not to give rise to arbitrary discrimination to the detriment of either of the High Contracting Parties. Their duration shall not exceed the duration of the causes and circumstances out of which they arise.

Article IX.

1. The subjects of either of the High Contracting Parties shall have free access to the Courts of the other Party in pursuance or defence of their rights. They shall be at liberty equally with nationals to choose and employ lawyers, advocates and representatives from among those persons whom the law of the land permits to carry on these professions, and to pursue and defend their rights before such Courts. No conditions or requirements shall be imposed upon the subjects of either of the High Contracting Parties in connection with such access to the Courts of Justice of the other, which do not apply to nationals.

2. It is understood that questions relating to *cautio judicatum solvi* or to free legal assistance, the communication of judicial or extra-judicial documents, the execution of letters of request and to extradition shall be regulated by special Conventions between the High Contracting Parties.

3. As regards personal status, Norwegian nationals in Persia and Persian nationals in Norway shall be subject to the provisions of the laws of their respective countries.

Article X.

1. Les sociétés commerciales, industrielles, financières, de transport et les compagnies d'assurances et toutes autres sociétés ayant un caractère commercial et un but lucratif, dûment constituées conformément à la législation de l'une des Hautes Parties contractantes, qui ont leur siège social sur son territoire et qui y sont légalement reconnues comme jouissant de sa nationalité, pourront exercer leurs droits et ester en justice sur le territoire de l'autre Partie, à condition de se conformer à ses lois et règlements.

2. Ces sociétés auront, dans la même mesure que les sociétés de même nature de la nation la plus favorisée le droit de s'établir sur le territoire de l'autre Partie, d'y fonder des succursales et d'y poursuivre leurs opérations aux conditions fixées par la législation du pays.

3. En ce qui concerne leurs opérations, ainsi que le droit d'acquérir, de posséder et de prendre à bail des propriétés mobilières et immobilières, ces sociétés, une fois admises, jouiront du traitement qui est ou pourrait être accordé aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

4. Ni en ce qui concerne leurs opérations, ni en ce qui concerne leurs biens, les sociétés ne pourront être soumises à des impôts, taxes ou droits, de quelque nature que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui pourraient être appliqués aux sociétés de même nature de la nation la plus favorisée.

5. Il reste entendu que les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes établies sur le territoire de l'autre, ne peuvent revendiquer les privilèges spéciaux accordés par cette dernière à des sociétés dont les conditions d'activité sont réglées par des concessions spéciales. D'autre part, les sociétés de l'une des Hautes Parties contractantes dont les conditions d'activité sur le territoire de l'autre sont réglées par des concessions spéciales n'auront pas, pour les points prévus par l'acte de concession, le droit de réclamer des avantages accordés en vertu des traités et conventions en vigueur ou découlant du régime de la nation la plus favorisée.

Article XI.

1. Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'accorder mutuellement le traitement de la nation la plus favorisée en matière de transit.

2. Toutefois, aucune des deux Parties contractantes ne sera tenue, aux termes du présent article, d'autoriser le transit des marchandises dont l'importation est interdite soit par mesure de sécurité publique ou de défense nationale, soit par mesure sanitaire, soit encore à titre préventif contre les épizooties et épiphyties.

3. Les marchandises en transit ne seront soumises à aucun droit spécial en raison du transit (y compris l'entrée et la sortie), elles ne seront assujetties qu'aux droits uniquement destinés à couvrir les frais de surveillance et d'administration occasionnés par ledit transit et aux droits imposés en raison des transactions dont ces marchandises pourraient faire l'objet pendant leur séjour à l'entrepôt ou leur transport.

4. Aux fins du présent article, les mots « transit » et « marchandises en transit » seront interprétés conformément à la définition contenue à l'article premier du Statut¹ sur la liberté du transit, adopté par la Conférence de Barcelone, le 14 avril 1921.

Article XII.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes convient d'accorder à l'autre le traitement de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne le transport des personnes, bagages et

¹ Annexé à la Convention du 20 avril 1921. Voir : Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; vol. CIV, page 495, de ce recueil ; et page 393 de ce volume.

Article X.

1. Commercial, industrial, financial, transport and insurance companies and all other associations of a commercial character carried on for purposes of profit, which are duly constituted in accordance with the laws of one of the High Contracting Parties, and have their seat within its territory, and are legally recognised there as possessing the nationality of such Party, shall be entitled to exercise their rights and to appear in the Courts as plaintiffs or defendants in the territory of the other Party, provided they comply with its laws and regulations.

2. Such companies shall be entitled to the same extent as similar companies belonging to the most favoured nation to establish themselves within the territory of the other Party, and to set up branches there, and to carry on their activities, subject to the conditions laid down by the law of the land.

3. In respect of their activities and as regards the right of acquiring, possessing or leasing movable or immovable property, these companies, when once admitted, shall receive the same treatment as is or may hereafter be granted to companies of the same character belonging to the most favoured nation.

4. The companies may not be subjected in respect of their activities or their property to taxes, charges or duties of any kind whatsoever other or higher than those which may be imposed on companies of the same kind belonging to the most favoured nation.

5. It is understood that companies of one of the High Contracting Parties established in the territory of the other are not entitled to claim the special privileges granted by the latter to companies whose activities are regulated by special concessions. On the other hand, companies of one of the High Contracting Parties whose activities within the territory of the other are regulated by special concessions shall not, in respect of the matters covered by the deed of concession, have the right to claim the advantages granted in virtue of treaties and conventions in force or resulting from most-favoured-nation treatment.

Article XI.

1. The High Contracting Parties undertake reciprocally to grant one another most-favoured-nation treatment in matters of transit.

2. Neither of the two Contracting Parties shall however be bound by the terms of the present Article to authorise the transit of goods whose import is prohibited for reasons of public security or national defence or for reasons of public health, or as a preventive measure against parasitic diseases of animals and plants.

3. Goods in transit shall not be subjected to any special duty by reason of the transit (including entry and exit). They shall be liable only to dues levied solely for the purpose of covering the cost of supervision and administration arising out of the said transit, and to dues levied by reason of transactions in such goods while warehoused in bond or in the course of transport.

4. For the purpose of the present Article, the expressions "transit" and "goods in transit" shall be interpreted in accordance with the definition contained in Article 1 of the Statute¹ on Freedom of Transit adopted by the Barcelona Conference on April 14, 1921.

Article XII.

1. Each of the High Contracting Parties agrees to grant to the other most-favoured-nation treatment in all matters connected with the conveyance of passengers, baggage and goods in its

¹Annexed to the Convention of April 20, 1921. See : Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; Vol. CIV, page 495, of this Series ; and page 393 of this Volume.

marchandises sur son territoire ou en transit à travers son territoire. Toutefois le bénéfice de la nation la plus favorisée ne s'étend pas au cas où l'une des Hautes Parties contractantes accorde ou accorderait, sur son territoire, à des sociétés étrangères formées soit en vue de l'exploitation d'un monopole, soit en vertu d'une concession ou pour cause d'utilité publique, des avantages particuliers en ce qui concerne le transport de leur personnel, de leurs matériaux et produits.

2. Les marchandises de toute nature, originaires du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes et importées dans le territoire de l'autre Partie, ne pourront y être assujetties à des droits d'accise, d'octroi ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou qui pourraient grever les produits analogues de la nation la plus favorisée.

Article XIII.

1. Les produits naturels ou manufacturés norvégiens importés en Perse et les produits naturels ou manufacturés persans importés en Norvège jouiront, en tout ce qui concerne les droits, impôts ou taxes d'importation de toute sorte, d'un traitement non moins favorable que le traitement qui est ou qui pourrait être accordé aux produits similaires de la nation la plus favorisée.

2. Les produits naturels ou manufacturés norvégiens exportés de la Norvège à destination de la Perse et les produits naturels ou manufacturés persans exportés de la Perse à destination de la Norvège jouiront, en tout ce qui concerne les droits, impôts ou taxes d'exportation de toute sorte, d'un traitement non moins favorable que le traitement qui est ou qui pourrait être accordé aux produits similaires exportés à destination de la nation la plus favorisée.

3. Ledit traitement de la nation la plus favorisée sera interprété de manière à comprendre le régime douanier, toutes les formalités douanières, les *drawbacks*, l'usage des entrepôts de douane et les certificats d'origine.

Article XIV.

1. Tous les articles qui sont ou peuvent être licitement importés dans les ports du territoire de la Perse, sur des navires d'une tierce Puissance, pourront être également importés dans lesdits ports sur des navires norvégiens, sans être assujettis à des droits ou redevances, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si ces articles étaient importés sur des navires d'une tierce Puissance ; réciproquement, tous les articles qui sont ou peuvent être licitement importés dans les ports du territoire de la Norvège sur des navires d'une tierce Puissance, pourront être également importés dans lesdits ports, sur des navires persans, sans être assujettis à des droits ou redevances, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que si ces articles étaient importés sur des navires d'une tierce Puissance. Cette réciprocité de traitement sera accordée, sans qu'il y ait lieu de distinguer si ces articles viennent directement de leur lieu d'origine ou de tout autre lieu.

2. Dans le même ordre d'idées, il y aura parfaite égalité de traitement en ce qui concerne l'exportation du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes entre les navires de l'autre et ceux de toute tierce Puissance, en sorte que les mêmes droits intérieurs et les mêmes droits d'exportation seront perçus et que les mêmes primes et *drawbacks* seront accordés, sur le territoire de chacune des deux Parties contractantes, à l'exportation de tout article qui en est ou qui pourra en être licitement exporté, que cette exportation s'effectue sur les navires de l'autre Haute Partie contractante ou sur des navires d'une tierce Puissance.

Article XV.

1. Les navires marchands de l'une des Hautes Parties contractantes, naviguant sur lest ou sur lourd, qui entreront dans les ports de l'autre Partie ou qui quitteront ces ports, jouiront en matière de navigation, ainsi qu'en ce qui concerne leurs cargaisons, des droits, privilèges, libertés, faveurs, immunités et exemptions dont jouissent ou pourraient jouir les navires de la nation la plus favorisée et leurs cargaisons quel que soit le lieu de provenance ou de destination de ces navires.

territory or in transit across that territory. The benefits of most-favoured-nation treatment shall not however extend to cases in which one of the High Contracting Parties grants, or may hereafter grant, within its territory, particular advantages in respect of the conveyance of personnel, material and products to foreign companies formed either for the purpose of working a monopoly or in virtue of a concession or for reasons of public utility.

2. Goods of any kind originating in the territory of one of the High Contracting Parties and imported into the territory of the other Party may not be subjected to any excise, octroi or consumption duties higher than those levied upon, or which may hereafter be levied upon, similar products of the most favoured nation.

Article XIII.

1. Norwegian natural or manufactured products imported into Persia and Persian natural or manufactured products imported into Norway shall receive, in respect of import duties, taxes or charges of any kind, treatment not less favourable than that granted, or which may hereafter be granted, to similar products of the most favoured nation.

2. Norwegian natural or manufactured products exported from Norway to Persia and Persian natural or manufactured products exported from Persia to Norway shall receive in all respects, as regards export duties, taxes or charges, treatment not less favourable than that granted, or which may hereafter be granted, to similar products exported to the most favoured nation.

3. The said most-favoured-nation treatment shall be interpreted as including the Customs system, all Customs formalities, drawbacks, the use of bonded warehouses and certificates of origin.

Article XIV.

1. All articles which are, or may hereafter be, legitimately imported into ports on Persian territory in vessels of a third Power may also be imported into the said ports in Norwegian vessels, without being subject to dues or claims of any sort whatsoever other or higher than would be the case if such articles were imported in the vessels of a third Power; reciprocally, all articles which are or may be legitimately imported into ports on Norwegian territory in vessels of a third Power, may equally be imported into the said ports in Persian vessels, without being subjected to dues or claims of any sort whatsoever other or higher than would be the case if such articles were imported in the vessels of a third Power. This reciprocity of treatment shall be granted without any distinction as to whether such articles come directly from their place of origin or from any other place.

2. Similarly there shall be perfect equality of treatment in the matter of export from the territory of one of the High Contracting Parties as between the vessels of the other and those of any third Power, so that the same internal dues and export duties shall be levied and the same bounties and drawbacks granted in the territory of each of the two Contracting Parties to the export of any article which is, or may hereafter be, legitimately exported, whether such export is made in the vessels of the other High Contracting Party or in those of a third Power.

Article XV.

1. The merchant vessels of either of the High Contracting Parties, whether in ballast or with cargo, shall be granted, both in respect of navigation and in respect of their cargoes, all such rights, privileges, liberties, favours, immunities and exemptions as are, or may hereafter be, granted to the vessels of the most favoured nation and their cargoes, from whatever port arriving and to whatever destination bound.

2. Dans les ports du territoire de l'un des deux pays, les navires de l'autre pays ne pourront être assujettis à aucun droit de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine ou à aucun autre droit analogue ou correspondant, de quelque nature ou sous quelque dénomination que ce soit, perçu au nom ou au profit de l'Etat, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements de toute sorte, auquel les navires d'une tierce Puissance ne seraient pas, dans des cas analogues, assujettis de la même manière et dans les mêmes conditions.

3. En tout ce qui concerne l'arrivée, la sortie, le stationnement, le chargement et le déchargement des navires dans les ports, bassins, docks, havres ou voies navigables de l'un des deux pays les navires d'une tierce Puissance ne jouiront d'aucun privilège qui ne soit également accordé aux navires de l'autre pays, l'intention des Hautes Parties contractantes étant qu'en ces matières les navires de chacune d'elles reçoivent le traitement accordé aux navires de la nation la plus favorisée.

Article XVI.

La nationalité des navires sera de part et d'autre, admise d'après les documents et certificats délivrés à cet effet par les autorités compétentes des Etats respectifs conformément aux lois et règlements de chaque pays.

Les lettres de jauge et autres documents relatifs à la jauge, délivrés par l'un des Etats contractants, seront reconnus par l'autre Etat, conformément aux arrangements spéciaux qui pourront être conclus entre les deux Etats.

Article XVII.

1. Le cabotage et la pêche dans les eaux territoriales de chacune des Hautes Parties contractantes seront exceptés des dispositions du présent traité et seront régis conformément aux lois, ordonnances et règlements locaux.

2. Il est toutefois entendu en ce qui concerne le cabotage que les ressortissants et navires norvégiens se trouvant dans les territoires et possessions de la Perse, et les ressortissants et navires persans se trouvant dans les territoires et possessions de la Norvège, jouiront, à cet égard, des droits qui sont ou pourront être ultérieurement accordés par lesdites lois, ordonnances et règlements, aux ressortissants ou aux navires d'autres nations.

Ne sont pas considérés comme cabotage :

a) La circulation des navires entre un port et l'autre, soit pour y débarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison arrivant de l'étranger, soit pour y embarquer des passagers ou tout ou partie de la cargaison à destination de l'étranger ;

b) Le transport, d'un port à l'autre, des passagers munis de billets directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés et le transport de marchandises embarquées avec des connaissements directs délivrés à l'étranger ou y étant destinés.

Article XVIII.

1. Tout navire marchand de l'une des Parties contractantes qui sera contraint, par le mauvais temps ou par toute autre cause de détresse, à chercher refuge dans un port de l'autre Partie, sera libre de s'y faire réparer, de s'y procurer tous les approvisionnements nécessaires et de reprendre la mer, sans payer d'autres droits que ceux dont devraient s'acquitter les navires de la nation la plus favorisée. Toutefois, au cas où le capitaine d'un navire marchand se trouverait dans la nécessité de se défaire d'une partie de sa cargaison afin de subvenir aux dépenses encourues, il sera tenu de se conformer aux règlements et tarifs en vigueur dans le lieu où il aura pu arriver.

2. Si un navire marchand de l'une des Parties contractantes venait à s'échouer ou à faire naufrage sur les côtes de l'autre Partie, les autorités locales devront immédiatement en aviser l'officier consulaire de la Partie intéressée, dans le district duquel a eu lieu l'événement, ou son officier consulaire le plus proche.

2. No tonnage, port, pilotage, lighting, quarantine or other similar or corresponding dues of whatever nature or denomination, levied in behalf or for the profit of the State by public officials, private persons, companies or establishments of any kind, shall be imposed in ports in the territory of either country upon vessels of the other country, which are not imposed equally and under the same conditions in like case on vessels of a third Power.

3. As regards arrival, departure, stationing, loading and unloading of vessels in the ports, basins, docks, harbours or navigable waterways of either of the two countries, no privilege shall be granted to vessels of a third Power which is not equally granted to the vessels of the other Party, the intention of the High Contracting Parties being that the vessels of each shall receive in these respects the treatment granted to the vessels of the most favoured nation.

Article XVI.

The nationality of vessels shall be recognised by both Parties as established by the documents and certificates issued for that purpose by the competent authorities of the respective States in accordance with the laws and regulations of each country.

Tonnage certificates and other documents regarding tonnage measurement issued by one of the High Contracting Parties shall be recognised by the other Party in accordance with such special arrangements as may be concluded between the two States.

Article XVII.

1. The coasting trade and fisheries within the territorial waters of either of the High Contracting Parties shall be excluded from the provisions of the present Treaty and shall be controlled in accordance with local laws, ordinances and regulations.

2. It is, however, understood as regards the coasting trade that Norwegian vessels and nationals in the territory and possessions of Persia and Persian vessels and nationals in the territory and possession of Norway shall, in this respect, be granted all such rights as are, or may hereafter be, granted by the said laws, ordinances and regulations to the nationals or vessels of other nations.

The following shall not be regarded as coasting trade :

(a) The traffic of vessels between one port and another, either for the purpose of there disembarking passengers or unloading a whole or part of the cargo coming from abroad, or for embarking passengers or loading all or part of the cargo for abroad.

(b) The conveyance from one port to another of passengers in possession of through tickets issued abroad or for abroad, and the conveyance of goods loaded on through bills of lading issued abroad or for abroad.

Article XVIII.

1. Merchant vessels of one of the Contracting Parties which are compelled by stress of weather or any other distress to take shelter in a port of the other Party, shall be at liberty to refit there, to obtain all necessary provisions, and to put to sea again without payment of any dues other than those payable by vessels of the most favoured nation. Nevertheless, if the master of a merchant vessel finds himself compelled to dispose of part of his cargo in order to defray his expenses, he shall be bound to comply with the regulations and tariffs in force in the place to which he has put in.

2. If a merchant vessel of one of the Contracting Parties should run aground or be wrecked upon the coasts of the other Party, the local authorities shall give prompt notice of the occurrence to the Consular officer of the Party concerned in the district of the occurrence, or to the nearest Consular representative of the Party concerned.

3. Ce navire ou bâtiment échoué ou naufragé, tous ses débris et accessoires, toutes fournitures lui appartenant et tous les effets et marchandises qui en seront sauvés, y compris toutes choses qui auront été jetées à la mer, ou le produit desdits objets en cas de vente, ainsi que tous les papiers trouvés à bord de ce navire ou bâtiment échoué ou naufragé, continueront à appartenir à leurs propriétaires et pourront être réclamés par les voies légales et dans les délais légaux par eux, leurs représentants, ou, à défaut leurs consuls à ceux qui les ont pris ; lesdits propriétaires ou représentants acquitteront seulement les dépenses engagées pour la conservation des biens, ainsi que les frais de sauvetage et autres qu'auraient payés en pareil cas les navires nationaux.

4. Les biens et marchandises sauvés du naufrage seront exempts de tous droits de douane, à moins qu'ils ne soient livrés à la consommation intérieure, auquel cas ils seront soumis aux droits ordinaires.

5. Au cas où un navire ou bâtiment appartenant aux ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes serait obligé de chercher refuge par suite du mauvais temps, échouerait ou ferait naufrage sur le territoire de l'autre Partie, l'officier consulaire compétent de la Haute Partie contractante à laquelle ressortît le navire en cause sera, en l'absence des propriétaires ou de leurs représentants, ou, si ceux-ci sont présents, sur leur requête, autorisé à intervenir près des autorités locales en vue d'assurer les secours nécessaires aux ressortissants de son Etat.

Article XIX.

Aucune des dispositions du présent traité ne s'applique aux bâtiments de guerre des Hautes Parties contractantes, leur admission dans les eaux territoriales de l'autre Partie restant réglée par les lois et règlements propres à cette dernière.

Article XX.

1. Chacune des Hautes Parties contractantes pourra nommer des consuls généraux, consuls et vice-consuls de carrière ou bien des consuls honoraires pour résider dans les villes et ports du territoire et des possessions de l'autre Partie où les fonctionnaires de même ordre des autres puissances sont ou seront généralement autorisés à résider.

2. Ils auront, à condition de réciprocité, le droit d'exercer les mêmes droits et de jouir de tous les honneurs, exemptions et immunités de toute espèce qui sont ou seront accordés aux représentants consulaires de la nation la plus favorisée.

Article XXI.

1. Les représentants consulaires des Hautes Parties contractantes ou les personnes dûment autorisées à les remplacer examineront les différends et régleront eux-mêmes les contestations de toute nature qui se seront élevées en mer ou qui s'élèveront dans les ports à bord des navires marchands de leur nation entre le capitaine, les officiers, et les membres de l'équipage, y compris les différends qui concernent le règlement des comptes et l'exécution des contrats d'engagement réciproquement consentis entre lesdits capitaine, officiers et membres de l'équipage.

2. Les tribunaux ou les autres autorités de chacune des Parties ne pourront à aucun titre s'immiscer dans lesdits différends, à moins que ceux-ci ne soient de nature à troubler la tranquillité et l'ordre public, à terre ou dans le port ou que n'y soit mêlé quelqu'un de leurs nationaux.

Article XXII.

1. Les consuls généraux, consuls, vice-consuls des Hautes Parties contractantes recevront des autorités locales toute assistance qui pourra leur être légalement accordée en vue de la restitution

3. Such stranded or wrecked ships or vessels, and all parts thereof and all furniture and appurtenances thereto belonging, and all goods or merchandise salvaged therefrom, including such as have been cast into the sea, or the proceeds of the sale of the same, together with all papers found on board such wrecked or stranded vessel or ship, shall remain the property of the owners and may, through legal channels and within the period laid down by law, be claimed by them or their representatives, or, in their default, by their Consuls from any persons who have taken possession of them : in respect of the preservation of property, of salvage or other costs, the said owners or representatives shall pay only such sums as would in similar circumstances have been paid by national vessels.

4. Goods and property salvaged from a wreck shall be exempt from Customs duty unless cleared for consumption within the country in which case they shall pay the ordinary duties.

5. Should a ship or vessel belonging to the nationals of one of the High Contracting Parties be compelled by stress of weather to take shelter in, or run aground or be wrecked in, the territory of the other Party, the competent Consular representative of the High Contracting Party to which the vessel belongs shall, in the absence of the owners or their representatives, or at the request of the latter, if present, be entitled to approach the local authorities with a view to securing the necessary assistance to his country's nationals.

Article XIX.

None of the provisions of the present Treaty shall apply to the war-vessels of the High Contracting Parties, for which permission to enter the territorial waters of the other Party shall remain subject to the laws and regulations of the latter,

Article XX.

1. Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls *de carrière*, or honorary consuls, to reside in those towns and ports of the territories and possessions of the other Party in which officials of the same class belonging to other Powers are, or may hereafter be, generally authorised to reside.

2. They shall be entitled, subject to reciprocity, to exercise the same rights and receive the same honours, exemptions and immunities of all kinds as are, or may hereafter be, granted to the Consular representatives of the most favoured nation.

Article XXI.

1. The Consular representatives of the High Contracting Parties or the persons duly authorised in their behalf shall examine disputes and themselves settle all differences which may arise at sea or in port on board the merchant vessels of their country between the captain, officers and crew, including disputes relating to the settlement of accounts and the fulfilment of contracts of engagement mutually agreed to between the said captain, officers and crew.

2. The Courts or other authorities of either of the High Contracting Parties may not on any ground interfere in the said disputes, unless they are of such a nature as to disturb the peace and public order on land or in the port, or unless any of their nationals is involved.

Article XXII.

1. The Consuls-General, Consuls and Vice-Consuls of the High Contracting Parties shall receive from the local authorities all assistance which can legally be given to them with a view to the return

des déserteurs des équipages des navires en question, pourvu que ces déserteurs ne soient pas des sujets de l'autre Haute Partie contractante.

2. A cet effet, ils devront s'adresser par écrit aux autorités compétentes, centrales ou locales, demandant la remise des déserteurs. Ils devront, en produisant les registres du bâtiment ou rôle d'équipage, ou d'autres documents officiels du bâtiment, ou, à défaut de ces documents mêmes un extrait authentique de ceux-ci, justifier que les personnes réclamées font réellement partie de l'équipage du navire en question.

Sur une demande ainsi justifiée, toute assistance sera prêtée pour la poursuite et l'arrestation desdits déserteurs, lesquels seront, à la demande écrite et aux frais des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou fonctionnaires consulaires, détenus dans les prisons du pays jusqu'à ce qu'une occasion se présente pour le consul compétent de les rapatrier.

3. Si, toutefois, une telle occasion ne se présente pas dans un délai de deux mois à compter du jour de l'arrestation, lesdits déserteurs seront remis en liberté sans qu'ils puissent être arrêtés de nouveau pour la même cause.

4. Si le déserteur s'est rendu coupable, sur le territoire du pays dans lequel il se trouve, d'un crime ou d'un délit, la remise du déserteur à la disposition du consul ou fonctionnaire consulaire, sera différée jusqu'à ce que le tribunal compétent, ayant juridiction sur le cas, ait rendu une sentence, et que celle-ci ait été exécutée.

5. Il est entendu que les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux personnes qui sont ressortissants du pays dans lequel ils auraient déserté.

Article XXIII.

Si, après décès, un ressortissant norvégien laisse des biens en Perse ou si un ressortissant persan laisse des biens en Norvège, et que les ayants-droit à la succession soient inconnus ou soient absents et non représentés, les représentants consulaires intéressés auront le droit de requérir l'apposition ainsi que la levée des scellés sur tous meubles, effets, et papiers du défunt. Ils pourront procéder eux-mêmes à la liquidation de la succession ou nommer administrateur pour y procéder. L'intervention consulaire ne sera plus admise dès qu'il aura été constaté qu'il n'y a pas d'ayants-droit de la nationalité du défunt.

Toutefois, rien de ce qui est contenu dans cet article ne saurait être tenu comme pouvant dessaisir les tribunaux du pays où se trouvent les biens, des affaires rentrant dans leur propre compétence.

Article XXIV.

1. Aucune des dispositions du présent traité ne saurait empêcher chacune des Hautes Parties contractantes de prendre en tout temps des dispositions pour régler ou interdire l'immigration sur son territoire, pourvu qu'elles ne constituent pas une mesure de discrimination particulièrement dirigée contre les ressortissants de l'autre Partie.

Les dispositions du présent traité ne portent non plus atteinte au droit de chacune des Hautes Parties contractantes d'interdire aux ressortissants de l'autre le séjour sur le territoire et de les expulser conformément aux lois et règlements en vigueur pour tous les étrangers. L'autre Partie s'engage à accueillir de nouveau ses ressortissants et leurs familles ainsi expulsés si leurs nationalité est certifiée par le consul compétent. Le transport des personnes expulsées jusqu'à la frontière ou jusqu'au port d'embarquement de la Partie qui prononce l'expulsion sera à la charge de cette dernière.

Le présent traité ne touche ni aux dispositions d'ordre général qui ont été ou seront édictées par l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes quant aux conditions selon lesquelles les ouvriers étrangers pourront être admis à y exercer un métier, ni aux règles relatives aux passeports.

of deserters belonging to the crews of the vessels in question, provided that such deserters are not subjects of the other High Contracting Party.

2. For this purpose they must make written application to the competent central or local authorities for the surrender of the deserters. They must prove by the production of the vessel's papers or the list of the crew or by means of other official documents carried by the vessel that the persons whose surrender is applied for are really members of the crew of the vessel in question.

On receipt of an application supported as above, every assistance shall be granted for the pursuit and arrest of the said deserters who, upon a written request from the Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Officials, and at their expense, shall be detained in the prisons of the country until such time as an opportunity shall arise for their repatriation by the competent Consul.

3. Nevertheless, if no such opportunity arises within a period of two months as from the date of arrest, the said deserters shall be set at liberty and shall not be liable to re-arrest for the same offence.

4. If the deserter has been guilty, in the territory of the country in which he is, of any crime or misdemeanour, the surrender of such deserter to the Consul or Consular official shall be suspended pending the delivery of judgment by the Court competent to deal with the case, and pending the carrying out of such sentence.

5. It is understood that the provisions of the present Article do not apply to persons who are nationals of the country in which they have deserted.

Article XXIII.

If a Norwegian national dies leaving property in Persia or a Persian national dies leaving property in Norway, and if the persons entitled to the property are unknown, or absent and unrepresented, the Consular representatives concerned shall be entitled to apply for the imposition or removal of seals on all furniture, effects and papers of the deceased. They may themselves undertake the winding up of the estate or appoint an executor for the purpose. The intervention of the Consul shall cease as soon as it has been ascertained that no person of the nationality of the deceased has any claim on the estate.

Nethertheless, nothing in this Article shall be regarded as depriving the Courts of the country in which the property is situated of their right to deal with matters coming within their jurisdiction.

Article XXIV.

1. None of the provisions of the present Treaty shall prevent either of the High Contracting Parties from taking at any time steps to regulate or prohibit immigration into its territory, provided that such steps do not constitute discriminatory action specifically directed against the nationals of the other Party.

Furthermore the provisions of the present Treaty shall not affect the right of either of the High Contracting Parties to forbid nationals of the other Party to stay in its territory, and to expel them in accordance with the laws and regulations in force for all foreigners. The other Party undertakes to receive back its nationals and their families thus expelled, if their nationality is vouched for by the competent Consul. The cost of conveyance of expelled persons to the frontier or port of embarkation of the Party ordering the expulsion shall be borne by that Party.

The present Treaty shall not affect the general provisions which have been, or may hereafter be issued, by either of the High Contracting Parties in regard to the conditions under which foreign workmen may be admitted to exercise their trades in the territory of that Party, nor to the rules regarding passports.

2. Les stipulations de présent traité ne sont pas applicables aux privilèges accordés ou qui seront accordés par la Norvège à la Suède, au Danemark et à l'Islande, tant que ces privilèges n'auront été accordés à aucun autre Etat.

3. Aucune des Hautes Parties contractantes ne pourra, en vertu des dispositions du présent traité, revendiquer les privilèges qui ont été ou pourront être accordés à tout Etat limitrophe en vue de faciliter le trafic frontière ou en vertu d'une union douanière contractée par l'autre Haute Partie contractante.

Article XXV.

1. Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification en seront échangés aussitôt que possible à Paris.

2. Le présent traité prendra effet à la date de l'échange des ratifications. Il restera en vigueur pour une durée de cinq ans à partir de cette date.

3. Au cas où, six mois avant l'expiration dudit délai de cinq ans, aucune des Hautes Parties contractantes n'aurait notifié à l'autre Partie son intention de mettre fin audit traité, ce dernier restera en vigueur jusqu'à l'expiration de six mois à partir du jour où l'une des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncé.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double en français, à Paris, le huit mai mil neuf cent trente.

(L. S.) (s) F. Wedel JARLSBERG.

(L. S.) (s) Hussein ALA.

ÉCHANGE DE NOTES

I.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 8 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion du Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé ce jour même, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de communiquer à Votre Excellence qu'il est bien entendu que le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de retirer l'exequatur des représentants consulaires en notifiant au préalable au représentant de l'autre Partie ses motifs, sans avoir en aucun cas à les justifier ni à subordonner sa décision à l'agrément de l'autre Partie.

Afin d'éviter tout malentendu concernant l'interprétation des dispositions de l'article XX du traité de ce jour, il est de même bien entendu que les représentants consulaires nommés par l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne pourront pas exercer leur fonction avant que leur nomination ait été approuvée et agréée par le gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) F. Wedel JARLSBERG.

Son Excellence
Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse,
etc., etc., etc.
Paris.

2. The provisions of the present Treaty shall not apply to privileges granted, or which may hereafter be granted, by Norway to Sweden, Denmark or Iceland, in so far as such privileges are not granted to any other State.

3. Neither of the High Contracting Parties shall be entitled in virtue of the provisions of the present Treaty to claim privileges granted, or which may hereafter be granted, to any neighbouring State with the object of facilitating frontier traffic or in virtue of a Customs Union agreed to by either High Contracting Party.

Article XXV.

1. The present Treaty shall be ratified, and the instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible in Paris.

2. The present Treaty shall come into effect as from the date of exchange of ratifications. It shall remain in force for a period of five years as from that date.

3. If, six months before the expiry of the said period of five years, neither of the High Contracting Parties has notified the other of its intention to bring the said Treaty to an end, it shall remain in force until the expiry of a period of six months from the date on which either of the High Contracting Parties has denounced it.

In faith whereof, the respective Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done, in duplicate, in French, at Paris on May the eighth, one thousand nine hundred and thirty.

(L. S.) (s) F. Wedel JARLSBERG.

(L. S.) (s) Hussein ALA.

EXCHANGE OF NOTES.

I.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *May 8, 1930.*

SIR,

In connection with the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation signed to-day, I have the honour, on the instructions of my Government, to inform Your Excellency that it is understood that the Government of each of the High Contracting Parties reserves to itself the right to withdraw exequaturs from consular representatives after previously notifying its reasons to the representative of the other Party, without being bound in any case to justify such reasons, or to make its decision dependant upon the acquiescence of the other Party.

In order to avoid any misunderstanding regarding the interpretation of the provisions of Article XX of to-day's Treaty, it is similarly understood that consular representatives appointed by one of the High Contracting Parties in the territory of the other may not exercise their functions before their appointment has been approved and agreed to by the Government to which they are accredited.

I have, etc.

(s) F. Wedel JARLSBERG.

To His Excellency
Mirza Hussein Khan Ala,
Persian Minister,
etc., etc., etc.
Paris.

II.

LÉGATION IMPÉRIALE DE PERSE.

N° 268.

PARIS, le 8 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion du Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé ce jour-même, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de communiquer à Votre Excellence qu'il est bien entendu que le gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes se réserve le droit de retirer l'exequatur des représentants consulaires en notifiant au préalable au représentant de l'autre Partie ses motifs, sans avoir en aucun cas à les justifier ni à subordonner sa décision à l'agrément de l'autre Partie.

Afin d'éviter tout malentendu concernant l'interprétation des dispositions de l'article XX du traité de ce jour, il est de même bien entendu que les représentants consulaires nommés par l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre ne pourront pas exercer leur fonction avant que leur nomination ait été approuvée et agréée par le gouvernement auprès duquel ils sont envoyés.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) Hussein ALA.

Son Excellence
le Baron de Wedel Jarlsberg,
Ministre de Norvège,
25, Rue de Surène,
Paris VIII.

III.

LÉGATION DE NORVÈGE.

PARIS, le 8 mai 1930.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A l'occasion du Traité d'amitié, de commerce et de navigation signé ce jour même, j'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de communiquer à Votre Excellence que mon gouvernement ne choisira pas, selon le désir exprimé par le gouvernement impérial, ses représentants consulaires en Perse parmi les sujets persans.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(s) F. Wedel JARLSBERG.

Son Excellence
Mirza Hussein Khan Ala,
Ministre de Perse,
etc., etc., etc.,
Paris.

Copie certifiée conforme :

Au Ministère des Affaires étrangères,
Oslo, le 31 octobre 1932.

*Le Chef de la Division des Affaires
de la Société des Nations :*

Rolf Andvord.

II.

IMPERIAL PERSIAN LEGATION.

No. 268.

PARIS, *May 8, 1930.*

SIR,

In connection with the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation signed to-day, I have the honour, on the instructions of my Government, to inform Your Excellency that it is understood that the Government of each of the High Contracting Parties reserves to itself the right to withdraw exequaturs from consular representatives after previously notifying its reasons to the representative of the other Party, without being bound in any case to justify such reasons, or to make its decision dependant upon the acquiescence of the other Party.

In order to avoid any misunderstanding regarding the interpretation of the provisions of Article XX of to-day's Treaty, it is similarly understood that consular representatives appointed by one of the High Contracting Parties in the territory of the other may not exercise their functions before their appointment has been approved and agreed to by the Government to which they are accredited.

I have, etc.

(s) Husseïn ALA.

To His Excellency
Baron Wedel Jarlsberg,
Norwegian Minister,
25, Rue de Surène,
Paris VIII.

III.

NORWEGIAN LEGATION.

PARIS, *May 8, 1930.*

SIR,

In connection with the Treaty of Friendship, Commerce and Navigation signed to-day, I have the honour, on the instructions of my Government, to inform you that, in accordance with the desire expressed by the Imperial Government, my Government will not appoint Persian subjects as its consular representatives in Persia.

I am, etc.

(s) F. Wedel JARLSBERG.

To His Excellency
Mirza Husseïn Khan Ala,
Persian Minister,
etc., etc., etc.
Paris.

N° 3090.

BELGIQUE ET POLOGNE

Convention vétérinaire. Signée à
Bruxelles, le 18 décembre 1930.

BELGIUM AND POLAND

Veterinary Convention. Signed at
Brussels, December 18, 1930.

N° 3090. — CONVENTION VÉTÉRINAIRE¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA POLOGNE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 18 DÉCEMBRE 1930.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'affaires a. i. de la délégation polonaise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 15 novembre 1932.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, ayant reconnu la nécessité de conclure une Convention vétérinaire destinée à faciliter, dans toute la mesure du possible, entre les deux pays, et tout en assurant la sauvegarde de leurs intérêts vitaux, le trafic réciproque des animaux, de leurs produits, ainsi que de matières et objets pouvant servir de véhicule à la contagion, ont résolu de conclure une convention et à cet effet ont nommé pour leurs plénipotentiaires respectifs :

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE :

Monsieur Thaddée JACKOWSKI, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de Pologne à Bruxelles ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Son Excellence Monsieur HYMANS, ministre d'Etat, son ministre des Affaires étrangères ;
Son Excellence Monsieur BAELS, son ministre de l'Agriculture ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'importation du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'autre partie, des animaux et de produits bruts d'origine animale, des viandes fraîches et conservées et de tous produits carnés destinés à l'alimentation ainsi que de matières ou objets susceptibles d'être véhicules de maladies contagieuses, peut être limitée à certains points de la frontière.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront, avant l'entrée en vigueur de la présente convention, la liste des bureaux de douane ouverts à l'importation des animaux et des produits, matières et objets dont il s'agit, ainsi que l'énumération des jours et des heures auxquels ces bureaux sont ouverts.

Elles s'engagent à y organiser le service de manière à donner satisfaction aux nécessités commerciales. Elles se communiqueront également, au fur et à mesure, les modifications qui seraient apportées à ladite liste.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 18 octobre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.No. 3090. — VETERINARY CONVENTION ² BETWEEN BELGIUM AND POLAND. SIGNED AT BRUSSELS, DECEMBER 18, 1930.

French official text communicated by the Chargé d'Affaires a. i. of the Polish Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Convention took place November 15, 1932.

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having realised the necessity of concluding a Veterinary Convention designed, while safeguarding, their vital interests, to facilitate between the two countries, as far as possible, the traffic in animals, animal products and materials and articles liable to transmit infection, have resolved to conclude a Convention and have for this purpose appointed as their respective Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE POLISH REPUBLIC :

M. Thaddée JACKOWSKI, Polish Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Brussels;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

His Excellency M. HYMANS, Minister of State, His Minister for Foreign Affairs ;
His Excellency M. BAELS, His Minister for Agriculture ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed on the following provisions :

Article I.

The importation from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of the other Party of animals or raw products of animal origin, of fresh or preserved meat and of all meat products intended for food, as well as of materials or articles likely to transmit infectious diseases, may be confined to certain points on the frontier.

Prior to the entry into force of the present Convention, the High Contracting Parties will supply one another with a list of the Customs offices open for the import of the said animals and products, materials and articles, together with a schedule of the days on which and the hours at which these offices are open.

They undertake to organise the working of the offices in such a way as to satisfy commercial requirements. They will also notify one another, as and when necessary, of any alterations made in the aforesaid list.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Warsaw, October 18, 1932.

Article 2.

Les animaux visés à l'article premier comprennent les sujets des espèces chevaline, asine et leurs croisements, bovine, ovine, caprine, porcine, ainsi que la volaille.

Article 3.

L'importation des animaux visés à l'article 2 ci-dessus, des produits d'origine animale, ainsi que des matières ou objets pouvant servir de véhicule à la contagion ne fera l'objet d'aucune autorisation préalable. Toutefois les porcs vivants ne seront admis à l'importation que moyennant une autorisation spéciale.

Article 4.

Les animaux importés seront soumis aux précautions sanitaires, conformément aux règles fixées par le pays de destination.

Les animaux seront accompagnés d'un certificat d'origine et de santé indiquant le lieu d'origine et le lieu de destination des animaux, délivré par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat.

Le certificat doit attester que la commune d'origine et le territoire éventuellement traversé pour rejoindre le lieu où les animaux ont été chargés sur wagon ou sur bateau, sont indemnes des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire. Il doit, en outre, porter une déclaration d'un médecin vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que les animaux, au moment du chargement, ont été trouvés sains.

Le certificat prévu pour l'exportation des animaux susceptibles de contracter :

- a) La peste bovine, la péripneumonie des bovidés et la dourine ;
- b) La peste porcine, la pneumo-entérite du porc et la clavelée ;
- c) La fièvre aphteuse et la peste aviaire,

ne sera délivré, en ce qui concerne les animaux des espèces réceptives, que si les maladies ci-dessus mentionnées ne se sont manifestées ni dans la commune d'origine, ni dans les communes limitrophes : pour les maladies visées au littéra a), au moins depuis un an ; au littéra b), au moins depuis quarante jours ; au littéra c), au moins depuis trente jours.

La constatation de cas sporadiques de charbon bactérien, de charbon symptomatique, de morve, de rouget du porc fet de septicémie hémorragique des ruminants et du porc, ainsi que de gale, n'empêchera pas la délivrance du certificat, sauf pour les animaux des étables ou des zones placées sous le contrôle vétérinaire d'après les règlements du pays d'exportation.

Un même certificat peut se rapporter à plusieurs animaux de la même espèce, à condition que ceux-ci appartiennent au même importateur et proviennent de la même localité. Pour les solipèdes et les bovins, le certificat portera le signalement complet de chaque animal ; pour les autres espèces, il mentionnera le nombre, l'espèce, la race et le sexe. Ces indications seront inscrites de la main du médecin vétérinaire chargé de l'examen et seront suffisantes pour empêcher toute substitution d'animaux.

Le pays importateur peut exiger que les grands animaux portent une marque spéciale lorsque le signalement ne permet pas de les reconnaître sûrement. Les certificats ne devront pas être délivrés plus de trois jours avant la mise en route, non compris le jour de la délivrance.

Les cas de mort accidentelle survenue en dehors de toute maladie contagieuse, qui pourraient se vérifier pendant le transport, avant l'arrivée à la douane d'entrée du pays destinataire, et constatés par l'autorité vétérinaire compétente, seront enregistrés sur les certificats d'origine et de santé qui accompagnent les animaux.

Article 5.

La viande et les préparations de viande importées seront soumises au contrôle vétérinaire et aux prescriptions en vigueur dans le pays d'importation.

Article 2.

The animals referred to in Article 1 shall include horses, asses, etc. and cross-breeds thereof, cattle, sheep, goats, pigs and poultry.

Article 3.

The importation of the animals referred to in Article 2 above, of products of animal origin and of materials and articles liable to transmit infection shall not be subject to any previous authorisation. Live pigs, however, shall only be imported by special permission.

Article 4.

The animals imported shall form the subject of sanitary precautions, in accordance with the rules laid down by the country of destination.

The animals shall be accompanied by a certificate of origin and health, stating the place of origin and place of destination of the animals, issued by a Government veterinary surgeon or official duly authorised by the Government.

The certificate shall attest that the commune of origin and any districts traversed on the way to the place where the animals were loaded on trucks or boats, are immune from any notifiable contagious disease. It should also include a declaration by a Government veterinary official or surgeon duly authorised by the Governments to the effect that when loaded the animals were found healthy.

The certificate required for the export of animals susceptible to :

- (a) Cattle plague, peripneumonia of cattle and dourine ;
- (b) Swine fever, swine plague and sheep-pox ;
- (c) Foot-and-mouth disease and fowl plague

shall not be delivered in the case of such animals, unless the aforesaid diseases have not been prevalent in the commune of origin or neighbouring communes for a period of at least a year in the case of the diseases specified under (a), forty days in the case of the diseases specified under (b) or thirty days in the case of the diseases specified under (c).

The fact that sporadic cases of anthrax, symptomatic anthrax, glanders, swine erysipelas and hæmorrhagic septicæmia of ruminants and swine and also mange have been reported shall not preclude the issue of the certificate, except in the case of animals from stables or zones subject to veterinary inspection under the regulations of the exporting country.

A certificate may cover several animals of the same species, provided that they belong to the same importer and come from the same district. In the case of horses, etc., and cattle, the certificate shall contain a complete description of each animal ; in the case of other species it shall state the number, species, race and sex. These particulars shall be entered in the handwriting of the veterinary surgeon responsible for inspection and shall be sufficiently ample to preclude any substitution of animals.

The importing country may insist on the larger animals being specially marked when it is impossible to recognise them for certain from the description. Certificates may not be issued more than three days before the consignment is despatched, not counting the date of issue.

Cases of accidental death not due to any infectious disease, which occur during transport and before arrival at the Customs import office of the country of destination and are certified by the competent veterinary authority, shall be entered on the certificate of origin and health accompanying the animals.

Article 5.

Imported meat and meat preparations shall be subject to veterinary inspection and to the provisions in force in the country of import.

Pour être admises à l'importation, les viandes fraîches, réfrigérées, congelées ou conservées par d'autres procédés, les graisses, saindoux et tous les produits carnés destinés à l'alimentation doivent être accompagnés d'un certificat délivré par un médecin vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, attestant que les animaux dont ils proviennent ont été abattus dans un abattoir public ou dans un abattoir agréé pour l'exportation dans lequel ils ont été soumis à la visite vétérinaire avant et après l'abatage, et que les viandes ont été reconnues saines et bonnes pour l'alimentation humaine. Toutefois l'importation de la viande de cheval conservée et préparée est subordonnée aux législations en vigueur dans chacune des Hautes Parties contractantes.

Pour les viandes de porc ou préparations de viande de porc en provenance de la Pologne le certificat mentionnera qu'un examen trichinoscopique a été effectué avec résultat négatif.

Pour les viandes conservées ou préparées, le certificat doit attester, en outre, qu'elles ne contiennent aucune substance dont l'utilisation est prohibée par le règlement du pays destinataire.

Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement la liste des substances (antiseptiques, colorantes ou autres) dont l'emploi est prohibé sur leur territoire pour la fabrication ou la conservation des viandes et des préparations de viandes, ainsi que les modifications apportées à ladite liste.

Les viandes fraîches ou conservées par un procédé frigorifique devront être présentées au contrôle vétérinaire à l'importation exclusivement dans les conditions suivantes :

- a) Viande de bœuf : animaux dépouillés entiers ou divisés par moitiés ou par quarsiers ;
- b) Viande de mouton et de chèvre : animaux dépouillés entiers ou divisés par moitiés ;
- c) Viande de porc : animaux entiers, ou divisés par moitiés avec ou sans le lard ; celui-ci peut être importé séparément ;
- d) Viande de cheval : animaux dépouillés entiers, animaux divisés par moitiés ou par quartiers, à condition que les poumons et la tête soient naturellement adhérents à l'une des moitiés ou à l'un des quartiers antérieurs.

Les moitiés et les quartiers doivent être juxtaposables et seront marqués de façon à permettre la reconstitution de l'animal en entier.

L'épluchage (excision d'une partie quelconque ou grattage des séreuses) ou l'enlèvement de ganglions entraîne le refoulement dans tous les cas.

Les viandes, préparations de viandes ou au besoin les récipients contenant les viandes préparées ou conservées seront marqués d'une estampille qui sera reproduite sur le certificat accompagnant l'envoi.

Article 6.

Les produits animaux bruts pourront être soumis au contrôle vétérinaire dans le pays d'importation. Ils seront accompagnés d'un certificat délivré par un médecin vétérinaire de l'Etat ou dûment autorisé par l'Etat, permettant leur identification et attestant qu'ils proviennent d'animaux indemnes de maladies contagieuses.

Le certificat ne sera pas exigé pour les produits qui ont subi un traitement considéré comme offrant une garantie suffisante au point de vue de la prophylaxie vétérinaire (dessication, salaison, traitement arsenical ou autre, lavage antiseptique, étuvage, désinfection, etc.).

De même seront admis sans certificats et ne seront pas soumis à des restrictions pour des raisons de police vétérinaire : les peaux sèches d'animaux sauvages et de lapins ; la laine lavée industriellement ; les résidus de laine et la laine provenant de tanneries ; les plumes de toute sorte, emballées en sacs clos ; les boyaux, les estomacs, les vessies, séchés ou salés, emballés convenablement ou mis en caisses ou en barils clos et destinés à un usage industriel ; les résidus de peaux traités à la chaux ; les poils d'animaux parfaitement secs ou ayant été bouillis ou imprégnés de chaux ; les cornes, les sabots, les ongles, les os, tous dégraissés ou bouillis ou séchés et dégagés des parties molles ; les œufs, le lait et les produits laitiers ; le suif fondu à usage industriel, la graisse du porc fondue, les rognures des graisses fondues, en tant que tous ces produits sont dénaturés de façon à les rendre inaptes à l'alimentation humaine.

Fresh, chilled, frozen or other forms of preserved meat, fat, lard and all meat products intended for food must be accompanied by a certificate delivered by a Government veterinary surgeon or official duly authorised by the Government for the purpose before they can be allowed to be imported ; such certificate must attest that the animals from which the products are derived have been slaughtered in a public slaughter-house or in a slaughter-house approved for export where they have been inspected before and after slaughter, and that the meat has been found wholesome and fit for human consumption. Nevertheless, the import of preserved and prepared horse-flesh shall be subject to the current legislation of each of the High Contracting Parties.

In the case of pork or pork preparations of Polish origin, the certificate shall specify that the inspection for trichinae has given a negative result.

In the case of preserved or prepared meat, the certificate must further attest that the meat contains no substance prohibited by the regulations of the country of destination.

The High Contracting Parties shall furnish one another with a list of the substances (antiseptic, colouring or other) the use of which is prohibited in their territory for the preparation or preservation of meat and meat preparations, and shall inform one another of any changes made in such list.

Fresh meat or meat preserved by a refrigerating process must be submitted for veterinary inspection on import in the following forms only :

- (a) Beef : entire carcasses, without the hides, or halves or quarters of carcasses ;
- (b) Mutton and goatsmeat : entire carcasses, without the hides, or halves of carcasses ;
- (c) Pork : entire carcasses or halves of carcasses with or without the lard ; the latter may be imported separately ;
- (d) Horseflesh : entire carcasses without the hides, halves or quarters of carcasses, provided that the lungs and head adhere naturally to one of the halves or forequarters.

Halves and quarters of carcasses should permit of being laid alongside one another and should be so marked as to permit of the whole carcass being reconstituted.

Cleaning (excision of any part or scraping of the serous glands) or the removal of glands will involve rejection in all cases.

Meat, meat preparations or, if need be, receptacles containing prepared or preserved meat shall be marked with a stamp, which shall be reproduced on the certificate accompanying the consignment.

Article 6.

Raw animal products may be subjected to veterinary inspection in the country of import. They shall be accompanied by a certificate issued by a Government veterinary surgeon or official duly authorised by the State, enabling them to be identified and attesting that they are derived from animals immune from contagious diseases.

No certificate shall be required for products which have been subjected to a form of treatment regarded as an adequate safeguard from a veterinary standpoint (drying, salting, arsenical or other treatment, antiseptic washing, stoving, disinfection, etc.).

The following shall also be admitted without certificates and shall not be subjected to veterinary police restrictions : the dried skins of wild animals and rabbits ; factory-washed wool ; woollen waste and wool from tanneries ; feathers of every kind, packed in closed sacks ; dried or salted guts, stomachs and bladders suitably wrapped or packed in closed cases or barrels and intended for industrial processes ; waste hides treated with lime ; animal hair thoroughly dried or which has been scalded or soaked in lime ; horns, hoofs, claws or bones from which the fat has been removed or which have been scalded or dried, without particles of soft material adhering thereto ; eggs, milk and dairy products ; melted lard for industrial purposes, melted pork fat, melted fat scrapings, provided that all these products have been so treated as to make them unfit for human consumption.

Article 7.

Lorsqu'une maladie contagieuse, dont la déclaration est obligatoire au pays d'importation, est constatée à la frontière dans un convoi d'animaux de provenance du territoire de l'autre partie contractante, les animaux atteints, les animaux contaminés et les animaux suspects seront placés sous le contrôle du service vétérinaire du pays d'importation. Ce service a tous pouvoirs pour exiger, aux frais de l'importateur, soit l'abatage à la frontière, soit l'envoi de ces animaux dans un abattoir désigné à cet effet, soit de prendre telles mesures qui paraîtront convenables. Quant à l'utilisation des viandes et des produits provenant des animaux ainsi abattus, on appliquera le traitement en vigueur au pays d'importation pour les animaux indigènes.

Dans tous les cas et à tous moments le propriétaire pourra demander l'abatage de tous ou d'une partie des animaux placés sous le contrôle vétérinaire.

Le médecin vétérinaire de frontière notera sur le certificat d'origine et de santé qui accompagne les animaux, le motif de l'abatage ou de la mise sous contrôle des animaux et signera sa déclaration; ce certificat, accompagné d'un procès-verbal des faits constatés et des dispositions adoptées, sera soumis par le susdit médecin vétérinaire à l'autorité vétérinaire centrale de son pays; celle-ci en donnera communication au pays d'origine.

La constatation, après l'entrée des animaux sur le territoire du pays destinataire, de l'une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire, sera consignée dans un procès-verbal rédigé par un médecin vétérinaire d'Etat ou dûment autorisé par l'Etat; le texte de ce procès-verbal sera communiqué de suite par l'autorité vétérinaire compétente à l'autorité vétérinaire centrale du pays d'origine.

Article 8.

Les dispositions de la présente convention seront applicables aux animaux originaires des territoires des Hautes Parties contractantes pour le transit à travers le territoire de l'une ou l'autre Partie, à cette condition que le pays destinataire prenne l'engagement de ne refouler en aucun cas les animaux expédiés en transit. Si le transit exigeait la traversée d'autres pays, l'autorisation du passage devrait être préalablement obtenue des divers pays traversés.

Le transit de la viande fraîche, conservée ou préparée des matières premières d'origine animale transportées du territoire d'une Partie contractante à travers le territoire de l'autre Partie, par voie ferrée dans des wagons fermés ou plombés ou par bateau, sera admis aux mêmes conditions que l'importation et sans que soit exigé aucun engagement préalable d'acceptation des pays éventuellement traversés et du pays destinataire.

Article 9.

Les autorités sanitaires vétérinaires des ports de l'une des Hautes Parties contractantes peuvent délivrer valablement des attestations conformes pour des expéditions fractionnées à destination de l'autre Partie contractante, des produits dont il est question dans la présente convention et qui ont été importés sous le couvert d'une attestation sanitaire vétérinaire globale et admise par le pays destinataire.

Article 10.

Les chevaux de course, les chevaux destinés aux concours ou aux épreuves sportives, pourront être admis à l'importation s'ils sont accompagnés, en lieu et place du certificat d'origine et de santé prévu par cette convention, d'un certificat délivré par les présidents des sociétés hippiques, reconnues par l'Etat, et dont la liste aura été notifiée à l'autre Haute Partie contractante.

Article 7.

When a contagious disease notifiable in the country of import is observed at the frontier in a consignment of animals coming from the territory of the other Contracting Party, the infected, contaminated or suspect animals shall be placed under the supervision of the veterinary service of the importing country. This service is fully entitled to insist on such animals being slaughtered at the importer's expense, at the frontier or sent to a slaughter-house appointed for the purpose or it may take such steps as are thought suitable. The use to be made of the meat and products of the animals thus slaughtered shall be determined by the regulations applicable in the importing country to animals of native origin.

In every case and at any time the owner may ask for all or some of the animals placed under veterinary supervision to be slaughtered.

The veterinary surgeon at the frontier shall note on the certificate of origin and health accompanying the animals the reasons for the animals being slaughtered or subjected to supervision and shall sign his statement ; this certificate, together with a report on the facts of the case and the measures adopted, shall be sent by the said veterinary surgeon to the central veterinary authority of his country which shall transmit it to the country of origin.

Should any of the contagious diseases compulsorily notifiable be reported after the import of the animals into the territory of the country of destination, the fact shall be recorded in a minute drawn up by a Government veterinary surgeon or by an official duly authorised by the Government; the text of such minute shall be communicated at once by the competent veterinary authority to the central veterinary authority of the country of origin.

Article 8.

The provisions of the present Convention shall apply to animals coming from the territories of the High Contracting Parties for transit through the territory of either Party, provided that the country of destination undertakes in no case to reject the animals consigned in transit. Should the transit involve the crossing of other countries, permission for such passage must first be obtained from the various countries traversed.

The transit of fresh, preserved or prepared meat or of raw materials of animal origin conveyed from the territory of one Contracting Party through the territory of the other Party by rail in closed or sealed trucks or by boat shall be allowed on the same terms as importation, and no previous undertaking to accept the consignments shall be required from the countries eventually traversed or from the country of destination.

Article 9.

The veterinary sanitary authorities of the ports of one of the High Contracting Parties shall have power to issue suitable attestations for broken consignments, addressed to the other Contracting Party, of the products referred to in the present Convention which have been imported in virtue of a collective veterinary sanitary attestation regarded as adequate by the country of destination.

Article 10.

Permission may be given to import race-horses and horses intended for competitions or sporting contests, if, in lieu of the certificate of origin and health required by this Convention, they are accompanied by a certificate delivered by the Presidents of Horse-breeding Societies approved by the State, a list of which has been communicated to the other High Contracting Party.

Ce certificat devra porter le timbre et le visa du club ou de la société et contenir le nom et le domicile du propriétaire, le signalement exact de l'animal, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que la déclaration d'un médecin vétérinaire, attestant la bonne santé de l'animal et déclarant que l'établissement d'où il provient est indemne de maladies contagieuses.

Article 11.

Si la peste bovine est constatée sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, l'autre Partie aura le droit de prohiber ou de limiter, aussi longtemps que dure le danger de contagion, l'importation et le transit des ruminants, des porcs, des produits d'origine animale, et, en général, de tous les produits pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 12.

Si, du fait du trafic des animaux, une des maladies contagieuses dont la déclaration est obligatoire au pays d'importation, venait à être importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes à celui de l'autre, ou bien si l'une de ces maladies revêtait un caractère menaçant dans le territoire de l'une des Parties, l'autre aura le droit de limiter ou de prohiber, aussi longtemps que durera le danger, l'importation des animaux appartenant aux espèces exposées à la maladie, en provenance des territoires envahis ou menacés. Dans ces mêmes conditions, la limitation ou la prohibition d'importation pourra s'étendre aux produits d'origine animale ou aux matières et objets capables de servir de véhicule à la contagion.

L'importation ne pourra être prohibée dans le cas de charbon bactérien, de charbon bactérien, de septicémie hémorragique, rage, morve, rouget de porc, tuberculose et gale.

La durée de la période de danger de contagion pour les maladies envisagées à l'article 4, lettres a), b), c), à l'exception de la peste bovine, sera limitée aux périodes prévues au même article. Cette durée sera calculée à partir de la date de la communication officielle de la disparition de la maladie.

Article 13.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à publier, le 1^{er} et le 15 de chaque mois, un bulletin sur la situation sanitaire-vétérinaire. Ce bulletin, aussitôt publié, sera directement transmis à l'autre Partie contractante ; il sera rédigé d'une manière uniforme et de façon à donner une indication exacte de l'état sanitaire du bétail dans les différentes parties du pays.

Article 14.

Les communications urgentes relatives à l'application de la présente convention pourront être échangées directement par les autorités vétérinaires centrales de chacune des Hautes Parties contractantes ; copie en sera transmise par la voie diplomatique.

Article 15.

Lorsque, sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, on constate la peste bovine ou la péripneumonie des bovidés, ou la dourine des solipèdes, l'autorité centrale vétérinaire de l'autre Partie contractante sera immédiatement et directement informée par voie télégraphique.

The certificate must bear the stamp and visa of the club or society and contain the name and domicile of the proprietor, and an exact description of the animal, its place of origin and place of destination, together with a declaration by a veterinary surgeon to the effect that the animal is healthy and that the establishment from which it comes is immune from contagious diseases.

Article 11.

Should the existence of cattle plague be reported in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Party shall be entitled to prohibit or to limit, for as long as the danger of contagion lasts, the import and transit of ruminants, pigs, products of animal origin or, in general, of any products likely to carry the infection.

Article 12.

Should one of the epizootic diseases compulsorily notifiable in the country of import be imported, owing to the trade in animals, from the territory of either High Contracting Party into that of the other, or should one of the said diseases assume a threatening character in the territory of either Party, the other Party shall be entitled to limit or prohibit, for so long as the danger lasts, the import of animals of the species exposed to the disease coming from the districts affected or threatened. Such limitation or prohibition of import may, under the same conditions, be extended to products of animal origin or materials and articles liable to carry infection.

Import may not be prohibited in the case of anthrax, symptomatic anthrax, hæmorrhagic septicæmia, rabies, glanders, swine, erysipelas, tuberculosis and mange.

The duration of the period of danger of contagion in the case of the diseases referred to in Article 4 (*a*), (*b*), (*c*), with the exception of cattle plague, shall be limited to the periods specified in the said Article. Such period shall be calculated from the date of the official communiqué notifying the disappearance of the disease.

Article 13.

Each of the High Contracting Parties undertakes to publish, on the 1st and 15th of each month, a bulletin on the veterinary sanitary situation. Such bulletin shall be transmitted direct to the other Contracting Party immediately on publication ; it shall be drawn up on uniform lines and shall give an exact idea of the sanitary condition of the livestock in the various parts of the country.

Article 14.

Urgent communications concerning the application of the present Convention may be exchanged directly between the central veterinary authorities of the two High Contracting Parties ; copies of such communications shall be forwarded through the diplomatic channel.

Article 15.

When the existence of cattle plague or peripneumonia of cattle or dourine of horses, etc., is reported in the territory of one of the High Contracting Parties, the central veterinary authority of the other Contracting Party shall be informed immediately and directly by telegraph.

Article 16.

La désinfection des wagons ayant servi au transport des animaux, des bateaux, quais, passerelles, etc. effectuée suivant les prescriptions en vigueur sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, sera reconnue valable par l'autre Partie. Les Hautes Parties contractantes se communiqueront mutuellement la réglementation en vigueur dans leur pays, concernant la désinfection des wagons.

Article 17.

Les certificats dont il s'agit dans la présente convention seront établis suivant des modèles arrêtés de commun accord par les autorités centrales vétérinaires des deux Parties contractantes. Ils seront rédigés en français et ne devront pas être recouverts du visa consulaire.

Article 18.

Il est spécifié que les dispositions de la présente convention pourront être étendues, s'il y a lieu, par un nouvel accord entre les Hautes Parties contractantes, à d'autres maladies connues ou inconnues à l'heure actuelle, et dont la transmission pourrait être légitimement redoutée.

Article 19.

Si un différend venait à s'élever entre les deux Hautes Parties contractantes, sur l'application de la présente convention, il sera procédé à la nomination, sur la demande de l'une des Parties, d'une commission mixte dont l'avis sera pris en considération dans la décision à adopter.

Chacune des Hautes Parties contractantes nommera deux membres pour faire partie de la commission, laquelle aura le droit de s'adjoindre un cinquième membre, dans le cas où l'accord ne pourrait s'établir.

Lors de la première réunion exigeant la désignation d'un cinquième membre, celui-ci sera choisi parmi les nationaux de l'une des Hautes Parties contractantes, désignée par le sort ; dans la réunion suivante, il sera choisi parmi les nationaux de l'autre Partie, et ainsi de suite, alternativement.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée. Les ratifications en seront échangées à Varsovie aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur la quinzième jour après la date de l'échange des ratifications et demeurera exécutoire jusqu'à l'expiration de la Convention¹ commerciale polono-belge en date du 30 décembre 1922.

En foi de quoi les plénipotentiaires ci-dessus désignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Bruxelles en double exemplaire, le 18 décembre 1930.

Tadeusz JACKOWSKI.

HYMANS.

BAELS.

¹ Vol. XXI, page 183, de ce recueil.

Article 16.

The disinfection of trucks which have served for the transport of animals, boats, platforms, bridges, etc., if carried out in accordance with the regulations in force in the territory of one of the High Contracting Parties, shall be recognised as effective by the other Party. The High Contracting Parties shall notify one another of the regulations in force in their country for the disinfection of trucks.

Article 17.

The certificates referred to in the present Convention shall be drawn up in accordance with models jointly agreed upon by the central veterinary authorities of the two Contracting Parties. They shall be worded in French and shall not bear consular visas.

Article 18.

It is agreed that the provisions of the present Convention may, if necessary, be extended by a fresh agreement between the High Contracting Parties, to other diseases, whether known or unknown at the present time, the transmission of which may legitimately be apprehended.

Article 19.

In the event of a dispute arising between the two High Contracting Parties with regard to the execution of the present Convention, a Mixed Commission shall be appointed on the demand of one of the Parties and its opinion shall receive due consideration in any decision that may be adopted.

Each High Contracting Party shall appoint two members of the Commission, which shall be entitled to co-opt a fifth member in the event of agreement proving unattainable.

At the first meeting for the appointment of a fifth member, the latter shall be chosen from the nationals of one of the High Contracting Parties, designated by lot; at the next meeting, he shall be chosen from the nationals of the other Party, and so on, alternately.

Article 20.

The present Convention shall be ratified. The ratifications shall be exchanged at Warsaw as soon as possible.

The Convention shall come into force on the fifteenth day after the date of the exchange of ratifications and shall remain in force until the expiry of the Commercial Treaty¹ between Poland and Belgium of December 30, 1922.

In faith whereof the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, December 18, 1930.

Tadeusz JACKOWSKI.

HYMANS.
BAELS.

¹ Vol. XXI, page 183, of this Series.

N° 3091.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET ITALIE

Traité de conciliation modifiant les
termes de l'article II du Traité du
5 mai 1914 en vue de promouvoir
la cause de la paix générale. Signé
à Washington, le 23 septembre
1931.

UNITED STATES OF AMERICA
AND ITALY

Treaty of Conciliation modifying the
Terms of Article II of the Treaty
of May 5, 1914, to advance the
Cause of General Peace. Signed
at Washington, September 23,
1931.

No. 3091. — TREATY¹ OF CONCILIATION BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND ITALY MODIFYING THE TERMS OF ARTICLE II OF THE TREATY OF MAY 5, 1914, TO ADVANCE THE CAUSE OF GENERAL PEACE. SIGNED AT WASHINGTON, SEPTEMBER 23, 1931.

Textes officiels anglais et italien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Italie, L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 23 novembre 1932. Ce traité a été transmis au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 22 octobre 1932.

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of modifying the terms of Article II of the treaty² to advance the cause of general peace between the United States of America and Italy, signed on May 5, 1914, with respect to the appointment of and other provisions relating to the members of the International Commission constituted in accordance with the provisions of that Article, have resolved to enter into a treaty for that purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Henry L. STIMSON, Secretary of State of the United States of America ; and

HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

His Excellency Nobile Giacomo DE MARTINO, Knight of Grand Cross, Senator of the Kingdom, Royal Ambassador at Washington ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers found to be in proper form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

Article II of the treaty between the High Contracting Parties, signed on May 5, 1914, is hereby abrogated and the following provisions are substituted therefor :

The International Commission shall be composed of five members, as follows :

One member shall be appointed from each country by the Government thereof ;

The other three members shall be designated by the two Governments by common agreement. The three members designated by common agreement shall not be nationals of either the United States of America or Italy, or domiciled within

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Rome, le 30 juillet 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome IX, page 82.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 3091. — TRATTATO¹ DI CONCILIAZIONE FRA GLI STATI UNITI D'AMERICA E L'ITALIA RECANTE EMENDAMENTI AL TRATTATO PER PROMUOVERE LA CAUSA PER LA PACE GENERALE DEL 5 MAGGIO 1914. FIRMATO A WASHINGTON, IL 23 SETTEMBRE 1931.

English and Italian official texts communicated by the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place November 23, 1932.
This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, October 22, 1932.

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, ed IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA, essendo desiderosi di modificare i termini dell'articolo II del Trattato² per promuovere la causa della pace generale tra l'Italia e gli Stati Uniti d'America, firmato il 5 maggio 1914, in quanto riguarda la nomina ed altre disposizioni concernenti i membri della Commissione Internazionale costituita in conformità delle disposizioni di quell'articolo, hanno risolto di addivenire ad un Trattato in tale intento, ed hanno nominato come loro Plenipotenziari :

SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA :

Sua Eccellenza il Cavaliere di Gran Croce Nobile Giacomo DE MARTINO, Senatore del Regno, Regio Ambasciatore a Washington ; e

IL PRESIDENTE DEGLI STATI UNITI D'AMERICA :

Henry L. STIMSON, Segretario di Stato degli Stati Uniti d'America ;

I quali, dopo essersi reciprocamente comunicati i rispettivi pieni poteri, trovandoli in debita forma, hanno convenuto sugli articoli seguenti ;

Articolo I.

L'Articolo II del Trattato tra le Alte Parti Contraenti, firmato il 5 maggio 1914, è abrogato col presente Atto e vi sono sostituite le seguenti disposizioni :

La Commissione Internazionale sarà composta di cinque membri, come segue :

Un membro sarà nominato dal Governo di ciascun Paese tra i suoi cittadini ;

Gli altri tre membri verranno designati dai due Governi di comune intesa. I tre membri designati di comune intesa non dovranno essere sudditi nè dell'Italia, nè degli Stati Uniti d'America, nè domiciliati nel territorio di alcuno dei due Paesi, nè impiegati

¹ The exchange of ratifications took place at Rome, July 30, 1932.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 107, page 954.

the territories of either country, or employed in the service of either Government. The two Governments shall, also, by common agreement, designate one of these three members to be President of the Commission.

At any time when there is no case pending before the Commission, either Government may revoke the appointment of the member who is its own national and may appoint his successor. Either Government may, moreover, at any time when there is no case pending before the Commission, revoke the designation of one or more of the members chosen by the two Governments in common agreement.

Vacancies occurring by revocation or in any other manner shall be filled as soon as possible in the manner of the original appointments. Revocation by either Government of the designation of a member chosen by the two Governments in common agreement shall not become effective except simultaneously with the designation of his successor. The term of office of the Members of the Commission shall continue indefinitely.

When the members of the Commission are occupied in the examination of a question they shall receive a compensation which will be mutually agreed upon by the two Governments. Such compensation and also the other expenses of the Commission shall be paid by the two Governments in equal parts.

Article 2.

The members of the International Commission at present in office under the provisions of Article 2 of the Treaty of May 5, 1914, are continued in office in accordance with the provisions of the present treaty.

Article 3.

The present treaty shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged at Rome as soon as possible. It shall take effect on the day of the exchange of ratifications and shall remain in force during the term of the treaty concluded between the High Contracting Parties on May 5, 1914.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed this treaty in duplicate, in the English and Italian languages, and have hereunto affixed their seals.

Done at Washington, this twenty-third day of September in the year of our Lord one thousand nine hundred and thirty-one.

Henry L. STIMSON.

G. DE MARTINO.

al servizio di alcuno dei due Governi. I due Governi designeranno, anche di comune intesa, uno di questi tre membri a Presidente della Commissione.

In qualunque momento in cui non vi sia alcuna causa pendente dinnanzi alla Commissione, ciascun Governo potrà revocare la nomina del membro suo suddito e nominare il suo successore. Ciascun Governo potrà, inoltre, in qualunque momento in cui non vi sia causa pendente dinnanzi alla Commissione, revocare la designazione di uno o più dei membri scelti dai due Governi di comune accordo.

Le vacanze che si verificheranno in seguito a revoca o in qualsiasi altra maniera saranno colmate al più presto possibile nel modo delle nomine originarie. La revoca da parte di uno dei Governi della designazione di un membro scelto dai due Governi di comune intesa non diverrà effettiva se non simultaneamente alla designazione del suo successore. La durata in carica dei membri della Commissione continuerà indefinitamente.

Quando i membri della Commissione saranno occupati nell'esame di una questione essi riceveranno un compenso che sarà concordato tra i due Governi. Tale compenso, come anche le altre spese della Commissione, verrà pagato dai due Governi in parti eguali.

Articolo 2.

I membri della Commissione Internazionale attualmente in carica in base alle disposizioni dell'articolo II del Trattato del 5 maggio 1914, sono conservati in carica in conformità delle disposizioni del presente Trattato.

Articolo 3.

Il presente Trattato sarà ratificato e le ratifiche relative saranno scambiate a Roma al più presto possibile. Esso avrà effetto dal giorno dello scambio delle ratifiche e rimarrà in vigore per la durata del Trattato concluso tra le Alte Parti Contraenti il 5 maggio 1914.

In fede di che, i rispettivi Plenipotenziari hanno firmato questo Trattato in doppio originale, in lingua italiana ed inglese, e vi hanno apposto i loro sigilli.

Fatto in Washington il ventitrè di settembre dell'anno di Nostro Signore Millenovecentotrentuno.

G. DE MARTINO.

Henry L. STIMSON.

Visto, d'ordine di Sua Maestà il Re.

p. il Ministro degli Affari esteri :
(F^{to}) Suvich.

Per copia conforme :

Il Capo dell'Ufficio Trattati,
E. Lamino.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3091. — TRAITÉ DE CONCILIATION ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET L'ITALIE MODIFIANT LES TERMES DE L'ARTICLE II DU TRAITÉ DU 5 MAI 1914, EN VUE DE PROMOUVOIR LA CAUSE DE LA PAIX GÉNÉRALE. SIGNÉ A WASHINGTON, LE 23 SEPTEMBRE 1931.

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, désireux de modifier les termes de l'article II du Traité conclu le 5 mai 1914 entre l'Italie et les États-Unis d'Amérique pour servir la cause de la paix générale en ce qui concerne la nomination des membres de la Commission internationale constituée conformément aux dispositions dudit article, ainsi que d'autres dispositions relatives auxdits membres, ont résolu de conclure un traité à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

Son Excellence le Cavaliere di Gran Croce Nobile Giacomo DE MARTINO, sénateur du royaume, ambassadeur de Sa Majesté à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Henry L. STIMSON, secrétaire d'Etat des États-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs et les avoir trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'article II du Traité entre les Hautes Parties contractantes, signé le 5 mai 1914, est abrogé par le présent traité et remplacé par les dispositions suivantes :

La Commission internationale sera composée de cinq membres, comme suit :

Un membre sera nommé par le gouvernement de chaque pays et choisi parmi les ressortissants de ce dernier.

Les trois autres membres seront désignés par les deux gouvernements d'un commun accord. Les trois membres désignés d'un commun accord ne devront pas être des ressortissants de l'Italie ni des États-Unis d'Amérique, ni être domiciliés dans le territoire d'un des deux pays, ni être au service de l'un des deux gouvernements. Les deux gouvernements désigneront également d'un commun accord un de ces trois membres pour remplir les fonctions de président de la commission.

A n'importe quel moment où aucune cause ne sera pendante devant la Commission, chaque gouvernement pourra annuler la nomination du membre de sa nationalité et désigner un successeur à ce dernier. Chaque gouvernement pourra, en outre, à n'importe quel moment où aucune cause ne sera pendante devant la

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

commission, annuler la nomination d'un ou de plusieurs des membres choisis par les deux gouvernements d'un commun accord.

Les postes devenus vacants à la suite d'une annulation, ou de toute autre manière, seront pourvus le plus vite possible, suivant la mode employé pour les premières nominations. L'annulation de la part d'un des gouvernements de la nomination d'un membre choisi par les deux gouvernements d'un commun accord ne prendra effet qu'au moment de la désignation du successeur. Le mandat des membres de la commission aura une durée indéfinie.

Lorsque les membres de la commission procéderont à l'examen d'une question, ils recevront une rémunération qui sera fixée d'un commun accord par les deux gouvernements. Cette rémunération, comme les autres dépenses de la commission, sera payée à part égale par les deux gouvernements.

Article 2.

Les membres de la Commission internationale actuellement en fonctions, en vertu des dispositions de l'article II du Traité du 5 mai 1914, seront maintenus en fonctions, conformément aux dispositions du présent traité.

Article 3.

Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront échangés à Rome le plus tôt possible. Il prendra effet à dater du jour de l'échange des ratifications et restera en vigueur pendant la durée du traité conclu entre les Hautes Parties contractantes le 5 mai 1914.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent traité en double original, en langues italienne et anglaise, et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Washington, le vingt-trois septembre de l'année de Notre Seigneur mil neuf cent trente-et-un.

G. DE MARTINO.

Henry L. STIMSON.

N° 3092.

HONGRIE ET POLOGNE

Echange de notes comportant un arrangement au sujet de la protection des appellations d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles. Varsovie, le 4 novembre 1931.

HUNGARY AND POLAND

Exchange of Notes constituting an Agreement regarding the Protection of Appellations of Origin and of Designations of Quality of Wine Products. Warsaw, November 4, 1931.

N^o 3092. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS HONGROIS ET POLONAIS COMPORTANT UN ARRANGEMENT AU SUJET DE LA PROTECTION DES APPELLATIONS D'ORIGINE ET DES DÉNOMINATIONS DE QUALITÉ DES PRODUITS VINICOLES. VARSOVIE, LE 4 NOVEMBRE 1931.

Texte officiel français communiqué par le délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations et le chef de la délégation hongroise auprès de la Société des Nations. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 23 novembre 1932.

I.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o P V. 3482/31.

VARSOVIE, le 4 novembre 1931.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu récemment entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume de Hongrie au sujet de la protection en Pologne des appellations d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles hongrois et de ces mêmes appellations et dénominations des produits vinicoles polonais en Hongrie et vu le désir de nos gouvernements respectifs de voir régler la question susvisée, j'ai l'honneur de proposer au nom du Gouvernement polonais d'appliquer à cette fin les dispositions suivantes :

Le Gouvernement polonais et le Gouvernement hongrois s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réprimer sur leurs territoires l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles de l'autre partie, pourvu que ces appellations et dénominations soient dûment protégées par celle-ci et aient été notifiées par elle.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine et dénominations de qualité de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit ; toutefois, il sera tenu, à défaut

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 19 octobre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3092. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE HUNGARIAN AND POLISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE PROTECTION OF APPELLATIONS OF ORIGIN AND OF DESIGNATIONS OF QUALITY OF WINE PRODUCTS. WARSAW, NOVEMBER 4, 1931.

French official text communicated by the Permanent Delegate of Poland accredited to the League of Nations and by the Head of the Hungarian Delegation accredited to the League of Nations. The registration of this Exchange of Notes took place November 23, 1932.

I.

POLISH REPUBLIC.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
No. P.V. 3482/31.

WARSAW, November 4, 1931.

SIR,

With reference to the recent negotiations between the Government of the Polish Republic and the Government of the Kingdom of Hungary regarding the protection in Poland of appellations of origin and descriptions of quality of Hungarian wine products and of similar appellations and descriptions of Polish wine products in Hungary, and to the desire of our respective Governments to arrive at a settlement of this question, I have the honour to propose on behalf of the Polish Government that the following provisions should be applied with that object :

The Polish Government and the Hungarian Government agree to take all necessary steps to suppress in their respective territories the misuse of geographical appellations of origin and descriptions of quality of wine products of the other Party, provided such appellations and descriptions are properly protected by the latter and notified by it.

Misuse of appellations of origin and descriptions of quality of either of the two countries shall be deemed to mean the application of such appellations or descriptions to products to which they are not applicable under the laws or regulations of that country.

The notification for which provision is made above shall contain precise indications of the documents issued by the competent authority of the country of origin attesting the right to the appellations of origin in question.

The above provisions shall not preclude the vendor from placing his name and address on the make-up of the product ; but, in the absence of a regional or local appellation,

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Budapest, October 19, 1932.

d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication, en caractères apparents, du pays d'origine du produit, chaque fois que, par l'apposition du nom ou de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

La saisie des produits incriminés ou d'autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête de tout intéressé, individu, association, ou syndicat, conformément à la législation respective de chacun des deux pays.

L'emploi de fausses appellations d'origine tel qu'il est défini aux alinéas précédents, sera considéré comme un acte de concurrence déloyale et sera puni conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur respectivement en Pologne et en Hongrie.

Les dispositions qui précèdent, acceptées de part et d'autre, sont considérées établies entre la Pologne et la Hongrie le présent arrangement qui sera ratifié aussitôt que faire se pourra.

L'échange des instruments de ratification de cet arrangement aura lieu à Budapest.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après la date de l'échange des ratifications et produira ses effets tant que durera la Convention¹ de commerce entre la Pologne et la Hongrie, signée à Budapest le 26 mars 1925.

Je vous serai obligé de vouloir bien me confirmer la présente note.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, les assurances de ma considération distinguée.

Monsieur le baron
Eugène Miske Gerstenberger,
Chargé d'Affaires *a. i.* de Hongrie
à Varsovie.

BECK.

II.

LÉGATION ROYALE DE HONGRIE
EN POLOGNE.

N° 4550/Kig/31.

VARSOVIE, le 4 novembre 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par votre note N° P. V. 3482/31 en date du 4 novembre 1931, vous avez bien voulu me communiquer ce qui suit :

« En me référant aux pourparlers qui ont eu lieu récemment entre le Gouvernement de la République de Pologne et le Gouvernement du Royaume de Hongrie au sujet de la protection en Pologne des appellations d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles hongrois et de ces mêmes appellations et dénominations des produits vinicoles polonais en Hongrie et vu le désir de nos gouvernements respectifs de voir régler la question susvisée, j'ai l'honneur de proposer au nom du Gouvernement polonais d'appliquer à cette fin les dispositions suivantes :

Le Gouvernement polonais et le Gouvernement hongrois s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réprimer sur leurs territoires l'emploi abusif des appellations géographiques d'origine et des dénominations de qualité des produits vinicoles de l'autre Partie, pourvu que ces appellations et dénominations soient dûment protégées par celle-ci et aient été notifiées par elle.

Sont considérées comme employées abusivement les appellations d'origine et dénominations de qualité de l'un des deux pays lorsqu'elles sont appliquées à des

¹ Vol. XXXVII, page 151 ; vol. CVII, page 476 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

he must specify in addition in legible characters the country of origin of the product, wherever the addition of the name and address is liable to give rise to confusion with a district or locality situate in another country.

The seizure of products to which objection is taken, or other punitive measure or measures, shall take place either on the initiative of the administrative authorities or on the application of any individual, association or syndicate concerned, in accordance with the respective laws of the two countries.

The use of false appellations of origin as defined in preceding paragraphs shall be treated as unfair competition and shall be subject accordingly to the penalties imposed under the laws and regulations in force in Poland and Hungary respectively.

The above provisions accepted by both Parties shall be deemed to constitute the present Agreement between Poland and Hungary, which shall be ratified as soon as possible.

The exchange of the instruments of ratification of this Agreement shall take place at Budapest.

This Agreement shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, and shall remain in force for the same period as the Commercial Convention¹ between Poland and Hungary signed at Budapest on March 26, 1925.

Your confirmation of the present Note will be appreciated.

I have, etc.

BECK.

To

Baron Eugène Miske Gerstenberger,
Acting Hungarian Chargé d'Affaires,
Warsaw.

II.

ROYAL HUNGARIAN LEGATION.

No. 4550/Kig/31.

WARSAW, November 4, 1931.

SIR,

In your Note No. P. V. 3482/31 of November 4, 1931, you were good enough to make me the following communication :

“With reference to the recent negotiations between the Government of the Polish Republic and the Government of the Kingdom of Hungary regarding the protection in Poland of appellations of origin and descriptions of quality of Hungarian wine products and of similar appellations and descriptions of Polish wine products in Hungary, and to the desire of our respective Governments to arrive at a settlement of this question, I have the honour to propose on behalf of the Polish Government that the following provisions should be applied with that object :

“The Polish Government and the Hungarian Government agree to take all necessary steps to suppress in their respective territories the misuse of geographical appellations of origin and descriptions of quality of wine products of the other Party, provided such appellations and descriptions are properly protected by the latter and notified by it.

“Misuse of appellations of origin and descriptions of quality of either of the two countries shall be deemed to mean the application of such appellations or descriptions

¹ Vol. XXXVII, page 151 ; Vol. CVII, page 476 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

produits auxquels les dispositions législatives ou réglementaires de ce pays en refusent le bénéfice.

La notification ci-dessus prévue devra préciser notamment les documents délivrés par l'autorité compétente du pays d'origine constatant le droit aux appellations d'origine.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à ce que le vendeur appose son nom et son adresse sur le conditionnement du produit ; toutefois, il sera tenu, à défaut d'appellation régionale ou locale, de compléter cette mention par l'indication, en caractères apparents, du pays d'origine du produit, chaque fois que, par l'apposition du nom ou de l'adresse, il pourrait y avoir confusion avec une région ou une localité située dans un autre pays.

La saisie des produits incriminés ou d'autres sanctions seront appliquées, soit à la diligence de l'administration, soit à la requête de tout intéressé, individu, association ou syndicat, conformément à la législation respective de chacun des deux pays.

L'emploi de fausses appellations d'origine, tel qu'il est défini aux alinéas précédents, sera considéré comme un acte de concurrence déloyale et sera puni conformément aux dispositions des lois et règlements en vigueur respectivement en Pologne et en Hongrie.

Les dispositions qui précèdent, acceptées de part et d'autre, sont considérées établies entre la Pologne et la Hongrie le présent arrangement qui sera ratifié aussitôt que faire se pourra.

L'échange des instruments de ratification de cet arrangement aura lieu à Budapest.

Il entrera en vigueur le quinzième jour après la date de l'échange des ratifications et produira ses effets tant que durera la Convention de commerce entré la Pologne et la Hongrie, signée à Budapest le 26 mars 1925.

Je vous serai obligé de bien vouloir me confirmer la présente note. »

En vous accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement royal de Hongrie, l'arrangement intervenu entre la Pologne et la Hongrie conformément aux dispositions proposées par cette note.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

B. E. Miske GERSTENBERGER.

Son Excellence Monsieur Józef Beck
Sous-secrétaire d'Etat au Ministère
des Affaires étrangères,
à Varsovie.

to products to which they are not applicable under the laws or regulations of that country.

“ The notification for which provision is made above shall contain precise indications of the documents issued by the competent authority of the country of origin attesting the right to the appellations of origin in question.

“ The above provisions shall not preclude the vendor from placing his name and address on the make-up of the product ; but, in the absence of a regional or local appellation, he must specify in addition in legible characters the country of origin of the product, wherever the addition of the name and address is liable to give rise to confusion with a district or locality situate in another country.

“ The seizure of products to which objection is taken, or other punitive measure or measures, shall take place either on the initiative of the administrative authorities or on the application of any individual, association or syndicate concerned, in accordance with the respective laws of the two countries.

“ The use of false appellations of origin as defined in preceding paragraphs shall be treated as unfair competition and shall be subject accordingly to the penalties imposed under the laws and regulations in force in Poland and Hungary respectively.

“ The above provisions accepted by both Parties shall be deemed to constitute the present Agreement between Poland and Hungary, which shall be ratified as soon as possible.

“ The exchange of the instruments of ratification of this Agreement shall take place at Budapest.

“ This Agreement shall come into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, and shall remain in force for the same period as the Commercial Convention between Poland and Hungary signed at Budapest on March 26, 1925.

“ Your confirmation of the present Note will be appreciated.”

In acknowledging the receipt of the above note, I have the honour to confirm, in the name of the Hungarian Government, the agreement arrived at between Poland and Hungary in accordance with the provisions proposed in that note.

I have, etc.

B. E. Miske GERSTENBERGER

To
His Excellency M. Józef Beck,
Under-Secretary of State
in the Ministry for Foreign Affairs,
Warsaw.

N° 3093.

**ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE
ET SALVADOR**

Traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires, signé à San Salvador, le 22 février 1926, avec protocole d'échange des ratifications, signé à San Salvador, le 5 septembre 1930.

**UNITED STATES OF AMERICA
AND SALVADOR**

Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights, signed at San Salvador, February 22, 1926, with Protocol of Exchange of Ratifications, signed at San Salvador, September 5, 1930.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

Nº 3093. — TRATADO¹ DE AMISTAD, COMERCIO Y PRERROGATIVAS CONSULARES ENTRE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA Y EL SALVADOR. FIRMADO EN SAN SALVADOR, EL 22 DE FEBRERO DE 1926.

Textes officiels espagnol et anglais communiqués par le chargé d'Affaires du Salvador à Paris. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 30 novembre 1932.

Ce traité a été communiqué au Secrétariat par le « Department of State » du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 7 novembre 1930.

PREAMBULO.

LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR y LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA deseosos de estrechar los vínculos de paz que felizmente existen entre ambos países, por medio de arreglos destinados a promover un amistoso intercambio entre sus respectivos territorios y cuyas previsiones respondan a las aspiraciones espirituales, de cultura, económicas y comerciales de sus pueblos, han resuelto concluir un Tratado de Amistad, Comercio y Prerrogativas Consulares, y con tal objeto han nombrado sus Plenipotenciarios, a saber :

EL PRESIDENTE DE LA REPÚBLICA DE EL SALVADOR,

Al Dr. Reyes, ARRIETA ROSSI, Ministro de Relaciones exteriores de la República de El Salvador, y

EL PRESIDENTE DE LOS ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA,

Al Sr. Cornelius Van H. ENGERT, Encargado de Negocios ad-interim de los Estados Unidos de América en El Salvador,

Quienes, habiéndose comunicado sus plenos poderes, los cuales fueron encontrados en buena y debida forma, han convenido en los siguientes artículos :

Artículo I.

Se permitirá a los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes, entrar viajar y residir en los territorios de la otra ; ejercer libertad de conciencia y de culto ; ocuparse sin ninguna intervención en empresa cualquiera profesional, científica, religiosa, filantrópica, industrial y comercial que no esté prohibida por las leyes locales ; poseer, construir, alquilar y ocupar edificios apropiados y arrendar tierras para residencia y objetos científicos, religiosos, filantrópicos, industriales, comerciales y mortuorios ; elegir sus empleados, y en general, hacer todo lo necesario para el goce de los antedichos objetos, en las mismas condiciones que los nacionales del estado de su residencia o que los nacionales del país que por él sea ulteriormente más favorecido, sometiéndose siempre a todas las leyes locales y reglamentos debidamente emitidos.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à San Salvador, le 5 septembre 1930.

No. 3093. — TREATY¹ OF FRIENDSHIP, COMMERCE AND CONSULAR RIGHTS BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND SALVADOR. SIGNED AT SAN SALVADOR, FEBRUARY 22, 1926.

Spanish and English official texts communicated by the Chargé d'Affaires of Salvador in Paris. The registration of this Treaty took place November 30, 1932.

This Treaty was transmitted to the Secretariat by the Department of State of the Government of the United States of America, November 7, 1930.

PREAMBLE.

The REPUBLIC OF SALVADOR and THE UNITED STATES OF AMERICA, desirous of strengthening the bond of peace which happily prevails between them, by arrangements designed to promote friendly intercourse between their respective territories through provisions responsive to the spiritual, cultural, economic and commercial aspirations of the peoples thereof, have resolved to conclude a Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights and for that purpose have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF SALVADOR :

Dr. Reyes ARRIETA ROSSI, Minister for Foreign Affairs of the Republic of Salvador; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

Mr. Cornelius Van H. ENGERT, Chargé d'Affaires *ad interim* of the United States of America in Salvador;

Who, having communicated to each other their full powers found to be in due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be permitted to enter, travel and reside in the territories of the other ; to exercise liberty of conscience and freedom of worship ; to engage in professional, scientific, religious, philanthropic, manufacturing and commercial work of every kind without interference ; to carry on every form of commercial activity which is not forbidden by the local law ; to own, erect or lease and occupy appropriate buildings and to lease lands for residential, scientific, religious, philanthropic, manufacturing, commercial and mortuary purposes ; to employ agents of their choice, and generally to do anything incidental to or necessary for the enjoyment of any of the foregoing privileges upon the same terms as nationals of the state of residence or as nationals of the nation hereafter to be most favored by it, submitting themselves to all local laws and regulations duly established.

¹ The exchange of ratifications took place at San Salvador, September 5, 1930.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes no estarán sujetos en los territorios de la otra al pago de ninguna contribución o gravamen interior, otros o mayores, que aquellos exigidos a y pagados por sus nacionales.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán plena libertad de acceso a los tribunales de la otra, conforme a las leyes locales, tanto para la demanda como para la defensa de sus derechos, en todas las instancias de derecho establecidas por la ley.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes recibirán en el territorio de la otra, sujetándose a las condiciones impuestas a sus nacionales, la más constante protección y garantía en sus personas y propiedades, y gozarán en este respecto el grado de protección previsto por el Derecho Internacional. No podrá ser tomada su propiedad sino mediante juicio legal y el pago de una justa compensación.

Ninguna de las provisiones del presente Tratado debe interpretarse en un sentido que afecte estatutos existentes de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, en lo que se refiere a la inmigración de extranjeros o al derecho que asiste a cada una de ellas de decretar tales disposiciones.

Artículo II.

Con respecto a la forma especial de protección concedida por las leyes nacionales o de sus Estados o provincias, que establecen responsabilidad civil por daños o muerte y confieren a los familiares, herederos o dependientes de la parte perjudicada, derecho a una acción o un beneficio pecuniario, tales familiares, herederos o dependientes de la parte perjudicada, ella misma nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes y dentro de cualquiera de los territorios de la otra, gozarán, sin tomar en cuenta su extranjería o residencia fuera del territorio en que ocurriere el daño, de los mismos derechos y privilegios acordados o que puedan acordarse a los nacionales, en las mismas circunstancias.

Artículo III.

Serán respetados las habitaciones, almacenes, factorías, tiendas y otros lugares de negocios y todos los sitios pertenecientes a los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes en los territorios de la otra, utilizados para cualquiera de los fines previstos en el Artículo I. No se permitirá ninguna visita domiciliaria o de registro en cualquiera de dichos edificios y terrenos inspección de libros, documentos o cuentas, salvo en las condiciones y de conformidad con las formas prescritas por la ley, órdenes y reglamentos para los nacionales.

Artículo IV.

Cuando por el fallecimiento de una persona que posea bienes raíces u otros de naturaleza inmueble o bien intereses conexos con éstos, situados en los territorios de una de las Altas Partes Contratantes, y esos bienes o intereses debieran, conforme a las leyes del lugar o por disposición testamentaria, recaer o pasar a un nacional de la otra Alta Parte Contratante, residente o no, si no fuera que estuviere descalificado para ello en virtud de las leyes del país en que se hallan situados esos bienes o intereses, se concederá a tal nacional un término de tres años en que pueda venderlos, término que será prolongado razonablemente si así lo exigiesen las circunstancias, y retirar el producto de dicha venta sin restricciones o impedimento y exento de todo impuesto o gravamen testamentario o administrativo, que no sea de aquellos establecidos para iguales casos respecto de los nacionales del país de donde procedan tales bienes.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán de pleno derecho para disponer de su propiedad personal de cualquiera clase que sea, en los territorios de la otra, por medio de testamento, donación o de otra manera, y sus herederos, legatarios o donatarios, de cualquiera nacionalidad que fueren, residentes o no residentes en el país, pueden sucederles en la propiedad, tomar posesión de ella, personalmente o por medio de sus apoderados, conservarla o disponer de ella a su voluntad, sujetos únicamente al pago de los impuestos o gravámenes establecidos para los nacionales de la Alta Parte Contratante en cuyos territorios se encuentre la propiedad.

The nationals of either High Contracting Party within the territories of the other shall not be subjected to the payment of any internal charges or taxes other or higher than those that are exacted of and paid by its nationals.

The nationals of each High Contracting Party shall enjoy freedom of access to the courts of justice of the other on conforming to the local laws, as well for the prosecution as for the defense of their rights, and in all degrees of jurisdiction established by law.

The nationals of each High Contracting Party shall receive within the territories of the other, upon submitting to conditions imposed upon its nationals, the most constant protection and security for their persons and property, and shall enjoy in this respect that degree of protection that is required by international law. Their property shall not be taken without due process of law and without payment of just compensation.

Nothing contained in this Treaty shall be construed to affect existing statutes of either of the High Contracting Parties in relation to the immigration of aliens or the right of either of the High Contracting Parties to enact such statutes.

Article II.

With respect to that form of protection granted by National, State or Provincial laws establishing civil liability for injuries or for death, and giving to relatives or heirs or dependents of an injured party a right of action or a pecuniary benefit, such relatives or heirs or dependents of the injured party, himself a national of either of the High Contracting Parties and within any of the territories of the other, shall regardless of their alienage or residence outside of the territory where the injury occurred, enjoy the same rights and privileges as are or may be granted to nationals, and under like conditions.

Article III.

The dwellings, warehouses, manufactories, shops, and other places of business, and all premises thereto appertaining of the nationals of each of the High Contracting Parties in the territories of the other, used for any purposes set forth in Article I, shall be respected. It shall not be allowable to make a domiciliary visit to, or search of any such buildings and premises, or there to examine and inspect books, papers, or accounts, except under the conditions and in conformity with the forms prescribed by the laws, ordinances and regulations for nationals.

Article IV.

Where, on the death of any person holding real or other immovable property or interests therein within the territories of one High Contracting Party, such property or interests therein would, by the laws of the country or by a testamentary disposition, descend or pass to a national of the other High Contracting Party, whether resident or non-resident, were he not disqualified by the laws of the country where such property or interests therein is or are situated, such national shall be allowed a term of three years in which to sell the same, this term to be reasonably prolonged if circumstances render it necessary, and withdraw the proceeds thereof, without restraint or interference, and exempt from any succession, probate or administrative duties or charges other than those which may be imposed in like cases upon the nationals of the country from which such proceeds may be drawn.

Nationals of either High Contracting Party may have full power to dispose of their personal property of every kind within the territories of the other, by testament, donation, or otherwise, and their heirs, legatees and donees, of whatsoever nationality, whether resident or non-resident, shall succeed to such personal property, and may take possession thereof, either by themselves or by others acting for them, and retain or dispose of the same at their pleasure subject to the payment of such duties or charges only as the nationals of the High Contracting Party within whose territories such property may be or belong shall be liable to pay in like cases.

Artículo V.

Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes pueden, en el ejercicio del derecho de libertad de cultos dentro de los territorios de la otra, como se provee anteriormente, y sin impedimentos ni molestias de ninguna clase a causa de sus creencias religiosas o de otra manera, practicar servicios del culto en sus domicilios o en cualquier edificio adecuado que ellos puedan construir y mantener en lugares convenientes, siempre que sus enseñanzas y prácticas no sean contrarias a la moral pública ; y se les permitirá también enterrar a sus muertos de acuerdo con sus costumbres religiosas en lugares convenientes y adecuados, establecidos y mantenidos al efecto y sujetos a las leyes mortuorias y sanitarias y a los reglamentos relativos al lugar de enterramientos.

Artículo VI.

En caso de guerra entre cualquiera de las Altas Partes Contratantes y un tercer Estado, dicha Parte puede hacer efectivo el servicio militar obligatorio a los nacionales de la otra que residan permanentemente en sus territorios y que, de acuerdo con sus leyes, hayan declarado formalmente la intención de adoptar su nacionalidad por naturalización, salvo que dichos individuos salgan de los territorios de dicha Parte beligerante dentro del término de sesenta días después de la declaración de guerra.

Artículo VII.

Entre los territorios de las Altas Partes Contratantes, habrá libertad de comercio y navegación. Los nacionales de cada una de las Altas Partes Contratantes, al igual que aquellos de la nación más favorecida, tendrán plena libertad de llegar con sus barcos y carga a todos los lugares, puertos y aguas de toda clase en los límites territoriales de la otra que est n o puedan estar abiertos al comercio y navegación exteriores. Ninguna disposición de este Tratado puede considerarse como restrictiva del derecho por parte de cualquiera de las Altas Partes Contratantes de imponer, en los términos que creyere conveniente, prohibiciones o restricciones de carácter sanitario destinadas a proteger la vida humana, animal o de plantas, o reglamentos para el cumplimiento de las leyes de policía o de aduana.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete incondicionalmente a no imponer mayores u otros derechos o condiciones, ni ninguna prohibición sobre la importación de cualquier artículo, cultivo, producción o manufactura de los territorios de la otra, que los que se impongan a la importación de artículos, cultivos, productos o manufacturas iguales de cualquier otro país extranjero.

Cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete también incondicionalmente a no imponer a los artículos exportados a los territorios de la otra Alta Parte Contratante, otras ni mayores cargas, restricciones o prohibiciones que las establecidas sobre los artículos exportados a cualquier otro país extranjero.

Cualquier privilegio que una de las Altas Partes Contratantes pueda extender a favor de un artículo, cultivo, producto o manufactura de cualquier otro país extranjero, será extendido simultáneamente y de manera incondicional, sin solicitud y compensación, a los artículos, cultivos, productos o manufacturas iguales de la otra Alta Parte Contratante.

Todos los artículos que sean o puedan ser importados legalmente de países extranjeros a los puertos de los Estados Unidos, o que sean o puedan ser exportados legalmente de ellos en barcos de los Estados Unidos, pueden ser importados en aquellos puertos o exportados de ellos en barcos salvadoreños, sin estar sujetos a distintos ni mayores impuestos o derechos que si tales artículos fueran importados o exportados en barcos de los Estados Unidos y recíprocamente, todos los artículos que sean o puedan ser importados legalmente de países extranjeros a puertos de El Salvador o que sean o puedan ser exportados de ellos legalmente en barcos salvadoreños, pueden de igual manera ser importados a esos puertos o exportados de ellos en barcos de los Estados Unidos, sin estar sujetos a otros ni mayores derechos que si tales artículos fueran importados en barcos salvadoreños.

Article V.

The nationals of each of the High Contracting Parties in the exercise of the right of freedom of worship, within the territories of the other, as herein- above provided, may, without annoyance or molestation of any kind by reason of their religious belief or otherwise, conduct services either within their own houses or within any appropriate buildings which they may be at liberty to erect and maintain in convenient situations, provided their teachings or practices are not contrary to public morals ; and they may also be permitted to bury their dead according to their religious customs in suitable and convenient places established and maintained for the purpose, subject to the reasonable mortuary and sanitary laws and regulations of the place of burial.

Article VI.

In the event of war between either High Contracting Party and a third State, such Party may draft for compulsory military service nationals of the other having a permanent residence within its territories and who have formally, according to its laws, declared an intention to adopt its nationality by naturalization, unless such individuals depart from the territories of said belligerent Party within sixty days after a declaration of war.

Article VII.

Between the territories of the High Contracting Parties there shall be freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the High Contracting Parties equally with those of the most favored nation, shall have liberty freely to come with their vessels and cargoes to all places, ports and waters of every kind within the territorial limits of the other which are or may be open to foreign commerce and navigation. Nothing in this Treaty shall be construed to restrict the right of either High Contracting Party to impose, on such terms as it may see fit, prohibitions or restrictions of a sanitary character designed to protect human, animal, or plant life, or regulations for the enforcement of police or revenue laws.

Each of the High Contracting Parties binds itself unconditionally to impose no higher or other duties or conditions and no prohibition on the importation of any article, the growth, produce or manufacture, of the territories of the other than are or shall be imposed on the importation of any like article, the growth, produce or manufacture of any other foreign country.

Each of the High Contracting Parties also binds itself unconditionally to impose no higher or other charges or other restrictions or prohibitions on goods exported to the territories of the other High Contracting Party than are imposed on goods exported to any other foreign country.

Any advantage of whatsoever kind which either High Contracting Party may extend to any article, the growth, produce, or manufacture of any other foreign country shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the like article the growth, produce or manufacture of the other High Contracting Party.

All articles which are or may be legally imported from foreign countries into ports of the United States or are or may be legally exported therefrom in vessels of the United States may likewise be imported into those ports or exported therefrom in Salvadorean vessels, without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in vessels of the United States ; and, reciprocally, all articles which are or may be legally imported from foreign countries into the ports of Salvador or are or may be legally exported therefrom in Salvadorean vessels may likewise be imported into these ports or exported therefrom in vessels of the United States without being liable to any other or higher duties or charges whatsoever than if such articles were imported or exported in Salvadorean vessels.

De la misma manera habrá perfecta reciprocidad tratándose de las banderas de ambos países, con respecto a subvenciones, reintegros de derechos y otros privilegios de igual naturaleza de cualquiera denominación, que puedan ser concedidos en los territorios de cada una de las Altas Partes Contratantes a artículos importados o exportados en barcos nacionales, de tal suerte que esas subvenciones, reintegros de derechos y otros privilegios sean otorgados igualmente a las mercaderías importadas o exportadas en barcos del otro país.

Con respecto a la cantidad y cobro de los derechos e impuestos sobre importaciones y exportaciones de cualquier clase, cada una de las Altas Partes Contratantes se compromete a extender a los nacionales, barcos y mercaderías de la otra la ventaja de todo favor, privilegio o inmunidad que pueda ser acordada a los nacionales, barcos y mercaderías de un tercer Estado, ya fuere que a dicho Estado se conceda a ese tratamiento de modo gratuito o en reciprocidad de un tratamiento compensatorio. Todo favor, privilegio o inmunidad de tal naturaleza que ulteriormente sea acordado a los nacionales, barcos y mercaderías de un tercer Estado, será extendido simultánea e incondicionalmente, sin solicitud ni compensación, a la otra Alta Parte Contratante, en favor de ella misma y de sus nacionales y embarcaciones.

Las estipulaciones de este Artículo no se extienden al tratamiento acordado por los Estados Unidos al comercio de Cuba, de acuerdo con las provisiones de la Convención¹ Comercial concluida entre los Estados Unidos y Cuba el 11 de diciembre de 1902, o de cualquier otro arreglo comercial que se concluyere ulteriormente entre los Estados Unidos y Cuba, o al comercio de los Estados Unidos con cualquiera de sus dependencias y la Zona del Canal de Panamá, en conformidad de las leyes existentes o futuras, o al tratamiento que El Salvador otorga o pueda otorgar más tarde al comercio de Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua y de, o de Panamá siempre que cualquier tratamiento especial otorgado al comercio de esos países o a alguno de ellos por El Salvador no sea otorgado a algún otro país.

Artículo VIII.

Los nacionales y mercaderías de cada una de Las Altas Partes Contratantes recibirán en los territorios de la otra el mismo tratamiento que los nacionales y mercaderías del país, en lo que se refiere a impuestos internos, derechos de tránsito, impuestos de almacenaje y otras facilidades y al valor de reintegros de derechos y subvenciones.

Artículo IX.

Ningún impuesto de tonelaje, puerto, pilotaje, faro, cuarentena u otros impuestos o gravámenes similares o correspondientes de cualquiera denominación, percibidos en nombre o para beneficio del Gobierno, de funcionarios públicos, personas privadas, corporaciones o establecimientos de cualquiera naturaleza, serán exigidos en los puertos de los territorios de uno de los países a los barcos del otro, que no sean exigidos también en igualdad de condiciones a los barcos nacionales. Esta igualdad de tratamiento se aplicará recíproca y respectivamente a los barcos de los dos países, de cualquiera parte que procedan y cualquiera que sea el lugar a donde se dirijan.

Artículo X.

Los barcos mercantes y otras embarcaciones particulares bajo la bandera de cualquiera de las Altas Partes Contratantes y que lleven los documentos requeridos por las leyes nacionales de su país como prueba de nacionalidad, serán considerados en las aguas territoriales de la otra Alta Parte Contratante y en alta mar, como barcos de la Parte cuya bandera tuvieren izada.

Artículo XI.

Los barcos mercantes y otras embarcaciones particulares bajo la bandera de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, podrán dejar parte de su cargamento en cualquier puerto abierto al

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome 31, page 473.

In the same manner there shall be perfect reciprocal equality in relation to the flags of the two countries with regard to bounties, drawbacks, and other privileges of this nature of whatever denomination which may be allowed in the territories of each of the High Contracting Parties, on goods imported or exported in national vessels so that such bounties, drawbacks and other privileges shall also and in like manner be allowed on goods imported or exported in vessels of the other country.

With respect to the amount and collection of duties on imports and exports of every kind, each of the two High Contracting Parties binds itself to give to the nationals, vessels and goods of the other the advantage of every favor, privilege or immunity which it shall have accorded to the nationals, vessels and goods of a third State, whether such favored State shall have been accorded such treatment gratuitously or in return for reciprocal compensatory treatment. Every such favor, privilege or immunity which shall hereafter be granted the nationals, vessels or goods of a third State shall simultaneously and unconditionally, without request and without compensation, be extended to the other High Contracting Party, for the benefit of itself, its nationals and vessels.

The stipulations of this Article do not extend to the treatment which is accorded by the United States to the commerce of Cuba under the provisions of the Commercial Convention¹ concluded by the United States and Cuba on December 11, 1902, or any other commercial convention which hereafter may be concluded by the United States with Cuba, or to the commerce of the United States with any of its dependencies and the Panama Canal Zone under existing or future laws, or to the treatment which Salvador accords or may hereafter accord to the commerce of Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and/or Panama, so long as any special treatment accorded to the commerce of those countries or any of them by Salvador is not accorded to any other country.

Article VIII.

The nationals and merchandise of each High Contracting Party within the territories of the other shall receive the same treatment as nationals and merchandise of the country with regard to internal taxes, transit duties, charges in respect to warehousing and other facilities and the amount of drawbacks and bounties.

Article IX.

No duties of tonnage, harbor, pilotage, lighthouse, quarantine, or other similar or corresponding duties or charges of whatever denomination, levied in the name or for the profit of the Government, public functionaries, private individuals, corporations or establishments of any kind shall be imposed in the ports of the territories of either country upon the vessels of the other, which shall not equally, under the same conditions, be imposed on national vessels. Such equality of treatment shall apply reciprocally to the vessels of the two countries respectively from whatever place they may arrive and whatever may be their place of destination.

Article X.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties, and carrying the papers required by its national laws in proof of nationality shall, both within the territorial waters of the other High Contracting Party and on the high seas, be deemed to be the vessels of the party whose flag is flown.

Article XI.

Merchant vessels and other privately owned vessels under the flag of either of the High Contracting Parties shall be permitted to discharge portions of cargoes at any port open to foreign

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 95, page 791.

comercio exterior en los territorios de la otra Alta Parte Contratante, siguiendo con el resto de tales cargamentos a cualquier otro puerto de los mismos territorios abiertos al comercio exterior, sin pagar otros ni mayores derechos de tonelaje o de puerto, que los que en igual caso pagarían los barcos nacionales; y estarán facultados asimismo para tomar carga de la misma manera en puertos diferentes en un mismo viaje, pero se conviene sin embargo que el comercio costero de las Altas Partes Contratantes está excluido de las provisiones de este artículo y de las otras de este Tratado, y sujeto a las reglamentaciones que establezcan en la materia las leyes de cada una de las Altas Partes Contratantes. Sin embargo, los barcos de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán en los territorios de la otra con respecto al comercio costero, el tratamiento de nación más favorecida, salvo que El Salvador conceda tratamiento especial con respecto al comercio de cabotaje de El Salvador, en condición de reciprocidad a los barcos de Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua y de, o de Panamá, siempre que dicho tratamiento especial no se conceda a barcos de cualquier otro país.

Artículo XII.

Compañías de responsabilidad limitada y otras corporaciones y asociaciones, ya tengan o no objeto pecuniario, que hayan sido o pudieren ser organizadas de acuerdo con las leyes nacionales o de algún estado o provincia, de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, y que mantengan una oficina central en sus territorios, deberán ser reconocidos en su personalidad jurídica por la otra Alta Parte Contratante, siempre que no persigan en sus territorios fines contrarios a sus leyes. Gozarán de libre acceso a los tribunales de justicia y equidad, tanto para la prosecución como para la defensa de sus derechos en todas las instancias de derecho que la ley establezca, con tal que para estos efectos se sujeten a las leyes que reglamenten la materia.

El derecho de tales corporaciones y asociaciones de cualquiera de las Altas Partes Contratantes así reconocidas por la otra, de establecerse en sus territorios, fundar oficinas sucursales y ejercer sus funciones, dependerá del, y estará regido exclusivamente por el consentimiento de dicha Parte dado de acuerdo con sus leyes nacionales, o de alguno de sus Estados o provincias. Si ese consentimiento fuere dado a condición de reciprocidad, se considerará ésta dependiente de las provisiones de las leyes nacionales o de alguno de sus Estados o provincias, bajo las cuales estuviere organizada la corporación o asociación extranjera que desee ejercer tales derechos.

Artículo XIII.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán en los territorios de la otra recíprocamente y al cumplir con las condiciones que en ésto se exijan, de todos los derechos y privilegios otorgados o que en lo futuro se otorguen a los nacionales de otro Estado, respecto a la organización de y participación en compañías de responsabilidad limitada y otras corporaciones y asociaciones que tengan objeto pecuniario o de otra índole, incluyendo los derechos de promover negocios en participación, de incorporación, compra y pertenencia y venta de acciones y de desempeñar puestos directivos u oficiales en aquellas. En el ejercicio de los mencionados derechos y con respecto al reglamento o procedimiento referente a la organización y funcionamiento de tales corporaciones o asociaciones, los nacionales de cada una de las Partes no estarán sujetos a ninguna condición menos favorable que aquellas impuestas o que en lo futuro se impongan a los nacionales de la nación más favorecida. Los derechos de cualquiera de esas corporaciones o asociaciones, que sean organizadas, controladas o en que tomen parte los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, en los territorios de la otra, con objeto de desarrollar cualquiera de sus actividades, estarán sujetos a las leyes y reglamentos nacionales o del Estado o provincia, que estuvieren en vigor o se emitieren ulteriormente en el territorio de la Parte en donde se propongan emprender negocio.

Los nacionales de cualquiera de las Altas Partes Contratantes gozarán además, en los territorios de la otra, recíprocamente y siempre que cumplan las condiciones en éstos establecidas, de todos los derechos y privilegios que hubieren sido o puedan ser acordados a los nacionales de otro Estado, en lo que se refiere a minas de carbón, fosfato, petróleo, piedras petrolíferas, gas y sodio en los dominios públicos de la otra.

commerce in the territories of the other High Contracting Party, and to proceed with the remaining portions of such cargoes to any other ports of the same territories open to foreign commerce, without paying other or higher tonnage dues or port charges in such cases than would be paid by national vessels in like circumstances, and they shall be permitted to load in like manner at different ports in the same voyage outward, provided, however, that the coasting trade of the High Contracting Parties is exempt from the provisions of this article and from the other provisions of this Treaty, and is to be regulated according to the laws of each High Contracting Party in relation thereto. It is agreed, however, that the vessels of either High Contracting Party shall within the territories of the other enjoy with respect to the coasting trade the most favored nation treatment, excepting that special treatment with respect to the coasting trade of Salvador may be granted by Salvador on condition of reciprocity to vessels of Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, and/or Panama, so long as such special treatment is not accorded to vessels of any other country.

Article XII.

Limited liability and other corporations and associations, whether or not for pecuniary profit, which have been or may hereafter be organized in accordance with and under the laws, National, State or Provincial, of either High Contracting Party and maintain a central office within the territories thereof, shall have their juridical status recognized by the other High Contracting Party provided that they pursue no aims within its territories contrary to its laws. They shall enjoy free access to the courts of law and equity, on conforming to the laws regulatng the matter, as well for the prosecution as for the defense of rights in all the degrees of jurisdiction established by law.

The right of such corporations and associations of either High Contracting Party so recognized by the other to establish themselves within its territories, establish branch offices and fulfill their functions therein shall depend upon, and be governed solely by, the consent of such Party as expressed in its National, State, or Provincial laws. If such consent be given on the condition of reciprocity, the condition shall be deemed to relate to the provisions of the laws, National, State, or Provincial, under which the foreign corporation or association desiring to exercise such rights is organized.

Article XIII.

The nationals of either High Contracting Party shall enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the organization of and participation in limited liability and other corporations and associations, for pecuniary profit or otherwise, including the rights of promotion, incorporation, purchase and ownership and sale of shares and the holding of executive or official positions therein. In the exercise of the foregoing rights and with respect to the regulation or procedure concerning the organization or conduct of such corporations or associations, such nationals shall be subjected to no condition less favorable than those which have been or may hereafter be imposed upon the nationals of the most favored nation. The rights of any of such corporations or associations as may be organized or controlled or participated in by the nationals of either High Contracting Party within the territories of the other to exercise any of their functions therein, shall be governed by the laws and regulations, National, State or Provincial, which are in force or may hereafter be established within the territories of the Party wherein they propose to engage in business.

The nationals of either High Contracting Party shall, moreover, enjoy within the territories of the other, reciprocally and upon compliance with the conditions there imposed, such rights and privileges as have been or may hereafter be accorded the nationals of any other State with respect to the mining of coal, phosphate, oil, oil shale, gas, and sodium on the public domain of the other.

Artículo XIV.

Habrá completa libertad de tránsito por los territorios de cada una de las Altas Partes Contratantes, incluyendo sus aguas territoriales, por las vías más convenientes al tránsito internacional, ya sea por vía férrea, rutas navegables y canales, excluyendo el Canal de Panamá y las rutas navegables y canales que constituyan límites internacionales, en favor de las personas y artículos procedentes de o con destino a los territorios de la otra Alta Parte Contratante, excepción hecha de aquellas personas cuya admisión puede negar en sus territorios o de aquellas mercancías cuya importación puede prohibir la ley. Las personas y artículos en tránsito no estarán sujetos a ningún derecho de tránsito ni a dilaciones o restricciones innecesarias y gozarán de tratamiento nacional con respecto a impuestos, facilidades y toda otra materia.

Los artículos en tránsito deberán pasar por la aduana correspondiente, pero estarán exentos de derechos aduaneros u otros similares.

Todos los impuestos que se establezcan sobre el transporte en tránsito serán razonables, tomando en cuenta las condiciones del tráfico.

Artículo XV.

Cada una de las Altas Partes Contratantes conviene en recibir de la otra, funcionarios consulares en aquellos de sus puertos, lugares y ciudades donde fuere conveniente y que estuvieren abiertos a representantes consulares de cualquier otro país extranjero.

Los funcionarios consulares de cada una de las Altas Partes Contratantes gozarán al entrar en el ejercicio de sus funciones, recíprocamente en los territorios de la otra, de todos los derechos, privilegios, exenciones e inmunidades de que gozaren los funcionarios de igual categoría de la nación más favorecida. En su carácter de agentes oficiales, tendrán derecho a la alta consideración de todos los funcionarios nacionales o locales, con quienes tuvieren intercambio oficial de relaciones en el Estado que los recibe.

Los Gobiernos de cada una de las Altas Partes Contratantes extenderán libre de derechos el exequátur correspondiente de los agentes consulares de la otra, a la presentación de la patente consular en forma, firmada por el Jefe del Ejecutivo del Estado que los nombrare y sellada con el Sello Mayor, y extenderán también a un subordinado u oficial consular suplente debidamente nombrado por un cónsul superior acreditado en el país y con la aprobación de su Gobierno, o por otro funcionario competente de ese Gobierno, los documentos que de acuerdo con las leyes de los respectivos países llenen los requisitos para el ejercicio de su función consular. A la presentación de un exequátur u otro documento que haga sus veces, extendido a favor de dicho subordinado, el oficial consular podrá entrar en el ejercicio de sus funciones y gozar de los derechos, privilegios e inmunidades acordadas en este Tratado.

Artículo XVI.

Los funcionarios consulares, nacionales del Estado que los nombra, estarán exentos de ser arrestados salvo cuando fueren enjuiciados por la comisión de ofensas que localmente se designen como delitos, que no sean una falta, y que sujeten la culpabilidad individual consiguiente a una pena. Dichos funcionarios estarán libres de ser gravados con acuartelamientos militares y de cualquier servicio de carácter militar o naval, administrativo o de policía.

En los asuntos criminales, puede ser solicitada la presencia de un funcionario consular como testigo en el juicio, tanto por la acusación como por la defensa. La citación se hará con toda la posible consideración debida a la dignidad consular y al funcionamiento de la oficina; y el funcionario consular deberá atenderla por su parte.

Los funcionarios consulares estarán sujetos en casos civiles a la jurisdicción de los tribunales del Estado que los reciba, bajo el requisito, sin embargo, de que, si el funcionario es nacional del Estado que lo nombra y no se dedica a alguna ocupación de lucro privado, su declaración será tomada oralmente o por escrito en su residencia o oficina y con las debidas consideraciones a su

Article XIV.

There shall be complete freedom of transit through the territories including territorial waters of each High Contracting Party on the routes most convenient for international transit, by rail, navigable waterway, and canal, other than the Panama Canal and waterways and canals which constitute international boundaries, to persons and goods coming from or going through the territories of the other High Contracting Party, except such persons as may be forbidden admission into its territories or goods of which the importation may be prohibited by law. Persons and goods in transit shall not be subjected to any transit duty, or to any unnecessary delays or restrictions, and shall be given national treatment as regards charges, facilities, and all other matters.

Goods in transit must be entered at the proper custom house, but they shall be exempt from all customs or other similar duties.

All charges imposed on transport in transit shall be reasonable, having regard to the conditions of the traffic.

Article XV.

Each of the High Contracting Parties agrees to receive from the other, consular officers in those of its ports, places and cities, where it may be convenient and which are open to consular representatives of any foreign country.

Consular officers of each of the High Contracting Parties shall after entering upon their duties enjoy reciprocally in the territories of the other all the rights, privileges, exemptions and immunities which are enjoyed by officers of the same grade of the most favored nation. As official agents such officers shall be entitled to the high consideration of all officials, national or local, with whom they have official intercourse in the state which receives them.

The Governments of each of the High Contracting Parties shall furnish free of charge the necessary exequatur of such consular officers of the other as present a regular commission signed by the chief executive of the appointing state and under its great seal; and they shall issue to a subordinate or substitute consular officer duly appointed by an accepted superior consular officer with the approbation of his Government, or by any other competent officer of that Government, such documents as according to the laws of the respective countries shall be requisite for the exercise by the appointee of the consular function. On the exhibition of an exequatur, or other document issued in lieu thereof to such subordinate, such consular officer shall be permitted to enter upon his duties and to enjoy the rights, privileges and immunities granted by this Treaty.

Article XVI.

Consular officers, nationals of the state by which they are appointed, shall be exempt from arrest except when charged with the commission of offenses locally designated as crimes other than misdemeanors and subjecting the individual guilty thereof to punishment. Such officers shall be exempt from military billetings, and from service of any military or naval, administrative or police character whatsoever.

In criminal cases the attendance at the trial by a consular officer as a witness may be demanded by the prosecution or defence. The demand shall be made with all possible regard for the consular dignity and the duties of the office; and there shall be compliance on the part of the consular officer.

Consular officers shall be subject to the jurisdiction of the courts in the state which receives them in civil cases, subject to the proviso, however, that when the officer is a national of the state which appoints him and is engaged in no private occupation for gain, his testimony shall be taken orally or in writing at his residence or office and with due regard for his convenience. The officer

conveniencia. Sin embargo, el funcionario debe dar su declaración voluntariamente ante el tribunal, siempre que le sea posible hacerlo sin perjuicio serio para sus ocupaciones oficiales.

Artículo XVII.

Los funcionarios consulares, incluyendo los empleados de un consulado, nacionales del Estado que los nombra y que no se dedican a ocupación de lucro privado en el Estado donde ejerzan sus funciones, estarán exentos de todo impuesto nacional, del Estado, provincia o municipalidad, sobre sus personas o bienes, exceptuando impuestos que graven la posesión o propiedad de bienes inmuebles radicados en, o la renta derivada de bienes de cualquiera clase situados o que les pertenezcan en los territorios del Estado en que ejerzan sus funciones. Todos los funcionarios consulares y sus empleados, nacionales del Estado que los nombra, estarán exentos del pago de impuestos sobre sus sueldos, derechos o salarios que reciben en compensación de sus servicios consulares.

Los terrenos y edificios situados en los territorios de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, de los cuales sea propietario legal o de buena fé la otra Alta Parte Contratante y que fueran usados exclusivamente por ese propietario para necesidades gubernamentales, estarán exentos de impuestos de toda clase, nacionales, del Estado, provincia o municipales, que no sean retribuciones recaudadas por servicios o mejoras locales públicas con las que las propiedades mencionadas se benefician.

Artículo XVIII.

Los funcionarios consulares pueden colocar en la puerta exterior de sus respectivas oficinas el escudo de su país con la leyenda correspondiente indicadora de la oficina oficial. Esos mismos funcionarios podrán también izar la bandera de su país en sus oficinas, incluyendo a aquellas establecidas en las capitales de uno u otro país. Pueden igualmente izar la bandera en cualquier buque o embarcación empleada en el ejercicio de su función consular.

Las oficinas y archivos consulares serán en todo tiempo inviolables. Por ninguna circunstancia estarán sujetos a allanamiento por parte de ninguna autoridad de cualquier carácter que sea del país en que estén establecidos. Tampoco podrán las autoridades, con ningún pretexto, efectuar ningún examen o secuestro de documentos u otros efectos depositados en las oficinas consulares. Los consulados no serán usados como lugares de asilo. No se exigirá a los funcionarios consulares la exhibición de sus archivos oficiales en los tribunales ni prestar declaraciones acerca de su contenido.

Al ocurrir el fallecimiento, la incapacidad o ausencia de un funcionario consular que carezca de un oficial consular subordinado en su oficina, los secretarios o cancilleres, cuyo carácter oficial haya podido ser comunicado previamente al Gobierno del Estado donde se ejercía la función consular, pueden desempeñar temporalmente las funciones consulares del fallecido, incapacitado o ausente, y durante el tiempo que así actúen gozarán de todos los derechos, prerrogativas e inmunidades acordadas al titular.

Artículo XIX.

Los funcionarios consulares de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, podrán, dentro de sus respectivos distritos consulares, dirigirse a las autoridades nacionales o de alguno de los Estados o provincias, o municipales, con el fin de proteger a los nacionales del Estado que los ha nombrado, en el goce de sus derechos provenientes de tratado o de otra manera. Podrán presentarse en queja por la infracción de esos derechos. La falta de parte de las autoridades correspondientes en hacer justicia o en otorgar la protección, podrá justificar la mediación de la vía diplomática, y en defecto de un representante diplomático, podrá un cónsul general o el funcionario consular de la capital, dirigirse directamente al Gobierno del Estado.

should, however, voluntarily give his testimony at the trial whenever it is possible to do so without serious interference with his official duties.

Article XVII.

Consular officers, including employees in a consulate, nationals of the State by which they are appointed other than those engaged in private occupations for gain within the State where they exercise their functions shall be exempt from all taxes, National, State, Provincial and Municipal, levied upon their persons or upon their property, except taxes levied on account of the possession or ownership of immovable property situated in, or income derived from property of any kind situated or belonging within the territories of the State within which they exercise their functions. All consular officers and employees, nationals of the State appointing them shall be exempt from the payment of taxes on the salary, fees or wages received by them in compensation for their consular services.

Lands and buildings situated in the territories of either High Contracting Party, of which the other High Contracting Party is the legal or equitable owner and which are used exclusively for governmental purposes by that owner, shall be exempt from taxation of every kind, National, State, Provincial and Municipal, other than assessments levied for services or local public improvements by which the premises are benefited.

Article XVIII.

Consular officers may place over the outer door of their respective offices the arms of their State with an appropriate inscription designating the official office. Such officers may also hoist the flag of their country on their offices including those situated in the capitals of the two countries. They may likewise hoist such flag over any boat or vessel employed in the exercise of the consular function.

The consular offices and archives shall at all times be inviolable. They shall under no circumstances be subjected to invasion by any authorities of any character within the country where such offices are located. Nor shall the authorities under any pretext make any examination or seizure of papers or other property deposited within a consular office. Consular offices shall not be used as places of asylum. No consular officers shall be required to produce official archives in court or testify as to their contents.

Upon the death, incapacity, or absence of a consular officer having no subordinate consular officer at his post, secretaries or chancellors, whose official character may have previously been made known to the government of the State where the consular function was exercised, may temporarily exercise the consular function of the deceased or incapacitated or absent consular officer; and while so acting shall enjoy all the rights, prerogatives and immunities granted to the incumbent.

Article XIX.

Consular officers of either High Contracting Party may, within their respective consular districts, address the authorities, National, State, Provincial or Municipal, for the purpose of protecting the nationals of the State by which they are appointed in the enjoyment of their rights accruing by treaty or otherwise. Complaint may be made for the infraction of those rights. Failure upon the part of the proper authorities to grant redress or to accord protection may justify interposition through the diplomatic channel, and in the absence of a diplomatic representative, a consul general or the consular officer stationed at the capital may apply directly to the government of the country.

Artículo XX.

Los funcionarios consulares pueden, en cumplimiento de las leyes de su país y en cualquier lugar conveniente dentro de sus respectivos distritos, tomar las declaraciones de cualesquiera ocupantes de barcos de su país, de cualquier nacional o de cualquiera persona que tenga una residencia permanente en los territorios de su país. Esos mismos funcionarios podrán extender, autorizar, certificar y autenticar documentos unilaterales, traspasos de inmuebles y disposiciones testamentarias de sus connacionales, y también contratos en los que fuere parte un connacional. Podrán extender, otorgar, certificar y autenticar instrumentos escritos de toda clase que impliquen la manifestación o encierren la transferencia o el gravamen de bienes de cualquiera clase dentro de los territorios del Estado que ha nombrado a esos funcionarios, y documentos unilaterales, traspasos de inmuebles, disposiciones testamentarias y contratos referentes a bienes situados o a negocios que deban efectuarse en los territorios del Estado que los ha nombrado, inclusive documentos unilaterales, traspasos de inmuebles, disposiciones testamentarias o convenios concluidos únicamente por nacionales del Estado donde dichos funcionarios consulares ejerzan sus funciones.

Los instrumentos y documentos así otorgados y sus copias y traducciones debidamente autenticadas y selladas por el funcionario consular, serán aceptados como prueba en los territorios de las Altas Partes Contratantes, como documentos originales o testimonios autenticados, según los casos, y tendrán el mismo efecto y fuerza que si hubieren sido extendidos por y otorgados ante un notario u otro funcionario público debidamente autorizado en el país que hubiere nombrado al funcionario consular, siempre que esos documentos hayan sido extendidos y otorgados en conformidad con las leyes y reglamentos del país donde deban surtir efectos.

Artículo XXI.

Un funcionario consular tendrá jurisdicción exclusiva en las disputas que surjan del orden interno de barcos particulares de su país y ejercerá él solo jurisdicción cuando éstas ocurran entre oficiales y tripulantes por el mantenimiento de la disciplina a bordo, con tal que el barco y las personas acusadas de falta toquen un puerto dentro de su jurisdicción consular. Tal funcionario tendrá también jurisdicción sobre cuestiones referentes a sueldos y al cumplimiento de contratos en la materia, si así lo permiten las leyes locales.

Cuando un acto cometido a bordo de un barco particular bajo la bandera del Estado que nombrare al funcionario consular y en aguas territoriales del Estado ante el que estuviere acreditado, constituya un delito según las leyes de ese Estado que haga incurrir al culpable en una pena como criminal, el funcionario consular no ejercerá jurisdicción salvo cuando las leyes locales lo permitan.

Un funcionario consular puede invocar con toda libertad la ayuda de las autoridades locales de policía, en todo asunto referente al mantenimiento del orden interior a bordo de un barco bajo la bandera de su país en aguas territoriales del Estado ante el que estuviere acreditado, y ante ese requerimiento se deberá extender la ayuda necesaria.

Un funcionario consular puede presentarse con la oficialidad y tripulación de barcos bajo la bandera de su país, ante las autoridades judiciales del Estado cerca del que estuviere acreditado, a prestarles su asistencia como intérprete o agente.

Artículo XXII.

En caso de fallecimiento de un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes en el territorio de la otra, sin dejar en dicho territorio ningún heredero conocido o ejecutor testamentario nombrado por él, las autoridades locales competentes informarán inmediatamente de la defunción al funcionario consular m s próximo del Estado de dónde fuere nacional el fallecido, a fin de que sea transmitida la necesaria información a las partes interesadas.

Article XX.

Consular officers may, in pursuance of the laws of their own country, take, at any appropriate place within their respective districts, the depositions of any occupants of vessels of their own country, or of any national of, or of any person having permanent residence within the territories of their own country. Such officers may draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds, and testamentary dispositions of their countrymen, and also contracts to which a countryman is a party. They may draw up, attest, certify and authenticate written instruments of any kind purporting to express or embody the conveyance or encumbrance of property of any kind within the territory of the State by which such officers are appointed, and unilateral acts, deeds, or testamentary dispositions and contracts relating to property situated, or business to be transacted within, the territories of the State by which they are appointed, embracing unilateral acts, deeds, testamentary dispositions or agreements executed solely by nationals of the State within which such officers exercise their functions.

Instruments and documents thus executed and copies and translations thereof, when duly authenticated under his official seal by the consular officer shall be received as evidence in the territories of the High Contracting Parties as original documents or authenticated copies, as the case may be, and shall have the same force and effect as if drawn by and executed before a notary or other public officer duly authorized in the country by which the consular officer was appointed ; provided, always that such documents shall have been drawn and executed in conformity to the laws and regulations of the country where they are designed to take effect.

Article XXI.

A consular officer shall have exclusive jurisdiction over controversies arising out of the internal order of private vessels of his country, and shall alone exercise jurisdiction in cases, wherever arising, between officers and crews, pertaining to the enforcement of discipline on board, provided the vessel and the persons charged with wrongdoing shall have entered a port within his consular district. Such an officer shall also have jurisdiction over issues concerning the adjustment of wages and the execution of contracts relating thereto provided the local laws so permit.

When an act committed on board of a private vessel under the flag of the State by which the consular officer has been appointed and within the territorial waters of the State to which he has been appointed constitutes a crime according to the laws of that State, subjecting the person guilty thereof to punishment as a criminal, the consular officer shall not exercise jurisdiction except in so far as he is permitted to do so by the local law.

A consular officer may freely invoke the assistance of the local police authorities in any matter pertaining to the maintenance of internal order on board of a vessel under the flag of his country within the territorial waters of the State to which he is appointed, and upon such a request the requisite assistance shall be given.

A consular officer may appear with the officers and crews of vessels under the flag of his country before the judicial authorities of the State to which he is appointed to render assistance as an interpreter or agent.

Article XXII.

In case of the death of a national of either High Contracting Party in the territory of the other without having in the territory of his decease any known heirs or testamentary executors by him appointed, the competent local authorities shall at once inform the nearest consular officer of the State of which the deceased was a national of the fact of his death, in order that necessary information may be forwarded to the parties interested.

En caso de que falleciere sin testar un nacional de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, en el territorio de la otra Alta Parte Contratante, el funcionario consular del Estado de donde fuere nacional el fallecido y en cuya jurisdicción haya tenido éste su residencia al momento de su muerte, se considerará calificado para encargarse de los bienes dejados por el fallecido, para la preservación y protección de los mismos, en cuanto lo permitan las leyes, mientras penda el nombramiento de un administrador y hasta que no sea extendido mandato de administración. Tal funcionario consular tendrá derecho a ser nombrado administrador por un tribunal u otro ministerio que controle la administración de los bienes herenciales, siempre que así lo permitan las leyes del lugar donde es administrada la herencia.

En caso de que un funcionario consular aceptare el cargo de administrador de la herencia de un connacional fallecido, quedará sujeto como tal a la jurisdicción del tribunal o ministerio que lo nombrare para todos los fines necesarios y en la misma medida que un nacional del país en el cual está acreditado.

Artículo XXIII.

Un funcionario consular de cualquiera de las Altas Partes Contratantes puede en interés de sus connacionales no residentes extender por ellos recibo por sus participaciones distributivas procedentes de herencias bajo juicio testamentario o que les sean deferidas conforme a las provisiones de las llamadas Leyes de Compensación de Obreros u otros estatutos parecidos, con tal que los fondos así recibidos los remita por medio de los ministerios correspondientes de su Gobierno a los propios partícipes, y con tal que, además, suministre a la autoridad o al ministerio que por medio de él realiza la distribución la prueba aceptable de la remisión.

Artículo XXIV.

Un funcionario consular de cualquiera de las Altas Partes Contratantes tendrá derecho a inspeccionar en los puertos de la otra Alta Parte Contratante, dentro de su jurisdicción consular, los barcos particulares de cualquiera bandera cuyo destino es o que están para salir para puertos del país que le hubiere nombrado, con objeto de observar las condiciones de sanidad y medidas tomadas a bordo de dichos barcos, y estar así capacitado para extender con conocimiento de causa certificados de sanidad y otros documentos requeridos por las leyes de su país, así como para informar a su Gobierno con respecto a la medida en que hubieren sido observados sus reglamentos sanitarios en los puertos de partida, por buques destinados a sus puertos, a fin de facilitar la entrada a ellos de dichos barcos.

Artículo XXV.

Cada una de las Altas Partes Contratantes conviene en permitir la entrada libre de todo impuesto y sin registro de ningún género, de toda clase de muebles, equipos y provisiones destinados a uso oficial de las oficinas consulares de la otra, y otorgar a los funcionarios consulares de la otra y a sus familias y séquito que sean nacionales suyos, el privilegio de libre introducción de sus equipajes y de toda otra pertenencia personal, ya sea que acompañen al cónsul a su destino o fueren importados en cualquier tiempo durante el desempeño del mismo; con tal que, sin embargo, ningún artículo cuya importación estuviere prohibida por las leyes de cualquiera de las Altas Partes Contratantes, pueda ser introducido en sus territorios.

Queda entendido, sin embargo, que este privilegio no se otorgará a los funcionarios consulares que tuvieren una ocupación particular para obtener ganancias en los países donde fueren acreditados, excepto tratándose de provisiones de su gobierno.

Artículo XXVI.

Todas las diligencias relacionadas con el salvamento de buques de cualquiera de las Altas Partes Contratantes que naufragare en las costas de la otra, serán dirigidas por el funcionario

In case of the death of a national of either of the High Contracting Parties without will or testament, in the territory of the other High Contracting Party, the consular officer of the State of which the deceased was a national and within whose district the deceased made his home at the time of death, shall, so far as the laws of the country permit and pending the appointment of an administrator and until letters of administration have been granted, be deemed qualified to take charge of the property left by the decedent for the preservation and protection of the same. Such consular officer shall have the right to be appointed as administrator within the discretion of a tribunal or other agency controlling the administration of estates provided the laws of the place where the estate is administered so permit.

Whenever a consular officer accepts the office of administrator of the estate of a deceased countryman, he subjects himself as such to the jurisdiction of the tribunal or other agency making the appointment for all necessary purposes to the same extent as a national of the country where he was appointed.

Article XXIII.

A consular officer of either High Contracting Party may in behalf of his non-resident countrymen receipt for their distributive shares derived from estates in process of probate or accruing under the provisions of so-called Workmen's Compensation Laws or other like statutes provided he remit any funds so received through the appropriate agencies of his Government to the proper distributees, and provided further that he furnish to the authority or agency making distribution through him reasonable evidence of such remission.

Article XXIV.

A consular officer of either High Contracting Party shall have the right to inspect within the ports of the other High Contracting Party within his consular district, the private vessels of any flag destined or about to clear for ports of the country appointing him in order to observe the sanitary conditions and measures taken on board such vessels, and to be enabled thereby to execute intelligently bills of health and other documents required by the laws of his country, and to inform his Government concerning the extent to which its sanitary regulations have been observed at ports of departure by vessels destined to its ports, with a view to facilitating entry of such vessels therein.

Article XXV.

Each of the High Contracting Parties agrees to permit the entry free of all duty and without examination of any kind, of all furniture, equipment and supplies intended for official use in the consular offices of the other, and to extend to such consular officers of the other and their families and suites as are its nationals, the privilege of entry free of duty of their baggage and all other personal property, whether accompanying the officer to his post or imported at any time during his incumbency thereof ; provided, nevertheless, that no article, the importation of which is prohibited by the law of either of the High Contracting Parties, may be brought into its territories.

It is understood, however, that this privilege shall not be extended to consular officers who are engaged in any private occupation for gain in the countries to which they are accredited, save with respect to governmental supplies.

Article XXVI.

All proceedings relative to the salvage of vessels of either High Contracting Party wrecked upon the coasts of the other shall be directed by the consular officer of the country to which the

consular del país a quien el barco perteneciere y en cuya jurisdicción ocurriera el naufragio. En espera de la llegada de dicho funcionario, que será informado inmediatamente de lo ocurrido, las autoridades locales tomarán las medidas necesarias para la protección de las personas y preservación de la propiedad náufraga. Fuera de eso, las autoridades locales no intervendrán sino en el mantenimiento del orden, protección de los intereses de los salvadores si éstos no pertenecen a la tripulación que hubiere naufragado y para llevar a efecto los arreglos hechos para la introducción o exportación de la mercancía salvada. Es entendido que tales mercancías, aunque no exentas de los derechos por almacenaje y gastos de costumbre, no quedan sujetas a ningún impuesto aduanero, a menos que se destinen al consumo del país en donde el naufragio hubiere tenido lugar.

La intervención de las autoridades locales en esos diferentes casos no ocasionará gastos de ninguna clase, salvo los ocasionados en las operaciones de salvamento y preservación de las mercaderías salvadas y los que estarían en circunstancias similares a cargo de los barcos de la nación.

Artículo XXVII.

Con las limitaciones o excepciones expresadas anteriormente en este convenio o que después se convengan, los territorios de las Altas Partes Contratantes a los que se extiendan las estipulaciones de este tratado se entenderá que comprenden todas las extensiones de tierra, aguas y aire sobre las cuales las Partes respectivamente pretendan y ejerzan dominio como soberanas de ellas, exceptuándose la Zona del Canal de Panamá.

Artículo XXVIII.

Salvo lo previsto en el tercer párrafo de este Artículo, el presente tratado tendrá pleno vigor por un término de diez años a partir de la fecha del cambio de las ratificaciones, en que comenzará a ser efectivo en todas sus disposiciones.

Si en el término de un año antes de la expiración del período de diez años, ninguna de las Altas Partes Contratantes notificare a la otra su intención de modificar por alteración u omisión alguno de los artículos de este tratado, o de darlo por terminado después de ese período, el tratado quedará en pleno vigor y efecto después de ese período y hasta un año después del tiempo respectivo en que cualquiera de las Altas Partes Contratantes hubiese notificado a la otra la intención de modificarlo o terminarlo.

El quinto y sexto párrafos del Artículo VII y los Artículos IX y XI permanecerán en vigor por espacio de doce meses desde la fecha del cambio de las ratificaciones, y si en ese tiempo no hubieren cesado en sus efectos por noticia dada con noventa días de anticipación, permanecerán en vigor mientras cualquiera de las Altas Partes Contratantes no decrete legislación inconsonante con ellos, la que entonces hará caducar aquellos automáticamente a la expiración de sesenta días contados desde el decreto respectivo, después del cual término las Altas Partes Contratantes gozarán de todos los derechos que les correspondan como si tales párrafos o artículos no hubieren sido comprendidos en el tratado.

Artículo XXIX.

El presente Tratado será ratificado y las ratificaciones correspondientes cambiadas en San Salvador, tan pronto como sea posible.

En fe de lo cual, los Plenipotenciarios respectivos lo han firmado y sellado.

Hecho en duplicado en inglés y español, en San Salvador, a los veintidós días del mes de febrero de mil novecientos veintiséis.

R. ARRIETA ROSSI.
C. VAN H. ENGERT.

vessel belongs and within whose district the wreck may have occurred. Pending the arrival of such officer, who shall be immediately informed of the occurrence, the local authorities shall take all necessary measures for the protection of persons and the preservation of wrecked property. The local authorities shall not otherwise interfere than for the maintenance of order, the protection of the interests of the salvors, if these do not belong to the crews that have been wrecked and to carry into effect the arrangements made for the entry of exportation of the merchandise saved. It is understood that such merchandise, although not exempt from the usual warehouse charges for storage and expenses, is not to be subjected to any custom house charges, unless it be intended for consumption in the country where the wreck may have taken place.

The intervention of the local authorities in these different cases shall occasion no expense of any kind, except such as may be caused by the operations of salvage and the preservation of the goods saved, together with such as would be incurred under similar circumstances by vessels of the nation.

Article XXVII.

Subject to any limitation or exception hereinabove set forth, or hereafter to be agreed upon, the territories of the High Contracting Parties to which the provisions of this Treaty extend shall be understood to comprise all areas of land, water, and air over which the Parties respectively claim and exercise dominion as sovereign thereof, except the Panama Canal Zone.

Article XXVIII.

Except as provided in the third paragraph of this Article the present Treaty shall remain in full force for the term of ten years from the date of the exchange of ratifications, on which date it shall begin to take effect in all of its provisions.

If within one year before the expiration of the aforesaid period of ten years neither High Contracting Party notifies to the other an intention of modifying by change or omission, any of the provisions of any of the articles in this Treaty or of terminating it upon the expiration of the aforesaid period, the Treaty shall remain in full force and effect after the aforesaid period and until one year from such a time as either of the High Contracting Parties shall have notified to the other an intention of modifying or terminating the Treaty.

The fifth and sixth paragraphs of Article VII and Articles IX and XI shall remain in force for twelve months from the date of exchange of ratifications, and if not then terminated on ninety days previous notice shall remain in force until either of the High Contracting Parties shall enact legislation inconsistent therewith when the same shall automatically lapse at the end of sixty days from such enactment, and on such lapse each High Contracting Party shall enjoy all the rights which it would have possessed had such paragraphs or articles not been embraced in the Treaty.

Article XXIX.

The present Treaty shall be ratified, and the ratifications thereof shall be exchanged at San Salvador as soon as possible.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the same and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate, in the English and Spanish languages at San Salvador, this twenty-second day of February, nineteen hundred and twenty-six.

C. VAN H. ENGERT.
R. ARRIETA ROSSI.

PROTOCOLO DE INTERCAMBIO

Los suscritos Plenipotenciarios se reunieron este día con el objeto de intercambiar las ratificaciones del Tratado de Amistad, Comercio y Prerogativas Consulares entre la República de El Salvador y los Estados Unidos de América, firmado en San Salvador el día 22 de febrero de 1926.

Antes de proceder al intercambio, el Encargado de Negocios interino de los Estados Unidos de América, debidamente autorizado por su Gobierno, por el presente declara que entiende el Gobierno de los Estados Unidos de América que los derechos de comercio y navegación acordados con respecto a buques de conformidad con el Artículo VII de dicho tratado, se aplican unicamente a barcos mercantes y a ningún otro, y que la autoridad concedida en la segunda frase del Artículo XX a los oficiales consulares de un país en el otro para formular, dar fé, certificar y autenticar actos unilaterales, escrituras y disposiciones testamentarias de sus conciudadanos y también contratos en los cuales un conciudadano es una de las partes, es sólomente para que tales instrumentos puedan ser efectivos en el territorio del Estado para el cual tales oficiales consulares hubieran sido nombrados.

Esta inteligencia está de acuerdo con las modificaciones en la forma del tratado publicado en el Decreto Legislativo del 30 de Junio de 1927, por la Asamblea Nacional Legislativa de El Salvador, el intercambio de ratificaciones de dicho tratado tuvo lugar en la forma de costumbre.

En fé de lo cual, los respectivos Plenipotenciarios han firmado el Protocolo de Intercambio, y estampado sus sellos.

Hecho en San Salvador, a los cinco días del mes de Septiembre de mil novecientos treinta.

F. MARTÍNEZ SUÁREZ.

W. W. SCHOTT.

PROTOCOL OF EXCHANGE

The undersigned Plenipotentiaries met this day for the purpose of exchanging the ratifications of the Treaty of Friendship, Commerce and Consular Rights between the United States of America and the Republic of El Salvador, signed at San Salvador on February 22, 1926.

Before proceeding to the exchange, the Chargé d'Affaires ad interim of the United States of America, being duly authorized thereto by his Government, hereby declares that it is the understanding of the Government of the United States of America that the rights of commerce and navigation accorded in respect of vessels by Article VII of the said treaty apply to merchant vessels and to none others, and that the authority granted in the second sentence of Article XX to the consular officers of either country in the other to draw up, attest, certify and authenticate unilateral acts, deeds and testamentary dispositions of their countrymen and also contracts to which a countryman is a party is solely in order that such instruments may be effective in the territory of the State by which such consular officers have been appointed.

These understandings being in accordance with the modifications in the form of the treaty set forth in Legislative Decree of June 30, 1927, of the National Legislative Assembly of El Salvador, the exchange of ratifications of the said treaty took place in the usual manner.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Protocol of Exchange and have affixed thereto their seals.

Done at San Salvador this fifth day of September, one thousand nine hundred and thirty.

W. W. SCHOTT.

F. MARTÍNEZ SUÁREZ.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3093. — TRAITÉ D'AMITIÉ, DE COMMERCE ET DE DROITS CONSULAIRES ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE SALVADOR. SIGNÉ A SAN SALVADOR, LE 22 FÉVRIER 1926.

PRÉAMBULE

LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR et LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE désireux de resserrer les liens pacifiques qui les unissent heureusement par des arrangements destinés à développer les rapports amicaux entre leurs territoires respectifs, grâce à des dispositions répondant aux aspirations intellectuelles, culturelles, économiques et commerciales de leurs peuples, ont résolu de conclure un traité d'amitié, de commerce et de droits consulaires et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU SALVADOR :

Le D^r Reyes ARRIETA ROSSI, ministre des Affaires étrangères de la République du Salvador ;
et

LE PRÉSIDENT DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

M. Cornélius van H. ENGERT, chargé d'affaires *ad interim* des États-Unis d'Amérique au Salvador ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront pénétrer, voyager et résider dans les territoires de l'autre Partie ; ils jouiront de la liberté de conscience et de la liberté de culte ; ils pourront, sans entraves, se consacrer à toute activité d'ordre professionnel scientifique, religieux, philanthropique, industriel et commercial ; ils pourront exercer toutes les formes d'activité commerciale qui ne sont pas interdites par la législation locale ; ils pourront posséder, construire, louer à bail et occuper des immeubles appropriés et louer à bail des terrains pour y construire des maisons d'habitation, pour y exercer une activité scientifique, religieuse, philanthropique, industrielle ou commerciale ou pour ensevelir les morts ; ils pourront employer des agents de leur choix et, d'une manière générale, faire tout ce qui est nécessaire ou tout ce qui se rapporte à l'exercice de l'un quelconque des privilèges ci-dessus mentionnés, dans les mêmes conditions que les ressortissants de l'État dans lequel ils résident ou que les ressortissants d'un pays auquel ledit État pourra ultérieurement conférer le privilège de la nation la plus favorisée, à la condition de se soumettre à toutes les lois et règlements locaux dûment établis.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis, sur les territoires de l'autre Partie, au paiement d'impôts ou taxes intérieurs, autres ou plus élevés que ceux qui sont exigés des ressortissants de l'autre Partie et acquittés par eux.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit, en se conformant aux lois locales, d'ester en justice à tous les degrés de juridiction établis par la loi, soit pour intenter une action, soit pour défendre leurs droits par devant les tribunaux de l'autre Partie prévus par la loi.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, en se soumettant aux conditions imposées aux ressortissants de cette Partie, de la protection et de la sécurité les plus constantes pour leur personne et leurs biens, et jouiront à cet égard du degré de protection requis par le droit international. Ils ne pourront être privés de leurs biens qu'en vertu d'une procédure régulière et contre paiement d'une indemnité équitable.

Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme affectant les lois actuelles de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante en matière d'immigration ou le droit, pour chacune des Hautes Parties contractantes, de promulguer de telles lois.

Article II.

En ce qui concerne la forme de protection accordée par les lois nationales, d'États ou de provinces, établissant la responsabilité civile en cas de blessures ou de mort, et accordant aux parents, héritiers ou personnes à la charge de la Partie lésée, le droit d'intenter une action ou d'obtenir une indemnité pécuniaire, lesdits parents, héritiers ou personnes à la charge de la Partie lésée, si celle-ci ressortit à l'une ou à l'autre des Parties contractantes et si le dommage a été subi sur l'un des territoires de l'autre Partie, jouiront, dans les mêmes conditions et sans qu'il soit tenu compte de leur qualité d'étrangers ou du fait qu'ils résident hors du territoire où le dommage a été subi, des mêmes droits et privilèges que ceux qui sont ou pourront être accordés aux nationaux de ladite Partie.

Article III.

Les habitations, entrepôts, usines, magasins et autres locaux commerciaux, ainsi que toutes leurs dépendances, appartenant aux ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, sur les territoires de l'autre Partie, et utilisés à l'une quelconque des fins énumérées à l'article premier seront respectés. Il sera interdit de procéder à une visite domiciliaire ou à une perquisition dans l'un quelconque de ces immeubles ou dépendances ou d'y examiner ou inspecter des livres, documents ou pièces de comptabilité, sauf dans les conditions prévues par les lois, ordonnances et règlements applicables aux nationaux et suivant les formes prescrites par lesdites lois, ordonnances et règlements.

Article IV.

Dans les cas où, à la mort de toute personne possédant, sur les territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, des biens-fonds ou d'autres propriétés immobilières, ou des intérêts dans des biens-fonds ou propriétés immobilières, ces propriétés ou ces intérêts, en vertu des lois du pays ou d'une disposition testamentaire, seraient transférés ou passeraient à un ressortissant de l'autre Haute Partie contractante (qu'il s'agisse d'un résident ou d'un non-résident), si ledit ressortissant n'est pas frappé d'incapacité aux termes des lois du pays dans lequel se trouvent lesdites propriétés ou lesdits intérêts, il lui sera accordé un délai de trois ans pour vendre lesdits biens ou lesdits intérêts, ce délai pouvant être raisonnablement prolongé si les circonstances l'exigent ; l'intéressé pourra retirer librement et sans entraves le produit de la vente ; il ne sera assujéti à aucun droit de succession ou de liquidation, ni à aucune redevance d'ordre administratif, autres que ceux auxquels peuvent être assujettis, en pareil cas, les ressortissants du pays d'où provient le produit de la vente.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront pleinement du droit de disposer de leurs biens mobiliers, quels qu'ils soient, sur les territoires de l'autre Partie, par

testament, donation ou de toute autre manière ; leurs héritiers, légataires et donataires, quelle que soit leur nationalité, qu'ils soient résidents ou non-résidents, seront saisis de plein droit de ces biens mobiliers et pourront en prendre possession, soit eux-mêmes, soit par des mandataires agissant en leur nom, et conserver ces biens ou en disposer à leur gré, à condition d'acquitter les seuls droits ou taxes auxquels sont soumis, en pareil cas, les ressortissants de la Haute Partie contractante sur les territoires de laquelle se trouvent ces biens et à laquelle lesdits biens ressortissent.

Article V.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes, dans l'exercice du droit de pratiquer librement leur culte sur les territoires de l'autre Partie contractante, ainsi qu'il est prévu ci-dessus, pourront, sans entrave ou vexation d'aucune sorte en raison de leurs croyances religieuses ou pour tout autre motif, célébrer des services religieux, soit en leur propre maison, soit dans tout immeuble approprié qu'ils peuvent avoir le droit de bâtir et d'entretenir sur des emplacements convenables, à la condition que ni leur enseignement ni leurs pratiques ne soient contraires à la morale publique ; il seront également autorisés à ensevelir leurs morts, conformément à leurs coutumes religieuses, dans des lieux convenables et appropriés, établis et entretenus à cet effet, sous réserve des lois et règlements équitables en vigueur au lieu de l'inhumation en matière d'hygiène et de sépulture.

Article VI.

Dans le cas d'une guerre entre l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes et un troisième Etat, ladite Partie pourra recruter pour le service militaire obligatoire les ressortissants de l'autre Partie qui ont leur résidence permanente sur ses territoires et qui ont expressément, conformément à ses lois, déclaré leur intention d'adopter sa nationalité par voie de naturalisation, à moins que ces ressortissants ne quittent les territoires de ladite Partie belligérante dans un délai de soixante jours à dater de la déclaration de guerre.

Article VII.

Il y aura liberté de commerce et de navigation entre les territoires des Hautes Parties contractantes. Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes auront dans les mêmes conditions que ceux de la nation la plus favorisée, libre accès, avec leurs navires et leurs cargaisons, dans tous les lieux, ports et eaux, quels qu'ils soient, qui sont situés à l'intérieur des limites territoriales de l'autre Partie et qui sont ou pourront être ouverts à la navigation et au commerce étrangers. Aucune disposition du présent traité ne sera interprétée comme limitant le droit pour l'une ou l'autre Partie contractante d'édicter, dans les termes qu'elle jugera utiles, des interdictions ou des restrictions d'ordre sanitaire visant la protection de la vie humaine, animale ou végétale ou d'établir des règlements en vue d'assurer l'application de lois de police ou de lois fiscales.

Chacune des Hautes parties contractantes s'engage, inconditionnellement, à ne pas soumettre l'importation d'une marchandise quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, en provenance des territoires de l'autre Partie, à des mesures de prohibition, à des conditions ou à des droits autres ou plus élevés que ceux auxquels est soumise l'importation de toute marchandise similaire, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, provenant de tout autre pays étranger.

Chacune des Hautes Parties contractantes s'engage également, inconditionnellement, à ne pas soumettre les marchandises exportées à destination des territoires de l'autre Haute Partie contractante, à des taxes autres ou plus élevées, ou à d'autres restrictions ou interdictions que celles auxquelles sont soumises les marchandises exportées à destination de tout autre pays étranger.

Tout avantage, quel qu'il soit, que l'une des deux Parties contractantes pourra accorder à un article quelconque, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, de tout autre pays étranger, s'appliquera simultanément et inconditionnellement, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, au même article, produit naturel, fabriqué ou manufacturé, de l'autre Haute Partie contractante.

Tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans des ports des Etats-Unis, ou qui sont ou pourront être légalement exportés de ces ports sur des navires américains, pourront être également importés dans lesdits ports ou exportés de ces ports sur des navires du Salvador sans être passibles de droits ou taxes autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires américains ; réciproquement, tous les articles qui sont ou pourront être légalement importés de pays étrangers dans les ports du Salvador ou qui sont ou pourront être légalement exportés de ces ports sur des navires américains, sans être passibles de droits ou taxes autres ou plus élevés, quelle qu'en soit la nature, que si ces mêmes articles étaient importés ou exportés sur des navires du Salvador.

De même, il y aura égalité absolue et réciproque entre les pavillons des deux Parties contractantes en matière de primes, *drawbacks* et autres privilèges de ce genre, quelle qu'en soit la dénomination, dont pourront bénéficier dans les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, les marchandises importées ou exportées sur des navires nationaux, de façon que les marchandises importées ou exportées à bord de navires de l'autre pays bénéficient de ces primes, *drawbacks* et autres privilèges dans la même mesure et dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne le montant et le recouvrement des droits sur les importations et exportations de toute nature, chacune des Hautes Parties contractantes s'engage à accorder aux ressortissants, navires et marchandises de l'autre Partie le bénéfice de tout avantage, privilège ou immunité qu'elle aura accordé aux ressortissants, navires et marchandises d'un troisième Etat, que cet Etat ait bénéficié de ce traitement de faveur à titre gratuit ou à titre de réciprocité. Tout avantage, privilège ou immunité de cette nature qui sera ultérieurement accordé aux ressortissants, navires ou marchandises d'un troisième Etat sera simultanément et d'une manière absolue, sans que la demande en soit formulée et sans compensation, étendu à l'autre Haute Partie contractante pour son propre avantage et celui de ses ressortissants et de ses navires.

Les dispositions du présent article ne s'appliqueront pas au régime accordé par les Etats-Unis au commerce de Cuba, en vertu des dispositions de la Convention commerciale conclue par les Etats-Unis avec Cuba le 11 décembre 1902 ou de toute autre convention commerciale qui pourra être ultérieurement conclue par les Etats-Unis avec Cuba, ni au commerce des Etats-Unis avec l'une quelconque de leurs dépendances et avec la zone du Canal de Panama, en vertu de lois existantes ou futures, ni au traitement que le Salvador accorde ou pourra accorder ultérieurement au commerce de Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua ou du Panama, tant qu'un régime spécial accordé au commerce de ces pays ou à l'un d'entre eux par le Salvador n'est pas accordé à un autre pays.

Article VIII.

Les ressortissants et les marchandises de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, à l'intérieur des territoires de l'autre Partie, du même traitement que les ressortissants et les marchandises dudit pays en matière d'impôts intérieurs, de droits de transit, de taxes afférentes aux entrepôts et autres facilités, ainsi qu'en ce qui concerne le montant des *drawbacks* et des primes.

Article IX.

Les droits de tonnage, de port, de pilotage, de phare, de quarantaine, ou tous autres impôts ou taxes similaires ou correspondants, quelle qu'en soit la dénomination, perçus au nom ou pour le compte du gouvernement, de fonctionnaires publics, de particuliers, de sociétés ou d'établissements quels qu'ils soient, ne pourront, dans les ports des territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, être exigés des navires de l'autre Partie que s'ils sont exigés des navires nationaux dans la même mesure et dans les mêmes conditions. Cette égalité de traitement s'appliquera réciproquement aux navires des deux pays respectivement, quel que soit le lieu d'où ils viennent et quel que soit leur lieu de destination.

Article X.

Les navires de commerce et les autres navires appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes et qui sont munis des documents exigés par leurs lois nationales comme preuve de nationalité seront considérés, aussi bien dans les eaux territoriales de l'autre Haute Partie contractante qu'en haute mer, comme étant les navires de la Partie dont ils battent pavillon.

Article XI.

Les navires de commerce et les autres navires, appartenant à des particuliers, qui naviguent sous le pavillon de l'une des Hautes Parties contractantes seront autorisés à décharger des fractions de leur cargaison dans un port quelconque des territoires de l'autre Haute Partie contractante ouvert au commerce étranger, et à poursuivre leur route avec le reste de la cargaison, à destination d'autres ports quelconques des mêmes territoires, ouverts au commerce étranger, sans avoir à acquitter en pareil cas des droits de tonnage ou des droits de port autres ou plus élevés que ceux qu'acquitteraient, dans les mêmes circonstances, les navires nationaux ; ils pourront également charger des marchandises, dans les mêmes conditions, dans différents ports au cours de la même traversée d'aller, étant entendu, toutefois, que les dispositions du présent article et les autres dispositions du présent traité ne s'appliquent pas au commerce de cabotage des Hautes Parties contractantes, lequel sera réglementé par les lois respectives des Hautes Parties contractantes relatives à ce commerce. Toutefois, il est convenu que les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, dans les limites territoriales de l'autre Partie, en matière de cabotage, du traitement de la nation la plus favorisée, à l'exception du traitement spécial concernant le commerce de cabotage du Salvador qui peut être accordé par le Salvador, à titre de réciprocité, aux navires de Costa-Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua ou du Panama, tant que le même traitement spécial n'est pas accordé aux navires d'un autre pays quelconque.

Article XII.

Les sociétés anonymes et autres sociétés et associations — qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires — qui sont ou pourront être ultérieurement constituées, conformément aux lois nationales, d'Etats ou de provinces, des Hautes Parties contractantes et aux termes desdites lois, et qui entretiennent un établissement central sur les territoires de ladite Partie, verront leur statut juridique reconnu par l'autre Haute Partie contractante, à condition, toutefois, qu'elles ne poursuivent pas, sur les territoires de cette dernière, des fins contraires à ses lois. Elles auront libre accès aux cours et tribunaux judiciaires et d'équité en se conformant aux lois réglementant cette matière, aussi bien pour y revendiquer que pour y défendre des droits à tous les degrés de juridiction établis par la loi.

Le droit pour ces sociétés et associations de l'une des Hautes Parties contractantes, ainsi reconnues par l'autre Partie, de s'établir sur les territoires de celle-ci, d'y installer des succursales et d'y exercer leur activité, sera subordonné à l'assentiment de ladite Partie, et uniquement régi par cet assentiment, tel qu'il est exprimé dans ses lois nationales, d'Etats ou de provinces. Si cet assentiment est donné sous condition de réciprocité, cette condition sera considérée comme se rapportant aux dispositions des lois nationales, d'Etats ou de provinces en vertu desquelles est constituée la Société ou association étrangère qui désire exercer ces droits.

Article XIII.

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout

autre Etat en matière de constitution de sociétés anonymes, autres sociétés ou associations (qu'elles recherchent ou non la réalisation de bénéfices pécuniaires) et en matière de participation à ces sociétés, y compris le droit d'émission, d'enregistrement, d'achat, de possession et de vente d'actions, ainsi que le droit d'occuper une situation dirigeante ou officielle dans lesdites sociétés. Dans l'exercice des droits susmentionnés, et en ce qui concerne la réglementation ou la procédure relative à la constitution ou à la direction de ces sociétés ou associations, lesdits ressortissants ne seront soumis à aucune condition moins favorable que celles qui ont été ou pourront ultérieurement être faites aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Lorsque des ressortissants de l'une des deux Hautes Parties contractantes constitueront ou contrôleront sur les territoires de l'autre Partie des sociétés ou associations de ce genre, ou qu'ils y seront intéressés à titre de participants, les droits desdites sociétés ou associations, concernant l'exercice de leur activité sur lesdits territoires, seront régis par les lois et règlements nationaux, d'Etats ou de provinces, qui sont en vigueur ou pourront être ultérieurement établis sur les territoires de la Partie contractante où elles se proposent d'exercer leur activité commerciale.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en outre, sur les territoires de l'autre Partie, à titre de réciprocité et en se conformant aux conditions qui y sont en vigueur, des droits et privilèges qui ont été ou pourront être ultérieurement accordés aux ressortissants de tout autre Etat, en ce qui concerne l'extraction de charbon, de phosphate, de pétrole, de schiste pétrolifère, de gaz, de soude, sur le domaine public de l'autre Partie.

Article XIV.

Il y aura entière liberté de transit à travers les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, y compris les eaux territoriales, sur les itinéraires les plus appropriés au transit international, par voie ferrée, par voie navigable et par canaux (autres que le Canal de Panama, les voies navigables et canaux qui constituent des frontières internationales), en faveur des personnes et des marchandises arrivant des territoires de l'autre Partie contractante, ou les traversant, à l'exception des personnes auxquelles l'entrée de ces territoires serait interdite, ou des marchandises dont l'importation serait prohibée par la loi ou par des règlements. Les personnes et les marchandises en transit ne seront assujetties à aucun droit de transit, ni à aucun délai ou restriction unitiles, et jouiront du traitement national en ce qui concerne les taxes, facilités et toutes autres questions.

Les marchandises en transit devront être enregistrées au bureau de douane approprié, mais seront exemptes de tout droit de douane et autres taxes similaires.

Toutes les taxes afférentes aux transports en transit seront maintenues dans des limites raisonnables, compte tenu des conditions du transport.

Article XV.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de recevoir de l'autre Partie des fonctionnaires consulaires dans ceux de ses ports, places et villes où leur présence pourra être utile et qui sont ouverts aux représentants consulaires de tout autre pays étranger.

Les fonctionnaires consulaires de chacune des Hautes Parties contractantes, après leur entrée en fonctions, et à titre de réciprocité, jouiront sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits, privilèges, exemptions et immunités dont jouissent les fonctionnaires du même rang de la nation la plus favorisée. En leur qualité d'agents officiels, ces fonctionnaires auront droit à la haute considération de tous les fonctionnaires nationaux ou locaux avec lesquels ils entretiendront des relations officielles dans l'Etat auprès duquel ils sont accrédités.

Le Gouvernement de chacune des Hautes Parties contractantes accordera sans frais l'exequatur nécessaire auxdits fonctionnaires consulaires de l'autre Partie qui présenteront une nomination régulière, signée du chef du Pouvoir exécutif de l'Etat qui les nomme, et revêtue du grand sceau dudit Etat ; il délivrera à un fonctionnaire consulaire subordonné ou suppléant, dûment nommé avec l'approbation de son gouvernement par un fonctionnaire consulaire supérieur agréé ou par

tout autre fonctionnaire compétent dudit gouvernement, les pièces qui, aux termes des lois des pays respectifs, seront exigées du fonctionnaire ainsi nommé pour l'exercice des fonctions consulaires. Sur présentation de l'exequatur ou de tout autre pièce délivrée en son lieu audit subordonné, ce fonctionnaire consulaire sera autorisé à entrer en fonctions et à jouir des droits, privilèges et immunités accordés par le présent traité.

Article XVI.

Les fonctionnaires consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés ne pourront être arrêtés, sauf lorsqu'ils seront accusés d'avoir commis des délits que la loi locale qualifie d'actes criminels par opposition aux contraventions, et qui rendent passibles de sanctions pénales la personne qui en est coupable. Ces fonctionnaires seront exempts de loger des militaires par voie de réquisition, et ne seront astreints à aucun service militaire, naval, administratif ou de police, quel qu'il soit.

Dans les affaires criminelles, la présence d'un fonctionnaire consulaire aux débats, en qualité de témoin, pourra être demandée par l'accusation ou par la défense. La demande en sera faite avec tous les égards dus à la dignité consulaire et aux fonctions de la charge ; le fonctionnaire consulaire sera tenu de se conformer à la demande en question.

Les fonctionnaires consulaires seront soumis, en matière civile, à la juridiction des tribunaux de l'Etat qui les agréé. Toutefois, lorsque le fonctionnaire est un ressortissant de l'Etat qui l'a nommé et qu'il ne se livre à aucune opération lucrative d'ordre privé, son témoignage sera recueilli oralement ou par écrit, soit à sa résidence, soit à son bureau, en tenant dûment compte de ses désirs. Néanmoins, ce fonctionnaire devra, de lui-même, déposer à l'audience, toutes les fois qu'il lui sera possible de le faire sans qu'il en résulte une gêne sérieuse dans l'exercice de ses fonctions officielles.

Article XVII.

Les fonctionnaires consulaires, y compris les employés du consulat, qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés, à l'exception de ceux qui ont des occupations privées lucratives dans l'Etat où ils exercent leurs fonctions, seront exempts de tous impôts nationaux, des Etats, des provinces et des municipalités, s'appliquant à leur personne ou à leurs biens, à l'exception des impôts frappant la possession ou la propriété de biens immobiliers situés sur le territoire de l'Etat dans lequel ils exercent leurs fonctions, ou frappant le revenu des biens de toute sorte situés dans ce territoire au ressortissant audit. Tous les fonctionnaires ou employés consulaires qui sont ressortissants de l'Etat par lequel ils sont nommés seront exemptés du paiement des impôts sur les traitements, honoraires ou salaires, touchés par eux en rémunération de leurs services consulaires.

Les terrains et immeubles, situés sur les territoires de chacune des Hautes Parties contractantes, dont l'autre Partie contractante est propriétaire en droit ou en équité, et qui sont exclusivement employés à des fins officielles par ledit propriétaire, seront exempts de tous impôts nationaux, des états, des provinces et des municipalités, autres que les contributions perçues pour des services ou pour des améliorations publiques locales dont profitent ces locaux et terrains.

Article XVIII.

Les fonctionnaires consulaires pourront placer au-dessus de la porte extérieure de leurs bureaux respectifs les armes de leur Etat avec une inscription appropriée indiquant le caractère officiel du bureau. Ces fonctionnaires pourront également arborer le drapeau de leur pays sur leurs bureaux, y compris ceux qui sont situés dans les capitales des deux pays. Ils pourront de même hisser le pavillon de leur pays sur tout bateau ou navire employé dans l'exercice des fonctions consulaires.

Les bureaux et archives du consulat seront en tout temps inviolables. Ils ne pourront en aucune circonstance faire l'objet d'une visite domiciliaire de la part d'autorités quelconques dans le pays

où ces bureaux sont situés. Ces autorités ne pourront pas non plus, sous aucun prétexte, procéder à un examen ou à une saisie de documents ou autres biens déposés dans un bureau consulaire. Les bureaux consulaires ne pourront être utilisés comme lieu d'asile. Aucun fonctionnaire consulaire ne pourra être requis à l'effet de produire des archives officielles devant un tribunal ou de témoigner sur des questions relatives au contenu desdites archives.

En cas de décès, d'empêchement ou d'absence, d'un fonctionnaire consulaire qui n'a auprès de lui aucun fonctionnaire consulaire subordonné, les secrétaires ou chanceliers, dont le caractère officiel aura été antérieurement notifié au Gouvernement de l'Etat dans lequel étaient exercées les fonctions consulaires, pourront exercer temporairement les fonctions consulaires du fonctionnaire décédé, empêché ou absent, et ils jouiront pendant cet intérim de tous les droits, prérogatives et immunités accordés au titulaire régulier.

Article XIX.

Les fonctionnaires consulaires de l'une ou de l'autre Haute Partie contractante pourront, dans les limites de leurs ressorts consulaires respectifs, s'adresser aux autorités nationales des Etats, des provinces ou des municipalités, à l'effet de protéger les nationaux de l'Etat qui les a nommés en ce qui concerne la jouissance des droits que ceux-ci tiennent de traités ou autrement. Les infractions à ces droits pourront faire l'objet de plaintes. Si les autorités compétentes ne prennent aucune mesure de réparation ou n'accordent aucune protection, l'intervention par voie diplomatique sera justifiée, et, en l'absence d'un représentant diplomatique, un consul général ou le fonctionnaire consulaire résidant officiellement dans la capitale, pourra s'adresser directement au gouvernement du pays.

Article XX.

Les fonctionnaires consulaires pourront, en exécution des lois de leur propre pays, recueillir, en tout endroit approprié dans les limites de leur ressort consulaire, les dépositions de tout occupant de navires de leur propre pays ou de tout ressortissant dudit pays, ou de toute personne résidant en permanence sur le territoire de leur propre pays. Ces fonctionnaires pourront établir, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie. Ils pourront établir, attester, certifier et légaliser les instruments écrits, quels qu'ils soient, qui ont pour effet d'exprimer ou de comporter le transfert de biens quelconques, ou de grever des biens quelconques, situés sur le territoire de l'Etat par lequel ces fonctionnaires sont nommés ; ils pourront établir, attester, certifier ou légaliser les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires et contrats relatifs à des biens situés sur les territoires de l'Etat par lequel ils sont nommés, ou à des transactions qui doivent être effectuées sur lesdits territoires, y compris les actes unilatéraux, instruments, dispositions testamentaires ou accords auxquels sont uniquement participants des ressortissants de l'Etat sur les territoires duquel ces fonctionnaires exercent leurs fonctions.

Les documents et actes ainsi dressés, et les copies et traductions de ces actes et documents, lorsqu'ils auront été dûment légalisés et revêtus du sceau du fonctionnaire consulaire, feront foi, dans les territoires des Hautes Parties contractantes, comme pièces originales ou copies légalisées, selon le cas, et auront la même valeur et les mêmes effets que s'ils avaient été rédigés et dressés par-devant un notaire ou autre fonctionnaire public dûment autorisé dans le pays par lequel le fonctionnaire consulaire a été nommé, sous réserve, toujours, que ces actes aient été rédigés et dressés conformément aux lois et règlements du pays dans lequel ils sont destinés à prendre effet.

Article XXI.

Un fonctionnaire consulaire aura droit exclusif de juridiction dans les conflits survenant au sujet de questions d'ordre intérieur sur des navires privés battant pavillon de son pays et aura seul le droit de juridiction dans tous les conflits (en quelque lieu qu'ils se produisent), entre officiers

et équipages, relatifs à l'application de la discipline à bord, à condition que le navire et les personnes accusées d'actes répréhensibles aient pénétré dans un port situés dans son district consulaire. Ce fonctionnaire aura également droit de juridiction en matière de litiges concernant le règlement de salaires et l'exécution de contrats y relatifs, à condition que les lois locales en vigueur le permettent.

Lorsqu'un acte commis à bord d'un navire privé, naviguant sous le pavillon de l'Etat par lequel le fonctionnaire a été nommé et dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel ce fonctionnaire a été accrédité constitue un crime aux termes des lois de ce dernier Etat et rend la personne qui en est coupable passible d'une peine criminelle, le fonctionnaire consulaire n'exercera sa juridiction que dans la mesure où la loi locale le lui permettra.

Un fonctionnaire consulaire pourra librement demander l'aide des autorités de police locale à l'occasion de toute question relative au maintien de l'ordre intérieur à bord de navires naviguant sous le pavillon de son pays et se trouvant dans les eaux territoriales de l'Etat auprès duquel il est accrédité ; à la suite de cette requête, l'aide nécessaire sera donnée.

Un fonctionnaire consulaire pourra comparaître, avec les officiers et les équipages des navires naviguant sous le pavillon de son pays, devant les autorités judiciaires de l'Etat auprès duquel il est accrédité afin de prêter son concours comme interprète ou comme mandataire.

Article XXII.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie sans laisser, dans le territoire de son décès, aucun héritier connu ou exécuteur testamentaire désigné par lui, les autorités locales compétentes aviseront immédiatement de ce décès le plus proche fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant, afin que les renseignements nécessaires puissent être transmis aux Parties intéressées.

Si un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes décède sur le territoire de l'autre Partie sans avoir laissé de dernières volontés ou de testament, le fonctionnaire consulaire de l'Etat dont le défunt était un ressortissant et dans le district duquel le défunt avait son domicile au moment de son décès, sera, dans la mesure où les lois du pays le permettent, considéré comme qualifié pour prendre charge des biens laissés par le défunt, aux fins de conservation et de protection desdits biens, en attendant la désignation d'un administrateur et jusqu'au moment où le pouvoir d'administration aura été accordé. Ce fonctionnaire consulaire aura le droit d'être désigné comme administrateur, à la discrétion d'un tribunal ou de toute autre autorité chargée de contrôler l'administration des successions, sous réserve que les lois du lieu où la succession est administrée le permettent.

Lorsque le fonctionnaire consulaire acceptera de remplir les fonctions d'administrateur de la succession d'un compatriote décédé, il se soumettra, en cette qualité et pour toutes les questions relevant de cette administration, à la juridiction du tribunal ou de toute autre autorité désignant les administrateurs de succession dans la mesure qu'un ressortissant du pays auprès duquel il est accrédité.

Article XXIII.

Un fonctionnaire consulaire de l'une ou de l'autre des Hautes Parties contractantes pourra, au nom de ses compatriotes non-résidents, donner quittance pour les parts revenant auxdits compatriotes sur des successions en voie de liquidation ou en ce qui concerne les sommes dues aux termes des lois connues sous le nom de lois d'assurance ouvrière contre les accidents (« Workmen's Compensation Laws ») ou de toutes autres lois analogues, à la condition qu'il expédie tous les fonds ainsi reçus aux destinataires réels par l'intermédiaire des services compétents de son gouvernement, et à la condition, en outre, qu'il fournisse à l'autorité ou à l'administration qui procède à la répartition par son intermédiaire des preuves suffisantes de la remise desdites sommes.

Article XXIV.

Un fonctionnaire consulaire de l'une des deux Hautes Parties contractantes aura le droit de procéder à l'inspection, dans les ports de l'autre Haute Partie contractante situés dans son district

consulaire, des navires privés, quel que soit le pavillon sous lequel ils naviguent, à destination d'un port ou en partance pour un port du pays qui l'a nommé, afin de se rendre compte de l'état sanitaire des navires et des mesures sanitaires prises à bord et afin d'être ainsi en mesure d'établir, en connaissance de cause, les patentes de santé et autres pièces exigées par les lois de son pays et de pouvoir ainsi informer son gouvernement de la mesure dans laquelle ses règlements sanitaires ont été observés, aux ports de départ, par les navires à destination des ports dudit gouvernement, en vue d'y faciliter l'entrée desdits navires.

Article XXV.

Chacune des Hautes Parties contractantes convient de permettre l'entrée en franchise de tous les meubles, effets et fournitures destinés à un usage officiel dans les bureaux consulaires de l'autre Partie et d'accorder aux fonctionnaires consulaires de l'autre Partie, à leurs familles et aux personnes de leur suite qui sont ressortissantes de ladite Partie, le bénéfice de l'entrée en franchise de leurs bagages et de tous autres biens et effets personnels accompagnant le fonctionnaire qui se rend à son poste ou importés à un moment quelconque au cours de l'exercice de ses fonctions, sous réserve, cependant, qu'aucun article dont l'importation est prohibée par les lois de l'une des deux Hautes Parties contractantes ne pourra être introduit sur les territoires de ladite Partie.

Il est entendu, toutefois, que le privilège accordé aux termes du présent article ne sera pas applicable aux fonctionnaires consulaires qui exercent une activité privée lucrative dans les pays auprès desquels ils sont accrédités, à moins qu'il ne s'agisse d'objets et de fournitures de caractère officiel.

Article XXVI.

Toutes les opérations concernant le sauvetage de navires de l'une des deux Hautes Parties contractantes, naufragés sur les côtes de l'autre Partie, seront dirigées par le fonctionnaire consulaire du pays auquel le navire appartient et dans le ressort juridictionnel duquel le naufrage aura eu lieu. En attendant l'arrivée de ce fonctionnaire, qui devra être immédiatement informé de l'accident, les autorités locales prendront toutes les mesures nécessaires pour la protection des personnes et la conservation des biens naufragés. Les autorités locales n'interviendront que pour le maintien de l'ordre et la protection des intérêts des sauveteurs, si ceux-ci n'appartiennent pas aux équipages naufragés, et pour faire exécuter les arrangements conclus en vue de l'entrée ou de l'exportation des marchandises sauvées. Il est entendu que ces marchandises, bien qu'elles ne soient pas exemptées des droits et frais afférents à l'entreposage et au magasinage, ne seront soumises à aucun droit de douane, à moins qu'elles ne soient destinées à être consommées dans le pays où le naufrage aura eu lieu.

L'intervention des autorités locales dans ces différents cas n'occasionnera aucune dépense, quelle qu'elle soit, à l'exception de celles qui pourront être causées par les opérations de sauvetage et la conservation des marchandises sauvées, ainsi que celles qui auraient été encourues, dans des circonstances analogues, par des navires nationaux.

Article XXVII.

Sous réserve de toutes les restrictions ou exceptions énumérées ci-dessus ou qui pourraient faire ultérieurement l'objet d'un accord, les territoires des Hautes Parties contractantes, auxquels s'appliquent les dispositions du présent traité, comprendront toutes les terres, eaux, et régions aériennes, sur lesquelles les Parties revendiquent et exercent leur souveraineté respective, à l'exception, toutefois, de la zone du Canal de Panama.

Article XXVIII.

Sous réserve des dispositions du troisième alinéa du présent article, le présent traité restera entièrement en vigueur pendant une période de dix ans, à compter de l'échange des ratifications, et toutes ses dispositions commenceront à prendre effet à dater dudit échange.

Si, dans le délai d'un an avant l'expiration de la période de dix ans susmentionnée, aucune des Hautes Parties contractantes ne notifie à l'autre son intention de modifier, par changement ou omission, l'une quelconque des dispositions de l'un quelconque des articles du présent traité, ou de dénoncer ledit traité à l'expiration de la période susmentionnée, le présent traité restera entièrement en vigueur après la période susmentionnée et pendant le délai d'un an à partir de la date à laquelle l'une des deux Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre Partie son intention de le modifier ou de le dénoncer.

Les cinquième et sixième alinéas de l'article VII et les articles IX et XI resteront en vigueur pendant une durée de douze mois à dater de l'échange des ratifications, et s'ils ne sont pas dénoncés moyennant un préavis de quatre-vingt-dix jours, ils resteront en vigueur tant que l'une des Hautes Parties contractantes ne promulguera pas de loi incompatible avec les dispositions desdits articles et alinéas; ceux-ci deviendront automatiquement caducs à l'expiration d'un délai de soixante jours à partir de la promulgation d'une telle loi et, à dater de l'expiration dudit délai, chacune des Hautes Parties contractantes jouira des droits qu'elle aurait possédés si ces alinéas ou articles n'avaient pas été compris dans le traité.

Article XXIX.

Le présent traité sera ratifié et l'échange des ratifications aura lieu à San Salvador aussitôt que possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé ledit traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire, en langues anglaise et espagnole, à San Salvador, le vingt-deux février mil neuf cent vingt-six.

R. ARRIETA ROSSI.

C. VAN H. ENGERT.

PROTOCOLE D'ÉCHANGE

Les plénipotentiaires soussignés se sont réunis ce jour aux fins d'échanger les ratifications du Traité d'amitié de commerce et de droits consulaires entre les Etats-Unis d'Amérique et la République du Salvador, signé à San Salvador le 22 février 1926.

Avant de procéder à cet échange, le Chargé d'affaires *ad interim* des Etats-Unis d'Amérique, dûment autorisé par son gouvernement, déclare par la présente que, selon l'interprétation du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, les droits de commerce et de navigation accordés en ce qui concerne les navires par l'article VII dudit traité s'appliquent exclusivement aux navires de commerce et non à d'autres, et que le droit accordé dans la seconde phrase de l'article XX aux fonctionnaires consulaires de chacun des pays résidant dans l'autre pays d'établir, attester, certifier et légaliser les actes unilatéraux, instruments et dispositions testamentaires de leurs compatriotes, ainsi que les contrats auxquels un de leurs compatriotes est partie, est exclusivement accordé afin que ces instruments puissent avoir effet dans le territoire de l'Etat par lequel ces fonctionnaires consulaires ont été nommés.

Ces interprétations étant conformes aux modifications de forme apportées au traité publié dans le décret législatif du 30 juin 1927 par l'Assemblée législative nationale du Salvador, l'échange des ratifications dudit traité a eu lieu, conformément à la procédure usuelle.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent protocole d'échange et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à San Salvador, le cinq septembre mil neuf cent trente.

F. MARTÍNEZ SUÁREZ.

W. W. SCHOTT.

N° 3094.

BELGIQUE ET BULGARIE

Convention additionnelle concernant
l'application de la Convention
d'extradition entre la Belgique et
la Bulgarie des 15 et 28 mars 1908
au Congo belge et aux territoires
du Ruanda-Urundi. Signée à Sofia,
le 4 juin 1932.

BELGIUM AND BULGARIA

Additional Convention concerning
the Application of the Extradition
Convention between Belgium and
Bulgaria of March 15 and 28, 1908,
to the Belgian Congo and to the
Territories of Ruanda-Urundi.
Signed at Sofia, June 4, 1932.

N° 3094. — CONVENTION¹ ADDITIONNELLE ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE, CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LA BULGARIE DES 15 ET 28 MARS 1908 AU CONGO BELGE ET AUX TERRITOIRES DU RUANDA-URUNDI. SIGNÉE A SOFIA, LE 4 JUIN 1932.

Texte officiel français communiqué par le chargé d'Affaires de Bulgarie à Berne et le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 30 novembre 1932.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES et SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ayant jugé nécessaire d'appliquer au Congo belge et aux territoires du Ruanda-Urundi, au sujet desquels la Belgique exerce un mandat au nom de la Société des Nations, la Convention d'extradition² entre la Bulgarie et la Belgique du 15/28 mars 1908, ont nommé dans ce but pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BULGARES :

Son Excellence Monsieur Nicolas MOUCHANOFF, président du Conseil des ministres et ministre des Affaires étrangères et des Cultes ;

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Monsieur A. SERGYSLS, chargé d'affaires de Belgique à Sofia ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

Les dispositions de la Convention d'extradition entre la Bulgarie et la Belgique du 15/28 mars 1908 s'appliqueront au Congo belge et aux Territoires du Ruanda-Urundi.

Article 2.

La demande d'extradition d'un individu qui s'est réfugié au Congo belge ou au Ruanda-Urundi sera faite par la voie diplomatique. Celle-ci sera suivie dans tous les cas où elle est requise par la Convention d'extradition du 15/28 mars 1908.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 21 septembre 1932.

² DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 782.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3094. — ADDITIONAL CONVENTION² BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA CONCERNING THE APPLICATION OF THE EXTRADITION CONVENTION, BETWEEN BELGIUM AND BULGARIA OF MARCH 15 AND 28, 1908, TO THE BELGIAN CONGO AND THE TERRITORIES OF RUANDA-URUNDI. SIGNED AT SOFIA, JUNE 4, 1932.

French official text communicated by the Bulgarian Chargé d'Affaires at Berne and by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place November 30, 1932.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having thought fit to apply the Extradition Convention³ of March 15/28, 1908, between Bulgaria and Belgium to the Belgian Congo and to the territories of Ruanda-Urundi over which Belgium exercises a mandate on behalf of the League of Nations, have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BULGARIANS :

His Excellency M. Nicolas MOUHANOFF, Prime Minister and Minister for Foreign Affairs and Public Worship ;

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Monsieur A. SERGYSELS, Belgian Chargé d'Affaires at Sofia ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The provisions of the Extradition Convention of March 15/28, 1908, between Bulgaria and Belgium shall apply to the Belgian Congo and the Territories of Ruanda-Urundi.

Article 2.

Applications for the extradition of individuals who have taken refuge in the Belgian Congo or in Ruanda-Urundi shall be made through the diplomatic channel. This course shall be followed in all cases where it is required by the Extradition Convention of March 15/18, 1908.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, September 21, 1932.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 101, page 705.

Article 3.

En ce qui concerne l'exécution de la Convention du 15/28 mars 1908 et de la présente convention, il faut entendre par Belges les citoyens belges et les ressortissants du Congo belge. Sont assimilés aux Belges les ressortissants du Ruanda-Urundi.

Article 4.

Pour l'application de la présente convention, seront considérés comme crimes les infractions à la loi répressive du Congo belge et du Ruanda-Urundi, punissables de plus de cinq ans de servitude pénale, et comme délits celles punissables de plus de deux mois de servitude pénale.

Article 5.

Le délai de trois semaines prévu à l'article 8 de la Convention d'extradition bulgare-belge du 15/28 mars 1908 est porté à trois mois.

Article 6.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Bruxelles, le plus tôt possible. Elle entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par la législation des Hautes Parties contractantes et aura la même durée que la Convention d'extradition du 15/28 mars 1908 entre la Bulgarie et la Belgique.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Sofia, en double exemplaire, le 4 juin 1932.

(L. S.) N. MOUCHANOFF.

(L. S.) A. SERGYSSELS.

Article 3.

For the purpose of the execution of the Convention of March 15/28, 1908, and of the present Convention, Belgians shall be taken to mean Belgian citizens and the nationals of the Belgian Congo. The nationals of Ruanda-Urundi are placed on the same footing as Belgians.

Article 4.

For the purpose of the present Convention, infringements of the penal law of the Belgian Congo and Ruanda-Urundi punishable by more than five years' penal servitude shall be deemed to be crimes, and infringements punishable by more than two months' penal servitude shall be deemed to be misdemeanours.

Article 5.

The period of three weeks provided in Article 8 of the Belgo-Bulgarian Extradition Convention of March 15/28, 1908, shall be increased to three months.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at Brussels as soon as possible. It shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the legislation of the High Contracting Parties, and shall have the same duration as the Extradition Convention of March 15/28, 1908, between Bulgaria and Belgium.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done at Sofia, in duplicate, June 4, 1932.

(L. S.) N. MOUCHANOFF.

(L. S.) A. SERGYSELS.

N° 3095.

BRÉSIL ET ESTONIE

Echange de notes comportant un
accord commercial. Paris, le 30
septembre 1932.

BRAZIL AND ESTONIA

Exchange of Notes constituting a
Commercial Agreement. Paris,
September 30, 1932.

N^o 3095. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRÉSILIEU ET ESTONIEN COMPORTANT UN ACCORD COMMERCIAL. PARIS, LE 30 SEPTEMBRE 1932.

Textes officiels français, portugais et estonien communiqués par le ministre des Affaires étrangères d'Estonie. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 10 décembre 1932.

French, Portuguese and Estonian official texts communicated by the Estonian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Exchange of Notes took place December 10, 1932.

I.

I.

TEXTE PORTUGAIS. - PORTUGUESE TEXT.

AMBASSADE DES ETATS-UNIS
DU BRÉSIL.

EMBAIXADA
DOS ESTADOS UNIDOS
DO BRASIL.

PARIS, le 30 septembre 1932.

PARIS, 30 de Setembro de 1932.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

SENHOR ENCARREGADO DE NEGOCIOS,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, désireux de consolider et de développer les relations existant entre nos deux pays, m'a chargé de conclure avec le Gouvernement d'Estonie un accord de commerce sur les bases suivantes :

Tenho a honra de comunicar a Vossa Excellencia que, no intuito de regular e de desenvolver as relações entre os nossos dois paizes, o Governo da Republica dos Estados Unidos do Brasil me autorizou a concluir com o Governo da Estonia um accôrdo commercial nas seguintes bases :

« a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception des droits, ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

a) As altas partes contractantes concordam em conceder, reciprocamente, o tratamento incondicional e illimitado da nação mais favorecida, em relação a tudo o que se refere aos direitos alfandegarios e a todos os direitos accessorios, ao modo de percepção dos direitos, assim como em relação ás regras, formalidades e impostos a que poderiam ser submettidas as operações de despacho alfandegario.

¹ La ratification par le Riigikogu estonien a été notifiée au Gouvernement du Brésil le 2 décembre 1932.

Entré en vigueur le 10 décembre 1932.

¹ The ratification by the Estonian Riigikogu was notified to the Brazilian Government on December 2, 1932.

Came into force on December 10, 1932.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un tiers pays quelconque.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre partie, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un tiers pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires du territoire de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées, toutefois, des engagements formulés aux articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement :

1^o Aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de la frontière ;

2^o Celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes ;

3^o Ainsi que celles que l'Estonie a accordées ou pourrait accorder à la Lettonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

f) Le présent accord sera ratifié conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes. Il entrera en vigueur, pour la période d'une année, huit jours après la date à laquelle la ratification du Parlement d'Estonie aura été notifiée au

b) Consequentemente, os productos naturais ou fabricados, originarios do territorio de cada uma das partes contractantes, não serão em caso algum sujeitos nas supracitadas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades diferentes ou mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os productos da mesma natureza originarios de qualquer outro paiz.

c) Da mesma fórma, os productos naturais ou fabricados exportados do territorio de cada uma das partes contractantes com destino ao territorio da outra parte, não serão em caso algum sujeitos, nas mesmas relações, a direitos, taxas ou impostos diferentes ou mais elevados nem a regras ou formalidades mais onerosas do que aquellas aos quaes são ou vierem a ser sujeitos os mesmos productos destinados ao territorio de qualquer outro paiz.

d) Todas as vantagens, faveurs, privilégios e immunitades já concedidos, ou que venham a ser concedidos, de futuro, por uma das partes contratantes, na supracitada materia, aos productos naturais ou fabricados originarios de qualquer outro paiz ou destinados ao territorio de qualquer outro paiz, serão, immediatamente e sem compensação, applicados aos productos de mesma natureza originarios da outra parte contractante, ou destinados ao territorio dessa parte.

e) Exceptuam-se, comtudo, dos compromissos acima formulados, os faveurs actualmente concedidos ou que possam ser ulteriormente concedidos a paizes limitrophes, com o fim de se facilitar o tráfico de fronteiras, os que resultem de uma união aduaneira já concluída ou que possa ser concluída, de futuro, por uma das partes contractantes, assim como os faveurs concedidos ou que possam ser concedidos, de futuro, pela Estonia á Lettonia, á Finlandia, á Lithuania ou a União das Republicas Sovieticas Socialistas.

f) O presente accôrdo obedecerá, no tocante á sua ratificação, ás normas de cada uma das partes contractantes, e entrará em vigor, pelo prazo de um anno, oito dias depois da data em que o Governo da Estonia notificar ao do Brasil a sua ratificação pelo

Gouvernement des Etats-Unis du Brésil. Après l'expiration du délai d'une année l'accord restera en vigueur par voie de reconduction tacite, tant qu'il ne sera pas dénoncé par une des deux Hautes Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil fait siennes les propositions susmentionnées du Gouvernement d'Estonie pour régler, sur la base de réciprocité, les relations commerciales entre les deux pays et qu'il considère l'accord conclu par le présent échange de notes.

Veillez agréer, Monsieur le Chargé d'Affaires, l'assurance de ma très haute considération.

*L'Ambassadeur du Brésil
en France :*

L. M. DE SOUZA DANTAS.

A Monsieur Jüri Sammul,
Chargé d'Affaires *a. i.* de l'Estonie
en France,
Paris.

II.

LÉGATION D'ESTONIE
EN FRANCE.

PARIS, le 30 septembre 1932.

EXCELLENCE,

Par note en date de ce jour Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil, désireux de consolider et de développer les relations entre nos deux pays, avait chargé Votre Excellence de proposer la conclusion d'un accord commercial entre les deux pays sur les bases suivantes :

« a) Les Hautes Parties contractantes conviennent de s'accorder réciproquement le traitement inconditionnel et illimité de la nation la plus favorisée pour tout ce qui concerne les droits de douane et tous droits accessoires, le mode de perception

Parlamento. Expirado esse prazo, de um anno, continuará o accôrdo em vigôr, até que uma das partes contractantes o denuncie com três mezes de antecedencia.

Tenho a honra de levar ao conhecimento de V. S.^{ria} que o govêrno dos Estados Unidos do Brasil faz suas as supracitadas propostas do govêrno da Estonia para regular, na base de reciprocidade as relações comerciais entre os doies países e que, pela presente troca de notas, considera o acôrdo concluido.

Aproveito a oportunidade para renovar a Vossa Senhoria os protestos da minha alta consideração.

*O Embaixador do Brasil
em França :*

L. M. DE SOUZA DANTAS.

Ao Senhor
Jüri Sammul,
Encarregado de Negocios *a. i.*
da Estonia,
Paris.

II.

TEXTE ESTONIEN. — ESTONIAN TEXT.

EESTI SAATKOND
PRANTSUSMAAL.

PARIISIS, 30. septembril 1932.

EKSTSELLENTS,

Noodiga tänasest kuupäevast Teie Ekstsellents teatas mulle lahkesti, et Brasiilia Ühendriikide Valitsus, soovides kindlustada ja arendada suhteid meie mõlema maa vahel, oli teinud Teie Ekstsellentsile ülesandeks panna ette sõlmida kaubandusliku kokkuleppe mõlema maa vahel järgmistel alustel :

« a) Kõrged Lepinguosalised lepivad kokku andma üksteisele vastastikku tingimusteta ja piiramatu enamsoodustatud riigi käitluse kõiges, mis puutub tollimaksudesse ja kõigisse kõrvalmaksudesse, makside võtmise viisi, samuti ka reeglitesse,

des droits, ainsi que les règles, formalités et charges auxquelles les opérations de dédouanement pourraient être soumises.

b) En conséquence, les produits naturels ou fabriqués, originaires du territoire de chacune des Parties contractantes ne seront en aucun cas assujettis, sous les rapports susvisés, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés, ni à des règles ou formalités autres ou plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits de même nature originaires d'un tiers pays quelconque.

c) De même, les produits naturels ou fabriqués, exportés du territoire de chacune des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, ne seront en aucun cas assujettis, sous les mêmes rapports, à des droits, taxes ou charges autres ou plus élevés ni à des règles et formalités plus onéreuses que ceux auxquels sont ou seront assujettis les mêmes produits destinés au territoire d'un tiers pays quelconque.

d) Tous les avantages, faveurs, privilèges et immunités qui ont été ou seront accordés à l'avenir par l'une des deux Parties contractantes, dans la matière susdite, aux produits naturels ou fabriqués originaires d'un autre pays quelconque ou destinés au territoire d'un autre pays quelconque, seront, immédiatement et sans compensation, appliqués aux produits de même nature originaires de territoires de l'autre Partie contractante ou destinés au territoire de cette Partie.

e) Sont exceptées, toutefois, les engagements formulés aux articles précédents, les faveurs actuellement accordées ou qui pourraient être accordées ultérieurement :

1^o Aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic de frontière ;

2^o Celles résultant d'une union douanière déjà conclue ou qui pourrait être conclue à l'avenir par l'une des Parties contractantes ;

3^o Ainsi que celles que l'Estonie a accordées ou pourrait accorder à la Lettonie, à la Finlande, à la Lithuanie ou à l'Union des Républiques soviétistes socialistes.

f) Le présent accord sera ratifié conformément à la législation de chacune des Hautes Parties contractantes. Il entrera en

vorminõuetesse ja koormatistesse, milledele võiksid alluda tollimise toimingud.

b) Järelikult, kummagi Lepinguosalise territooriumilt pärit looduse- ja tööstusesaadused ei allu ülaltähendatud suhtes milgi juhul muudele või kõrgematele maksudele, taksidele või koormatistele, ega muudele või koormavamatele reeglitele või vorminõuetele kui need, milledele alluvad nüüd või edaspidi ükskõik millisel kolmandalt maalt pärit sama iseloomuga saadused.

c) Samuti looduse- või tööstusesaadused, mis veetakse kummagi Lepinguosalise territooriumilt teise Lepinguosalise territooriumile, ei allu milgi juhul samades suhetes muudele või kõrgematele maksudele, taksidele või koormatistele ega koormavamatele reeglitele või vorminõuetele kui need, millele alluvad nüüd või edaspidi ükskõik millisele kolmandale maale määratud samad saadused.

d) Kõik eelistused, soodustused, eesõigused ja immunitetid, mis antud või edaspidi antakse ülaltähendatud alal ühe Lepinguosalise poolt ükskõik millisel teiselt maalt pärit või sinna määratud looduse- või tööstusesaadustele, kohaldatakse kohe ja ilma vastutasuta selle teise Lepinguosalise territooriumilt pärit või sinna määratud sama iseloomuga saadustele.

e) Ülemistes artiklites kindlaks määratud kohustustest on siiski erandatud soodustused, mis on autud praegu või võidaks edaspidi anda :

1^o Piiririikidele, et hõlbustada läbikäimist piiril ;

2^o Soodustused, mis järgnevad ühe Lepinguosalise poolt juba sõlmitud või edaspidi sõlmitavast tolliunioonist ;

3^o Samuti ka soodustused, mis Eesti annud või edaspidi võiks anda Lätile, Soomele, Leedule või Nõukogude Sotsialistlikkude Vabariikide Liidule.

f) Käesolev kokkulepe ratifitseeritakse kooskõlas kummagi Kõrge Lepinguosalise seadusandlusega. Ta astub jõusse ühe aasta

vigueur, pour la période d'une année, huit jours après la date à laquelle la ratification du Parlement d'Estonie aura été notifiée au Gouvernement des Etats-Unis du Brésil. Après l'expiration du délai d'une année l'accord restera en vigueur par voie de reconduction tacite, tant qu'il ne sera pas dénoncé par une des deux Hautes Parties contractantes moyennant un préavis de trois mois. »

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement d'Estonie fait siennes les propositions susmentionnées du Gouvernement des Etats-Unis du Brésil pour régler, sur la base de réciprocité, les relations commerciales entre les deux pays et qu'il considère l'accord conclu par le présent échange de notes.

·Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur l'assurance de ma très haute considération.

Jüri SAMMUL,
Chargé d'Affaires a. i.

Son Excellence
Monsieur Luiz Martins de Souza Dantas,
Ambassadeur extraordinaire et
plénipotentiaire
des Etats-Unis du Brésil,
Paris.

kestvuseks kaheksa päeva pärast kuupäeva, mil teatakse Brasiilia Ühendriikide Valitsusele kokkuleppe ratifitseerimisest Eesti Riigikogu poolt. Ühe aasta tähtaja möödumisel kokkuleppe jääb maksma vaikival kokkuleppel kuni tema ülesütlemiseni ühe Kõrge Lepinguosalise poolt, teatades sellest kolm kuud ette ».

Mul on au teatada Teie Ekstsellentsile, et Eesti Valitsus ühineb Brasiilia Ühendriikide Valitsuse ülemiste ettepanekutega kaubanduslikkude suhete korraldamiseks vastastikkuse alusel mõlema maa vahel ja et ta loeb Kokkuleppe sõlmituks käesoleva nootide vahetusega.

Võtke vastu, Härra Suursaadik, minu suurima lugupidamise kinnitus.

Jüri SAMMUL,
Chargé d'Affaires a. i.

Tema Ekstsellents
Härra Luiz Martins de Souza Dantas,
Brasiilia Ühendriikide
erakorraline ja täievoliline Suursaadik.
Pariis.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3095. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRAZILIAN AND ESTONIAN GOVERNMENTS CONSTITUTING A COMMERCIAL AGREEMENT. PARIS, SEPTEMBER 30, 1932.

I.

EMBASSY OF THE UNITED STATES
OF BRAZIL.

PARIS, September 30, 1932.

SIR,

I have the honour to inform you that the Government of the United States of Brazil, being desirous of consolidating and developing the existing relations between our two countries, has instructed me to conclude with the Government of Estonia a Commercial Agreement on the following terms :

“(a) The High Contracting Parties agree to grant to each other, unconditionally and without any limitation, most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all duties connected therewith, the methods of levying such duties and the rules, formalities and charges which may be attendant upon Customs clearance.

(b) Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either Contracting Party shall in no case be liable, in the above-mentioned respects, to any other or higher duties, dues or charges, or to any rules or formalities other or more burdensome, than those which are or may hereafter be applied to products of the same nature originating in any third country.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to other or higher duties, dues or charges or to more burdensome rules or formalities than those which are or may hereafter be applied to the same products destined for the territory of any third country.

(d) All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be granted in the above respect by one of the two Parties to natural or manufactured products originating in any other country, or destined for the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or destined for the territory of that Party.

(e) The undertakings given in the preceding articles shall not, however, apply to privileges already granted or which may hereafter be granted as follows :

- (1) To neighbouring States with the object of facilitating frontier traffic ;
- (2) As a result of a Customs union already concluded, or which may hereafter be concluded, by one of the Contracting Parties ;
- (3) Privileges granted or which may hereafter be granted by Estonia to Latvia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(f) The present agreement shall be ratified in accordance with the laws of each of the High Contracting Parties. It shall come into force, for a period of one year, eight days after the date on which the ratification of the Estonian Parliament has been notified to the Government of the United States of Brazil. After the expiration of the period of one year it shall remain in force without notice of extension until either of the High Contracting Parties shall have given three months' notice of intention to denounce it."

I have the honour to inform you that the Government of the United States of Brazil accepts the above-mentioned proposals of the Government of Estonia for the settlement, on a basis of reciprocity, of the commercial relations between the two countries, and that it regards the agreement as concluded by the present exchange of notes.

I have the honour, etc.

L. M. DE SOUZA DANTAS,
Brazilian Ambassador in France.

Monsieur Jüri Sammul,
Acting Estonian Chargé d'Affaires in France,
Paris.

II.

ESTONIAN LEGATION IN FRANCE.

PARIS, *September 30, 1932.*

YOUR EXCELLENCY,

In a note of to-day's date you were good enough to inform me that the Government of the United States of Brazil, being desirous of consolidating and developing the existing relations between our two countries, had instructed you to propose the conclusion of a commercial Agreement between the two countries on the following terms :

" (a) The High Contracting Parties agree to grant to each other, unconditionally and without any limitation, most-favoured-nation treatment in all matters concerning Customs duties and all duties connected therewith, the methods of levying such duties and the rules, formalities and charges which may be attendant upon Customs clearance.

(b) Accordingly, natural or manufactured products originating in the territory of either Contracting Party shall in no case be liable, in the above-mentioned respects, to any other or higher duties, dues or charges or to any rules or formalities other or more burdensome than those which are or may hereafter be applied to products of the same nature originating in any third country.

(c) Similarly, natural or manufactured products exported from the territory of either Contracting Party to the territory of the other Party shall in no case be liable in the same respects to other or higher duties, dues or charges or to more burdensome rules or formalities than those which are or may hereafter be applied to the same products destined for the territory of any third country.

(d) All advantages, favours, privileges and immunities which have been or may hereafter be granted in the above respect by one of the two Parties to natural or manufactured products originating in any other country, or destined for the territory of any other country, shall be extended immediately and without compensation to products of the same nature originating in the territory of the other Contracting Party or destined for the territory of that Party.

(e) The undertakings given in the preceding articles shall not, however, apply to privileges already granted or which may hereafter be granted as follows :

(1) To neighbouring States with the object of facilitating frontier traffic ;

(2) As a result of a Customs union already concluded, or which may hereafter be concluded, by one of the Contracting Parties ;

(3) Privileges granted or which may hereafter be granted by Estonia to Latvia, Finland, Lithuania or the Union of Soviet Socialist Republics.

(f) The present agreement shall be ratified in accordance with the laws of each of the High Contracting Parties. It shall come into force, for a period of one year, eight days after the date on which the ratification of the Estonian Parliament has been notified to the Government of the United States of Brazil. After the expiration of the period of one year it shall remain in force without notice of extension until either of the High Contracting Parties shall have given three months' notice of intention to denounce it."

I have the honour to inform you that the Government of Estonia accepts the above-mentioned proposals of the Government of the United States of Brazil for the settlement, on a basis of reciprocity, of the commercial relations between the two countries, and that it regards the agreement as concluded by the present exchange of notes.

I have the honour, etc.

Jüri SAMMUL,
Acting Chargé d'Affaires.

His Excellency
Monsieur Luiz Martins de Souza Dantas,
Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary of the
United States of Brazil,
Paris.

N° 3096.

BELGIQUE ET FRANCE

Accord concernant l'indemnisation
des victimes civiles de la guerre.
Signé à Paris, le 7 novembre
1929.

BELGIUM AND FRANCE

Agreement regarding Compensation
for Civilian Victims of the War.
Signed at Paris, November 7,
1929.

N° 3096. — ACCORD ¹ ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE CONCERNANT L'INDEMNISATION DES VICTIMES CIVILES DE LA GUERRE. SIGNÉ A PARIS, LE 7 NOVEMBRE 1929.

Texte officiel français communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1932.

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, désireux de régler d'un commun accord les difficultés soulevées par l'indemnisation des victimes civiles de la guerre ou de leurs ayants droit, appartenant à l'une ou l'autre des deux nationalités, et tenant compte de la communauté des dommages subis par leurs ressortissants au cours de la guerre de 1914-1918, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

A partir de la date de l'échange des ratifications du présent accord, le Gouvernement de la République française assumera l'indemnisation des ayants droit, veuves, orphelins et ascendants possédant la nationalité française, des victimes civiles de la guerre décédées en possession de la nationalité belge. En conséquence, la pension de ces ayants droit sera liquidée par les soins de l'administration française et payée par le Trésor français.

Article II.

A partir de la date de l'échange des ratifications du présent accord, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi des Belges assumera l'indemnisation des ayant droit, veuves, orphelins et ascendants possédant la nationalité belge, des victimes civiles de la guerre décédées en possession de la nationalité française. En conséquence, la pension de ces ayants droit sera liquidée par les soins de l'administration belge et payée par le Trésor belge.

Article III.

Les victimes civiles de la guerre, agissant personnellement, qui ont été déboutées parce qu'elles ont changé de nationalité entre le moment du dommage et celui du jugement définitif, peuvent introduire une nouvelle demande auprès des autorités du pays auquel elles appartenaient au moment du fait dommageable en se conformant aux dispositions légales en vigueur dans ce pays.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles, le 24 novembre 1932.
Entré en vigueur le 24 novembre 1932.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 3096. — AGREEMENT² BETWEEN BELGIUM AND FRANCE REGARDING COMPENSATION FOR CIVILIAN VICTIMS OF THE WAR. SIGNED AT PARIS, NOVEMBER 7, 1929.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place December 14, 1932.

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being desirous of settling by common agreement the difficulties connected with the granting of compensation to civilian victims of the war or their heirs and assigns belonging to either of the two nationalities, and taking into account the common damage suffered by their nationals during the war of 1914-1918, have agreed on the following provisions :

Article I.

As from the date of the exchange of ratifications of the present Agreement, the Government of the French Republic will assume responsibility for the payment of compensation to the heirs and assigns, widows, orphans and ascendants of French nationality of civilian victims of the war who were in possession of Belgian nationality at the time of their decease. The pensions of such heirs and assigns shall therefore be discharged by the French administration and paid by the French Treasury.

Article II.

As from the date of the exchange of ratifications of the present Agreement the Government of His Majesty the King of the Belgians will assume responsibility for the payment of compensation to the heirs and assigns, widows, orphans and ascendants of Belgian nationality of civilian victims of the war who were in possession of French nationality at the time of their decease. The pensions of such heirs and assigns shall therefore be discharged by the Belgian administration and paid by the Belgian Treasury.

Article III.

Civilian victims of the war acting for their own account and non-suited because they changed their nationality between the time of the damage and that of the final judgment may make a fresh application to the authorities of the country to which they belonged at the time of the damage, provided that they comply with the legal provisions in force in that country.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² The exchange of ratifications took place at Brussels, November 24, 1932. Came into force, November 24, 1932.

Article IV.

Le bénéfice des stipulations exceptionnelles qui précèdent est, en ce qui concerne les articles premiers et II, réservé, en France, aux ayants droit français de victimes civiles de la guerre de nationalité belge et, en Belgique aux ayants droit belges de victimes civiles de la guerre de nationalité française. Le bénéfice de l'article III est réservé aux Belges devenus Français et vice versa. Les ressortissants de tous autres pays ne peuvent, en aucun cas, se réclamer de ces dispositions.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 7 novembre 1929.

(L. S.) E. DE GAIFFIER.

(L. S.) A. BRIAND.

Article IV.

The benefit of the foregoing exceptional provisions, as far as Articles I and II are concerned, is reserved in France, to the French heirs and assigns of civilian victims of the war of Belgian nationality, and in Belgium, to the Belgian heirs and assigns of civilian victims of the war of French nationality. The benefit of Article III is reserved to Belgians who have become French and *vice versa*. The nationals of any other country may in no case claim the benefit of these provisions.

Done, in duplicate, in Paris, November 7, 1929.

(L. S.) E. DE GAIFFIER.

(L. S.) A. BRIAND.

N° 3097.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET FRANCE**

Accord relatif à l'échange des mandats-poste entre le Royaume-Uni et la France et l'Algérie, et règlement d'exécution y annexé. Signés à Paris, le 15 mai 1929.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement for the Exchange of Money Orders between the United Kingdom and France and Algeria, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Paris, May 15, 1929.

No. 3097. — AGREEMENT¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GOVERNMENT OF FRANCE FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS BETWEEN THE UNITED KINGDOM AND FRANCE AND ALGERIA. SIGNED AT PARIS, MAY 15, 1929.

Textes officiels anglais et français communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1932.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT IN GREAT BRITAIN and THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, desiring to facilitate the transmission of sums of money between THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND on the one hand and FRANCE AND ALGERIA on the other hand by means of Postal Money Orders, have decided to conclude a Convention to that effect ;

The undersigned duly authorised by their respective Governments, have agreed as follows :

Article 1.

PRELIMINARY PROVISIONS.

The exchange of Postal Money Orders between the United Kingdom, on the one hand, and France and Algeria, on the other hand, is governed by the provisions of the present Convention.

In this Convention and the Detailed Regulations appended, the expression " United Kingdom " includes Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

Article 2.

PURCHASE AND PAYMENT.

The amount of every Money Order must be paid in by the remitter (against receipt), and paid to the payee, either in coin or in paper money legally current in the country in which the transaction takes place, provided that each Administration may make allowance, if necessary, for any difference in the exchange value.

Article 3.

RATE OF CONVERSION.

The Administration of origin itself fixes the rate of conversion of its money into the currency of the country of destination and may modify this rate each time that the said Administration considers it necessary.

¹ L'échange des ratifications a eu lieu à Paris, le 22 août 1932.

Entré provisoirement en vigueur le 1^{er} octobre 1929 et définitivement le 1^{er} janvier 1933.

N^o 3097. — ACCORD¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS RELATIF A L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE LE ROYAUME-UNI ET LA FRANCE ET L'ALGÉRIE. SIGNÉ A PARIS, LE 15 MAI 1929.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 14, 1932.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE EN GRANDE-BRETAGNE désirant faciliter la transmission de sommes d'argent entre LA FRANCE ET L'ALGÉRIE, d'une part, et LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD d'autre part, au moyen de mandats-poste, ont décidé de conclure une convention à cet effet ;

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

Article premier.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

L'échange des mandats de poste entre la France et l'Algérie, d'une part, et le Royaume-Uni d'autre part, est régi par les dispositions de la présente convention.

Dans cette convention et le règlement d'exécution y annexé, l'expression « Royaume-Uni » comprend également la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles de la Manche et l'île de Man.

Article 2.

VERSEMENTS ET PAYEMENTS.

Le montant des mandats doit être versé par les déposants contre récépissé et payé aux bénéficiaires soit en numéraire, soit en papier-monnaie ayant cours légal dans le pays où s'effectue l'opération, sous réserve, pour chaque administration, de tenir compte, le cas échéant, de la différence de cours.

Article 3.

TAUX DE CONVERSION.

L'administration d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie du pays de destination et peut modifier ce taux chaque fois que ladite administration en reconnaît la nécessité.

¹ The exchange of ratifications took place at Paris, August 22, 1932.

Came into force provisionally October 1st, 1929, and definitively January 1st, 1933.

Each Administration must communicate to the other the rate of conversion adopted and any changes in that rate.

Article 4.

MAXIMUM AMOUNT.

The maximum amount of each Money Order is 5,000 French francs for Orders issued in France, and £40 sterling for Orders issued in the United Kingdom.

These maxima may be modified by agreement between the two Administrations.

Article 5.

CHARGES.

A commission fixed by the Administration of the country of origin and payable by the remitter is charged for each remittance of money.

Subject to the provisions of Article 14 below, this commission belongs to the Administration which issues the Money Order. Each Administration communicates to the other its tariff of rates of commission as well as any modifications which may be made.

Article 6.

EXEMPTION FROM CHARGE.

Money Orders issued in connexion with the Postal Service and exchanged between the two Administrations or between offices belonging to them are exempt from charge.

The same applies to Money Orders sent to or by prisoners of war and interned belligerents as well as to Orders exchanged between the Enquiry Offices established for these prisoners or internees.

Article 7.

TELEGRAPH MONEY ORDERS.

1. Money Orders may be transmitted by telegraph, such Money Orders are called Telegraph Money Orders, and are subject to the limitation of amount prescribed by Article 4.

2. The provisions of the International Telegraph Regulations relative to the transmission and delivery of ordinary telegrams, to the paid service indications admitted in the relations between the United Kingdom and France, as well as to the repayment of telegraph charges and to the division of such repayments are applicable to Telegraph Money Orders.

3. The remitter of a Telegraph Money Order may add to the text of the Money Order a message for the payee, provided that he pays the cost at the appropriate rate.

4. The remitter of a Telegraph Money Order must pay the ordinary charge for a Money Order and the charge for the Telegram. In addition, the British Administration reserves to itself the right to collect from the remitter of each telegraph Money Order a supplementary fee of which the amount is fixed and retained by that Administration. The British Administration notifies to the French Administration the amount of the supplementary fee adopted.

Chacune des administrations doit communiquer à l'autre le taux de conversion adopté et ses modifications éventuelles.

Article 4.

MONTANT MAXIMUM.

Le montant maximum des mandats est de 5.000 francs français pour les titres émis en France et de 40 livres sterling pour les titres émis dans le Royaume-Uni.

Ces maxima pourront être modifiés par entente entre les deux administrations.

Article 5.

TAXES.

Il est perçu, pour chaque envoi de fonds, un droit de commission fixé par l'administration du pays d'origine et qui est à la charge de l'expéditeur.

Sous réserve des dispositions de l'article 14 ci-après, ce droit appartient à l'administration qui émet le mandat. Chaque administration communique à l'autre son tarif de droits de commission ainsi que les modifications éventuelles.

Article 6.

FRANCHISE DE DROIT.

Sont exempts de droits les mandats relatifs au service postal échangés entre les deux administrations ou entre les bureaux qui en relèvent.

Il en est de même des mandats adressés aux prisonniers de guerre et aux belligérants internés, ou expédiés par eux, ainsi que des titres échangés entre les bureaux de renseignements établis pour ces prisonniers ou internés.

Article 7.

MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

1. Les mandats peuvent être transmis par le télégraphe ; ils sont qualifiés, en ce cas, de mandats télégraphiques et restent soumis à la limitation de somme prévue à l'article 4.

2. Les dispositions des règlements télégraphiques internationaux relatives à la transmission et à la remise des télégrammes ordinaires, aux indications de service taxées, admises dans les relations franco-britanniques, ainsi qu'au remboursement éventuel des taxes télégraphiques et à leur répartition, sont applicables aux mandats télégraphiques.

3. L'expéditeur d'un mandat télégraphique peut ajouter au texte du mandat une communication pour le destinataire, pourvu qu'il en paye la taxe d'après le tarif.

4. L'expéditeur d'un mandat télégraphique doit payer le droit ordinaire des mandats et la taxe du télégramme. En outre, l'Administration britannique se réserve le droit de percevoir sur l'expéditeur de chaque mandat télégraphique une taxe supplémentaire dont le montant est fixé et conservé par cette administration. Celle-ci renseigne l'Administration française sur le montant de la taxe supplémentaire adoptée.

Article 8.

ADVICE OF PAYMENT.

The sender of an ordinary or Telegraph Money Order may obtain, by post only, an advice of payment of the Order by paying at the time of issue, to the exclusive profit of the Administration of the country of origin, a fixed fee equal to that charged in that country for an advice of delivery of a registered article.

Application for an advice of payment may also be made after the issue of the Order during the period of its validity extended for a further period of one year ; a double fee may in this case be required from the applicant.

Article 9.

PAYMENT.

The payment, and, if undertaken, the delivery to the payee, of a Money Order is effected in conformity with the regulations in force in the country of destination.

Article 10.

PERIOD OF VALIDITY OF MONEY ORDERS.

A Money Order is valid until the expiration of the twelfth month which follows that in which it was issued. After this period, the amount of the Order is placed at the disposal of the Administration of origin.

The amounts received by each Administration in respect of Orders of which payment has not been applied for by those entitled to it during the period fixed by the Laws and Regulations of the country of issue of the Orders, definitely accrue to the Administration of that country.

Article 11.

WITHDRAWAL OF MONEY ORDERS. ALTERATION OF ADDRESS.

The remitter of an ordinary or Telegraph Money Order may cause it to be withdrawn from the service or alter its address under the conditions prescribed by the Detailed Regulations to the present Convention so long as the payee has not received, in France, either the Order itself or its amount, and in the United Kingdom, the amount of the Order. However, this right may only be exercised within the periods laid down by Article 8 for applications for advice of payment.

Article 12.

RETRANSMISSION OF MONEY ORDERS.

In the event of a change in the payee's address, ordinary or Telegraph Money Orders may, at the request of the remitter or the payee, be re-transmitted by post or by telegraph either within the country or to a country with which the country of first destination maintains an exchange of Money Orders.

The conditions of re-transmission are set forth in Article 21 of the Detailed Regulations.

Article 8.

AVIS DE PAYEMENT.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut obtenir, par la voie postale uniquement, un avis de paiement du titre en versant, au moment de l'émission et au profit exclusif de l'administration du pays d'origine, une taxe fixe égale à celle qui est perçue dans ce pays pour les avis de réception des objets recommandés.

Les demandes d'avis de paiement peuvent aussi être formulées postérieurement au dépôt des fonds pendant toute la période de la validité des titres augmentée d'un délai complémentaire d'un an ; une double taxe peut alors être exigée du réclamant.

Article 9.

PAYEMENT.

Le paiement, et s'il y a lieu, la remise des mandats aux destinataires sont effectués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur dans les pays de destination.

Article 10.

DURÉE DE VALIDITÉ DES MANDATS. PRESCRIPTION.

Les mandats sont valables jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suit celui de leur émission. Passé ce délai, le montant en est remis à la disposition de l'administration d'origine.

Les sommes encaissées par chacune des administrations dont le montant n'a pas été réclamé par les ayants droit dans les délais fixés par les lois et règlements du pays d'émission des titres, sont définitivement acquises à l'administration de ce pays.

Article 11.

RETRAIT DES MANDATS. MODIFICATION D'ADRESSE.

L'expéditeur d'un mandat ordinaire ou télégraphique peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions déterminées par le règlement d'exécution de la présente convention, aussi longtemps que le destinataire n'a pas pris livraison en France, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre, et dans le Royaume-Uni du montant du titre. Toutefois, ce droit ne s'exerce que dans les délais fixés par l'article 8 pour les demandes d'avis de paiement.

Article 12.

RÉEXPÉDITION DES MANDATS.

En cas de changement de résidence du bénéficiaire, les mandats ordinaires ou télégraphiques peuvent être réexpédiés, par la voie postale ou par la voie télégraphique à la demande de l'expéditeur ou du destinataire, soit dans l'intérieur du pays de destination, soit sur un pays entretenant avec le pays de la destination primitive un échange de mandats.

Les conditions de réexpédition sont précisées à l'article 21 du règlement d'exécution.

Article 13.

RESPONSIBILITY.

Amounts paid in for the purpose of being converted into Money Orders are, within the periods prescribed by the regulations in force in the country of destination, guaranteed to the remitters until the Orders are duly paid.

In order to free itself from responsibility, the Administration of payment must be able to prove that payment has taken place under the conditions laid down by its internal regulations.

In the case of fraudulent Telegraph Money Orders or of errors in the transmission of telegrams of advice, when it is impossible to fix responsibility, any losses involved fall equally upon the Administrations of the contracting countries.

Article 14.

APPORTIONMENT OF CHARGES.

The Administration which issues the Orders (ordinary or telegraph) credits the Administration which pays them with an allowance of one-half per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) of the total amount of the Orders paid, less the amount of Orders issued free of charge.

The rate of this allowance may be modified by agreement between the two Administrations.

Article 15.

THROUGH MONEY ORDERS.

Each Administration has the option of utilising the intermediary of the other Administration for the transmission of sums of money for countries or colonies with which the latter Administration maintains a direct exchange of Money Orders.

The intermediary Administration is authorised to charge for its services a supplementary commission which is deducted from the amount of the Order.

Article 16.

GENERAL ACCOUNT.

A general account recapitulating the sums which the two Administrations owe each other is drawn up, for each monthly period, by the creditor Administration. This account, which is transmitted in duplicate to the debtor Administration, must indicate the balance in the currency of the creditor country.

For this purpose, the amount of the smaller credit is converted into the currency of the country having the larger credit, the basis of conversion being the mean of the official rates of exchange in the debtor country during the period to which the account relates. The difference between the larger credit and the smaller credit gives the balance.

Article 17.

SETTLEMENT.

The accounts are liquidated by the debtor Administration within the period prescribed by the Detailed Regulations.

In the event of non-payment of the balance of an account within this period, the amount of such balance is chargeable with interest from the date of the expiration of the said period until the date on which payment is made. This interest is calculated at the rate of seven per cent. per annum (7 per cent.).

Article 13.

RESPONSABILITÉ.

Les sommes versées pour être converties en mandats, sont, dans les délais prévus par les règlements en vigueur dans le pays de destination, garanties aux déposants jusqu'au moment où les mandats ont été régulièrement payés.

Pour dégager sa responsabilité l'administration de paiement doit être en mesure d'établir que l'opération a eu lieu dans les conditions prescrites par ses règlements intérieurs.

Dans le cas de faux mandats télégraphiques ou d'erreurs dans la transmission des télégrammes-mandats, et lorsqu'il est impossible d'établir les responsabilités, les pertes éventuelles incombent par moitié à chacune des administrations des pays contractants.

Article 14.

ATTRIBUTIONS DES TAXES.

L'administration qui a délivré les mandats ordinaires ou télégraphiques, tient compte à celle qui en a effectué le paiement, d'un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ pour cent) du montant total des titres payés, abstraction faite des mandats en franchise de droit.

Le taux de cette redevance peut être modifié par entente entre les deux administrations.

Article 15.

MANDATS EN TRANSIT.

Chaque administration a la faculté d'utiliser l'entremise de l'autre administration pour les envois de fonds à destination des pays ou colonies avec lesquels cette dernière entretient des échanges directs de mandats-poste.

L'administration intermédiaire est autorisée à percevoir, pour son propre compte, un droit de commission supplémentaire qui est prélevé sur le montant des mandats.

Article 16.

COMPTES GÉNÉRAUX.

Un compte général récapitulatif des sommes que se doivent les deux administrations est établi, pour chaque période mensuelle, par l'administration créditrice. Ce compte, qui est communiqué, en double exemplaire, à l'administration débitrice, doit faire ressortir le solde dans la monnaie du pays créateur.

A cet effet, le montant de la créance la plus faible est converti dans la monnaie de la créance la plus forte, en prenant pour base de la conversion le cours moyen officiel du change dans le pays débiteur pendant la période à laquelle le compte se rapporte. Le solde résulte de la différence entre la créance la plus forte et la créance la plus faible.

Article 17.

LIQUIDATION.

Les comptes sont soldés par l'administration débitrice dans le délai fixé par le règlement d'exécution.

En cas de non-paiement du solde d'un compte dans ce délai, le montant en est productif d'intérêts, à dater du jour de l'expiration dudit délai jusqu'au jour où le paiement a lieu. Ces intérêts seront calculés à raison de sept pour cent l'an (7 pour cent).

Article 18.

ALTERATION OF THE REGULATIONS RELATING TO GENERAL ACCOUNTS AND THEIR SETTLEMENT.

The regulations set forth in Articles 16 and 17 may be modified by agreement between the Administrations of the contracting countries whenever they consider it desirable.

Article 19.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

The two Administrations draw up by common consent the measures of detail and order necessary for the execution of the present Convention. These measures may be altered by common consent in case of necessity.

Article 20.

SUSPENSION OF THE SERVICE.

Each of the two Administrations may, in extraordinary circumstances which would be of a nature to justify the measure suspend temporarily or definitely the Money Order service on condition of giving immediate notice thereof (if necessary by telegraph) to the other Administration. The British Administration may also in case of abuse by the transmission of large sums of money as Money Orders raise the rate of commission charged in its country.

Article 21.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE CONVENTION.

The present Convention shall replace the Conventions of the 8th December, 1882¹, the 21st September, 1887², and the 30th June, 1906³, as well as the Additional Articles of the 10th October, 1900⁴, the 20th April, 1904⁵, and the 30th June, 1906⁶; it shall come into operation on a day to be agreed upon by the Postal Administrations of the two countries.

The Convention shall remain in operation until one of the Contracting Parties shall have advised the other, at least six months in advance, of its intention to terminate it.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof shall be exchanged as soon as possible.

In witness whereof, the undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at Paris the fifteenth of May, nineteen hundred and twenty-nine.

(Seal) (Signed) W. TYRRELL.

(Seal) (Signed) A. BRIAND.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 73, page 73.

² *British and Foreign State Papers*, Vol. 78, page 811.

³ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 958.

⁴ *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 28.

⁵ *British and Foreign State Papers*, Vol. 97, page 55.

⁶ *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 959.

*Article 18.*MODIFICATION ÉVENTUELLE DES RÈGLES CONCERNANT LES COMPTES GÉNÉRAUX
ET LEUR LIQUIDATION.

Les règles posées par les articles 16 et 17 peuvent être modifiées par entente entre les administrations des pays contractants toutes les fois qu'il sera jugé opportun.

Article 19.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Les deux administrations règlent d'un commun accord les mesures de détail et l'ordre nécessaires pour assurer l'exécution de la présente convention. Ces mesures peuvent être modifiées d'un commun accord en cas de nécessité.

Article 20.

SUSPENSION DU SERVICE.

Chacune des deux administrations peut dans des circonstances extraordinaires qui seraient de nature à justifier la mesure, suspendre temporairement ou définitivement le service des mandats, à condition d'en donner immédiatement avis, au besoin par le télégraphe, à l'autre administration. L'administration britannique peut aussi en cas d'abus dans l'envoi de sommes élevées sous forme de mandats, relever le droit de commission perçu dans son pays.

Article 21.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DE LA CONVENTION.

La présente convention remplacera les Conventions des 8 décembre 1882, 21 septembre 1887 et 30 juin 1906, ainsi que les Actes additionnels des 10 octobre 1900, 20 avril 1904 et 30 juin 1906 ; elle sera mise à exécution à partir du jour dont conviendront les administrations des Postes des deux pays.

La convention demeurera en vigueur jusqu'à ce que l'une des Parties contractantes ait avisé l'autre, au moins six mois à l'avance, de son intention d'en faire cesser les effets.

La présente convention devra être ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Paris, le quinze mai mil neuf cent vingt-neuf.

(Sceau) (Signé) W. TYRRELL.

(Sceau) (Signé) A. BRIAND.

DETAILED REGULATIONS.

The undersigned,

In view of the Convention of the fifteenth of May, nineteen hundred and twenty-nine, concluded between the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland and France, have, in the name of their respective Administrations, settled by common consent the following measures for ensuring the execution of the said Convention.

Article 1.

CONDITIONS FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS.

The Money Order service between the United Kingdom and France is performed exclusively by the agency of two Offices of Exchange, which are, for the United Kingdom, the Office of Exchange of London, and for France, the Office of Exchange of Paris-Caisse.

Article 2.

METHOD OF DRAWING UP ORDINARY MONEY ORDERS.

The address of a Money Order must indicate the payee in such a manner that the identity of the person entitled to payment may be clearly determined.

Abbreviated addresses and telegraphic addresses are not allowed.

No notes may be made on an Order except those required by the text of the forms.

The remitter is required to furnish his surname and Christian name (or at least the initial of his Christian name) his address and the same particulars concerning the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or payees. If a Christian name or initial cannot be given, the Money Order may be issued at the remitter's risk.

Article 3.

CONVERSION OF MONEY ORDERS.

The conversion into French currency of sums deposited in the United Kingdom for payment in France is effected at the Office of Exchange of London.

The conversion into sterling of sums received in France for payment in the United Kingdom rests with the French Post Office which issues the Money Order.

Article 4.

ADVICE LISTS OF ORDERS ISSUED.

Each Office of Exchange prepares in respect of the Money Orders issued in its country for payment in the other an Advice List which it transmits daily (Sundays and holidays excepted) to the other corresponding Office of Exchange.

The daily Lists are in conformity with the forms A and B annexed to the present Detailed Regulations.

The amount of a Money Order must not include fractions of a penny or of a half-décime (five centimes).

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

Les soussignés,
Vu la Convention conclue, le quinze mai mil neuf cent vingt-neuf, entre la France, d'une part et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et de l'Irlande du Nord, d'autre part, ont, au nom de leurs administrations respectives, arrêté, d'un commun accord, les mesures suivantes pour assurer l'exécution de ladite convention.

Article premier.

CONDITIONS DES ÉCHANGES.

Le service des mandats entre la France et la Royaume-Uni est exclusivement assuré par l'entremise de deux bureaux d'échange, qui sont pour la France, le bureau d'échange de Paris-Caisse, et pour le Royaume-Uni, le bureau d'échange de Londres.

Article 2.

LIBELLÉ DES MANDATS ORDINAIRES.

L'adresse des mandats doit désigner le bénéficiaire de façon que la personnalité de l'ayant droit soit nettement déterminée.

Les adresses abrégées et les adresses télégraphiques ne sont pas admises.

Il est interdit de consigner sur les mandats d'autres annotations que celles que comporte la contexture des formules.

Les indications obligatoires à fournir par l'expéditeur consistent dans son nom et son prénom (ou tout au moins l'initiale de son prénom), son adresse, les mêmes indications concernant le destinataire, ou bien le nom de la firme ou compagnie expéditrice ou destinataire. En l'absence d'un prénom ou d'une initiale, le mandat peut être établi aux risques et périls du déposant.

Article 3.

CONVERSION DES MANDATS.

La conversion en monnaie française des sommes déposées dans le Royaume-Uni pour être payées en France est effectuée par le bureau d'échange de Londres.

Quant aux sommes versées en France pour paiement dans le Royaume-Uni, leur conversion en monnaie britannique incombe au bureau de poste français qui les reçoit pour émission du titre.

Article 4.

LISTES DESCRIPTIVES DES MANDATS ÉMIS.

Chaque bureau d'échange établit pour les mandats émis dans son pays à destination de l'autre une liste descriptive qu'il transmet chaque jour (sauf le dimanche et les jours fériés) à l'autre bureau d'échange correspondant.

Les listes journalières sont conformes, suivant le sens, aux modèles A et B annexés au présent règlement.

Dans l'indication du montant des mandats, il ne doit être fait mention ni de fraction de penny, ni de fraction de demi-décime (5 centimes).

The note, 'A.P.' is made in the special column of the lists against the entry relative to each Money Order for which an advice of payment is required, and, in this case, the address of the remitter is also shown in the column reserved for the entry of the name of the remitter.

Official Money Orders issued in connexion with the Postal Service and Money Orders intended for, or sent by, prisoners of war or interned belligerents are entered on a separate List headed "Orders exempt from charges."

Only the Lists are transmitted by each Office of Exchange to the other; the Money Orders advised on the Lists are retained by the Office of origin.

Article 5.

NUMBERING OF LISTS AND ORDERS.

The Lists despatched by each Office of Exchange are numbered serially, the series commencing every year with No. 1. They must also show the date of despatch (in manuscript or by the impression of a stamp) and the signature of the Chief of the Office of Exchange as well as an impression of the special stamp or seal of that Office.

Each Order entered on the Lists must be given a serial number, known as its International number, the series commencing each calendar month with No. 1. A special column is reserved in the Lists for the entry of the International serial number.

The Office of Exchange of London may add to the special Lists of Telegraph Money Orders the serial number of a Telegraph Money Order.

Article 6.

MISSING LISTS.

Any missing List is immediately applied for by the Office of Exchange to which it should have been sent.

The despatching Office of Exchange must in such a case transmit to the receiving Office of Exchange without delay a duplicate List, duly certified.

Article 7.

CHECKING THE LISTS.

The Lists are carefully checked by the receiving Office of Exchange and officially corrected by that Office if they contain any minor errors.

Each correction is notified by the next mail to the despatching Office of Exchange.

When errors are found of sufficient importance to necessitate explanation by the despatching Office of Exchange the necessary information is requested immediately. In the meantime, the issue of an internal Money Order relating to the irregular entry is suspended.

Article 8.

PREPARATION OF MONEY ORDERS BY THE OFFICE OF EXCHANGE.

As soon as a List reaches the receiving Office of Exchange, that Office must, after checking it, prepare internal Money Orders, using, for this purpose, the form or one of the forms in use in its country.

La mention « A. P. » est portée dans la colonne spéciale des listes, en regard de l'inscription relative à chaque mandat pour lequel un avis de paiement est demandé ; dans ce cas, l'adresse de l'envoyeur est également indiquée dans la colonne déjà réservée à l'inscription des nom et prénom de cet envoyeur.

Les mandats officiels émis pour le service postal, ainsi que les mandats destinés aux prisonniers de guerre ou belligérants internés ou expédiés par eux, sont inscrits sur une liste distincte portant en tête les mots « Mandats exempts de droit ».

Les listes seules sont transmises par chaque bureau d'échange à l'autre ; les mandats dont ces listes portent description sont conservés par l'Office d'origine.

Article 5.

NUMÉROTAGE DES LISTES ET DES MANDATS.

Les listes expédiées par chaque bureau d'échange sont numérotées d'après une série unique *annuelle* commençant par le numéro 1. Elles doivent aussi porter la date d'envoi (manuscrite ou par empreinte d'un timbre) et la signature du chef du bureau d'échange ainsi que l'empreinte d'un timbre ou cachet spécial à ce bureau.

Chaque mandat décrit sur les listes doit y être désigné par un numéro d'ordre constituant son numéro international d'après une série *mensuelle* commençant par le numéro 1. Une colonne spéciale est réservée sur la liste pour l'inscription de ce « numéro d'ordre international ».

Le bureau d'échange de Londres peut ajouter sur ces listes spéciales aux mandats télégraphiques un numéro de série des mandats télégraphiques.

Article 6.

LISTES PERDUES.

Toute liste manquante est immédiatement réclamée par le bureau d'échange auquel elle fait défaut.

Le bureau d'échange expéditeur doit, en pareil cas, transmettre, sans délai, au bureau d'échange destinataire, une liste en duplicata, dûment certifiée.

Article 7.

VÉRIFICATION DES LISTES.

Les listes sont soigneusement vérifiées par le bureau d'échange destinataire et rectifiées d'office par ce bureau si elles comportent des erreurs de peu d'importance.

Chaque rectification est signalée par le plus prochain courrier, au bureau d'échange expéditeur.

Lorsque les erreurs constatées sont assez importantes pour exiger des éclaircissements de la part du bureau d'échange expéditeur, les renseignements nécessaires lui sont demandés d'urgence. En attendant la réponse, il est sursis à l'établissement du mandat auquel se rapportent les inscriptions erronées ou insuffisantes.

Article 8.

ÉTABLISSEMENT DES MANDATS DÉFINITIFS PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE.

Dès qu'une liste est parvenue au bureau d'échange destinataire, ce bureau doit, après vérification, établir des mandats en utilisant, à cet effet, la formule ou l'une des formules en usage dans son pays.

These Orders are then forwarded to the payees or paying offices in accordance with the regulations in force in the country of destination.

Article 9.

CORRECTION OF ADDRESSES.

Correction of an error in the name or address of a payee may be made at the request of the remitter through the medium of the Offices of Exchange.

Article 10.

WITHDRAWAL OR REPAYMENT OF MONEY ORDERS.

The amount of a Money Order may not be repaid to the remitter until the Administration of the country of origin has ascertained from the Administration of the country of destination that the Order has not been paid and that this latter Administration authorises the repayment.

For this purpose, applications made by the remitters for withdrawal or repayment are transmitted through central offices appointed by the contracting Administrations.

Article 11.

RESPONSIBILITY IN REGARD TO APPLICATIONS FOR CORRECTION OR WITHDRAWAL NOT ACCEPTED.

Upon receipt of applications for correction or withdrawal as provided for in Articles 9 and 10, the Offices of Exchange or central offices at once arrange for the corrections to be made or for payment to be stopped and, should it be required, for authority for repayment to be sent.

Nevertheless, no responsibility rests upon the Administration in case of failure to comply with a request for correction or withdrawal.

Article 12.

ADVICE OF PAYMENT.

The Advice of Payment of a Money Order is prepared by the Office of payment on a form similar to one of the two forms " C " annexed to the present Detailed Regulations.

This advice is sent directly to the remitter by the French office of payment.

The office of payment in the United Kingdom may send the advice to the remitter either directly or through the Office of Exchange of London.

However, Advices of Payment relating to Through Money Orders and Telegraph Money Orders must always be sent through the Offices of Exchange of the two countries, and all applications for advice of payment made after the issue of the Orders must be sent in the same manner.

Article 13.

PERIOD OF VALIDITY.

The Money Orders prepared by each Office of Exchange are valid during the period fixed by Article 10 of the Convention. This period commences on the date on which the money was paid in at the office of origin and not on the day of the preparation of the Order by the Office of Exchange.

Ces titres sont ensuite adressés aux bénéficiaires ou aux bureaux payeurs, suivant les dispositions réglementaires en vigueur dans le pays de destination.

Article 9.

RECTIFICATION D'ADRESSE.

Les rectifications d'erreurs dans les noms ou adresses des bénéficiaires doivent être effectuées sur la demande de l'expéditeur, par l'entremise des bureaux d'échange.

Article 10.

RETRAIT OU REMBOURSEMENT DES MANDATS.

Le montant des mandats ne peut être remboursé aux expéditeurs que lorsque l'administration du pays d'origine s'est assurée auprès de l'administration du pays de destination que les fonds n'ont pas été versés aux destinataires et que cette dernière administration autorise le remboursement.

A cet effet, les demandes de retrait ou de remboursement formulées par les expéditeurs, sont transmises par les soins des services centraux désignés par les administrations contractantes.

Article 11.

IRRESPONSABILITÉ A RAISON DES DEMANDES DE RECTIFICATION OU DE RETRAIT.

Dès réception des demandes de rectification ou de retrait prévues aux articles 9 et 10, les bureaux d'échange ou les services centraux font toute diligence pour que les rectifications soient exécutées ou qu'il soit sursis au payement et que, le cas échéant, l'autorisation de remboursement soit notifiée.

Néanmoins les administrations n'assument aucune responsabilité au cas où une demande de rectification ou de retrait n'aurait pas été suivie d'effet.

Article 12.

AVIS DE PAYEMENT.

L'avis de payement d'un mandat est établi par le bureau payeur sur une formule conforme à l'un des deux modèles « C » annexés au présent règlement.

Cet avis est transmis directement au déposant par le bureau français payeur.

Le bureau payeur britannique peut adresser l'avis au déposant soit directement, soit par l'entremise du bureau d'échange de Londres.

Toutefois, l'entremise des bureaux d'échange des deux pays est toujours nécessaire pour l'envoi des avis de payement des mandats « en transit », des mandats télégraphiques, ainsi que pour toutes les demandes d'avis de payement faites postérieurement à l'émission des titres.

Article 13.

DÉLAIS DE VALIDITÉ.

Les mandats établis par chaque bureau d'échange sont valables pendant le délai fixé par l'article 10 de la convention. Ce délai part du jour de dépôt des fonds au bureau d'origine de l'envoi et non du jour de l'établissement du titre par le bureau d'échange.

After this period, the amounts of unpaid Money Orders must be returned to the Administration of the country of origin for disposal according to the laws and regulations in force in that country.

Article 14.

GENERAL PROVISIONS APPLICABLE TO MONEY ORDERS.

In all cases, Money Orders exchanged between the two countries are subject, as regards issue, to the regulations in force in the country of origin, and, as regards payment, to the regulations in force in the country of destination.

Article 15.

DUPLICATES OF MISSING OR LOST MONEY ORDERS.

If an Order is lost or destroyed, a duplicate of it is granted, upon a written application from the payee containing all necessary particulars, by the Administration of the country of destination in accordance with the rules and conditions in force in that country.

That Administration decides especially whether applications may be made at any post office or whether they must be addressed to a principal or central office, and, in addition, whether the Office which issues the duplicate order may collect a charge in accordance with its internal regulations when responsibility for the loss of the original Order does not rest with the postal service.

The remitter of the Order may also make application to the Administration of the country of origin, which communicates the application to the Administration of the country of destination.

Article 16.

ISSUE AND TRANSMISSION OF TELEGRAPH MONEY ORDERS.

If either of the two contracting Administrations accepts Telegraph Money Orders for certain destinations only in its territory, it must communicate to the other Administration a list of its offices which participate in the service.

Telegraph Money Orders are transmitted to the office of destination through the intermediary of the Central Telegraph Office in London.

They are drawn up in French as follows :

- (Service instructions, if any.)
- Mandat (number of the order).
- Postes (name of the office of destination).
- Avis payment (if an advice of payment is required).
- (Name of the remitter.)
- (Amount in figures and, as regards the unit of currency, *i. e.*, pounds or francs, in words in the currency of the country of destination.)
- (Exact designation of the payee, of the place where he lives, and, if possible, of his full address.)

The particulars on the telegram must always appear in the order given above.

When a Telegraph Money Order is issued by an office which is not a telegraph office, the name of that office must be shown immediately after the number of the Order at the office of origin in the following manner :

“ Mandat (number at the office of issue) de (name of the office of issue), Poste. . . ”

Passé ce délai, le montant des mandats non payés doit être restitué à l'administration du pays d'origine qui en dispose suivant les lois et règlements en vigueur dans ce pays.

Article 14.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES APPLICABLES AUX MANDATS.

Dans tous les cas, les mandats échangés entre les deux pays sont soumis, en ce qui concerne l'émission, aux dispositions réglementaires en vigueur dans le pays d'origine, et quant au paiement, aux règles en vigueur dans le pays de destination.

Article 15.

MANDATS ÉGARÉS OU PERDUS. DUPLICATA.

Si un mandat est perdu ou détruit, un duplicata en est délivré, sur la réclamation écrite du bénéficiaire et contenant tous renseignements nécessaires, par l'administration du pays de destination, suivant les règles et dans les conditions en usage dans ce pays.

Cette administration décide notamment si les réclamations peuvent être déposées dans un bureau de poste quelconque ou si elles doivent être adressées à un bureau principal ou à un service central, et, en outre, si le bureau qui établit le duplicata du titre doit percevoir une taxe, suivant ses règlements du service intérieur, lorsque la perte du mandat original n'incombe pas au service des postes.

La réclamation peut être faite également par l'envoyeur des fonds en s'adressant à l'administration du pays d'origine qui en saisit l'administration du pays de destination.

Article 16.

EMISSION ET TRANSMISSION DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

Si l'une des deux administrations contractantes n'accepte sur son territoire les mandats télégraphiques que pour certaines destinations, elle doit communiquer à l'autre administration la liste de ses bureaux qui participent à ce service.

Les mandats télégraphiques sont transmis au bureau de destination par l'entremise du Bureau central télégraphique de Londres.

Ils sont libellés en français et comme suit :

- (Indications de service, s'il y a lieu.)
- Mandat (numéro postal du titre).
- Postes (nom du bureau de destination).
- (Avis paiement, s'il y a lieu.)
- (Nom de l'employeur.)
- (Montant, en chiffres et en ce qui concerne l'unité de monnaie, (livre ou franc), en toutes lettres, de la somme à payer dans la monnaie du pays de destination.)
- (Désignation exacte du destinataire, de sa résidence et, si possible, de son domicile.)

Les indications du télégramme doivent toujours figurer dans l'ordre ci-dessus.

Lorsque les mandats télégraphiques sont émis par un bureau non chargé du service télégraphique le nom de ce bureau doit être indiqué immédiatement après le numéro postal d'émission, de la manière suivante :

Mandat (numéro postal d'émission) de (nom du bureau d'émission). Poste...

When the payee is a woman, the surname, even though accompanied by a Christian name, must be preceded by one of the words : " Madame " (or " Mrs. ") or " Mademoiselle " (or " Miss ") unless this is rendered unnecessary by the inclusion in the address of a rank, title, position or profession indicating clearly the identity of the payee.

The name of the place where the payee lives may be omitted from the address if it is the same as that of the post office of destination.

Neither the remitter nor the payee may be described by an abbreviation or by a registered abbreviated address, but a registered abbreviated address may be used to indicate the payee's address, in which case " chez " must be inserted between the name of the payee and the registered address.

Article 17.

ADVICE OF ISSUE OF TELEGRAPH MONEY ORDERS.

A confirmatory advice of the issue of each Telegraph Money Order may be prepared by the office of issue and despatched by post to the office of exchange of the country of origin.

Article 18.

DELIVERY OF TELEGRAPH MONEY ORDERS.

Telegraph Money Orders, or notices of their arrival, are delivered to the payees in accordance with the rules in force in the country of destination.

Article 19.

PROVISIONS APPLICABLE TO BOTH TELEGRAPH MONEY ORDERS AND ORDINARY MONEY ORDERS

Telegraph Money Orders are subject to the same general regulations as ordinary Money Orders so far as these are not contrary to the special regulations concerning Telegraph Money Orders.

Article 20.

PREPARATION OF LISTS OF TELEGRAPH MONEY ORDERS.

The two Offices of Exchange communicate to each other particulars of the Telegraph Money Orders issued in their countries in the same manner as the particulars of ordinary Money Orders, but using separate lists (similar to forms A or B) with the heading " Telegraph Money Orders " or " Advised by telegraph ".

Article 21.

RE-TRANSMISSION.

The re-transmission of Money Orders in the interior of the country of destination is effected under conditions fixed by the Administration of that country. Similarly that Administration fixes the conditions relating to re-transmission to another country.

Lorsqu'il s'agit d'un bénéficiaire féminin, le nom patronymique, même s'il est accompagné d'un prénom, doit être précédé de l'un des mots : « Madame » (ou « Mrs. ») ou « Mademoiselle » (ou « Miss »), à moins que cette indication ne fasse double emploi avec celle d'une qualité, d'un titre, d'une fonction ou d'une profession permettant de déterminer nettement la personnalité de l'ayant droit.

L'indication du nom de la localité où réside le destinataire peut être omise en adresse dans le cas où ce nom est le même que celui du bureau de poste de destination.

Ni l'expéditeur, ni le destinataire, ne doivent être désignés par une abréviation ou par une adresse abrégée enregistrée ; mais une adresse abrégée enregistrée peut être utilisée pour indiquer l'adresse du destinataire ; dans ce cas, le mot « chez » doit être placé entre le nom du destinataire et l'adresse enregistrée.

Article 17.

AVIS D'ÉMISSION DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

Chaque mandat télégraphique peut donner lieu à l'établissement et à l'envoi, par poste, sur le bureau d'échange du pays d'origine d'un avis d'émission confirmatif, délivré par le bureau de dépôt.

Article 18.

MISE EN DISTRIBUTION DES MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

Les mandats télégraphiques, — ou les avis d'arrivée, — sont remis aux bénéficiaires dans les conditions prévues par les règlements en vigueur dans le pays de destination.

Article 19.

DISPOSITIONS COMMUNES AUX MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES ET AUX MANDATS ORDINAIRES.

En tout ce qui n'est pas contraire aux règles spécialement édictées pour eux, les mandats télégraphiques restent soumis à la même réglementation générale que les mandats ordinaires.

Article 20.

ÉTABLISSEMENT DES LISTES DE MANDATS TÉLÉGRAPHIQUES.

Les deux bureaux d'échange se communiquent réciproquement, dans les conditions prévues pour les mandats ordinaires, la description des mandats télégraphiques émis dans leur pays, mais en utilisant des listes séparées conformes aux « modèles A ou B, » sur lesquelles doit être portée en tête la mention « Mandats télégraphiques » ou « Avisés par télégraphe ».

Article 21.

RÉEXPÉDITION.

La réexpédition des mandats, dans l'intérieur du pays de destination, est effectuée dans les conditions qui sont déterminées par l'administration de ce pays. Il en est de même des conditions de réexpédition dans un autre pays.

*Article 22.***“ THROUGH ” MONEY ORDERS.**

The two Administrations must communicate to each other the names of the countries and colonies with which they have a direct exchange of Money Orders, the limit of amount adopted by each country or colony, as well as the charge deducted for the intermediary service.

The name and address of the payee of a “ Through ” Order, including the town and the country of destination, must be given as fully as possible by the remitter in Roman characters. The particulars of the entry on the Advice List must fulfil the same conditions.

“ Through ” Money Orders are entered daily by the Office of Exchange of the country of origin on a separate List (similar to Form A or B) headed “ Through ” Money Orders.

The total of this List is added to the total of the List of ordinary Money Orders prepared on the same date.

Upon receipt of a List of “ Through ” Money Orders, each Administration readvises the Orders to the rightful parties after deduction of the supplementary charge for commission.

The British Administration and the French Administration allow each other, as for ordinary and Telegraph Money Orders exchanged directly between the United Kingdom and France, a commission of one-half per cent. ($\frac{1}{2}$ per cent.) on the total amount of “ Through ” Money Orders.

In case of repayment to the remitter of a “ Through ” Money Order the commission charged for the intermediary service is not refunded.

*Article 23.***MONTHLY ACCOUNTS.**

At the end of every month the French Postal Administration on the one hand and the Office of Exchange of London on the other prepare and forward to each other :

1. A detailed statement (*compte particulier*) giving the total of each Advice List received from the other Office during the month.
2. A list giving the details of every Order of which repayment to the remitter has been authorised during the month, in conformity with the provisions of Article 10.
3. A list giving the details of every Order previously advised by the other Office of Exchange which has not been paid during the period of validity.

These statements are identical with or similar to Forms D, E and F, respectively, annexed to the present Detailed Regulations. They are checked by the Office of destination, which informs the despatching Office whether it accepts the statements or what corrections it considers should be made in them.

*Article 24.***GENERAL ACCOUNT.**

The Accounts referred to in the preceding Article are, after they have been approved, entered by the creditor Administration in a General Monthly Account setting forth the results of the exchange between the two contracting countries.

The General Account is prepared on a form similar to Form G annexed to the present Detailed Regulations and is sent in duplicate to the debtor Administration, which, after checking it, returns one copy duly accepted to the creditor Administration.

Article 22.

MANDATS « EN TRANSIT. »

Les deux administrations doivent se notifier les noms des pays et des colonies avec lesquels elles échangent directement des mandats-poste, les limites de sommes adoptées pour chacun de ces pays ou colonies, ainsi que les droits perçus pour le service de transit.

Le nom et l'adresse du bénéficiaire, y compris la ville et le pays de destination des mandats « en transit », doivent être indiqués avec toute la précision possible et en caractères latins, par les expéditeurs. La description des envois de fonds sur les listes doit répondre aux mêmes conditions.

Les mandats « en transit » sont décrits, chaque jour, par le bureau d'échange du pays d'origine sur une liste distincte conforme aux « modèles A ou B » et portant en tête la mention « Mandats en transit ».

Le total de cette liste est ajouté au total de la liste de mandats ordinaires établie à la même date.

Dès réception d'une liste de mandats « en transit », chaque administration délivre les titres destinés aux ayants droit après prélèvement du droit de commission supplémentaire.

L'administration française et l'administration britannique s'allouent réciproquement, comme pour les mandats ordinaires et télégraphiques échangés directement entre le Royaume-Uni et la France, une redevance d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ pour cent) sur le montant total des mandats « en transit ».

En cas de remboursement d'un mandat « en transit » à l'expéditeur, le droit de commission perçu pour le service intermédiaire n'est pas remboursé.

Article 23.

COMPTES MENSUELS.

A la fin de chaque mois, l'Administration des Postes de France d'une part, et le bureau d'échange de Londres d'autre part, établissent et se communiquent réciproquement :

1^o Un état détaillé, dit compte particulier, donnant le total de chaque liste reçue de l'autre office pendant le mois ;

2^o Une liste donnant le détail de tous les mandats dont le remboursement aux expéditeurs a été autorisé pendant le mois, en conformité des prescriptions de l'article 10 ;

3^o Une liste donnant le détail des mandats précédemment notifiés par l'autre bureau d'échange et dont le paiement n'a pas été réclamé pendant le délai de validité.

Ces états sont respectivement conformes ou analogues aux « modèles D, E et F », annexés au présent règlement. Ils sont vérifiés par l'office destinataire qui fait connaître à l'office expéditeur s'il accepte les données de ces états ou quelles sont les rectifications qu'il juge utile d'y apporter.

Article 24.

COMPTE GÉNÉRAL.

Les comptes mentionnés à l'article précédent sont, après qu'ils ont été approuvés, récapitulés par l'administration créditrice, en un compte général mensuel présentant les résultats de l'échange entre les deux pays contractants.

Le compte général établi conformément au « modèle G » annexé au présent règlement est transmis, en double expédition, à l'administration débitrice qui, après vérification, en renvoie un exemplaire, dûment accepté, à l'administration créditrice.

Article 25.

PAYMENT ON ACCOUNT.

Whenever during a month it is found that the amount of the Money Orders issued by one of the two countries exceeds by £2,000, or the equivalent of that sum in French money, the amount of the orders issued by the other country, the latter is entitled to claim, before the monthly Account is closed, a payment on account or provisional settlement representing approximately the amount of the ascertained difference between the Orders issued in each direction.

This claim must be met within eight days. In the case of non-payment within this period the provisions of Article 17 of the Convention shall be applicable.

Nevertheless, each Administration may at any time send, as a remittance on account, an amount representing approximately the balance in favour of the other Administration.

Article 26.

SETTLEMENT.

In settlement of the balance of a General Account, the debtor Administration must pay its debt fifteen days at the latest after receipt of the Account acknowledged as correct.

In the absence of other arrangements, payments of this nature, as well as those prescribed in the preceding Article, are effected by means of drafts in the currency of the creditor country payable at sight on the capital or on a commercial centre of that country.

Any sum remaining due from one Administration to the other at the expiration of three months following the period to which the Account relates shall thenceforth be chargeable with interest in conformity with the provisions of Article 17 of the Convention.

Article 27.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE REGULATIONS.

The present Regulations shall come into force on the day on which the Convention of the 15th May, 1929, comes into operation and shall have the same duration.

Done in duplicate and signed at Paris the fifteenth of May, nineteen hundred and twenty-nine.

(Signed) W. TYRRELL.

(Signed) A. BRIAND.

Article 25.

ACOMPTES.

Toutes les fois qu'au cours d'un mois le montant des mandats émis par l'un des deux pays est reconnu excéder de 2.000 livres, ou d'une somme équivalente en monnaie française, le montant des mandats émis par l'autre pays, celui-ci a le droit de réclamer avant la clôture du compte mensuel, le versement immédiat d'un acompte, ou solde provisoire, représentant approximativement le montant de la différence constatée entre les émissions dans les deux sens.

Il doit être satisfait à cette demande dans un délai de huit jours. En cas de non-paiement à l'expiration de ce délai, les dispositions de l'article 17 de la convention seront applicables.

Néanmoins, chaque administration peut, à n'importe quel moment, verser comme avance sur un compte, une somme représentant approximativement le montant du solde en faveur de l'autre administration.

Article 26.

LIQUIDATION.

Pour le règlement du solde d'un compte général, l'administration débitrice doit s'acquitter de sa dette quinze jours au plus tard après réception du compte reconnu exact.

En l'absence d'autres arrangements, les paiements de l'espèce, ainsi que ceux prévus à l'article précédent, sont effectués au moyen de traites, dans la monnaie du pays créateur, payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale de ce pays.

Toute somme restant due par une administration à l'expiration des trois mois suivant la période à laquelle se rapporte le compte, sera productive d'intérêt, à partir de cette date, conformément aux dispositions de l'article 17 de la convention.

Article 27.

MISE A EXÉCUTION ET DURÉE DU RÈGLEMENT.

Le présent règlement sera exécutoire à partir du jour de la mise en vigueur de la Convention du 15 mai 1929, et aura la même durée.

Fait en double original et signé à Paris, le quinze mai, mil neuf cent vingt-neuf.

(Signé) W. TYRRELL.

(Signé) A. BRIAND.

(A.)
 List of Money Orders advised by the United Kingdom Department (G.P.O.), London, N. 7.
 Money Order Department (G.P.O.), London, N. 7.
 Office Stamp.

Rate of Conversion : £ = The of 19

Serial Number of Telegraph Money Order	Date of Issue	International Number of the Money Order	Original Number of the Money Order	Office of Issue	Name of Remitter	Name of Payee	Address of Payee	Amount received in British Money	Amount to be paid	Advice of Payment	For use of Office of Exchange in Country of Payment		
											Number of the Order	Date of Payment of Order	Office of Payment	Observations
								£ s. d.	Fr. c.				

Entered by _____ Checked by { 1 2 } _____ Controller.

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

(A.)
 Liste des mandats-poste notifiés par le Royaume-Uni Department (G.P.O.), London, N. 7.
 Money Order Department (G.P.O.), London, N. 7.
 Office Stamp.

Taux de conversion : £ = Le 19...

Numéro du mandat-télégraphique	Date d'émission	Numéro international du mandat	Numéro original du mandat	Bureau d'émission	Nom de l'émetteur	Nom du bénéficiaire	Adresse du bénéficiaire	Montant reçu en monnaie britannique	Montant à payer	Avis de paiement	A l'usage du bureau d'échange du pays de paiement		
											Nu- méro du mandat	Date de paiement ou du mandat	Bureau de paiement	Observations
								£ s. d.	Fr. c.				

Inscrit par _____ Vérifié par { 1 2 } _____ Le contrôleur

1 Traduit par le Secrétaire de la Société des Nations, à titre d'information.
 1 Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(B.)

Liste des Mandats-Poste émis en France à destination
du Royaume-Uni.

Liste N°
Feuille N°

Timbre
du bureau
de Paris

Timbre du
bureau de
Londres

Numéro d'ordre inter- national	Numéro du mandat original	Date d'émission du mandat original	Bureau d'origine	Nom et prénom de l'en- voyeur	Nom et prénom du bénéficiaire	Adresse complète du bénéficiaire, rue, numéro, résidence, comté, pays, etc.	Montant versé en France	Montant à payer dans le Royaume- Uni, etc.	Avis de paye- ment	Réservé pour le bureau d'échange dans le Royaume-Uni	
										Numéro du mandat interne	Bureau sur lequel le mandat est tiré	Observa- tions
		Mois	Date				Fr. c.	£ s. d.			

Le chef du Bureau d'échange de Paris,

1 TRADUCTION. — TRANSLATION.

(B.)

List of Money Orders issued in France
on the United Kingdom.

List No.
Sheet No.

Stamp of
the Paris
office

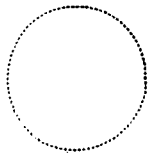
Stamp of
the London
office

Internat- ional serial number	Number of the original money order	Date of issue of the original money order	Office of issue	Name and surname of remitter	Name and surname of payee	Full address of payee, street, number, place, country, etc.	Amount received in France	Amount to be paid in the United King- dom, etc.	Advice of payment	For use of Office of Exchange in the United Kingdom	
										Number of the order	Office of payment	Observa- tions
		Month	Date				Fr. c.	£ s. d.			

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information. ¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(C.)

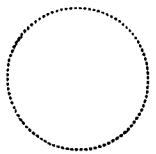
(Recto)

<p>ADMINISTRATION DES POSTES</p> <p>de ¹ _____</p> <p>Envoi recommandé ²</p> <p>Colis</p> <p>Lettre—Boîte—Colis.</p> <p><i>avec valeur déclarée de</i></p> <p>Mandat de poste de</p> <p>enregistré au bureau de poste de</p> <p>le _____ sous le N^o</p> <p>expédié par M.</p> <p>et adressé à M.</p> <p>à _____</p> <p>¹ Le recto est à remplir par l'Office d'origine.</p> <p>² Nature de l'envoi (lettre, imprimé).</p>	<p>AVIS DE RÉCEPTION.</p> <p>AVIS DE PAYEMENT.</p> <p>Timbre du bureau expéditeur de l'avis</p>  <p>A ¹</p> <p>(Lieu de destination.)</p> <p>SERVICE DES POSTES.</p> <p>(Pays de destination.)</p> <p>¹ A remplir par l'expéditeur.</p>
--	--

(Verso)

Le soussigné déclare que { l'envoi
le mandat } mentionné d'autre part a été dûment { livré }
le _____ 19 . { payé }

Timbre du bureau destinataire



Signature ¹

du destinataire : _____ de l'agent du bureau destinataire :

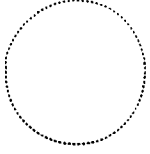
¹ Cet avis doit être signé par le destinataire ou, si les règlements du pays de destination le comportent, par l'agent du bureau destinataire, et renvoyé par le premier courrier directement à l'expéditeur.

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(C.)

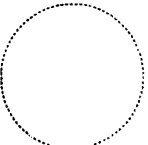
(Front)

<p>of ¹ _____ POST OFFICE Registered communication ² Packet Letter — Box — Packet Declared value Money order for registered at the Post Office of on _____ under No. Sent by M. and addressed to M. at _____</p> <p>¹ The front is to be filled in by the Office of origin. ² Nature of communication (letter, printed matter).</p>	<p>ADVICE OF RECEIPT. ADVICE OF PAYMENT.</p> <p>Stamp of the Office despatching the advice</p>  <p>A ¹</p> <p>POST OFFICE SERVICE.</p> <p>(Country of destination.)</p> <p>(Place of destination.)</p> <p>¹ To be filled in by the sender.</p>
---	---

(Back.)

The undersigned certifies that the { communication } mentioned on the other side was duly { delivered }
{ money order } on 19 . { paid }

Stamp of office of destination



Signature ¹

of the payee : of the official of the office of destination :

¹ This advice must be signed by the payee or, if the regulations of the country of destination so require, by the official of the office of destination and returned by first post direct to the remitter.

(Dimensions : 105 × 148 mm.)

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

(D.)

Month of

19 .

Detailed Statement of Post Office Money Orders issued in France and payable in the United Kingdom for the Month above-mentioned.

Dates of the Lists	International Nos. of the Orders according to the Lists		Totals of the Lists	Dates of the Lists	International Nos. of the Orders according to the Lists		Totals of the Lists
	From	To			From	To	
			£ s. d.				£ s. d.
A. Money Orders subject to the allowance of ½ per cent. :					Brought forward . .		
					Total		
				B. Money Orders exempt from the allowance of ½ per cent. :			
					Total		
	Total carried forward .						

Money Order Department,
General Post Office, London

19 .

Controller.

Compte particulier des mandats-poste émis dans le Royaume-Uni et payables en France pendant le mois indiqué ci-dessus.

Dates des listes	Numéros internationaux des mandats suivant les listes		Totaux des listes	Dates des listes	Numéros internationaux des mandats suivant les listes		Totaux des listes
	de	à			de	à	
			fr. c.				fr. c.
A. Mandats soumis à la bonification de ½ pour cent. :					Report		
					Total		
				B. Mandats exempts de la bonification de ½ pour cent. :			
	A reporter				Total		

Paris, le

19 .

Le directeur des chèques postaux
et des articles d'argent,

(F.)

List of Money Orders issued in France on the United Kingdom and beyond during the month of 19 , which have not been paid within twelve clear months after that in which they were issued, and have, therefore, become forfeited to the country of issue.

Number and Date of List	Inter-national Number of Order	Original Number	London Number	Date of Issue	Where Issued	Where Payable	Amount in British Money		Remarks
							£	s. d.	

Money Order Department,
General Post Office, London,

19 .

Controller.

Liste des mandats émis dans le Royaume-Uni sur la France pendant le mois de 19 , qui, n'ayant pas été payés dans un délai de douze mois après le mois de l'émission, sont périmés et, par suite, remis à la disposition de l'Office d'origine.

Numéro international	Numéro du titre original	Date	Bureau d'émission	Bureau de paiement	Montant en monnaie française		Observations
					fr.	c.	

Paris, le

19 .

*Le directeur des chèques postaux
et des articles d'argent,*

(C.)

Mois de 19

Compte général présentant les résultats de l'échange des mandats-poste entre le Royaume-Uni, d'une part, et la France, d'autre part.

A L'AVOIR DE LA FRANCE		A L'AVOIR DU ROYAUME-UNI.	
fr.	c.	£	s. d.
Mandats émis dans le Royaume-Uni qui sont soumis à la bonification de ½ pour cent, suivant le compte particulier		Mandats émis en France qui sont soumis à la bonification de ½ pour cent, suivant le compte particulier	
Mandats dont le remboursement a été autorisé dans le Royaume-Uni, suivant le compte particulier		Mandats dont le remboursement a été autorisé en France suivant le compte particulier	
Mandats périmés		Mandats périmés	
Total à déduire		Total à déduire	
Commission de ½ pour cent sur les mandats payés		Commission de ½ pour cent sur les mandats payés	
Mandats émis dans le Royaume-Uni qui sont exempts de la bonification de ½ pour cent		Mandats émis en France qui sont exempts de la bonification de ½ pour cent	
Total de l'avoir de la France		Total de l'avoir du Royaume-Uni	
Total de l'avoir de la France converti en livres sterling sur le pied de		Total de l'avoir du Royaume-Uni converti en francs sur le pied d'une livre pour	
Balance en faveur du Royaume-Uni		Balance en faveur de la France	
£		fr.	
s. d.		c.	

Vu et accepté à Londres,
19

Paris, le
19
*Le directeur des chèques postaux
et des articles d'argent,*

Comptroller and Accountant-General

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

(G.)

Month of 19
 General account showing the results of the exchange of Money Orders between the United Kingdom, on the one hand, and France, on the other.

CREDITED TO FRANCE.		fr.	c.	CREDITED TO THE UNITED KINGDOM.		£	s.	d.
Money orders issued in the United Kingdom which are subject to the allowance of ½ per cent according to the special account				Money orders issued in France which are subject to the allowance of ½ per cent according to the special account				
Money Orders reimbursement of which has been authorised in the United Kingdom according to the special account		fr.	c.	Money orders reimbursement of which has been authorised in France according to the special account		fr.	c.	
Money Orders which have become forfeit				Money orders which have become forfeit				
Total to be deducted				Total to be deducted				
Commission of ½ per cent on money orders paid				Commission of ½ per cent on money orders paid				
Money orders issued in the United Kingdom which are exempt from the allowance of ½ per cent				Money orders issued in France which are exempt from the allowance of ½ per cent				
Total credit of France				Total credit of the United Kingdom				
Total credit of France converted into £ sterling at the rate of per £		£	s.	Total credit of the United Kingdom converted into francs at the rate of one £ per		fr.	c.	
Balance in favour of the United Kingdom				Balance in favour of France				

Seen and accepted at London, 19

Comptroller and Accountant-General.

Paris, 19

Director of postal cheques and money instruments.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N° 3098.

**GRANDE-BRETAGNE ET IRLANDE
DU NORD ET FRANCE**

Accord relatif à l'échange des colis postaux grevés de remboursements entre l'Administration des Postes de la Guyane anglaise, et l'Administration des Postes de la France avec règlement d'exécution y annexé. Signés à Georgetown, le 14 mai 1931, et à Paris le 17 novembre 1931.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND FRANCE**

Agreement for the Exchange of Parcels subject to the Collection of Trade Charges between the Post Office of British Guiana and the Post Office of France, with Detailed Regulations annexed thereto. Signed at Georgetown, May 14, 1931 and at Paris, November 17, 1931.

No. 3098. — AGREEMENT¹ FOR THE EXCHANGE OF PARCELS SUBJECT TO THE COLLECTION OF TRADE CHARGES BETWEEN THE POST OFFICE OF BRITISH GUIANA AND THE POST OFFICE OF FRANCE. SIGNED AT GEORGETOWN, MAY 14, 1931 AND AT PARIS, NOVEMBER 17, 1931.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1932.

Article 1.

1. Parcels subject to the collection of Trade Charges may be exchanged between British Guiana, on one side and France, Corsica and Algeria, on the other.
2. Except as is provided otherwise in this Agreement or in the Detailed Regulations appended thereto, Trade Charge Parcels shall be subject to the conditions and charges applying to ordinary parcels or to insured parcels, as the case may be; they shall also be subject to the special formalities and fees hereinafter described.

Article 2.

1. The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country of origin of the parcels.
2. The maximum of Trade Charge is fixed at £40 per parcel, if the parcel comes from British Guiana, and at 5,000 francs per parcel, in the case of parcels originating in France.
3. In calculating the amount of a Trade Charge, fractions of a penny or of a demi-decime are ignored.

Article 3.

1. Each Administration fixes the special fee to be levied from the sender of Trade Charge Parcels. This fee must not exceed :
 - (a) 2 pence for each £1 or fraction of £1 to be collected in the case of a parcel posted in British Guiana.
 - (b) 20 centimes for each 20 francs or fraction of 20 francs to be collected in the case of a parcel posted in France.
2. Each Administration shall communicate to the other the special fee fixed in its service by virtue of the preceding paragraph, as well as any alteration subsequently made bearing on this fee.
3. This fee is shared between the Administration of the country of origin and that of the country of destination in the manner prescribed in the Detailed Regulations (Article X, paragraph 2).

¹ Entré en vigueur le 1^{er} janvier 1932.

N^o 3098. — ACCORD¹ RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENTS ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GUYANE ANGLAISE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA FRANCE. SIGNÉ A GEORGETOWN, LE 14 MAI 1931, ET A PARIS, LE 17 NOVEMBRE 1931.

English and French official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 14, 1932.

Article premier.

1. Des colis postaux grevés de remboursement peuvent être échangés entre la Guyane anglaise, d'une part, et la France continentale, la Corse et l'Algérie, d'autre part.
2. Sauf stipulation contraire dans le présent accord ou dans le Règlement d'exécution y annexé, les colis contre remboursement sont soumis aux conditions et taxes applicables aux colis ordinaires et aux colis assurés, selon le cas ; ils sont aussi soumis aux formalités et taxes spéciales décrites ci-après.

Article 2.

1. Le montant du remboursement doit être exprimé dans la monnaie du pays d'origine des colis.
2. Le maximum du remboursement est fixé à £ 40 par colis, s'il s'agit de colis en provenance de la Guyane anglaise et à 5.000 francs par colis, s'il s'agit de colis originaires de la France.
3. Pour le calcul du montant d'un remboursement, les fractions de penny ou de demi-décime sont négligées.

Article 3.

1. Chacune des administrations fixe la taxe spéciale à percevoir sur les expéditeurs des colis contre remboursement. Cette taxe ne doit pas dépasser :
 - a) 2 pence par livre ou fraction de livre à encaisser, s'il s'agit d'un colis déposé en Guyane anglaise.
 - b) 20 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs à encaisser s'il s'agit d'un colis déposé en France.
2. Chacune des administrations doit communiquer à l'autre la taxe spéciale fixée dans son service en vertu du paragraphe précédent, ainsi que toute modification qui pourrait, par la suite, être apportée à cette taxe.
3. Cette taxe est partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination de la manière prescrite par le règlement de détail (Article X, paragraphe 2).

¹ Came into force January 1st, 1932.

Article 4.

In addition to the special fee fixed by the preceding Article, the British Guiana Post Office may collect on Trade Charge Parcels supplementary fees which shall not exceed :

- (a) 2 pence per parcel posted in British Guiana,
- (b) 4 pence per parcel delivered in British Guiana,

In the first instance (a) this fee is collected from the sender and in the second (b) from the addressee of the parcel.

Article 5.

The amounts of Trade Charges collected shall be liquidated by means of Trade Charge Money Orders, issued free of cost. The amount of a Trade Charge Money Order which cannot be paid remains at the disposal of the Administration of the country of origin of the parcel on which the Trade Charge is payable.

Article 6.

1. The loss of a Trade Charge Parcel entails responsibility upon the postal service in the conditions applying to parcels not subject to Trade Charges.

2. After the delivery of a parcel, the Post Office of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge, unless it can prove that the parcel and the relative Despatch Note did not bear, when transmitted the indications prescribed in Article 1 of the appended Detailed Regulations, and that the parcel was not specially advised as being subject to Trade Charges on the Parcel Bill of the Mail in which the parcel arrived. Nevertheless an application as to the disposal of the amount of a Trade Charge is only entertained if made within a year from the day after the posting of the parcel.

Article 7.

The sender of a parcel posted under this arrangement may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 8.

The two Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charge must be drawn up and settled directly between the Post Offices of origin and destination of the parcels.

Article 9.

The two Administrations are authorised to fix by common consent the measures of detail necessary for ensuring the performance of the present Agreement and to modify them from time to time in accordance with the needs of the service.

Article 4.

Outre la taxe spéciale dont il est question à l'article précédent, l'Administration des Postes de la Guyane britannique est autorisée à percevoir à son profit, sur les colis contre remboursement, des taxes supplémentaires qui ne pourront dépasser :

- a) 2 pence par colis déposé en Guyane anglaise ;
- b) 4 pence par colis livré en Guyane anglaise.

Dans le premier cas, a) cette taxe est perçue sur l'expéditeur et, dans le deuxième cas, b) sur le destinataire du colis.

Article 5.

La liquidation des montants des remboursements encaissés est effectuée au moyen de mandats de remboursement, qui sont délivrés gratuitement. Le montant d'un mandat de remboursement qui ne peut être payé, reste à la disposition de l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement.

Article 6.

1. La perte d'un colis grevé de remboursement engage la responsabilité du service postal dans les conditions fixées pour les colis qui ne sont pas grevés de remboursement.

2. Après la remise du colis, l'administration des postes du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle puisse prouver que le colis et le bulletin d'expédition correspondants ne portaient pas, lorsqu'ils ont été transmis, les indications prescrites par l'article premier du Règlement de détail ci-joint et que le colis n'était pas spécialement annoncé comme étant grevé de remboursement sur la feuille de route de la dépêche dans laquelle le colis est parvenu. Cependant, toute demande de renseignements sur le sort du montant d'un remboursement ne sera admise que si elle est faite dans le délai d'un an à partir du lendemain du dépôt du colis.

Article 7.

L'expéditeur d'un colis déposé dans les conditions prescrites par le présent arrangement ne peut postérieurement au dépôt du colis, faire annuler ou modifier le montant du remboursement.

Article 8.

Les deux administrations s'engagent à admettre les colis contre remboursement en transit dans leurs services. Toutefois les comptes relatifs aux remboursements des colis en transit doivent être établis et réglés directement par les administrations d'origine et de destination des colis.

Article 9.

Les deux administrations sont autorisées à fixer d'un commun accord les mesures de détail nécessaires pour assurer l'exécution du présent accord et de les modifier éventuellement suivant les besoins du service.

Article 10.

This Agreement shall come into force on the date to be agreed upon between the two Administrations. It will remain in force until the expiry of one year from the date on which either Administration shall give notice to the other of its intention to terminate it.

Done in duplicate, at Georgetown, British Guiana, the 14th day of May, 1931, and at Paris the 17th day of November 1931.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France,
(Sgd) JUMY.*

*(Sgd) F. BIRKITT,
Postmaster General,
British Guiana.*

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE AGREEMENT CONCERNING THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS SUBJECT TO TRADE CHARGES CONCLUDED BETWEEN THE POST OFFICE OF BRITISH GUIANA AND THE POST OFFICE OF FRANCE.

Article 1.

1. On a Trade Charge Parcel and on the Despatch note relating to it, the word " Remboursement " must be written or printed boldly beside the address, and after it the amount of the Trade Charge must be shown in the money of the country of origin, in Latin characters, without erasure or alteration, even if certified.

2. Each Trade Charge Parcel must be accompanied by a separate Despatch Note.

3. Each Trade Charge Parcel and its relative Despatch Note must bear an orange coloured label with the word " Remboursement " in Latin characters.

4. In the absence of a request by the sender to the contrary, a Trade Charge Parcel which is undeliverable at the expiration of fifteen days from its arrival at the place of destination shall be returned to the sender without previous notification and at his expense.

The sender may request at the time of posting that if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either :

- (a) Treated as abandoned
- (b) Tendered for delivery at a second address in the country of destination.

No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility, his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with or analogous to one of the following forms :

" If not deliverable as addressed, abandon."

" If not deliverable as addressed, deliver to..... "

The same request must also be written on the cover of the parcel.

Article 2.

Every Trade Charge Parcel shall be entered separately on the Parcel Bill with the declaration of the amount of the Trade Charge.

Article 10.

Le présent arrangement entrera en vigueur à une date fixée, d'un commun accord, par les deux administrations. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à partir de la date à laquelle l'une ou l'autre des administrations aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

Fait en double à Georgetown, British Guiana, le 14 mai 1931, et à Paris, le 17 novembre 1931.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France*
(Sd) JUMY.

(Sd) F. BIRKITT,
Postmaster General, British Guiana.

RÈGLEMENT DE DÉTAIL

POUR L'EXÉCUTION DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX GREVÉS DE REMBOURSEMENT, CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DE LA GUYANE ANGLAISE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE FRANCE.

Article premier.

1. Les colis contre remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter à côté de l'adresse, le mot : « Remboursement » écrit ou imprimé, d'une manière très apparente et suivi de l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine, exprimé en caractères latins, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. Tout colis contre remboursement doit être accompagné d'un bulletin d'expédition distinct.

3. Tout colis contre remboursement et son bulletin d'expédition doivent porter une étiquette de couleur orange avec le mot : « Remboursement » en caractères latins.

4. En l'absence d'une demande de l'expéditeur à l'effet contraire, un colis grevé de remboursement qui n'aurait pu être remis à l'expiration d'un délai de quinze jours à dater de son arrivée au lieu de destination doit être renvoyé à l'expéditeur sans avis préalable et à ses frais.

L'expéditeur peut demander, au moment du dépôt, que le colis, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée :

- a) Soit considéré comme abandonné ;
- b) Soit présenté à une deuxième adresse dans le pays de destination.

Il n'est pas admis d'autre demande.

Si l'expéditeur désire bénéficier de ces dispositions, il doit le spécifier en portant sur le bulletin d'expédition une mention conforme ou analogue à l'une des deux formules suivantes :

« Si la livraison ne peut être effectuée à l'adresse indiquée, traiter le colis comme abandonné. »

« Si la livraison ne peut être effectuée à l'adresse indiquée, remettre à..... »

La même demande doit aussi être portée sur l'enveloppe du colis.

Article II.

Tout colis remboursement est inscrit individuellement sur la feuille de route avec l'indication du montant du remboursement.

Article 3.

1. Every Trade Charge Parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order in conformity with, or analogous to, the specimen attached to the present Agreement. This Money Order form, which shall be attached to the Despatch Note, must bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin of the parcel and should show, as a general rule, the sender of the parcel as payee of the Order. However, each Administration is free to have the Orders relating to the parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices.

2. Entries in pencil must not be allowed on Trade Charge Money Orders.

Article 4.

The amounts of the Trade Charge Money Orders are converted into the currency of the country of destination by the Post Office of that country, which uses for this purpose a rate of conversion approximating to the market rate of exchange. The rate of conversion may be modified from time to time on condition that the changes are notified immediately to the corresponding Administration.

Article 5.

1. Immediately after collecting the Trade Charge, the Office of destination of the parcel, or any other office designated for the purpose by the Administration of the country of destination, fills in the part "Indications de Service" of the Trade Charge Money Order form and, after impressing it with its date-stamp, returns it free of postage to the office of origin of the parcel or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

2. Trade Charge Money Orders are paid under the conditions determined by the Administration of the country of payment.

Article 6.

1. A Trade Charge parcel may be re-directed if the new country of destination maintains with that of origin an exchange of Trade Charge Parcels. The re-directed parcel is accompanied by the Trade Charge Money Order form made out by the service of origin and the country from which it is re-directed shall not be concerned with the settlement of the Trade Charge.

2. In the case of an application for re-direction to a country which does not maintain with that of origin an exchange of Trade Charge parcels, the parcel is treated as one which cannot be delivered.

Article 7.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatever, is returned to origin should be cancelled by the office which returns the parcel and should be annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate Trade Charge Money Order form.

3. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed, after collection of the Trade Charge, is likewise replaced by a duplicate or by an authorisation of payment after verification by both Administrations that the Money Order has not been paid.

Article 8.

1. A Trade Charge Money Order which it has not been possible to deliver to the payee within the period of validity applicable to International Money Orders is, at the expiration of

Article III.

1. Tout colis contre remboursement est accompagné d'un mandat de remboursement conforme ou analogue au modèle annexé au présent Règlement.

Cette formule de mandat, qui est annexée au bulletin d'expédition, doit porter l'indication du montant du remboursement exprimé en monnaie du pays d'origine du colis et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Cependant chacune des administrations est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats relatifs aux colis originaires de son service.

2. Les indications au crayon ne sont pas admises sur les mandats de remboursement.

Article IV.

Le montant des mandats de remboursement est converti en monnaie du pays de destination par l'Office de ce pays qui utilise, dans ce but, un taux de conversion se rapprochant du taux courant du change. Le taux de conversion peut être éventuellement modifié à condition que les modifications soient immédiatement notifiées à l'administration correspondante.

Article V.

1. Immédiatement après l'encaissement du montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays de destination, remplit la partie du mandat de remboursement intitulée : « Indications de service », et après y avoir apposé son timbre à date, le renvoie en franchise au bureau d'origine du colis ou au bureau spécialement désigné, sur la formule même par l'administration du pays d'origine.

2. Les mandats de remboursement sont payés dans les conditions fixées par l'administration du pays qui effectue le payement.

Article VI.

1. Un colis grevé de remboursement peut être réexpédié si le pays de la nouvelle destination assure avec celui d'origine l'échange des colis contre remboursement. Le colis réexpédié est accompagné de la formule de mandat de remboursement établie par le service d'origine et le pays qui aura effectué la réexpédition, ne participera pas à la liquidation du remboursement.

2. Dans le cas où la demande vise la réexpédition sur un pays qui n'effectue pas, avec le pays d'origine, l'échange des colis contre remboursement, ce colis est traité comme s'il ne pouvait être remis au destinataire.

Article VII.

1. Les formules de mandats de remboursement afférentes aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés à l'origine, doivent être annulées par les soins de l'office qui effectue le renvoi, et doivent être annexées aux bulletins d'expédition.

2. Lorsque des formules de mandats de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire ou tout autre bureau désigné par l'administration des postes du pays de destination doit en établir des duplicata.

3. Les mandats de remboursement égarés, perdus ou détruits, après l'encaissement du remboursement, sont pareillement remplacés par des duplicata ou par des autorisations de payement, après constatation par les deux administrations que ces mandats n'ont pas été payés.

Article VIII.

1. Les mandats de remboursement qu'il n'a pas été possible de remettre aux bénéficiaires pendant la période de validité des mandats de poste internationaux sont, à l'expiration de cette

the period of validity, received by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued it.

2. A Trade Charge Money Order of which the payee has not claimed payment within the period of validity applicable to International Money Orders is returned to the Office of issue to be replaced by an authority to pay. This authority to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charge, as soon as it has been able to ascertain that the original Order has not been paid within the period of validity, and shall be received by the other Administration, which shall claim the amount due in the first account rendered after its receipt.

Article 9.

1. A Trade Charge Money Order of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (1) Insufficient, incorrect or doubtful description of the name or address of the payee,
- (2) Difference or omission in the wording of names or in the declaration of the amount of Trade Charge,
- (3) Erasure of, or addition to entries,
- (4) Omission of stamps, signatures, or other service indications,
- (5) Use of irregular forms,

shall be corrected by the Administration which issued it.

2. For this purpose the Money Order shall be returned as soon as possible, officially registered, by the Administration of payment to the Administration which issued it.

Article 10.

1. The Trade Charges paid by each Post Office on behalf of the other Post Office form the subject of quarterly Trade Charge Accounts (specimen A annexed¹).

2. In the Trade Charge Accounts, which are accompanied by the paid and receipted Trade Charge Orders, the Orders are entered in alphabetical sequence of the office of issue and in numerical sequence of their issue at those offices. At the end of each account the Administration which has drawn it up deducts from the total sum of its credit one half of one per cent ($\frac{1}{2}$ %) representing the share of the other Administration in the Trade Charge fees.

3. When the recapitulatory amounts have been accepted mutually, the office of the creditor country prepares and sends to the debtor country a general account in which the least credit is converted into currency of the greatest credit, in accordance with the mean rate of exchange current for the debtor country during the period to which the amount refers. After examination the debtor country returns an accepted copy of the general account. In the absence of other arrangements the settlement of the balance is effected by means of drafts drawn on a town of the creditor country and in its own currency.

Article 11.

The present Regulations shall be brought into operation on the day on which the Agreement comes into force. They shall have the same duration as the Agreement.

Done in duplicate at Georgetown, British Guiana, the 14th day of May, 1931, and at Paris, the 17th day of November, 1931.

*Le Ministre des Postes,
Télégraphes et Téléphones de France,
(Sgd) JUMY.*

*(Sgd) F. BIRKITT,
Postmaster General,
British Guiana.*

¹ Not reproduced here.

période, acquittés par l'administration du pays chargé du paiement et le montant en est repris sur l'administration qui les a émis.

2. Les mandats de remboursement dont les bénéficiaires n'ont pas réclamé le paiement pendant la période de validité des mandats de poste internationaux, sont renvoyés à l'office d'émission pour être remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement sont établies par l'administration qui a encaissé les remboursements, dès que celle-ci a pu s'assurer que les mandats originaux n'ont pas été payés pendant la période de validité. Elles sont acquittées par l'autre administration qui en reprend le montant dans le premier compte établi après l'acquit.

Article IX.

1. Les mandats de remboursement dont le paiement ne peut être effectué pour l'une des raisons suivantes :

1. Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou de l'adresse du bénéficiaire ;
2. Différence ou omissions dans l'énonciation des noms ou dans l'indication du montant des remboursements ;
3. Ratures ou surcharges des inscriptions ;
4. Omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service ;
5. Emploi de formules irrégulières,

seront rectifiés par l'administration qui les a émis.

2. A cet effet, les mandats devront être renvoyés aussitôt que possible, sous pli recommandé d'office, par l'administration de paiement à l'administration qui les a émis.

Article X.

1. Les remboursements payés par chaque administration pour le compte de l'autre administration font l'objet de comptes de remboursements trimestriels (Specimen A ci-joint¹).

2. Dans les comptes des remboursements qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de l'inscription des mandats dans les registres de ces bureaux. A la fin de chaque compte, l'administration qui l'a établi déduit du montant total de sa créance un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %), représentant la quote-part de l'autre administration dans le droit de remboursement.

3. Quand les comptes récapitulatifs ont été acceptés réciproquement, l'office du pays créancier prépare et envoie au pays débiteur un compte général dans lequel la créance la plus faible est convertie en monnaie de la créance la plus forte, d'après le taux moyen du change courant du pays débiteur pendant la période à laquelle se réfère le compte. Après examen, le pays débiteur retourne une copie acceptée du compte général. En l'absence d'autres dispositions, le règlement du solde est effectué au moyen de traites tirées sur une ville du pays créancier et dans la monnaie de ce pays.

Article XI.

Les présentes dispositions entreront en application le jour de la mise en vigueur de l'accord. Elles auront la même durée que cet accord.

Fait en double à Georgetown, British Guiana, le 14 mai 1931, et à Paris, le 17 novembre 1931.

*Le Ministre des Postes,
Telegraphes et Téléphones de France,*
(Sd) JUMY.

(Sd) F. BIRKITT,
Postmaster General British Guiana.

¹ Non reproduit ici.

N° 3099.

**ALLEMAGNE
ET GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD**

Echange de notes concernant la
liquidation des biens allemands.
Londres, le 26 juillet 1932, et
Berlin, le 27 juillet 1932.

**GERMANY
AND GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND**

Exchange of Notes in regard to the
Liquidation of German Properties.
London, July 26, 1932, and Ber-
lin, July 27, 1932.

No. 3099. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE GERMAN GOVERNMENT IN REGARD TO THE LIQUIDATION OF GERMAN PROPERTIES. LONDON, JULY 26, 1932 AND BERLIN, JULY 27, 1932.

N^o 3099. — NOTENWECHSEL¹ ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER REGIERUNG DES VEREINIGTEN KÖNIGREICHS BETREFFEND DIE LIQUIDATION DEUTSCHEN VERMÖGENS. BERLIN, DEN 27. JULI 1932 UND LONDON, DEN 26. JULI 1932.

Textes officiels anglais et allemand communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 décembre 1932.

English and German official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Exchange of Notes took place December 14, 1932.

I.

MR. DANIEL WILLIAMS TO DR. DIECKHOFF.

LONDON, July 26, 1932.

SIR,

With a view to composing differences as to the interpretation of the Agreement² of the 28th December, 1929, between His Majesty's Government in the United Kingdom and the Government of the German Reich in regard to the liquidation of German property, rights and interests, I have the honour on the instructions of His Majesty's Government in the United Kingdom, to place on record that it has been agreed as follows between His Majesty's Government and the Government of the German Reich :

(1) His Majesty's Government will treat as property to be released under the said Agreement 50 per cent. of all bank balances as at the 31st August, 1929, and of any interest subsequently accrued thereon, standing to the credit of German nationals and collected from the banks concerned by the Administrator of German Property on and after the 1st September, 1929, and will credit the remaining 50 per cent. to the German Clearing Office in pursuance of article 14 of the said Agreement. Where necessary for the purpose of release, application for recredits will be made to the German Clearing Office.

(2) The German Government will not persist further in its claim that differences arising out of the said Agreement shall be referred to arbitration.

I am further to state that the above words " bank balances standing to the credit of German nationals " will include those bank balances in the books of the Swiss Bank Corporation, London,

¹ Entré en vigueur le 27 juillet 1932.

² Vol. CII, page 49, of this Series.

¹ Came into force July 27, 1932.

² Vol. CII, page 49, de ce recueil.

which, as in the case of the bank balance of Gebrueder Schneider, appear for account of the Head Office, Basle, of the Swiss Bank.

I shall be glad if you will be good enough to inform me, on behalf of the Government of the German Reich, that the above correctly represents what has been agreed between us.

I have, etc.

Daniel WILLIAMS.

II.

DR. DIECKHOFF TO MR. DANIEL WILLIAMS.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT. ¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

AUSWÄRTIGES AMT.

FOREIGN MINISTRY.

BERLIN, *den 27. Juli* 1932.

BERLIN, *July 27,* 1932.

SEHR GEEHRTER HERR,

SIR,

Ihr gefälliges Schreiben vom 26. Juli 1932 habe ich erhalten und beehre mich, Ihnen im Auftrage der Deutschen Regierung zu bestätigen, dass sein Inhalt den getroffenen Vereinbarungen entspricht.

I have received your communication of the 26th instant and have the honour, on behalf of the German Government, to confirm to you that its contents are in accordance with the agreements reached.

Mit dem Ausdruck, etc.

I have, etc.

DIECKHOFF.

DIECKHOFF.

¹ Traduction du Foreign Office de Sa Majesté britannique.

¹ Translation of His Britannic Majesty's Foreign Office.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION

N^o 3099. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI, CONCERNANT LA LIQUIDATION DES BIENS ALLEMANDS. LONDRES, LE 26 JUILLET 1932, ET BERLIN, LE 27 JUILLET 1932.

I.

M. DANIEL WILLIAMS AU D^r DIECKHOFF.

LONDRES, le 26 juillet 1932.

MONSIEUR,

Afin de régler les différences d'interprétation relatives à l'Accord conclu le 28 décembre 1929 entre le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni et le Gouvernement allemand concernant la liquidation des biens allemands, j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni, de donner acte des conventions suivantes intervenues entre le Gouvernement de Sa Majesté et le Gouvernement allemand :

(1) Le Gouvernement de Sa Majesté considérera comme des biens devant être libérés, aux termes de l'accord précité, 50 pour cent de tous les avoirs en banque au 31 août 1929 et des intérêts que ces avoirs pourraient avoir produits ultérieurement, figurant au crédit de ressortissants allemands et perçus auprès des banques intéressées par l'administrateur des biens allemands depuis le 1^{er} septembre 1929 inclusivement, et il portera le solde de 50 pour cent au crédit de l'Office de compensation allemand, conformément à l'article 14 de l'accord précité. Lorsque les opérations de libération l'exigeront, une demande de rétablissement des crédits sera adressée à l'Office de compensation allemand.

(2) Le Gouvernement allemand n'insistera pas sur sa demande visant à soumettre à l'arbitrage les différends nés du susdit accord.

Je dois également ajouter que les mots ci-dessus « avoirs en banque figurant au crédit de ressortissants allemands » comprendront les avoirs en banque dans les livres de la Société de Banque suisse de Londres qui, comme dans le cas des avoirs en banque de la Société Gebrüder Schneider, figurent pour le compte du siège social à Bâle de la Société de Banque suisse.

Je vous serais obligé de bien vouloir me faire savoir, au nom du Gouvernement allemand, que les déclarations qui précèdent expriment exactement les conventions intervenues entre nous.

Recevez, etc.

Daniel WILLIAMS.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

D^r DIECKHOFF A M. DANIEL WILLIAMS.MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

BERLIN, le 27 juillet 1932.

MONSIEUR,

J'ai bien reçu votre note du 26 juillet 1932 et j'ai l'honneur, d'ordre du Gouvernement allemand, de vous confirmer que sa teneur est conforme aux conventions intervenues.

Recevez, etc.

DIECKHOFF.

N° 3100.

**GRANDE-BRETAGNE
ET IRLANDE DU NORD
ET PAYS-BAS**

Accord relatif à l'échange des colis
postaux et règlement d'exécution
y annexé. Signés à La Haye, le
23 juin 1932, et à Londres, le
13 août 1932.

**GREAT BRITAIN
AND NORTHERN IRELAND
AND THE NETHERLANDS**

Agreement for the Exchange of
Parcels by Parcel Post, with
Detailed Regulations annexed
thereto. Signed at The Hague,
June 23, 1932 and at London,
August 13, 1932.

No. 3100. — AGREEMENT¹ BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS FOR THE EXCHANGE OF PARCELS BY PARCEL POST. SIGNED AT THE HAGUE, JUNE 23, 1932, AND AT LONDON, AUGUST 13, 1932.

Textes officiels anglais et néerlandais communiqués par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 14 décembre 1932.

THE POST OFFICES OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND and THE NETHERLANDS agree to effect a regular direct exchange of parcels between Great Britain and Northern Ireland and the Netherlands.

In this Agreement and the Detailed Regulations appended the expression "the United Kingdom" means Great Britain and Northern Ireland, the Channel Islands and the Isle of Man.

AGREEMENT.

Article 1.

LIMITS OF WEIGHT AND SIZE.

1. A parcel for the Netherlands posted in the United Kingdom shall not exceed 22 pounds in weight, 3 feet 6 inches in length, and 6 feet in length and girth combined; and a parcel for the United Kingdom posted in the Netherlands shall not exceed 10 kilogrammes in weight, 1.05 metres in length and 1.80 metres in length and girth combined.

2. As regards the exact calculation of the weight and dimensions of a parcel, the view of the despatching office shall be accepted except in a case of obvious error.

Article 2.

TRANSIT OF PARCELS.

The two Postal Administrations guarantee the right of transit for parcels over their territory to or from any country with which they respectively have parcel post communication.

¹ Entré en vigueur le 1^{er} octobre 1932.

TEXTE NÉERLANDAIS. — DUTCH TEXT.

N^o 3100. — OVEREENKOMST¹ TUSSCHEN DE POSTADMINISTRATIE VAN NEDERLAND EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND BETREFFENDE DE UITWISSELING VAN POSTPAKKETTEN. GETEEKEND TE'S-GRAVENHAGE, DEN 23 JUNI 1932 EN TE LONDEN DEN 13 AUGUSTUS 1932.

English and Dutch official texts communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain. The registration of this Agreement took place December 14, 1932.

DE POSTADMINISTRATIËN VAN NEDERLAND en VAN HET VEREENIGDE KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND zijn overeengekomen regelmatig een rechtstreeksche uitwisseling van postpakketten tusschen Nederland en Groot-Britannië en Noord-Ierland te onderhouden.

In deze Overeenkomst en het daarbij behoorende Reglement van Uitvoering wordt verstaan onder de uitdrukking « het Vereenigde Koninkrijk » : Groot-Britannië en Noord-Ierland, de Kanaal-eilanden en het eiland Man.

OVEREENKOMST.

Artikel 1.

GRENZEN VAN GEWICHT EN AFMETING.

1. Een pakket voor Nederland ter post bezorgd in het Vereenigde Koninkrijk mag niet zwaarder wegen dan 22 pounds, niet langer zijn dan 3 feet 6 inches en de som van lengte en omtrek mag niet meer bedragen dan 6 feet ; een pakket voor het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd in Nederland mag niet zwaarder wegen dan 10 kilogram, niet langer zijn dan 1.05 meter en de som van lengte en omtrek mag niet meer bedragen dan 1.80 meter.

2. Ten aanzien van de juiste berekening van het gewicht en de afmetingen wordt, behoudens in geval van klaarblijkelijke vergissing, de zienswijze van het kantoor van afzending als juist aangenomen.

Artikel 2.

DOORVOER VAN PAKKETTEN.

De beide Postadministratiën waarborgen het recht van doorvoer van pakketten over hun grondgebied naar of uit eenig land, waarmede zij een van beide een pakketpostdienst onderhouden.

¹ Came into force October 1st, 1932.

Transit parcels shall be subject to the provisions of this Agreement and to the Detailed Regulations so far as these are applicable.

Article 3.

PREPAYMENT OF POSTAGE. RATES.

1. The prepayment of the postage on parcels shall be compulsory, except in the case of redirected or returned parcels.

2. The postage shall be made up of the sums accruing to each Postal Administration taking part in the conveyance by land or sea.

Article 4.

TERRITORIAL RATE.

For parcels despatched from one of the two countries for delivery in the other the British territorial rates shall be Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00, Fr. 3.15 for parcels not exceeding 1 kg. (3 lb.), 3 kgs. (7 lb.), 5 kgs. (11 lb.), and 10 kgs. (22 lb.) in weight, respectively; and the Netherlands territorial rates shall be Fr. 0.60, Fr. 1.00 and Fr. 1.60 for parcels not exceeding 1 kg. (3 lb.), 5 kgs. (11 lb.) and 10 kgs. (22 lb.) in weight, respectively.

The Netherlands Postal Administration reserves the right to vary its charges in accordance with any modifications which may be introduced in the matter of charges by International conventions subsequent to the London Agreement of 1929.

The British Postal Administration reserves the right to vary its territorial rates in accordance with any alterations of these charges which may be decided upon in connexion with its parcel post relations with other countries generally.

Article 5.

SEA RATE.

Each of the two Postal Administrations shall be entitled to fix the rate for any sea service which it provides.

Article 6.

FEE FOR CLEARANCE THROUGH THE CUSTOMS.

The Postal Administration of the Netherlands may collect in respect of delivery to the Customs and clearance through the Customs, or in respect of delivery to the Customs only, a fee not exceeding 50 centimes per parcel or such other charge as international conventions subsequent to the London Agreement of 1929¹ shall fix. The Postal Administration of the United Kingdom may collect such fee as it may from time to time fix for similar services in its parcel post relations with other countries generally.

Article 7.

CUSTOMS AND OTHER NON-POSTAL CHARGES.

Customs charges and all other non-postal charges shall be paid by the addressees of parcels, except as provided otherwise in this Agreement.

¹ Vol. CIII, page 73; vol. CVII, page 554; vol. CXVII, page 312; vol. CXXII, page 360; vol. CXXX, page 459, de ce recueil; et page 419 de ce volume.

De transit-pakketten zijn onderworpen aan de bepalingen van deze Overeenkomst en van het Reglement van Uitvoering voor zoover deze bepalingen van toepassing zijn.

Artikel 3.

VOORUITBETALING VAN PORTEN. TARIEVEN.

1. De vooruitbetaling van het port der postpakketten is verplicht, behalve in geval van na- of terug-zending.

2. Het port bestaat uit de bedragen toekomende aan elke Postadministratie, die aan het land- of zeever-voer deelneemt.

Artikel 4.

LANDTARIEF.

Voor pakketten verzonden uit een der beide landen en bestemd voor het andere land bedraagt het Britsche landtarief Fr. 1.00, Fr. 1.50, Fr. 2.00, Fr. 3.15 voor pakketten, die niet zwaarder wegen dan onderscheidenlijk 1 kg. (3 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) en 10 kg. (22 lb.); het Nederlandsche landtarief bedraagt Fr. 0.60, Fr. 1.00 en Fr. 1.60 voor pakketten die niet zwaarder wegen dan onderscheidenlijk 1 kg. (3 lb.), 5 kg. (11 lb.) en 10 kg. (22 lb.).

De Nederlandsche Postadministratie behoudt zich het recht voor haar bovenbedoelde tarieven te wijzigen in overeenstemming met de eventuele wijzigingen, welke met betrekking tot de tarieven na het Verdrag van Londen van 1929 in de Internationale Verdragen mochten worden aangebracht.

De Engelsche Postadministratie behoudt zich het recht voor hare landtarieven te wijzigen in overeenstemming met de veranderingen in deze tarieven, waartoe, met betrekking tot de pakketpostdiensten, die zij met andere landen onderhoudt, in 't algemeen mocht worden besloten.

Artikel 5.

ZEETARIEF.

Elk der beide Administratiën heeft het recht het tarief vast te stellen voor het zeevervoer, waarin zij voorziet.

Artikel 6.

RECHT WEGENS INKLARING EN VRIJMAKING.

De Nederlandsche Postadministratie kan voor de inklaring en vrijmaking of voor de inklaring alleen een recht heffen van ten hoogste 50 centimes per pakket of een zoodanig ander bedrag, als na het Verdrag van Londen van 1929¹ in de Internationale Verdragen voor bedoelde diensten mocht worden vastgesteld.

De Postadministratie van het Vereenigde Koninkrijk kan hetzelfde recht heffen als van tijd tot tijd algemeen zal worden vastgesteld voor soortgelijke pakketpostdiensten, welke zij met andere landen onderhoudt.

Artikel 7.

DOUANE EN ANDERE, NIET VANWEGE DEN POSTDIENST GEHEVEN RECHTEN.

De douanerechten en alle andere, niet vanwege den postdienst geheven rechten, moeten door de geadresseerden worden voldaan, tenzij in deze Overeenkomst anders is bepaald.

¹ Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; Vol. CXXX, page 459, of this Series; and page 419 of this Volume.

Article 8.

PARCELS FREE OF CHARGES.

By making a declaration beforehand at the office of posting, the senders may undertake the payment of all charges due on the parcels on delivery.

In such cases the senders must undertake to pay the sums which may be claimed by the Administration of the country of destination, and, if necessary, to make adequate deposits.

The Administration which advances charges on behalf of the sender may collect for this service a commission not exceeding 50 centimes per parcel. This fee is distinct from that prescribed for Customs clearance in Article 6 above.

On a parcel sent under this arrangement and originating in the United Kingdom the Postal Administration of the United Kingdom shall be authorised to collect from the sender a special fee, not exceeding one shilling.

Article 9.

WAREHOUSING CHARGE.

Each of the two Postal Administrations may collect any warehousing charge fixed by its legislation for a parcel which is addressed " *Poste restante* " or which is not claimed within the prescribed period.

This charge shall in no case exceed 5 francs.

Article 10.

EXPRESS PARCELS.

1. Parcels for the United Kingdom posted in the Netherlands not exceeding 5 kilogrammes in weight and parcels for the Netherlands posted in the United Kingdom not exceeding 22 lb. in weight shall, at the request of the senders, be sent out for delivery by special messenger immediately after their arrival, or if the office of destination is not in a position to deliver parcels at the addressee's residence, notices of arrival shall be sent out immediately by special messenger.

Such parcels, which shall be called " *Express* " parcels, shall be subject, in addition to the ordinary postage, to a special charge of 80 centimes, which must be fully prepaid by the sender.

2. When the addressee's residence is situated outside the local delivery zone of the office of destination the Postal Administration to which that office is subordinate may collect an additional charge up to the amount of the fee fixed for express delivery by its inland regulations less the equivalent of the fixed charge paid by the sender.

This additional charge shall be maintained in accordance with the provisions of Article 37, section 2 if the parcel is redirected or cannot be delivered.

3. Only one attempt shall be made to deliver by Express to the addressee either the parcel itself, or the notice of its arrival. After an unsuccessful attempt, the parcel shall cease to be considered as an Express parcel, and it shall be delivered under the conditions which apply to ordinary parcels.

Artikel 8.

VRIJ UIT TE REIKEN PAKKETTEN.

Door vooraf het verlangen daartoe aan het kantoor van terpostbezorging kenbaar te maken, kunnen de afzenders alle rechten, waarmede de pakketten bij de aflevering zijn belast voor hunne rekening nemen.

In deze gevallen zijn de afzenders verplicht de bedragen te betalen, welke door de Administratie van het land van bestemming worden gevorderd en moeten zij zoo noodig een voldoende waarborgsom storten.

De Administratie, die ten bate van den afzender kosten voorschiet, is bevoegd deswege een commissieloon te heffen, dat 50 centimes per pakket niet te boven mag gaan. Dit recht wordt geheven boven en behalve het recht wegens inkleding bedoeld in artikel 6 hierboven.

De Postadministratie van het Vereenigde Koninkrijk is gemachtigd voor een pakket, dat onder de hierbedoelde voorwaarden is verzonden en dat afkomstig is uit het Vereenigde Koninkrijk van den afzender een bijzonder recht te heffen, dat een shilling niet te boven mag gaan.

Artikel 9.

BEWAARLOON.

Ieder der beide Postadministratiën kan het door zijn wetgeving vastgestelde bewaarloon heffen voor een pakket, dat « poste-restante » is geadresseerd, of dat niet binnen den voorgeschreven termijn is opgeëischt.

Dit recht mag in geen geval meer dan 5 francs bedragen.

Artikel 10.

EXPRESSE-PAKKETTEN.

1. Pakketten voor het Vereenigde Koninkrijk ter post bezorgd in Nederland, die een gewicht van 5 kilogram niet te boven gaan en pakketten voor Nederland ter post bezorgd in het Vereenigde Koninkrijk, die een gewicht van 22 lb. niet te boven gaan, kunnen op verzoek van den afzender onmiddellijk na aankomst door een bijzondere bode worden besteld; indien de Administratie van bestemming de pakketten niet ten huize van den geadresseerde kan afleveren, zal de kennisgeving van aankomst onmiddellijk door een bijzonderen bode worden besteld.

Deze pakketten, die « expresse » pakketten worden genoemd, zijn boven het gewone port onderworpen aan een bijzonder recht van 80 centimes, dat ten volle door den afzender bij vooruitbetaling moet worden voldaan.

2. Als de verblijfplaats van den geadresseerde gelegen is buiten den kostelloozen bestelkring van het kantoor van bestemming, mag de Postadministratie, waartoe dit kantoor behoort, een aanvullingsrecht heffen tot het bedrag van het recht, dat volgens haar binnenlandsche bepalingen voor de expresse-bestelling is vastgesteld, verminderd met een bedrag, dat overeenstemt met het vaste recht, dat door den afzender is betaald.

Dit aanvullingsrecht blijft invorderbaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 37, lid 2, indien het pakket wordt nagezonden of onbestelbaar is.

3. De expresse-bestelling van het pakket of van de kennisgeving van aankomst wordt slechts éénmaal beproefd. Na een vruchteloze poging, wordt het pakket niet meer beschouwd als expresse-pakket en geschiedt de bestelling overeenkomstig de bepalingen, die voor de gewone pakketten gelden.

Article 11.

PROHIBITIONS.

1. Postal parcels must not contain any letter, note or document having the character of an actual and personal correspondence nor packets of any kind bearing an address other than that of the addressee of the parcel or of persons dwelling with him.

It is, however, permissible to enclose in a parcel an open invoice confined to the particulars which constitute an invoice.

2. It is also forbidden to enclose in a parcel :

(a) Articles which from their nature or packing may be a source of danger to the officers of the Post Office or soil or damage other parcels ;

(b) Explosive, inflammable, or dangerous substances (including loaded metal caps, live cartridges and matches) ;

(c) Live animals (except bees, which must be enclosed in boxes so as to avoid all danger to postal officers and to allow the contents to be ascertained) ;

(d) Articles the admission of which is forbidden by law or by the Customs or other regulations ;

(e) Articles of an obscene or immoral nature.

It is moreover forbidden to send coin, platinum, gold or silver, whether manufactured or unmanufactured, precious stones, jewels, or other precious articles in uninsured parcels addressed to countries which admit insurance.

3. A parcel which has been wrongly admitted to the post shall be returned to the country of origin, unless the Postal Administration of the country of destination is authorised by its legislation to dispose of it otherwise.

Nevertheless, the fact that a parcel contains a letter or communications which constitute an actual and personal correspondence shall not, in any case, entail its return to the country of origin.

4. Explosive, inflammable or dangerous substances and articles of an obscene or immoral nature shall not be returned to the country of origin : they shall be disposed of by the Administration which has found them in the mails in accordance with its own internal regulations.

5. If a parcel wrongly admitted to the post is neither returned to origin nor delivered to the addressee, the Administration of the country of origin shall be informed in a precise manner of the treatment accorded to the parcel in order that it may take such steps as are necessary.

Article 12.

ADVICE OF DELIVERY.

The sender may obtain an advice of delivery for an insured parcel under the conditions prescribed for Postal Packets by the Convention of the Postal Union. An advice of delivery cannot be obtained for an uninsured parcel.

Article 13.

REDIRECTION.

1. A parcel may be redirected in consequence of the addressee's change of address in the country of destination.

Artikel II.

VERBODSBEPALINGEN.

1. Postpakketten mogen geen brieven, schrifturen of documenten bevatten, die het karakter hebben van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard, noch stukken van allerlei aard, die een ander adres dragen dan dat van den geadresseerde van het pakket of van personen, die bij hem inwonen.

Het is echter geoorloofd een open factuur, die alleen de gewone opgaven van een dergelijk stuk bevat in het pakket te sluiten.

2. Eveneens is het verboden in een pakket te sluiten :

(a) Voorwerpen, welke door hun aard of verpakking gevaar voor de postambtenaren kunnen opleveren, of andere pakketten zouden kunnen verontreinigen of beschadigen ;

(b) Ontploffbare, onvlambare of gevaarlijke stoffen (zooals slaghoedjes, scherpe patronen, lucifers) ;

(c) Levende dieren (uitgezonderd bijen, die zoodanig verpakt moeten zijn in dozen, dat gevaar voor de postambtenaren wordt vermeden en de inhoud gemakkelijk kan worden vastgesteld) ;

(d) Voorwerpen, waarvan de invoer door wetten of door douane- en andere reglementen is verboden ;

(e) Voorwerpen van onzedelijken of voor de eerbaarheid aanstootelijken aard.

Bovendien is verboden de verzending van muntstukken, platina, goud of zilver, al of niet bewerkt, edelgesteenten, juweelen of andere kostbaarheden in pakketten zonder aangegeven waarde naar landen, die aangifte van waarde toelaten.

3. Een pakket, dat ten onrechte ter verzending is toegelaten moet naar het land van oorsprong worden teruggezonden, tenzij de Postadministratie van het land van bestemming krachtens haar wetgeving gemachtigd is er anders over te beschikken.

Evenwel zal het feit, dat een pakket een brief bevat of mededeelingen inhoudt, welke het karakter hebben van briefwisseling over zaken van actueelen en persoonlijken aard in elk geval geen terugzending naar het land van oorsprong ten gevolge hebben.

4. Ontploffbare, onvlambare of gevaarlijke stoffen en voorwerpen van onzedelijken of voor de eerbaarheid aanstootelijken aard, worden niet naar het land van oorsprong teruggezonden ; de Administratie, die ze in haar pakketpostzendingen aantreft zal er overeenkomstig haar binnenlandsche voorschriften over beschikken.

5. Indien een pakket, dat ten onrechte ter verzending is toegelaten, niet naar de plaats van oorsprong wordt teruggezonden, noch aan den geadresseerde wordt afgeleverd, zal de Administratie van het land van oorsprong nauwkeurig worden ingelicht omtrent de behandeling van het pakket, opdat deze de noodige maatregelen kan treffen.

Artikel 12.

BERICHT VAN ONTVANGST.

De afzender kan een bericht van ontvangst verkrijgen voor een pakket met aangegeven waarde waarde op de voorwaarden voor het pakketpostverkeer voorgeschreven door het Verdrag van de Wereldpostvereniging. Een bericht van ontvangst van een pakket, waarvan de waarde niet is aangegeven kan niet worden verkregen.

Artikel 13.

NAZENDING.

1. Een pakket kan tengevolge van verandering van adres van den geadresseerde, in het land van bestemming worden nagezonden.

The Postal Administration of the country of destination may collect the redirection charge prescribed by its internal regulations. Similarly, a parcel may be redirected from one of the two countries which are parties to this Agreement to another country provided that the parcel complies with the conditions required for its further conveyance and provided as a rule that the extra postage is prepaid at the time of redirection or documentary evidence is produced that the addressee will pay it.

2. Additional charge levied in respect of redirection and not paid by the addressee or his representative shall not be cancelled in case of further redirection or of return to origin, but shall be collected from the addressee or from the sender as the case may be, without prejudice to the payment of any special charges incurred which the Administration of the country of destination does not agree to cancel.

Article 14.

MISSENT PARCELS.

Parcel received out of course, or wrongly allowed to be despatched, shall be transmitted or returned in accordance with the provisions of Article 28, sections 1 and 2, of the Detailed Regulations.

Article 15.

NON-DELIVERY.

1. In the absence of a request by the sender to the contrary, a parcel which cannot be delivered shall be returned to the sender without previous notification and at his expense after retention for the period prescribed by the regulations of the Postal Administration of the country of destination.

Nevertheless, a parcel which is definitely refused by the addressee shall be returned immediately.

2. The sender may request at the time of posting that, if the parcel cannot be delivered as addressed, it may be either (*a*) treated as abandoned, or (*b*) tendered for delivery at a second address in the country of destination. No other alternative is admissible. If the sender avails himself of this facility his request must appear on the Despatch Note and must be in conformity with, or analogous to, one of the following forms :

“ If not deliverable as addressed, abandon. ”

“ If not deliverable as addressed, deliver to... ”

The same request must also be written on the cover of the parcel.

3. The charges due on returned undelivered parcels shall be recovered in accordance with the provisions of Article 36.

Article 16.

CANCELLATION OF CUSTOMS CHARGES.

Both parties to this Agreement undertake to urge their respective Customs Administrations to cancel Customs Charges on parcels which are returned to the country of origin, abandoned by the senders, destroyed, or redirected to a third country.

De Postadministratie van het land van bestemming kan daarvoor het recht van nazending heffen, dat door haar binnenlandsche voorschriften is vastgesteld. Eveneens kan een pakket uit een van de beide landen, die aan dit Verdrag deelnemen, worden nagezonden naar eenig ander land, mits het pakket voldoet aan de voorwaarden gesteld voor het nieuwe vervoer en mits als regel het deswege verschuldigde port vóór de nazending is gekweten, of een schriftelijke verklaring wordt afgelegd, dat de betaling door den geadresseerde zal geschieden.

2. Van het voor de nazending verschuldigde aanvullingsrecht, dat niet door of namens den geadresseerde is voldaan, wordt geen ontheffing verleend in geval van latere na- of terugzending; het zal van den geadresseerde of in voorkomende gevallen van den afzender worden geheven, onverminderd de betaling van bijzondere kosten voor de ontheffing waarvan het land van bestemming geen toestemming verleent.

Artikel 14.

VERKEERD GEZONDEN PAKKETTEN.

Ten onrechte ontvangen of ten onrechte ter verzending toegelaten pakketten worden na of teruggezonden overeenkomstig de bepalingen van artikel 28, leden 1 en 2 van het Reglement van Uitvoering.

Artikel 15.

ONBESTELBAARHEID.

1. Tenzij de afzender een verzoek als bedoeld in het volgende lid van dit artikel sub a of b heeft gedaan wordt een pakket, dat niet kan worden besteld zonder voorafgaande kennisgeving aan den afzender en op diens kosten, teruggezonden na verloop van den daarvoor door de Postadministratie van het land van bestemming vastgestelden termijn.

Echter zal een pakket, dat door den geadresseerde uitdrukkelijk is geweigerd, onmiddellijk worden teruggezonden.

2. De afzender kan bij de terpostbezorging verzoeken dat, indien het pakket niet kan worden afgeleverd aan het opgegeven adres: (a) het pakket als afgestaan wordt beschouwd; (b) het pakket aan een tweede adres binnen het land van bestemming wordt afgeleverd. Een andere keuze is niet toegelaten. Indien de afzender van bovenbedoelde bevoegdheid gebruik maakt moet het desbetreffend verzoek op de adreskaart zijn aangegeven in bewoordingen gelijkloeiend aan of overeenkomende met een der volgende modellen:

« If not deliverable as addressed, abandon » (« Ingeval van onbestelbaarheid aan het opgegeven adres, wordt van het pakket afstand gedaan »).

« If not deliverable as addressed, deliver to... » (« Ingeval van onbestelbaarheid aan het opgegeven adres, afleveren aan... »)

Hetzelfde verzoek moet ook op het pakket worden gesteld.

3. De kosten verschuldigd voor de terugzending van onbestelbare pakketten worden aangerekend overeenkomstig de bepalingen van artikel 36.

Artikel 16.

ONTHEFFING VAN DOUANERECHTEN.

Beide contracteerende partijen verbinden zich aan hunne onderscheidenlijke Douane-Administratiën te verzoeken om ontheffing te verlenen van de douanerechten waarmede pakketten zijn bezwaard, welke naar het land van oorsprong zijn teruggezonden, door den afzender zijn afgestaan, zijn vernietigd, of naar een derde land zijn nagezonden.

Article 17.

SALE. DESTRUCTION.

Articles in danger of deterioration or corruption, and these only may be sold immediately, even when in transit on the outward or return journey, without previous notice or judicial formality. If for any reason a sale is impossible, the spoilt or putrid articles shall be destroyed.

Article 18.

ABANDONED PARCELS.

Parcels which cannot be delivered to the addressees and which the senders have abandoned shall not be returned by the Postal Administration of the country of destination, but shall be treated in accordance with its legislation. No claim shall be made by the Administration of the country of destination against the Administration of the country of origin in respect of such parcels.

Article 19.

ENQUIRIES.

1. A fee not exceeding 1 franc may be charged for every enquiry concerning a parcel or a Trade Charge Money Order.

No fee shall be charged if the sender has already paid the special fee for an advice of delivery.

2. Enquiries shall be admitted only within the period of one year from the day following the date of posting of the parcel.

3. When an enquiry is the outcome of an irregularity in the postal service, the enquiry fee shall be refunded.

Article 20.

TRADE CHARGE PARCELS. CHARGES AND CONDITIONS. SETTLEMENT.

1. Parcels marked for the collection of Trade Charges may be exchanged between the United Kingdom and the Netherlands.

The amount of the Trade Charge shall be expressed in the currency of the country in which the parcel originates.

The maximum amount of a Trade Charge in the case of a parcel for delivery in the United Kingdom shall be fixed at £40 and in the case of a parcel for delivery in the Netherlands at the nearest practicable equivalent of that sum in Netherlands currency. In calculating the amount of a Trade Charge a fraction of a penny or of a cent shall be ignored.

The two Postal Administrations undertake to admit Trade Charge parcels in transit through their services. Nevertheless, the accounts relative to the Trade Charges collected shall be drawn up and settled directly between the Administrations of the countries of origin and of destination of the Trade Charge parcels.

Artikel 17.

VERKOOP. VERNIETIGING.

Alleen goederen, welke door hun aard aan waardevermindering of bederf onderhevig zijn, kunnen onmiddellijk ook bij doorvoer op den heen- of terugweg, zonder voorafgaand bericht, of gerechtelijke formaliteit, worden verkocht. Indien om de een of andere reden verkoop onmogelijk is, worden de in waarde verminderde of bedorven goederen vernietigd.

Artikel 18.

AFSTAAN VAN PAKKETTEN.

Pakketten, die niet kunnen worden afgeleverd aan de geadresseerden en waarvan de afzenders afstand hebben gedaan, worden door de Postadministratie van het land van bestemming niet teruggezonden doch in overeenstemming met haar wetgeving behandeld. De Administratie van het land van bestemming verhaalt op de Administratie van het land van oorsprong geen kosten met betrekking tot dergelijke pakketten.

Artikel 19.

NAVRAGEN.

1. Wegens elke navraag betreffende een pakket of een verrekeningspostwissel kan een recht van ten hoogste 1 franc geheven worden.

Geen recht wordt geheven, indien de afzender reeds het bijzondere recht voor een bericht van ontvangst heeft voldaan.

2. Navragen zijn slechts toegelaten binnen den termijn van een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien van terpostbezorging van het pakket.

3. Indien een navraag het gevolg geweest is van een dienstfeil, dan worden de navraagkosten terugbetaald.

Artikel 20.

PAKKETTEN BELAST MET VERREKENING. PORT EN RECHT. VOORWAARDEN. AFREKENING.

1. Er kunnen verrekenpakketten worden verzonden in het verkeer tusschen het Vereenigde Koninkrijk en Nederland.

Het verrekenbedrag wordt uitgedrukt in de munt van het land van oorsprong van het pakket.

Het maximum-verrekenbedrag van een pakket, bestemd voor het Vereenigde Koninkrijk, wordt vastgesteld op £40 en dat van een pakket, bestemd voor Nederland, op de naaste bruikbare tegenwaarde van dit bedrag in Nederlandsche munt. Bij de berekening van het verrekenbedrag worden onderdeelen van een penny of van een cent verwaarloosd.

De beide Postadministratiën nemen op zich, verrekenpakketten in doorvoer toe te laten. Echter zullen de rekeningen betreffende de ingevorderde verrekenbedragen worden opgemaakt en afgerekend rechtstreeks tusschen de Administratiën van de landen van oorsprong en bestemming der verrekenpakketten.

2. Trade Charge parcels shall be subject to the formalities and to the charges prescribed for ordinary, or for insured parcels, as the case may be. In addition, the sender shall pay a special fee, which shall be fixed by the Administration of the country of origin and shall not exceed :

(a) 2 ½ *d.* for each £1 or fraction of £1 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the United Kingdom ;

(b) 20 cents for each parcel and 10 cents for each fl. 20 or fraction of fl. 20 of the Trade Charge in the case of a parcel posted in the Netherlands.

3. The amount of a Trade Charge collected shall be remitted by means of a Trade Charge Money Order, issued free of all charges.

4. In addition to the special fee fixed by virtue of paragraph 2, the Postal Administration of the United Kingdom shall be entitled to collect from the sender of a Trade Charge parcel posted in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 2 *d.* for each parcel and from the addressee of a Trade Charge parcel delivered in the United Kingdom a supplementary fee not exceeding 4*d.* for each parcel.

Article 21.

CANCELLATION OR ALTERATION OF AMOUNT OF TRADE CHARGE.

The sender of a Trade Charge parcel may not have the amount of the Trade Charge cancelled or altered after posting.

Article 22.

TRADE CHARGE PARCELS. — RESPONSIBILITY FOR LOSS, ABSTRACTION OR DAMAGE.

The two Postal Administrations shall be responsible under the conditions fixed by Articles 28 to 34 hereafter for the loss of a Trade Charge parcel and for the abstraction of or damage to its contents.

Article 23.

COMPENSATION IN CASE OF FAILURE TO COLLECT, OR OF INSUFFICIENT OR FRAUDULENT COLLECTION OF TRADE CHARGE.

If the parcel has been delivered to the addressee without the collection of the Trade Charge, the sender shall be entitled to compensation provided that an enquiry has been made within the period prescribed by Article 19 and that the failure to collect the charge is not due to fault or negligence on his part. The same rule shall apply if the amount collected from the addressee is less than the amount of the Trade Charge or if the collection of the amount has been made fraudulently.

The compensation shall not, in any case, exceed the amount of the Trade Charge.

By paying compensation the Postal Administration concerned takes over the rights of the sender to the extent of the amount paid in any action which may be taken against the addressee or against a third party.

Article 24.

FIXING OF RESPONSIBILITY IN RESPECT OF TRADE CHARGES.

The payment by the Postal Administration of the country of origin of the amounts duly collected shall be made on behalf of the Administration of the country of destination. Similarly,

2. Verrekenpakketten zijn onderworpen aan de behandeling en aan de porten en rechten geldend voor gewone pakketten of, in voorkomende gevallen, voor pakketten met aangegeven waarde. De afzender betaalt bovendien een bijzonder recht, dat wordt vastgesteld door de Administratie van het land van oorsprong en dat niet hooger mag zijn dan :

(a) 2 ½ d. voor elk £ of gedeelte van £1 van het verrekenbedrag voor een pakket terpost bezorgd in het Vereenigde Koninkrijk ;

(b) 20 cent voor elk pakket en 10 cent voor elke fl. 20 of gedeelte van fl. 20 van het verrekenbedrag voor een pakket terpost bezorgd in Nederland.

3. Het ingevorderde verrekenbedrag wordt overgemaakt door middel van een verrekeningspostwissel, welke kosteloos wordt afgegeven.

4. De Postadministratie van het Vereenigde Koninkrijk is gerechtigd, van den afzender van een in dat land terpost bezorgd verrekenpakket, boven het bijzondere recht vastgesteld in lid 2, een aanvullingsrecht te heffen van hoogstens 2 d. per pakket en van den geadresseerde van een verrekenpakket bestemd voor het Vereenigde Koninkrijk een aanvullingsrecht te heffen van hoogstens 4 d. per pakket.

Artikel 21.

OPHEFFING OF WIJZIGING VAN HET VERREKENBEDRAG.

De afzender van een verrekenpakket kan na de terpostbezorging geen opheffing of wijziging van het verrekenbedrag verzoeken.

Artikel 22.

VERREKENPAKKETTEN. VERANTWOORDELIJKHEID IN GEVAL VAN VERLIES, BEROOVING OF BESCHADIGING.

De twee Postadministratiën zijn overeenkomstig de bepalingen, vastgelegd in de hierna volgende artikelen 28 tot en met 34 verantwoordelijk voor het verlies van een verrekenpakket en voor de berooving of beschadiging van den inhoud daarvan.

Artikel 23.

SCHADEVERGOEDING IN GEVAL VAN NIET-INVORDERING, INVORDERING VAN EEN TE LAAG BEDRAG OF INVORDERING OP BEDRIEGELIJKEWIJZE.

Indien een pakket aan den geadresseerde is uitgereikt zonder invordering van het verrekenbedrag, heeft de afzender recht op een schadevergoeding, mits een aanvraag daartoe is ingediend binnen den termijn, vastgesteld in artikel 19, en tenzij de niet-invordering aan een fout of nalatigheid zijnerzijds is te wijten. Hetzelfde geldt, indien het van den geadresseerde ingevorderde bedrag lager is dan het verrekenbedrag of bedriegelijke invordering heeft plaats gevonden.

De schadevergoeding kan in geen geval het verrekenbedrag te boven gaan.

Door betaling van de schadevergoeding treedt de betrokken Administratie in de rechten van den afzender, tot het bedrag dier schadevergoeding, voor elk mogelijk verhaal op den geadresseerde of op derden.

Artikel 24.

FASTSTELLING VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID TEN AANZIEN VAN VERREKENBEDRAGEN.

De uitbetaling door de Postadministratie van het land van afzending, van de op regelmatige wijze ingevorderde bedragen geschiedt voor rekening van de Administratie van het land van

payment of compensation shall be made on behalf of the Postal Administration of the country of destination if the latter is responsible.

After the delivery of a parcel the Administration of the country of destination is responsible for the amount of the Trade Charge unless it can prove that the fault is due to a breach of the regulations by the Administration of the country of origin or can establish that, when handed over to its service, the parcel or the relative Despatch Note did not bear the particulars prescribed by the Detailed Regulations for Trade Charge parcels, and that the parcel was not specifically advised on the Parcel Bill in conformity with Article 32 of the Detailed Regulations.

The Administration of the country of destination shall be bound to repay under the conditions prescribed in Article 34 the sum which has been advanced by the Administration of the country of origin.

Article 25.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

The amount of a Trade Charge Money Order which for any reason whatever cannot be paid to the payee shall not be repaid to the Postal Administration to which the office issuing the Money Order is subordinate. It shall be held at the disposal of the payee by the Administration of the country of origin of the Trade Charge parcel and shall accrue definitely to that Administration at the end of the legal period of validity.

In all other respects and subject to the reservations specified in the Detailed Regulations, Trade Charge Money Orders shall be subject to the rules of the Money Order Convention between the two Administrations.

Article 26.

INSURED PARCELS. — RATES AND CONDITIONS.

1. Parcels may be insured up to a limit of 2000 francs.
2. An insurance fee, to be fixed by the Postal Administration of the country of origin, shall be charged for each 300 francs or part thereof of the insured value.
3. The Administration of the country of origin shall be entitled also to collect from the sender of an insured parcel a despatch fee not exceeding 50 centimes.
4. The sender of an insured parcel shall receive without charge, at the time of posting, a receipt for his parcel.

Article 27.

FRAUDULENT INSURANCE.

The insured value may not exceed the actual value of the contents of the parcel and the packing, but it is permitted to insure only part of this value.

The fraudulent insurance of a parcel for a sum exceeding the actual value shall be subject to any legal proceedings which may be admitted by the laws of the country of origin.

bestemming. Eveneens geschiedt de uitbetaling van het bedrag der schadevergoeding voor rekening van de Postadministratie van het land van bestemming indien deze laatste verantwoordelijk is.

Na de uitreiking van een pakket is de Administratie van het land van bestemming verantwoordelijk voor het verrekenbedrag, tenzij zij kan bewijzen, dat de fout is toe te schrijven aan het niet in acht nemen van de geldende bepalingen door de Administratie van het land van oorsprong of kan aantonen, dat, bij de uitlevering aan haren dienst, het pakket of de bijbehorende adreskaart niet waren voorzien van de aanwijzingen, welke bij het Reglement van Uitvoering voor verrekenpakketten zijn voorgeschreven, en dat het pakket niet met vermelding van alle bijzonderheden was ingeschreven op het advies, overeenkomstig het bepaalde bij artikel 32 van het Reglement van Uitvoering.

De Administratie van het land van bestemming is verplicht het bedrag, dat door de Administratie van het land van oorsprong is voorgeschoten, terug te betalen overeenkomstig de bepalingen vastgelegd in artikel 34.

Artikel 25.

VERREKENINGSPOSTWISSELS.

Het bedrag van een verrekeningspostwissel, welke om de eene of andere reden niet aan den geadresseerde kan worden uitbetaald, wordt niet terugbetaald aan de Postadministratie, waartoe het kantoor, dat den postwissel heeft afgegeven, behoort. Het wordt door de Administratie van het land van afzending van het verrekenpakket ter beschikking gehouden van den rechthebbende en vervalt voorgoed aan deze Administratie na afloop van den wettelijken verjaringstermijn.

In alle andere opzichten en behoudens hetgeen terzake in het Reglement van Uitvoering is bepaald, zijn de verrekeningspostwissels onderworpen aan de bepalingen van de tusschen de twee Administratiën gesloten Overeenkomst betreffende den postwisseldienst.

Artikel 26.

PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE. RECHTEN EN VOORWAARDEN VAN VERZENDING.

1. Pakketten kunnen worden verzonden met een aangegeven waarde van ten hoogste 2,000 francs.
2. Het recht wegens aangegeven waarde, dat wordt vastgesteld door de Postadministratie van het land van oorsprong, wordt berekend over elk bedrag van 300 francs van de aangegeven waarde of gedeelte daarvan.
3. De Administratie van het land van oorsprong is gerechtigd van den afzender van een pakket met aangegeven waarde bovendien een verzendingsrecht te heffen van ten hoogste 50 centimes.
4. De afzender van een pakket met aangegeven waarde ontvangt zonder kosten bij de terpostbezorging een ontvangstbewijs voor het pakket.

Artikel 27.

VALSCHE AANGIFTE VAN WAARDE.

De aangegeven waarde mag de werkelijke waarde van den inhoud van het pakket en de verpakking niet te boven gaan, evenwel is het geoorloofd slechts een gedeelte van die waarde aan te geven.

Valsche aangifte van de waarde van een pakket tot een bedrag hooger dan de werkelijke waarde is onderworpen aan de gerechtelijke maatregelen, welke de wetgeving van het land van oorsprong voorschrijft.

A parcel of which the contents have no pecuniary value may, however, be insured for a nominal sum in order to obtain the safeguards of the insurance system.

Article 28.

RESPONSIBILITY FOR LOSS, DAMAGE OR ABSTRACTION.

1. Except in the cases mentioned in the following Article, the two Postal Administrations shall be responsible for the loss of parcels and for the loss, abstraction or damage of their contents or of a part thereof.

The sender is entitled under this head to compensation corresponding to the actual amount of the loss, abstraction or damage. For uninsured parcels the amount of compensation shall not exceed 10 francs for a parcel not exceeding one kilogramme (3 lb.), 25 francs for a parcel exceeding one kilogramme, but not exceeding five kilogrammes (11 lb.), and 40 francs for a parcel exceeding five kilogrammes in weight. For an insured parcel the amount of compensation shall not exceed the amount for which it was insured.

In cases where the loss, abstraction or damage occurs in the service of the country of destination, the Administration of the country of destination may pay compensation to the addressee at its own expense and without consulting the Administration of the country of origin, provided that the addressee can prove that the sender has waived his rights in the addressee's favour.

2. In calculating the amount of compensation, indirect loss or loss of profits shall not be taken into consideration.

3. Compensation shall be calculated on the current price of goods of the same nature at the place and time at which the goods were accepted for transmission.

4. Where compensation is due for the loss, destruction or complete damage of a parcel or for the abstraction of the whole of the contents, the sender is entitled to the return of the postage also.

5. In all cases insurance fees and if the case arises the despatch fee shall be retained by the Postal Administrations concerned.

Article 29.

EXCEPTIONS TO THE PRINCIPLE OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall be relieved of all responsibility :

- (a) In cases beyond control (*force majeure*) ;
- (b) When they are unable to account for parcels in consequence of the destruction of official documents through a cause beyond control (*force majeure*) ;
- (c) When the damage has been caused by the fault or negligence of the sender, or when it arises from the nature of the article ;
- (d) For parcels of which the contents fall under the ban of one of the prohibitions mentioned in Article 11 ;
- (e) For parcels which have been fraudulently insured for a sum exceeding the actual value of the contents and packing ;
- (f) in respect of parcels regarding which the sender has not made enquiry within the period prescribed by Article 19 ;
- (g) In respect of any parcels containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2500 francs in value not packed in a box of the size prescribed by Article 6, section 3, of the Detailed Regulations.

Een pakket, waarvan de inhoud geen geldswaarde heeft, mag evenwel worden aangegeven voor een nominaal bedrag teneinde de waarborgen te verkrijgen geldende voor de behandeling van pakketten met aangegeven waarde.

ARTIKEL 28.

VERANTWOORDELIJKHEID IN GEVAL VAN VERLIES, BESCHADIGING OF BEROOVING.

1. Met uitzondering van de gevallen genoemd in het volgend artikel zijn de beide Postadministratiën verantwoordelijk voor het verloren gaan van pakketten, of voor het verlies, de berooving of de beschadiging van hun inhoud of een gedeelte daarvan.

De afzender heeft deswege recht op een schadevergoeding overeenkomende met het werkelijke bedrag van het verlies, de berooving of de schade. Voor pakketten zonder aangegeven waarde kan deze schadevergoeding niet te boven gaan : 10 francs voor een pakket van een gewicht niet hoger dan één kilogram (3 lb.), 25 francs voor een pakket boven één tot en met vijf kilogram (11 lb.), 40 francs voor een pakket boven vijf kilogram. Voor een pakket met aangegeven waarde kan de schadevergoeding het bedrag der aangegeven waarde niet te boven gaan.

In gevallen, waarin het verlies, de berooving, of de beschadiging heeft plaats gehad in het land van bestemming kan de Administratie van het land van bestemming de schadevergoeding voor eigen rekening en zonder overleg te plegen met de Administratie van het land van oorsprong, aan den geadresseerde uitbetalen, mits deze kan bewijzen, dat de afzender afstand heeft gedaan van zijn rechten ten gunste van den geadresseerde.

2. Bij de berekening van het bedrag der schadevergoeding wordt indirecte schade of winstderving niet in aanmerking genomen.

3. De schadevergoeding wordt berekend naar den gewonen prijs van goederen van denzelfden aard ter plaatse waar en ten tijde waarop de goederen ter verzending werden aangenomen.

4. Wanneer de schadevergoeding verschuldigd is wegens het verlies, de vernietiging of de algeheele beschadiging, of wegens berooving van den geheelen inhoud van een pakket, heeft de afzender bovendien recht op terugbetaling van de kosten van verzending.

5. In elk geval wordt het recht wegens aangegeven waarde en in voorkomende gevallen ook het recht wegens verzending van pakketten met aangegeven waarde door de betrokken Postadministratie behouden.

Artikel 29.

UITZONDERING OP HET BEGINSSEL VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID.

De beide Postadministratiën zijn van elke verantwoordelijkheid ontheven :

- (a) In gevallen van overmacht (force majeure) ;
- (b) Indien zij geen rekenschap kunnen geven van pakketten tengevolge van vernietiging van de officieele bescheiden tengevolge van overmacht (force majeure) ;
- (c) Indien de schade is veroorzaakt door schuld of nalatigheid van den afzender of voortkomt uit den aard van het voorwerp ;
- (d) Voor zooveel betreft pakketten, waarvan de inhoud valt onder één der verbodsbepalingen genoemd in artikel 11 ;
- (e) Voor zooveel betreft pakketten, waarvan de waarde valschelijk hoger is aangegeven dan de werkelijke waarde van den inhoud en de verpakking ;
- (f) Met betrekking tot pakketten, ten aanzien waarvan de afzender geen navraag heeft gedaan, binnen den termijn voorgeschreven in artikel 19 ;
- (g) Met betrekking tot pakketten, welke edelgesteenten, juweelen of gouden, zilveren of platina voorwerpen met een waarde boven 2,500 francs bevatten, welke niet zijn verpakt in een doos van de grootte voorgeschreven in artikel 6, lid. 3, van het Reglement van Uitvoering.

Article 30.

TERMINATION OF RESPONSIBILITY.

The two Postal Administrations shall cease to be responsible for parcels which have been delivered in accordance with their internal regulations and of which the owners or their agents have accepted delivery without reservation.

Article 31.

PAYMENT OF COMPENSATION.

The payment of compensation shall be undertaken by the Postal Administration of the country of origin except in the case indicated in Article 28, section 1, where payment is made by the Postal Administration of the country of destination. The Administration of the country of origin may, however, after obtaining the sender's consent, authorise the Administration of the country of destination to settle with the addressee. The paying Administration retains the right to make a claim against the Administration responsible.

Article 32.

PERIOD FOR PAYMENT OF COMPENSATION.

1. Compensation shall be paid as soon as possible and, at the latest, within one year from the day following the date of the enquiry.
2. The Postal Administration of the country of origin is authorised to settle with the sender on behalf of the other Administration if the latter, after being duly informed of the application, has let six months pass without giving a decision in the matter.
3. The Administration of the country of origin may, exceptionally, postpone the settlement of compensation beyond the period of one year when the question of responsibility cannot be settled owing to circumstances over which the Administrations concerned have no control.

Article 33.

INCIDENCE OF COST OF COMPENSATION.

1. Until the contrary is proved responsibility shall rest with the Postal Administration which having received the parcel from the other Administration without making any reservation and having been furnished with all the particulars for investigation prescribed by the regulations, cannot establish either proper delivery to the addressee or his agent or regular transfer to the following Postal Administration, as the case may be.
2. If in the case of a parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the loss, abstraction or damage has occurred in course of conveyance without it being possible to prove in the service of which country the irregularity took place the two Administrations shall bear in equal shares the amount of compensation.
3. The same principle shall, as far as possible, be applied when other Administrations are concerned in the conveyance of a parcel. Nevertheless, in the case of parcels sent in transit from one of the two countries through the other neither of the two Administrations shall be held responsible when the loss, abstraction or damage has taken place in a service in which responsibility is not accepted.

Artikel 30.

GRENZEN VAN DE VERANTWOORDELIJKHEID.

De beide Postadministratiën houden op verantwoordelijk te zijn voor pakketten, welke zijn uitgereikt in overeenstemming met haar binnenlandsche voorschriften en welke de rechthebbenden of hunne gemachtigden zonder voorbehoud hebben aangenomen.

Artikel 31.

BETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING.

De betaling van de schadevergoeding geschiedt door de Postadministratie van het land van oorsprong, behalve in het geval — bedoeld in artikel 28, lid 1 — waarin de betaling wordt gedaan door de Postadministratie van het land van bestemming. De Administratie van het land van oorsprong kan evenwel, na verkregen toestemming van den afzender, de Administratie van het land van bestemming machtigen met den geadresseerde af te rekenen. De Administratie van uitbetaling behoudt het recht van verhaal op de verantwoordelijke Administratie.

Artikel 32.

TERMIJN VOOR DE BETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING.

1. De schadevergoeding wordt zoo spoedig mogelijk betaald en uiterlijk binnen een jaar, te rekenen van den dag volgende op dien, waarop de navraag is gedaan.

2. De Postadministratie van het land van oorsprong is bevoegd met den afzender af te rekenen voor rekening van de andere Administratie, als de laatste, na behoorlijk met de aanvraag in kennis te zijn gesteld, zes maanden heeft laten voorbijgaan zonder een beslissing te hebben genomen.

3. De Administratie van het land van oorsprong kan de regeling van de schadevergoeding bij uitzondering tot na den termijn van een jaar uitstellen, als de vraag der verantwoordelijkheid door omstandigheden vreemd aan den postdienst niet kan worden opgelost.

Artikel 33.

VERDEELING VAN DE KOSTEN DER SCHADEVERGOEDING.

1. Tot het bewijs van het tegendeel is geleverd, rust de verantwoordelijkheid op de Postadministratie, die het pakket zonder voorbehoud te maken van de andere Administratie in ontvangst heeft genomen en na in kennis te zijn gesteld met alle bijzonderheden voor het onderzoek door de desbetreffende bepalingen voorgeschreven, noch de aflevering aan den geadresseerde of zijn gemachtigde, noch, waar dit te pas komt, de regelmatige overdracht aan de volgende Postadministratie kan bewijzen.

2. Indien het verlies, de berooving of de beschadiging van een pakket, hetwelk uit een van de twee landen is verzonden ter uitreiking in het andere land, heeft plaats gehad gedurende het vervoer zonder dat kan worden uitgemaakt in den dienst van welk land de onregelmatigheid plaats vond, dragen de beide Administratiën de schade in gelijke deelen.

3. Hetzelfde beginsel wordt, voor zooveel mogelijk toegepast, als andere Administratiën bij het vervoer van een pakket betrokken zijn. Niettemin zijn, in het geval dat pakketten in transit van een van de twee landen over het andere land gezonden worden, geen van beide Administratiën aansprakelijk, als het verlies, de berooving of de beschadiging heeft plaats gehad in een dienst, waarin geen aansprakelijkheid wordt aanvaard.

4. Customs and other charges which it has not been possible to cancel shall be borne by the Administration responsible for the loss, damage or abstraction.

5. By paying compensation the Administration concerned takes over, to the extent of the amount paid, the rights of the person who has received compensation in any action which may be taken against the addressee, the sender, or a third party.

6. If a parcel which has been regarded as lost is subsequently found, in whole or in part, the person to whom compensation has been paid shall be informed that he is at liberty to take possession of the parcel against repayment of the amount paid as compensation.

Article 34.

REPAYMENT OF THE COMPENSATION TO THE POSTAL ADMINISTRATION OF THE COUNTRY OF ORIGIN.

The Administration responsible or on whose account the payment is made in accordance with Article 32 is bound to repay the amount of the compensation within a period of three months after notification of payment. The amount shall be recovered from the Administration responsible in such manner as may be arranged by mutual consent of the two Administrations.

The Administration of which the responsibility is duly proved and which has originally declined to pay compensation is bound to bear all the additional charges resulting from the unwarranted delay in payment.

Article 35.

CREDITS FOR CONVEYANCE.

For each parcel despatched from one of the two countries for delivery in the other the despatching office shall allow to the office of destination the rates which accrue to it by virtue of the provisions of Articles 4 and 5.

For each parcel despatched from one of the two countries in transit through the other the despatching office shall allow to the other office the rates due for the conveyance and insurance of the parcel.

Article 36.

CLAIMS IN CASE OF REDIRECTION OR RETURN.

In case of the redirection or of the return of a parcel from one country to the other, the retransmitting Administration shall claim from the other Administration the charges due to it and to any other Administration taking part in the redirection or return.

The claim shall be made on the Parcel Bill relating to the Mail in which the parcel is forwarded.

Article 37.

EXPRESS DELIVERY FEES, SPECIAL AND ADDITIONAL.

I. The special charge for express delivery prescribed by Article 10, section I, shall be included in the sums credited to the Administration of the country of destination.

4. Douane- en andere rechten, waarvan geen ontheffing is kunnen worden verkregen, komen ten laste van de Administratie, die verantwoordelijk is voor het verlies, de beschadiging of de berooving.

5. Door de betaling van schadevergoeding treedt de betrokken Administratie tot het bedrag daarvan in de rechten van dengene, die de schadevergoeding heeft ontvangen, voor zooveel betreft elk mogelijk verhaal, hetzij op den geadresseerde, hetzij op den afzender, hetzij op derden.

6. Als een pakket, dat als verloren was beschouwd, nadien geheel of gedeeltelijk wordt teruggevonden, moet degene, aan wien de schadevergoeding is uitbetaald, worden ingelicht, dat het hem vrijstaat het pakket in ontvangst te nemen tegen terugbetaling van het bedrag der uitbetaalde schadevergoeding.

Artikel 34.

TERUGBETALING VAN DE SCHADEVERGOEDING AAN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET LAND VAN OORSPRONG.

De verantwoordelijke Administratie of die, voor welker rekening de betaling overeenkomstig artikel 32 heeft plaats gehad, is gehouden het bedrag van de schadevergoeding terug te betalen binnen drie maanden na de kennisgeving van de betaling. Het bedrag wordt van de verantwoordelijke Administratie ingevorderd op de wijze als door de beide Administratiën te zamen is overeengekomen.

De Administratie, welke verantwoordelijkheid behoorlijk is vastgesteld en welke oorspronkelijk de betaling der schadevergoeding heeft geweigerd, is gehouden alle bijkomende kosten te dragen, voortspruitende uit de niet gerechtvaardigde vertraging van de betaling.

Artikel 35.

VERGOEDINGEN WEGENS VERVOER.

Voor elk pakket, verzonden uit een van de beide landen en bestemd voor het andere land, vergoedt de Administratie van afzending aan de Administratie van bestemming de tarieven, welke haar krachtens de bepalingen van de artikelen 4 en 5 toekomen.

Voor elk pakket verzonden uit een van de beiden landen ter doorvoer door het andere vergoedt de Administratie van afzending aan de andere Administratie het aandeel in de porten en rechten verschuldigd wegens het vervoer en de aangegeven waarde van het pakket.

Artikel 36.

AANREKENING VAN KOSTEN IN GEVAL VAN NA- OF TERUGZENDING.

Ingeval van na- of terugzending van een pakket uit het eene land naar het andere verhaalt de Administratie, die opnieuw verzendt, op de andere Administratie de aandeelen welke haar en elke andere Administratie, die aan de na- of terugzending heeft deelgenomen, toekomen.

De aanrekening geschiedt, op het advies, dat betrekking heeft op de zending, waarin het pakket wordt opgenomen.

Artikel 37.

BIJZONDERE EN AANVULLENDE RECHTEN WEGENS EXPRESSE-BESTELLING.

1. Het bijzondere recht wegens expresse-bestelling, vastgesteld in artikel 10, lid 1, wordt opgenomen in de bedragen, welke worden te goed gedaan aan de Administratie van het land van bestemming.

When an express parcel is redirected to another country before an attempt has been made to deliver it, this charge shall be credited to the Postal Administration of the new country of destination. If the latter does not undertake express delivery the credit is retained by the Administration of the country to which the parcel was first addressed : the same applies when an express parcel cannot be delivered.

2. In case of the redirection or of the return to the country of origin of an express parcel the additional charge prescribed by Article 10, section 2, shall be claimed from the Administration of the country of origin by the Administration which has attempted delivery in the manner indicated in Article 36, unless this charge was paid when the parcel was presented at the addressee's residence.

Article 38.

CHARGE FOR REDIRECTION IN THE COUNTRY OF DESTINATION.

In case of further redirection or of return to the country of origin, the redirection charge prescribed by Article 13, section 2, shall accrue to the country which redirected the parcel within its own territory.

Article 39.

MISCELLANEOUS FEES.

1. The following fees shall be retained in full by the Postal Administration which has collected them :

- (a) The special fee referred to in Article 8, fourth paragraph ;
- (b) The fee for Advice of Delivery referred to in Article 12 ;
- (c) The enquiry fee referred to in Article 19, section 1 ;
- (d) The supplementary fee for a Trade Charge parcel referred to in Article 20, section 4 ;
- (e) The despatch fee for an insured parcel referred to in Article 26, section 3.

2. The fee for Customs clearance referred to in Article 6 shall be retained by the Administration of the country of destination. The commission referred to in Article 8, third paragraph, may be claimed by the same Administration.

Article 40.

TRADE CHARGE FEE.

The fee mentioned in Article 20, section 2, shall be shared between the Postal Administration of the country of origin and that of the country of destination, as provided for in Article 36, section 2, of the Detailed Regulations.

Article 41.

INSURANCE FEE.

In respect of insured parcels the Postal Administration of the country of origin shall allow to the Postal Administration of the country of destination for territorial service a rate of 5 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

If the Administration of the country of destination provides the sea service, the Administration of the country of origin shall allow an additional rate of 10 centimes for each 300 francs of insured value or fraction thereof.

Indien een expresse-pakket naar een ander land wordt nagezonden voordat de bestelling ervan werd beproefd, wordt dit recht aan de Postadministratie van het nieuwe land van bestemming te te goed gedaan. Indien deze laatste zich niet met expresse-bestelling belast, wordt het recht behouden door de Administratie van het land, waarvoor het pakket aanvankelijk was bestemd; hetzelfde geldt als een expresse-pakket niet kan worden uitgereikt.

2. In geval van na-of terugzending van een expresse-pakket naar het land van oorsprong, wordt het aanvullingsrecht bedoeld in artikel 10, lid 2, aan de Administratie van het land van oorsprong in rekening gebracht door de Administratie, die de bestelling heeft beproefd, op de wijze voorgeschreven in artikel 36, tenzij dit recht bij de aanbieding van het pakket ten huize van den geadresseerde was voldaan.

Artikel 38.

RECHT WEGENS NAZENDING IN HET LAND VAN BESTEMMING.

In geval van latere nazending of van terugzending naar het land van oorsprong komt het recht van nazending, bedoeld in artikel 13, lid 2, toe aan het land, dat het pakket binnen haar eigen gebied heeft nagezonden.

Artikel 39.

RECHTEN VAN VERSCHILLENDE AARD.

1. De volgende rechten worden ten volle behouden door de Postadministratie, die ze heeft ingevorderd :

- (a) Het bijzondere recht bedoeld in artikel 8, vierde alinea ;
- (b) Het recht voor bericht van ontvangst bedoeld in artikel 12 ;
- (c) Het recht voor navragen bedoeld in artikel 19, lid 1 ;
- (d) Het aanvullingsrecht voor een verrekenpakket bedoeld in artikel 20, lid 4 ;

(e) Het verzendingsrecht voor een pakket met aangegeven waarde bedoeld in artikel 26, lid. 3.

2. Het recht voor inkleding en vrijmaking bedoeld in artikel 6 wordt behouden door de Administratie van het land van bestemming. Het commissieloon bedoeld in artikel 8, derde alinea kan mede door deze Administratie in rekening worden gebracht.

Artikel 40.

RECHT WEGENS VERREKENING.

Het recht, bedoeld in artikel 20, lid 2, wordt tusschen de Postadministratie van het land van oorsprong en die van het land van bestemming verdeeld op de wijze als is voorgeschreven in artikel 36 lid 2, van het Reglement van Uitvoering.

Artikel 41.

RECHTEN WEGENS AANGEGEVEN WAARDE.

Met betrekking tot pakketten met aangegeven waarde vergoedt de Postadministratie van het land van oorsprong aan de Postadministratie van het land van bestemming als aandeel voor landvervoer een bedrag van 5 centimes voor elke 300 francs aangegeven waarde of gedeelte daarvan. Indien de Administratie van het land van bestemming voorziet in het zeevervoer, vergoedt de Administratie van het land van oorsprong daarenboven een bedrag van 10 centimes voor elke 300 francs of gedeelte daarvan.

Article 42.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

1. The francs and centimes mentioned in this Agreement are gold francs and centimes as defined in the Postal Union Convention.
2. Parcels shall not be subjected to any postal charge other than those contemplated in this Agreement except by mutual consent of the two Postal Administrations.
3. In extraordinary circumstances either Administration may temporarily suspend the Parcel Post, either entirely or partially, on condition of giving immediate notice, if necessary by telegraph, to the other Administration.
4. The two Administrations have drawn up the following Detailed Regulations for ensuring the execution of the present Agreement. Further matters of detail, not inconsistent with the general provisions of this Agreement and not provided for in the Detailed Regulations, may be arranged from time to time by mutual consent.
5. The internal legislation of the United Kingdom and the Netherlands shall remain applicable as regards everything not provided for by the stipulations contained in the present Agreement and in the Detailed Regulations for its execution.

Article 43.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE AGREEMENT.

This Agreement shall supersede the Parcel Post Agreement¹ signed at The Hague on the 16th of March, 1903, and at London on the 17th of February, 1903. It shall come into force on a date to be fixed by mutual agreement between the two Postal Administrations and shall remain in force until the expiration of one year from the date on which it may be denounced by either of the two Administrations.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Agreement, and have affixed their seals thereto.

Done in duplicate at The Hague, the 23rd day of June, 1932, and at London, the 13th day of August: 1932.

DAMME.

Kingsley WOOD.

DETAILED REGULATIONS

FOR CARRYING OUT THE PARCEL POST AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE POST OFFICE OF THE NETHERLANDS DATED 23 JUNE / 13 AUGUST, 1932.

Article 1.

CIRCULATION.

1. Each Postal Administration shall forward by the routes and means which it uses for its own parcels, parcels delivered to it by the other Administration for conveyance in transit through its territory.

¹ *British and Foreign State Papers*, Vol. 96, page 40.

Artikel 42.

BEPALINGEN VAN VERSCHILLENDE AARD.

1. De francs en centimes genoemd in deze Overeenkomst zijn gouden francs en centimes zooals omschreven in het Algemeen Postverdrag.

2. De pakketten worden niet onderworpen aan andere postale porten en rechten dan die welke in deze Overeenkomst zijn voorzien, behalve in het geval dat beide Postadministratiën hare goedkeuring daaraan hebben gehecht.

3. In buitengewone omstandigheden kan elke Administratie tijdelijk den Pakketpostdienst staken, hetzij geheel of gedeeltelijk, op voorwaarde, dat daarvan onmiddellijk, zoo noodig per telegraaf, kennis wordt gegeven aan de andere Administratie.

4. Teneinde de uitvoering van deze Overeenkomst te verzekeren hebben de beide Administratiën het volgend Reglement van Uitvoering opgesteld. Verdere bijzonderheden, welke niet in strijd zijn met de algemeene bepalingen van deze Overeenkomst en welke niet in het Reglement van Uitvoering zijn voorzien, zullen zoo noodig van tijd tot tijd in onderling overleg worden geregeld.

5. De binnenlandsche wetgevingen van het Vereenigde Koninkrijk en van Nederland blijven van toepassing ten aanzien van al hetgeen, waarin niet is voorzien door de bepalingen van deze Overeenkomst, en van het Reglement ter uitvoering daarvan.

Artikel 43.

INWERKINGTREDING EN DUUR VAN DE OVEREENKOMST.

Deze overeenkomst treedt in de plaats van de Pakketpost Overeenkomst geteekend te 's-Gravenhage den 16den Maart 1903 en te Londen den 17den Februari 1903. Ze treedt in werking op een datum in gemeen overleg tusschen de beide Postadministratiën vast te stellen en blijft van kracht tot een jaar na den datum, waarop zij door een van beide Administratiën is opgezegd.

In oorkonde hiervan hebben de ondergeteekenden, behoorlijk voor dat doel gemachtigd, deze overeenkomst onderteekend en van hunne zegels voorzien.

In dubbel opgemaakt te 's-Gravenhage den 23 Juni 1932 en te Londen den 13 Augustus 1932.

DAMME.
Kingsley Wood.

REGLEMENT TER UITVOERING

VAN DE PAKKETPOST-OVEREENKOMST TUSSEN DE POSTADMINISTRATIE VAN NEDERLAND EN DE POSTADMINISTRATIE VAN HET VEREENIGD KONINKRIJK GROOT-BRITANNIË EN NOORD-IERLAND GEDATEERD 23 JUNI / 13 AUGUSTUS, 1932.

Artikel 1.

DOORVOER.

1. Elke Postadministratie moet langs dezelfde verzendingswegen en met dezelfde gelegenheden, waarvan zij voor haar eigen pakketten gebruik maakt, de pakketten vervoeren welke haar door de andere Administratie ter doorvoer over haar grondgebied worden uitgeleverd.

2. Missent parcels shall be retransmitted to their proper destination by the most direct route at the disposal of the Office retransmitting them.

Article 2.

METHOD OF TRANSMISSION. PROVISION OF BAYS.

1. The exchange of parcels between the two countries shall be effected by the Offices appointed by Agreement between the two Postal Administrations.

2. Parcels shall be exchanged between the two countries in bags duly fastened and sealed.

In the absence of any arrangement to the contrary, the transmission of parcels despatched by one of the two contracting countries in transit through the other shall be effected "à découvert".

3. A label showing the Office of Exchange of origin and the Office of Exchange of destination shall be attached to the neck of each bag, the number of parcels contained in the bag being indicated on the back of the label.

4. The bag containing the Parcel Bill and other documents shall be distinctively labelled.

5. The Express and Trade Charge parcels forwarded in a Mail shall be placed together, and, as far as possible, in the bag which contains the Parcel Bill and other documents. When they cannot all be placed in the bag which contains the Parcel Bill, the bag or bags in which they are forwarded shall be indicated by a distinctive label.

6. Similarly, Insured parcels shall be forwarded in separate bags; and the labels of these bags shall be marked with any distinctive symbol that may from time to time be agreed upon by the two Administrations.

7. The weight of any bag of parcels shall not exceed 36 kilogrammes (80 pounds avoirdupois).

8. The bags shall be supplied by the Post Office of Great Britain, and their cost shall be borne in equal shares by the two Administrations.

Each bag shall be stencilled on all four sides "Great Britain and Holland".

The bags shall be used exclusively for the exchange of parcels between Great Britain and the Netherlands and not for any other service, and the Post Office of the Netherlands shall be required to make good the value of any bags which it fails to return.

9. The bags not required by the Post Office of the Netherlands for the despatch of parcels to Great Britain shall be returned empty, made up in bundles of ten (nine bags enclosed in one) and despatched as a separate Mail addressed to such Office of Exchange as the Postal Administration of Great Britain shall appoint. The number of bags so forwarded shall be advised on a Parcel Bill, which shall be separate from that used for advising the parcels themselves and shall be numbered in a separate annual series.

Article 3.

INFORMATION TO BE FURNISHED.

1. Each Postal Administration shall communicate to the other by means of a Table:

(a) The names of the countries to which it can forward parcels handed over to it;

(b) The routes available for the transmission of the said parcels from the point of entry into its territory or into its service;

2. Verkeerd gezonden pakketten moeten worden doorgezonden naar hun juiste bestemming langs den kortsten verzendingsweg welke ter beschikking staat van de transit-Administratie.

Artikel 2.

WIJZE VAN VERZENDING. VOORZIENING IN DE BEHOEFTE AAN ZAKKEN.

1. De uitwisseling van pakketten tuschen beide landen geschiedt door de kantoren, daartoe in onderling overleg tusschen de beide Postadministratiën aangewezen.

2. De pakketten worden uitgewisseld tusschen de beide landen in behoorlijk gesloten en verzegelde zakken.

Tenzij daaromtrent anders is overeengekomen, geschiedt de overbrenging van pakketten welke door een van de beide contracteerende landen ter doorvoer over het andere worden verzonden « à découvert ».

3. Een masker, waarop het uitwisselingskantoor van oorsprong en het uitwisselingskantoor van bestemming zijn aangegeven, wordt aan den hals van iederen zak bevestigd, terwijl het aantal pakketten, dat de zak bevat, op de achterzijde van het masker wordt vermeld.

4. Het masker van den zak, welke het advies en andere documenten bevat, wordt van een bijzonder kenteeken voorzien.

5. De expresse- en verrekenpakketten, die in een zending zijn opgenomen worden bij elkaar verpakt, zooveel mogelijk, in den zak, welke het advies en andere documenten bevat. Indien deze pakketten niet alle kunnen worden gesloten in den zak, welke het advies bevat, wordt de zak of worden de zakken, waarin ze zijn verpakt van een masker voorzien, waarop een bijzonder kenteeken is vermeld waardoor de inhoud van den zak wordt aangeduid.

6. Eveneens worden pakketten met aangegeven waarde in afzonderlijke zakken verzonden ; de maskers van deze zakken worden voorzien van een bijzonder kenteeken, dat zoo noodig van tijd tot tijd door de beide Administratiën in onderling overleg wordt vastgesteld.

7. Het gewicht van een zak pakketten mag 36 kilogram (80 pounds avoirdupois) niet te boven gaan.

8. De zakken worden verstrekt door de Postadministratie van Groot-Britannië en de kosten ervan worden door de beide Administratiën voor gelijke deelen gedragen.

Elke zak wordt aan alle vier zijden gemerkt : « Great Britain and Holland ».

De zakken worden uitsluitend gebruikt voor de uitwisseling van pakketten tusschen Groot-Britannië en Nederland en voor geen enkelen anderen dienst en de Nederlandsche Postadministratie is gehouden de waarde te vergoeden van elken zak, welchen zij verzuimt terug te zenden.

9. De zakken, welke de Nederlandsche Postadministratie niet noodig heeft voor de verzending van pakketten naar Groot-Britannië worden ledig teruggezonden in bundels van 10 stuks (negen zakken in een zak verpakt) en als afzonderlijke zending geadresseerd aan het daartoe door de Postadministratie van Groot-Britannië aangewezen uitwisselingskantoor. Het aantal op deze wijze verzonden zakken wordt ingeschreven op een advies, dat afzonderlijk wordt gehouden van dat, gebruikt voor de inschrijving van pakketten en dat in een afzonderlijke jaarlijksche reeks wordt genummerd.

Artikel 3.

VERSTREKKEN VAN INLICHTINGEN.

I. Iedere Postadministratie geeft aan de andere in tabelvorm op :

(a) De namen van de landen, waarheen zij pakketten, welke aan haar worden toegezonden, kan doorzenden ;

(b) De verzendingswegen, welke openstaan voor de overbrenging van bedoelde pakketten op het punt, waar deze op haar gebied of in haar dienst overgaan ;

(c) The total amount to be credited to it by the other Administration for each destination ;

(d) The number of Customs Delarations which must accompany each parcel ;

(e) Any other necessary information.

2. Each Administration shall make known to the other the names of the countries to which it intends to send parcels in transit through the other, unless in any particular case the number of parcels concerned is insignificant.

Article 4.

FIXING OF EQUIVALENTS.

In fixing the charges for parcels, either Postal Administration shall be at liberty to adopt such approximate equivalents as may be convenient in its own currency.

Article 5.

MAKE-UP OF PARCELS.

Every parcel shall :

(a) Bear the exact address of the addressee in Roman characters. Addresses in pencil shall not be allowed, provided that parcels bearing addresses written with copying-ink pencil on a surface previously damped shall be accepted. The address shall be written on the parcel itself or on a label so firmly attached to it that it cannot become detached. The sender of a parcel shall be advised to enclose in the parcel a copy of the address together with a note of his own address ;

(b) Be packed in a manner adequate for the length of the journey and for the protection of the contents.

Articles liable to injure officers of the Post Office or to damage other parcels shall be so packed as to prevent any risk.

Article 6.

SPECIAL PACKING.

1. Liquids and substances which easily liquefy shall be packed in two receptacles. Between the first receptacle (bottle, flask, pot, box, etc.) and the second (box of metal or of stout wood) shall be left a space which shall be filled with sawdust, bran or some other absorbent material in sufficient quantity to absorb all the liquid contents in the case of breakage.

2. Dry colouring powders such as aniline, etc., shall be admitted only if enclosed in stout metal boxes placed inside wooden boxes with sawdust between the two receptacles.

3. Every parcel containing precious stones, jewellery or any article of gold, silver or platinum exceeding 2,500 francs in value shall be packed in a box measuring not less than 3 feet 6 inches (1.05 metres) in length and girth combined.

(c) Het totaal bedrag, dat haar voor elke bestemming door de andere Administratie moet worden tegoeed gedaan ;

(d) Het aantal douane-verklaringen, waarvan elk pakket vergezeld moet gaan ;

(e) Alle andere noodzakelijke inlichtingen.

2. Elke Administratie deelt aan de andere de namen der landen mede, voor welke zij voornemens is pakketten ter doorvoer aan de andere Administratie toe te zenden, tenzij in bijzondere gevallen het aantal der bedoelde pakketten zeer gering is.

Artikel 4.

VASTSTELLING VAN AEQUIVALENTEN.

Bij het vaststellen van de porten voor pakketten heeft iedere Postadministratie de vrijheid zoodanige nabijkomende equivalenten aan te nemen als met de eischen van haar muntstelsel overeenkomen.

Artikel 5.

ADRESSEERING EN VERPAKKING VAN DE PAKKETTEN.

Ieder pakket moet :

(a) Voorzien zijn van het nauwkeurig adres van den geadresseerde in Latijnsche letters.

Met potlood geschreven adressen zijn niet toegelaten, behoudens dat zijn toegelaten pakketten, waarvan het adres met inktpotlood op een vooraf bevochtigde plaats is geschreven. Het adres moet geschreven worden op het pakket zelf of op een etiket, dat zoo stevig aan het pakket moet zijn bevestigd, dat het niet kan losraken. Het verdient aanbeveling dat de afzender van een pakket daarin een afschrift van het adres alsmede een opgave van zijn eigen adres insluit ;

(b) Verpakt zijn op een wijze, waarbij rekening gehouden is met den duur van het vervoer en met de beveiliging van den inhoud.

Voorwerpen, welke verwondingen van postambtenaren of schade aan andere pakketten kunnen veroorzaken, moeten zoodanig zijn verpakt dat elk gevaar wordt voorkomen.

Artikel 6.

BIJZONDERE VERPAKKING.

1. Vloeistoffen en zelfstandigheden, welke gemakkelijk vloeibaar worden, moeten in een dubbele omhulsel worden verpakt. Tusschen het eerste omhulsel (flesch, flacon, pot, doos, enz.) en het tweede (doos van metaal of dik hout) moet eenige ruimte worden gelaten, welke moet worden opgevuld met zaagsel, zemelen, of eenige andere stof met absorbeërend vermogen in voldoende hoeveelheid om den vloeibaren inhoud te kunnen opnemen ingeval het eerste omhulsel mocht breken.

2. Droge kleurstoffen in poedervorm, zooals aniline, enz., worden slechts toegelaten, indien ze zijn verpakt in doozen van stevig metaal, welke gesloten zijn in houten doozen en de ruimte tusschen de beide omhulsels met zaagsel is opgevuld.

3. Elk pakket, dat edelgesteenten, juweelen of eenig voorwerp van goud, zilver of platina bevat, van een hoogere waarde dan 2,500 francs, moet verpakt zijn in een doos, waarvan de lengte en omtrek tezamen niet minder mogen bedragen dan 3 feet 6 inches (1.05 meter).

Article 7.

DESPATCH NOTES AND CUSTOMS DECLARATIONS.

1. Each parcel shall be accompanied by a Despatch Note and by a set of Customs Declarations according to the regulations of the country of destination and the Customs Declarations shall be firmly attached to the Despatch Note.

2. The two Postal Administrations accept no responsibility in respect of the accuracy of Customs Declarations.

Article 8.

PARCELS FOR DELIVERY FREE OF CHARGE.

1. A parcel to be delivered to the addressee free of charge shall bear on the address side and on the Despatch Note a yellow label bearing in bold type the words " Franc de droits ".

2. Every parcel forwarded " free of charge " shall be accompanied by a separate Franking Note, which shall be firmly attached to the Despatch Note.

Article 9.

ADVICE OF DELIVERY.

1. Insured parcels of which the senders ask for an Advice of Delivery shall be very prominently marked " Advice of Delivery " or " A.R. ". The Despatch Notes shall be marked in the same way.

2. Such parcels shall be accompanied by a form similar to that annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Universal Postal Union. This Advice of Delivery form shall be prepared by the office of origin or by any other office appointed by the Administration of the country of origin and shall be attached to the Despatch Note of the parcel to which it relates. If it does not reach the office of destination that office shall make out officially a new Advice of Delivery form.

3. The office of destination, after having duly filled up the form shall return it unenclosed and free of postage to the address of the sender of the parcel.

4. When the sender makes enquiry concerning an Advice of Delivery which has not been returned to him after a reasonable interval, action shall be taken in accordance with the rules laid down in Article 10 following. In that case a second fee shall not be charged, and the office of origin shall enter at the top of the form the words " Duplicata de l'avis de réception ".

Article 10.

ADVICE OF DELIVERY APPLIED FOR AFTER POSTING.

When the sender applies for an Advice of Delivery after a parcel has been posted, the office of origin or any other office appointed by the Administration of the country of origin shall fill up an Advice of Delivery form and shall attach it to a form of enquiry to which postage stamps representing the fee prescribed by the Convention of the Postal Union have been affixed.

Artikel 7.

ADRESKAARTEN EN DOUANEVERKLARINGEN.

1. Elk pakket moet vergezeld zijn van een adreskaart en een stel douaneverklaringen overeenkomstig de bepalingen van het land van bestemming ; de douaneverklaringen moeten stevig aan de adreskaart zijn gehecht.

2. De beide Postadministratiën nemen ten aanzien van de juistheid der douaneverklaringen geenerlei verantwoordelijkheid op zich.

Artikel 8.

VRIJ UIT TE REIKEN PAKKETTEN.

1. De adreszijde van een pakket, dat vrij van rechten aan den geadresseerde moet worden uitgereikt alsmede de bijbehorende adreskaart moeten zijn voorzien van een geel etiket, met de woorden « Franc de droits » in vette letters.

2. Elk pakket, dat « vrij van rechten » wordt verzonden gaat vergezeld van een afzonderlijk franco-advies, dat stevig aan de adreskaart wordt gehecht.

Artikel 9.

BERICHT VAN ONTVANGST.

1. Pakketten met aangegeven waarde, waarvan de afzenders een bericht van ontvangst verzoeken worden op zeer opvallende wijze voorzien van de aanwijzing « Bericht van ontvangst » of « A.R. ». De adreskaart wordt van dezelfde aanwijzing voorzien.

2. Deze pakketten gaan vergezeld van een formulier overeenkomende met het model gevoegd bij het Reglement van Uitvoering van het Verdrag van de Wereldpostvereniging. Het formulier van het bericht van ontvangst wordt voor zoover mogelijk ingevuld door het kantoor van oorsprong of door eenig ander kantoor, daartoe aangewezen door de Administratie van het land van oorsprong en gehecht aan de adreskaart van het pakket, waarop het betrekking heeft. Indien het formulier het kantoor van bestemming niet bereikt, maakt dat kantoor ambtshalve een nieuw formulier voor een bericht van ontvangst op.

3. Het kantoor van bestemming zendt het formulier, na het behoorlijk te hebben ingevuld, zonder omslag en portvrij terug aan het adres van den afzender van het pakket.

4. Indien de afzender navraag doet naar een bericht van ontvangst, dat binnen een redelijken termijn niet is teruggezonden, wordt gehandeld overeenkomstig de regelen hierna vastgesteld in artikel 10. In dat geval wordt het recht niet voor de tweede maal geheven en stelt het kantoor van oorsprong boven aan het formulier de woorden « Duplicata de l'avis de réception ».

Artikel 10.

BERICHT VAN ONTVANGST GEVRAAGD NA DE TERPOSTBEZORGING.

Indien de afzender een bericht van ontvangst verzoekt na de terpostbezorging van een pakket, vult het kantoor van oorsprong of eenig ander kantoor, door de Administratie van het land van oorsprong daartoe aangewezen, een formulier voor een bericht van ontvangst in en hecht dit aan een navraagformulier, waarop door middel van frankeerzegels het recht is verantwoord, dat in het Verdrag van de Wereldpostvereniging is voorgeschreven.

The form of enquiry accompanied by the Advice of Delivery form shall be treated according to the provisions of Article 31 below, with the single exception that, in case of the due delivery of the parcel, the office of destination shall withdraw the form of enquiry and shall return the Advice of Delivery form in the manner prescribed in paragraph 3 of the preceding Article.

Article 11.

INDICATION OF TRADE CHARGE.

1. Trade Charge parcels and the relative Despatch Notes shall bear on the address side the word " Remboursement " written or printed boldly and, after it, the amount of the Trade Charge without erasure or correction, even if certified.
2. The sender shall in addition enter on the parcel and on the front of the Despatch Note his name and address in Roman letters.

Article 12.

TRADE CHARGE LABEL.

Trade Charge parcels and the Despatch Notes also shall be furnished on the address side with an orange-coloured label in the form of the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Convention of the Postal Union.

Article 13.

TRADE CHARGE MONEY ORDER.

1. Every Trade Charge parcel shall be accompanied by a Trade Charge Money Order form. This form shall be attached to the Despatch Note and shall bear a statement of the amount of the Trade Charge in the currency of the country of origin and should show, as a general rule, the sender of the parcel as the payee of the Money Order. Each Postal Administration is free to have the Money Orders relating to parcels originating in its service addressed to the offices of origin of the parcels or to other offices. The counterfoil of the Order shall show the name and address of the addressee of the parcel as well as the place and date of posting.
2. Entries in pencil shall not be allowed on Trade Charge Money Order forms.

Article 14.

CONVERSION OF THE AMOUNT OF THE TRADE CHARGE.

The amounts of the Trade Charges shall be converted into the currency of the country of destination by the Postal Administration of that country, which shall use for this purpose the rate of conversion which it uses for the conversion of Money Orders drawn on the country of origin of the parcels.

Article 15.

PERIOD FOR PAYMENT OF TRADE CHARGE.

The amount of the Trade Charge shall be paid by the addressee within the period prescribed by the regulations of the country of destination.

Het navraagformulier vergezeld van het bericht van ontvangst wordt behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 31 hierna, alleen met deze uitzondering, dat ingeval van regelmatige uitreiking van het pakket het kantoor van bestemming het navraagformulier inhoudt en het bericht van ontvangst terugzendt op de wijze voorgeschreven in lid 3 van het vorige artikel.

Artikel 11.

AANDUIDING VAN HET VERREKENBEDRAG.

1. De verrekenpakketten en de daarbij behorende adreskaarten moeten op de adreszijde, zeer duidelijk geschreven of gedrukt, het woord « Remboursement » dragen, gevolgd door het verrekenbedrag zonder doorhaling of overschrijving, ook al zijn die goedgekeurd.

2. De afzender moet bovendien op het pakket en op de voorzijde van de adreskaart zijn naam en adres in Latijnsche letters vermelden.

Artikel 12.

ETIKET.

De verrekenpakketten, evenals de bijbehorende adreskaarten, moeten op de adreszijde van een oranjekleurig etiket worden voorzien, gelijk aan het model gevoegd bij het Reglement van Uitvoering van het Verdrag der Wereldpostvereniging.

Artikel 13.

VERREKENINGSPOSTWISSEL.

1. Elk verrekenpakket gaat vergezeld van een formulier voor een verrekeningspostwissel. Dit formulier wordt aan de adreskaart vastgehecht, moet de aanwijzing dragen van het verrekenbedrag in de munt van het land van oorsprong en als algemeene regel, den afzender van het pakket als den geadresseerde van den postwissel aangeven. Elke Postadministratie is vrij de postwissels betreffende uit haren dienst afkomstige pakketten te doen adresseeren aan de kantoren van oorsprong der pakketten of aan andere van haar kantoren. De strook van den postwissel moet den naam en het adres van den geadresseerde van het pakket, alsmede de plaats en den datum van terpost bezorging daarvan vermelden.

2. Invulling met potlood van de formulieren der verrekeningspostwissels is niet toegelaten.

Artikel 14.

HERLEIDING VAN HET VERREKENBEDRAG.

De verrekenbedragen worden herleid in de munt van het land van bestemming door de Postadministratie van dat land, volgens den koers van herleiding gebezigd voor de herleiding van postwissels bestemd voor het land van oorsprong der pakketten.

Artikel 15.

BETALINGSTERMIJN VAN HET VERREKENBEDRAG.

Het verrekenbedrag moet door den geadresseerde worden betaald binnen den door de regelen van het land van bestemming vastgestelden termijn.

After the expiration of this period the parcel shall be treated as undeliverable in accordance with the provisions of Article 15 of the Agreement.

Article 16.

REDIRECTION OF TRADE CHARGE PARCELS.

1. Trade Charge parcels may be redirected if the new country of destination maintains with the country of origin an exchange of Trade Charge parcels. In this case, the parcels shall be accompanied by the Trade Charge Money Order forms prepared by the Administration of the country of origin. The new office of destination shall act in the settlement of the Trade Charge as if the parcel had been directly consigned to it in the first instance.

2. In the case of an application for redirection to a country which does not maintain an exchange of Trade Charge parcels with the country of origin, the parcels shall be treated as undeliverable.

Article 17.

ISSUE OF TRADE CHARGE MONEY ORDER.

Immediately after collecting the amount of the Trade Charge, the office of destination, or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination, shall fill in the portion of the Trade Charge Money Order form headed "Indications de service" and, after date-stamping it, shall return it without charge to the office at which the parcel was posted or to the office specially named by the Administration of the country of origin on the form itself.

Trade Charge Money Orders shall be paid to the senders under the conditions fixed by each Administration.

Article 18.

CANCELLATION OR REPLACEMENT OF TRADE CHARGE MONEY ORDER FORMS.

1. A Trade Charge Money Order form relating to a parcel which, for any reason whatsoever, is returned to the sender shall be cancelled by the office which returns the parcel and shall be returned annexed to the Despatch Note.

2. When a Trade Charge Money Order form is mislaid, lost or destroyed before the collection of the Trade Charge, the office of destination or any other office appointed by the Postal Administration of the country of destination shall prepare a duplicate.

Article 19.

TRADE CHARGE MONEY ORDERS LOST.

1. A Trade Charge Money Order mislaid, lost or destroyed after the collection of the Trade Charge shall be replaced by a duplicate, or by an authority to pay, after proof by the two Postal Administrations that the Order has not been paid.

2. Trade Charge Money Orders which it has not been possible to deliver to the payees within the period of validity fixed by the Money Order Convention between the two Administrations,

Na afloop van dezen termijn wordt het pakket als onbestelbaar behandeld overeenkomstig de bepalingen van artikel 15 van de Overeenkomst.

Artikel 16.

NAZENDING VAN VERREKENPAKKETTEN.

1. Verrekenpakketten kunnen worden nagezonden, indien het land van nieuwe bestemming met dat van oorsprong een dienst van verrekenpakketten onderhoudt. De pakketten gaan in dit geval vergezeld van de verrekeningspostwisselformulieren, gereed gemaakt door den dienst van oorsprong der pakketten. Het kantoor van nieuwe bestemming handelt ten opzichte van de afrekening van het verrekenbedrag alsof het pakket rechtstreeks was toegezonden.

2. In de gevallen, dat nazending wordt verzocht naar een land, dat geen verkeer van verrekenpakketten met het land van oorsprong onderhoudt, wordt het pakket als onbestelbaar behandeld.

Artikel 17.

AFGIFTE VAN VERREKENINGSPOSTWISSELS.

Onmiddellijk na invordering van het verrekenbedrag vult het kantoor van bestemming, of eenig ander daartoe door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen kantoor, het gedeelte « Dienstaanwijzingen » van het verrekeningspostwisselformulier in en zendt den wissel, na daarop den dagtekeningstempel te hebben afgedrukt, zonder heffing van recht naar het kantoor van terpostbezorging van het pakket of naar het kantoor, dat door de Administratie van het land van oorsprong uitdrukkelijk op den wissel zelf is aangegeven.

De verrekeningspostwissels worden aan de afzenders van de pakketten uitbetaald overeenkomstig de door elke Administratie vastgestelde bepalingen.

Artikel 18.

ONBRUIKBAARMAKING OF VERVANGING VAN VERREKENINGSPOSTWISSELFOMULIEREN.

1. Een verrekeningspostwisselformulier behoorende bij een pakket, dat om de een of andere reden aan den afzender wordt teruggezonden, moet door het kantoor, dat het pakket terugzendt, worden onbruikbaar gemaakt en bij de terugzending aan de adreskaart worden gehecht.

2. Wanneer een verrekeningspostwisselformulier vóór de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren is geraakt of is vernietigd, maakt het kantoor van bestemming, of eenig ander door de Postadministratie van het land van bestemming aangewezen kantoor, een duplicaat op.

Artikel 19.

VERLOREN GERAACKE VERREKENINGSPOSTWISSELS.

1. De na de invordering van het verrekenbedrag in het ongereede of verloren geraakte of vernietigde verrekeningspostwissels worden vervangen door duplicaten of machtigingen tot uitbetaling, nadat door de beide postadministratiën is vastgesteld, dat de postwissels niet zijn uitbetaald.

2. De verrekeningspostwissels, welke niet aan de geadresseerden zijn kunnen worden uitgereikt binnen den verjaringstermijn, vastgesteld in de tusschen de beide Administratiën gesloten Post-

shall, at the expiration of the period of validity, be receipted by the Administration of the country of payment and claimed from the Administration which issued them.

3. Trade Charge Orders, which have been delivered to the payees, and of which the payees have not claimed payment within the period of validity fixed by the Money Order Convention between the two Administrations shall be replaced by authorities to pay. These authorities to pay shall be drawn up by the Administration which collected the Trade Charges as soon as it has been able to ascertain that the original Orders have not been paid within the period of validity and shall be receipted by the other Administration which shall claim the amounts due in the first account rendered after their receipt.

4. The Administration issuing a Trade Charge Money Order shall notify the other Administration if the Order is not claimed within the period of validity.

5. Trade Charge Money Orders of which payment cannot be effected for one of the following reasons :

- (i) Incorrect, insufficient, or doubtful description of the name or residence of the payees ;
- (ii) Difference or omissions of names or amounts ;
- (iii) Erasures of, or additions to, the entries ;
- (iv) Omission of stamps, signatures or other service indications ;
- (v) Use of irregular forms ;

shall be corrected by the Administration which has issued them.

For this purpose, the Orders shall be returned as soon as possible, officially registered, to the office of issue by the office of payment.

Article 20.

INDICATION OF INSURED VALUE.

Every insured parcel and the relative Despatch Note shall bear an indication of the insured value in the currency of the country of origin. This indication shall be made without erasure or correction even if certified. The amount of the insurance shall be converted into gold francs by the Postal Administration of the country of origin. The result of the conversion shall be indicated distinctly by new figures, placed beside or below those representing the amount of the insured value in the currency of the country of origin.

Article 21.

INSURANCE LABELS, ETC.

Every insured parcel and its Despatch Note as well shall bear a small red label with the indication " Insured " or " Valeur déclarée " in Roman characters.

When a parcel contains coin, bullion or other precious objects, the wax or other seals, the labels of whatever kind and any postage stamps affixed to it shall be so spaced that they cannot conceal injuries to the cover. Moreover, the labels and postage stamps, if any, shall not be folded over two sides of the cover so as to hide the edge.

wisselovereenkomst, worden na het verstrijken van den verjaringstermijn door de Administratie van het land van uitbetaling voor voldaan geteekend en in rekening gebracht aan de Administratie, die ze heeft uitgegeven.

3. De verrekeningspostwissels, welke aan de geadresseerden zijn uitgereikt en waarvan deze geen uitbetaling hebben gevraagd binnen den verjaringstermijn, vastgesteld in de tusschen de beide Administratiën gesloten Postwisselovereenkomst, worden vervangen door machtigingen tot uitbetaling. Deze machtigingen tot uitbetaling worden opgemaakt door de Administratie, welke de verrekenbedragen heeft ingevorderd, zoodra zij in staat is vast te stellen, dat de oorspronkelijke wissels niet zijn uitbetaald gedurende den verjaringstermijn en worden voor voldaan geteekend door de andere Administratie, die de bedragen zal opnemen in de na de ontvangst der wissels eerstvolgende rekening.

4. De Administratie, die een verrekeningspostwissel heeft afgegeven, moet de andere Administratie inlichten, indien de wissel binnen den verjaringstermijn niet in rekening is gebracht.

5. Verrekeningspostwissels, waarvan de uitbetaling niet kan plaats hebben om een der volgende redenen :

- (i) Onjuiste, onvolledige of twijfelachtige aanduiding van den naam of de woonplaats der geadresseerden ;
- (ii) Verschillen of weglatingen ten aanzien van namen of bedragen ;
- (iii) Doorhalingen of overschrijvingen van het ingevulde gedeelte ;
- (iv) Het ontbreken van stempels, handteekeningen of andere dienstaanwijzingen ;
- (v) Het bezigen van formulieren, welke niet aan de voorschriften voldoen ;

moeten worden verbeterd door de Administratie, welke ze heeft afgegeven.

Daartoe worden de wissels zoo spoedig mogelijk door het kantoor van uitbetaling aangeteekend teruggezonden aan het kantoor van oorsprong.

Artikel 20.

AANDUIDING VAN DE AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde en de bijbehorende adreskaart moeten een aanduiding betreffende de aangegeven waarde dragen in de munt van het land van oorsprong. In deze aanduiding mogen geen doorhalingen of overschrijvingen voorkomen, ook al zijn die goedgekeurd. Het bedrag der aangegeven waarde moet in gouden francs worden herleid door de Postadministratie van het land van oorsprong. Het herleide bedrag, aangeduid in cijfers, wordt geplaatst naast of onder die, welke het bedrag der aangegeven waarde in de munt van het land van oorsprong aanduiden.

Artikel 21.

ETIKETTEN BETREFFENDE AANGEGEVEN WAARDE, ENZ.

Elk pakket met aangegeven waarde evenals de bijbehorende adreskaart moeten voorzien zijn van een klein rood etiket, met de aanduiding « Insured » of « Valeur déclarée » in Latijnsche letters.

Indien een pakket muntstukken, edele metalen, of andere kostbaarheden bevat moeten de lak- of andere zegels, de etiketten van allerlei aard en in voorkomende gevallen de postzegels met zoodanig onderlinge tusschenruimten op de pakketten zijn geplakt, dat zij beschadigingen van de verpakking niet kunnen bedekken. Evenmin mogen de etiketten en in voorkomende gevallen de postzegels over twee zijden van de verpakking worden gevouwen, zoodat zij den rand bedekken.

Article 22.

SEALING OF INSURED PARCELS.

Every insured parcel shall be sealed by means of wax or by lead or other seals, with some special uniform design or mark of the sender, the seals being sufficient in number to render it impossible to tamper with the contents without leaving an obvious trace of violation.

The senders of such parcels shall be strongly recommended to furnish the relative Despatch Note, whenever possible, with an exact reproduction of the seal or special mark referred to above.

Article 23.

INDICATION OF WEIGHT OF INSURED PARCELS.

The exact weight in grammes of each insured parcel shall be entered by the Postal Administration of the country of origin :

- (a) On the address side of the parcel ;
- (b) On the Despatch Note in the place reserved for this purpose.

Article 24.

SERIAL NUMBER AND PLACE OF POSTING.

Each parcel and the relative Despatch Note as well shall bear the name of the office of posting and a label indicating the serial number. An office of posting shall not use two or more series of labels at the same time, unless each series is provided with a distinctive mark.

Article 25.

DATE-STAMP IMPRESSION.

The Despatch Note shall be impressed by the office of posting, on the address side, with a stamp showing the place and date of posting.

Article 26.

EXPRESS PARCELS.

Every Express parcel and the relative Despatch Note as well shall be provided near to the address with a printed label of a deep red colour bearing in bold type the word " Express " or " Expres. "

Article 27.

RETURN OF FRANKING NOTES. RECOVERY OF THE CHARGES ADVANCED.

I. The Office which advances the Customs and other charges on behalf of the sender of a " free of charge " parcel shall fill up, so far as it is concerned, the back of the Franking Note, and

Artikel 22.

VERZEGELING VAN PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Elk pakket met aangegeven waarde moet verzegeld zijn door middel van lak-, lood-, of andere zegels, welke eenzelfde bijzonder kenteeken of merk van den afzender vertoonen ; de zegels moeten in een zoodanig aantal zijn aangebracht, dat het onmogelijk is aan den inhoud te raken zonder een duidelijk zichtbaar spoor van schending achter te laten.

Het verdient ten zeerste aanbeveling, dat de afzenders van de hierbedoelde pakketten, zoo mogelijk de betrekkelijke adreskaart voorzien van een nauwkeurigen afdruk van het hierboven bedoelde zegel of bijzonder kenteeken.

Artikel 23.

VERMELDING VAN HET GEWICHT VAN PAKKETTEN MET AANGEGEVEN WAARDE.

Het nauwkeurige gewicht in grammen van elk pakket met aangegeven waarde wordt door de Postadministratie van het land van afzending vermeld :

- (a) Op de adreszijde van het pakket ;
- (b) Op de adreskaart, op de daarvoor bestemde plaats.

Artikel 24.

VOLGNUMMER EN PLAATS VAN TERPOSTBEZORGING.

Op elk pakket alsmede op de daarbij behoorende adreskaart moeten de naam van het kantoor van afzending en een etiket, dat het volgnummer aangeeft, worden aangebracht. Ten kantore van terpostbezorging mogen niet gelijktijdig twee of meer reeksen nummerstrooken worden gebruikt, tenzij elke reeks voorzien is van een bijzonder kenteeken.

Artikel 25.

AFDRUK VAN DEN DAGTEEKENINGSTEMPEL.

De adreskaart wordt door het kantoor van terpostbezorging aan de adreszijde voorzien van een afdruk van een stempel, aanwijzende de plaats en den datum van terpostbezorging.

Artikel 26.

EXPRESSE-PAKKETTEN.

Elk expresse-pakket alsmede de daarop betrekking hebbende adreskaart moeten nabij het adres worden voorzien van een gedrukt etiket van een donker roode kleur, waarop in vette letters het woord « Express » of « Expres » voorkomt.

Artikel 27.

TERUGZENDING VAN DE FRANCO-ADVIEZEN. HET INVORDEREN VAN DE VOORGESCHOTEN RECHTEN.

1. Het kantoor, dat de douane- of andere rechten ten behoeve van den afzender van een pakket « vrij van rechten » heeft voorgeschoten, vult, voor zoover het dat kantoor betreft de achter-

return the latter, accompanied by the relative vouchers, if any, in a sealed envelope, without any indication of the contents, to the office specified on the front of the Franking Note.

2. When a parcel which bears the label " franc de droits " and is advised accordingly reaches the service of the country of destination without a Franking Note, the office which undertakes the Customs clearance shall prepare a duplicate Franking Note, taking care to substitute the name of the country of origin of the parcel for that shown on the Franking Note and to indicate if possible the date of posting of the parcel. When the Franking Note is lost after the delivery of a parcel a duplicate shall be prepared under the same conditions.

3. Franking Notes relating to parcels which, for any reason whatsoever, are returned to the country of origin and of which Customs clearance has not been effected by the Administration of the country of destination must be cancelled by the office which returns the parcels.

4. On receipt of a Franking Note showing the charges disbursed by the Administration of the country of destination, the Administration of the country of origin shall convert the amount of these charges into its own currency at a rate which it fixes itself, and which may not exceed the rate fixed for the issue of Money Orders for payment in the country in question. The result of the conversion shall be shown in the body of the form and shall be supported by the signature of the officer who made the conversion.

Article 28.

RE-TRANSMISSION.

1. The Postal Administration re-transmitting a missent parcel shall not levy Customs or other non-postal charges upon it.

When an Administration returns such a parcel to the country from which it has been directly received, it shall refund the credits received and report the error by means of a Verification Note.

In other cases, and if the amount credited to it is insufficient to cover the expenses of re-transmission which it has to defray, the re-transmitting Administration shall allow to the Administration to which it forwards the parcel the credits due for onward conveyance ; it shall then recover the amount of the deficiency by claiming it from the office of exchange from which the missent parcel was directly received. The reason for this claim shall be notified to the latter by means of a Verification Note.

2. When a parcel has been wrongly allowed to be despatched in consequence of an error attributable to the postal service and has, for this reason, to be returned to the country of origin, the Administration which sends the parcel back shall allow to the Administration from which it was received the sums credited in respect of it.

3. The charges on a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee or of an error on the part of the sender, to a country with which the Netherlands or the United Kingdom has Parcel Post communication shall be claimed from the Administration to which the parcel is forwarded, unless the charge for conveyance is paid at the time of redirection, in which case the parcel shall be dealt with as if it had been addressed directly from the re-transmitting country to the new country of destination.

4. A parcel which is redirected unpaid shall be re-transmitted in its original packing and shall be accompanied by the original Despatch Note. If the parcel, for any reason whatsoever, has to be repacked, or if the original Despatch Note has to be replaced by a substitute Note, the name of the office of origin of the parcel and the original serial number shall be entered both on the parcel and on the Despatch Note.

zijde van het franco-advies in en zendt dit, vergezeld van de betrekkelijke bewijsstukken, zoo deze aanwezig zijn, in een gesloten omslag zonder aanduiding van den inhoud, aan het kantoor vermeld op de voorzijde van het franco-advies.

2. Wanneer een pakket, dat voorzien is van het etiket « franc de droits » en als zoodanig is aangeduid, den dienst van het land van bestemming bereikt zonder een franco-advies, maakt het kantoor, belast met de inkling en vrijmaking een duplicaat-franco-advies op, daarbij zorgdragend, den naam van het land van afzending van het pakket in de plaats te stellen van dien, welke op het franco-advies voorkomt en zoo mogelijk de datum van terpostbezorging van het pakket te vermelden. Wanneer het franco-advies na de aflevering van het pakket is verloren geraakt, dan wordt op dezelfde wijze een duplicaat opgemaakt.

3. Franco-adviezen, betrekking hebbende op pakketten, die om onverschillig welke reden worden teruggezonden naar het land van oorsprong, zonder dat vrijmaking plaats vond door de Administratie van het land van bestemming, moeten onbruikbaar worden gemaakt door de Administratie, die de pakketten terugzendt.

4. Bij ontvangst van een franco-advies, dat een opgave bevat van de door de Administratie van bestemming voorgeschoten rechten, herleidt de Administratie van het land van oorsprong het bedrag dezer rechten in haar eigen munt, volgens den door haar zelf vastgestelden koers, welke niet hooger mag zijn dan de koers vastgesteld voor de uitgifte van postwissels bestemd voor het betrokken land. Het herleide bedrag wordt op het lichaam van het formulier gesteld en bekrachtigd door de handteekening van den ambtenaar, door wien de herleiding is geschied.

Artikel 28.

NAZENDING.

1. De Postadministratie, die een verkeerd gezonden pakket nazendt, belast dit niet met douane- of andere, niet vanwege den postdienst geheven rechten.

Wanneer een Administratie een dergelijk pakket terugzendt naar het land, waaruit het rechtstreeks werd ontvangen, geeft zij de ontvangen vergoedingen terug en deelt de misvatting mede door middel van een bericht van bevinding.

In andere gevallen en indien het bedrag aan haar tegoed gedaan onvoldoende is om de kosten van doorzending, welke te haren laste komen, te dekken, vergoedt de doorzendingende Administratie aan de Administratie, waarheen zij het pakket doorzendt, de bedragen, verschuldigd voor de verdere verzending; vervolgens verhaalt zij het bedrag van het ontbrekende door dit in rekening te brengen aan het kantoor van uitwisseling, waarvan het pakket rechtstreeks werd ontvangen. De reden van deze vordering wordt aan laatstbedoeld kantoor medegedeeld door middel van een bericht van bevinding.

2. Wanneer een pakket ten onrechte ter verzending is toegelaten, tengevolge van een misvatting, die aan den postdienst, is te wijten, en om die reden naar het land van oorsprong moet worden teruggezonden, keert de Administratie, die het pakket terugzendt, aan de Administratie, waarvan het was ontvangen, de vergoeding uit, welke zij er voor heeft ontvangen.

3. De porten, en rechten voor een pakket, dat wordt nagezonden tengevolge van verhuizing van den geadresseerde of tengevolge van een misvatting van den afzender, naar een land, waarmede Nederland of het Vereenigde Koninkrijk pakketpostverkeer onderhoudt, worden verhaald op de Administratie, waarheen het pakket wordt verzonden, tenzij de vervoerkosten op het oogeblik van nazending worden betaald, in welk geval het pakket wordt behandeld alsof het rechtstreeks van het nazendingende land aan het land van nieuwe bestemming geadresseerd was.

4. Zijn de kosten bij nazending van een pakket niet betaald, dan wordt dit verzonden in de oorspronkelijke verpakking en vergezeld van de oorspronkelijke adreskaart. Indien het pakket om onverschillig welke reden, opnieuw moet worden verpakt, of indien de oorspronkelijke adreskaart moet worden vervangen door een duplicaat, moeten de naam van het kantoor van oorsprong van het pakket en het oorspronkelijke serienummer zoowel op het pakket als op de adreskaart worden vermeld.

Article 29.

RETURN OF UNDELIVERABLE PARCELS.

1. If the sender of an undeliverable parcel has made a request not provided for by Article 15, section 2, of the Agreement, the Postal Administration of the country of destination need not comply with it but may return the parcel to the country of origin, after retention for the period prescribed by the regulations of the country of destination.

2. The Administration which returns a parcel to the sender shall indicate clearly and concisely on the parcel and on the relative Despatch Note the cause of non-delivery. This information may be furnished in manuscript or by means of a stamped impression or a label.

The original Despatch Note belonging to the returned parcel must be sent back to the country of origin with the parcel.

3. A parcel to be returned to the sender shall be entered on the Parcel Bill with the word " Rebut " in the " Observations " column. It shall be dealt with and charged like a parcel redirected in consequence of the removal of the addressee.

Article 30.

SALE. DESTRUCTION.

1. When a parcel has been sold or destroyed in accordance with the provisions of Article 17 of the Agreement, a report of the sale or destruction shall be prepared.

2. The proceeds of the sale shall be used in the first place to defray the charges upon the parcel. Any balance which there may be shall be forwarded to the Postal Administration of the country of origin for payment to the sender, on whom the cost of forwarding it shall fall.

Article 31.

ENQUIRIES CONCERNING PARCELS OR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

For enquiries concerning parcels, or Trade Charge Money Orders which have not been returned, a form shall be used similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. These forms shall be forwarded to the offices appointed by the two Postal Administrations to deal with them and they shall be dealt with in the manner mutually arranged between the two Administrations.

Article 32.

PARCEL BILL.

1. Insured, Trade Charge, returned and unpaid redirected parcels shall be entered individually by the despatching Office of Exchange on a Parcel Bill similar to the specimen annexed to the Detailed Regulations of the Parcel Post Agreement of the Universal Postal Union. The advice of other parcels, except transit parcels, shall consist of a statement of the numbers of parcels at

Artikel 29.

TERUGZENDING VAN ONBESTELBARE PAKKETTEN.

1. Indien de afzender van een onbestelbaar pakket een verzoek heeft gedaan, dat niet voorzien is in artikel 15, lid 2, van de Overeenkomst, behoeft de Postadministratie van het land van bestemming daaraan niet te voldoen; zij kan het pakket terugzenden naar het land van oorsprong, na verloop van den termijn daarvoor door de voorschriften van het land van bestemming vastgesteld.

2. De Administratie, die een pakket aan den afzender terugzendt moet de reden van de niet uitreiking duidelijk en beknopt op het pakket en op de betreffende adreskaart vermelden. Deze vermelding kan geschreven worden of aangebracht worden door middel van een stempel of etiket.

De oorspronkelijke adreskaart moet met het pakket naar het land van oorsprong worden teruggezonden.

3. Een pakket, dat naar den afzender moet worden teruggezonden, wordt op het advies ingeschreven met het woord « Rebut » in de kolom « Observations ». Het wordt behandeld en aangerekend op dezelfde wijze als een pakket, dat wordt teruggezonden tengevolge van verhuizing van den geadresseerde.

Artikel 30.

VERKOOP—VERNIETIGING.

1. Wanneer een pakket verkocht of vernietigd is overeenkomstig de bepalingen van artikel 17 van de Overeenkomst, wordt van den verkoop of van de vernietiging een proces-verbaal opgemaakt.

2. De opbrengst van den verkoop wordt in de eerste plaats gebruikt tot dekking van de kosten waarmede het pakket is bezwaard. Een mogelijk overschot wordt overgemaakt aan de Postadministratie van het land van oorsprong ter uitbetaling aan den afzender, te wiens laste de kosten van overmaking komen.

Artikel 31.

NAVRAGEN NAAR PAKKETTEN OF NAAR VERREKENINGSPOSTWISSELS.

Voor navragen naar pakketten of niet terugontvangen verrekeningspostwissels wordt gebruik gemaakt van een formulier, overeenkomende met het model, dat gevoegd is bij het Reglement van uitvoering van de Pakketpostovereenkomst van de Wereldpostvereniging. Deze formulieren worden ter behandeling toegezonden aan de door de twee Postadministratiën aangewezen kantoren en zij worden behandeld op de wijze, welke door de beide Administratiën in onderling overleg is vastgesteld.

Artikel 32.

ADVIES.

1. Pakketten met aangegeven waarde en met verrekening, teruggezonden pakketten alsmede nagezonden pakketten, waarvan de nazendingskosten niet bij vooruitbetaling zijn voldaan, worden stuksgewijze door het afzendend uitwisselingskantoor ingeschreven op een advies, gelijk aan het model, gevoegd bij het Reglement van Uitvoering van de Pakketpost Overeenkomst van de

the several steps of the weight scale, a note being made on the Bill of the number of Express parcels and parcels to be delivered free of charge. Transit parcels shall be entered individually, provided that two or more transit parcels, addressed to the same country for which the same amount of credit has to be allowed, may be entered in bulk.

The Despatch Notes, Customs Declarations, Franking Notes, Advices of Delivery, Trade Charge Money Order forms, etc., shall be forwarded with the Parcel Bill.

2. Each despatching Office of Exchange shall number the Parcel Bills in the top left-hand corner in an annual series for each Office of Exchange of destination. A note of the last number of the year shall be made on the first Parcel Bill of the following year.

Article 33.

CHECK BY OFFICES OF EXCHANGE. NOTIFICATION OF IRREGULARITIES.

1. On the receipt of a Mail, whether of parcels or of empty bags, the Office of Exchange shall check the parcels and the various documents which accompany them, or the empty bags, as the case may be, against the particulars entered on the relative Bill, and, if necessary, shall report missing articles or other irregularities by means of a Verification Note.

2. Errors in the credits in respect of transit parcels shall be notified to the despatching Office of Exchange by Verification Note. Other errors in credits and accounting shall be amended and the correct figures included in the monthly statements specified in Article 34.

Article 34.

ACCOUNTING FOR CREDITS.

1. Each Postal Administration shall prepare monthly for all the Parcel Mails despatched to it during the month by each of the Offices of Exchange of the other Administration a statement of the total amounts due in respect of the Mails, whether to its credit or to its debit.

2. These statements shall be forwarded to the corresponding Administration in the course of the month following that to which they relate. The totals may never be altered. The errors which may be discovered must form the subject of statements of differences.

3. The monthly statements shall be checked and accepted by the corresponding Administration by reference to the copies of the Parcel Bills which it retains, and shall be returned at the latest by the expiration of the second month after the period to which they relate. The statements shall be summarised in a general quarterly account prepared by the creditor Office.

Article 35.

SETTLEMENT OF ACCOUNTS.

1. Payment of the balance of the Account shall be made by the debtor to the creditor Postal Administration in the manner prescribed by the Convention of the Postal Union for the liquidation of the balances of Transit Accounts.

Wereldpostvereniging. Het inschrijven der andere pakketten met uitzondering van de transitpakketten geschiedt door vermelding van de aantallen der pakketten in de verschillende gewichtsrubrieken, terwijl op het advies een aantekening wordt gesteld betreffende het aantal expresse- en vrij uit te reiken pakketten. Transitpakketten worden stuksgewijs ingeschreven, evenwel kunnen twee of meer transitpakketten, bestemd voor hetzelfde land, waarvoor eenzelfde bedrag moet worden vergoed, bij het aantal worden ingeschreven. De adreskaarten, douaneverklaringen, franco-adviezen, berichten van ontvangst, verrekeningspostwisselformulieren, enz. worden bij het advies verzonden.

2. Elk uitwisselingskantoor van afzending nummert de adviezen in de linkerbovenhoek; voor elk uitwisselingskantoor van bestemming geldt een afzonderlijke nummerreeks welke een jaar doorloopt. Het laatste nummer van het jaar wordt op het eerste advies van het volgende jaar aangeteekend.

Artikel 33.

ONDERZOEK DOOR DE UITWISSELINGSKANTOREN. KENNISGEVING VAN ONREGELMATIGHEDEN.

1. Bij ontvangst van een zending pakketten of ledige zakken vergelijkt het uitwisselingskantoor de pakketten en de verschillende daarbij gevoegde bescheiden, of in voorkomende gevallen de ledige zakken, met de aantekeningen voorkomende op het betrekkelijke advies, en doet, zoo noodig, mededeeling van hetgeen ontbreekt of van andere onregelmatigheden door middel van een bericht van bevinding.

2. Fouten in tegoed geschreven bedragen betreffende transit - pakketten worden aan het afzendend uitwisselingskantoor door middel van een bericht van bevinding medegedeeld. Andere fouten in tegoed geschreven en aangerekende bedragen worden verbeterd en de verbeterde bedragen worden opgenomen in de maandelijksche staten omschreven in artikel 34.

Artikel 34.

BEREKENING VAN HET TEGOED.

1. Elke Postadministratie laat maandelijks voor alle pakketpostzendingen welke haar gedurende de maand zijn toegezonden door elk der uitwisselingskantoren van de andere Administratie een staat opmaken van de totaal bedragen der zendingen, zoowel van die welke zijn te vorderen als van die welke zijn te betalen.

2. Deze staten worden aan de betrokken Administratie toegezonden in den loop van de maand volgende op die, waarop zij betrekking hebben. De totalen mogen nooit worden gewijzigd. De misvattingen, welke mochten worden ontdekt moeten worden opgenomen in staten van verschillen.

3. De maandelijksche staten worden nagerekend en goedgekeurd door de betrokken Administratie aan de hand van de doorschriften der adviezen, welke door haar zijn behouden en worden teruggezonden uiterlijk aan het einde van de tweede maand volgende op het tijdvak waarop zij betrekking hebben. De staten worden door de Administratie, die te vorderen heeft samengevat in een algemeene kwartaalrekening.

Artikel 35.

AFREKENING.

1. De betaling van het saldo der rekening geschiedt door de Postadministratie, die te betalen heeft, aan de Postadministratie, die te vorderen heeft, op de wijze als door het Verdrag van de Algemeene Postvereniging voor de betaling van de saldi van Transitrekeningen is voorgeschreven.

2. The preparation and transmission of a general account and the payment of the balance of that account shall be effected as early as possible and, at the latest, within a period of three months from the end of the period to which the account relates. After the expiration of this term the sums due from one Administration to the other shall bear interest at the rate of 7 per cent. per annum to be reckoned from the date of expiration of the said term.

Article 36.

ACCOUNTING FOR TRADE CHARGE MONEY ORDERS.

1. The accounting relating to Trade Charge Money Orders paid by each Postal Administration on behalf of the other Administration shall be effected by means of detailed Accounts.

2. In these Accounts, which shall be accompanied by the paid and receipted Trade Charge Money Orders, the Orders shall be entered in alphabetical sequence of the offices of issue and in numerical sequence of their entry in the registers of those offices. Each Administration shall deduct from the total sum of its credit one-half of one per cent. ($\frac{1}{2}\%$) of this total, representing the allowance to the other Administration specified in Article 40 of the Agreement.

The verification of these Accounts shall be effected in accordance with the provisions of the Money Order Convention between the two Administrations.

3. The totals of the Trade Charge Accounts shall be included in and settled as part of the general Account in respect of Money Orders.

Article 37.

FRANKING NOTES. ACCOUNTING FOR CUSTOMS CHARGES, ETC.

1. The accounting relative to the Customs charges, etc., disbursed by each Postal Administration on behalf of the other shall be effected by means of special monthly accounts which shall be prepared by the debtor Administration in the currency of the creditor country. The Franking Notes shall be entered in the accounts in alphabetical order of the offices which have advanced the charges and follow the numerical order which these offices have given to them.

2. The special account accompanied by the Franking Notes shall be forwarded to the creditor Administration not later than the end of the month following that to which it relates. A " Nil " account shall not be prepared.

3. These accounts shall be checked in accordance with the rules fixed by the Money Order Convention between the two Administrations.

4. These accounts shall be settled through the General Money Order Account.

Article 38.

COMMUNICATIONS AND NOTIFICATIONS.

Each Postal Administration shall furnish to the other Administration all necessary information on points of detail in connexion with the working of the service.

2. Het opmaken en de inzending van een algemeene rekening en de betaling van het saldo van die rekening moeten in den kortst mogelijken tijd geschieden en uiterlijk binnen een tijdvak van drie maanden volgende op dat, waarop de rekening betrekking heeft. Na het verstrijken van dien termijn is over de te betalen sommen, rente verschuldigd van 7 ten honderd per jaar, te rekenen van den dag, waarop bedoelde termijn is verstreken.

Artikel 36.

AFREKENING WEGENS VERREKENINGSPOSTWISSELS.

1. De afrekening wegens verrekeningspostwissels, welke door elke Postadministratie voor rekening van de andere Administratie zijn uitbetaald, geschiedt door middel van bijzondere rekeningen.

2. In deze rekeningen, welke vergezeld gaan van de uitbetaalde en voor voldaan geteekende verrekeningspostwissels, worden de postwissels ingeschreven in alphabetische volgorde van de kantoren van uitgifte en volgens de nummers van inschrijving van de postwissels in de registers van deze kantoren. Elke Administratie vermindert het totaalbedrag van hare vordering met een half per cent ($\frac{1}{2}$ %) van dit totaal, als vergoeding aan de andere Administratie bedoeld in artikel 40 van de Overeenkomst.

Het onderzoek van deze rekeningen geschiedt overeenkomstig de bepalingen van de tusschen de beide Administratiën gesloten Postwisselovereenkomst.

3. De totalen der rekeningen wegens verrekenbedragen worden opgenomen in en afgerekend als deel van de algemeene postwisselrekening.

Artikel 37.

FRANCO-ADVIEZEN. AFREKENING DER DOUANERECHTEN, ENZ.

1. De afrekening der douanerechten, enz., welke door iedere postadministratie voor rekening van de andere zijn betaald, geschiedt, door middel van bijzondere maandelijksche rekeningen, die door de administratie welke te betalen heeft, worden opgemaakt in de munt van het land, dat te vorderen heeft. De franco-adviezen worden in de rekeningen opgenomen naar alphabetische volgorde van de kantoren, welke de kosten hebben voorgeschoten en in volgorde van de nummers, welke die kantoren daaraan hebben gegeven.

2. De bijzondere rekening wordt, vergezeld van de franco-adviezen, uiterlijk op het einde van de maand volgende op die, waarop de rekening betrekking heeft, gezonden aan de Administratie, die te vorderen heeft. Een blanco-rekening wordt niet opgemaakt.

3. Het onderzoek van deze rekeningen heeft plaats volgens de bepalingen, welke bij de postwisselovereenkomst tusschen de beide administratiën zijn vastgesteld.

4. Deze rekeningen worden vereffend in de algemeene postwisselrekening.

Artikel 38.

MEDEDEELINGEN EN KENNISGEVINGEN.

Elke Postadministratie verschaft aan de andere Administratie alle noodige inlichtingen omtrent bijzonderheden verband houdende met de uitvoering van den dienst.

Article 39.

ENTRY INTO FORCE AND DURATION OF THE DETAILED REGULATIONS.

The present Detailed Regulations shall come into operation on the day on which the Parcel Post Agreement comes into force and shall have the same duration as the Agreement. The Administrations concerned shall, however, have the power by mutual consent to modify the details from time to time.

Done in duplicate at The Hague, the 23rd day of June 1932, and at London, the 13th day of August, 1932.

DAMME.

Kingsley Wood.

Artikel 39.

INWERKING TREDEN EN DUUR VAN HET BIJZONDER REGLEMENT.

Dit Reglement van Uitvoering treedt in werking op den dag, waarop de Pakketpostovereenkomst van kracht wordt en het zal voor den zelfden tijd gelden als de Overeenkomst. De betrokken Administratiën hebben evenwel de bevoegdheid de bepalingen van tijd tot tijd, in onderling overleg te wijzigen.

In dubbel opgemaakt te 's-Gravenhage, den 23 Juni 1932 et te Londen den 13 Augustus 1932.

DAMME.

Kingsley Wood.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

N^o 3100. — ACCORD ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DES PAYS-BAS RELATIF A L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX. SIGNÉ A LA HAYE, LE 23 JUIN 1932, ET A LONDRES, LE 13 AOUT 1932.

L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD et L'ADMINISTRATION DES POSTES DES PAYS-BAS conviennent d'instituer un service régulier d'échange direct de colis entre la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, d'une part, et les Pays-Bas, d'autre part.

Dans le présent accord et dans le règlement d'exécution qui y est annexé, l'expression « Royaume-Uni » vise la Grande-Bretagne et l'Irlande du Nord, les îles anglo-normandes et l'île de Man.

ARRANGEMENT

Article premier.

LIMITES DE POIDS ET DE DIMENSIONS.

1. Les colis postaux expédiés du Royaume-Uni, à destination des Pays-Bas, ne devront pas peser plus de 22 livres anglaises, ni mesurer plus de 3 pieds 6 pouces de longueur et plus de 6 pieds, longueur et pourtour réunis, et les colis postaux expédiés des Pays-Bas, à destination du Royaume-Uni, ne devront pas peser plus de 10 kg., ni mesurer plus de m. 1,05 de longueur, et plus de m. 1,80, longueur et pourtour réunis.

2. En ce qui concerne le calcul exact du poids et des dimensions d'un colis, la manière de voir de l'administration expéditrice prévaudra, sauf erreur manifeste.

Article 2.

Les deux administrations postales garantissent sur leur territoire la liberté de transit des colis à destination ou en provenance de tous les pays avec lesquels elles échangent respectivement des colis postaux.

Les colis en transit seront assujettis aux dispositions du présent arrangement et du règlement d'exécution y afférent dans la mesure où celles-ci seront applicables.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Article 3.

AFFRANCHISSEMENT. TAXES.

1. L'affranchissement préalable des colis sera obligatoire, sauf pour les colis réexpédiés ou renvoyés à l'expéditeur.

2. La taxe postale se composera des sommes qui reviennent à chaque administration postale participant au transport des colis par voie de terre ou de mer.

Article 4.

TAXE TERRITORIALE.

Pour les colis expédiés de l'un des deux pays à destination de l'autre, les taxes territoriales seront, dans le Royaume-Uni, de 1 franc, 1 fr. 50, 2 francs et 3 fr. 15 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (3 lb.), 3 kg. (7 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement ; et aux Pays-Bas de 0 fr. 60, 1 franc et 1 fr. 60 pour les colis ne pesant pas plus de 1 kg. (3 lb.), 5 kg. (11 lb.) et 10 kg. (22 lb.) respectivement.

L'Administration des Postes des Pays-Bas se réserve la faculté d'adapter ses taxes à toutes modifications qui pourront être introduites en matière de taxes par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929.

L'Administration des Postes du Royaume-Uni se réserve le droit d'adapter ses taxes territoriales à toutes modifications ultérieures de ces droits qui pourront être décidées, en matière d'échange de colis postaux, dans ses relations avec d'autres pays en général.

Article 5.

TAXE MARITIME.

Chacune des deux administrations postales aura le droit de fixer le tarif de tout service maritime qu'elle assurera.

Article 6.

DROITS DE FACTAGE ET DE DÉDOUANEMENT.

L'Administration des Postes des Pays-Bas est autorisée à percevoir pour le factage et le dédouanement, ou pour le factage seul, un droit ne dépassant pas 50 centimes par colis ou toute autre taxe qui pourra être fixée par des conventions internationales postérieures à l'Arrangement de Londres de 1929. L'Administration des Postes du Royaume-Uni est autorisée à percevoir le droit qu'elle fixera de temps à autre, d'une façon générale, pour des services similaires dans ses échanges de colis postaux avec d'autres pays.

Article 7.

PAIEMENT DES DROITS DE DOUANE ET DES AUTRES DROITS N'AYANT PAS TRAIT AU SERVICE POSTAL.

Les droits de douane ou autres droits n'ayant pas trait au service postal seront acquittés par les destinataires des colis, sauf disposition contraire du présent arrangement.

Article 8.

COLIS EXPÉDIÉS FRANCO.

Moyennant déclaration préalable au bureau de dépôt, les expéditeurs peuvent prendre à leur charge la totalité des droits dont les colis sont grevés à la livraison.

Dans ces cas, les expéditeurs doivent s'engager à payer les sommes qui pourraient être réclamées par l'administration postale du pays destinataire et, le cas échéant, verser des arrhes suffisantes.

L'administration postale qui fait l'avance de droits pour le compte de l'expéditeur est autorisée à percevoir, pour ce service, un droit de commission qui ne peut dépasser 50 centimes par colis. Ce droit est indépendant de celui qui est prévu pour le dédouanement à l'article 6 ci-dessus.

Sur tout colis expédié du Royaume-Uni en vertu de cet arrangement, l'Administration des Postes du Royaume-Uni est autorisée à percevoir de l'expéditeur un droit spécial ne dépassant pas un shilling.

Article 9.

DROIT D'ENTREPOSAGE.

Chacune des deux administrations postales pourra percevoir tout droit d'entreposage établi par sa législation pour les colis adressés en « poste restante » ou pour ceux qui n'auront pas été réclamés dans le délai prescrit.

Ce droit ne devra en aucun cas dépasser 5 francs.

Article 10.

REMISE PAR EXPRÈS.

1. A la demande des expéditeurs, les colis remis à la poste aux Pays-Bas à destination du Royaume-Uni et ne pesant pas plus de 5 kg. et les colis remis à la poste dans le Royaume-Uni à destination des Pays-Bas et ne pesant pas plus de 22 lb., pourront être remis à domicile par un porteur spécial immédiatement après leur arrivée ; si le bureau de destination n'est pas en mesure de remettre les colis au domicile du destinataire, un avis d'arrivée sera immédiatement expédié à celui-ci par porteur spécial.

Ces colis qualifiés « exprès » seront soumis, en sus du port ordinaire, à une taxe spéciale de 80 centimes qui devra être intégralement acquittée à l'avance par l'expéditeur.

2. Lorsque le domicile du destinataire se trouve en dehors du rayon de distribution gratuite du bureau de destination, l'administration de laquelle relève ce bureau pourra percevoir une taxe complémentaire jusqu'à concurrence de celle qui est fixée pour la remise par exprès dans le service interne, déduction faite de la taxe fixe payée par l'expéditeur.

Lorsqu'un colis exprès est réexpédié ou tombé en rebut, cette taxe complémentaire restera exigible suivant les dispositions de l'article 37, paragraphe 2.

3. La remise par exprès du colis ou d'un avis d'arrivée au destinataire ne sera tentée qu'une seule fois. Après un essai infructueux, le colis cessera d'être considéré comme exprès et sa remise s'effectuera dans les conditions fixées pour les colis ordinaires.

Article 11.

INTERDICTIONS.

1. Les colis postaux ne devront contenir aucune lettre, note ou document ayant le caractère d'une correspondance sur des questions actuelles et personnelles, ni des paquets de quelque nature que ce soit, portant une autre adresse que celle du destinataire du colis ou de personnes habitant chez lui.

Toutefois, il est permis d'inclure dans un colis une facture ouverte ne portant que les énonciations courantes qui constituent une facture.

2. Il est également interdit d'inclure dans un colis :

- a) Des articles qui, par leur nature ou leur emballage, peuvent constituer une source de danger pour les agents des postes ou peuvent salir ou endommager d'autres colis ;
- b) Des matières explosives, inflammables ou dangereuses (y compris les capsules métalliques chargées, les cartouches amorcées et les allumettes) ;
- c) Des animaux vivants (exception faite des abeilles, qui devront être enfermées dans des boîtes de façon à éviter tout risque pour les agents des postes et à permettre la vérification du contenu) ;
- d) Des articles dont l'admission est interdite par la loi, par les règlements douaniers ou par d'autres règlements ;
- e) Des articles de caractère obscène ou immoral.

En outre, il est interdit d'expédier des pièces de monnaie, du platine, de l'or ou de l'argent, travaillé ou non, des pierres précieuses, des bijoux ou d'autres articles précieux, dans des colis sans valeur déclarée, à destination de pays qui admettent la déclaration de valeur.

3. Tout colis accepté par erreur à la poste sera retourné au pays d'origine, à moins que l'administration postale du pays de destination ne soit autorisée par sa législation à en disposer autrement.

Néanmoins, le fait qu'un colis contient une lettre ou une communication ayant le caractère d'une correspondance sur des questions actuelles et personnelles n'entraînera en aucun cas le renvoi du colis au pays d'origine.

4. Les explosifs, matières inflammables ou substances dangereuses et les articles de caractère obscène ou immoral ne seront pas retournés au pays d'origine ; l'administration qui les aura trouvés dans les courriers en disposera conformément à son règlement intérieur.

5. Si un colis accepté par erreur à la poste n'est ni retourné au lieu d'origine, ni remis au destinataire, l'administration du pays d'origine sera informée d'une manière précise du traitement auquel le colis aura été soumis afin qu'elle puisse prendre toutes mesures nécessaires.

Article 12.

AVIS DE RÉCEPTION.

L'expéditeur peut obtenir un avis de réception d'un colis avec valeur déclarée dans les conditions fixées pour les colis postaux par la Convention de l'Union postale. Il ne peut être obtenu d'avis de réception pour un colis sans valeur déclarée.

Article 13.

RÉEXPÉDITION.

1. Les colis pourront être réexpédiés en cas de changement d'adresse du destinataire dans le pays de destination.

L'administration postale du pays de destination est autorisée à percevoir les frais de réexpédition prévus par son règlement intérieur. De même, les colis pourront être réexpédiés de l'un des deux pays parties au présent arrangement à destination d'un autre pays sous réserve que lesdits colis remplissent les conditions prévues pour leur réexpédition et sous réserve, en règle générale, que l'affranchissement supplémentaire ait été acquitté à l'avance au moment de la réexpédition ou que soit produite une pièce établissant que le destinataire acquittera cette taxe.

2. Les taxes supplémentaires de réexpédition qui n'ont pas été acquittées par le destinataire ou par son représentant ne seront pas annulées en cas de nouvelle réexpédition ou de retour au pays

d'origine, mais seront réclamées au destinataire ou à l'expéditeur, suivant le cas, sans préjudice du paiement de tous autres droits spéciaux que l'administration du pays de destination ne consent pas à annuler.

Article 14.

COLIS ACHÉMINÉS DANS UNE FAUSSE DIRECTION.

Les colis reçus à la suite d'une erreur ou admis à tort à l'expédition seront réexpédiés ou retournés, conformément aux dispositions de l'article 28, paragraphes 1 et 2, du règlement d'exécution.

Article 15.

NON-REMISE.

1. Sauf demande contraire de la part de l'expéditeur, un colis qui ne pourra pas être remis, sera retourné à l'expéditeur sans préavis et à ses frais, à l'expiration du délai prescrit par le règlement intérieur du pays de destination.

Toutefois un colis qui a été formellement refusé par le destinataire doit être retourné immédiatement.

2. L'expéditeur aura la faculté de demander, au moment du dépôt du colis, que celui-ci, s'il ne peut être remis à l'adresse indiquée, soit : *a)* traité comme colis abandonné ; ou *b)* présenté à une seconde adresse dans le pays de destination. Aucune autre solution ne sera admise. Si l'expéditeur fait usage de cette facilité, sa demande devra figurer sur le bulletin d'expédition et devra être formulée de la façon suivante ou d'une façon analogue :

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : abandonner. »

« Si le colis ne peut être remis à l'adresse indiquée : livrer à... »

Ces indications devront également être inscrites sur l'emballage du colis.

3. Les droits à acquitter sur les colis non remis qui sont retournés à l'expéditeur seront recouverts conformément aux dispositions de l'article 36.

Article 16.

ANNULATION DES DROITS DE DOUANE.

Les deux Parties au présent arrangement s'engagent à insister auprès de leurs administrations des douanes respectives pour qu'elles annulent les droits de douane concernant les colis qui sont retournés au pays d'origine, abandonnés par l'expéditeur, détruits ou réexpédiés à destination d'un tiers pays.

Article 17.

VENTE. DESTRUCTION.

Seuls les articles susceptibles de se détériorer ou de se corrompre pourront être vendus immédiatement, sans avis préalable ou sans formalités judiciaires, même s'il s'agit d'articles en transit à l'aller ou au retour. Si, pour une raison quelconque, la vente est impossible, les articles détériorés ou corrompus seront détruits.

Article 18.

COLIS ABANDONNÉS.

Les colis qui ne peuvent être remis aux destinataires et que les expéditeurs ont abandonnés ne seront pas retournés par l'administration du pays de destination, mais seront traités conformément à la législation de ce dernier. Aucune demande d'indemnité ne sera adressée par l'administration du pays de destination à l'administration du pays d'origine au sujet de ces colis.

Article 19.

RÉCLAMATIONS.

1. Il pourra être perçu un droit de un franc au maximum pour toute réclamation concernant un colis ou un mandat de remboursement.

Aucun droit ne sera réclamé si l'expéditeur a déjà acquitté le droit spécial pour avis de réception.

2. Les réclamations ne seront admises que pendant le délai d'une année à partir du lendemain de la date de dépôt du colis.

3. Si la réclamation est motivée par une irrégularité dans le service postal, le droit y afférent sera remboursé.

Article 20.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. TAXES ET CONDITIONS. LIQUIDATION.

1. Les colis peuvent être expédiés grevés de remboursement dans les relations entre le Royaume-Uni et les Pays-Bas.

Le montant du remboursement sera exprimé dans la monnaie du pays d'origine du colis.

Le maximum du remboursement, dans le cas d'un colis à destination du Royaume-Uni, sera fixé à 40 livres sterling et dans le cas d'un colis à destination des Pays-Bas, à la somme en monnaie néerlandaise représentant le plus exactement possible la contre-valeur de ce montant. En calculant le montant d'un remboursement, toute fraction d'un penny ou d'un cent sera négligée.

Les deux administrations postales s'engagent à assurer le transit, par leurs services, des colis grevés de remboursement. Toutefois, les comptes relatifs aux remboursements perçus seront établis et réglés directement entre les administrations des pays d'origine et de destination desdits colis.

2. Les colis grevés de remboursement seront soumis aux formalités et aux taxes des colis ordinaires ou des colis avec valeur déclarée, selon le cas. L'expéditeur payera, en outre, une taxe spéciale qui sera fixée par l'administration du pays d'origine et ne pourra dépasser :

a) 2 ½ d. par livre sterling ou fraction de livre sterling du montant du remboursement dans le cas d'un colis mis à la poste dans le Royaume-Uni ;

b) 20 cents pour chaque colis et 10 cents par 20 florins ou fraction de 20 florins du montant du remboursement, dans le cas d'un colis mis à la poste aux Pays-Bas.

3. La remise du montant des remboursements encaissés s'effectue au moyen de mandats de remboursement, émis gratuitement.

4. Outre le droit spécial fixé conformément au paragraphe 2, l'Administration postale du Royaume-Uni aura le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis contre remboursement mis à la poste dans le Royaume-Uni un droit supplémentaire ne dépassant pas 2 d. pour chaque colis et du destinataire de chaque colis contre remboursement à destination du Royaume-Uni un droit supplémentaire ne dépassant pas 4 d. pour chaque colis.

Article 21.

ANNULATION OU MODIFICATION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

L'expéditeur d'un colis grevé de remboursement ne peut en annuler ou en modifier le montant postérieurement au dépôt.

Article 22.

COLIS CONTRE REMBOURSEMENT. — RESPONSABILITÉ EN CAS DE PERTE, DE VOL OU D'AVARIE.

Les deux administrations postales seront responsables, conformément aux conditions fixées aux articles 28 à 34 ci-après, en cas de perte d'un colis contre remboursement ou en cas de vol ou d'avarie de son contenu.

Article 23.

INDEMNITÉ EN CAS DE NON-ENCAISSEMENT, D'ENCAISSEMENT INSUFFISANT OU FRAUDULEUX.

Si un colis a été livré au destinataire sans encaissement du montant du remboursement, l'expéditeur a droit à une indemnité, pourvu qu'une réclamation ait été formulée dans le délai prévu à l'article 19 et que le non-encaissement ne soit pas dû à une faute ou à une négligence de sa part. Il en est de même si la somme encaissée du destinataire est inférieure au montant du remboursement indiqué ou si l'encaissement a été effectué frauduleusement.

L'indemnité ne pourra dépasser, en aucun cas, le montant du remboursement.

Par le fait du paiement de l'indemnité, et jusqu'à concurrence de son montant, l'administration responsable est subrogée dans les droits de l'expéditeur pour tout recours éventuel contre le destinataire ou contre les tiers.

Article 24.

DÉTERMINATION DE LA RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE DE REMBOURSEMENT.

Le paiement par l'administration postale du pays d'origine des sommes encaissées régulièrement se fait pour le compte de l'administration postale du pays destinataire. De même, le paiement de l'indemnité se fait pour le compte de l'administration postale du pays de destination, si celui-ci est responsable.

Après la remise d'un colis, l'administration du pays de destination est responsable du montant du remboursement, à moins qu'elle ne puisse prouver que la faute est due à la non-observation des dispositions réglementaires par l'administration du pays d'origine ou établir que, lors de la transmission à son service, le colis ou le bulletin d'expédition y afférent ne portait pas les indications prescrites par le règlement d'exécution pour les colis grevés de remboursement et que le colis n'était pas mentionné expressément sur la feuille de route conformément à l'article 32 du règlement d'exécution.

L'administration du pays de destination est tenue de rembourser, dans les conditions prévues à l'article 34, la somme qui a été avancée par l'administration du pays d'origine.

Article 25.

MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Le montant d'un mandat de remboursement qui, pour un motif quelconque, n'a pas pu être payé au bénéficiaire, n'est pas remboursé à l'administration postale dont relève le bureau qui a

émis le mandat. Il est tenu à la disposition du bénéficiaire par l'administration du pays d'origine du colis grevé de remboursement et revient définitivement à cette administration à l'expiration du délai légal de prescription.

A tous les autres égards et sous les réserves prévues au règlement d'exécution, les mandats de remboursement sont soumis aux dispositions de l'arrangement relatif aux mandats de poste conclu par les deux administrations.

Article 26.

COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE. — TAXES ET CONDITIONS.

1. Les colis peuvent être assurés jusqu'à concurrence d'une somme de deux mille francs.
2. Un droit d'assurance, à fixer par l'administration postale du pays d'origine, sera perçu par fraction indivisible de 300 francs de la déclaration de valeur.
3. L'administration du pays d'origine aura également le droit de percevoir de l'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée un droit d'expédition ne dépassant pas 50 centimes.
4. L'expéditeur d'un colis avec valeur déclarée reçoit, sans frais, au moment du dépôt, un récépissé de son envoi.

Article 27.

DÉCLARATIONS FRAUDULEUSES.

La déclaration de valeur ne peut pas dépasser la valeur réelle du contenu de l'envoi et de l'emballage, mais il est permis de ne déclarer qu'une partie de cette valeur.

Toute déclaration frauduleuse de valeur supérieure à la valeur réelle de l'envoi est passible des poursuites judiciaires que peut prescrire la législation du pays d'origine.

Toutefois, un colis dont le contenu n'a aucune valeur commerciale peut être assuré pour une somme nominale afin d'obtenir les garanties offertes par le système d'assurance.

Article 28.

RESPONSABILITÉ POUR PERTE, AVARIE OU VOL.

1. Sauf dans les cas mentionnés à l'article suivant, les deux administrations postales seront responsables de la perte de colis ou de la perte, du vol ou de l'avarie de la totalité ou d'une partie de leur contenu.

L'expéditeur aura droit de ce fait à une indemnité correspondant au montant réel de la perte, du vol ou de l'avarie. Pour les colis ordinaires, cette indemnité ne pourra dépasser : 10 francs pour un colis ne pesant pas plus de 1 kg. (3 lb.), 25 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 1 kg., mais ne dépasse pas 5 kg. (11 lb.) et 40 francs pour un colis dont le poids est supérieur à 5 kg. Pour les colis avec valeur déclarée, cette indemnité ne pourra dépasser le montant de la valeur déclarée.

Dans les cas où la perte, le vol ou l'avarie se sera produit dans le service du pays de destination, l'administration de ce pays pourra verser, à ses propres frais, et sans consulter l'administration du pays d'origine, l'indemnité au destinataire, à la condition que le destinataire puisse prouver que l'expéditeur a renoncé à ses droits en sa faveur.

2. Dans le calcul de l'indemnité, les dommages indirects ou le manque à gagner ne seront pas pris en considération.

3. L'indemnité sera calculée d'après le prix-courant des marchandises de même nature, au lieu et à l'époque où les marchandises ont été acceptées au transport.

4. Dans les cas où il est dû une indemnité pour perte, destruction ou avarie complète d'un colis ou pour vol de la totalité de son contenu, l'expéditeur aura droit également au remboursement des taxes de transport.

5. Dans tous les cas, les droits d'assurance et, le cas échéant, la taxe d'expédition, restent acquis aux administrations postales intéressées.

Article 29.

EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales seront dégagées de toute responsabilité :

- a) Dans les cas de force majeure ;
- b) Lorsqu'elles seront dans l'impossibilité de rendre compte des colis par suite de la destruction des documents officiels résultant d'un cas de force majeure ;
- c) Lorsque le dommage a été causé par la faute ou la négligence de l'expéditeur ou lorsqu'il provient de la nature de l'article ;
- d) Pour les colis dont le contenu tombe sous le coup d'une des interdictions mentionnées à l'article 11 ;
- e) Pour les colis qui ont été frauduleusement assurés pour une somme supérieure à la valeur effective du contenu et de l'emballage ;
- f) A l'égard des colis qui n'ont donné lieu, de la part de l'expéditeur, à aucune réclamation dans le délai prévu à l'article 19 ;
- g) A l'égard des colis contenant des pierres précieuses, de la joaillerie ou un article quelconque d'or, d'argent ou de platine d'une valeur supérieure à 2500 francs et non enfermés dans une boîte des dimensions prescrites à l'article 6, paragraphe 3, du règlement d'exécution.

Article 30.

CÉSSATION DE LA RESPONSABILITÉ.

Les deux administrations postales cesseront d'être responsables des colis qui auront été livrés conformément à leurs règlements intérieurs et dont les ayants-droit ou leurs représentants auront pris livraison sans formuler de réserve.

Article 31.

PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

L'indemnité sera versée par l'administration postale du pays d'origine, sauf dans le cas prévu au paragraphe 1 de l'article 28, dans lequel le paiement sera effectué par l'administration postale du pays de destination. L'administration du pays d'origine pourra, toutefois, après avoir obtenu le consentement de l'expéditeur, autoriser l'administration du pays de destination à indemniser le destinataire. L'administration qui aura effectué le paiement conserve un droit de recours contre l'administration responsable.

Article 32

DÉLAI DE PAIEMENT DE L'INDEMNITÉ.

1. L'indemnité sera versée le plus tôt possible et, au plus tard, dans le délai d'un an à compter du lendemain du jour de la réclamation.

2. L'administration postale du pays d'origine est autorisée à indemniser l'expéditeur pour le compte de l'autre administration si celle-ci, dûment informée de la réclamation, a laissé s'écouler six mois sans prendre de décision en la matière.

3. L'administration du pays d'origine peut exceptionnellement différer le règlement de l'indemnité au delà du délai d'un an lorsque la question de responsabilité n'a pu être tranchée par suite de circonstances indépendantes de la volonté des administrations intéressées.

Article 33.

ADMINISTRATION RESPONSABLE.

1. Jusqu'à preuve du contraire, la responsabilité incombe à l'administration postale qui, ayant reçu le colis de l'autre administration sans formuler de réserve et ayant obtenu communication de tous les renseignements prescrits par les règlements en vue de l'enquête, ne peut établir que le colis a été dûment délivré au destinataire ou à son représentant, ou qu'il a été régulièrement transmis à l'administration postale suivante, selon le cas.

2. Si, dans le cas d'un colis expédié de l'un des deux pays à destination de l'autre, la perte, le vol ou l'avarie est survenu en cours de transport sans qu'il soit possible de déterminer dans le service de quel pays l'irrégularité s'est produite, les deux administrations supporteront le dommage par parts égales.

3. Le même principe sera appliqué, dans la mesure du possible, lorsque d'autres administrations auront participé au transport des colis. Toutefois, dans le cas de colis expédiés en transit de l'un des deux pays à travers le territoire de l'autre, ni l'une ni l'autre des deux administrations ne sera considérée comme responsable lorsque la perte, le vol ou l'avarie sera survenu dans un service qui n'accepte aucune responsabilité.

4. Les droits de douane et autres droits qu'il n'aura pas été possible d'annuler seront à la charge de l'administration responsable de la perte, de l'avarie ou du vol.

5. Du fait qu'elle a payé l'indemnité, l'administration intéressée est subrogée, jusqu'à concurrence du montant versé, dans les droits de la personne qui a reçu l'indemnité, pour tout recours éventuel contre le destinataire, l'expéditeur ou les tiers.

6. Toutefois, si un colis considéré comme perdu est ultérieurement retrouvé, en totalité ou en partie, la personne qui aura touché l'indemnité sera avisée qu'il lui est loisible de prendre possession du colis contre restitution du montant de l'indemnité payée.

Article 34.

REMBOURSEMENT DE L'INDEMNITÉ A L'ADMINISTRATION POSTALE DU PAYS D'ORIGINE.

L'administration responsable ou pour le compte de laquelle le paiement est effectué conformément à l'article 32, est tenue de rembourser le montant de l'indemnité dans un délai de trois mois après notification du paiement. Le montant de l'indemnité sera recouvré auprès de l'administration responsable selon les modalités qui seront arrêtées d'un commun accord par les deux administrations.

L'administration dont la responsabilité est dûment établie et qui a primitivement décliné le paiement de l'indemnité sera tenue de supporter tous les frais additionnels résultant du retard injustifié apporté au paiement.

Article 35.

BONIFICATIONS DE TRANSPORT.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays, à destination de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera au bureau destinataire les droits qui reviennent à ce dernier en vertu des dispositions des articles 4 et 5.

Pour chaque colis expédié de l'un des deux pays en transit à travers le territoire de l'autre, le bureau expéditeur bonifiera à l'autre bureau les sommes nécessaires pour le transport et l'assurance du colis.

Article 36.

REPRISE EN CAS DE RÉEXPÉDITION OU DE RENVOI.

En cas de réexpédition ou de renvoi d'un colis d'un pays à l'autre, l'administration réexpéditrice reprend sur l'autre administration le montant des droits qui lui reviennent à elle-même et à toute autre administration ayant participé à la réexpédition ou au renvoi du colis.

La reprise sera effectuée sur la feuille de route relative à l'envoi dont le colis fait partie.

Article 37.

TAXES D'EXPRÈS, SPÉCIALES ET COMPLÉMENTAIRES.

1. La taxe spéciale d'express prévue à l'article 10, paragraphe 1, fait partie des sommes portées au crédit de l'administration du pays de destination.

Lorsqu'un colis express est réexpédié sur un autre pays, sans que la remise en ait été tentée, cette taxe est portée au crédit de l'administration postale du nouveau pays de destination. Si celle-ci ne se charge pas de la remise par express, la taxe reste acquise à l'administration du pays de la première destination ; il en est de même quand un colis express n'a pu être remis.

2. En cas de réexpédition ou de renvoi au pays d'origine d'un colis express, la taxe complémentaire prévue à l'article 10, paragraphe 2, est reprise sur l'administration du pays d'origine par l'administration qui a tenté la remise, selon la procédure indiquée à l'article 36, sauf dans les cas où cette taxe a été acquittée lors de la présentation au domicile du destinataire.

Article 38.

TAXE POUR LA RÉEXPÉDITION DANS LE PAYS DE DESTINATION.

La taxe de réexpédition prévue à l'article 13, paragraphe 2, est acquise, en cas de réexpédition ultérieure ou de renvoi au pays d'origine, au pays qui a effectué la réexpédition dans les limites de son territoire.

Article 39.

DROITS DIVERS.

1. Sont acquis en entier à l'administration postale qui les a perçus :

- a) Le droit spécial prévu à l'article 8, paragraphe 4 ;
- b) Le droit d'avis de réception prévu à l'article 12 ;
- c) Le droit applicable aux réclamations mentionné à l'article 19, paragraphe 1 ;
- d) Le droit supplémentaire pour les colis grevés de remboursement prévu à l'article 20, paragraphe 4 ;
- e) Le droit d'expédition pour les colis avec valeur déclarée prévu à l'article 26, paragraphe 3.

2. Le droit de dédouanement prévu à l'article 6 est acquis à l'administration du pays de destination. Le droit de commission mentionné à l'article 8, paragraphe 3, peut être repris par la même administration.

Article 40.

TAXE DE REMBOURSEMENT.

La taxe prévue à l'article 20, paragraphe 2, sera partagée entre l'administration du pays d'origine et celle du pays de destination, comme il est prescrit à l'article 36, paragraphe 2, du règlement d'exécution.

Article 41.

DROIT D'ASSURANCE.

Pour les colis avec valeur déclarée, l'administration postale du pays d'origine est redevable envers l'administration postale du pays de destination, pour le transport territorial, d'un droit de 5 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Si l'administration du pays de destination assure le transport maritime, l'administration du pays d'origine lui versera un droit supplémentaire de 10 centimes par 300 francs ou fraction de 300 francs de la valeur déclarée.

Article 42.

DISPOSITIONS DIVERSES.

1. Les francs et centimes mentionnés dans le présent arrangement sont des francs et des centimes-or tels qu'ils sont définis dans la Convention de l'Union postale.

2. Les colis ne pourront être grevés de taxes postales autres que celles qui sont prévues dans le présent arrangement, sauf en cas d'entente réciproque des deux administrations postales.

3. Dans des circonstances exceptionnelles, chacune des deux administrations pourra suspendre temporairement, en totalité ou en partie, le service d'échange des colis postaux, à la condition d'en aviser immédiatement et, s'il y a lieu, par télégramme, l'autre administration.

4. Les deux administrations ont élaboré le règlement d'exécution ci-après en vue de l'exécution du présent arrangement. D'autres questions de détail, qui ne seront pas incompatibles avec les dispositions générales du présent arrangement et qui n'auront pas été prévues dans le règlement d'exécution, pourront être réglées de temps à autre, d'un commun accord.

5. Les législations intérieures du Royaume-Uni et des Pays-Bas seront applicables à tous les points qui n'auraient pas été prévus par les dispositions du présent arrangement et de son règlement d'exécution.

Article 43.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DE L'ACCORD.

Le présent accord remplacera l'Arrangement relatif à l'échange des colis postaux, signé à La Haye le 16 mars 1903 et à Londres le 17 février 1903. Il entrera en vigueur à une date qui sera fixée d'un commun accord par les deux administrations postales et restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai d'un an à dater du jour où il aura été dénoncé par l'une ou l'autre des deux administrations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent accord et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire à La Haye, le 23 juin 1932, et à Londres, le 13 août 1932.

DAMME.
Kingsley Wood.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION

DE L'ACCORD RELATIF A L'ÉCHANGE DE COLIS POSTAUX ENTRE L'ADMINISTRATION POSTALE DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET DE L'IRLANDE DU NORD ET L'ADMINISTRATION POSTALE DES PAYS-BAS, EN DATE DES 23 JUIN ET 13 AOUT 1932.

Article premier.

ACHEMINEMENT.

1. Chacune des deux administrations postales acheminera par les voies et moyens qu'elle utilise pour ses propres colis les colis qui lui seront remis par l'autre administration pour être transportés en transit à travers son territoire.

2. Les colis qui auront été mal dirigés seront réexpédiés sur leur véritable destination par la voie la plus directe dont peut disposer l'office réexpéditeur.

Article 2.

MODE DE TRANSMISSION. FOURNITURE DES SACS.

1. L'échange des colis entre les deux pays sera effectué par les bureaux désignés d'un commun accord par les deux administrations postales.

2. Les colis seront échangés entre les deux pays en sacs dûment clos et scellés.

En l'absence de toute disposition contraire, la transmission des colis expédiés par l'un des deux pays contractants en transit à travers le territoire de l'autre sera effectuée « à découvert ».

3. On attachera au col de chaque sac une étiquette indiquant le bureau d'échange d'origine et le bureau d'échange de destination ; le nombre des colis contenus dans le sac sera inscrit au dos de l'étiquette.

4. Le sac contenant la feuille de route et autres documents portera une marque distinctive.

5. Les colis exprès et les colis grevés de remboursement, lorsqu'ils sont expédiés dans un courrier seront groupés et placés, autant que possible, dans le sac qui contient la lettre de voiture et les autres documents. Lorsqu'ils ne pourront être tous placés dans le sac qui contient la lettre de voiture, le sac ou les sacs dans lesquels ils sont expédiés portera une étiquette distinctive.

6. De même, les colis avec valeur déclarée seront expédiés dans des sacs distincts et les étiquettes de ces sacs porteront une marque distinctive qui sera fixée de temps à autre par les deux administrations.

7. Aucun sac de colis postaux ne devra peser plus de 36 kilogrammes (80 livres avoirdupois).

8. Les sacs seront fournis par l'Administration postale de Grande-Bretagne et leur coût sera réparti par moitié entre les deux administrations.

Chaque sac sera revêtu sur tous les quatre côtés de la mention « Grande-Bretagne et Pays-Bas ».

Les sacs seront utilisés exclusivement pour l'échange des colis entre la Grande-Bretagne et les Pays-Bas et non pour les besoins d'un autre service, et l'Administration des Postes des Pays-Bas sera tenue de rembourser la valeur de tout sac qui ne sera pas retourné par elle.

9. Les sacs dont l'Administration postale des Pays-Bas n'a pas besoin pour l'envoi de colis à destination de Grande-Bretagne seront retournés vides, par paquets de dix (neuf sacs enfermés dans le dixième) et sous forme d'envoi distinct adressé au bureau d'échange désigné par l'Administration postale de Grande-Bretagne. Le nombre des sacs ainsi envoyés sera signalé sur une feuille de route distincte de celle qui est envoyée pour signaler les colis eux-mêmes ; cette feuille portera un numéro d'ordre appartenant à une série annuelle distincte.

Article 3.

RENSEIGNEMENTS A FOURNIR.

1. Chacune des deux administrations postales notifiera à l'autre, au moyen d'un tableau :
 - a) La nomenclature des pays à destination desquels elle peut acheminer les colis qui lui sont remis ;
 - b) Les voies ouvertes à l'acheminement desdits colis, à partir de l'entrée sur son territoire ou dans son service ;
 - c) Le montant total qui devra être inscrit à son crédit par l'autre administration pour chaque destination ;
 - d) Le nombre de déclarations en douane qui doivent accompagner chaque colis ;
 - e) Tous autres renseignements nécessaires.
2. Chacune des deux administrations fera connaître à l'autre les noms des pays à destination desquels elle a l'intention d'expédier des colis en transit à travers le territoire de l'autre, à moins que, dans un cas particulier, le nombre de ces colis ne soit insignifiant.

Article 4.

FIXATION DES ÉQUIVALENTS.

Dans la fixation des taxes afférentes aux colis, chacune des deux administrations postales aura la faculté d'adopter tels équivalents approximatifs, en sa propre monnaie, qu'elle jugera appropriés.

Article 5.

CONDITIONNEMENT DES COLIS.

Tout colis :

- a) Portera l'adresse exacte du destinataire en caractères latins. Les adresses au crayon ne seront pas admises ; toutefois, les colis portant des adresses écrites au crayon-encre sur une surface préalablement humectée seront acceptés. L'adresse sera inscrite sur le colis même ou sur une étiquette attachée assez solidement au colis pour qu'elle ne puisse se détacher. On conseillera à l'expéditeur de tout colis d'insérer dans le colis une copie de l'adresse du destinataire, ainsi que l'indication de sa propre adresse ;
- b) Devra être emballé d'une manière qui réponde à la durée du transport et qui assure la protection du contenu.

Les articles qui pourraient blesser les agents des postes ou endommager d'autres colis devront être emballés de manière à éviter tout danger.

Article 6.

EMBALLAGES SPÉCIAUX.

1. Les liquides et les corps facilement liquéfiables devront être emballés dans un double récipient. Entre le premier (bouteille, flacon, pot, boîte, etc.) et le second (boîte métallique ou en bois résistant), il sera laissé un espace qui devra être rempli de sciure, de son ou d'une autre matière absorbante, en quantité suffisante pour pouvoir absorber, en cas de bris, la totalité du contenu liquide.
2. Les colorants secs en poudre, tels que l'aniline, etc., ne seront admis que s'ils sont renfermés dans des boîtes en métal résistant placées à l'intérieur de boîtes en bois, l'espace entre les deux récipients étant rempli de sciure.

3. Tout colis renfermant des pierres précieuses, des articles de joaillerie ou des articles d'or, d'argent ou de platine, d'une valeur supérieure à 2500 francs seront emballés dans une boîte mesurant au moins 3 pieds 6 pouces (1,05 m.), longueur et pourtour réunis.

Article 7.

BULLETINS D'EXPÉDITION ET DÉCLARATIONS EN DOUANE.

1. Chaque colis devra être accompagné d'un bulletin d'expédition et d'une série de déclarations en douane conformes aux règlements du pays de destination. Les déclarations en douane seront solidement attachées au bulletin d'expédition.

2. Les deux administrations postales n'assument aucune responsabilité quant à l'exactitude des déclarations en douane.

Article 8.

COLIS FRANCS DE DROITS.

1. Les colis à remettre au destinataire francs de droits doivent porter, du côté de la suscription, ainsi que sur les bulletins d'expédition, une étiquette de couleur jaune avec l'inscription en gros caractères « franc de droits ».

2. Tout colis expédié « franc de droits » est accompagné d'un bulletin d'affranchissement distinct solidement attaché au bulletin d'expédition.

Article 9.

Avis de réception.

1. Les colis avec valeur déclarée pour lesquels les expéditeurs demandent un avis de réception doivent porter l'annotation très apparente « Avis de réception » ou les lettres « A. R. ». La même mention sera reproduite sur les bulletins d'expédition.

2. Ces paquets sont accompagnés d'une formule conforme à celle qui est annexée au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale universelle. Cette formule est établie par le bureau d'origine ou par tout autre bureau désigné par l'administration du pays d'origine. Elle doit être jointe au bulletin d'expédition du colis auquel elle se rapporte. Si elle ne parvient pas au bureau de destination, celui-ci dresse d'office un nouvel avis de réception.

3. Le bureau de destination, après avoir dûment rempli la formule, la renvoie à découvert et en franchise de port à l'adresse de l'expéditeur du colis.

4. Lorsque l'expéditeur réclame un avis de réception qui ne lui est pas parvenu dans un délai raisonnable, il est procédé conformément aux dispositions prévues à l'article 10 suivant. Dans ce cas, il n'est pas perçu de deuxième taxe et le bureau d'origine inscrit en tête de la formule la mention « Duplicata de l'avis de réception ».

Article 10.

AVIS DE RÉCEPTION DEMANDÉS POSTÉRIEUREMENT AU DÉPÔT.

Lorsque l'expéditeur demande un avis de réception postérieurement au dépôt d'un colis, le bureau d'origine ou tout autre bureau désigné à cet effet par l'administration du pays d'origine, remplit une formule d'avis de réception qu'il joint ensuite à une formule de réclamation préalablement revêtue de timbres-poste représentant la taxe prévue par la Convention de l'Union postale.

La réclamation accompagnée de l'avis de réception est traitée selon les prescriptions de l'article 31 ci-après, à cette seule exception que, en cas de livraison régulière du colis, le bureau de destination retire la formule de réclamation et renvoie l'avis de réception de la manière prescrite au paragraphe 3 de l'article précédent.

Article 11.

INDICATION DE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter du côté de l'adresse la mention « Remboursement » écrite ou imprimée d'une manière très apparente et suivie du montant du remboursement, sans rature ni surcharge, même approuvées.

2. L'expéditeur doit, en outre, indiquer, sur le colis et au recto du bulletin d'expédition son nom et son adresse en caractères latins.

Article 12.

ÉTIQUETTES DES COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

Les colis grevés de remboursement ainsi que leur bulletin d'expédition devront être revêtus du côté de l'adresse d'une étiquette de couleur orange, conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de la Convention de l'Union postale.

Article 13.

MANDATS DE REMBOURSEMENT

1. Tout colis expédié contre remboursement sera accompagné d'une formule de mandat de remboursement. Cette formule sera attachée au bulletin d'expédition et devra porter l'indication du montant du remboursement dans la monnaie du pays d'origine et indiquer, en règle générale, l'expéditeur du colis comme bénéficiaire du mandat. Chaque administration est libre de faire adresser aux bureaux d'origine des colis ou à d'autres bureaux les mandats afférents aux envois originaires de son service. Le coupon du mandat de remboursement doit indiquer le nom et l'adresse du destinataire du colis, ainsi que le lieu et la date de dépôt de cet envoi.

2. Les inscriptions au crayon ne sont pas admises sur les formules de mandat de remboursement.

Article 14.

CONVERSION DU MONTANT DU REMBOURSEMENT.

Les montants des remboursements sont convertis en monnaie du pays destinataire par les soins de l'administration de ce pays qui se sert à cet effet du taux de conversion dont elle fait usage pour la conversion des mandats de poste à destination du pays d'origine des colis.

Article 15.

DÉLAI DE PAIEMENT DU REMBOURSEMENT.

Le montant du remboursement doit être payé par le destinataire du colis dans le délai prévu par le règlement du pays de destination.

Passé ce délai, le colis sera traité comme tombé en rebut conformément aux dispositions de l'article 15 de l'arrangement.

Article 16.

RÉEXPÉDITION DE COLIS CONTRE REMBOURSEMENT.

1. Les colis grevés de remboursement peuvent être réexpédiés si le pays de la nouvelle destination assure, avec le pays d'origine, le service des colis contre remboursement. Dans ce cas, les colis sont accompagnés des formules de mandat de remboursement, établies par l'administration du pays d'origine. Le bureau de la nouvelle destination procède à la liquidation des remboursements comme si les colis lui avaient été expédiés directement par le bureau d'origine.

2. Dans le cas d'une demande de réexpédition sur un pays qui n'assure pas un service d'échange de colis grevés de remboursement avec le pays d'origine, les colis seront traités comme tombés en rebut.

Article 17.

EMISSION DU MANDAT DE REMBOURSEMENT.

Immédiatement après avoir encaissé le montant du remboursement, le bureau de destination ou tout autre bureau désigné par l'administration postale du pays destinataire remplit la partie « Indications de service » du mandat de remboursement et, après avoir apposé son timbre à date, la renvoie en franchise de port au bureau de dépôt du colis ou au bureau qui a été spécialement désigné par l'administration du pays d'origine sur le titre même.

Les mandats de remboursement sont payés aux expéditeurs des colis dans les conditions déterminées par chaque administration.

Article 18.

ANNULATION OU REMPLACEMENT DES FORMULES DE MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Les formules de mandats de remboursement concernant un colis qui, pour un motif quelconque, est renvoyé à l'expéditeur, seront annulées par les soins du bureau qui effectue le renvoi et seront renvoyées accompagnées du bulletin d'expédition.

2. Lorsque les formules afférentes aux colis grevés de remboursement sont égarées, perdues ou détruites avant l'encaissement du remboursement, le bureau destinataire, ou tel autre bureau désigné par l'administration postale du pays de destination en établit un duplicata.

Article 19.

MANDATS DE REMBOURSEMENT PERDUS.

1. Tout mandat de remboursement égaré, perdu ou détruit après l'encaissement du remboursement sera remplacé par un duplicata ou une autorisation de paiement après constatation par les deux administrations postales que le mandat n'a pas été payé.

2. Les mandats de remboursement qui n'ont pu être délivrés aux bénéficiaires dans les délais fixés par l'arrangement concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations seront, à l'expiration de ce délai, quittancés par l'administration postale du pays de paiement et portés en compte à l'administration qui les a émis.

3. Les mandats de remboursement qui ont été remis aux destinataires, mais dont ceux-ci n'auront pas réclamé le paiement dans le délai de validité fixé par l'arrangement concernant les mandats de poste conclu entre les deux administrations seront remplacés par des autorisations de paiement. Ces autorisations de paiement seront établies par l'administration qui aura perçu le

montant du remboursement aussitôt qu'elle aura pu s'assurer que les originaux des mandats n'ont pas été payés dans le délai de validité fixé, et ils seront quittancés par l'autre administration qui réclamera les montants dus dans le premier relevé de comptes établi après leur réception.

4. L'administration qui établira un mandat de remboursement avisera l'autre administration lorsque le paiement n'aura pas été réclamé dans le délai de validité.

5. Tout mandat de remboursement dont le paiement n'aura pu être effectué pour l'une des causes suivantes :

- i)* Indication inexacte, insuffisante ou douteuse du nom ou du domicile des bénéficiaires ;
- ii)* Différences ou omissions de noms ou de sommes ;
- iii)* Ratures ou additions dans les inscriptions ;
- iv)* Omission de timbres, de signatures ou d'autres indications de service ;
- v)* Emploi de formules non réglementaires,

sera régularisé par l'administration qui les a émis.

A cet effet, le mandat sera renvoyé au bureau d'émission par le bureau de paiement le plus rapidement possible, sous pli recommandé.

Article 20.

INDICATION DU MONTANT DE LA DÉCLARATION.

Les colis avec valeur déclarée et les bulletins d'expédition y afférents doivent porter l'indication du montant de la déclaration de valeur dans la monnaie du pays d'origine. Cette indication doit être faite sans ratures ni surcharges, même approuvées. Le montant de la déclaration doit être converti en francs-or par l'administration postale du pays d'origine. Le résultat de la conversion est indiqué par de nouveaux chiffres placés à côté ou au-dessous de ceux qui représentent le montant de la valeur déclarée dans la monnaie du pays d'origine.

Article 21.

ÉTIQUETTES DE DÉCLARATION DE VALEUR, ETC.

Les colis avec valeur déclarée ainsi que leur bulletin d'expédition doivent porter une petite étiquette rouge, avec l'indication « valeur déclarée » (« Insured ») en caractères latins.

Lorsque le colis contient des espèces monnayées, des matières d'or ou d'argent ou d'autres objets précieux, les cachets ou autres scellés, de même que les étiquettes de toute nature et, le cas échéant, les timbres-poste apposés sur les colis, doivent être espacés de façon à ne pouvoir cacher des lésions de l'emballage. De plus, les étiquettes et, le cas échéant, les timbres-poste, ne doivent pas être repliés sur les deux faces de l'emballage, de manière à couvrir la bordure.

Article 22.

APPOSITION DE CACHETS SUR LES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Les colis avec valeur déclarée seront fermés au moyen de cachets de cire, de plomb ou d'autre substance, portant une empreinte ou marque spéciale uniforme de l'expéditeur et appliqués en nombre suffisant pour qu'il ne puisse être porté atteinte au contenu du colis sans laisser de traces apparentes de violation.

Il est instamment recommandé aux expéditeurs de ces colis de porter sur le bulletin d'expédition, toutes les fois qu'il est possible, une reproduction exacte de l'empreinte ou de la marque spéciale susmentionnée.

Article 23.

INDICATION DU POIDS DES COLIS AVEC VALEUR DÉCLARÉE.

Le poids exact en grammes de chaque colis avec valeur déclarée doit être inscrit par l'administration postale du pays d'origine :

- a) Sur le colis, du côté de l'adresse ;
- b) Sur le bulletin d'expédition, à la place réservée à cet effet.

Article 24.

NUMÉRO D'ORDRE ET LIEU DE DÉPÔT.

Chaque colis, ainsi que le bulletin d'expédition qui s'y rapporte, doit porter le nom du bureau de dépôt et être revêtu d'une étiquette indiquant le numéro d'ordre. Le même bureau d'origine ne peut employer en même temps deux ou plusieurs séries d'étiquettes, à moins que chaque série ne soit pourvue d'un signe distinctif.

Article 25.

APPLICATION DU TIMBRE A DATE.

Le bulletin d'expédition est frappé par l'office d'origine, du côté de la suscription, du timbre indiquant le lieu et la date du dépôt.

Article 26.

COLIS EXPRESS.

Les colis à remettre par exprès, ainsi que les bulletins d'expédition correspondants sont revêtus, près de l'adresse, d'une étiquette rouge foncé portant, en gros caractères, le mot « Express » ou « Exprès ».

Article 27.

RENOI DES BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT ; RÉCUPÉRATION DES DROITS AVANCÉS.

1. Le bureau qui a fait l'avance des frais de douane ou autres pour le compte de l'expéditeur d'un colis « franc de droits », remplira, en ce qui le concerne, les indications qui figurent au verso du bulletin d'affranchissement et transmettra ce dernier, accompagné des pièces justificatives y relatives, sous enveloppe fermée, sans aucune indication du contenu, au bureau spécifié au recto du bulletin d'affranchissement.

2. Lorsqu'un colis qui porte l'étiquette « franc de droits » et qui est signalé comme tel sur la feuille de route parvient au service du pays de destination sans bulletin d'affranchissement, le bureau chargé du dédouanement établit un duplicata du bulletin, en ayant soin de substituer le nom du pays d'origine de l'envoi à celui qui figure sur le bulletin d'affranchissement et d'indiquer, si possible, la date d'expédition du colis. Lorsque le bulletin d'affranchissement est perdu après livraison du colis, un duplicata est établi dans les mêmes conditions.

3. Les bulletins d'affranchissement afférents aux colis qui, pour un motif quelconque, sont renvoyés au pays d'origine et qui n'ont pas été dédouanés par l'administration du pays de destination doivent être annulés par les soins du bureau qui effectue le renvoi des colis.

4. A la réception d'un bulletin d'affranchissement indiquant les frais déboursés par l'administration du pays de destination, l'administration du pays d'origine convertit le montant de ces frais dans sa propre monnaie à un taux qu'elle détermine elle-même et qui ne doit pas être supérieur au taux fixé pour l'émission des mandats de poste à destination du pays en question. Le résultat de la conversion est indiqué dans le corps de la formule et il est confirmé par la signature de l'agent qui a opéré la conversion.

Article 28.

RÉEXPÉDITION.

1. L'administration qui réexpédiera un colis mal dirigé ne percevra pas, pour ce colis, de droits de douane ni autres taxes non postales.

Lorsqu'une administration postale renverra un colis de ce genre au pays dont elle l'a reçu directement, elle restituera les bonifications reçues et signalera l'erreur au moyen d'un bulletin de vérification.

Dans d'autres cas et si le montant bonifié à l'administration réexpéditrice est insuffisant pour couvrir les frais de réexpédition qui lui incombent, cette administration portera au crédit de l'administration à laquelle elle retournera le colis les droits de transport que comporte l'acheminement du colis ; elle se créditera ensuite de la somme dont elle est à découvert par une reprise sur le bureau d'échange dont elle aura directement reçu le colis mal dirigé. Ce bureau sera avisé du motif de cette reprise au moyen d'un bulletin de vérification.

2. Lorsqu'un colis aura été admis à tort à l'expédition, par suite d'une erreur imputable au service postal et devra, pour ce motif, être renvoyé au pays d'origine, l'administration qui renvoie le colis allouera à l'administration qui lui a livré le colis les sommes dont elle a été créditée du chef de ce colis.

3. Les taxes afférentes à un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire ou d'une erreur de la part de l'expéditeur à destination d'un pays avec lequel les Pays-Bas ou le Royaume-Uni échangent des colis postaux seront réclamés à l'administration à laquelle le colis est transmis à moins que les frais de transport ne soient payés au moment de la réexpédition, auquel cas le colis sera traité comme s'il avait été adressé directement du pays réexpéditeur au pays de la nouvelle destination.

4. Tout colis qui sera réexpédié sans nouvel affranchissement sera transmis dans son emballage primitif et accompagné du bulletin d'expédition primitif. Si le colis, pour une raison quelconque, doit être remballé ou si le bulletin d'expédition doit être remplacé par un autre bulletin, le nom du bureau d'origine du colis, ainsi que le numéro d'enregistrement primitif devront figurer tant sur le colis que sur le bulletin d'expédition.

Article 29.

RENVOI DES COLIS NON REMIS.

1. Si l'expéditeur d'un colis qui n'a pu être remis a adressé une demande non prévue par le paragraphe 2 de l'article 15 de l'arrangement, l'administration postale du pays de destination n'est pas tenue de donner suite à cette demande, mais elle peut renvoyer le colis au pays d'origine après l'expiration du délai prévu par les règlements du pays de destination.

2. L'administration qui retournera un colis à l'expéditeur indiquera, en termes clairs et concis, sur le colis même et sur le bulletin d'expédition y afférent, la cause de la non-remise. Ce renseignement pourra être inscrit à la main ou imprimé à l'aide d'un timbre, ou porté sur une étiquette.

Le bulletin d'expédition original afférent au colis retourné doit être renvoyé au pays d'origine, avec le colis.

3. Le colis destiné à être renvoyé à l'expéditeur sera porté sur la feuille de route avec la mention « rebut » dans la colonne « Observations ». Il sera traité et taxé comme un colis réexpédié par suite de changement de résidence du destinataire.

Article 30.

VENTE, DESTRUCTION.

1. Lorsqu'un colis aura été vendu ou détruit conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrangement, il sera dressé procès-verbal de la vente ou de la destruction.

2. Le produit de la vente servira en premier lieu à couvrir les frais qui grèvent le colis. L'excédent éventuel sera transmis à l'administration postale du pays d'origine pour être versé à l'expéditeur, qui supportera les frais de cette transmission.

Article 31.

RÉCLAMATIONS CONCERNANT LES COLIS OU LES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

Pour les réclamations concernant des colis ou des mandats de remboursement qui n'auront pas été renvoyés, on se servira d'un formulaire conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. Ces formulaires seront transmis aux bureaux désignés à cet effet par les deux administrations et seront traités de la manière convenue entre les deux administrations.

Article 32.

FEUILLE DE ROUTE.

1. Les colis avec valeur déclarée, grevés de remboursement ou renvoyés et les colis réexpédiés dont les frais de réexpédition n'auront pas été acquittés seront inscrits individuellement par le bureau d'échange expéditeur sur une feuille de route conforme au modèle annexé au règlement d'exécution de l'arrangement relatif aux colis postaux de l'Union postale universelle. L'avis relatif aux autres colis, exception faite des colis en transit, consistera dans l'indication du nombre de colis dans les diverses colonnes afférentes au poids ; mention sera faite sur la feuille de route du nombre de colis exprès et des colis à remettre francs de port. Les colis en transit seront inscrits individuellement, étant entendu, toutefois, que deux ou plusieurs colis en transit adressés au même pays et donnant lieu au remboursement du même montant pourront être inscrits en bloc.

Les bulletins d'expédition, les déclarations en douane, les bulletins d'affranchissement, les avis de livraison, les formules de mandats de remboursement, etc. seront joints à la feuille de route.

2. Chaque bureau d'échange expéditeur indiquera sur les feuilles de route, dans le coin gauche supérieur, un numéro d'ordre, en commençant chaque année, pour chacun des bureaux d'échange de destination, par le N^o 1. Le dernier numéro de l'année sera mentionné sur la première feuille de route de l'année suivante.

Article 33.

VÉRIFICATION PAR LES BUREAUX D'ÉCHANGE. NOTIFICATION DES IRRÉGULARITÉS.

1. Au moment de la réception d'un courrier, qu'il s'agisse de colis ou de sacs vides, le bureau d'échange vérifiera les colis et les divers documents qui les accompagnent ou les sacs vides, suivant

le cas, d'après les indications inscrites sur la feuille de route y relative et, le cas échéant, signalera au moyen d'un bulletin de vérification, les articles manquants ou toutes autres irrégularités.

2. Toute erreur qui pourra être relevée quant aux bonifications pour les colis en transit sera signalée au bureau d'échange expéditeur par un bulletin de vérification. Les autres erreurs en ce qui concerne les bonifications et les comptes seront rectifiées et les chiffres exacts seront mentionnés sur les états mensuels visés à l'article 34.

Article 34.

COMPTABILITÉ.

1. Chaque administration postale établira mensuellement pour tous les envois de colis reçus de chacun des bureaux d'échange de l'autre administration dans le courant du mois un état des sommes totales des envois figurant soit à son crédit, soit à son débit.

2. Ces états seront transmis à l'administration intéressée dans le cours du mois qui suivra celui auquel ils se rapportent. Les totaux ne pourront jamais être modifiés. Les erreurs qui pourront être constatées devront faire l'objet d'un relevé des différences.

3. Les états mensuels seront vérifiés et approuvés par l'administration intéressée à l'aide des copies des feuilles de route qu'elle retiendra et seront renvoyés au plus tard à l'expiration du second mois suivant la période à laquelle ils se rapportent. Les états seront résumés dans un compte général trimestriel préparé par l'administration débitrice.

Article 35.

RÈGLEMENT DES COMPTES.

1. Le solde de ce compte sera payé par l'administration postale débitrice à l'administration postale créditrice selon les modalités prévues par la Convention de l'Union postale universelle pour la liquidation des soldes des comptes de transit.

2. L'établissement et la transmission d'un compte général et le paiement du solde de ce compte seront effectués aussitôt que possible et, au plus tard, dans le délai de trois mois après l'expiration de la période à laquelle le compte se rapporte. Après l'expiration de ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre porteront intérêt au taux de 7 % par an, à compter de la date d'expiration dudit délai.

Article 36.

DÉCOMPTE DES MANDATS DE REMBOURSEMENT.

1. Le décompte relatif aux mandats de remboursement payés par chaque administration postale pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers.

2. Dans ces comptes, qui sont accompagnés des mandats de remboursement payés et quittancés, les mandats sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux d'émission et par ordre numérique de leur inscription aux registres de ces bureaux. Chaque administration déduit de la somme totale de sa créance $\frac{1}{2}$ % de ce total représentant la part revenant à l'autre administration conformément à l'article 40 de l'arrangement.

La vérification de ces comptes est effectuée selon les règles fixées par l'arrangement relatif aux mandats de poste conclu entre les deux administrations.

3. Les totaux des comptes de remboursement sont compris dans le compte général relatif aux mandats de poste et liquidés comme partie de ce compte.

Article 37.

BULLETINS D'AFFRANCHISSEMENT. DÉCOMPTE DES FRAIS DE DOUANE, ETC.

1. Le décompte relatif aux frais de douane, etc. déboursés par chaque administration postale pour le compte de l'autre est effectué au moyen de comptes particuliers mensuels, établis par les soins de l'administration débitrice dans la monnaie du pays créditeur. Les bulletins d'affranchissement sont inscrits par ordre alphabétique des bureaux qui ont fait l'avance des frais et suivant l'ordre numérique qui leur a été donné.

2. Le compte particulier, accompagné des bulletins d'affranchissement, est transmis à l'administration créditrice au plus tard à la fin du mois qui suit celui auquel il se rapporte. Il n'est pas dressé de compte en blanc.

3. La vérification des comptes est effectuée d'après la Convention relative aux mandats de poste conclue entre les deux administrations.

4. Ces comptes seront liquidés par le moyen du compte général des mandats de poste.

Article 38.

COMMUNICATIONS ET NOTIFICATIONS.

Chaque administration postale fournira à l'autre administration tous les renseignements nécessaires sur les points de détail relatifs au fonctionnement du service.

Article 39.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE DU RÈGLEMENT D'EXÉCUTION.

Le présent règlement d'exécution entrera en vigueur le jour de l'entrée en vigueur de l'arrangement relatif à l'échange des colis postaux et aura la même durée que l'arrangement lui-même. Les administrations intéressées auront toutefois la faculté d'en modifier les détails de temps à autre d'un commun accord.

Fait en double exemplaire, à La Haye, le 23 juin 1932, et à Londres, le 13 août 1932.

DAMME.

Kingsley Wood.

ANNEXE XXXIII



ANNEX XXXIII



ANNEXE XXXIII

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ADHÉSIONS, PROLONGATIONS, DÉNONCIATIONS, ETC.

N^o 170. — PROTOCOLE¹ DE SIGNATURE CONCERNANT LE STATUT DE LA COUR PERMANENTE DE JUSTICE INTERNATIONALE VISÉ PAR L'ARTICLE 14 DU PACTE DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS. GENÈVE, LE 16 DÉCEMBRE 1920.

RATIFICATION

Dépôt :

PARAGUAY II mai 1933.

DISPOSITION FACULTATIVE :
RATIFICATIONS

Dépôt :

PARAGUAY II mai 1933.

L'instrument de ratification du Protocole susmentionné par Son Excellence le Président de la République du Paraguay que M. le Délégué du Paraguay à la Société des Nations a fait parvenir au Secrétariat pour être déposé dans ses archives, contient le passage suivant :

« El Congreso de la Nación autorizó asimismo, por la citada Ley N^o 1.298, a reconocer como obligatoria de pleno derecho y sin convención especial, la jurisdicción de la Corte permanente de

¹ Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 ; vol. LIV, page 387 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXII, page 452 ; vol. LXXVIII, page 435 ; vol. LXXXVIII, page 272 ; vol. XCII, page 362 ; vol. XCVI, page 180 ; vol. C, page 153 ; vol. CIV, page 492 ; vol. CVII, page 461 ; vol. CXI, page 402 ; vol. CXVII, page 46 ; vol. CXXVI, page 430 ; et vol. CXXX, page 440, de ce recueil.

ANNEX XXXIII.

SIGNATURES, RATIFICATIONS, ACCESSIONS, PROLONGATIONS, DENUNCIATIONS, ETC.

No. 170. — PROTOCOL¹ OF SIGNATURE RELATING TO THE STATUTE OF THE PERMANENT COURT OF INTERNATIONAL JUSTICE PROVIDED FOR BY ARTICLE 14 OF THE COVENANT OF THE LEAGUE OF NATIONS. GENEVA, DECEMBER 16, 1920.

RATIFICATION.

Deposit :

PARAGUAY May 11, 1933.

OPTIONAL CLAUSE :
RATIFICATIONS.

Deposit :

PARAGUAY May 11, 1933.

The instrument of ratification of the above-mentioned Protocol by His Excellency the President of the Republic of Paraguay which the Delegate of Paraguay to the League of Nations transmitted to the Secretariat to be deposited in its archives, contains the following passage :

« El Congreso de la Nación autorizó asimismo, por la citada Ley N^o 1.298, a reconocer como obligatoria de pleno derecho y sin convención especial, la jurisdicción de la Corte permanente de

¹ Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 405 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XXIV, page 153 ; Vol. XXVII, page 417 ; Vol. XXXIX, page 165 ; Vol. XLV, page 96 ; Vol. L, page 159 ; Vol. LIV, page 387 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXII, page 452 ; Vol. LXXVIII, page 435 ; Vol. LXXXVIII, page 272 ; Vol. XCII, page 362 ; Vol. XCVI, page 180 ; Vol. C, page 153 ; Vol. CIV, page 492 ; Vol. CVII, page 461 ; Vol. CXI, page 402 ; Vol. CXVII, page 46 ; Vol. CXXVI, page 430 ; and Vol. CXXX, page 440, of this Series.

Justicia Internacional, conforme al Artículo treinta y seis, Paragrafo 2º del Estatuto de la Corte, debiendo ser el reconocimiento puro y simple. »

¹ TRADUCTION.

Le Congrès de la Nation a autorisé également, par ladite loi N^o 1.298, la reconnaissance pure et simple comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale de la juridiction de la Cour permanente de Justice internationale, telle qu'elle est décrite à l'article 36, paragraphe 2, du Statut.

ALLEMAGNE 5 juillet 1933.

¹ TRANSLATION.

The Congress of the Nation has also authorized by the said Law No. 1.298 the acceptance pure and simple, as compulsory *ipso facto* and without special convention, of the jurisdiction of the Permanent Court of International Justice, as set out in Article 36, paragraph 2 of the Statute.

GERMANY July 5, 1933.

N^o 171. — CONVENTION² ET STATUT SUR LA LIBERTÉ DU TRANSIT. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

TURQUIE 27 juin 1933.

No. 171. — CONVENTION² AND STATUTE ON FREEDOM OF TRANSIT. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

TURKEY June 27, 1933.

N^o 172. — CONVENTION³ ET STATUT SUR LE RÉGIME DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT INTERNATIONAL. BARCELONE, LE 20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

TURQUIE 27 juin 1933.

No. 172. — CONVENTION³ AND STATUTE ON THE REGIME OF NAVIGABLE WATERWAYS OF INTERNATIONAL CONCERN. BARCELONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

TURKEY June 27, 1933.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 70 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 181 ; et vol. CIV, page 495, de ce recueil.

³ Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; vol. LIX, page 344 ; vol. LXIX, page 71 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

² Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 305 ; Vol. XIX, page 279 ; Vol. XXIV, page 155 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. XXXV, page 299 ; Vol. XXXIX, page 166 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 70 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 181 ; and Vol. CIV, page 495, of this Series.

³ Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 307 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIX, page 344 ; Vol. LXIX, page 71 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

N^o 173. — PROTOCOLE¹ ADDITIONNEL
A LA CONVENTION SUR LE RÉGIME
DES VOIES NAVIGABLES D'INTÉRÊT
INTERNATIONAL. BARCELONE, LE
20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

TURQUIE 27 juin 1933.

N^o 173. — ADDITIONAL PROTOCOL¹ TO
THE CONVENTION ON THE REGIME
OF NAVIGABLE WATERWAYS OF
INTERNATIONAL CONCERN. BARCE-
LONA, APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

TURKEY June 27, 1933.

N^o 174. — DÉCLARATION² PORTANT
RECONNAISSANCE DU DROIT AU PA-
VILLON DES ÉTATS DÉPOURVUS DE
LITTORAL MARITIME. BARCELONE,
LE 20 AVRIL 1921.

ADHÉSION

TURQUIE 27 juin 1933.

No. 174. — DECLARATION² RECOGNISING
THE RIGHT TO A FLAG OF STATES
HAVING NO SEA COAST. BARCELONA,
APRIL 20, 1921.

ACCESSION.

TURKEY June 27, 1933.

N^o 256. — CONVENTION³ ENTRE LA
BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE
LUXEMBOURG, ÉTABLISSANT UNE
UNION ÉCONOMIQUE ENTRE LES DEUX
PAYS. SIGNÉE À BRUXELLES, LE 25
JUILLET 1921.

ECHANGE DE NOTES COMPORTANT UN ARRANGE-
MENT EN VUE DE PERMETTRE LA MAJORATION
DU MULTIPLICATEUR SERVANT AU CALCUL DU

No. 256. — CONVENTION³ BETWEEN
BELGIUM AND THE GRAND-DUCHY
OF LUXEMBURG FOR THE ESTABLISH-
MENT OF AN ECONOMIC UNION BE-
TWEEN THE TWO COUNTRIES. SIGNED
AT BRUSSELS, JULY 25, 1921.

EXCHANGE OF NOTES CONSTITUTING AN AGREE-
MENT WITH A VIEW TO ALLOWING THE RAISING
OF THE FIGURE TAKEN AS MULTIPLIER IN

¹ Vol. VII, page 65 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 71 ; vol. LXXXVIII, page 437 ; et vol. XCVI, page 182, de ce recueil.

² Vol. VII, page 73 ; vol. XI, page 410 ; vol. XV, page 308 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 158 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. LIX, page 345 ; vol. LXIX, page 72 ; vol. LXXXVIII, page 283 ; vol. XCII, page 363 ; vol. XCVI, page 183 ; vol. CXVII, page 48 ; et vol. CXXX, page 441, de ce recueil.

³ Vol. IX, page 223, de ce recueil.

¹ Vol. VII, page 65 ; Vol. XI, page 407 ; Vol. XV, page 309 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 157 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 71 ; Vol. LXXXVIII, page 437 ; and Vol. XCVI, page 182, of this Series.

² Vol. VII, page 73 ; Vol. XI, page 411 ; Vol. XV, page 309 ; Vol. XIX, page 281 ; Vol. XXIV, page 159 ; Vol. XXXI, page 245 ; Vol. LIX, page 345 ; Vol. LXIX, page 72 ; Vol. LXXXVIII, page 283 ; Vol. XCII, page 363 ; Vol. XCVI, page 183 ; Vol. CXVII, page 48 ; and Vol. CXXX, page 441, of this Series.

³ Vol. IX, page 223, of this Series.

PRÉLÈVEMENT PRÉVU A L'ARTICLE 13 DE LA CONVENTION CI-DESSUS. LUXEMBOURG, LE 2 FÉVRIER 1931.

THE CALCULATION OF THE SUM TO BE LEVIED IN ACCORDANCE WITH ARTICLE 13 OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. LUXEMBURG, FEBRUARY 2, 1931.

Communiqué par le ministre des Affaires étrangères de Belgique, le 10 mars 1933.

Communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs, March 10, 1933.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

I.

LUXEMBOURG, le 2 février 1931.

LUXEMBURG, February 2, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Traité établissant l'Union économique belgo-luxembourgeoise prévoit, en son article 11, que les recettes communes de douane et d'accises des deux pays seront réparties entre eux proportionnellement à leur population respective.

Article 11 of the Treaty for the Establishment of the Economic Union between Belgium and Luxembourg provides that the common Customs and excise receipts of the two countries shall be divided between them in proportion to their respective populations.

L'article 13 prévoit toutefois qu'avant d'effectuer le partage, il sera prélevé sur les recettes communes une somme calculée en tenant compte, d'une part, de la production de l'Union en céréales panifiables, et, d'autre part, de la différence des prix de vente de ces céréales sur la place d'Anvers et le marché de Metz. La somme ainsi prélevée est répartie entre les deux pays au prorata du nombre d'hectares emblavés de céréales panifiables existant dans chacun d'eux.

Article 13 provides however that, before the division is effected, there shall be deducted from the common receipts a sum calculated on the basis of the production of the Union in bread cereals and the difference between the sale price of such cereals on the Antwerp market and that on the Metz market. The sum thus deducted shall be divided between the two countries in proportion to the number of hectares under bread cereals in each of them.

En insérant cette disposition dans le Traité d'Union, les négociateurs ont voulu donner au Luxembourg le moyen de maintenir dans une certaine mesure, au profit des agriculteurs, la protection douanière dont ils jouissaient sous le régime du Zollverein et qu'ils ont perdue sous celui de l'Union économique, le tarif douanier belge ne prévoyant aucun droit sur les céréales panifiables.

By inserting this provision in the Treaty for the establishment of an Economic Union, the negotiators wished to enable Luxembourg to maintain to some extent, for the benefit of the farmers, the Customs protection which they enjoyed under the Zollverein régime and which they lost under the régime of the Economic Union, the Belgian Customs tariff not providing for any duty on bread cereals.

C'est en raison de cette préoccupation que l'article 13 prévoit, comme multiplicateur maximum à employer dans le calcul du prélèvement, le chiffre de six francs, représentant le droit de douane qui existait en 1921 sur les céréales panifiables en Allemagne.

In view of this consideration it was laid down in Article 13 that the maximum multiplier to be used in the calculation of the sum deducted should be the figure of six francs, representing the Customs duty existing in 1921 on bread cereals in Germany.

Votre Excellence a bien voulu faire observer au Gouvernement du Roi que les éléments sur

Your Excellency pointed out to His Majesty's Government that the factors which the nego-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

lesquels les négociateurs s'étaient basés pour fixer ce chiffre de six francs ont été sensiblement modifiés depuis la date de la signature du Traité d'Union, non seulement en raison de la dépréciation du franc belge, mais aussi du fait que les droits sur les céréales ont été sensiblement augmentés, non seulement en Allemagne, mais aussi en France, dont dépend depuis la guerre le marché de Metz, qui régissait jadis le prix des céréales luxembourgeoises.

Votre Excellence a fait remarquer que, dans ces conditions, le but poursuivi par les négociateurs du traité n'était plus que partiellement atteint; elle a suggéré de mettre les bases servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du Traité d'Union en harmonie avec les contingences actuelles et elle a proposé de rajuster à cet effet le taux du multiplicateur prévu en 1921. Enfin, Votre Excellence a exprimé le désir que la mesure eût un effet rétroactif aux exercices 1929 et 1930.

J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi, désireux de donner satisfaction à la demande formulée par elle, et, sous réserve de l'approbation de la présente déclaration par le Parlement, est disposé à admettre que pour le calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du Traité d'Union, le taux maximum de six francs primitivement admis, soit, en raison de la dévaluation du franc belge, porté à dix-huit francs.

Sous la même réserve, le Gouvernement du Roi accepte également que la mesure soit appliquée pour la répartition des recettes communes de l'Union afférentes aux exercices des années 1929 et 1930.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

Le Ministre de Belgique,
(S.) NIEUWENHUIS.

A Son Excellence Monsieur Joseph Bech,
Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement Grand-Ducal,
à Luxembourg.

tiateurs had taken as a basis in fixing that figure at six francs had undergone a considerable change since the signature of the Treaty for the establishment of an Economic Union, not only on account of the depreciation of the Belgian franc, but also of the fact that the duties on cereals had been appreciably increased not only in Germany but in France, on which country the Metz market, which formerly regulated the price of Luxemburg cereals, has depended since the war.

Your Excellency stated that, in these circumstances, the object pursued by the negotiators of the Treaty was only partially attained. You suggested bringing the bases on which the deduction provided for in Article 13 of the Treaty for the Establishment of an Economic Union was calculated into harmony with present conditions, and proposed for that purpose to readjust the rate of the multiplier laid down in 1921. Finally, Your Excellency expressed the wish that the measure should be made retroactive so as to include 1929 and 1930.

I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government, being desirous of acceding to Your Excellency's request, is prepared, subject to approval of the present declaration by Parliament, to agree that, for the calculation of the deduction provided for in Article 13 of the Treaty for the Establishment of an Economic Union, the maximum rate of six francs originally accepted shall, owing to the depreciation of the Belgian franc, be increased to eighteen francs.

Subject to the same reservation, His Majesty's Government also agrees that the measure shall apply to the division of the common receipts of the Union for the financial years 1929 and 1930.

I have the honour to be, etc.

(Signed) NIEUWENHUIS,
Belgian Minister.

To His Excellency
M. Joseph Bech,
Minister of State and President
of the Grand Ducal Government,
Luxemburg.

II.

LUXEMBOURG, le 2 février 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence la réception de sa lettre du 2 février courant, qui est de la teneur ci-après :

« Le Traité établissant l'Union économique belgo-luxembourgeoise prévoit, en son article 11, que les recettes communes de douane et d'accises des deux pays seront réparties entre eux proportionnellement à leur population respective.

» L'article 13 prévoit toutefois qu'avant d'effectuer le partage, il sera prélevé sur les recettes communes une somme calculée en tenant compte, d'une part, de la production de l'Union en céréales panifiables, et, d'autre part, de la différence des prix de vente de ces céréales sur la place d'Anvers et le marché de Metz. La somme ainsi prélevée est répartie entre les deux pays au prorata du nombre d'hectares emblavés de céréales panifiables existant dans chacun d'eux.

» En insérant cette disposition dans le Traité d'Union, les négociateurs ont voulu donner au Luxembourg le moyen de maintenir dans une certaine mesure, au profit de ses agriculteurs, la protection douanière dont ils jouissaient sous le régime du Zollverein et qu'ils ont perdue sous celui de l'Union économique, le tarif douanier belge ne prévoyant aucun droit sur les céréales panifiables.

» C'est en raison de cette préoccupation que l'article 13 prévoit comme multiplicateur maximum à employer dans le calcul du prélèvement, le chiffre de six francs, représentant le droit de douane qui existait en 1921 sur les céréales panifiables en Allemagne.

» Votre Excellence a bien voulu faire observer au Gouvernement du Roi que les éléments sur lesquels les négociateurs s'étaient basés pour fixer ce chiffre de six francs ont été sensiblement modifiés depuis la date de la signature du Traité d'Union, non seulement en raison de la dépréciation du franc belge, mais aussi du fait que les droits sur les céréales ont été sensiblement

II.

LUXEMBURG, February 2, 1931.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter of February 2nd of this year, which runs as follows :

“ Article 11 of the Treaty for the Establishment of the Economic Union between Belgium and Luxemburg provides that the common Customs and excise receipts of the two countries shall be divided between them in proportion to their respective populations.

“ Article 13 provides however that, before the division is effected, there shall be deducted from the common receipts a sum calculated on the basis of the production of the Union in bread cereals and the difference between the sale price of such cereals on the Antwerp market and that on the Metz market. The sum thus deducted shall be divided between the two countries in proportion to the number of hectares under bread cereals in each of them.

“ By inserting this provision in the Treaty for the establishment of an Economic Union, the negotiators wished to enable Luxemburg to maintain to some extent, for the benefit of the farmers, the Customs protection which they enjoyed under the Zollverein régime and which they lost under the régime of the Economic Union, the Belgian Customs tariff not providing for any duty on bread cereals.

“ In view of this consideration it was laid down in Article 13 that the maximum multiplier to be used in the calculation of the sum deducted should be the figure of six francs, representing the Customs duty existing in 1931 on bread cereals in Germany.

“ Your Excellency pointed out to His Majesty's Government that the factors which the negotiators had taken as a basis in fixing that figure at six francs had undergone a considerable change since the signature of the Treaty for the Establishment of an Economic Union, not only on account of the depreciation of the Belgian franc, but also of the fact that

augmentés, non seulement en Allemagne, mais aussi en France, dont dépend depuis la guerre le marché de Metz, qui régissait jadis le prix des céréales luxembourgeoises.

» Votre Excellence a fait remarquer que, dans ces conditions, le but poursuivi par les négociateurs du traité n'était plus que partiellement atteint; elle a suggéré de mettre les bases servant au calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du Traité d'Union en harmonie avec les contingences actuelles et elle a proposé de rajuster à cet effet le taux du multiplicateur prévu en 1921. Enfin, Votre Excellence a exprimé le désir que la mesure eût un effet rétroactif aux exercices 1929 et 1930.

» J'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que le Gouvernement du Roi, désireux de donner satisfaction à la demande formulée par elle, et, sous réserve de l'approbation de la présente déclaration par le Parlement, est disposé à admettre que pour le calcul du prélèvement prévu à l'article 13 du Traité d'Union, le taux maximum de six francs primitivement admis, soit, en raison de la dévaluation du franc belge, porté à dix-huit francs.

» Sous la même réserve, le Gouvernement du Roi accepte également que la mesure soit appliquée pour la répartition des recettes communes de l'Union afférentes aux exercices des années 1929 et 1930. »

Je suis bien aise de marquer par la présente à Votre Excellence mon accord avec l'arrangement reproduit ci-avant.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, de renouveler à Votre Excellence les assurances de ma haute considération.

(S.) BECH.

A Son Excellence,
Monsieur Adrien Nieuwenhuis,
Envoyé extraordinaire et
Ministre plénipotentiaire de Belgique,
à Luxembourg.

the duties on cereals had been appreciably increased not only in Germany but in France, on which country the Metz market, which formerly regulated the price of Luxemburg cereals, has depended since the war.

" Your Excellency stated that, in these circumstances, the object pursued by the negotiators of the Treaty was only partially attained. You suggested bringing the bases on which the deduction provided for in Article 13 of the Treaty for the Establishment of an Economic Union was calculated into harmony with present conditions, and proposed for that purpose to readjust the rate of the multiplier laid down in 1921. Finally, Your Excellency expressed the wish that the measure should be made retroactive so as to include 1929 and 1930.

" I have the honour so inform Your Excellency that His Majesty's Government, being desirous of acceding to Your Excellency's request, is prepared subject to approval of the present declaration by Parliament, to agree that, for the calculation of the deduction provided for in Article 13 of the Treaty for the establishment of an Economic Union, the maximum rate of six francs originally accepted shall, owing to the depreciation of the Belgian franc, be increased to eighteen francs.

" Subject to the same reservation, His Majesty's Government also agrees that the measure shall apply to the division of the common receipts of the Union for the financial years 1929 and 1930."

I am happy to signify herewith to Your Excellency my acceptance of the Agreement reproduced above.

I have the honour, etc.

(Signed) BECH.

To His Excellency
M. Adrien Nieuwenhuis,
Belgian Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary,
Luxemburg.

No 269. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SUPPRESSION DE LA TRAITE DES FEMMES ET DES ENFANTS. SIGNÉE A GENÈVE, LE 30 SEPTEMBRE 1921.

No. 269. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ FOR THE SUPPRESSION OF THE TRAFFIC IN WOMEN AND CHILDREN. SIGNED AT GENEVA, SEPTEMBER 30, 1921.

RATIFICATION

Dépôt :

PERSE 28 mars 1933.

RATIFICATION.

Deposit :

PERSIA March 28, 1933.

No. 284. — CONVENTION² BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE RESPECTING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, FEBRUARY 2, 1922.

No 284. — CONVENTION² ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LA FRANCE, AU SUJET DES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 2 FÉVRIER 1922.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. PARIS, APRIL 7 AND 27, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. PARIS, LES 7 ET 27 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

¹ Vol. IX, page 415 ; vol. XV, page 310 ; vol. XIX, page 282 ; vol. XXIV, page 162 ; vol. XXVII, page 418 ; vol. XXXV, page 300 ; vol. XXXIX, page 167 ; vol. XLV, page 99 ; vol. L, page 160 ; vol. LIV, page 388 ; vol. LXIII, page 378 ; vol. LXXXIII, page 373 ; vol. XCII, page 367 ; vol. C, page 156 ; vol. CVII, page 462 ; vol. CXI, page 403 ; vol. CXVII, page 49 ; et vol. CXXII, page 322, de ce recueil.

² Vol. X, page 447 ; vol. XXIV, page 164 ; vol. XXXI, page 246 ; vol. LXIII, page 383 ; vol. LXXXIII, page 374 ; vol. CXVII, page 49 ; vol. CXXII, page 322 ; et vol. CXXVI, page 430, de ce recueil.

¹ Vol. IX, page 415 ; Vol. XV, page 311 ; Vol. XIX, page 283 ; Vol. XXIV, page 163 ; Vol. XXVII, page 419 ; Vol. XXXV, page 301 ; Vol. XXXIX, page 167 ; Vol. XLV, page 99 ; Vol. L, page 160 ; Vol. LIV, page 388 ; Vol. LXIII, page 378 ; Vol. LXXXIII, page 373 ; Vol. XCII, page 367 ; Vol. C, page 156 ; Vol. CVII, page 462 ; Vol. CXI, page 403 ; Vol. CXVII, page 49 ; and Vol. CXXII, page 322, of this Series.

² Vol. X, page 447 ; Vol. XXIV, page 165 ; Vol. XXXI, page 247 ; Vol. LXIII, page 383 ; Vol. LXXXIII, page 374 ; Vol. CXVII, page 49 ; Vol. CXXII, page 322 ; and Vol. CXXVI, page 430, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH EMBASSY,
No. 249. (13/3/33).

PARIS, 7th April, 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 9 (*b*) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on February 2nd, 1922, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom judicial and extra-judicial acts and "commissions rogatoires" should be transmitted is :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 9 (*b*) of the convention, I beg to state that the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 7th of May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be, with the highest consideration Monsieur le Président, Your Excellency's most obedient, humble Servant,

TYRRELL OF AVON.

His Excellency
Monsieur Paul-Boncour,
Minister for Foreign Affairs.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N^o 249 (13/3/33).

PARIS, le 7 avril 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 9 *b*) de la Convention relative aux actes de procédure en matière civile et commerciale signée à Londres le 2 février 1922, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être adressés les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, est

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia

et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 9 *b*) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 7 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication.

Veillez agréer, etc.

TYRRELL OF AVON.

Son Excellence
Monsieur Paul-Boncour,
Ministre des Affaires étrangères.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.
 MINISTÈRE
 DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 SOUS-DIRECTION
 DES CHANCELLERIES ET DU
 CONTENTIEUX.

PARIS, le 27 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre dépêche du 7 de ce mois, par laquelle vous voulez bien me notifier l'accession de la Rhodésie méridionale à la Convention franco-anglaise du 2 février 1922 sur la procédure civile.

Je n'ai pas manqué de porter immédiatement cette accession à la connaissance des autorités françaises compétentes.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma plus haute considération.

(Signature illisible.)

A Son Excellence,
 Lord Tyrrell,
 Ambassadeur de Grande-Bretagne
 à Paris.

N^o 775. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE POUR LA SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 3 NOVEMBRE 1923.

ADHÉSION

SYRIE ET LIBAN... .. 9 mars 1933.

¹ Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXIX, page 79 ; vol. LXXXIII, page 394 ; vol. LXXXVIII, page 319 ; vol. XCII, page 370 ; et vol. CXI, page 404, de ce recueil.

II.

FRENCH REPUBLIC.
 MINISTRY
 OF FOREIGN AFFAIRS.
 SUB-DEPARTMENT
 FOR CHANCELLERIES AND
 LEGAL QUESTIONS.

PARIS, April 27th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your note of April 7th last, notifying me of Southern Rhodesia's accession to the Franco-British Convention of February 2nd, 1922, on Civil Procedure.

I have immediately informed the competent French authorities of this accession.

I have the honour to be, etc.,

(Signature illegible.)

His Excellency,
 Lord Tyrrell,
 British Ambassador
 in Paris.

No. 775. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO THE SIMPLIFICATION OF CUSTOMS FORMALITIES AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 3, 1923.

ACCESSION.

SYRIA AND LEBANON ... March 9, 1933.

¹ Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 325 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXIX, page 79 ; Vol. LXXXIII, page 394 ; Vol. LXXXVIII, page 319 ; Vol. XCII, page 370 ; and Vol. CXI, page 404, of this Series.

N^o 800. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT PROVISOIRE POUR LE RÈGLEMENT DES RELATIONS COMMERCIALES ENTRE LES PAYS-BAS ET LE PORTUGAL. LISBONNE, LE 27 AOÛT 1924.

No. 800. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGUESE GOVERNMENTS ESTABLISHING A PROVISIONAL AGREEMENT FOR THE REGULATION OF COMMERCIAL RELATIONS BETWEEN THE NETHERLANDS AND PORTUGAL. LISBON, AUGUST 27, 1924.

ÉCHANGE DE NOTES RELATIF A LA PROROGATION DE L'ARRANGEMENT CI-DESSUS, A PARTIR DU 1^{er} SEPTEMBRE 1932. LISBONNE, LES 17 ET 23 AOÛT 1932.

EXCHANGE OF NOTES RENEWING THE ABOVE AGREEMENT AS FROM SEPTEMBER 1ST, 1932. LISBON, AUGUST 17 AND 23, 1932.

Communiqué par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 1^{er} mars 1933.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, March 1st, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

LÉGATION ROYALE
DES PAYS-BAS.

N^o 543.

LISBONNE, le 17 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine approuve de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour une période de trois mois, le *Modus vivendi* commercial entre les Pays-Bas et le Portugal signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par la note du ministre des Pays-Bas à Lisbonne du 5 août 1926 N^o 365 et par la note concordante de l'honorable prédécesseur de Votre Excellence de la même date N^o 5126. Au cas qu'avant 1^{er} le décembre 1932 la convention d'établissement, de commerce et de navigation, laquelle actuellement fait l'objet de négociations entre les deux gouvernements, serait ratifiée, le

¹ Vol. XXXI, page 235 ; vol. XXXIX, page 211 ; vol. XLV, page 148 ; vol. LIX, page 365 ; vol. LXXVIII, page 467 ; vol. LXXXVIII, page 320 ; vol. C, page 212 ; et vol. CVII, page 473, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information

I.

ROYAL LEGATION
OF THE NETHERLANDS.

No. 543.

LISBON, August 17, 1932.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government agrees to prolong, as from September 1st next and for a period of three months, the commercial *modus vivendi* between the Netherlands and Portugal, signed on August 27, 1924, at Lisbon and amended by Note No. 365 of the Netherlands Minister at Lisbon, dated August 5, 1926, and by Note No. 5126 of like tenor from Your Excellency's predecessor. Should the Convention of Establishment, Commerce and Navigation in regard to which negotiations are at present proceeding between the two Governments be ratified before December 1st, 1932, the *modus vivendi* shall automatically

¹ Vol. XXXI, page 235 ; Vol. XXXIX, page 211 ; Vol. XLV, page 148 ; Vol. LIX, page 365 ; Vol. LXXVIII, page 467 ; Vol. LXXXVIII, page 320 ; Vol. C, page 212 ; and Vol. CVII, page 473, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

modus vivendi cessera automaticamente de sortir ses effets à la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

En vertu de la présente note et de la note concordante que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir, le Gouvernement de la Reine considère le *modus vivendi* comme prorogé pour trois mois à partir du 1^{er} septembre 1932 pour terminer le 30 novembre 1932, avec tacite reconduction de mois en mois jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle convention, ou jusqu'à la dénonciation par une des Parties avec préavis de trente jours.

Je saisis, etc.

(s.) HUYSSSEN VAN KATTENDIJKÉ.

Son Excellence,
Monsieur le D^r C. de Sousa Mendes
do Amaral e Abranches,
Ministre des Affaires étrangères
à Lisbonne.

expire on the date on which the new Convention comes into force.

In virtue of the present Note and the Note of like tenor which I shall be grateful to receive from Your Excellency, Her Majesty's Government considers the *modus vivendi* to be prolonged for three months from September 1st, 1932, terminating on November 30, 1932; it may thereafter be extended from month to month by tacit consent, pending the entry into force of the new Convention or its denunciation by either of the Parties, subject to thirty days' notice.

I have the honour, etc.

(Signed) HUYSSSEN VAN KATTENDIJKÉ.

His Excellency
Dr. C. de Sousa Mendes do Amaral
e Abranches,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

TEXTE PORTUGAIS — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NÉGOCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECCÃO GERAL DOS NEGOCIOS COMERCIAIS.
QUESTÕES ECONOMICAS.
Processo No. 51/32.

LISBOA, 23 de Agosto de 1932.

SENHOR MINISTRO,

Tenho a honra de comunicar a V. Exa que o Govêrno da Republica concorda com prorrogacão a partir de 1 de Setembro proximo e por um período de três meses, do *modus vivendi* commercial entre Portugal e os Países Baixos, assinado em Lisboa em 27 de Agosto de 1924, tal como foi modificado por troca de notas de 5 de Agosto de 1926. No caso de vir a ser assinada e ratificada, antes de 1 de Dezembro de 1932, a Convenção de estabelecimento, comércio e navegação, que actualmente faz objecto de negociações entre os dois Govêrnos, o *modus vivendi* deixará automaticamente de produzir os seus efeitos na data da entrada em vigor da nova Convenção.

Em virtude da presente nota, que responde à que V. Exa me dirigiu em 17 do corrente, o Governo da Republica considera o *modus vivendi* como prorrogado por três meses a partir de 1 de Setembro de 1932 para terminar em 30 de Novembro de 1932, com tacita recondução de mês para mês, até a entrada em vigor de uma nova convenção ou até à denuncia por uma das Partes com aviso prévio de 30 dias.

Aproveito a oportunidade para reiterar a V. Exa os protestos da minha alta consideração.

(as.) Cesar de SOUSA MENDES.

Senhor Ridder Huyssen van Kattendijke.
etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.² TRANSLATION.

II.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DIRECTION GÉNÉRALE
DES AFFAIRES COMMERCIALES.

QUESTIONS ÉCONOMIQUES.

Proc. N^o 51/32.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
GENERAL DIRECTORATE
OF COMMERCIAL AFFAIRS.

ECONOMIC QUESTIONS.

Proc. No. 51/32.

LISBONNE, le 23 août 1932.

LISBON, August 23, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la République approuve de proroger à partir du 1^{er} septembre prochain, et pour une période de trois mois le *Modus vivendi* commercial entre le Portugal et les Pays-Bas signé le 27 août 1924 à Lisbonne, tel qu'il a été modifié par l'échange de notes du 5 août 1926. Au cas qu'avant le 1^{er} décembre 1932 la convention d'établissement, de commerce et de navigation laquelle actuellement fait l'objet de négociations entre les deux Gouvernements, serait ratifiée, le *modus vivendi* cessera automatiquement de sortir ses effets à la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention.

I have the honour to inform Your Excellency that the Government of the Republic agrees to prolong, as from September 1st next and for a period of three months, the commercial *modus vivendi* between Portugal and the Netherlands, signed at Lisbon on August 27, 1924 and amended by the Notes exchanged on August 5, 1926. Should the Convention of Establishment, Commerce and Navigation, in regard to which negotiations are at present proceeding between the two Governments, be signed and ratified before December 1st, 1932, the *modus vivendi* shall automatically expire on the date on which the new Convention comes into force.

En vertu de la présente note qui correspond à celle que Votre Excellence m'a envoyée le 17 août courant, le Gouvernement de la République considère le *modus vivendi* comme prorogé pour trois mois à partir du 1^{er} septembre 1932 pour terminer le 30 novembre 1932 avec tacite reconduction de mois en mois jusqu'à l'entrée en vigueur d'une nouvelle convention ou jusqu'à la dénonciation par une des Parties avec préavis de trente jours.

In virtue of the present Note, in answer to your Note of the 17th instant, the Government of the Republic considers the *modus vivendi* to be prolonged for three months from September 1st, 1932, terminating on November 30, 1932; it may thereafter be extended from month to month by tacit consent, pending the entry into force of a new Convention or its denunciation by either of the Parties, subject to thirty days' notice.

Jè saisis cette occasion, Monsieur le Ministre, pour vous présenter les assurances de ma haute considération.

I have the honour, etc.

(S.) CESAR DE SOUSA MENDES.

(S.) Cesar DE SOUSA MENDES.

Son Excellence,
Chevalier Huyssen van Kattendijke,
etc., etc., etc.

Senor Ridder Huyssen van Kattendijke,
etc., etc., etc.

¹ Traduction du Gouvernement des Pays-Bas.

¹ Translation of the Netherlands Government.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 905. — CONVENTION¹ RELATIVE A L'AMÉNAGEMENT DES FORCES HYDRAULIQUES INTÉRESSANT PLUSIEURS ETATS ET PROTOCOLE DE SIGNATURE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 9 DÉCEMBRE 1923.

RATIFICATION

Dépôt :

HONGRIE 20 mars 1933.

No. 905. — CONVENTION¹ RELATING TO THE DEVELOPMENT OF HYDRAULIC POWER AFFECTING MORE THAN ONE STATE AND PROTOCOL OF SIGNATURE. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 9, 1923.

RATIFICATION.

Deposit :

HUNGARY March 20, 1933.

N^o 1743. — CONVENTION² D'UNION DE PARIS DU 20 MARS 1883, POUR LA PROTECTION DE LA PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE, RÉVISÉE A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

LIECHTENSTEIN, effective à partir du 14 juillet 1933.

Le Gouvernement Princier adhère aux textes de La Haye et de Washington de cette Convention, en ce sens qu'il entend être lié par le texte de Washington dans ses rapports avec les pays contractants qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte de La Haye.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 16 juin 1933.

No. 1743. — UNION CONVENTION² OF PARIS, MARCH 20, 1883, FOR THE PROTECTION OF INDUSTRIAL PROPERTY, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

LIECHTENSTEIN, effective as from July 14, 1933.

The Government of the Principality accedes to this Convention in accordance with the texts drawn up at The Hague and at Washington, in the sense that, in its relations with the contracting countries which have not yet acceded to the Act of The Hague, the Government intends to be bound by the text adopted at Washington.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 16, 1933.

¹ Vol. XXXVI, page 75 ; vol. XLV, page 170 ; vol. L, page 166 ; et vol. LXXXIII, page 395, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 289 ; vol. LXXXIII, page 464 ; vol. LXXXVIII, page 366 ; vol. XCII, page 403 ; vol. C, page 246 ; vol. CIV, page 512 ; vol. CVII, page 506 ; vol. CXVII, page 185 ; et vol. CXXX, page 448, de ce recueil.

¹ Vol. XXXVI, page 75 ; Vol. XLV, page 170 ; Vol. L, page 166 ; and Vol. LXXXIII, page 395, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 289 ; Vol. LXXXIII, page 464 ; Vol. LXXXVIII, page 366 ; Vol. XCII, page 403 ; Vol. C, page 246 ; Vol. CIV, page 512 ; Vol. CVII, page 506 ; Vol. CXVII, page 185 ; and Vol. CXXX, page 448, of this Series.

N^o 1744. — ARRANGEMENT ¹ DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT LA RÉPRESSION DES FAUSSES INDICATIONS DE PROVENANCE SUR LES MARCHANDISES, RÉVISÉ A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

Liechtenstein, effective à partir du 14 juillet 1933.

Le Gouvernement Princier adhère aux textes de La Haye et de Washington de cet Arrangement, en ce sens qu'il entend être lié par le texte de Washington dans ses rapports avec les pays contractants qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte de La Haye.

Communiquée par le Conseil Fédéral Suisse, le 16 juin 1933.

No. 1744. — AGREEMENT ¹ OF MADRID OF APRIL 14, 1891, FOR THE PREVENTION OF FALSE INDICATIONS OF ORIGIN ON GOODS, REVISED AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

Liechtenstein, effective as from July 14, 1933.

The Government of the Principality accedes to this Agreement in accordance with the texts drawn up at The Hague and at Washington, in the sense that, in its relations with the contracting countries which have not yet acceded to the Act of The Hague, the Government intends to be bound by the text adopted at Washington.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 16, 1933.

N^o 1745. — ARRANGEMENT ² DE MADRID DU 14 AVRIL 1891, CONCERNANT L'ENREGISTREMENT INTERNATIONAL DES MARQUES DE FABRIQUE OU DE COMMERCE, RÉVISÉ A BRUXELLES, LE 14 DÉCEMBRE 1900, A WASHINGTON, LE 2 JUIN 1911, ET A LA HAYE, LE 6 NOVEMBRE 1925.

ADHÉSION

LIECHTENSTEIN, effective à partir du 14 juillet 1933.

Le Gouvernement princier adhère aux textes de La Haye et de Washington de cet arrange-

¹ Vol. LXXIV, page 319; vol. LXXXVIII, page 367; vol. XCII, page 403; vol. C, page 247; vol. CIV, page 513; vol. CVII, page 507; et vol. CXXX, page 449, de ce recueil.

² Vol. LXXIV, page 327; vol. LXXXIII, page 464; vol. LXXXVIII, page 367; vol. XCII, page 404; vol. C, page 247; vol. CVII, page 508; vol. CXVII, page 186; et vol. CXXX, page 449, de ce recueil.

No. 1745. — AGREEMENT ² CONCLUDED AT MADRID, APRIL 14, 1891, CONCERNING INTERNATIONAL REGISTRATION OF COMMERCIAL AND INDUSTRIAL TRADE MARKS, REVISED AT BRUSSELS, DECEMBER 14, 1900, AT WASHINGTON, JUNE 2, 1911, AND AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925.

ACCESSION.

LIECHTENSTEIN, effective as from July 14, 1933.

The Government of the Principality accedes to this Agreement in accordance with the

¹ Vol. LXXIV, page 319; Vol. LXXXVIII, page 367; Vol. XCII, page 403; Vol. C, page 247; Vol. CIV, page 513; Vol. CVII, page 507; and Vol. CXXX, page 449, of this Series.

² Vol. LXXIV, page 327; Vol. LXXXIII, page 464; Vol. LXXXVIII, page 367; Vol. XCII, page 404; Vol. C, page 247; vol. CVII, page 509; Vol. CXVII, page 187; and Vol. CXXX, page 449, of this Series.

ment, en ce sens qu'il entend être lié par le texte de Washington dans ses rapports avec les pays contractants qui n'ont pas encore adhéré à l'Acte de La Haye.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 16 juin 1933.

texts drawn up at The Hague and at Washington, in the sense that, in its relations with the contracting countries which have not yet acceded to the Act of The Hague, the Government intends to be bound by the text adopted at Washington.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 16, 1933.

N^o 1746. — ARRANGEMENT¹ DE LA HAYE DU 6 NOVEMBRE 1925, CONCERNANT LE DÉPÔT INTERNATIONAL DES DESIGNS OU MODÈLES INDUSTRIELS.

ADHÉSION

LIECHTENSTEIN, effective à partir du 14 juillet 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 16 juin 1933.

No. 1746. — AGREEMENT¹ CONCLUDED AT THE HAGUE, NOVEMBER 6, 1925, CONCERNING THE INTERNATIONAL REGISTRATION OF INDUSTRIAL DESIGNS OR MODELS.

ACCESSION.

LIECHTENSTEIN, effective as from July 14, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 16, 1933.

N^o 1845. — CONVENTION² INTERNATIONALE DE L'OPIUM, ADOPTÉE PAR LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE L'OPIUM (SOCIÉTÉ DES NATIONS) ET PROTOCOLE Y RELATIF. SIGNÉS A GENÈVE, LE 19 FÉVRIER 1925.

ADHÉSION

Dépôt :
TURQUIE 3 avril 1933.

RATIFICATION

Dépôt :
CHILI 11 avril 1933.

N^o 1845. — INTERNATIONAL OPIUM CONVENTION², ADOPTED BY THE SECOND OPIUM CONFERENCE (LEAGUE OF NATIONS), AND PROTOCOL RELATING THERETO. SIGNED AT GENEVA, FEBRUARY 19, 1925.

ACCESSION.

Deposit :
TURKEY April 3, 1933.

RATIFICATION.

Deposit :
CHILE... .. April 11, 1933.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; vol. LXXXVIII, page 368 ; et vol. C, page 248, de ce recueil.

² Vol. LXXXI, page 317 ; vol. LXXXVIII, page 390 ; vol. XCII, page 409 ; vol. XCVI, page 204 ; vol. C, page 249 ; vol. CIV, page 516 ; vol. CVII, page 525 ; vol. CXI, page 411 ; vol. CXVII, page 290 ; et vol. CXXII, page 355, de ce recueil.

¹ Vol. LXXIV, page 341 ; Vol. LXXXVIII, page 368 ; and Vol. C, page 248, of this Series.

² Vol. LXXXI, page 317 ; Vol. LXXXVIII, page 390 ; Vol. XCII, page 409 ; Vol. XCVI, page 204 ; Vol. C, page 249 ; Vol. CIV, page 516 ; Vol. CVII, page 525 ; Vol. CXI, page 411 ; Vol. CXVII, page 290 ; and Vol. CXXII, page 355, of this Series.

No. 2044. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND THE PRESIDENT OF THE GERMAN REICH REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 20, 1928.

N^o 2044. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ LE ROI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE, ETC., ET LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 20 MARS 1928.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. BERLIN, APRIL 8 AND 27, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. BERLIN, LES 8 ET 27 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY
BERLIN
No. 122.
(297/4/33.)

8th April, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 17 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on 20th March, 1928, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom judicial and extra-judicial documents

¹ Vol. XC, page 287; vol. XCII, page 413; vol. C, page 252; vol. CIV, page 523; vol. CVII, page 525; vol. CXXII, page 356; et vol. CXXX, page 451, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.
N^o 122.
(297/4/33.)

[BERLIN, le 8 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 17 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 20 mars 1928, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être adressés les actes judi-

¹ Vol. XC, page 287; Vol. XCII, page 413; Vol. C, page 252; Vol. CIV, page 523; Vol. CVII, page 525; Vol. CXXII, page 356; and Vol. CXXX, page 451, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

and "Letters of Request" should be transmitted is:

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 17 (b) of the convention I beg to state that the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 8th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

Horace] RUMBOLD.

His Excellency
The Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

ciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires est :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodésia.

et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 17 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 8 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication. Veuillez agréer, etc.

Horace RUMBOLD.

Son Excellence
Monsieur le Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

AUSWÄRTIGES AMT.

V 4702.

BERLIN, den 27. April 1933.

HERR BOTSCHAFTER !

Ich beehre mich, den Empfang Ihres Schreibens vom 8. April 1933 — Nr. 122/(297/4/33) — zu bestätigen.

Die Deutsche Regierung hat davon Vermerk genommen, dass die Regierung Seiner Britanischen Majestät den Wunsch hat, die Anwendung des deutsch-britischen Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 mit Wirkung vom 8. Mai 1933 auf Süd-Rhodesien ausgedehnt zu sehen. Sie hat ferner davon Vermerk genommen, dass gerichtliche und aussergerichtliche Schriftstücke sowie Rechtshilfeersuchen dem « Registrar of the High Court » in Salisbury, Süd-Rhodesien, zu übermitteln und dass die Mitteilungen und Übersetzungen in englischer Sprache abzufassen sind.

Gemäss Artikel 17 b des Abkommens über den Rechtsverkehr vom 20. März 1928 treten seine Bestimmungen in Ansehung von Süd-Rhodesien mit dem 8. Mai 1933 in Kraft.

Ich benutze auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Botschafter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

VON BÜLOW.

¹ TRADUCTION

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
V. 4702.

BERLIN, le 27 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 122/(297/4/33), en date du 8 avril 1933.

Le Gouvernement allemand a pris note que le Gouvernement de Sa Majesté britannique désire voir s'étendre à la Rhodésie du Sud, à partir du 8 mai 1933, l'application de la Convention germano-britannique du 20 mars 1928 relative aux actes de procédure. Il a noté en outre que les actes judiciaires et extrajudiciaires, ainsi que les commissions rogatoires, devront être adressés au « Registrar of the High Court » à Salisbury, Rhodésie du Sud, et que les communications et traductions devront être rédigées en anglais.

Conformément à l'article 17 *b*) de la convention du 20 mars 1928 relative aux actes de procédure, les dispositions de cette convention entreront en vigueur, pour la Rhodésie du Sud, le 8 mai 1933.

Je saisis cette occasion, etc.

Von BÜLOW.

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
V 4702.

BERLIN, April 27 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note No. 122/(297/4/33), dated April 8, 1933.

The German Government have duly noted that His Britannic Majesty's Government wish to extend to Southern Rhodesia, as from May 8, 1933, the application of the Anglo-German Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters of March 20, 1928. The German Government have duly noted also that judicial and extra-judicial documents and "Letters of Request" should be addressed to "The Registrar of the High Court", Salisbury, Southern Rhodesia, and that the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 17 (*b*) of the Convention of March 20, 1928, concerning legal proceedings in civil and commercial matters, the provisions of that convention will enter into force, for Southern Rhodesia, on May 8, 1933.

I have the honour, etc.

Von BÜLOW.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2137. — TRAITÉ¹ GÉNÉRAL DE RENONCIATION A LA GUERRE COMME INSTRUMENT DE POLITIQUE NATIONALE. SIGNÉ A PARIS, LE 27 AOUT 1928.

ADHÉSIONS

COLOMBIE	...	...	28 mai	1931.
HEDJAZ	...	...	24 février	1932.
EQUATEUR	...	...	24 février	1932.

Communiquées par le ministre des Affaires étrangères de la République française, le 12 juin 1933.

No. 2137. — GENERAL TREATY¹ FOR RENUNCIATION OF WAR AS AN INSTRUMENT OF NATIONAL POLICY. SIGNED AT PARIS, AUGUST 27, 1928.

ACCESSIONS.

COLOMBIA	...	...	May 28,	1931.
HEJAZ	...	...	February 24,	1932.
ECUADOR	...	...	February 24,	1932.

Communicated by the Minister for Foreign Affairs of the French Republic, June 12, 1933.

N^o 2238. — CONVENTION² INTERNATIONALE POUR L'ABOLITION DES PROHIBITIONS ET RESTRICTIONS A L'IMPORTATION ET A L'EXPORTATION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE LE 8 NOVEMBRE 1927, ET ACCORD COMPLÉMENTAIRE A CETTE CONVENTION, ET PROTOCOLE, SIGNÉS A GENÈVE, LE 11 JUILLET 1928.

No. 2238. — INTERNATIONAL CONVENTION² FOR THE ABOLITION OF IMPORT AND EXPORT PROHIBITIONS AND RESTRICTIONS, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, NOVEMBER 8, 1927, AND SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THAT CONVENTION, AND PROTOCOL, SIGNED AT GENEVA, JULY 11, 1928.

DECLARATION OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND IN ORDER TO BE RELIEVED ON JUNE 30, 1933, OF THE OBLIGATIONS ENTERED INTO BY THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND AGREEMENT.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 juin 1933, avec effet à partir du 30 juin 1933.

DÉCLARATION DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD EN VUE DE SE DÉLIER, LE 30 JUIN 1933, DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LA CONVENTION ET L'ACCORD SUSMENTIONNÉS.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 6, 1933, with effect as from June 30, 1933.

³ TRADUCTION.— —TRANSLATION.

FOREIGN OFFICE S. W. I.

(W 6167/5669/98)

SIR,

In accordance with the provisions of Article 6 of the Protocol signed at Paris on the 20th

FOREIGN OFFICE, S. W. I.

(W 6167/5669/98)

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Conformément aux dispositions de l'article 6 du Protocole signé à Paris le 20 décembre 1929

¹ Vol. XCIV, page 57, de ce recueil.

² Vol. XCVII, page 391 ; vol. C, page 264 ; vol. CVII, page 538 ; et vol. CXVII, page 304, de ce recueil.

³ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. XCIV, page 57, of this Series.

² Vol. XCVII, page 391 ; Vol. C, page 264 ; Vol. CVII, page 538 ; and Vol. CXVII, page 304, of this Series.

³ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

December 1929 concerning the entry into force of the International Convention signed at Geneva on the 8th November 1927 for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions and of the Supplementary Agreement to the said convention signed at Geneva on the 11th July, 1928, I am directed by Secretary Sir John Simon to forward to you this declaration whereby His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland exercise the right accorded by the said Article to relieve the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the obligations accepted by them by virtue of the said Protocol of the 20th December, 1929.

I am, Sir, Your obedient Servant,

A. W. A. LEEPER.

The Secretary General,
League of Nations,
Geneva.

DÉCLARATION DE LA NORVÈGE EN VUE DE SE DÉLIER, A PARTIR DU 30 JUIN 1933, DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LA CONVENTION ET L'ACCORD SUSMENTIONNÉS.

Communiquée par le délégué permanent de la Norvège auprès de la Société des Nations, le 27 juin 1933.

LEGATION DE NORVÈGE.

Berne, le 26 juin 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de Norvège, se prévalant de la faculté accordée par l'article 6 du Protocole signé à Paris le 20 décembre 1929 concernant la mise en vigueur de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation (signée à Genève le 8 novembre 1927), avec

concernant la mise en vigueur de la Convention internationale signée à Genève le 8 novembre 1927 pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation et de l'Accord complémentaire à ladite convention, signé à Genève le 11 juillet 1928, je suis chargé par Sir John Simon, secrétaire d'Etat pour les Affaires étrangères, de vous adresser la présente déclaration par laquelle le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord fait usage du droit accordé par ledit article de délier le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord des obligations souscrites par lui en vertu dudit protocole du 20 décembre 1929.

Veillez agréer, etc.

A. W. A. LEEPER.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

DECLARATION BY NORWAY IN ORDER TO BE RELIEVED AS FROM JUNE 30, 1933, OF THE OBLIGATIONS ENTERED INTO BY THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND AGREEMENT.

Communicated by the Permanent Delegate of Norway accredited to the League of Nations, June 27, 1933.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

NORWEGIAN LEGATION.

BERNE, June 26, 1933.

SIR,

I have the honour to inform you that the Norwegian Government, availing themselves of the right accorded by Article 6 of the Protocol signed at Paris, December 20, 1929, concerning the entry into force of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions (signed at Geneva on November 8, 1927), with Supplementary

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

accord complémentaire (signé à Genève le 11 juillet 1928) délie, à partir du 30 juin 1933, la Norvège des obligations de ladite convention et dudit accord, ainsi que des protocoles y relatifs.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

*Le délégué permanent de la Norvège
auprès de la Société des Nations :*

Hersleb BIRKELAND.

Monsieur le Secrétaire général
de la Société des Nations,
Genève.

DECLARATION OF THE UNITED STATES OF AMERICA IN ORDER TO BE RELIEVED, AS FROM JUNE 30, 1933, OF THE OBLIGATIONS ENTERED INTO BY THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND AGREEMENT.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Etats-Unis d'Amérique à Berne, le 29 juin 1933.

LEGATION
OF THE UNITED STATES
OF AMERICA.

BERNE, June 29, 1933.

SIR,

I am desired by my Government to present to you the following note :

“ In accordance with Paragraph Six of the Protocol of December 20, 1929 to the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, the Secretary of State of the United States of America hereby gives notice of the American Government's withdrawal from this Convention effective June 30, 1933. It is with great reluctance that the American Government has been forced to take this action. It had been

Agreement (signed at Geneva on July 11, 1928), relieve Norway, as from June 30, 1933, of the obligations of the said Convention and Agreement and of the Protocols relating thereto.

I have the honour, etc.

*The Permanent Delegate of Norway
accredited to the League of Nations :*

Hersleb BIRKELAND.

The Secretary-General
of the League of Nations,
Geneva.

DÉCLARATION DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE EN VUE DE SE DÉLIER, A PARTIR DU 30 JUIN 1933, DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LA CONVENTION ET L'ACCORD SUSMENTIONNÉS.

Communicated by the Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the United States of America at Berne, June 29, 1933.

LÉGATION
DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

BERNE, le 29 juin 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

J'ai l'honneur, d'ordre de mon gouvernement, de vous présenter la note suivante :

« Conformément au paragraphe six du Protocole du 20 décembre 1929, concernant la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et à l'exportation, le secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique a l'honneur de notifier par la présente que le Gouvernement américain se délie de cette Convention, avec effet à partir du 30 juin 1933. C'est avec un vif regret que le Gouvernement américain s'est vu obligé

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

hoped that the principle embodied in this Convention would be widely accepted by the nations of the world. The reverse of this has however been true and the withdrawal from the Convention of other nations which had adhered leads to the conclusion that the existing Convention may not be fully adapted to present economic and commercial conditions. In taking this present course it is the American Government's hope that there may result from the labors of the Monetary and Economic Conference now sitting in London a convention of this nature which will be widely adopted and adhered to by nations of the world."

Please accept, Sir, the assurance of my high consideration.

For the Minister :
B. Reath RIGGS
First Secretary of Legation.

The Honorable
Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.,
Secretary General, League of Nations,
Geneva.

DÉCLARATION DU DANEMARK EN VUE DE SE DÉLIER, LE 30 JUIN 1933 DES OBLIGATIONS CONTRACTÉES PAR LA CONVENTION ET L'ACCORD SUSMENTIONNÉS.

Communiquée par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 30 juin 1933.

LE DÉLÉGUÉ PERMANENT
DU DANEMARK PRÈS
LA SOCIÉTÉ DES NATIONS.

J. N° II. 18. 3.

GENÈVE, le 30 juin 1933.

MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL,

Par mes lettres des 19 et 30 juin 1930, j'ai eu l'honneur, en me référant au Protocole du 20 dé-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

de prendre cette décision. On avait espéré que le principe appliqué dans cette convention serait adopté par la grande majorité des nations. Il en a été tout autrement, et le fait que d'autres nations qui avaient donné leur adhésion ont dénoncé cette Convention amène à conclure que la Convention existante n'est peut-être pas tout à fait adaptée aux conditions économiques et commerciales actuelles. En prenant cette décision, le Gouvernement américain espère que les travaux de la Conférence monétaire et économique qui siège actuellement à Londres permettront de conclure une convention de ce genre qui sera adoptée et signée par les nations du monde entier."

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Ministre :
Le premier secrétaire de la Légation,
B. Reath RIGGS.

A l'Honorable
Sir Eric Drummond K. C. M. G., C. B.,
Secrétaire général de la Société des Nations
Genève.

DECLARATION BY DENMARK IN ORDER TO BE RELIEVED AS FROM JUNE 30, 1933, OF THE OBLIGATIONS ENTERED INTO BY THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION AND AGREEMENT.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, June 30, 1933.

PERMANENT DELEGATE
OF DENMARK ACCREDITED
TO THE
LEAGUE OF NATIONS.

J. No. II. 18. 3.

GENEVA, June 30, 1933.

SIR,

In my letters of June 19 and 30, 1930, I had the honour to inform you, with reference to the

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

cembre 1929, relatif à la mise en vigueur de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et l'exportation, de vous faire connaître que le Danemark renonçait, jusqu'à nouvel ordre, à la condition qu'il avait posée quant à la ratification ou à l'adhésion de la Pologne, de la Tchécoslovaquie et de l'Allemagne.

En même temps, je vous ai informé que le Gouvernement danois se réservait toutefois le droit, conformément aux alinéas 1 et 2 de l'article 6 du protocole susmentionné, de se libérer des engagements qu'il avait assumés aux termes du Protocole, à l'une quelconque des époques spécifiées à l'alinéa 1 du même article, au cas où les conditions auxquelles le Danemark a subordonné l'entrée en vigueur de la Convention, en ce qui le concerne, ne se trouveraient pas remplies à cette époque.

Ces conditions n'étant pas encore remplies, j'ai l'honneur de vous faire savoir, d'ordre de mon Gouvernement, que le Danemark se considère comme délié, après le 30 juin 1933, des obligations de la Convention internationale pour l'abolition des prohibitions et restrictions à l'importation et l'exportation et Protocole du 8 novembre 1927, ainsi que de l'Accord complémentaire à cette Convention et Protocole du 11 juillet 1928.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma haute considération.

William BORBERG.

A l'Honorable
Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.
Secrétaire général de la Société
des Nations, Genève.

Protocol of December 20, 1929, regarding the entry into force of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions, that Denmark waived until further notice the condition which it had stipulated in regard to the ratification or accession of Poland, Czechoslovakia, and Germany.

I informed you at the same time that the Danish Government, nevertheless, reserved to itself the right, in conformity with sub-paragraphs 1 and 2 of paragraph 6 of the said Protocol, to relieve itself from the obligations assumed under the Protocol at any of the dates specified in sub-paragraph 1 of the same paragraph, in the event of the conditions stipulated by Denmark for the coming into force of the Convention, as far as Denmark is concerned, remaining unfulfilled at such date.

As these conditions still remain unfulfilled, I have the honour to inform you, on behalf of my Government that Denmark considers itself as relieved, as from June 30, 1933, from the obligations of the International Convention for the Abolition of Import and Export Prohibitions and Restrictions and Protocol of November 8, 1927, as well as of the Supplementary Agreement to that Convention and Protocol of July 11, 1928.

I have the honour, etc.

William BORBERG.

The Honourable
Sir Eric Drummond, K.C.M.G., C.B.
Secretary-General of the League of Nations,
Geneva.

No. 2337. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS BRITANNIC MAJESTY AND HIS MAJESTY THE KING OF SPAIN REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JUNE 27, 1929.

Ns 2337. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE ET SA MAJESTÉ LE ROI D'ESPAGNE RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 27 JUIN 1929.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. MADRID, APRIL 10 and 29, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. MADRID, LES 10 ET 29 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 121 (219/2/33).

MADRID, *April 10th*, 1933.

YOUR EXCELENCY,

I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on June 27th, 1929 the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 16 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 10th May, 1933.

¹ Vol. CI, page 375; vol. CVII, page 540; and vol. CXVII, page 305, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

No. 121 (219/2/33)

MADRID, *le 10 avril* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître, conformément à l'article 16 (a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929, que l'application de ladite convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est le « Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia », et la langue à employer dans les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 16 (b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 10 mai 1933.

¹ Vol. CI, page 375; Vol. CVII, page 540; and Vol. CXVII, page 305, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication;

I have the honour to assure Your Excellency of my highest consideration.

G. GRAHAME.

His Excellency,
Señor Don Luis de Zulueta,
Minister of State.

4. En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

G. GRAHAME.

Son Excellence
Monsieur Luis de Zulueta,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

MINISTERIO DE ESTADO.

Num. 136.

MADRID, 29 de abril de 1933.

EXCMO. SEÑOR,

Muy Señor mio : Tengo le honra de acusar recibo a la atenta Nota de V. E. N^o 121, en la que ha tenido a bien participar la accesión de la Rhodesia del Sur al Convenio referente a los procedimientos legales en materia civil y comercial, firmado en Londres el 27 de junio de 1929, de cuyo extremo y de los demás que contiene su mencionada Nota, se da cuenta, a los efectos oportunos, al Ministerio competente.

Aprovecho esta oportunidad para reiterar a V. E. las seguridades de mi alta consideración.

J. GÓMEZ O CERÍN.

Su Excelencia el Muy
Honorable Sir George Grahame,
Embajador de Su Majestad Británica.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

N^o 136.

MADRID, le 29 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N^o 121, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître l'adhésion de la Rhodésie

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. 136.

MADRID, April 29, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge Your Excellency's note, No. 121, in which you notified me of the accession of Southern Rho-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

du Sud à la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 27 juin 1929. Ce fait, ainsi que les autres indications contenues dans votre note, sont communiqués, à toutes fins utiles, au Ministère compétent.

Je saisis cette occasion, etc.

J. GÓMEZ O CERÍN.

A Son Excellence
Sir George Grahame
Ambassadeur de Sa Majesté britannique.

desia to the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on June 27, 1929. This fact, and the other information contained in Your Excellency's note, will be communicated, for necessary action, to the competent Ministry.

I have the honour to be, etc.

J. GÓMEZ O CERÍN.

To His Excellency
Sir George Grahame,
His Britannic Majesty's Ambassador.

Nº 2368. — CONVENTION¹ POSTALE UNIVERSELLE, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET PROTOCOLE FINAL, ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DE LA POSTE AUX LETTRES PAR VOIE AÉRIENNE, AVEC PROTOCOLE FINAL. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2368. — UNIVERSAL POSTAL CONVENTION¹, WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND FINAL PROTOCOL AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF LETTER POST BY AIR, WITH FINAL PROTOCOL. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

ILES PHILIPPINES ...	16 décembre	1932.
ALGÉRIE	4 janvier	1933.
COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES ET TERRITOIRES SOUS MANDAT FRANÇAIS DU TOGO ET DU CAMEROUN	4 janvier	1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

HAITI	28 avril	1933.
VENEZUELA	9 juin	1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 3 juillet 1933.

RATIFICATIONS.

PHILIPPINE ISLANDS	December 16,	1932.
ALGERIA	January 4,	1933.
FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDO-CHINA, ALL OTHER FRENCH COLONIES, AND THE FRENCH MANDATED TERRITORIES OF TOGOLAND AND THE CAMEROONS.	January 4,	1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

HAYTI	April 28,	1933.
VENEZUELA	June 9,	1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1933.

¹ Vol. CII, page 245 ; vol. CVII, page 552 ; vol. CXVII, page 310 ; vol. CXXII, page 359 ; et vol. CXXX, page 458, de ce recueil.

¹ Vol. CII, page 245 ; Vol. CVII, page 552 ; Vol. CXVII, page 310 ; Vol. CXXII, page 359 ; and Vol. CXXX, page 458, of this Series.

N^o 2369. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES LETTRES ET LES BOITES AVEC VALEUR DÉCLARÉE, AVEC PROTOCOLE FINAL ET RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2369. — AGREEMENT¹ CONCERNING INSURED LETTERS AND BOXES, WITH FINAL PROTOCOL AND DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

ALGÉRIE	4 janvier	1933.
COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES ET TERRITOIRES SOUS MANDAT FRANÇAIS DU TOGO ET DU CAMEROUN	} 4 janvier	1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

RATIFICATIONS.

ALGERIA	January 4,	1933.
FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDO-CHINA, ALL OTHER FRENCH COLONIES, AND THE FRENCH MANDATED TERRITORIES OF TOGOLAND AND THE CAMEROONS	} January 4,	1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

N^o 2370. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES COLIS POSTAUX, AVEC PROTOCOLE FINAL, RÈGLEMENT D'EXÉCUTION ET DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT DES COLIS POSTAUX PAR VOIE AÉRIENNE. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2370. — PARCEL POST AGREEMENT², WITH FINAL PROTOCOL, DETAILED REGULATIONS AND PROVISIONS RELATING TO THE CONVEYANCE OF PARCEL POST BY AIR. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

ALGÉRIE	4 janvier	1933.
COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES ET TERRITOIRES SOUS MANDAT FRANÇAIS DU TOGO ET DU CAMEROUN	} 4 janvier	1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

RATIFICATIONS.

ALGERIA	January 4,	1933.
FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDO-CHINA, ALL OTHER FRENCH COLONIES, AND THE FRENCH MANDATED TERRITORIES OF TOGOLAND AND THE CAMEROONS	} January 4,	1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

¹ Vol. CIII, page 5; vol. CVII, page 554; vol. CXVII, page 311; vol. CXXII, page 360; et vol. CXXX, page 458, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 73; vol. CVII, page 554; vol. CXVII, page 312; vol. CXXII, page 360; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 5; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 311; Vol. CXXII, page 360; and Vol. CXXX, page 458, of this Series.

² Vol. CIII, page 73; Vol. CVII, page 554; Vol. CXVII, page 312; Vol. CXXII, page 360; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

GUATÉMALA 22 mai 1933.
 HAITI 28 avril 1933.
 VENEZUELA 9 juin 1933.

GUATEMALA May 22, 1933.
 HAYTI April 28, 1933.
 VENEZUELA June 9, 1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande Bretagne, le 3 juillet 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 3, 1933.

N^o 2371. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES MANDATS DE POSTE, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2371. — MONEY ORDER¹ AGREEMENT WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATIONS

ALGÉRIE 4 janvier 1933.
 COLONIES ET PROTECTORATS FRANÇAIS DE L'INDOCHINE, ENSEMBLE DES AUTRES COLONIES FRANÇAISES ET TERRITOIRES SOUS MANDAT FRANÇAIS DU TOGO ET DU CAMEROUN. } 4 janvier 1933.

RATIFICATIONS.

ALGERIA January 4, 1933.
 FRENCH COLONIES AND PROTECTORATES IN INDO-CHINA, ALL OTHER FRENCH COLONIES, AND THE FRENCH MANDATED TERRITORIES OF TOGOLAND AND THE CAMEROONS } January 4, 1933.

Communiquées par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

N^o 2372. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES VIREMENTS POSTAUX, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

No. 2372. — AGREEMENT² CONCERNING TRANSFER TO AND FROM POSTAL CHEQUE ACCOUNTS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION

ALGÉRIE 4 janvier 1933.

RATIFICATION.

ALGERIA January 4, 1933.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

¹ Vol. CIII, page 249 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 312 ; vol. CXXII, page 361 ; et vol. CXXX, page 459, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 321 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 313 ; vol. CXXII, page 361 ; et vol. CXXX, page 460, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 249 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 312 ; Vol. CXXII, page 361 ; and Vol. CXXX, page 459, of this Series.

² Vol. CIII, page 321 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 313 ; Vol. CXXII, page 361 ; and Vol. CXXX, page 460, of this Series.

N^o 2373. — ARRANGEMENT¹ CONCERNANT LES RECOUVREMENTS, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATION

ALGÉRIE 4 janvier 1933.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

No. 2373. — AGREEMENT¹ CONCERNING THE COLLECTION OF BILLS, DRAFTS, ETC., WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION.

ALGERIA January 4, 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

N^o 2374. — ARRANGEMENT² CONCERNANT LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX ET ÉCRITS PÉRIODIQUES, AVEC RÈGLEMENT D'EXÉCUTION. SIGNÉS A LONDRES, LE 28 JUIN 1929.

RATIFICATION

ALGÉRIE 4 janvier 1933.

Communiquée par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 6 mars 1933.

No. 2374. — AGREEMENT² CONCERNING SUBSCRIPTIONS TO NEWSPAPERS AND PERIODICALS, WITH DETAILED REGULATIONS. SIGNED AT LONDON, JUNE 28, 1929.

RATIFICATION.

ALGERIA January 4, 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, March 6, 1933.

N^o 2417. — ÉCHANGE DE NOTES³ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT NÉERLANDAIS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES CERTIFICATS DE NAVIGABILITÉ AÉRIENNE. LA HAYE, LES 7 MARS ET 5 MAI 1930.

DÉNONCIATION

Dénonciation par les PAYS-BAS, à partir du 1^{er} juin 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 27 mai 1933.

No. 2417. — EXCHANGE OF NOTES³ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE NETHERLANDS GOVERNMENT RESPECTING THE RECOGNITION OF CERTIFICATES OF AIRWORTHINESS. THE HAGUE, MARCH 7 AND MAY 5, 1930.

DENUNCIATION.

Denunciation by the NETHERLANDS, as from June 1st, 1933.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, May 27, 1933.

¹ Vol. CIII, page 377 ; vol. CVII, page 555 ; vol. CXVII, page 313 ; vol. CXXII, page 361 ; et vol. CXXX, page 460, de ce recueil.

² Vol. CIII, page 429 ; vol. CVII, page 556 ; vol. CXVII, page 314 ; vol. CXXII, page 362 ; et vol. CXXX, page 461, de ce recueil.

³ Vol. CV, page 261, de ce recueil.

¹ Vol. CIII, page 377 ; Vol. CVII, page 555 ; Vol. CXVII, page 313 ; Vol. CXXII, page 361 ; and Vol. CXXX, page 460, of this Series.

² Vol. CIII, page 429 ; Vol. CVII, page 556 ; Vol. CXVII, page 314 ; Vol. CXXII, page 362 ; and Vol. CXXX, page 461, of this Series.

³ Vol. CV, page 261, of this Series.

Communiquée également par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 19 juillet 1933, sous forme d'échange de notes. Londres, les 2 et 31 mai 1933.

Communicated also by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, July 19, 1933, as an Exchange of Notes. London, May 2 and 31, 1933.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

NETHERLAND LEGATION.

No. 576.

21 A, Portman Square.
LONDON, W. 1, 2nd May, 1933.

SIR,

It will undoubtedly be known to you that negotiations between the Netherland and British Air authorities have taken place in order to modify the Dutch-British arrangement concluded by an exchange of notes between the Netherland Minister for Foreign Affairs and His Majesty's Minister at The Hague on 7th March/5th May 1930 regarding the recognition on the basis of reciprocity of the certificates of airworthiness.

These negotiations not having led to an agreement, I have the honour to inform you, in accordance with instructions received, that my Government judge it preferable under these circumstances to terminate the said arrangement as from the first June 1933, of which I have the honour to give herewith official notice.

I have the honour to remain, with the highest consideration, Sir, Your most obedient humble servant.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

The Right Honourable

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

I.

LÉGATION DES PAYS-BAS.

N^o 576.

21 A, Portman Square.
LONDRES, W. 1., le 2 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous n'ignorez pas que des négociations ont eu lieu entre les autorités aériennes néerlandaises et les autorités aériennes britanniques, en vue de modifier l'Arrangement néerlandobritannique conclu par voie d'échange de notes entre le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le ministre de Sa Majesté à La Haye, les 7 mars/5 mai 1930, au sujet de la reconnaissance, sur la base de la réciprocité, des certificats de navigabilité des aéronefs.

Ces négociations n'ayant pas abouti à un accord, j'ai l'honneur de vous faire connaître, conformément aux instructions que j'ai reçues, que mon gouvernement juge préférable, dans ces conditions, de mettre fin audit arrangement à partir du 1^{er} juin 1933, ce dont j'ai l'honneur de vous aviser officiellement par la présente.

Je saisis cette occasion, etc.

R. DE MAREES VAN SWINDEREN.

Au Très Honorable

Sir John Simon, G.C.S.I., K.C.V.O., M.P.,
etc., etc., etc.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

FOREIGN OFFICE, S.W. I.
No. W.4836/4836/29.

31st May, 1933.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your Note No. 576 of the 2nd May last, informing me that the Netherlands Government judge it preferable to terminate, as from the 1st June next, the agreement regarding the recognition on a reciprocal basis of certificates of airworthiness, which was concluded by an exchange of notes between the Netherlands Minister of Foreign Affairs and His Majesty's Minister at The Hague on the 7th March and 5th May, 1930.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom concur in the proposal to abrogate this Agreement and will regard it as terminated from June 1st, 1933.

I have the honour to be, with the highest consideration, Sir, Your obedient Servant.

(For the Secretary of State),

A. W. A. LEEPER.

Jonkheer

R. de Mares van Swinderen,
etc., etc., etc.

II.

FOREIGN OFFICE, S. W. I.
N° W.4836/4836/29.

Le 31 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 576 du 2 mai 1933, me faisant savoir que le Gouvernement néerlandais juge préférable de mettre fin, à partir du 1^{er} juin prochain, à l'arrangement concernant la reconnaissance, sur la base de la réciprocité, des certificats de navigabilité des aéronefs, qui avait été conclu par voie d'échange de notes entre le ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas et le ministre de Sa Majesté à La Haye, les 7 mars/5 mai 1930.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni accepte, comme il est proposé, d'abroger cet arrangement et le considérera comme ayant pris fin à dater du 1^{er} juin 1933.

Je saisis cette occasion, etc.

Pour le Secrétaire d'Etat,

A. W. A. LEEPER.

Monsieur le Jonkheer

R. de Mares van Swinderen,
etc., etc., etc.

No. 2483. — EXCHANGE OF NOTES¹ BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND THE EGYPTIAN GOVERNMENT ESTABLISHING A COMMERCIAL "MODUS VIVENDI". CAIRO, JUNE 5 AND 7, 1930.

N° 2483. — ÉCHANGE DE NOTES¹ ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN ÉTABLISSANT UN « MODUS VIVENDI » COMMERCIAL. LE CAIRE, LES 5 ET 7 JUIN, 1930.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE PROLONGATION UNTIL FEBRUARY 16, 1934, OF THE PROVISIONS OF THE ABOVE AGREEMENT. CAIRO, FEBRUARY 16 AND 19, 1933.

ÉCHANGE DE NOTES PROROGEANT, JUSQU'AU 16 FÉVRIER 1934 LES DISPOSITIONS DE L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LE CAIRE, LES 16 ET 19 FÉVRIER 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne le 3 mai 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, May 3, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.
THE RESIDENCY.

No. 62.
(314/7/33)

CAIRO, February 16th, 1933.

SIR,

Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, and 23rd January 1932 and 26th January 1932, would expire on the 16th February 1933, and suggested its prolongation until the 16th February 1934, under the same conditions as those now obtaining.

2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom

I.
LA RÉSIDENCE.

N° 62.
(314/7/33)

LE CAIRE, le 16 février 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez récemment attiré mon attention sur le fait que l'arrangement commercial provisoire conclu entre le Gouvernement égyptien et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord en vertu des notes en date des 5 et 7 juin 1930, et prorogé en vertu des notes en date des 14 et 22 février 1931 et des 23 et 26 janvier 1932, viendra à expiration le 16 février 1933 ; et vous avez proposé de proroger cet accord jusqu'au 16 février 1934 aux conditions actuellement en vigueur.

2. J'ai soumis votre proposition au principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères et je suis maintenant autorisé à vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-

¹ Vol. CVII, page 267 ; et vol. CXVII, page 327, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CVII, page 267 ; and Vol. CXVII, page 327, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional agreement. I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect, as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1934 unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt.

I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my high consideration.

PERCY LORAINE.
High Commissioner.

His Excellency,
Nakhla el Motei Pasha,
etc., etc., etc.
Minister for Foreign Affairs.

Bretagne et d'Irlande du Nord accepte cette prorogation dudit arrangement provisoire. J'ai donc l'honneur de déclarer que le gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni est disposé à considérer la présente note et une note de Votre Excellence confirmant l'acceptation, par le Gouvernement égyptien, d'un arrangement à cet effet, comme constituant entre nos deux gouvernements un arrangement qui entrera en vigueur immédiatement après la réception de la note de Votre Excellence, et restera en vigueur jusqu'au 16 février 1934, à moins qu'il ne soit remplacé par un traité régissant définitivement les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Égypte.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Le Haut Commissaire,
PERCY LORAINE.

Son Excellence,
Nakhla el Motei Pasha,
etc., etc., etc.
Ministre des Affaires étrangères.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
DIRECTION
DES AFFAIRES POLITIQUES
ET COMMERCIALES.
N° 1.9/9 (76).

LE CAIRE, le 19 février 1933.

MONSIEUR LE HAUT COMMISSAIRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre de Votre Excellence N° 62 (314/7/33) du 16 février 1933, ainsi conçue :

« Your Excellency has recently called my attention to the fact that the provisional commercial agreement concluded between the Egyptian Government and the Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland by the Notes dated the 5th June and the 7th June, 1930, and extended by the Notes dated the 14th February 1931 and 22nd February 1931, and 23rd January 1932 and 26th January 1932, would expire on the 16th February 1933, and suggested its prolongation until the 16th February 1934, under the same conditions as those now obtaining.

» 2. Having brought Your Excellency's proposal to the knowledge of His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I am now authorised to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland agree to the suggested prolongation of the said provisional agreement.

I have accordingly the honour to state that His Majesty's Government in the United Kingdom are prepared to regard the present Note and a Note from Your Excellency confirming acceptance by the Egyptian Government of an agreement to this effect as constituting an agreement between the two Governments which shall come into force immediately on the receipt of Your Excellency's Note and shall remain in force until the 16th February 1934 unless previously replaced by a treaty regulating definitely the commercial relations between the United Kingdom and Egypt."

En réponse, je m'empresse de confirmer à Votre Excellence l'accord de mon gouvernement sur ce qui précède et je saisis l'occasion de vous renouveler, Monsieur le Haut Commissaire, les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Nakhla EL MOTEL.

Son Excellence,
Sir Percy Lyham Loraine, Bart., K.C.M.G.,
Haut Commissaire de Sa Majesté britannique.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

II.

MINISTRY OF
FOREIGN AFFAIRS.
DEPARTMENT FOR POLITICAL
AND COMMERCIAL AFFAIRS.
No. 1.9/9. (76).

CAIRO, February 19, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 62 (314/7/33) of February 16th, 1933, which reads as follows:

(See English and French texts in Note No. I, pages 424 et 425.)

In reply I beg to confirm to Your Excellency my Government's agreement with the above, and have the honour to be, etc.

Nakhla ELMOTEL,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency,
Sir Percy Lyham Loraine, Bart., K.C.M.G.,
His Britannic Majesty's High Commissioner.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

N^o 2560. — CONVENTION¹ INTERNATIONALE CONCERNANT LES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 14 DÉCEMBRE 1928.

ADHÉSION

INDES NÉERLANDAISES ... 5 mai 1933.

1^o Ne seront pas applicables :

- a) Les dispositions de l'article 2, III, E) et V ;
- b) Les dispositions concernant le système dit « des valeurs déclarées », dont il est fait mention au paragraphe II de la partie I de l'annexe I (voir article 3) ;
- c) L'article 3, alinéa 2 ;

2^o Les relevés, mentionnés dans l'article 2, IV, ne se rapporteront qu'à la houille, au pétrole, au gaz naturel, à l'étain, au manganèse, à l'or et à l'argent ;

3^o Dans les statistiques du commerce extérieur, mentionnées dans l'article 3, ne seront pas inscrits des tableaux concernant le transit³.

No. 2560. — INTERNATIONAL CONVENTION¹ RELATING TO ECONOMIC STATISTICS, AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, DECEMBER 14, 1928.

ACCESSION.

NETHERLANDS INDIES ... May 5, 1933.

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

(1) The following shall not be applicable :

- (a) The provisions of Article 2, III, E) and V ;
- (b) The provisions concerning the system of valuations known as " declared values " mentioned in Annex I, Part I, paragraph II (See Article 3) ;
- (c) Article 3, paragraph 2.

(2) The returns mentioned in Article 2, IV, shall only apply to coal, petroleum, natural gas, tin, manganese, gold and silver.

(3) The statistics of foreign trade mentioned in Article 3 shall not comprise tables concerning transit³.

N^o 2623. — CONVENTION⁴ INTERNATIONALE POUR LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE, ET PROTOCOLE. SIGNÉS A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

RATIFICATIONS

Dépôt :

CUBA 13 juin 1933.
HONGRIE 14 juin 1933.

¹ Vol. CX, page 171 ; vol. CXVII, page 330 ; vol. CXXII, page 366 ; vol. CXXVI, page 454 ; et vol. CXXX, page 463, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

³ Ces réserves ont été acceptées par les Etats parties à la convention qui ont été consultés conformément à l'article 17.

⁴ Vol. CXII, page 371 ; vol. CXXII, page 366 ; et vol. CXXX, page 464, de ce recueil.

No. 2623. — INTERNATIONAL CONVENTION⁴ FOR THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY AND PROTOCOL. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

RATIFICATIONS.

Deposit :

CUBA... .. June 13, 1933.
HUNGARY... .. June 14, 1933.

¹ Vol. CX, page 171 ; Vol. CXVII, page 330 ; vol. CXXII, page 366 ; Vol. CXXVI, page 454 ; and Vol. CXXX, page 463, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

³ These reservations were accepted by the States parties to the Convention which were consulted in accordance with Article 17.

⁴ Vol. CXII, page 371 ; Vol. CXXII, page 366 ; and Vol. CXXX, page 464, of this Series.

N^o 2624. — PROTOCOLE¹ FACULTATIF CONCERNANT LA RÉPRESSION DU FAUX MONNAYAGE. SIGNÉ A GENÈVE, LE 20 AVRIL 1929.

No. 2624. — OPTIONAL PROTOCOL¹ REGARDING THE SUPPRESSION OF COUNTERFEITING CURRENCY. SIGNED AT GENEVA, APRIL 20, 1929.

RATIFICATION

Dépôt :

CUBA 13 juin 1933.

RATIFICATION.

Deposit :

CUBA June 13, 1933.

N^o 2682. — ECHANGE DE NOTES² ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET PORTUGAIS, COMPORTANT UN ARRANGEMENT RELATIF A LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DE LA JAUGE DES NAVIRES. LISBONNE, LE 27 AOUT 1930.

No. 2682. — EXCHANGE OF NOTES² BETWEEN THE POLISH AND PORTUGUESE GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT CONCERNING THE RECIPROCAL RECOGNITION OF THE TONNAGE MEASUREMENT OF VESSELS. LISBON, AUGUST 27, 1930.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS POLONAIS ET PORTUGAIS RELATIF A L'ADHÉSION DE LA VILLE LIBRE DE DANTZIG A L'ARRANGEMENT SUSMENTIONNÉ. LISBONNE, LES 20 ET 26 JANVIER 1933.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE POLISH AND PORTUGUESE GOVERNMENTS REGARDING THE ACCESSION OF THE FREE CITY OF DANZIG TO THE ABOVE-MENTIONED AGREEMENT. LISBON, JANUARY 20 AND 26, 1933.

Communiqué par le délégué permanent de la Pologne auprès de la Société des Nations, le 25 mars 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Poland accredited to the League of Nations, March 25, 1933.

¹ Vol. CXII, page 395 ; et vol. CXXII, page 367, de ce recueil.

² Vol. CXV, page 127, de ce recueil.

¹ Vol. CXII, page 395 ; and Vol. CXXII, page 367, of this Series.

² Vol. CXV, page 127, of this Series.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION DE POLOGNE
PRÈS LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE.
N^o 3842/I.

LISBONNE, le 20 janvier 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919 et des articles 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920, déclare, en agissant pour la Ville libre de Dantzig et en exécution de l'article 4 de l'Arrangement entre la Pologne et le Portugal relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge, signé à Lisbonne, le 27 août 1930, que la Ville libre de Dantzig devient Partie contractante audit Arrangement à partir du quinzième jour de la date de la réception, par le Gouvernement de la République portugaise, de la présente notification.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente note.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma très haute considération.

(—) J. PERŁOWSKI,
Ministre de Pologne.

Son Excellence

Monsieur C. de Sousa Mendes
do Amaral e Abranches,
Ministre des Affaires étrangères,
à Lisbonne.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 20 mars 1933.

D^r Juljan Makowski,
Chef de la Section des Traités.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

POLISH LEGATION
ACCREDITED TO THE GOVERNMENT
OF THE PORTUGUESE REPUBLIC.
No. 3842/I.

LISBON, January 20, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour on behalf of my Government to inform you as follows :

The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, and under Articles 2 and 6 of the Treaty between Poland and the Free City of Danzig signed at Paris on November 9, 1920, states, on behalf of the Free City of Danzig and in application of Article 4 of the Agreement between Poland and Portugal concerning the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates, signed at Lisbon on August 27, 1930, that the Free City of Danzig will become a Contracting Party to the said Agreement as from the fifteenth day after the receipt of the present notification by the Government of the Portuguese Republic.

I have the honour to request Your Excellency to be good enough to acknowledge receipt of this note.

I have, etc.

(—) J. PERŁOWSKI,
Polish Minister.

His Excellency

M. C. de Sousa Mendes
do Amaral e Abranches,
Minister for Foreign Affairs,
Lisbon.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTÉRIO
DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS.
DIRECÇÃO GERAL
DOS NEGÓCIOS COMERCIAIS.
QUESTÕES ECONÓMICAS.
Processo N^o 97/26.

LISBONNE, le 26 janvier 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par note N^o 3842/I en date du 20 janvier 1933, Votre Excellence a bien voulu me communiquer ce qui suit :

« D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence ce qui suit :

Le Gouvernement polonais, auquel il appartient d'assurer la conduite des affaires extérieures de la Ville libre de Dantzig en vertu de l'article 104 du Traité de paix, signé à Versailles le 28 juin 1919, et des articles 2 et 6 de la Convention entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, signée à Paris le 9 novembre 1920, déclare, en agissant pour la Ville libre de Dantzig et en exécution de l'article 4 de l'Arrangement entre la Pologne et le Portugal relatif à la reconnaissance réciproque des certificats de jauge, signé à Lisbonne le 27 août 1930, que la Ville libre de Dantzig devient Partie contractante audit Arrangement à partir du quinzième jour de la date de la réception par le Gouvernement de la République portugaise de la présente notification.

J'ai l'honneur de prier Votre Excellence de bien vouloir m'accuser réception de la présente note. »

En accusant réception de ladite note, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement portugais se trouve d'accord avec la teneur de la note susmentionnée.

Les dispositions de l'accord seront appliquées à la Ville libre de Dantzig à partir du 7 février

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.
DIRECTORATE-GENERAL
OF COMMERCIAL AFFAIRS.
ECONOMIC QUESTIONS.
No. 97/26.

LISBON, January 26, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

In your note No. 3842/I of January 20, 1933, you were good enough to inform me as follows :

“ I have the honour on behalf of my Government to inform you as follows :

” The Polish Government, which is responsible for the conduct of the foreign relations of the Free City of Danzig under Article 104 of the Treaty of Peace signed at Versailles on June 28, 1919, and under Articles 2 and 6 of the Treaty between Poland and the Free City of Danzig signed at Paris on November 9, 1920, states, on behalf of the Free City of Danzig and in application of Article 4 of the Agreement between Poland and Portugal concerning the reciprocal recognition of tonnage measurement certificates signed at Lisbon on August 27, 1930, that the Free City of Danzig will become a Contracting Party to the said Agreement as from the fifteenth day after the receipt of the present notification by the Government of the Portuguese Republic.

“ I have the honour to request Your Excellency to be good enough to acknowledge receipt of this note. ”

In acknowledging receipt of this note I have the honour to inform you that the Portuguese Government agrees with its contents.

The provisions of the Agreement will be applied to the Free City of Danzig as from

1933, la note dont il s'agit ayant été reçue le 23 de ce mois.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(—) CESAR DE SOUSA MENDES.

A Son Excellence
Monsieur J. Perłowski,
Ministre de Pologne,
etc., etc., etc.

Pour copie certifiée conforme :

Varsovie, le 20 mars 1933.

D^r Juljan Makowski,
Chef de la Section des Traités.

February 7, 1933, the note in question having been received on the 23rd inst.

I have the honour, etc.

(—) CESAR DE SOUSA MENDES.

To His Excellency
M. J. Perłowski,
Polish Minister,
etc., etc., etc.

N^o 2733. — CONVENTION ¹ POUR L'AMÉLIORATION DU SORT DES BLESSÉS ET DES MALADES DANS LES ARMÉES EN CAMPAGNE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

ADHÉSION

PÉROU, effective à partir du 10 septembre 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 13 mars 1933.

RATIFICATION

CHILI 1^{er} juin 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 6 juin 1933.

No. 2733. — CONVENTION ¹ FOR THE AMELIORATION OF THE CONDITION OF THE WOUNDED AND SICK IN ARMIES IN THE FIELD. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

ACCESSION.

PERU, effective as from September 10, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, March 13, 1933.

RATIFICATION.

CHILE June 1st, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 6, 1933.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; et vol. CXXX, page 468, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 303 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; and Vol. CXXX, page 468, of this Series.

N^o 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE AU TRAITEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE. SIGNÉE A GENÈVE, LE 27 JUILLET 1929.

RATIFICATION.

CHILI 1^{er} juin 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 6 juin 1933.

No. 2734. — CONVENTION¹ RELATIVE TO THE TREATMENT OF PRISONERS OF WAR. SIGNED AT GENEVA, JULY 27, 1929.

RATIFICATION.

CHILE June 1st, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, June 6, 1933.

N^o 2739. — ARRANGEMENT² ENTRE AUTORITÉS DOUANIÈRES POUR FACILITER L'APUREMENT DES TRIPTYQUES NON DÉCHARGÉS OU PERDUS. SIGNÉ A GENÈVE, LE 28 MARS 1931.

SIGNATURE DÉFINITIVE

TCHÉCOSLOVAQUIE 28 juin 1933.

No. 2739. — AGREEMENT² BETWEEN CUSTOMS AUTHORITIES IN ORDER TO FACILITATE THE PROCEDURE IN THE CASE OF UNDISCHARGED OR LOST TRIPTYCHS. SIGNED AT GENEVA, MARCH 28, 1931.

DEFINITIVE SIGNATURE.

CZECHOSLOVAKIA June 28, 1933.

N^o 2816. — CONVENTION³ DE BERNE POUR LA PROTECTION DES ŒUVRES LITTÉRAIRES ET ARTISTIQUES, DU 9 SEPTEMBRE 1886, RÉVISÉE A BERLIN LE 13 NOVEMBRE 1908, ET A ROME, LE 2 JUIN 1928.

ADHÉSIONS

ESPAGNE, effective à partir du 23 avril 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 29 mars 1933.

No. 2816. — CONVENTION³ OF BERNE FOR THE PROTECTION OF LITERARY AND ARTISTIC WORKS, SIGNED ON SEPTEMBER 9, 1886, REVISED AT BERLIN, NOVEMBER 13, 1908 AND AT ROME, JUNE 2, 1928.

ACCESSIONS.

SPAIN, effective as from April 23, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, March 29, 1933.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; vol. CXXII, page 367 ; vol. CXXVI, page 460 ; et vol. CXXX, page 468, de ce recueil.

² Vol. CXIX, page 47 ; et vol. CXXVI, page 460, de ce recueil.

³ Vol. CXXIII, page 233 ; et vol. CXXX, page 469, de ce recueil.

¹ Vol. CXVIII, page 343 ; Vol. CXXII, page 367 ; Vol. CXXVI, page 460 ; and Vol. CXXX, page 468, of this Series.

² Vol. CXIX, page 47 ; and Vol. CXXVI, page 460, of this Series.

³ Vol. CXXIII, page 233 ; and Vol. CXXX, page 469, of this Series.

BRÉSIL, effective à partir du 1^{er} juin 1933.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 5 mai 1933.*

MONACO, effective à partir du 9 juin 1933.

*Communiquée par le Conseil fédéral suisse,
le 18 mai 1933.*

BRAZIL, effective as from June 1st, 1933.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
May 5, 1933.*

MONACO, effective as from June 9, 1933.

*Communicated by the Swiss Federal Council,
May 18, 1933.*

No. 2823. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND HIS MAJESTY THE KING OF NORWAY REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JANUARY 30, 1931.

No 2823. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET SA MAJESTÉ LE ROI DE NORVÈGE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JANVIER 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. OSLO, APRIL 12 and 22, 1933.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 14 juin 1933.*

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. OSLO, LES 12 ET 22 AVRIL 1933.

*Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain,
June 14, 1933.*

² TRADUCTION. — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 52.

OSLO, *April 12th* 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

I have the honour to notify to your Excellency in accordance with Article 14 (*b*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on January 30th, 1931, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

I.

LÉGATION DE GRANDE-BRETAGNE.

No 52.

OSLO, *le 12 avril* 1933.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT DU CONSEIL,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 14 *b*) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 30 janvier 1931, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

¹ Vol. CXXIII, page 343, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXXIII, page 343, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 12th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Président, the assurance of my highest consideration.

CHARLES WINGFIELD.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodésia,

et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

CHARLES WINGFIELD.

II.

TEXTE NORVÉGIEN. — NORVEGIAN TEXT.

DET KGL. UTENRIKSDEPARTEMENT.

OSLO, 22 April 1933.

HERR SENDEMANN,

Jeg har den øre med takk å erkjenne mottagelsen av Deres note av 12. ds. (innkommet i 2 eksemplarer), hvori De, overensstemmende med art. 14 (b) i Civilprocesskonvensjonen mellom Norge og Storbritannia av 30. januar 1931, meddeler at denne konvensjon utstrekkes til også å gjelde Syd-Rhodesia med ikrafttredelse fra 12. mai førstkommende.

Jeg bemerker at det engelske sprog blir å benytte i meddelelser og oversettelser samt at anmodninger blir å rette til :

The Registrar of the High Court,
Salisbury, Southern Rhodesia.

Motta, Herr Sendemann, forsikringen om min utmerkede høiaktelse.

Herr C. J. R. Wingfield,
Hans Britanniske Majestets Sendemann,
etc., etc., etc.

For Utenriksministeren :
Aug. ESMARCH.

¹ TRADUCTION

¹ TRANSLATION.

DÉPARTEMENT
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

DEPARTMENT
OF FOREIGN AFFAIRS.

OSLO, le 22 avril 1933.

OSLO, April 22nd, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note du 12 de ce mois (reçue en deux exemplaires)

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of the 12th of this month (received

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

dans laquelle, conformément à l'article 14 b) de la Convention relative aux actes de procédure civile du 30 janvier 1931 entre la Norvège et la Grande-Bretagne, vous avez bien voulu m'aviser que l'application de cette convention sera étendue à la Rhodésie du Sud à partir du 12 mai prochain.

Je relève que la langue anglaise devra être utilisée pour les communications et les traductions et que les demandes devront être adressées à :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia.

Veillez agréer, etc.

*Pour le Ministre
des Affaires étrangères :*
AUG. ESMARCH.

Monsieur C. J. R. Wingfield,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc...

in duplicate) by which you have been good enough to notify to me, in accordance with Article 14 (b) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, of January 30th, 1931, concluded between Norway and Great Britain, that the application of this convention should be extended also to Southern Rhodesia, as from May 12th next.

I note that the language to be used in communications and translations should be English and that requests for service or for taking of evidence should be transmitted to :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia.

I have, etc.

*For the Minister
for Foreign Affairs :*
AUG. ESMARCH.

Herr C. J. R. Wingfield,
Ministre de Sa Majesté britannique,
etc., etc., etc.

No. 2918. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND THE FEDERAL PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF AUSTRIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, MARCH 31, 1931.

N^o 2918. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ, POUR LE ROYAUME-UNI ET LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 31 MARS 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. VIENNA, APRIL 12 AND 20, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. VIENNE, LES 12 ET 20 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

¹ Vol. CXXVII, page 167, de ce recueil.

¹ Vol. CXXVII, page 167, of this Series.

¹ TRADUCTION — TRANSLATION.

I.

BRITISH LEGATION,
VIENNA.
No. 33
(167/5/33).

April 12th, 1933.

MR. FEDERAL CHANCELLOR,

I have the honour to notify to you, in accordance with Article 14 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on March 31st, 1931 the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 14 b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say on the 12th May next.

4. In requesting that you will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself of this opportunity to renew to you, Mr. Federal Chancellor, the assurance of my highest consideration.

ERIC PHIPPS.

Dr. Engelbert Dollfuss,
Federal Chancellor,
Vienna.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.
N^o 33
(167/5/33.)

VIENNE, le 12 avril 1933.

MONSIEUR LE CHANCELIER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à votre connaissance, conformément à l'article 14 a) de la convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 31 mars 1931, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est :

The Registrar of the High Court,
Salisbury
Southern Rhodésia.

et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 14 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 mai prochain.

4. Je vous prie de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

ERIC PHIPPS.

Dr Engelbert Dollfuss,
Chancelier fédéral,
Vienne.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

BUNDESKANZLERAMT.
 AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN.
 21.21.884-15/33.

VERBALNOTE.

Das Bundeskanzleramt, Auswärtige Angelegenheiten, beehrt sich, den Empfang der geschätzten Verbalnote vom 12. April 1933, Zl. 33(167/5/33) mittels welcher der Beitritt von Südrhodesien zum österreichisch-britischen Rechtshilfeabkommen vom 31. März 1931 mitgeteilt und gleichzeitig bekanntgegeben wurde, dass der Beitritt gemäss Artikel 14 *b* des Abkommens am 12. Mai 1933 wirksam wird, ergebenst zu bestätigen.

WIEN, am 20. April 1933.

An die
 Kgl. Grossbritannische Gesandtschaft
 in Wien.

¹ TRADUCTION.

CHANCELLERIE FÉDÉRALE.
 DIVISION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
 21.21.884-15/33.

NOTE VERBALE

La Chancellerie fédérale, division des Affaires étrangères, a l'honneur d'accuser réception de la note verbale N° 33 (167/5/33) du 12 avril 1933, l'avisant que la Rhodésie du Sud a adhéré à la Convention austro-britannique du 31 mars 1931 concernant les actes de procédure et que, conformément à l'article 14 *b*) de la convention, cette adhésion prendra effet le 12 mai 1933.

VIENNE, le 20 avril 1933.

A la Légation royale de Grande-Bretagne,
 Vienne.

¹ TRANSLATION.

FEDERAL CHANCELLERY.
 FOREIGN AFFAIRS.
 21.21.884-15/33.

VERBAL NOTE.

The Federal Chancellery, Division of Foreign Affairs, has the honour to acknowledge the receipt of the verbal note No. 33 (167/5/33) of April 12, 1933, informing it that Southern Rhodesia has acceded to the Austro-British Convention of March 31, 1931, concerning legal proceedings in civil and commercial matters, and that, in accordance with Article 4 *b*) of the Convention, this accession will take effect on May 12, 1933.

VIENNA, April 20, 1933.

Royal Legation of Great Britain,
 Vienna.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

No. 2975. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM, AND THE PRESIDENT OF THE PORTUGUESE REPUBLIC REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, JULY 9, 1931.

N^o 2975. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE, RELATIVE AUX ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES. LE 9 JUILLET 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. LISBON, APRIL 12 AND 26, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. LISBONNE, LES 12 ET 26 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

² TRADUCTION — TRANSLATION.

I.

BRITISH EMBASSY,
No. 71 (107/4).

LISBON, 12th April, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 14 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on July 9th, 1931 the extension of that convention to Southern Rhodesia.

The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia.

and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 14 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 12th May next.

¹ Vol. CXXIX, page 417, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

AMBASSADE DE GRANDE-BRETAGNE
No 71 (107/4).

LISBONNE, le 12 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître, conformément à l'article 14 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, que l'application de ladite convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est :

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

et la langue à employer, dans les communications et les traductions, est l'anglais.

Conformément à l'article 14 b) de la Convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 12 mai prochain.

¹ Vol. CXXIX, page 417, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I have the honour to be with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient, humble Servant,

Claud RUSSELL.

En vous priant de bien vouloir accuser réception de la présente communication, j'ai l'honneur, etc.

Claud RUSSELL.

His Excellency
Dr. Cesar de Sousa Mendes,
Minister for Foreign Affairs.

A Son Excellence
Monsieur le Dr Cesar de Sousa Mendes,
Ministre des Affaires étrangères.

II.

TEXTE PORTUGAIS. — PORTUGUESE TEXT.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS,
Processo N-7/2.
Nº 40.

LISBOA, 26 de Abril de 1933.

SENHOR EMBAIXADOR,

Tenho a honra de acusar a recepção da Nota Nº 71 (107/4), de 12 de Abril corrente, pela qual V. Ex^a se dignou comunicar-me a extensão á Rodésia do Sul da aplicação da Convenção sobre Processo Civil e Comercial, assinada em Londres em 9 de Julho de 1931, nos termos do respectivo artigo 14.

Aproveito a oportunidade para informar V. Ex^a que dessa comunicação foi tomada a devida nota e para reiterar a V. Ex^a os protestos da minha mais alta consideração.

(Signature illegible.)

Sua Excelencia
Sir Claud Russell, K. C. M. G.
Etc., etc., etc.

¹ TRADUCTION.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

LISBONNE, le 26 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la note Nº 71 (107/4) du 12 avril dernier, par laquelle vous avez bien voulu me faire connaître que l'application de la Convention relative aux

¹ TRANSLATION.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS,

LISBON, April 26, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note No. 71 (107/4) of April 12th last, in which you notified me that the application of the Convention regarding legal proceedings

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 9 juillet 1931, est étendue à la Rhodésie du Sud, aux termes de l'article 14 de ladite convention.

Je saisis cette occasion pour vous faire savoir qu'il a été pris bonne note de cette communication et pour vous renouveler les assurances, etc.

(Signature illisible.)

A Son Excellence
Sir Claud Russell, K.C.M.G.
etc., etc., etc.

in civil and commercial matters signed at London on July 9, 1931, is extended to Southern Rhodesia, in accordance with Article 14 of the said Convention.

This communication has been noted.
I have the honour to be, etc.

(Signature illegible.)

To His Excellency
Sir Claud Russell, K.C.M.G.,
etc., etc., etc.

No. 3002. — CONVENTION¹ BETWEEN HIS MAJESTY, IN RESPECT OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, AND THE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF POLAND REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT WARSAW, AUGUST 26, 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION OF THE ABOVE CONVENTION TO SOUTHERN RHODESIA. WARSAW, APRIL 11 and 25, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 74. (5/7/33).

WARSAW, April 11th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 15 (a) of the conven-

Nº 3002. — CONVENTION¹ ENTRE SA MAJESTÉ POUR LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE POLOGNE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRE CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A VARSOVIE, LE 26 AOUT 1931.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. VARSOVIE, LES 11 ET 25 AVRIL 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE

Nº 74 (5/7/33).

VARSOVIE, le 11 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 15 a)

¹ Vol. CXXXI, page 19, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXXXI, page 19, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

tion regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931 the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is

The Registrar of the High Court,
Salisbury,
Southern Rhodesia,

and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 11th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur J. Beck.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.
N^o. P.V. 78/a/W.B./1/6/33.

VARSOVIE, le 25 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par Sa note N^o 74 (5/7/33) en date du 11 courant, Votre Excellence a bien voulu me communiquer, conformément à l'article 15 a) et b) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matières civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, que les dispositions de cette Convention sont à appliquer à la Rhodésie du Sud à partir du 11 mai prochain.

En même temps Votre Excellence a tenu à m'informer que l'autorité dans la Rhodésie du Sud à laquelle doivent être adressées les com-

de la convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale signée à Varsovie le 26 août 1931, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est :

The Registrar of the High Court,
Salisbury
Southern Rhodesia,

et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 11 mai prochain.

4. Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur J. Beck.

II.

REPUBLIC OF POLAND.
No. P.V. 78/a/W.B./1/6/33.

WARSAW, April 25, 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

By your note No. 74 (5/7/33) dated the 11th of this month, Your Excellency was good enough to notify to me, in accordance with Article 15 (a) and (b) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at Warsaw, August 26, 1931, that the provisions of that Convention should be applied to Southern Rhodesia as from May 11th next.

At the same time, Your Excellency informed me that the authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or for the taking

missions rogatoires et les significations est le Greffier de la Haute Cour à Salisbury, Rhodésie du Sud, en soulignant que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de lui communiquer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BECK.

Son Excellence
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine
Ambassadeur de Sa Majesté britannique,
à Varsovie.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO TONGA OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-POLISH CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF AUGUST 26, 1931. WARSAW, APRIL 11 AND 25, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 75
(5/8/33).

WARSAW, April 11th, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and that the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging the receipt of this letter, I have the honour to communicate to Your Excellency that I have taken due note thereof and that the competent authorities have been notified of its contents.

I have, etc.

BECK.

His Excellency
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassador of His Britannic Majesty,
at Warsaw.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A TONGA DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-POLONAISE CONCERNANT LA PROCEDURE CIVILE DU 26 AOUT 1931. VARSOVIE, LES 11 ET 25 AVRIL 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 75
(5/8/33)

VARSOVIE, le 11 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931,

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

Warsaw on August 26th, 1931, the extension of the operation of that convention to Tonga.

2. The authority in Tonga to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is The Registrar of the High Commissioner's Court, Suva, Fiji, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this Note, that is to say, on the 11th May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur J. Beck.

II.

RÉPUBLIQUE DE POLOGNE,
No P. V. 78/a/W.B./1/5/33.

VARSOVIE. *le 25 avril 1933.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par Sa note No 75 (5/8/33) en date du 11 courant, Votre Excellence a bien voulu me communiquer, conformément à l'art 15 *a*) et *b*) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matières civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, que les dispositions de cette convention sont à appliquer à Tonga à partir du 11 mai prochain.

En même temps Votre Excellence a tenu à m'informer que l'autorité à Tonga à laquelle doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations est le Greffier du Tribunal du Haut Commissaire à Suva, Fiji, en soulignant que la langue anglaise est à employer pour les communications et les traductions respectives.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de Lui commu-

que l'application de cette convention est étendue à Tonga.

2. L'autorité à laquelle les demandes de signification ou les commissions rogatoires devront être adressées à Tonga est « The Registrar of the High Commissioner's Court, Suva, Fiji » et la langue à employer pour les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la Convention, l'extension ainsi notifiée produira effet un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 11 mai prochain.

4. Je vous serais très obligé de bien vouloir accuser réception de cette communication, et je vous prie d'agréer, etc.

William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur J. Beck.

II.

REPUBLIC OF POLAND
No. P.V.78/a/W.B./1/5/33.

WARSAW, *April 25, 1933.*

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

By Your note No. 75 (5/8/33) dated the 11th instant, Your Excellency was good enough to notify to me, in accordance with Article 15 (*a*) and (*b*) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at Warsaw, August 26, 1931, that the provisions of that Convention should be applied to Tonga as from May 11th next.

At the same time Your Excellency informed me that the authority in Tonga to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the High Commissioner's Court, Suva, Fiji, and that the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging to Your Excellency the receipt of this letter, I have the honour to

niquer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

BECK.

Son Excellence
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassadeur de Sa Majesté Britannique
à Varsovie.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO CERTAIN BRITISH COLONIES, PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES OF THE PROVISIONS OF THE ANGLO-POLISH CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF AUGUST 26, 1931. WARSAW, APRIL 3 AND 27, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

I.

BRITISH EMBASSY.

No. 61.
(5/4/33.)

WARSAW, *April 3rd*, 1933.

YOUR EXCELLENCY,

On instructions from His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at Warsaw on August 26th, 1931, the extension of the operation of that convention to the Colonies, Protectorates and Mandated Territories named in the attached list.

communicate to Your Excellency that I have taken due note thereof and that the competent authorities have been notified of its contents.

I have, etc.

BECK.

His Excellency
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassador of His Britannic Majesty,
Warsaw.

ECHANGE DE NOTES RELATIF A L'APPLICATION A CERTAINES COLONIES BRITANNIQUES ET A CERTAINS PROTECTORATS BRITANNIQUES ET TERRITOIRES SOUS MANDAT DES DISPOSITIONS DE LA CONVENTION ANGLO-POLONAISE CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE DU 26 AOUT 1931. VARSOVIE, LES 3 ET 27 AVRIL 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

AMBASSADE
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 61.
(5/4/33.)

VARSOVIE, *le 3 avril* 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur, d'ordre du principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères, de porter à votre connaissance, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Varsovie le 26 août 1931, que l'application de cette convention est étendue aux colonies, protectorats et territoires sous mandat indiqués dans la liste ci-jointe.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

2. The attached list indicates in each case the authority to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted, and the language in which communications and translations are to be made is English.

3. In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this Note, that is to say, on the 3rd May next.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication, I avail myself of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

William ERSKINE.

His Excellency
Monsieur J. Beck.

2. La liste ci-jointe indique, dans chaque cas, l'autorité à laquelle devront être adressées les demandes de signification ou les commissions rogatoires ; la langue dans laquelle devront être faites les communications et les traductions est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 3 mai prochain.

4. En priant Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication, je saisis cette occasion, etc.

William ERSKINE.

Son Excellence
Monsieur J. Beck.

LIST OF BRITISH NON-SELF GOVERNING COLONIES AND PROTECTORATES AND MANDATED TERRITORIES ADMINISTERED UNDER THE AUTHORITY OF HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND TO WHICH IT IS DESIRED TO APPLY THE STIPULATIONS OF THE CONVENTION WITH POLAND, REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS, SIGNED ON THE 26th AUGUST, 1931.

Colony	Local Authority
Bahamas	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbados	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbados.
Bermuda	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermuda.
British Guiana	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, British Guiana.
British Honduras	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, British Honduras.
Ceylon	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylon.
Cyprus	The Chief Registrar of the Supreme Court, Cyprus.
Falkland Islands and Dependencies	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Falkland Island.
Fiji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fiji.

LISTE DES COLONIES BRITANNIQUES NON DOTÉES D'UN GOUVERNEMENT AUTONOME ET DES PROTECTORATS ET TERRITOIRES SOUS MANDAT ADMINISTRÉS SOUS L'AUTORITÉ DU GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, AUXQUELS ON DÉSIRE QUE SOIENT ÉTENDUES LES STIPULATIONS DE LA CONVENTION AVEC LA POLOGNE CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE, SIGNÉE LE 26 AOUT 1931.

Colonie	Autorité locale
Bahamas	The Chief Justice, Nassau, Bahamas.
Barbades	The Colonial Secretary, Bridgetown, Barbades.
Bermudes	The Registrar of the Supreme Court, Hamilton, Bermudes.
Guyane britannique	The Registrar of the Supreme Court, Georgetown, Guyane britannique.
Honduras britannique	The Registrar-General, Supreme Court, Belize, Honduras britannique.
Ceylan	The Chief Secretary, the Secretariat, Colombo, Ceylan.
Chypre	The Chief Registrar of the Supreme Court, Chypre.
Iles Falkland et dépendances	The Registrar of the Supreme Court, Stanley, Iles Falkland.
Fidji	The Registrar of the Supreme Court, Suva, Fidji.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Gambia (Colony and Protectorate)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambia.	Gambie (Colonie et Protectorat)	The Judge of the Supreme Court, Bathurst, Gambie.
Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.	Gibraltar	The Registrar, Supreme Court, Gibraltar.
Gold Coast		Côte de l'Or :	
(a) Colony	The Chief Registrar, Accra, Gold Coast.	a) Colonie	The Chief Registrar, Accra, Côte de l'Or.
(b) Togoland under British Mandate)		b) Togo sous mandat britannique)	
(c) Ashanti		c) Achanti	
(d) Northern Territories		d) Territoires du Nord	
Hongkong	The Registrar of the Supreme Court of Hongkong.	Hong-Kong	The Registrar of the Supreme Court de Hong-Kong.
Jamaica	The Registrar of the Supreme Court, Jamaica.	Jamaïque	The Registrar of the Supreme Court, Jamaïque.
Cayman Islands	Judges of the Grand Court of the Cayman Islands.	Iles Cayman	Judges of the Grand Court des Iles Cayman.
Turks and Caicos Islands	Commissioner and Judge of the Turks and Caicos Islands.	Iles Turques et Caïques	Commissioner and Judge des Iles Turques et Caïques.
Kenya (Colony and Protectorate)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenya.	Kenia (Colonie et Protectorat)	The Registrar of the Supreme Court, Nairobi, Kenia.
Leeward Islands (Antigua, Dominica, Montserrat, St. Christopher and Nevis, Virgin Islands)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigua, Leeward Islands.	Iles-sous-le-Vent (Antigoa, Dominique, Montserrat, St-Christophe et Nevis, Iles Vierges)	The Chief Registrar of the Supreme Court, Antigoa, Iles-sous-le-Vent.
Malay States		Etats malais :	
(a) Federated Malay States (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Federated Malay States.	a) Etats malais fédérés (Negri Sembilan, Pahang, Perak, Selangor)	The Chief Secretary to the Government, Kuala Lumpur, Etats malais fédérés.
(b) Unfederated Malay States :		b) Etats malais non fédérés :	
Johore	General Adviser.	Johore	General Adviser.
Kelantan	British Adviser.	Kelantan	British Adviser.
Trengganu	British Adviser.	Trengganu	British Adviser.
Brunei	British Resident.	Brunei	British Resident.
Kedah	Legal Adviser, Kedah.	Kedah	Legal Adviser, Kedah.
Perlis		Perlis	
Malta	The Minister of Justice, Valletta, Malta.	Malte	The Minister of Justice, La Vallette, Malte.
Mauritius	The Master and Registrar of the Supreme Court, Mauritius.	Maurice	The Master and Registrar of the Supreme Court, Maurice.

Colony	Local Authority	Colonie	Autorité locale
Nigeria		Nigéria :	
(a) Colony	The Chief Justice, Lagos, Nigeria.	a) Colonie	The Chief Justice, Lagos, Nigéria.
(b) Protectorate		b) Protectorat	
(c) Cameroons under British Mandate		c) Cameroun sous mandat britannique	
North Borneo, State of	The Registrar of the High Court, Sandakan, British North Borneo.	Etat du Bornéo du Nord	The Registrar of the High Court, Sandakan, Bornéo du Nord britannique.
Northern Rhodesia	The Registrar of the High Court, Livingstone, Northern Rhodesia.	Rhodésie du Nord	The Registrar of the High Court, Livingstone, Rhodésie du Nord.
Nyasaland Protectorate	The Judge of the High Court of Nyasaland, Blantyre, Nyasaland.	Protectorat du Nyassaland	The Judge of the High Court of Nyassaland, Blantyre, Nyassaland.
St. Helena and Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, St. Helena.	Sainte-Hélène et Ascension	The Acting Chief Justice, Supreme Court, Sainte-Hélène.
Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.	Sarawak	The Legal Adviser, Kuching, Sarawak.
Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.	Seychelles	The Registrar of the Supreme Court, Mahé, Seychelles.
Sierra Leone (Colony and Protectorate)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra Leone.	Sierra-Leone (Colonie et Protectorat)	The Master and Registrar of the Supreme Court, Freetown, Sierra-Leone.
Somaliland Protectorate	The Secretary to the Government, Berbera, Somaliland.	Protectorat du Somaliland	The Secretary to the Government, Barbera, Somaliland.
South Africa High Commission Territories :		Territoire de la Haute Commission de l'Afrique du Sud :	
Basutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.	Basoutoland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court, Maseru.
Bechuanaland Protectorate	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.	Protectorat du Betchouanaland	The Registrar of the Resident Commissioner's Court (or of the Special Court), Mafeking.
Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.	Swaziland	The Registrar of the Special Court, Mbabane.
Straits Settlements	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.	Straits Settlements	The Registrar of the Supreme Court, Singapore, Straits Settlements.
Tanganyika Territory	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam.	Territoire du Tanganyika	The Registrar of the High Court, Dar es Salaam.
Trinidad and Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinidad.	Trinité et Tobago	The Registrar, Supreme Court, Port of Spain, Trinité.
Uganda Protectorate	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Uganda.	Protectorat de l'Ouganda	The Chief Secretary to the Government, Entebbe, Ouganda.
Western Pacific Islands of : British		Iles du Pacific occidental :	
Solomon Islands Protectorate.	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fiji.	Protectorat des Iles Salomon britanniques	The Registrar, High Commissioner's Court, Suva, Fidji.
Gilbert and Ellice Islands Colony		Colonie des Iles Gilbert et Ellice	

Colony	Local Authority	Colonie	Autonité locale
Windward Islands :		Iles du Vent :	
Grenada	The Registrar, Supreme Court, Grenada.	Grenade	The Registrar, Supreme Court, Grenade.
St. Lucia	The Registrar, Royal Court, Saint Lucia.	Sainte-Lucie	The Registrar, Royal Court, Sainte Lucie.
St. Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint Vincent.	Saint-Vincent	The Registrar, Supreme Court, Saint-Vincent.
Zanzibar Protectorate	The Chief Justice, Zanzibar.	Protectorat de Zanzibar.	The Chief Justice, Zanzibar

II.

RZECZPOSPOLITA POLSKA.
RÉPUBLIQUE DE POLOGNE.

MINISTERSTWO SPRAW ZAGRANICZNYCH.
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
No P.V.78/W.B./a/1/4/33.

VARSOVIE, le 27 avril 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Par sa note N° 61 (5/4/33) en date du 3 avril courant, Votre Excellence a bien voulu me communiquer, conformément à l'article 15 *a*) et *b*) de la Convention entre la Pologne et la Grande-Bretagne relative à la procédure en matières civiles et commerciales, signée à Varsovie le 26 août 1931, que les dispositions de cette convention sont à appliquer aux Colonies et Protectorats britanniques et aux territoires sous mandat britannique, énumérés dans la liste jointe à ladite note, cette application devant produire ses effets à partir du 3 mai prochain.

En même temps, Votre Excellence a bien voulu me faire connaître les autorités auxquelles doivent être adressées les commissions rogatoires et les significations dans lesdits Colonies, Protectorats et territoires sous mandat, en soulignant que la langue anglaise est à employer pour les communications et traductions respectives.

En accusant réception à Votre Excellence de la note précitée, j'ai l'honneur de l'informer que j'en ai pris acte et que les autorités intéressées ont été saisies de sa teneur.

Veuillez agréer, Monsieur l'ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Son Excellence
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassadeur de Sa Majesté britannique
à Varsovie.

BECK.

II.

REPUBLIC OF POLAND.
MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

No. P.V.78/W.B./a/1/4/33.

WARSAW, April 27, 1933.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

By your Note No. 61 (5/4/33) dated April 3, 1933, Your Excellency was good enough to notify to me, in accordance with Article 15 *a*) and *b*) of the Convention between Poland and Great Britain regarding legal proceedings in civil and commercial matters, signed at Warsaw, on August 26, 1931, that the provisions of that Convention should be applied to the Colonies, Protectorates and Mandated territories named in the attached list to your note, such application to take effect as from May 3rd, next.

At the same time, Your Excellency informed me of the authorities to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted in the said Colonies, Protectorates and Mandated Territories; you also indicated that the language to be used in communications and translations is English.

In acknowledging to Your Excellency the receipt of this letter, I have the honour to communicate to Your Excellency that I have taken due note thereof and that the competent authorities have been notified of its contents. I have, etc.

His Excellency
The Right Honourable
Sir William A. F. Erskine,
Ambassador of His Britannic Majesty,
Warsaw.

BECK.

No. 3041. — CONVENTION¹ BETWEEN GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND ESTONIA REGARDING LEGAL PROCEEDINGS IN CIVIL AND COMMERCIAL MATTERS. SIGNED AT LONDON, DECEMBER 22, 1931.

N° 3041. — CONVENTION¹ ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET L'IRLANDE DU NORD ET L'ESTONIE, CONCERNANT LES ACTES DE PROCÉDURE EN MATIÈRES CIVILE ET COMMERCIALE. SIGNÉE A LONDRES, LE 22 DÉCEMBRE 1931.

EXCHANGE OF NOTES RESPECTING THE EXTENSION TO SOUTHERN RHODESIA OF THE ABOVE CONVENTION. TALLINN, APRIL 25 AND 27, 1933.

ECHANGE DE NOTES CONCERNANT L'APPLICATION DE LA CONVENTION CI-DESSUS A LA RHODÉSIE DU SUD. TALLINN, LES 25 ET 27 AVRIL 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

² TRADUCTIONS.— TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 21.
403/9.

TALLINN, April 25, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to notify to Your Excellency in accordance with Article 15 (a) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

2. The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or Letters of Request should be transmitted is The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and the language to be used in communications and translations is English.

3. In accordance with Article 15 (b) of the convention, the extension now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 25th May next.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

N° 21
403/9.

TALLINN, le 25 avril 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, conformément à l'article 15 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

2. L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est : The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

3. Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 mai prochain.

¹ Vol. CXXXII, page 231, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Vol. CXXXII, page 231, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

4. In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself, Monsieur le Ministre, of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

A. J. HILL.

His Excellency
Monsieur August Rei,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *April 27, 1933.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your Note dated April 25, 1933, No. 21, by which you were so good as to notify me, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22, 1931, the extension of that convention to Southern Rhodesia.

The authority in Southern Rhodesia to whom requests for service or Letters of Request should be transmitted is : The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the extension will come into force one month from the date of your note, that is to say, on the 25th May next.

In taking due notice of the communication, I avail myself of this opportunity to renew to you, Monsieur le Chargé d'Affaires, the assurance of my high consideration.

A. REI.

Monsieur A. J. Hill,
H. B. M. Chargé d'Affaires *a. i.*,
Tallinn.

4. Je vous prie de bien vouloir m'accuser réception de la présente communication, et je saisis cette occasion, etc.

A. J. HILL.

Son Excellence
Monsieur August Rei,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

TALLINN, *le 27 avril 1933.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre note N° 21 en date du 25 avril 1933, par laquelle vous avez bien voulu, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres, le 22 décembre 1931, notifier que l'application de cette convention est étendue à la Rhodésie du Sud.

L'autorité de la Rhodésie du Sud à laquelle devront être transmises les demandes de signification et les commissions rogatoires est : The Registrar of the High Court, Salisbury, Southern Rhodesia, et la langue à employer, pour les communications et les traductions, est l'anglais.

Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'extension ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 25 mai prochain.

J'ai pris dûment acte de cette communication et je saisis cette occasion, etc.

A. REI.

Monsieur A. J. Hill,
Chargé d'Affaires *p. i.*
de Sa Majesté britannique,
Tallinn.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S GOVERNMENT IN NEW ZEALAND AND THE ESTONIAN GOVERNMENT RESPECTING THE ACCESSION OF NEW ZEALAND TO THE ANGLO-ESTONIAN CIVIL PROCEDURE CONVENTION OF DECEMBER 22, 1931. TALLINN, FEBRUARY 14 and 17, 1933.

Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne, le 14 juin 1933.

I.

BRITISH LEGATION.

No. 7.
158/9A.

TALLINN, February 14, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

At the instance of His Majesty's Government in New Zealand, I have the honour to notify to Your Excellency, in accordance with Article 16 (a) of the convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22nd, 1931 the accession of His Majesty to that convention in respect of the Dominion of New Zealand.

The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, New Zealand, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 (b) of the convention, the accession now notified will come into force one month from the date of this note, that is to say, on the 14th March next.

In requesting that Your Excellency will be so good as to acknowledge the receipt of this communication,

I avail myself, Monsieur le Ministre, of this opportunity to renew to Your Excellency the assurance of my highest consideration.

His Excellency
Monsieur August Rei,
Minister for Foreign Affairs,
Tallinn.

A. J. HILL.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ EN NOUVELLE-ZÉLANDE ET LE GOUVERNEMENT ESTONIEN, CONCERNANT L'ADHÉSION DE LA NOUVELLE-ZÉLANDE A LA CONVENTION ANGLO-ESTONIENNE DU 22 DÉCEMBRE 1931, CONCERNANT LA PROCÉDURE CIVILE. TALLINN, LES 14 ET 17 FÉVRIER 1933.

Communicated by His Majesty's Secretary of State for Foreign Affairs in Great Britain, June 14, 1933.

¹ TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

LÉGATION
de GRANDE-BRETAGNE

No. 7
158/9A.

TALLINN, le 14 février 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

A la demande du Gouvernement de Sa Majesté en Nouvelle-Zélande, j'ai l'honneur de notifier à Votre Excellence, conformément à l'article 16 a) de la Convention relative aux actes de procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, que Sa Majesté adhère à cette convention pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande.

L'autorité de la Nouvelle-Zélande à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être transmises est "the Registrar of the Supreme Court of New Zealand at Wellington, New Zealand", et la langue à employer, pour les communications et traductions, est l'anglais.

Conformément à l'article 15 b) de la convention, l'adhésion ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 14 mars prochain.

Je prie Votre Excellence de bien vouloir accuser réception de la présente communication et je saisis cette occasion, etc.

Son Excellence
Monsieur August Rei,
Ministre des Affaires étrangères,
Tallinn.

A. J. HILL.

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

II.

MINISTRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
996 W.

TALLINN, *February 17th, 1933.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

I have the honour to acknowledge receipt of your note dated February 14, 1933, by which you were so good as to notify me, in accordance with Article 15 (*a*) of the Convention regarding legal proceedings in civil and commercial matters, which was signed at London on December 22, 1931, the accession of His Britannic Majesty to that convention in respect of the Dominion of Zealand.

The authority in New Zealand to whom requests for service or for the taking of evidence should be transmitted is the Registrar of the Supreme Court of New Zealand, at Wellington, New Zealand, and the language to be used in communications and translations is English.

In accordance with Article 15 (*b*) of the convention, the accession notified by you will come into force one month from the date of your note, that is to say, on the 14th March next.

In taking due notice of the notification,

I avail myself, Monsieur le Chargé d'Affaires, of this opportunity to renew to you the assurance of my high consideration.

A. REI.

Monsieur A. J. Hill,
His Britannic Majesty's
Chargé d'Affaires *a. i.*
Tallinn.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
996 W.

TALLINN, *le 17 février 1933.*

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre Note du 14 février 1933, par laquelle vous avez bien voulu, conformément à l'article 15 *a*) de la Convention relative à la procédure en matières civile et commerciale, signée à Londres le 22 décembre 1931, me notifier que Sa Majesté adhère à cette convention pour le Dominion de la Nouvelle-Zélande.

L'autorité de la Nouvelle-Zélande à laquelle les demandes de signification et les commissions rogatoires devront être transmises est " the Registrar of the Supreme Court of New Zealand, at Wellington, New Zealand ", et la langue à employer, pour les communications et traductions, est l'anglais.

Conformément à l'article 15 *b*) de la convention, l'adhésion ainsi notifiée entrera en vigueur un mois après la date de la présente note, c'est-à-dire le 14 mars prochain.

J'ai pris dûment acte de cette notification et je saisis cette occasion, etc.

A. REI.

Monsieur A. J. Hill,
Chargé d'Affaires *p. i.*
de Sa Majesté britannique
Tallinn.

N^o 24 a) — CONVENTION¹ INTERNATIONALE SUR L'INTERDICTION DE L'EMPLOI DU PHOSPHORE BLANC (JAUNE) DANS L'INDUSTRIE DES ALLUMETTES. SIGNÉE A BERNE, LE 26 SEPTEMBRE 1906.

No. 24 (a). — INTERNATIONAL¹ CONVENTION PROHIBITING THE USE OF WHITE (YELLOW) PHOSPHORUS IN THE MANUFACTURE OF MATCHES. SIGNED AT BERNE, SEPTEMBER 26, 1906.

ADHÉSION

TURQUIE 17 février 1933.

Communiquée par le Conseil fédéral suisse, le 22 mars 1933.

ACCESSION.

TURKEY February 17, 1933.

Communicated by the Swiss Federal Council, March 22, 1933.

N^o 62 a). — CONVENTION² POUR LE RÉGLEMENT PACIFIQUE DES CONFLITS INTERNATIONAUX, CONCLUE A LA DEUXIÈME CONFÉRENCE DE LA PAIX, A LA HAYE, LE 18 OCTOBRE 1907.

No. 62 (a). — CONVENTION² FOR THE PACIFIC SETTLEMENT OF INTERNATIONAL DISPUTES, CONCLUDED AT THE SECOND PEACE CONFERENCE AT THE HAGUE, OCTOBER 18, 1907.

RATIFICATION

PARAGUAY, 25 avril 1933.

Communiquée par l'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire des Pays-Bas à Berne, le 27 mai 1933.

RATIFICATION.

PARAGUAY, April 25, 1933.

Communicated by the Netherlands Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Berne, May 27, 1933.

¹ Vol. XI, page 446 ; vol. XV, page 330 ; vol. XIX, page 294 ; vol. XXXIX, page 226 ; vol. XLV, page 211 ; vol. LIX, page 429 ; vol. XCII, page 419 ; et vol. CXVII, page 335, de ce recueil.

² Vol. LIV, page 435, de ce recueil.

¹ Vol. XI, page 446 ; Vol. XV, page 331 ; Vol. XIX, page 295 ; Vol. XXXIX, page 226 ; Vol. XLV, page 211 ; Vol. LIX, page 429 ; Vol. XCII, page 419 ; and Vol. CXVII, page 335, of this Series.

² Vol. LIV, page 435, of this Series.

No. 85 (a). — EXTRADITION TREATY¹
BETWEEN GREAT BRITAIN AND SER-
BIA. SIGNED AT BELGRADE, NOVEM-
BER 23 AND DECEMBER 6, 1900.

No 85 a). — TRAITÉ D'EXTRADITION¹
ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LA
SERBIE. SIGNÉ A BELGRADE, LES
23 NOVEMBRE ET 6 DÉCEMBRE 1900.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN HIS MAJESTY'S
GOVERNMENT IN THE UNITED KINGDOM AND
THE YUGOSLAV GOVERNMENT RESPECTING
THE APPLICATION TO TRANSJORDAN OF THE
PROVISIONS OF THE ABOVE TREATY. BEL-
GRADE, AUGUST 12 AND 30, 1932.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE SA MAJESTÉ DANS LE ROYAUME-UNI ET
LE GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE RELATIF A
L'APPLICATION A LA TRANSJORDANIE DES
DISPOSITIONS DU TRAITÉ CI-DESSUS. BEL-
GRADE, LES 12 ET 30 AOUT 1932.

*Communiqué par le secrétaire d'Etat aux Affaires
étrangères de Sa Majesté en Grande-Bretagne,
le 3 mai 1933.*

*Communicated by His Majesty's Secretary of
State for Foreign Affairs in Great Britain,
May 3, 1933.*

² TRADUCTIONS. — TRANSLATIONS.

I.

BRITISH LEGATION.

(66/9/32).

BELGRADE, 12th August, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland consider it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made applicable to Palestine (excluding Transjordan) should now be made applicable to Transjordan.

2. I have accordingly the honour to enquire whether the Yugoslav Government agree that the provisions of the extradition treaty signed at Belgrade on December 6th/November 23rd, 1900, shall be deemed to apply to Transjordan. In this event the present note and Your Excellency's reply to that effect would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments that the provisions of that Treaty shall, as

¹ Vol. LXXXIII, page 490, de ce recueil.

² Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

I.

LÉGATION
DE GRANDE-BRETAGNE.

(66/9/32).

BELGRADE, le 12 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a estimé désirable que les dispositions des traités d'extradition conclus par Sa Majesté, qui sont actuellement en vigueur et qui ont déjà été rendues applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient maintenant rendues applicables à la Transjordanie.

2. J'ai donc l'honneur de demander si le Gouvernement yougoslave accepte que les dispositions du traité d'extradition signé à Belgrade le 6 décembre et 23 novembre 1900, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, la présente note et la réponse de Votre Excellence à cette note seront considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre nos deux gouvernements, aux termes duquel les dispositions

¹ Vol. LXXXIII, page 490, of this Series.

² Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

from the date of Your Excellency's note, apply to Transjordan, the requisitions for extradition from and to that territory being made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

3. I have the honour to add that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

4. If the Yugoslav Government agree to this proposal I should be glad to be informed of the designation of the Consular Officer of Yugoslavia who, for the purpose of Article XVII of the said Treaty, would be the "chief consular officer" by whom requisition for extradition from Transjordan shall be made.

I have the honour to be, with the highest consideration, Monsieur le Ministre, Your Excellency's most obedient humble Servant,

D. J. COWAN.

His Excellency,
Monsieur Bogoljub Jeftić,
Yugoslav Minister
for Foreign Affairs.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
N^o 2356I.

BELGRADE, le 30 août 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Vous avez bien voulu m'informer, par votre lettre en date du 12 août 1932, que le Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord estime désirable que les dispositions des traités d'extradition, conclus par Sa Majesté, qui sont actuel-

de ce traité s'appliqueront à partir de la date de la réponse de Votre Excellence à la Transjordanie, les demandes d'extradition émanant de ce territoire ou adressées à ce dernier étant effectuées conformément au traité et de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

3. J'ai l'honneur d'ajouter qu'aux fins du présent accord le «gouverneur ou l'autorité suprême» mentionnés à l'article XVII du traité précité serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

4. Si le Gouvernement yougoslave accepte cette proposition, je vous saurais gré de bien vouloir me désigner le fonctionnaire consulaire yougoslave qui, aux fins de l'article XVII dudit traité, sera le « principal fonctionnaire consulaire » par lequel les demandes d'extradition hors de Transjordanie seront adressées.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

D. J. COWAN.

A Son Excellence,
Monsieur Bogoljub Jeftić,
Ministre des Affaires étrangères
de Yougoslavie.

II.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.
No. 2356I.

BELGRADE, August 30, 1932.

MONSIEUR LE MINISTRE,

You informed me in your letter of August 12, 1932, that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland considered it desirable that the provisions of existing extradition treaties concluded by His Majesty and already made

lement en vigueur et qui ont déjà été rendus applicables à la Palestine (à l'exclusion de la Transjordanie) soient également rendus applicables à la Transjordanie.

En conséquence, vous avez demandé si le Gouvernement Royal accepte que les dispositions du Traité d'extradition signé à Belgrade, le 6 décembre (23 novembre) 1900, soient considérées comme s'appliquant à la Transjordanie. Dans l'affirmative, votre lettre et la présente réponse seraient considérées comme constatant officiellement l'accord intervenu entre les deux gouvernements, cet accord devant produire ses effets à partir de la date de la présente réponse. A partir de cette date, les demandes d'extradition émanant de ce territoire ou adressées à ce dernier devront être effectuées conformément au traité et de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté et si les nationaux ou indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Vous avez ajouté qu'aux fins du présent accord, le « gouverneur ou l'autorité suprême », mentionnés à l'article XVII du traité précité, serait le Haut Commissaire pour la Transjordanie à Jérusalem.

Enfin, vous avez demandé que, dans le cas où le Gouvernement Royal accepterait la proposition du Gouvernement de Sa Majesté dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, communication vous soit faite de la désignation du fonctionnaire consulaire yougoslave, par lequel les demandes d'extradition hors de Transjordanie seront adressées, conformément à l'article XVII du traité précité.

En réponse à votre lettre, j'ai l'honneur de vous confirmer que le Gouvernement Royal est d'accord pour que les dispositions du Traité d'extradition signé à Belgrade, le 6 décembre (23 novembre) 1900, soient rendues applicables également à la Transjordanie.

En conséquence, les demandes d'extradition émanant de la Transjordanie, ou celles y adressées, conformément au Traité d'extradition susvisé, seront faites de la même manière que si ce territoire était une possession de Sa Majesté Britannique et comme si les nationaux ou les indigènes de ce territoire étaient des sujets britanniques.

Il a été noté que « le gouverneur ou l'autorité suprême », prévus par l'article XVII du Traité du 6 décembre (23 novembre) 1900, est le Haut Commissaire pour la Transjordanie, à Jérusalem. Pour ce qui concerne le fonction-

applicable to Palestine (excluding Transjordan) should also be made applicable to Transjordan.

You accordingly enquired whether the Yugoslav Government agreed that the provisions of the Extradition Treaty signed at Belgrade on December 6, November 23, 1900, should be deemed to apply to Transjordan. In that event, your note and the present reply would be regarded as placing upon formal record the understanding arrived at between the two Governments, to come into force as from the date of the present reply. After this date, requisitions for extradition from and to that territory would be made in accordance with the Treaty in like manner as if that territory were a possession of His Majesty and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

You added that for the purposes of this agreement the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the said Treaty would be the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem.

Finally you asked that, if the Yugoslav Government agreed to the proposal of His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, you should be informed of the designation of the Consular Officer of Yugoslavia by whom, for the purpose of Article XVII of the above-mentioned Treaty, requisition for extradition from Transjordan should be made.

In reply to your letter, I have the honour to confirm that the Yugoslav Government agrees that the provisions of the Extradition Treaty signed at Belgrade on December 6, November 23, 1900, shall be made applicable to Transjordan.

Accordingly, requisitions for extradition from or to Transjordan, in accordance with the above-mentioned Extradition Treaty, shall be made in like manner as if that territory were a possession of His Majesty, and as if the nationals or natives of that territory were British subjects.

It has been noted that the "governor or chief authority" referred to in Article XVII of the Treaty of December 6, November 23, 1900, is the High Commissioner for Transjordan, Jerusalem. As regards the consular officer of

naire consulaire yougoslave par lequel, au sens de l'article XVII du traité, les demandes d'extradition hors la Transjordanie devront être adressées, sa désignation vous sera communiquée prochainement par note verbale.

Je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

(Signé) B. JEFTIĆ.

A S. E. Monsieur Nevile Meyrick Henderson,
Envoyé extraordinaire et Ministre
plénipotentiaire de Sa Majesté
Britannique,
Belgrade.

Yugoslavia by whom, in accordance with Article XVII of the said Treaty, requisition for extradition from Transjordan should be made, his designation will be communicated to you in the near future by Verbal Note.

I have the honour to be, etc.,

(Signed) B. JEFTIĆ.

To His Excellency,
Mr. Nevile Meyrick Henderson,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
of His Britannic Majesty,
Belgrade.

N^o 110 a). — CONVENTION¹ ENTRE LE DANEMARK ET LA SUÈDE CONCERNANT L'EXÉCUTION RÉCIPROQUE DES ARRÊTS ET SENTENCES. SIGNÉE A STOCKHOLM, LE 25 AVRIL 1861.

No. 110 (a). — CONVENTION¹ BETWEEN DENMARK AND SWEDEN CONCERNING THE RECIPROCAL EXECUTION OF JUDGMENTS AND AWARDS. SIGNED AT STOCKHOLM, APRIL 25, 1861.

ECHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS DANOIS ET SUÉDOIS COMPORTANT UN ACCORD RELATIF A L'ABOLITION² DE LA CONVENTION CI-DESSUS. COPENHAGUE, LE 18 MARS 1933.

EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DANISH AND SWEDISH GOVERNMENTS CONSTITUTING AN AGREEMENT REGARDING THE ABROGATION² OF THE ABOVE-MENTIONED CONVENTION. COPENHAGEN, MARCH 18, 1933.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations le 29 mars 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, March 29, 1933.

I.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

UDENRIGSMINISTERIET.

KØBENHAVN, den 18. Marts 1933.

HERR MINISTER,

I Forbindelse med Deponeringen af Ratifikationsdokumenterne vedrørende den i København den 16' Marts 1932 mellem Danmark, Finland, Island, Norge og Sverige afsluttede Konvention om Anerkendelse og Fuldbgyrdelse af Domme har jeg den Ære at udtale, at den kgl. danske Regering er enig med den kgl. svenske Regering i, at den mellem Danmark og Sverige den 25' April 1861

¹ Vol. CXVII, page 339, de ce recueil.

² Effective à partir du 1^{er} juillet 1933.

¹ Vol. CXVII, page 339, of this Series.

² Effective as from July 1, 1933.

afsluttede Konvention om gensidig Fuldbyrdelse af Domme og Kendelser, afsagt henholdsvis i Danmark og i Sverige, skal ophøre at gælde samtidig med førstnævnte Konventions Ikrafttrædelse, dog saaledes at Konventionen vedblivende skal komme til Anvendelse paa Afgørelser, som er truffet, og Forlig, som er indgaaet, forinden Konventionen om Anerkendelse og Fuldbyrdelse af Domme er traadt i Kraft.

Modtag, Herr Minister, Forsikringen om min udmærkede Højagtelse.

(*sign.*) P. MUNCH.

Herr O. A. H. Ewerlöf,
Kgl. svensk Gesandt.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoff,
*Directeur général du Ministère
des Affaires étrangères.*

II.

TEXTE SUÉDOIS. — SWEDISH TEXT.

KUNGL.
SVENSKA BESKICKNINGEN.

KÖPENHAMN, den 18 mars 1933.

HERR MINISTER,

I samband med deponeringen denna dag av ratifikationsinstrumenten till den i Köpenhamn den 16 mars 1932 mellan Sverige, Danmark, Finland, Island och Norge avslutade konventionen om erkännande och verkställighet av domar har jag, på uppdrag av min Regering, äran uttala, att Kungl. svenska Regeringen är ense med Kungl. danska Regeringen om att den mellan Sverige och Danmark den 25 april 1861 avslutade konventionen angående ömsesidig verkställighet av domar och utslag meddelade i Sverige och Danmark skall upphöra att gälla, då förstnämnda konvention träder i kraft, dock att densamma fortfarande skall äga tillämpning å beslut som meddelade eller förlikning som ingåtts före ifrågavarende konventions ikraftträdande.

Mottag, Herr Minister, försäkran om min utmärkta högaktning.

(*undert.*) O. EWERLÖF.

Hans Excellens,
Herr Utrikesminister Dr. Munch,
etc., etc., etc.

Pour copie conforme :

H. A. Bernhoff,
*Directeur général du Ministère
des Affaires étrangères.*

¹ TRADUCTIONS.

I.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

COPENHAGUE, le 18 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite au dépôt des instruments de ratification concernant la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des jugements, conclue à Copenhague le 16 mars 1932, entre le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège et la Suède, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement danois est d'accord avec le Gouvernement suédois pour que la Convention conclue le 25 avril 1861 entre le Danemark et la Suède, au sujet de l'exécution réciproque des jugements et sentences rendus au Danemark et en Suède respectivement, cesse de produire ses effets lors de l'entrée en vigueur de la convention citée en premier lieu, tout en restant applicable aux décisions et aux transactions intervenues avant l'entrée en vigueur de la convention pour la reconnaissance et l'exécution des jugements.

Veillez agréer, etc.

(Signé) P. MUNCH.

M. O. A. H. Ewerlöf,
Ministre de Suède.

II.

LÉGATION ROYALE
DE SUÈDE.

COPENHAGUE, le 18 mars 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Comme suite au dépôt, effectué ce jour, des instruments de ratification concernant la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des jugements, conclue à Copenhague le 16 mars 1932, entre la Suède, le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Norvège, j'ai l'honneur,

¹ TRANSLATIONS.

I.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

COPENHAGEN, March 18, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Following upon the deposit of the instruments of ratification relating to the Convention for the Recognition and Enforcement of Judgments, which was concluded at Copenhagen on March 16, 1932, between Denmark, Finland, Iceland, Norway and Sweden, I have the honour to inform you that the Danish Government agrees with the Swedish Government that the Convention concluded on April 25, 1861, between Denmark and Sweden relating to the reciprocal enforcement of judgments and sentences in Denmark and Sweden respectively, shall cease to have effect as from the entry into force of the first-mentioned Convention, while remaining applicable to decisions and settlements arrived at prior to the entry into force of the Convention for the Recognition and Enforcement of Judgments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) P. MUNCH.

M. O. A. H. Ewerlöf,
Swedish Minister.

II.

ROYAL SWEDISH
LEGATION.

COPENHAGEN, March 18, 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Following upon the deposit this day of the instruments of ratification concerning the Convention for the Recognition and Enforcement of Judgments, which was concluded at Copenhagen on March 16, 1932, between Sweden, Denmark, Finland, Iceland and Nor-

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

d'ordre de mon gouvernement, de porter à votre connaissance que le Gouvernement suédois est d'accord avec le Gouvernement danois pour que la Convention conclue le 25 avril 1861 entre la Suède et le Danemark, au sujet de l'exécution réciproque des jugements et sentences rendus en Suède et au Danemark, cesse de produire ses effets lors de l'entrée en vigueur de la convention citée en premier lieu, tout en restant applicable aux décisions et aux transactions intervenues avant l'entrée en vigueur de la convention pour la reconnaissance et l'exécution des jugements.

Veuillez agréer, etc.,

(Signé) O. EWERLÖF.

Son Excellence
M. Munch,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc.

way, I am instructed by my Government to inform you that the Swedish Government agrees with the Danish Government that the Convention concluded on April 25, 1861, between Sweden and Denmark, relating to the reciprocal enforcement of judgments and sentences in Sweden and Denmark, shall cease to have effect as from the entry into force of the first-mentioned Convention, while remaining applicable to decisions and settlements arrived at prior to the entry into force of the Convention for the Recognition and Enforcement of Judgments.

I have the honour to be, etc.

(Signed) O. EWERLÖF.

His Excellency
M. Munch,
Minister for Foreign Affairs,
etc., etc., etc.

N° 118 a). — DÉCLARATION ¹ ENTRE L'ALLEMAGNE ET LE DANEMARK RELATIVE A L'ASSISTANCE RÉCIPROQUE, EN CERTAINS CAS, AUX MARINS DÉLAISSÉS. SIGNÉE A COPENHAGUE, LE 31 MARS 1885.

No. 118 (a). — DECLARATION ¹ BETWEEN GERMANY AND DENMARK REGARDING RECIPROCAL RELIEF TO BE GIVEN, IN CERTAIN CASES, TO DISTRESSED SEAMEN. SIGNED AT COPENHAGEN, MARCH 31, 1885.

ECHANGES DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET DANOIS ABROGEANT, A PARTIR DU 30 JUIN 1933, LA DÉCLARATION CI-DESSUS, DANS LES RAPPORTS ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE, D'UNE PART, ET L'ALLEMAGNE, D'AUTRE PART. BERLIN, LES 20 ET 31 MAI ET 9 JUIN 1933.

EXCHANGES OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND DANISH GOVERNMENTS ABROGATING, AS FROM JUNE 30, 1933, THE ABOVE-MENTIONED DECLARATION IN THE RELATIONS BETWEEN DENMARK AND ICELAND, ON THE ONE PART, AND GERMANY, ON THE OTHER PART. BERLIN, MAY 20 AND 31, AND JUNE 9, 1933.

Communiqué par le délégué permanent du Danemark auprès de la Société des Nations, le 20 juin 1933.

Communicated by the Permanent Delegate of Denmark accredited to the League of Nations, June 20, 1933.

¹ DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XV, page 783.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

I.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

BERLIN, den 20. Mai 1933.

HERR BARON,

Im Auftrage meiner Regierung beehre ich mich vorzuschlagen, dass die Deutsche Regierung unter Verzicht auf die Einhaltung der Kündigungsfrist von einem Jahr sich damit einverstanden erklärt, dass das deutsch-dänische Übereinkommen über die gegenseitige Unterstützung hilfsbedürftiger Seeleute vom 31. März 1885 mit dem Ablauf des 30. Juni 1933 ausser Kraft tritt.

In diesem Falle bin ich ermächtigt zu erklären, dass auch die Königlich Dänische Regierung das Übereinkommen als mit Ablauf des 30. Juni 1933 ausser Kraft tretend betrachtet.

Genehmigen Sie, Herr Baron, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung.

(Sign.) Herluf ZAHLE.

Seiner Excellenz,
Herrn Baron von Neurath,
Reichsminister des Auswärtigen.

Pour copie conforme :
Copenhagen, le 14 juin 1933.

Pour le ministre :

Axel Nørgaard,

*Chef du Département politique-juridique
du Ministère des Affaires étrangères.*

II.

AUSWÄRTIGES AMT.

S 1755.

BERLIN, den 20. Mai 1933.

HERR GESANDTER !

Euerer Exzellenz beehre ich mich auf das gefällige Schreiben vom 20. Mai 1933 — Journ. Nr. 54. A. 3. — ergebenst mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung unter Verzicht auf die Einhaltung der Kündigungsfrist von einem Jahr sich damit einverstanden erklärt, dass das deutsch-dänische Übereinkommen über die gegenseitige Unterstützung hilfsbedürftiger Seeleute vom 31. März 1885 mit dem Ablauf des 30. Juni 1933 ausser Kraft tritt.

Indem ich die Erklärung, dass auch die Königlich Dänische Regierung das Übereinkommen als mit Ablauf des 30. Juni 1933 ausser Kraft tretend betrachtet, zur Kenntnis nehme, benutze ich auch diesen Anlass, um Ihnen, Herr Gesandter, die Versicherung meiner ausgezeichnetsten Hochachtung zu erneuern.

(Sign.) FRHR. VON NEURATH.

An
den Königlich Dänischen Gesandten
Herrn Herluf Zahle.

Pour copie conforme :
Copenhagen, le 14 juin 1933.

Pour le ministre :

Axel Nørgaard,

*Chef du Département politique-juridique
du Ministère des Affaires étrangères.*

III.

KÖNIGLICH DÄNISCHE GESANDTSCHAFT.

VERBALNOTE.

Unter Bezugnahme auf den am 20. d. M. stattgefundenen Notenwechsel, betreffend Ausserkrafttreten des deutsch-dänischen Übereinkommens über die gegenseitige Unterstützung hilfsbedürftiger Seeleute vom 31. März 1885, mit dem Ablauf des 30. Juni 1933, erlaubt sich die Königlich Dänische Gesandtschaft, erhaltenem Auftrage gemäss, dem Auswärtigen Amte ergebenst mitzuteilen, dass die Königlich Dänische Regierung davon ausgeht, dass die Deutsche Regierung damit einverstanden ist, dass der betreffende Notenwechsel sich sowohl auf den Wegfall des genannten Übereinkommens im Verhältnis zwischen Island und Deutschland als zwischen Dänemark und Deutschland bezieht. Die Gesandtschaft wäre für eine bestätigende Mitteilung des Auswärtigen Amtes dankbar.

BERLIN, den 31. Mai 1933.

An das
Auswärtige Amt.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 14 juin 1933.

Pour le ministre :
Axel Nørgaard,
Chef du Département politique-juridique
du Ministère des Affaires étrangères.

IV.

AUSWÄRTIGES AMT.
Nr. S. 1977.

VERBALNOTE.

Das Auswärtige Amt beehrt sich der Königlich Dänischen Gesandtschaft auf die gefällige Verbalnote vom 31. Mai 1933 — $\frac{\text{J. Nr. 54. A. 3.}}{\text{L. Nr. 2560}}$ — betreffend Ausserkrafttreten des deutsch-dänischen Übereinkommens über die gegenseitige Unterstützung hilfsbedürftiger Seeleute vom 31. März 1885, mit dem Ablauf des 30. Juni 1933 mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung damit einverstanden ist, dass der Notenwechsel vom 20. Mai 1933 sich sowohl auf den Wegfall des genannten Übereinkommens im Verhältnis zwischen Island und Deutschland als zwischen Dänemark und Deutschland bezieht.

BERLIN, den 9. Juni 1933.

An
die Königlich Dänische
Gesandtschaft.

Pour copie conforme :
Copenhague, le 14 juin 1933.

Pour le ministre :
Axel Nørgaard,
Chef du Département politique-juridique
du Ministère des Affaires étrangères.

¹ TRADUCTIONS.

I.

LÉGATION DE DANEMARK.

BERLIN, le 20 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de proposer que le Gouvernement allemand, renonçant à l'observation du délai de dénonciation d'un an, déclare accepter que l'Arrangement germano-danois du 31 mars 1885, relatif à l'assistance réciproque aux marins délaissés soit abrogé à partir du 30 juin 1933 à minuit.

Dans ce cas, je suis autorisé à déclarer que le Gouvernement danois considérera également l'arrangement comme abrogé à partir du 30 juin 1933 à minuit.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) Herluf ZAHLE.

A Son Excellence
Monsieur le Baron von Neurath,
Ministre des Affaires étrangères
du Reich.

II.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

S. 1755.

BERLIN, le 20 mai 1933.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à votre note du 20 mai 1933 — Journ. N° 54.A.3 — j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement allemand, renonçant à l'observation du délai de dénonciation d'un an, déclare accepter que l'Arrangement germano-danois du 31 mars 1885, relatif

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations, à titre d'information.

¹ TRANSLATIONS.

I.

ROYAL DANISH LEGATION.

BERLIN, May 20, 1933.

SIR,

Acting upon instructions from my Government, I have the honour to propose that the German Government, renouncing the observance of one year's notice of denunciation, shall agree to the expiry at midnight on June 30, 1933, of the German-Danish Agreement of March 31, 1885, concerning the granting, on terms of reciprocity, of assistance to distressed sailors.

In that event I am authorised to state that the Royal Danish Government will also regard the Agreement as expiring at midnight on June 30, 1933.

I have etc...

(Signed) Herluf ZAHLE.

To
H. E. Baron von Neurath,
Reich Minister for Foreign Affairs.

II.

MINISTRY
FOR FOREIGN AFFAIRS.

S. 1755.

BERLIN, May 20, 1933.

SIR,

In reply to your note of May 20, 1933 — Ref. No. 54.A.3. — I have the honour to inform you that the German Government, renouncing the observance of one year's notice of denunciation, agrees to the expiry at midnight on June 30, 1933, of the German-Danish Agree-

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations, for information.

à l'assistance réciproque aux marins délaissés soit abrogé à partir du 30 juin 1933, à minuit.

En prenant acte de la déclaration aux termes de laquelle le Gouvernement danois considérera l'arrangement comme abrogé à partir du 30 juin 1933 à minuit, je saisis cette occasion, etc.

(Signé) Frhr. VON NEURATH.

Monsieur Herluf Zahle,
Ministre de Danemark.

III.

LÉGATION DE DANEMARK.

NOTE VERBALE

Se référant à l'échange de notes du 20 courant, concernant l'abrogation, à partir du 30 juin 1933 à minuit, de l'Arrangement germano-danois du 31 mars 1885 relatif à l'assistance réciproque aux marins délaissés, la Légation de Danemark se permet, conformément aux ordres reçus, de faire connaître au Ministère des Affaires étrangères que le Gouvernement danois présuppose que le Gouvernement allemand accepte que l'échange de notes en question se rapporte aussi bien à l'abrogation de l'arrangement en question dans les rapports entre l'Islande et l'Allemagne qu'entre le Danemark et l'Allemagne. La Légation aimerait à recevoir une communication du Ministère des Affaires étrangères confirmant ce point de vue.

BERLIN, le 31 mai 1933.

Au Ministère des Affaires étrangères.

IV.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

No. S. 1977.

NOTE VERBALE

Le Ministère des Affaires étrangères, en réponse à la note verbale du 31 mai 1933 — J. No 54. A. 3. — concernant l'abrogation, à L. No. 2560

ment of March 31st, 1885, concerning the granting, on terms of reciprocity, of assistance to distressed sailors.

I take note of the declaration that the Royal Danish Government also regards the Agreement as expiring at midnight on June 30th, 1933, and, I have, etc.

(Signed) Frhr. VON NEURATH.

To
M. Herluf Zahle,
Royal Danish Minister.

III.

ROYAL DANISH LEGATION.

VERBAL NOTE.

With reference to the exchange of notes of May 20, 1933, regarding the expiry at midnight on June 30, 1933, of the German-Danish Agreement of March 31, 1885, concerning the granting, on terms of reciprocity, of assistance to distressed sailors, the Royal Danish Legation, acting upon instructions, has the honour to inform the Ministry for Foreign Affairs that the Royal Danish Government assumes that the German Government agrees that the above exchange of notes shall refer to the cessation of the said Agreement as between Iceland and Germany as well as between Denmark and Germany. The Legation would be grateful if the Ministry for Foreign Affairs would be good enough to confirm this view.

BERLIN, May 31, 1933.

To the Ministry for Foreign Affairs.

IV.

MINISTRY
OF FOREIGN AFFAIRS.

No. S. 1977.

VERBAL NOTE.

In reply to the Verbal Note of May 31, 1933 — J. No. 54. A. 3. — regarding the expiry L. No. 2560 at midnight on June 30, 1933, of the German-

la date du 30 juin 1933 à minuit, de l'Arrangement germano-danois du 31 mars 1885 relatif à l'assistance réciproque aux marins délaissés, a l'honneur de faire connaître à la Légation de Danemark que le Gouvernement allemand accepte que l'échange de notes du 20 mai 1933 se rapporte aussi bien à l'abrogation de l'arrangement en question dans les rapports entre l'Islande et l'Allemagne qu'entre le Danemark et l'Allemagne.

BERLIN, le 9 juin 1933.

A la Légation de Danemark.

Danish Agreement of March 31, 1885, concerning the granting, terms of reciprocity, of assistance to distressed sailors, the Ministry for Foreign Affairs, has the honour to inform the Royal Danish Legation that the German Government agrees that the exchange of notes of May 20, 1933, shall refer to the cessation of the said Agreement as between Iceland and Germany as well as between Denmark and Germany.

BERLIN, June 9, 1933.

To the Royal Danish Legation.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES REUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES REUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)

